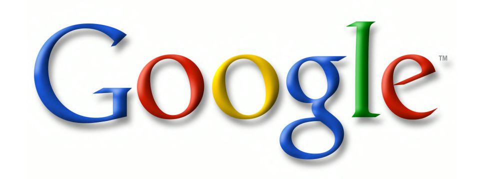
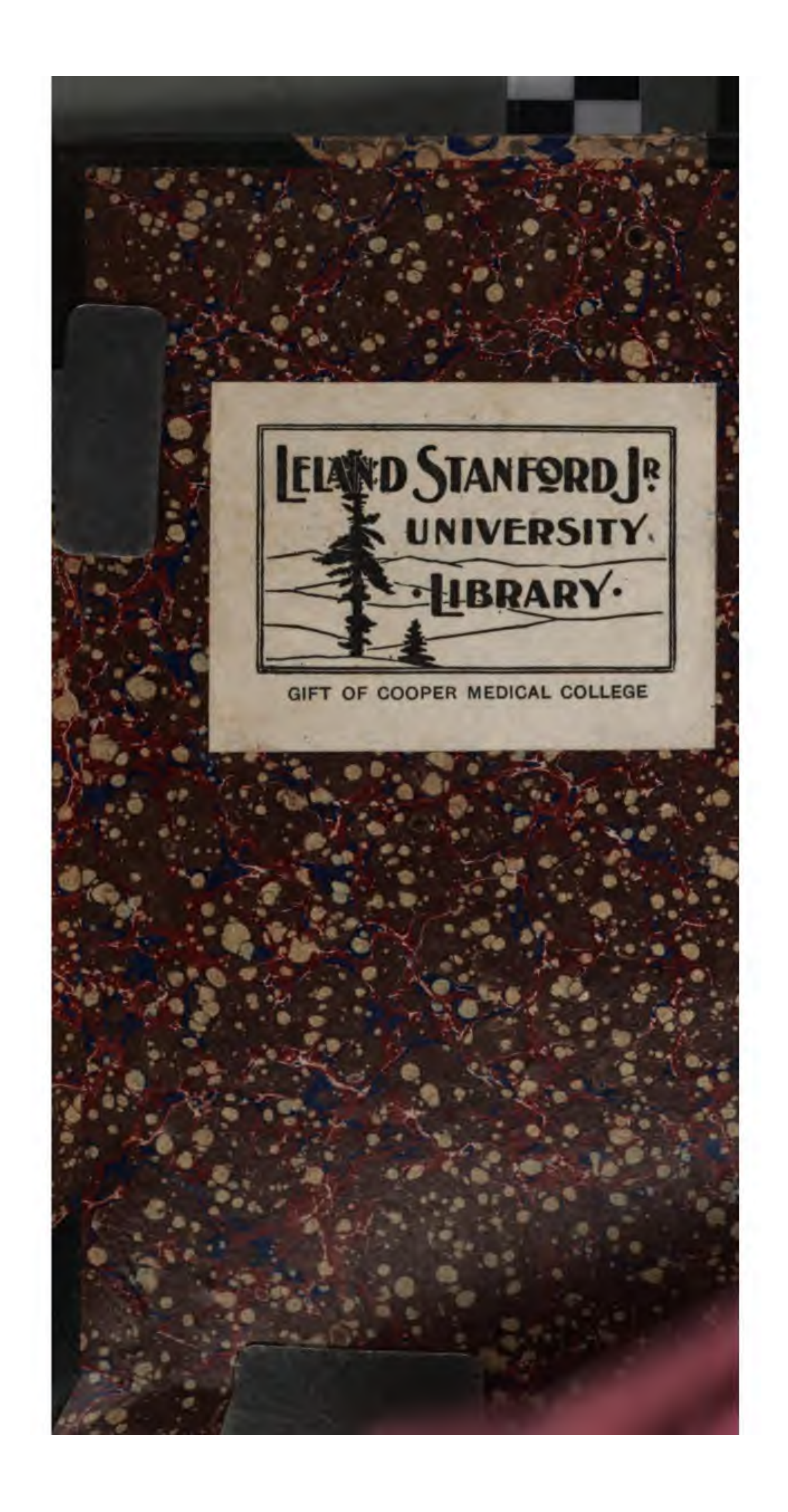
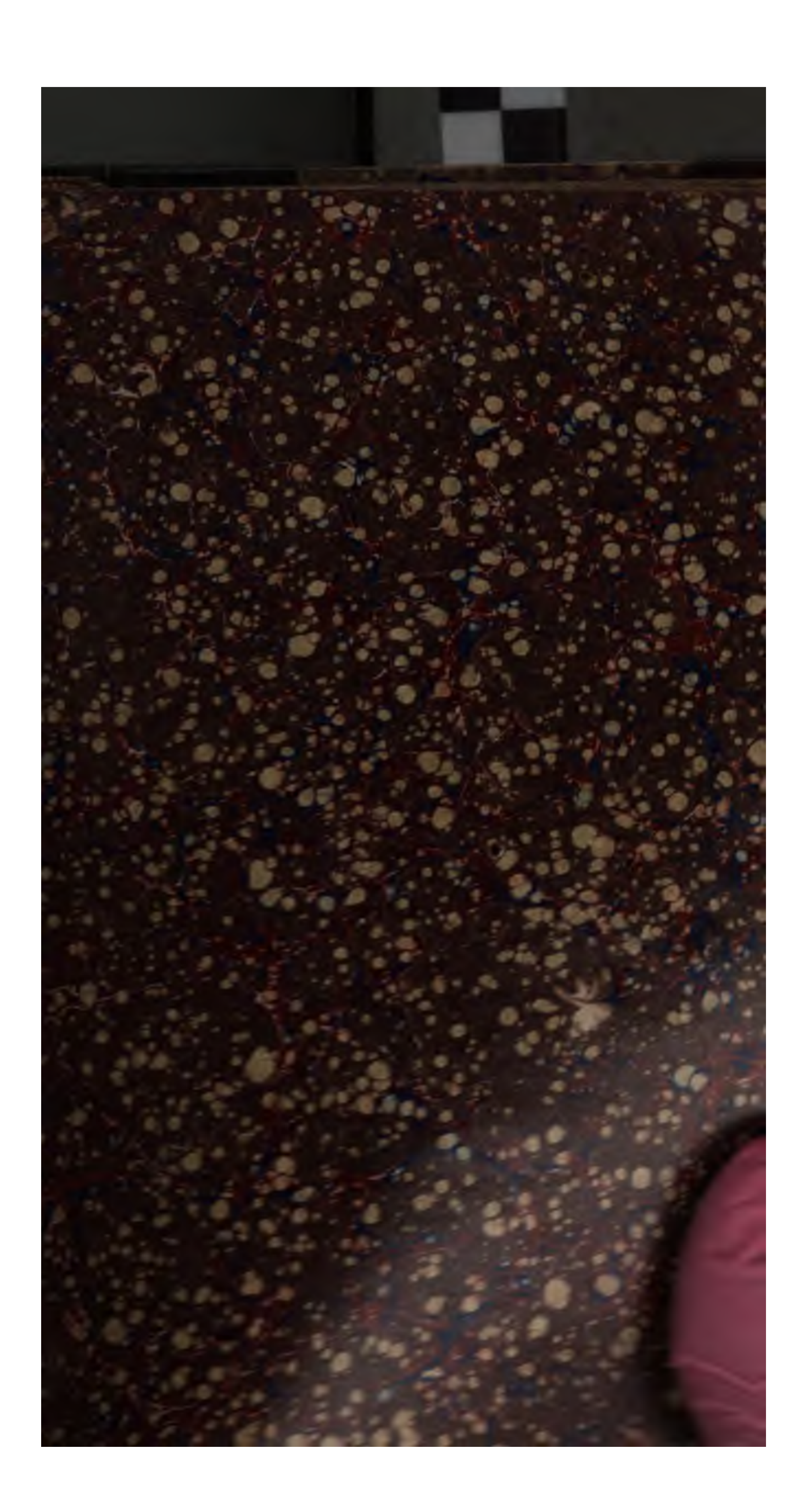




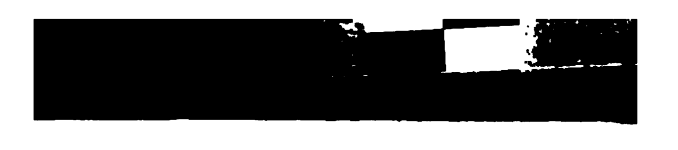


LELAND STANFORD JR. UNIVERSITY LIBRARY
GIFT OF COOPER MEDICAL COLLEGE









[redacted]

LA

PHILOSOPHIE POSITIVE

—

TOME SECOND

8789-80. — CORBEIL. Typ. et Stér. CRÉTÉ.

[redacted]

LA

PHILOSOPHIE POSITIVE

PAR

AUGUSTE COMTE

RÉSUMÉ

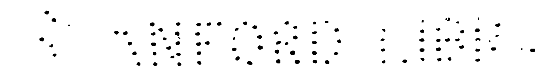
PAR

JULES RIG

TOME SECOND



PARIS
LIBRAIRIE J.-B. BAILLIERE ET FILS
Rue Hautefeuille, 19, près du boulevard Saint-Germain
1881



LA

PHILOSOPHIE POSITIVE

QUARANTE-SIXIÈME LEÇON

Sommaire. — **Considérations sur la nécessité et l'opportunité de la *sociologie*, d'après l'analyse de l'état social actuel.**

Dans la première partie de cet ouvrage, l'exploration philosophique repose sur un état scientifique préexistant. Les conditions de la positivité sont satisfaites, au moins en principe, dans tous les cas. Il nous a suffi d'un travail d'appréciation rationnelle, qui nous a conduits presque spontanément à l'indication des principaux perfectionnements, destinés à dégager la science de toute influence de l'ancienne philosophie. Il n'en peut plus être ainsi dans cette dernière partie, qui est consacrée à l'étude des phénomènes sociaux, dont la théorie n'est pas encore sortie de l'état théologique et métaphysique, auquel tous les penseurs semblent la condamner indéfiniment. Mon opération philosophique devient donc plus difficile et plus hardie. Au lieu de juger et d'améliorer, il s'agit de créer un ordre de conceptions scientifiques, qui n'a jamais été ébauché, ni même entrevu, par aucun philosophe.

Une telle création ne saurait élever tout à coup, au ni-

[redacted]

LA

PHILOSOPHIE POSITIVE

QUARANTE-SIXIÈME LEÇON

Sommaire. — Considérations sur la nécessité et l'opportunité de la *sociologie*, d'après l'analyse de l'état social actuel.

Dans la première partie de cet ouvrage, l'exploration philosophique repose sur un état scientifique préexistant. Les conditions de la positivité sont satisfaites, au moins en principe, dans tous les cas. Il nous a suffi d'un travail d'appréciation rationnelle, qui nous a conduits presque spontanément à l'indication des principaux perfectionnements, destinés à dégager la science de toute influence de l'ancienne philosophie. Il n'en peut plus être ainsi dans cette dernière partie, qui est consacrée à l'étude des phénomènes sociaux, dont la théorie n'est pas encore sortie de l'état théologique et métaphysique, auquel tous les penseurs semblent la condamner indéfiniment. Mon opération philosophique devient donc plus difficile et plus hardie. Au lieu de juger et d'améliorer, il s'agit de créer un ordre de conceptions scientifiques, qui n'a jamais été ébauché, ni même entrevu, par aucun philosophe.

Une telle création ne saurait élever tout à coup, au ni-

veau des autres sciences, cette branche complémentaire de la philosophie, qui se rapporte aux phénomènes les plus compliqués. Tout ce qu'il est permis de tenter, c'est de faire constater la possibilité de concevoir et de cultiver la science sociale à la manière des sciences positives, d'en marquer le caractère philosophique et d'en établir les bases.

Cette exposition d'une nouvelle doctrine a besoin, pour être intelligible et efficace, d'être plus explicite que celle des autres sciences. Je suis même obligé, avant d'entrer en matière et pour placer l'esprit du lecteur au point de vue convenable, de caractériser l'importance d'une telle opération philosophique et l'inanité des tentatives antérieures.

L'ordre et le progrès étaient regardés par l'antiquité comme inconciliables. La civilisation moderne en a fait deux conditions également impérieuses de tout système politique. Aucun ordre ne peut plus s'établir, ni durer, s'il n'est compatible avec le progrès. Aucun progrès ne peut s'accomplir, s'il ne tend à la consolidation de l'ordre. Dans la politique positive, l'ordre et le progrès sont les deux aspects inséparables d'un même principe.

L'état du monde politique est très éloigné de cette conciliation. Les idées d'ordre et celles de progrès y semblent antipathiques. Depuis la crise révolutionnaire, un esprit rétrograde dirige les tentatives en faveur de l'ordre, et les efforts entrepris pour le progrès sont conduits par des doctrines anarchiques. Les reproches mutuels que s'adressent, à cet égard, les partis opposés ne sont que trop mérités. Tel est le cercle vicieux dans lequel s'agite la société actuelle.

Les idées d'ordre sont empruntées au système théolo-

[redacted]

gique et militaire, envisagé surtout dans sa constitution catholique et féodale. Les idées de progrès continuent à être déduites de la philosophie négative, qui, issue du protestantisme, a pris, au siècle dernier, tout son développement. Les diverses classes de la société adoptent l'une ou l'autre de ces deux directions opposées, suivant qu'elles éprouvent davantage le besoin de conservation ou celui de progrès. A chaque nouvel aspect que la marche des événements fait ressortir dans les besoins de notre époque, l'école rétrograde propose, comme remède, la restauration de la partie correspondante de l'ancien système politique. L'école critique rapporte le mal à une trop incomplète destruction de ce système, et conseille de supprimer plus complètement toute puissance régulatrice. Rarement, il est vrai, ces deux doctrines se présentent dans leur plénitude, qui ne se rencontre plus que chez quelques esprits spéculatifs. L'alliage qu'on tente d'établir entre ces principes incompatibles, et dont les degrés caractérisent les nuances politiques, ne saurait être doué d'aucune vertu étrangère aux éléments qui le composent, et qui tendent, au contraire, à se neutraliser. Il est nécessaire, pour la netteté de notre analyse, d'envisager isolément la politique théologique et la politique métaphysique, sauf à considérer ensuite leur antagonisme, et les combinaisons qu'on s'est efforcé d'instituer entre elles.

Je dois signaler d'abord un aspect philosophique qui indiquera le plus sûr criterium de la valeur d'une doctrine sociale quelconque.

Au point de vue logique, le problème de la réorganisation sociale est réductible à cette condition: construire une doctrine politique qui soit, dans son développement, toujours conséquente à ses principes.

La doctrine qui fournirait des solutions aux diverses

questions politiques, sans être amenée à se démentir dans la pratique, devrait être reconnue apte à réorganiser la société.

L'école rétrograde préconise, comme son attribut, la cohérence de ses idées. Néanmoins, quoique la politique théologique soit moins inconséquente que la politique métaphysique, il est plus facile de constater sa tendance aux concessions directement contraires à ses principes. Rien ne montre mieux l'inanité d'une doctrine. L'ancien système politique est tellement détruit, que ses partisans les plus dévoués, modifiés à leur insu par l'invincible entraînement du siècle, en ont perdu le vrai sentiment, soit dans la pratique, soit même dans la spéculation.

La démonstration devient bien facile, si l'on considère la doctrine rétrograde relativement aux éléments de la civilisation moderne. En effet, le développement des sciences, de l'industrie et des beaux-arts a été la principale cause de la décadence du système théologique et militaire. C'est l'ascendant de l'esprit scientifique qui nous préserve de toute résurrection de l'esprit théologique. De même, l'esprit industriel est notre plus sûre garantie contre tout retour de l'esprit militaire ou féodal. Tel est le caractère de l'antagonisme social. Or, malgré cette opposition, aucun gouvernement ou même aucune école n'ont été assez rétrogrades pour entreprendre, ou seulement concevoir, la compression systématique des sciences, des beaux-arts et de l'industrie. Au contraire, tous les pouvoirs tiennent à honneur d'encourager leurs progrès. Telle est la première inconséquence de la politique rétrograde, annulant ainsi, par le développement de ses actes, ses projets de reconstruction. Bonaparte lui-même, qui a le plus fortement conçu la rétrogradation politique, a sincèrement tenté de s'ériger en protecteur de l'industrie, des beaux-arts et des

[redacted]

sciences. Les esprits spéculatifs n'échappent pas davantage à cette tendance, bien qu'il leur soit plus facile de s'isoler du mouvement général. De Maistre a rendu un témoignage aussi éclatant qu'involontaire à cette inévitable nécessité de sa philosophie, en s'efforçant de fonder le rétablissement de la suprématie papale sur de simples raisonnements historiques et politiques, au lieu de le commander de droit divin, comme un tel esprit n'eût point hésité à le faire à une autre époque.

Considérons des incohérences plus directes, qui montrent une contradiction mutuelle entre les parties de la même doctrine. En nous bornant à l'époque actuelle, nous pouvons constater, dans les différentes sections de l'école rétrograde, un état d'opposition à divers points de leur doctrine commune. Le cas le plus important consiste dans le consentement unanime de cette école à la suppression de la division entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, qui constitue la base du système catholique et féodal. C'est la seule notion politique sur laquelle tous les partis s'accordent : à cet égard, les rois ne se montrent pas moins révolutionnaires que les peuples, et les prêtres eux-mêmes ratifient leur propre dégradation politique. Comment les uns ou les autres pourraient-ils rêver la restauration d'un système qu'ils ont ainsi méconnu? Il faudrait d'abord réunir toutes les sectes engendrées par la décadence du christianisme. Or, les projets tentés dans ce sens, surtout en Allemagne, ont échoué devant l'obstination des gouvernements à retenir la direction du pouvoir théologique. Les brutales inconséquences de Bonaparte n'ont fait que reproduire l'exemple de tant d'autres princes. Quand, après sa chute, les rois ont entrepris d'instituer un haut pouvoir européen contre le développement de l'état révolutionnaire, ils n'ont même pas

pensé à y faire participer l'ancienne autorité spirituelle, dont ils ont ainsi usurpé l'attribut le plus légitime. Ce conseil suprême s'est trouvé composé, en grande partie, de chefs hérétiques, ce qui rendait impossible l'introduction du pouvoir papal. Sans doute ce n'est pas seulement de nos jours que les rois et les papes ont subordonné leurs principes religieux aux intérêts de leur domination temporelle ; mais ces inconséquences sont devenues plus nombreuses et plus profondes. Elles sont plus décisives, parce qu'elles montrent à quel point la pensée de l'ancien système politique a échappé à ceux qui en ont entrepris la restauration avec le plus d'ardeur.

Cet esprit d'incohérence et de division de l'école rétrograde s'est également manifesté, soit dans ses triomphes momentanés, soit dans ses revers. Chez un parti aussi fier de sa prétendue cohésion, la possession du pouvoir devait rallier toutes les nuances : nous y avons vu, au contraire, les scissions les plus prononcées éclater successivement et servir d'instrument à sa chute politique. Les partisans du catholicisme et ceux de la féodalité se sont séparés, et, parmi ces derniers, les défenseurs de l'aristocratie et ceux de la royauté se sont combattus. En un mot, cette courte période a reproduit, sous nos yeux, les mêmes principes de décomposition qui s'étaient lentement développés pendant les siècles antérieurs. Si un tel succès venait à se renouveler, des séparations plus prononcées éclateraient encore plus tôt, par suite de l'incompatibilité, chaque jour plus complète, de l'état social actuel avec l'ancien système. Plus la politique théologique trouve à se développer, plus elle engendre de subdivisions, que dissimule le vague assentiment accordé à ses principes généraux. C'est le symptôme de toute théorie incompatible avec les faits.

Depuis que la secousse de 1830 a fait passer le parti

[redacted]

rétrograde à la condition d'opposant, son incohérence s'est manifestée d'une autre manière. Quand ce parti, pendant les trois derniers siècles, était réduit à la défensive, il avait recours aux principes de la doctrine révolutionnaire, sans reculer devant le danger de cette inconséquence. On a vu, par exemple, l'école catholique invoquer le dogme de la liberté de conscience en faveur de ses coreligionnaires d'Angleterre et d'Irlande, tout en réclamant la répression du protestantisme en France et en Autriche. Lorsque, dans notre siècle, la coalition des rois a voulu soulever l'Europe contre Bonaparte, elle a rendu témoignage à l'impuissance de la doctrine rétrograde et à l'énergie de la doctrine critique, en renonçant à la première pour invoquer la seconde, tout en ayant en vue la restauration de l'ancien système politique. Mais cet aveu de décrépitude n'a jamais été aussi complet que de nos jours, où nous voyons l'école rétrograde entreprendre la résurrection du régime catholique et féodal à l'aide des principes qui ont servi à le détruire. Ceux qui président à cette métamorphose passent pour les habiles du parti dont ils signent ainsi l'abdication politique et même, à certains égards, la dégradation morale. De Maistre a reproché à Bossuet d'avoir méconnu, en ce qui concerne l'église gallicane, la nature politique du catholicisme. Il serait aisé de signaler, chez l'auteur du *Pape*, des inconséquences équivalentes. Et l'on prétendrait réorganiser la société d'après une théorie assez décrépite, pour n'être plus comprise de ses meilleurs interprètes !

Apprécions maintenant la politique métaphysique : elle a présidé aux progrès politiques accomplis dans les trois derniers siècles. Cette doctrine pouvait seule détruire un système qui, après avoir développé l'esprit humain, tendait à en perpétuer l'enfance.

Le passage d'un système social à un autre suppose, pendant quelques générations, une sorte d'interrègne plus ou moins anarchique. Les progrès politiques se réduisent alors à la démolition de l'ancien système. Ce renversement préalable est indispensable, soit pour permettre le développement des éléments du système nouveau, soit pour stimuler à la réorganisation par l'expérience des inconvénients de l'anarchie. Une considération purement intellectuelle, que je dois indiquer, prouve la nécessité d'une telle marche.

La débile portée de notre intelligence, et la brièveté de notre vie comparée à la lenteur du développement social, tiennent notre imagination, surtout à l'égard des idées politiques, sous la plus étroite dépendance du milieu dans lequel nous vivons. Les plus chimériques utopistes eux-mêmes reflètent, par leurs rêveries, l'état social contemporain. A plus forte raison, la conception d'un système politique, entièrement différent de celui qui nous entoure, doit-elle excéder les bornes de notre intelligence. L'état d'enfance et d'empirisme de la science sociale a contribué à rendre plus impérieuse cette obligation naturelle. Ainsi la démolition très avancée du système politique antérieur est une condition nécessaire à toute révolution sociale. Sans elle, les plus éminents esprits ne sauraient apercevoir la nature du système nouveau, et la raison publique ne pourrait en seconder la réalisation. La plus forte tête de l'antiquité, le grand Aristote, a été tellement dominé par son siècle, qu'il n'a pu concevoir une société qui ne fût point fondée sur l'esclavage, dont l'abolition a néanmoins commencé quelques siècles après lui.

Ces considérations s'appliquent à la révolution sociale actuelle, dont les révolutions antérieures n'ont été que le préliminaire. La société n'a pas échappé à cette condition

de renversement préalable. Sans doute, il eût été préférable que la chute de l'ancien système politique eût été retardée jusqu'au moment où le nouveau système eût pu lui succéder sans interruption ; mais cette supposition est opposée aux conditions de la nature humaine. Malgré la démolition déjà presque entièrement accomplie, les plus éminents esprits n'aperçoivent encore que vaguement le caractère de la réorganisation sociale. L'ancien système, en pleine vigueur, devait donc interdire tout aperçu d'un tel avenir. Une lutte intense et prolongée contre le régime antérieur a développé plus énergiquement l'action révolutionnaire, et l'a rattachée à une doctrine de négation méthodique de tout gouvernement régulier. Telle est l'origine de la doctrine critique. C'est ce qui explique les services que cette doctrine a rendus jusqu'ici, et les obstacles qu'elle oppose à toute réorganisation.

Les principaux dogmes de l'école révolutionnaire, étudiés dans leur origine historique, ne sont que le résultat transitoire de la décadence correspondante de l'ancien ordre social, dont ils ont accéléré la décomposition. Malheureusement, l'esprit métaphysique de cette opération devait faire concevoir comme absolue une doctrine destinée simplement à détruire l'ancien régime. Ce caractère absolu, imprimé aux dogmes critiques, pouvait seul leur donner assez d'énergie, pour lutter avec succès contre la puissance, alors si imposante, du gouvernement établi ; mais cette nécessité n'en a pas moins eu les plus fâcheuses conséquences. La métaphysique révolutionnaire tend de plus en plus, en vertu de l'essor qu'elle a imprimé à l'esprit d'anarchie, à entraver l'institution de ce même ordre politique, dont elle a préparé l'avènement.

L'ensemble de cette doctrine représente le gouvernement comme étant l'ennemi de la société, qui doit le surveiller

pour empêcher ses empiétements, et ne lui laisser que les fonctions de police générale, sans aucune participation à la direction de l'action collective et du développement social. Cette négation de tout gouvernement était nécessaire au succès de la lutte qui devait préparer l'avènement du régime nouveau. Si la puissance directrice n'avait pas été, par une sorte de dogme formel, déniée au gouvernement, elle eût été conservée, ou rendue, aux pouvoirs mêmes qu'il s'agissait de détruire, puisqu'ils prétendaient seuls à une semblable attribution, sans qu'on pût encore concevoir une meilleure manière de l'exercer.

Considérons la doctrine critique à un point de vue plus spécial. Le dogme du libre examen,ou de la liberté illimitée de conscience, en constitue le principe fondamental : il a pour conséquence la liberté de la presse, de l'enseignement et de tout autre mode d'expression et de communication des opinions humaines. C'est par là que toutes les intelligences ont adhéré à l'esprit de la doctrine révolutionnaire. Le droit d'examiner toutes les questions sociales devait trop flatter l'orgueilleuse faiblesse de l'intelligence humaine, pour que les conservateurs de l'ancien régime pussent résister à un tel appât, et demeurer seuls humbles et soumis au milieu d'esprits livrés à l'élan de leur émancipation. Aussi la contagion révolutionnaire est-elle devenue, à cet égard, universelle, et constitue-t-elle un des principaux caractères de nos mœurs sociales. Les plus zélés partisans de la politique théologique sont aussi disposés que leurs adversaires à trancher, d'après leurs lumières personnelles, les débats les plus difficiles, sans témoigner plus de déférence pour leurs supérieurs intellectuels. Ceux qui, par leurs écrits, se constituent les défenseurs philosophiques du gouvernement spirituel ne reconnaissent, comme les révo-

[redacted]

lutionnaires qu'ils attaquent, d'autre autorité suprême que celle de leur raison, dont l'irritable infaillibilité est toujours prête à s'insurger contre toute contradiction, dût-elle émaner des pouvoirs qu'ils préconisent le plus. Je signale de préférence cette invasion de l'esprit critique chez le parti rétrograde, pour mieux faire ressortir la gravité d'une telle situation.

Historiquement envisagé, le dogme du libre examen n'est que la consécration, sous une forme abstraite, commune à toutes les conceptions métaphysiques, de l'état passager de liberté illimitée, dans lequel l'esprit humain a été spontanément placé par une suite nécessaire de la décadence de la philosophie théologique. Il n'y a pas de liberté de conscience en astronomie, en physique, en chimie, en biologie même, en ce sens que chacun trouverait absurde de ne pas croire de confiance aux principes établis dans ces sciences par les hommes compétents. S'il en est autrement en politique, c'est uniquement parce que les anciens principes sont tombés, et que les nouveaux ne sont pas encore établis. Cette absence de règles intellectuelles a puissamment concouru à accélérer la dissolution de l'ancien pouvoir spirituel. Elle devait être absolue; car on ne pouvait soupçonner le terme que la marche de la raison humaine assignerait à l'état transitoire qu'elle consacrait, et qui constitue encore, pour tant d'esprits éclairés, un état définitif. D'ailleurs, ce caractère absolu était indispensable, pour qu'un tel dogme pût remplir sa destination révolutionnaire. S'il avait fallu subordonner le droit d'examen à des restrictions, l'esprit humain les aurait empruntées aux seuls principes qu'il pût concevoir, c'est-à-dire à ceux de l'ancien système, dont la destruction eût été ainsi entravée par l'opération philosophique qui n'avait d'autre objet que de la faciliter.

Au point de vue philosophique, le libre examen ne peut pas constituer un principe organique. Dans un cas quelconque, soit privé, soit public, l'état d'examen ne saurait être que provisoire. Il indique la situation de l'intelligence, lorsqu'elle renonce à d'anciens principes pour s'en former de nouveaux. Prendre l'exception pour la règle, au point d'ériger en ordre normal l'interrègne passager qui accompagne de telles transitions, c'est méconnaître les besoins de la raison. Examiner toujours, sans se décider jamais, serait presque taxé de folie dans la conduite privée. Comment la consécration d'une semblable disposition chez tous les individus pourrait-elle constituer la perfection de l'ordre social? Chacun se reconnaît impropre à former et même à juger, à moins d'une préparation spéciale, les notions astronomiques, physiques et chimiques. Pourquoi les notions les plus importantes et les plus compliquées resteraient-elles seules abandonnées à l'arbitraire décision des esprits les moins compétents?

Aucune association ne saurait subsister sans un certain degré de confiance réciproque entre ses divers membres, dont chacun éprouve le besoin d'une foule de notions, à la formation desquelles il doit rester étranger, et qu'il ne peut admettre que sur la foi d'autrui. Quelque développement intellectuel qu'on puisse supposer dans la masse des hommes, l'ordre social demeurera toujours incompatible avec la liberté laissée à chacun de remettre, chaque jour, en discussion les bases mêmes de la société. Chez les peuples où la politique révolutionnaire s'est arrêtée à la halte du protestantisme, les innombrables sectes religieuses sont, chacune à part, trop impuissantes pour prétendre à la domination spirituelle. Mais, sur les divers points de doctrine ou de discipline qui leur sont restés communs, leur intolérance n'est pas moins tyrannique, surtout aux

[redacted]

Etats-Unis, que celle qu'on a tant reprochée au catholicisme. Lorsque la doctrine critique a été, au commencement de la révolution française, conçue comme organique, on sait avec quelle terrible énergie les directeurs de ce grand mouvement ont tenté d'obtenir l'assentiment général. Je résume cette analyse en rappelant que, depuis longtemps, le bon sens politique a formulé le besoin de toute organisation par cet axiome de l'Église catholique : *in necessariis unitas, in dubiis libertas, in omnibus charitas.* Toutefois cette belle maxime se borne à poser le problème, sans le résoudre.

Il serait superflu d'analyser avec autant de soin les autres dogmes de la métaphysique révolutionnaire : tous sont la consécration d'un aspect transitoire de la société. Ils étaient indispensables à la démolition de l'ancien système politique ; mais, appliqués mal à propos à la conception du nouvel ordre social, ils tendent à l'entraver, en conduisant à la négation de tout gouvernement. C'est surtout sensible pour le dogme de l'égalité. Ce dogme a secondé le développement de la civilisation, en présidant à la dissolution de la vieille classification sociale. Sans lui, les forces destinées à devenir les éléments d'une nouvelle organisation n'auraient pu prendre leur essor, ni acquérir le caractère politique qui leur manquait. L'absolu n'y était pas moins *nécessaire;* car, si tout classement social n'avait pas été d'abord dénié, les anciennes corporations dirigeantes auraient conservé leur prépondérance, par suite de l'impossibilité où l'on était de concevoir autrement la classification politique. C'est donc seulement au nom de l'égalité qu'il a été possible de lutter avec succès contre les anciennes inégalités qui, après avoir secondé le développement de la société, avaient fini, dans leur décadence, par devenir oppressives.

Sans doute, chaque individu, quelle que soit son infériorité, a toujours le droit, à moins d'une conduite antisociale, d'attendre des autres les égards inhérents à la dignité d'homme. Malgré cette obligation morale, qui n'a jamais été niée depuis l'abolition de l'esclavage, il est évident que les hommes ne sont ni égaux entre eux, ni même équivalents, et qu'ils ne sauraient posséder, dans l'association, des droits identiques, sauf le droit, commun à tous, du libre développement de l'activité personnelle. Les inégalités intellectuelles et morales sont plus prononcées que les simples inégalités physiques. Or le progrès de la civilisation, loin de nous rapprocher d'une égalité chimérique, tend, au contraire, à développer ces différences, en même temps qu'il atténue l'importance des distinctions matérielles qui les tenaient comprimées. On donne donc au dogme de l'égalité un caractère anarchique, et on l'élève contre sa destination primitive, dès que, cessant d'y voir un dissolvant de l'ancien système politique, on veut l'appliquer au système nouveau.

Il est aussi facile d'apprécier le dogme de la souveraineté du peuple. C'est la seconde conséquence du principe de la liberté de conscience, transporté de l'ordre intellectuel à l'ordre politique. Cette nouvelle phase de la politique métaphysique était nécessaire pour proclamer la décadence de l'ancien régime, et pour préparer l'avènement d'une nouvelle constitution. Les peuples devaient s'attribuer le droit de changer à volonté leurs institutions provisoires; car, autrement, toutes les restrictions ne pouvant dériver que de l'ancien système, sa suprématie eût été ainsi maintenue, et la révolution sociale eût avorté. La consécration dogmatique de la souveraineté populaire a seule pu permettre la succession des divers essais politiques. Suivant tout autre procédé, la réorganisation po-

litique exigerait l'utopique participation des pouvoirs mêmes qu'elle doit abolir. Mais on ne peut méconnaître, malgré son office transitoire, la tendance anarchique de ce dogme, qui s'oppose à toute institution régulière, et condamne les supérieurs à dépendre de la multitude de leurs inférieurs, en transportant aux peuples le droit divin tant reproché aux rois.

Enfin l'esprit métaphysique se manifeste d'une manière analogue dans les relations internationales. La négation de toute organisation n'y est pas moins absolue. Le principe de la liberté de conscience, en annulant l'ancien pouvoir spirituel, a déterminé la dissolution de l'ordre européen, dont le maintien constituait l'un des attributs de l'autorité papale. Les notions d'indépendance, d'isolement national et, par suite, de non-intervention mutuelle, ont dû présenter le caractère absolu sans lequel elles auraient manqué leur but. Jusqu'à une suffisante manifestation du nouvel ordre social, toute tentative de coordination européenne, ne pouvant être dirigée que par l'ancien système, tendrait à subordonner la politique des peuples les plus civilisés à celle des nations les moins avancées. On ne saurait trop apprécier l'admirable énergie avec laquelle la nation française a conquis, par tant d'héroïques dévouements, le droit de transformer, à son gré, sa politique intérieure. Cet isolement était une condition de la régénération politique. En effet, dans toute autre hypothèse, les différents peuples auraient dû être simultanément réorganisés. Néanmoins, en consacrant cet esprit absolu de nationalité, la métaphysique révolutionnaire tend à entraver la réorganisation sociale, et à faire rétrograder la politique moderne au-dessous de celle du moyen âge. Ainsi, à cet égard comme à tous les autres, la politique métaphysique, après avoir préparé l'évolution des

sociétés modernes, est devenue un obstacle à l'accomplissement de ce grand mouvement.

Pour compléter l'appréciation de la doctrine révolutionnaire, il me reste à lui appliquer le criterium logique qui nous a déjà fait juger la doctrine rétrograde, c'est-à-dire à constater son inconséquence.

Cette inconséquence est ici moins décisive, parce que la récente formation de cette doctrine l'y rend plus excusable, et qu'un tel vice ne l'empêche pas de remplir son office purement critique. Malgré de profonds dissentiments, les adversaires de l'ancien système ont pu, pendant le cours de l'opération révolutionnaire, se rallier contre lui, en ajournant après le succès les contestations relatives aux développements de la doctrine critique. Néanmoins, ce mode d'appréciation logique nous permet de constater l'insuffisance actuelle de la politique métaphysique : si l'on peut admettre que ses diverses parties manquent de cohérence, du moins faut-il que l'ensemble de la doctrine ne devienne pas contraire aux progrès qu'il devait préparer, et ne tende pas à maintenir les bases du système qu'il se proposait de détruire. En effet, sous l'un ou l'autre aspect, l'inconséquence poussée jusqu'au renversement de l'opération primitive prouverait l'inaptitude d'une doctrine ainsi conduite, par le cours de ses applications, à prendre un caractère opposé à l'esprit de son institution. Or tel est, à ce double titre, l'état actuel de la métaphysique révolutionnaire.

Considérons-la d'abord dans la phase la plus prononcée de la révolution française. Elle obtint alors une entière prépondérance, et fut conçue comme devant présider à la réorganisation sociale. C'est précisément à cette époque qu'elle développa son esprit hostile à toute réorganisation.

Une telle opposition s'était déjà manifestée à l'époque de l'élaboration philosophique de cette doctrine, qui est dominée par l'étrange notion d'un prétendu état de nature, type de tout état social. Rousseau n'a fait que développer la doctrine de tous les métaphysiciens modernes, en représentant l'état de civilisation comme une dégénération de ce type idéal, qui est une transformation du dogme de la dégradation de l'espèce humaine par le péché originel. Faut-il s'étonner que, partant d'un semblable principe, l'école révolutionnaire ait été conduite à concevoir toute réformation comme destinée à rétablir cet état primitif? N'était-ce pas organiser, dans des intentions progressives, une rétrogradation universelle?

Les applications ont été conformes à cette constitution philosophique. Dès qu'il a fallu remplacer le régime féodal et catholique, l'esprit humain, se laissant diriger par les souvenirs imparfaits d'un passé très reculé, a voulu substituer à ce système caduc un système encore plus ancien et, par suite, plus rapproché du type primordial. En haine d'un catholicisme trop arriéré, on a tenté d'instituer une sorte de polythéisme métaphysique et de remplacer l'ordre politique du moyen âge par le régime si inférieur des Grecs et des Romains. Les éléments mêmes de la civilisation ont été menacés. De sauvages déclamations ont condamné l'essor industriel et artistique, au nom de la vertu et de la simplicité primitives. L'esprit scientifique lui-même n'a pas été à l'abri de cette explosion anarchique et rétrograde. On lui reprochait d'instituer, suivant la formule alors usitée, une aristocratie de lumières, aussi incompatible que toute autre avec le rétablissement de l'égalité originelle. Vainement l'école métaphysique a-t-elle ensuite présenté ces conséquences comme des résultats fortuits. La filiation est, au contraire, nécessaire, et se réa-

liserait de nouveau, si cette politique recouvrait une pareille prépondérance. Cette tendance à la rétrogradation sociale, en vue d'un plus parfait retour à l'état primitif, est tellement propre à la politique métaphysique, que, de nos jours, les nouvelles sectes éphémères de métaphysiciens ont préconisé une sorte de rétablissement de la théocratie égyptienne ou hébraïque, en fondant un véritable fétichisme, vainement dissimulé sous le nom de panthéisme.

Depuis qu'elle a commencé à être discréditée, la métaphysique révolutionnaire a montré son inconséquence sous une autre forme, en proclamant la conservation des bases de l'ancien système, dont elle avait détruit les conditions d'existence. Chacun des réformateurs qui se sont succédé dans les trois derniers siècles, poussant plus loin que ses prédécesseurs le développement de l'esprit critique, avait toujours prétendu lui prescrire des bornes, que le temps n'a cessé de reculer. L'ensemble des droits absolus qui forme la base usuelle de la doctrine révolutionnaire n'est garanti que par une sorte de consécration religieuse, sans laquelle ces dogmes seraient livrés eux-mêmes à une discussion continue. C'est toujours en invoquant, sous une forme de plus en plus générale, les principes de l'ancien système politique, qu'on a procédé à la démolition successive des institutions, soit spirituelles, soit temporelles, qui en étaient l'application.

De cette marche il est résulté, dans l'ordre intellectuel, un christianisme de plus en plus amoindri, ou simplifié, et réduit enfin à ce théisme vague et impuissant, que les métaphysiciens ont qualifié de *religion naturelle*, comme si toute religion n'était pas nécessairement surnaturelle. En prétendant diriger la réorganisation sociale d'après cette conception, l'école métaphysique a toujours adhéré

au principe de l'ancienne doctrine politique, qui fait reposer l'ordre social sur une base théologique. Armée d'une semblable concession, l'école de Bossuet et de de Maistre sera toujours plus logique que les irrationnels détracteurs du catholicisme, qui, en proclamant le besoin d'une organisation religieuse, lui refusent les éléments nécessaires à sa réalisation.

L'école révolutionnaire concourt ainsi à empêcher la réorganisation de la société, dont l'état intellectuel interdit de plus en plus toute politique théologique. La proclamation de la nécessité d'une telle politique doit être regardée comme une déclaration d'impuissance. Sous cet aspect, la société devrait paraître indéfiniment condamnée à l'anarchie intellectuelle, puisque si, d'une part, les esprits semblent admettre le besoin d'un régime théologique, tous, d'autre part, s'accordent à en repousser les conditions d'existence.

Ce caractère d'inconséquence existe également dans l'application temporelle de la politique métaphysique. Il s'y manifeste par une tendance à la conservation de l'esprit militaire, origine de l'esprit féodal. Le triomphe passager de cette politique avait, il est vrai, déterminé chez la nation française un admirable élan de générosité, qui proscrivait toute tendance militaire. Mais, par suite de l'immense énergie défensive qu'elle a déployée contre la coalition armée des forces rétrogrades, l'activité militaire s'est développée avec tous ses caractères oppressifs. Combien de fois, dans le cours de nos luttes politiques, l'école révolutionnaire, égarée par la préoccupation d'un intérêt fugitif, n'a-t-elle pas préconisé la guerre ? Cette école est si peu antipathique à l'esprit militaire, qu'il suffit du moindre sophisme pour qu'elle le soutienne, dès que ses intérêts lui paraissent l'exiger. On a, par exemple,

imaginé, dans ces derniers temps, de régulariser par la guerre l'action des nations les plus avancées sur celles qui le sont moins. De tels pièges, dressés par l'école rétrograde, sont d'ordinaire avidement accueillis. Sans analyser, à cet égard, les débats journaliers, il suffit de remarquer les efforts tentés pour réhabiliter la mémoire de celui qui, dans les temps modernes, a le plus fortement entrepris la rétrogradation politique, en employant son immense pouvoir à la vaine restauration du système militaire et théologique.

Il me paraîtrait injuste, en signalant cette inconséquence, de ne pas indiquer, dans la partie la plus avancée de l'école révolutionnaire, une dernière sorte de contradiction, qui l'honore beaucoup. Il s'agit du principe de la centralisation politique. A cet égard, les rôles semblent être intervertis entre les deux doctrines opposées. Avec ses superbes prétentions à l'ordre et à l'unité, la doctrine rétrograde prêche la dispersion des foyers politiques, dans le secret espoir d'empêcher la décadence de l'ancien système social chez les populations les plus arriérées. La doctrine critique, au contraire, a seule compris que le développement de l'anarchie intellectuelle et morale exigeait une concentration de l'action politique.

Les considérations précédentes montrent bien l'insuffisance de la métaphysique révolutionnaire. Sans doute, l'esprit humain, après l'usage qu'il en avait fait pendant les trois derniers siècles, devait forcément l'appliquer à la réorganisation sociale. Toute autre manière de procéder eût été chimérique; mais cette illusion doit maintenant se dissiper par la manifestation de l'influence rétrograde de la doctrine critique.

Ce double examen prouve que la politique métaphysique ne remplit pas mieux les conditions du progrès, que

[redacted]

la politique théologique, celles de l'ordre. Mais, pour que notre appréciation soit complète, il faut considérer l'antagonisme que le cours des événements a fini par établir entre ces deux doctrines.

Malgré leur opposition, l'école rétrograde et l'école révolutionnaire tendent à entretenir mutuellement leur vie politique. Depuis un demi-siècle, d'éclatants triomphes leur ont permis de développer successivement leur tendance, et ont fait constater leur impuissance commune. Cette conviction est devenue tellement profonde, qu'elle oppose d'insurmontables obstacles à l'entière prépondérance politique de l'une ou de l'autre école. La raison publique emploie tour à tour chaque doctrine à contenir les envahissements de l'autre. Quand le développement des besoins sociaux conduit à l'une des deux politiques, le dangereux essor qu'elle prend aussitôt provoque un retour à la politique opposée. Ces oscillations se prolongeront jusqu'à l'apparition d'une nouvelle doctrine, capable de satisfaire aux deux aspects du problème politique.

Combien de fois, dans le déplorable cours de nos luttes contemporaines, le parti révolutionnaire et le parti rétrograde, aveuglés par un succès passager, n'ont-ils pas cru avoir anéanti, pour toujours, l'influence politique de leurs adversaires? Le terrible triomphe de la doctrine critique a-t-il empêché la réhabilitation de l'école catholique et féodale? La réaction rétrograde, entreprise par Bonaparte, n'a-t-elle pas déterminé le retour de l'école révolutionnaire? Après ces deux épreuves décisives, le développement journalier de notre situation politique n'a-t-il pas reproduit, sur une moindre échelle, ces deux tendances nécessaires? La politique métaphysique aurait dû perdre sa principale activité depuis les efforts entrepris pour

une réorganisation définitive. Mais cette réorganisation ayant toujours été conçue, faute de principes nouveaux, d'après la doctrine théologique, la philosophie négative est venue, comme par le passé, s'opposer à son dangereux essor. De même, si l'on ne craignait pas que la société ne fût précipitée par la doctrine révolutionnaire dans une anarchie matérielle, l'ancienne doctrine serait réduite à une existence historique.

Il importe de remarquer, en dernier lieu, que chacune de ces doctrines opposées concourt à poser le problème social. La suppression de la doctrine rétrograde ferait disparaître les notions d'ordre qui ont été conservées, et qui se rapportent toutes à l'ancien système. Sans la doctrine critique, les idées de progrès politique s'effaceraient sous la ténébreuse suprématie de l'ancienne philosophie. Le rôle de ces deux doctrines également impuissantes à atteindre leur but, se borne à entretenir le double sentiment de l'ordre et du progrès.

Sans doute, l'ancien système politique ne doit pas être imité dans la conception du régime nouveau; mais la contemplation de l'ordre ancien n'en est pas moins nécessaire pour indiquer les attributs de toute organisation sociale, et pour obliger l'avenir à régler presque tout ce qu'avait réglé le passé, quoique dans un autre esprit. La conception du système théologique et militaire me semble même plus effacée que ne l'exigeraient nos besoins intellectuels, surtout en ce qui concerne la division entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel.

La politique métaphysique est évidemment nécessaire pour obliger les conceptions sociales à prendre un caractère progressif. Elle entretient une précieuse stimulation, sans laquelle notre inertie spéculative se proposerait, comme solution du problème, de vaines modifications

du régime décomposé. Nous avons vu, néanmoins, les divers pouvoirs contemporains déclarer avec amertume que les principes révolutionnaires rendaient tout gouvernement impossible. Cette banale protestation a même été doctoralement reproduite par plusieurs coteries spéculatives. De quelque part qu'elle vienne, une semblable déclaration viendra toujours échouer contre l'attachement instinctif de la société actuelle à des principes, qui, depuis trois siècles, ont dirigé tous les progrès politiques.

Chacun des dogmes qui composent la doctrine critique constitue une indication à laquelle doit satisfaire toute tentative de réorganisation sociale. Ces principes rappellent certaines obligations morales, que l'ancien régime avait, depuis longtemps, perdu la faculté de remplir. En ce sens, le dogme du libre examen ne peut faire résulter la réorganisation spirituelle que d'une action purement intellectuelle, déterminant, à l'issue d'une discussion complète, un assentiment volontaire et unanime, sans aucune intervention des pouvoirs matériels. De même, dans l'ordre temporel, le dogme de l'égalité et celui de la souveraineté populaire peuvent seuls imposer aux nouveaux pouvoirs le devoir, si aisément oublié, de ne s'exercer qu'au profit du public, au lieu de tendre à l'exploitation des masses dans des intérêts individuels. Ces diverses moralités politiques ne sont maintenues que par la doctrine révolutionnaire, dont le décroissement commence même, à cet égard, à devenir regrettable. Si la suppression complète en était possible, la société serait abandonnée, sans contrôle, aux tendances oppressives qui se rattachent à l'ancien système. Si, par exemple, le dogme du libre examen pouvait disparaître, nous serions livrés au ténébreux despotisme des faiseurs ou des restaurateurs de religions, bientôt con-

duits, après un infructueux prosélytisme, à employer les mesures les plus tyranniques.

La doctrine critique manifeste sans doute une tendance anarchique ; mais il serait absurde d'y voir un obstacle insurmontable. On a beau déplorer, au nom de l'ordre social, l'énergie dissolvante de l'esprit d'analyse et d'examen, cet esprit n'en demeure pas moins salutaire, en obligeant à ne produire, pour présider à la réorganisation intellectuelle et morale, qu'une philosophie capable de supporter l'épreuve d'une discussion approfondie.

De même, dans l'ordre temporel, en s'attribuant le droit de choisir et de varier à son gré les institutions et les pouvoirs dirigeants, la société a voulu seulement tenir ouverte la carrière politique. Les peuples ont même accueilli trop avidement les moindres apparences de principes de réorganisation, auxquels, par un empressement funeste, ils ont sacrifié, sans motifs suffisants, des droits qui ne leur semblaient qu'onéreux. Ainsi, la doctrine critique, loin d'opposer d'insurmontables obstacles à la réorganisation, en indique un ordre de conditions indispensables, d'une manière encore plus évidente que ne le fait, de son côté, la doctrine rétrograde.

Tel est le cercle vicieux dans lequel l'esprit humain se trouve enfermé. La doctrine critique et la doctrine rétrograde ont successivement exercé une domination très prononcée, pendant le premier quart de siècle écoulé depuis le commencement de la révolution française. Dans la seconde partie de ce demi-siècle, elles ont perdu leur principale activité, et ont participé à peu près également à la direction journalière des débats politiques, où l'une fournit les idées de gouvernement, et l'autre, les principes d'opposition.

Une troisième opinion s'est peu à peu interposée entre

les deux autres doctrines, dont les débris ont servi à la former. Malgré la nature bâtarde de cette opinion intermédiaire, il faut bien la qualifier aussi de doctrine, puisque tant d'emphatiques docteurs la présentent comme le type final de la philosophie politique. Depuis un quart de siècle, elle occupe l'ensemble de la scène politique chez tous les peuples avancés. Les deux partis opposés ont été contraints, pour conserver leur activité, d'adopter ses formules : ils ne cessent pas de présider aux divers ébranlements politiques; cependant le résultat de leurs impulsions opposées tourne à l'accroissement de la doctrine mixte, dont l'ascendant est irrécusable.

Cette prépondérance irrite, sans les instruire, les deux écoles actives, dont les principes absolus se trouvent ainsi frappés, par la raison publique, d'une commune réprobation. Un tel symptôme indique l'opportunité des essais philosophiques destinés à dégager les sociétés modernes de cette situation. Cette élaboration n'est devenue possible que depuis qu'une doctrine équivoque a permis de saisir le double caractère du problème social. En même temps, cette doctrine sert de guide pour maintenir l'ordre matériel indispensable : tel est l'office de l'école stationnaire.

Il serait superflu d'appliquer à cette doctrine notre criterium logique. L'inconséquence s'y trouve nécessairement érigée en principe. La politique stationnaire fait profession de maintenir les bases de l'ancien régime, tout en entravant ses conditions d'existence. De même, elle adhère aux principes de la philosophie révolutionnaire, qui constituent sa seule force logique contre la doctrine rétrograde, mais elle en arrête l'essor, en suscitant des obstacles à leur application. En un mot, cette politique, si fièrement dédaigneuse des utopies, se propose l'utopie la plus chimérique, en voulant opérer une vaine pondération entre l'instinct de

l'ordre et celui du progrès. Ne possédant aucun principe propre, elle n'est alimentée que par les emprunts qu'elle fait aux deux doctrines opposées. Tout en reconnaissant leur commune inaptitude, elle les applique de concert. Sans doute une telle théorie empêche la dangereuse prépondérance de l'une ou de l'autre philosophie; mais elle en prolonge l'existence. Ainsi cette doctrine mixte, qui concourt à préparer la réorganisation sociale, y constitue un obstacle, puisqu'elle tend à perpétuer les deux philosophies qui l'entravent.

Le principal mérite de la doctrine stationnaire est d'avoir reconnu la nécessité de concilier le besoin d'ordre et celui de progrès ; mais, n'ayant apporté aucune idée nouvelle, sa solution pratique aboutit à un égal sacrifice de l'un à l'autre. Sa nature lui interdit de rétablir l'ordre intellectuel et moral, à l'égard duquel elle ne dissimule pas son incompétence. Ainsi bornée à la conservation de l'ordre matériel, elle est obligée de lutter journellement contre les conséquences d'un désordre dont elle a sanctionné le principe; ce qui la réduit à ne pouvoir agir qu'à l'instant où le danger est devenu imminent et, par suite, souvent insurmontable. D'autre part, cette fonction demeure le privilège de la royauté, seul pouvoir de l'ancien régime qui soit encore actif, et autour duquel tendent à se rallier les autres débris spirituels et temporels. Or, cette doctrine, tout en proclamant le pouvoir royal comme base du gouvernement, l'entoure méthodiquement d'entraves toujours croissantes.

Une telle constitution contradictoire, qui veut le régime ancien, moins ses plus évidentes nécessités, a déjà conduit, en plus d'une grave occasion, à dénier aux rois le choix vraiment libre de leurs premiers agents. Cette situation transitoire a été très heureusement formulée par la célèbre

maxime de Thiers : *Le roi règne et ne gouverne pas.* L'immense crédit obtenu par cette subtile formule métaphysique montre la décadence de l'esprit monarchique et la nature passagère d'un régime fondé sur une telle inconséquence politique.

Les conditions du progrès ne sont pas entendues, par cette politique parlementaire, d'une manière plus satisfaisante que celles de l'ordre. En effet, elle emprunte à l'ancien système politique les entraves que, dans l'intérêt de l'ordre, elle est forcée de mettre à l'esprit révolutionnaire. On le vérifie aisément, par exemple, à l'égard des restrictions habituelles de la liberté d'écrire, du droit d'élection, etc., restrictions toujours puisées dans d'arbitraires conditions matérielles, qui oppriment et surtout irritent, sans que le but qu'on se propose soit jamais atteint. La multitude des exclus est toujours plus choquée, que ne peut être satisfait le petit nombre des privilégiés.

L'analyse des trois systèmes d'idées qui président à toutes les discussions politiques en manifeste la commune impuissance. Pour compléter cette appréciation et mieux faire sentir l'opportune nécessité d'une philosophie nouvelle, il nous reste à caractériser les principaux dangers sociaux qui résultent de la prolongation d'un pareil état intellectuel. Le blâme principal est renvoyé à l'école révolutionnaire par les deux autres écoles ; néanmoins le développement des conséquences de l'anarchie intellectuelle et morale doit leur être également imputé. La discordance qui existe entre la marche des gouvernements et le mouvement des sociétés tient tout autant à l'esprit hostile de la politique dirigeante, qu'à la tendance anarchique des opinions populaires. La perturbation sociale ne provient pas moins des rois que des peuples, avec cette circonstance

aggravante contre les premiers, que la solution semblerait devoir émaner d'eux.

La conséquence la plus générale de cette situation consiste dans l'extension de l'anarchie intellectuelle, source de tous les autres désordres. C'est ici surtout qu'il importe de décharger la politique révolutionnaire de la responsabilité trop exclusive qu'on s'efforce de rejeter sur elle, et qu'elle-même accepte avec trop de facilité. Sans doute, cette anarchie résulte du développement du droit de libre examen; mais le droit d'examiner n'implique pas l'absence de toute décision. Si l'application de ce dogme produit de tels effets, cela tient à ce qu'il n'existe pas encore de principes capables de réaliser l'accord des intelligences; et, d'ici là, ce désordre est inévitable. Or, bien que la doctrine révolutionnaire tende à perpétuer cette absence de principes de ralliement, une telle lacune est encore plus imputable à la politique stationnaire, et surtout à la politique rétrograde. En effet, la première prétend qu'il n'y a pas lieu de s'occuper d'une semblable recherche, qu'elle interdit. La seconde, par une proposition vraiment dérisoire, ose préconiser, comme la seule solution possible, la chimérique réinstallation sociale de ces mêmes principes, dont la décrépitude a produit l'anarchie actuelle. Ces deux doctrines tenteraient donc vainement d'éluder la responsabilité qui leur incombe.

Les questions sociales devraient, par suite de leur nature plus compliquée, rester concentrées chez un petit nombre d'intelligences d'élite, préparées par la plus forte éducation préliminaire, convenablement suivie d'études directes. Tel est du moins l'état normal de l'esprit humain. Toute autre situation constitue, pendant les époques révolutionnaires, une sorte de cas pathologique passager, mais inévitable. Cette maladie sociale doit produire de profonds

ravages en un temps où tous les individus, si inférieure que soit leur intelligence et sans aucune préparation, sont provoqués par les plus énergiques stimulants à trancher, sans guide et sans frein, toutes les questions politiques. Au lieu d'être surpris de la divergence produite depuis un demi-siècle par cette tendance anarchique, il faudrait admirer plutôt que, grâce au bon sens naturel et à la modération intellectuelle de l'homme, le désordre ne soit pas plus complet. Le mal est déjà parvenu à ce point, que toutes les opinions politiques, bien que puisées dans le fonds que j'ai analysé, prennent un caractère individuel, par suite des innombrables nuances que comporte le mélange varié des trois ordres de principes. Excepté dans les cas d'entraînement, où les divergences peuvent être dissimulées pendant la poursuite commune d'un avantage passager, que chacun des coalisés espère exploiter seul à son profit, il devient impossible de faire adhérer même un petit nombre d'esprits à une profession de foi politique un peu explicite.

La divagation des esprits n'est pas moins prononcée dans le camp stationnaire et dans le camp rétrograde, que dans le camp révolutionnaire. Chacun des trois partis, en ses instants de naïveté, a souvent déploré avec amertume la discordance plus intense qu'il croyait être son lot, tandis que ses adversaires n'étaient pas mieux partagés. La seule différence entre eux consiste, à cet égard, en ce que chacun sent plus vivement ses propres misères.

Dans les pays où la décomposition intellectuelle a été consacrée, au seizième siècle, par la prépondérance politique du protestantisme, les divagations ont été encore plus multipliées, parce que l'esprit humain a profité de son émancipation, pour se livrer à la discussion des opinions religieuses, qui sont les plus vagues et les plus discordantes. C'est ce qui s'est produit aux États-Unis, où le

christianisme s'est dissous en plusieurs centaines de sectes, qui se subdivisent en opinions presque individuelles. Mais les nations qui ont évité, comme la France, la halte trompeuse du protestantisme, ne pouvaient échapper non plus à l'anarchie intellectuelle, résultat de tout exercice prolongé du droit d'examen.

Ces divagations, dont le champ est inépuisable, tendant chaque jour à être remplacées par d'autres, il peut être utile de conserver le souvenir des principales, que je choisis surtout en raison de leur actualité. Tels sont : le projet de supprimer les monnaies pour ramener la société, en vue du progrès, au temps des échanges ; la proposition de détruire les capitales, comme foyers de corruption ; l'idée d'un maximum de salaire journalier, que ne pourraient dépasser, en aucun cas, les bénéfices d'une industrie quelconque ; l'égalité de rétribution de tous les travaux possibles ; enfin l'abolition de la peine de mort, au nom d'une vaine assimilation des plus indignes scélérats à de simples malades. Toutes ces extravagances se produisent au même titre que les opinions les plus propres à concourir à la réorganisation sociale.

Le résultat d'une semblable épidémie a été la démolition graduelle de la morale publique. La nature des questions sociales est si complexe, qu'on peut y soutenir le pour et le contre, d'une manière plausible, sur presque tous les points ; car il n'y a pas d'institution, si nécessaire qu'elle soit, qui ne présente des inconvénients, et l'utopie la plus extravagante offre toujours quelques avantages. Or, la plupart des intelligences ne sont pas capables d'embrasser simultanément les divers aspects du sujet. Comment pourraient-elles donc s'abstenir de condamner successivement presque toutes les grandes maximes de morale publique, dont les défauts sont d'ordinaire très saillants,

[redacted]

tandis que leurs motifs principaux, quoique beaucoup plus décisifs, sont quelquefois profondément cachés?

Dans le cours de nos luttes politiques, les hommes les plus judicieux et les plus honnêtes sont conduits à se taxer les uns les autres de folie ou de dépravation, d'après l'opposition de leurs principes sociaux. Les maximes opposées sont soutenues par des partisans également recommandables. Comment un tel spectacle pourrait-il laisser subsister quelque moralité politique ?

Cette démoralisation a été retardée par la prépondérance de la doctrine critique, à laquelle les deux autres doctrines l'imputent si injustement; car le parti révolutionnaire, en vertu de son caractère progressif, a été, plus que tout autre, animé de véritables convictions, qui devaient tendre à contenir et même à refouler l'égoïsme individuel. Cette propriété s'est surtout développée pendant la mémorable phase d'illusion, dans laquelle la métaphysique révolutionnaire a été conçue comme destinée à réorganiser la société. Alors s'accomplirent les plus admirables dévouements sociaux dont puisse s'honorer l'histoire contemporaine. Depuis que la doctrine critique a perdu sa principale autorité, les convictions qui s'y rattachent se sont trouvées amorties, bien que ces convictions soient moins effacées, surtout dans la jeunesse, que celles qu'inspirent les deux autres doctrines. Elles ont cependant trop peu d'énergie pour compenser l'action dissolvante de la métaphysique révolutionnaire. Cette philosophie contribue donc, presque autant que chacune de ses deux antogonistes, à la démoralisation publique.

La morale privée dépend heureusement de beaucoup d'autres conditions que celles d'opinions fixement établies. Dans les cas les plus usuels, le sentiment naturel y parle plus fortement qu'à l'égard des relations publiques. En outre,

l'adoucissement des mœurs et l'amélioration des conditions, à la suite des progrès toujours croissants de l'industrie, ont contrebalancé les influences désorganisatrices. Toutefois le temps est venu où ces influences commencent à développer leur dangereuse activité.

Dès l'apparition de l'état révolutionnaire, cette action délétère s'était déjà annoncée par une grave atteinte à l'institution du mariage, que la faculté du divorce aurait profondément altérée dans tous les pays protestants, sans la décence publique et le bon sens individuel. Mais la morale privée ne pouvait être réellement attaquée d'une manière directe et suivie, qu'après la décomposition presque totale de la morale publique. Ce préliminaire est accompli, et l'action dissolvante menace la morale domestique et même la morale personnelle, fondement de toutes les autres. La famille, qui, au milieu des phases les plus agitées de la tempête révolutionnaire, avait été respectée, sauf quelques attaques accessoires, s'est trouvée assaillie par des sectes insensées, dans sa double base, l'hérédité et le mariage. Nous avons vu le précepte le plus vulgaire de la morale individuelle, la subordination des passions à la raison, dénié par de prétendus rénovateurs, qui ont tenté d'établir, comme dogme de leur morale régénérée, la systématique domination des passions.

C'est en vain que l'école rétrograde s'efforce de rejeter sur l'école révolutionnaire la responsabilité de ce nouvel ordre de divagations; car si les conceptions théologiques devaient constituer dans l'avenir, comme dans le passé, les fondements de la morale, d'où viendrait qu'elles ont perdu toute force contre de semblables débordements? Ne serait-ce pas un cercle vicieux que d'étayer d'abord, par de laborieux artifices, les principes religieux, pour qu'ils puissent ensuite, privés de tout pouvoir intrinsèque, servir de point d'appui

[redacted]

à l'ordre moral? Toute puissance sociale prouve son efficacité par l'épreuve de son élévation. On ne peut donc rien attendre de croyances qui n'ont pu résister au développement dela raison. Loin de pouvoir fournir des bases à la morale, les croyances religieuses lui deviennent doublement nuisibles. D'une part, elles s'opposent à son édification sur des fondements plus solides chez les esprits, chaque jour plus nombreux, qu'elles cessent de dominer; d'autre part, elles sont devenues trop vagues pour comporter une grande efficacité pratique chez ceux qui leur demeurent le moins infidèles. La morale usuelle des hommes qui sont restés suffisamment religieux n'est nullement supérieure, malgré l'anarchie intellectuelle, à celle de la plupart des esprits émancipés. La principale tendance des croyances religieuses consiste à inspirer à la plupart de ceux qui les conservent une haine insurmontable contre tous ceux qui s'en sont affranchis. Ainsi, pour la morale privée comme pour la morale publique, les principaux ravages qu'exerce l'anarchie intellectuelle doivent être au moins aussi sévèrement imputés à la philosophie stationnaire et à la philosophie rétrograde, qu'à la philosophie révolutionnaire.

Le second caractère de notre situation, c'est la corruption érigée en moyen de gouvernement. Les trois doctrines concourent à ce honteux résultat, en contribuant, chacune à sa manière, à l'absence de toute conviction politique. C'est une conséquence de cet état intellectuel, que les idées générales ont cessé de diriger en ne laissant d'autre ressource qu'un appel à des intérêts purement personnels. Une pareille influence ne trouve presque jamais à s'exercer sur des hommes animés de convictions profondes. La nature humaine s'avilit rarement assez, pour comporter une conduite politique en opposition avec de fortes convictions. Dans l'ordre scientifique, où les convictions philoso-

phiques sont mieux marquées, la corruption active n'est guère praticable, bien que les âmes n'y soient pas ordinairement d'une trempe plus énergique. Aussi, sauf quelques rares anomalies, faut-il attribuer surtout à l'anarchie intellectuelle l'extension d'une corruption qui tourne à son gré les demi-convictions vagues et insuffisantes, que présente le monde politique. Non seulement le désordre des esprits permet le développement de la corruption politique, mais encore il l'exige comme l'unique moyen de déterminer un certain accord, dont l'ordre social ne saurait se passer. On peut donc annoncer avec assurance l'extension de ce honteux procédé, tant que l'anarchie intellectuelle tendra à détruire toute forte conviction politique.

Une telle explication ne saurait absoudre les gouvernements de la préférence qu'ils accordent à l'emploi d'un pareil moyen; car le dédain qu'ils affectent contre toute théorie sociale, et les entraves dont ils s'efforcent d'entourer l'esprit humain, tendent à éterniser cet état transitoire. D'un autre côté, ainsi obligés de subir cette immorale nécessité, ils l'aggravent encore dans l'exécution, en faisant servir presque toujours ce moyen à la satisfaction de leur propre intérêt, sans aucun appel à l'intérêt public. Néanmoins le développement du système de corruption politique doit être autant imputé aux gouvernés qu'aux gouvernants, non seulement en ce sens que, si les uns y recourent, les autres l'acceptent, mais encore en ce que leur état intellectuel commun en rend l'usage inévitable. Dans leurs relations journalières, les individus ne considèrent plus comme solides et efficaces que les coopérations déterminées par l'intérêt privé. Ils ne sauraient donc, sans inconséquence, reprocher aux gouvernements une conduite analogue. Malgré les perturbations même

matérielles, auxquelles la société se trouve exposée, les désastres seraient encore plus graves, si les divergences individuelles n'étaient pas contenues par l'influence des intérêts personnels.

Pour concevoir, à cet égard, les tristes exigences de notre époque, il importe de ne pas restreindre aux influences matérielles la notion du système de corruption politique. Il faut y comprendre les divers moyens par lesquels on tente de faire prédominer les motifs d'intérêt privé dans les questions d'intérêt public. Ainsi envisagé, ce système paraîtra plus étendu et plus dangereux qu'on ne le suppose ordinairement. Je ne fais pas seulement allusion à l'emploi des distinctions honorifiques, qui sont capables de déterminer souvent, par la stimulation de la vanité, une corruption encore plus active que la vénalité directe. Mais il s'agit surtout de cette action bien autrement profonde, par laquelle l'ensemble des institutions politiques concourt à développer toutes les ambitions. A cet égard, l'état de la société est éminemment corrupteur. L'anarchie intellectuelle a dissous tous les préjugés destinés à contenir l'essor des prétentions privées. En même temps, la décomposition de l'ancienne classification sociale a supprimé les barrières qui s'opposaient au débordement des ambitions individuelles. Entraînés par cette tendance, les gouvernements ont multiplié les fonctions publiques, dont ils ont rendu l'accès plus facile, et renouvelé les titulaires aussi fréquemment que possible. Cédant d'abord à cette nécessité, ils l'ont ensuite convertie en un moyen d'intéresser à leur propre conservation la plupart des ambitieux actifs, ainsi associés à l'exploitation nationale. Cet expédient présente des dangers évidents, même au point de vue étroit de l'intérêt des gouvernements; car il doit provoquer plus de prétentions qu'il

[redacted]

n'en peut satisfaire et, par suite, soulever contre le régime établi des passions plus intenses que celles qui l'appuient. En outre, l'application de ce procédé tend à le développer indéfiniment. En considérant, par exemple, l'ensemble des choix faits, depuis un demi-siècle, même pour les plus éminentes fonctions politiques, la plupart des ambitieux ne doivent-ils pas conserver un espoir raisonnable d'obtenir, à leur tour, une semblable élévation? Cet espoir, convenablement entretenu chez tous les hommes politiques, constitue même l'un des principaux artifices employés par les gouvernements pour maintenir un certain ordre factice.

La métaphysique révolutionnaire a fourni le dissolvant qui a rendu nécessaire ce dangereux régime; mais toutes les écoles politiques participent à son développement. La politique stationnaire consacre cette situation comme le type de la perfection sociale. Elle aggrave les tendances corruptrices, en liant de plus en plus les conditions d'ordre à la simple possession de la fortune, sans avoir égard à son mode d'acquisition. La politique rétrograde, malgré ses prétentions à la pureté morale, n'est pas moins corruptrice que ses deux antagonistes. Son genre de corruption consiste dans le système d'hypocrisie dont elle a eu tant besoin, depuis que la décomposition du régime catholique et féodal ne permet plus, chez la plupart des esprits cultivés, que des convictions faibles et incomplètes. Dès le seizième siècle s'est développée, principalement dans l'ordre religieux, cette hypocrisie qui consentait à l'émancipation des intelligences d'une certaine portée, à la seule condition, au moins tacite, d'aider à prolonger la soumission des masses : telle fut la politique des Jésuites.

L'obligation de maintenir une certaine discipline matérielle, malgré l'absence de toute organisation spirituelle,

[redacted]

a conduit la politique à employer de plus en plus la corruption. A défaut d'autorité morale, l'ordre matériel exige l'usage de la terreur, ou le recours à la corruption. Or ce dernier moyen offre moins d'inconvénients ; il est mieux adapté à la nature des sociétés modernes, qui ne permet à la violence que des succès passagers. Mais, tout en reconnaissant cette nécessité au point de vue scientifique, il est impossible de ne pas déplorer l'aveuglement qui empêche les pouvoirs sociaux de faciliter l'évolution intellectuelle et morale, seule capable de dispenser d'un expédient aussi dégradant. Il semble que tous les hommes d'État se soient concertés pour interdire cette unique voie de salut. Toutefois cette erreur ne constitue elle-même, comme je vais le démontrer, qu'une nouvelle conséquence de l'état actuel des populations les plus civilisées.

Le troisième symptôme de notre situation sociale consiste, en effet, dans la prépondérance toujours croissante du point de vue matériel à l'égard de toutes les questions politiques. L'insuffisance des théories actuelles a développé, par une. réaction inévitable, une répugnance presque unanime pour toutes les théories sociales. Il ne s'agit pas seulement de l'antagonisme ordinaire entre la pratique et la théorie. La tendance que je veux signaler caractérise surtout la situation transitoire des sociétés. Elle a commencé, il y a trois siècles, à l'époque où le pouvoir spirituel ayant été partout annulé ou absorbé par le pouvoir temporel, toutes les hautes spéculations sociales ont été livrées à des esprits dominés par la préoccupation continue des affaires journalières.

Depuis un demi-siècle que la réorganisation sociale a été si vainement entreprise, cette fausse voie a conduit à une foule d'essais successifs qui, malgré leur insuffisance, ont été renouvelés dans le même esprit vicieux. Au lieu

de s'occuper d'abord des doctrines relatives au nouvel ordre social, et ensuite des mœurs correspondantes, on s'est borné à vouloir édifier des institutions définitives, en un temps où l'état de l'esprit humain ne pouvait permettre que des institutions provisoires. Toute l'élaboration qualifiée de constituante a consisté à morceler les anciens pouvoirs politiques, à organiser entre eux des antagonismes et à les rendre de plus en plus amovibles, en les soumettant à des élections temporaires. Mais on n'a changé, faute d'une doctrine sociale, ni la nature, ni l'esprit de l'ancien régime. En un mot, on s'est surtout occupé de maintenir les pouvoirs qu'on a conservés, au risque de les annuler, et on a continué à laisser indéterminés les principes destinés à en diriger l'application. Ce travail subalterne a été pompeusement décoré du nom de constitution, et voué à l'éternelle admiration de la postérité. Bien que la durée moyenne de ces constitutions n'ait été jusqu'ici que de dix ans au plus, chaque nouveau régime a imposé l'obligation d'une foi générale à son triomphe définitif. C'est ainsi que tous ces vains tâtonnements ont entravé l'organisation sociale, soit en détournant les forces de l'esprit humain sur de puériles questions de formes politiques, soit en empêchant directement, même par voie d'interdiction légale, les spéculations et les discussions philosophiques. Par cette double influence, le caractère de cette maladie a été dissimulé, et toute solution est devenue presque impraticable.

La prépondérance des considérations matérielles n'est pas seulement nuisible, d'une manière directe, au progrès politique ; elle présente aussi de graves dangers pour l'ordre. Il en résulte, en effet, une tendance universelle à rapporter tous les maux politiques à l'imperfection des



institutions, au lieu de les attribuer surtout aux idées et aux mœurs sociales.

Cette préoccupation des institutions au préjudice des doctrines engendre d'autres erreurs, en conduisant à régler, par l'ordre temporel, ce qui dépend surtout de l'ordre spirituel. Les divers gouvernements européens ont, depuis trois siècles, porté la peine de leur participation à l'établissement de cette confusion. Malheureusement cette illusion est encore plus nuisible à la société elle-même. Le danger n'a jamais été plus prononcé que dans les attaques violentes dont les discussions contemporaines ont si souvent menacé l'institution de la propriété. Les inconvénients reprochés à cette institution, malgré l'exagération de semblables plaintes, présentent une réalité qui mérite d'attirer l'attention ; mais les principaux remèdes sont du ressort des opinions et des mœurs. Les mêmes remarques s'appliquent aux critiques qui sont dirigées contre l'institution du mariage.

Ce puéril esprit réglementaire, uniquement occupé de l'ordre matériel, tend à bouleverser la société dans le but d'apporter, à tout prix, un remède illusoire à un inconvénient partiel ou mal apprécié. Néanmoins la disposition des esprits est, à cet égard, si unanime, que les gouvernements ne savent ordinairement en comprimer les manifestations, qu'en étouffant brusquement la discussion, dès qu'elle commence à devenir alarmante. Mais ce brutal expédient, peut-être indispensable, se borne à ajourner la difficulté sans la résoudre, ou plutôt il l'aggrave.

Ainsi il y a autant de péril pour l'ordre que pour le progrès dans cette erreur qui fait regarder comme physique la nature de la maladie sociale, tandis qu'elle est surtout morale. Pendant que la théorie est en souffrance, l'esprit humain est étroitement absorbé par la pratique.

[redacted]

Les idées de progrès tendent à se restreindre à de misérables substitutions de personnes, que ne dirige aucun plan véritable, ce qui tend à précipiter la société dans une succession de catastrophes. De même, quant à l'ordre purement matériel, le seul dont on s'occupe, son maintien est confié à un pouvoir regardé comme hostile, et constamment affaibli par un antagonisme systématique. L'aveugle préoccupation du point de vue journalier ne permet plus le concours des agents d'un tel mécanisme qu'à l'instant même où l'apparition de l'anarchie matérielle vient suspendre leurs vaines contestations. Elles reprennent, après chaque orage, leur cours inévitable, jusqu'à ce que cette désorganisation détermine une catastrophe, que personne le plus souvent n'a prévue, quelque imminente qu'elle dût sembler à tout observateur clairvoyant. Telles sont les conséquences générales de cet esprit qui borne le champ des combinaisons politiques aux seules considérations matérielles, en écartant toute large spéculation d'avenir social.

Un quatrième aspect, suite et complément des trois précédents, achève de caractériser notre situation sociale, en montrant que la classe d'esprits, auxquels est conférée la principale influence politique, est incompétente, et même opposée à toute réorganisation.

La démolition des maximes sociales et l'amoindrissement de l'action politique écartent d'une telle carrière les âmes élevées et les intelligences supérieures, pour livrer le monde politique à la domination du charlatanisme et de la médiocrité. L'absence de toute conception relative à l'avenir social ne permet d'essor qu'à l'ambition la plus vulgaire, à celle qui recherche le pouvoir, non pas pour faire prévaloir ses vues, mais pour satisfaire son avidité, ou un puéril besoin de commandement. Tant que

[redacted]

des principes sociaux ne présideront pas à la direction de l'action politique et à l'appréciation de son exercice, le plus absurde charlatanisme pourra, par la magnificence de ses promesses, obtenir un succès momentané.

Ce serait tomber dans l'exagération satirique, que de peindre la société comme accueillant de préférence le charlatanisme. Rien ne justifierait un semblable reproche, puisque le choix d'une sage solution n'a pas encore été permis. Néanmoins il demeure incontestable que l'état des sociétés modernes tend à placer la direction du mouvement politique entre les mains les moins propres à le conduire. Cet inconvénient date de l'origine de la révolution, et s'est développé avec elle. Pendant les trois derniers siècles, les esprits les plus éminents, dirigés surtout vers les sciences, ont négligé la politique, ce qui n'avait pas lieu dans l'antiquité, ni même pendant le moyen âge.

La direction intellectuelle du monde politique réside actuellement, surtout en France, dans la classe des légistes et des métaphysiciens, ou plus exactement, des avocats et des littérateurs. Depuis sa naissance au moyen âge jusqu'à la révolution, la politique métaphysique avait eu pour organes les universités et les corporations judiciaires. Les premières constituaient une sorte de pouvoir spirituel; les autres possédaient plus spécialement le pouvoir temporel. Depuis un demi-siècle, cette constitution, encore visible dans le reste de l'Europe, a subi, en France, une modification, qui tend à diminuer sa consistance et à accélérer sa décomposition. Les juges ont été remplacés par les avocats, et les docteurs proprement dits par les simples littérateurs. C'est toujours le même ordre d'idées, mais avec des organes subalternes. Tout homme qui sait tenir une plume peut aspirer, soit dans la presse, soit dans la chaire,

au gouvernement spirituel d'une société, qui ne lui impose aucune condition rationnelle ou morale. De même, celui qui, après un suffisant exercice, a acquis une pernicieuse aptitude à disserter, avec une égale apparence d'habileté, pour ou contre une opinion ou une mesure quelconques, est, par cela seul, admis à concourir à la direction des plus graves intérêts publics. C'est ainsi que des qualités secondaires sont devenues prépondérantes. L'expression écrite ou orale a détrôné la conception. A une époque de convictions indécises et flottantes, il a fallu des organes caractérisés par le vague de leurs habitudes intellectuelles et par leur défaut d'opinions arrêtées. Cette harmonie doit être bien profonde, pour s'être aussi complètement développée dans toutes les écoles actuelles. La politique rétrograde est, comme les deux autres, dirigée par des avocats et des littérateurs, qui sont devenus les patrons de leurs anciens maîtres. Si une telle phase ne devait pas être passagère, elle constituerait la plus honteuse dégénération sociale, en investissant de la suprématie politique des classes évidemment vouées à la subalternité dans tout ordre normal. En plaçant en première ligne les talents d'élocution ou de style, la société fait, pour les questions les plus importantes, ce qu'aucun homme sensé n'oserait tenter à l'égard de ses moindres affaires personnelles.

L'examen des traits caractéristiques de la situation sociale confirme l'analyse des éléments qui la constituent. Les effets sont ceux que les causes devaient faire prévoir. Les sentiments développés par les différentes écoles politiques ne sont pas plus satisfaisants que les idées correspondantes. La politique révolutionnaire tire sa principale force de l'essor qu'elle imprime à l'activité individuelle. Néanmoins elle tend à développer des sentiments d'envie et même de haine contre toute supériorité sociale. La poli-

tique rétrograde inspire ces dispositions à la servilité et à l'hypocrisie, dont son règne passager a offert tant de témoignages. Enfin la politique stationnaire exerce une influence morale non moins désastreuse par l'appel qu'elle ne peut éviter de faire, dans son application, aux instincts d'égoïsme et de corruption. Les diverses écoles politiques ne sont donc pas moins pernicieuses au point de vue moral qu'au point de vue intellectuel.

Ces conclusions doivent produire d'abord une anxiété pénible sur l'issue d'une semblable situation. Il ne faut pas s'étonner que des esprits généreux et même éminents, mais irrationnels et surtout mal préparés, aient été conduits, par la contemplation trop exclusive d'un pareil spectacle, à une sorte de désespoir philosophique relativement à l'avenir social, qui leur semblait entraîné, par une invincible fatalité, soit vers un ténébreux despotisme, soit vers une imminente anarchie, soit enfin vers une alternative périodique de l'un et de l'autre état. L'étude de cet ouvrage apportera, je l'espère, la consolante conviction que l'élite de l'espèce humaine touche à l'avènement de l'ordre social le mieux adapté à sa nature. Il s'agit, pour compléter cette introduction, de faire pressentir le caractère intellectuel de cette salutaire philosophie.

Une telle indication ressort de la longue démonstration qui précède. Nous avons reconnu l'inaptitude de la philosophie théologique et de la philosophie métaphysique, qui ont seules entrepris jusqu'ici d'opérer la réorganisation politique. Il en résulte que le problème ne comporte pas de solution, ce qui serait absurde à penser, ou qu'il ne reste plus qu'à recourir à la philosophie positive, puisque l'esprit humain a vainement épuisé les autres voies intellectuelles, à moins qu'on ne parvienne à créer un qua-

[redacted]

trième mode de philosopher, utopie trop extravagante pour être discutée. La philosophie positive a successivement opéré la réorganisation des divers ordres de conceptions, qui avaient longtemps persisté dans un état équivalent à l'état actuel des idées sociales. L'analyse politique et l'analyse scientifique concourent à démontrer que cette philosophie est seule capable de présider à la réorganisation des sociétés. Je tiens à séparer ce principe, qui me semble irrécusable, du mode de réalisation que je vais tenter, afin que, lors même qu'une telle tentative serait condamnée, la raison publique n'en tirât aucune induction défavorable contre la méthode, et qu'elle se bornât à prescrire à de plus heureux successeurs des essais plus efficaces dans la même direction. En tout genre, et surtout en ce cas, la méthode est plus importante que la doctrine elle-même.

Tout parallèle entre la nouvelle philosophie politique et les théories sociales actuelles serait prématuré. Si je n'ai pas manqué mon but, à mesure que la politique positive se développera, sa supériorité se manifestera, sans exiger aucune comparaison. Néanmoins je crois devoir indiquer, dès ce moment, la relation d'une telle opération philosophique avec les besoins de notre époque.

L'ascendant de cette doctrine sociale résultera surtout de sa cohérence logique dans l'ensemble de ses applications. La politique positive embrassera tous les aspects de l'état actuel de la civilisation, et fera cesser l'opposition qui existe entre les deux ordres de nécessités sociales. Non seulement la politique contemporaine prendra ainsi un caractère homogène et rationnel; mais encore la même conception, en coordonnant le présent, le rattachera à l'ensemble du passé. Il importe de noter cette nouvelle condition, sans laquelle aucune philosophie politique ne saurait

exister. Ce n'est pas seulement la doctrine critique qui mérite le reproche de ne s'occuper du passé que pour envelopper dans une réprobation commune tous les temps antérieurs à l'époque révolutionnaire. L'école rétrograde elle-même, tout en ayant produit une explication, d'ailleurs vague et arbitraire, de l'ensemble des temps anciens, est impuissante à prolonger sa théorie historique, et à lier le présent au passé. Cette subordination de l'humanité à une loi de développement continu, représentant l'évolution actuelle comme la suite des transformations antérieures, constituera une propriété exclusive de la nouvelle philosophie.

A l'égard de l'ordre, la politique positive n'a pas besoin d'apologie. La science n'a, en effet, d'autre but que d'établir et de fortifier l'ordre intellectuel, qui est la base de tout autre ordre.

La politique positive est seule capable de contenir l'esprit révolutionnaire, parce qu'elle peut seule lui rendre justice, et circonscrire son influence entre ses vraies limites. Tant que cet esprit n'est attaqué que sous les inspirations de la philosophie rétrograde, il résiste spontanément à ces vaines récriminations. Mais il n'en pourra plus être ainsi quand la philosophie nouvelle, tout en manifestant son caractère organique, se montrera plus apte que la doctrine critique elle-même à débarrasser la société de tout vestige de l'ancien système politique. Alors seulement la tendance anarchique des principes révolutionnaires pourra être combattue au nom même de la révolution, avec un succès qui finira par amener l'absorption de la doctrine critique, dont l'office sera mieux rempli par la philosophie positive.

Indépendamment de ces services, la cause de l'ordre do encore retirer d'une telle philosophie d'autres avantag

qui, bien que moins directs, n'en sont pas moins importants. Elle permettra d'apprécier exactement la nature des questions sociales, et contribuera ainsi à la pacification, en renvoyant à la réorganisation intellectuelle et morale plusieurs sujets délicats qu'on s'obstine à rattacher à la réorganisation politique. Après avoir fait comprendre la nécessité d'institutions provisoires, la politique positive tendra à détourner des pouvoirs existants et, à plus forte raison, de leurs titulaires, l'attention si exagérée qu'on leur accorde, pour concentrer les efforts sur la rénovation des idées sociales et, par suite, des mœurs publiques. On ne saurait craindre que cette diversion ne dégénérât en une funeste indifférence politique, puisque la nouvelle doctrine ne s'est pas interdit l'élaboration des institutions. Jusqu'à l'accomplissement de la régénération politique, cette doctrine modifiera les institutions établies, de manière à seconder l'évolution intellectuelle et morale.

La politique positive consolidera l'ordre public, en développant une sage résignation en présence de maux politiques incurables. La philosophie métaphysique, qui regarde l'action politique comme indéfinie, ne peut comporter une semblable disposition, qui offre pourtant un secours indispensable à la douloureuse destinée de l'homme. Quant à la résignation religieuse, et surtout chrétienne, ce n'est, malgré tant d'emphatiques éloges, qu'une prudente temporisation, qui fait supporter les malheurs présents en vue d'une ineffable félicité future.

Le profond sentiment des lois qui régissent les divers genres de phénomènes peut seul inspirer une véritable résignation, c'est-à-dire une disposition à supporter avec constance, et sans espoir de compensation, des maux inévitables. S'il est des maux politiques que la science ne saurait atteindre, et je ne crois pas qu'on puisse en douter,

elle pourra, du moins, mettre toujours en évidence leur incurabilité, de manière à calmer les douleurs qu'ils produisent, et à montrer les lois naturelles qui les rendent insurmontables. A raison de sa complication supérieure, le monde politique doit être plus mal réglé que le monde astronomique, physique, chimique ou biologique. D'où vient donc que les imperfections de la condition humaine, contre lesquelles nous sommes toujours prêts à nous insurger avec indignation sous le premier aspect, nous trouvent, au contraire, calmes et résignés sous tous les autres, bien qu'elles n'y soient pas moins prononcées, ni moins choquantes? Ce contraste tient surtout à ce que la philosophie positive n'a développé le sentiment des lois naturelles qu'à l'égard des plus simples phénomènes. Quand la même condition intellectuelle aura été remplie relativement aux phénomènes sociaux, elle y produira des conséquences analogues, en faisant pénétrer dans la raison publique les germes de la résignation politique. Ce serait peu connaître les lois de la nature humaine que de nier l'efficacité d'une pareille conviction, pour concourir à la pacification, et pour calmer l'inquiétude qu'inspire trop souvent le chimérique redressement de maux politiques inévitables. On ne doit pas redouter, d'ailleurs, qu'une stupide apathie résulte de cette résignation rationnelle, qui n'a pas le caractère passif de la résignation religieuse. La philosophie positive n'impose de soumission qu'en présence de maux insurmontables; elle prescrit l'exercice de l'activité humaine, dès que l'analyse du sujet permet d'en espérer quelque efficacité.

Pour caractériser enfin, par un dernier trait, la tendance de la nouvelle philosophie au raffermissement de l'ordre public, je dois ajouter que, même avant d'établir aucune théorie sociale, elle ramènera, par la seule in-

fluence de sa méthode, les intelligences à l'état normal. Ma hiérarchie scientifique présente un puissant moyen de discipline intellectuelle, en montrant la longue et difficile élaboration préliminaire qu'exige toute exploration des sujets sociaux.

Relativement au progrès, l'aptitude d'une telle philosophie n'exige pas des explications aussi étendues; car, à quelque sujet qu'il s'applique, l'esprit positif se montre toujours progressif. Au point de vue social, l'idée de progrès, c'est-à-dire le développement continu, avec une tendance permanente vers un but déterminé, doit être attribuée à l'influence inaperçue de la philosophie positive. L'essor du sentiment de progrès social est dû en partie au christianisme; néanmoins la politique théologique, procédant d'après un type immuable, dont un passé déjà lointain offre seul la réalisation, est incompatible avec toute idée de progrès continu. La politique métaphysique présenterait une incompatibilité analogue, si la liaison moins intime de ses doctrines ne la rendait plus accessible à l'esprit de notre temps.

La seule idée de progrès qui appartienne à la politique révolutionnaire consiste dans l'extension continue de la liberté, c'est-à-dire dans l'essor des facultés humaines, ce qui constitue surtout une notion négative, en rappelant la suppression des diverses résistances. Or, même en ce sens restreint, la supériorité de la politique positive ne saurait être contestée; car la vraie liberté ne peut consister qu'en une soumission rationnelle aux lois de la nature, à l'abri de tout commandement personnel. La politique métaphysique a vainement tenté de consacrer son empire, en décorant du nom de lois les décisions des assemblées souveraines. Tant que les phénomènes sociaux ne seront pas rattachés à des lois naturelles, et qu'ils con-

tinueront à être rapportés à des volontés, soit divines, soit humaines, l'arbitraire ne pourra être exclu des divers règlements politiques, et par conséquent, malgré tous les artifices constitutionnels, la liberté restera illusoire et précaire.

La philosophie positive est tellement apte à réaliser les vœux de la métaphysique révolutionnaire, qu'elle fera disparaître tout ce qui reste encore de l'ancien système politique. Elle pourra seule arrêter le développement de l'école catholique, en posant, dans l'ordre des idées sociales, en présence de l'esprit religieux, l'esprit scientifique, son éternel antagoniste, qui l'a déjà annulé dans toutes les autres catégories intellectuelles.

Enfin, au point de vue le plus général du progrès politique, la nouvelle philosophie présente de puissantes ressources pour l'amélioration de la condition des classes inférieures. La politique révolutionnaire a seule proposé une solution pour cette partie du problème social ; mais sa solution, purement insurrectionnelle, se réduit à déplacer la difficulté, en ouvrant une issue aux plus actives ambitions populaires. Une telle satisfaction, procurée à un petit nombre d'individus, qui deviennent ainsi les déserteurs de leur classe, ne saurait apaiser les justes plaintes des masses. Il est même incontestable que, en développant des désirs démesurés, dont la commune satisfaction est impossible, et en stimulant la tendance, déjà trop naturelle, au déclassement universel, on ne décharge le présent qu'en aggravant l'avenir. La masse de notre espèce étant destinée, par une insurmontable fatalité, à rester composée d'hommes vivant du fruit d'un travail journalier, le problème social consiste à améliorer la condition de cette immense majorité, sans la déclasser et sans troubler l'[illegible]mie générale. Cette ma-

nière de concevoir la question est celle de la philosophie positive, qui, en rassurant les classes dirigeantes contre toute invasion de l'anarchie, pourra seule guider la politique populaire.

Un tel aperçu fait pressentir les propriétés de la philosophie nouvelle, qui devra trouver accès auprès de chacun des partis, en se montrant plus apte à atteindre le but qu'ils poursuivent trop exclusivement.

Toutefois il faut renoncer à une conversion de l'école rétrograde. Sauf d'heureuses anomalies individuelles, il existe entre la philosophie théologique et la philosophie positive, surtout à l'égard des idées sociales, une trop grande différence, pour que la première puisse suffisamment apprécier la seconde. Ici, comme en tout autre cas, la théologie disparaîtra devant la physique, sans pouvoir se transformer, sous sa direction, au delà de sa modification actuelle. D'ailleurs, ce n'est pas l'ordre que poursuit, en général, l'école rétrograde, mais seulement un ordre préconçu, auquel se rattachent des habitudes d'esprit particulières, ou même des intérêts spéciaux. En dehors de son utopie, tout lui semble désordonné et, par suite, indifférent. La politique stationnaire lui a même justement reproché d'appuyer les tentatives de discorde, dans l'espoir de restaurer ainsi sa domination, comme la seule voie de salut contre l'anarchie matérielle. L'école stationnaire, chez laquelle l'amour de l'ordre, sans être plus désintéressé, est plus impartial, offrira spontanément accès à la nouvelle philosophie.

Néanmoins l'école révolutionnaire me paraît la seule sur laquelle la politique positive puisse exercer une action capitale, parce qu'elle a seule un caractère vraiment progressif.

La philosophie positive, qui est destinée à imprimer

un essor plus complet aux diverses facultés intellectuelles, ne saurait tendre à atrophier l'esprit critique. Tout en le subordonnant à l'esprit organique, elle lui ouvrira de larges destinations politiques, plus intéressantes que la reproduction des satires philosophiques du siècle dernier. Au lieu de continuer, au profit des avocats, une guerre monotone contre l'influence sacerdotale, l'esprit critique prendra une activité plus complète, lorsque, sous les inspirations de la philosophie positive, il entreprendra la démolition de toute puissance métaphysique ou théologique. En outre, les éléments du nouveau système social ne prêteront que trop, comme tout pouvoir naissant, à un large exercice de l'esprit satirique, dont le contrôle pourra exercer une heureuse influence. Malgré les points d'appui qu'elle trouvera dans les sections les plus avancées de l'école révolutionnaire, l'école positive doit surtout compter sur sa supériorité scientifique.

Une philosophie sociale qui, prenant la science pour base, appelle l'esprit scientifique à régénérer le monde politique, semble devoir trouver, sinon une coopération, du moins des encouragements, de la part de la classe choisie qu'elle tend ainsi à élever. Je dois avouer que j'ai partagé cette illusion, dont une longue expérience m'a détrompé. L'indifférence politique de la plupart des savants actuels me paraissait tenir au dégoût que devait leur inspirer le caractère vague et arbitraire des méthodes qui président encore à de telles recherches, opposé à la parfaite rationalité des procédés scientifiques. Un examen approfondi m'a conduit à reconnaître que, pour d'autres motifs moins honorables et plus puissants, la nouvelle philosophie doit très peu compter sur les dispositions favorables des savants.

Les diverses classes de la société manifestent leurs

tendances anarchiques, qui résultent de l'anarchie intellectuelle et morale. C'est ce que font les savants, dans les conflits journaliers qui s'élèvent entre eux sur leurs attributions respectives, chaque fois qu'une même question touche à plusieurs branches de la science. L'anarchie scientifique se manifeste surtout par l'unanime répugnance des savants pour les généralités, et par leur prédilection pour des spécialités de plus en plus étroites. Ce n'est pas le lieu de poser la question de l'harmonie qui doit régner entre l'esprit d'ensemble et l'esprit de détail. Je ne dois indiquer, à ce sujet, que la simple considération politique qui impose l'obligation d'une entière généralité à toute philosophie aspirant au gouvernement moral de l'humanité. C'est par cette unique qualité que la philosophie théologique et la philosophie métaphysique prolongent leur prépondérance. L'expérience journalière montre que, toutes les fois que l'esprit d'ensemble devient nécessaire, de bons esprits, étrangers à la science, mais habituellement placés à un point de vue général, sont plus aptes que les savants spéciaux au gouvernement qui devrait appartenir à ceux-ci. Les savants contribuent donc eux-mêmes à maintenir leur subalternité politique. Leurs sentiments sociaux sont ordinairement à la hauteur de leurs idées. Il semble que la culture des sciences doive refréner, chez ceux qui s'y livrent, l'égoïsme individuel : elle ne sert, au contraire, qu'à le rendre plus systématique et plus corrupteur.

Tout espoir de coopération de la part des savants doit être abandonné. Ceux qui commencent à manifester une certaine ambition politique préfèrent se mettre au service des pouvoirs et des partis existants, sauf à n'y être que des instruments entre les mains des avocats et des autres métaphysiciens.

Les institutions de haut enseignement scientifique constituent l'une des plus précieuses ressources que le passé nous ait ménagées. Telles sont, en France, les écoles de médecine, et surtout l'école polytechnique en vertu de son éminente positivité, et malgré son caractère incomplet.

Le travail préliminaire que je viens d'accomplir garantit l'efficacité de la sociologie au point de vue politique. Il faut maintenant poursuivre l'étude des phénomènes sociaux dans des dispositions aussi spéculatives que celles qui président à la culture des autres sciences. Néanmoins, avant d'y procéder, il me reste à considérer, dans la leçon suivante, les efforts qu'on a déjà tentés pour constituer la science sociale.

QUARANTE-SEPTIÈME LEÇON

Sommaire. — Appréciation des tentatives entreprises pour constituer la science sociale.

Le degré de complication des phénomènes sociaux est la cause de l'imperfection plus prononcée que présente leur étude. L'esprit positif n'a pu y avoir accès, avant d'avoir commencé à dominer l'étude de tous les phénomènes plus simples. D'autre part, on n'a pas fondé, jusqu'à présent, la science sociale sur des bases positives, parce qu'on n'a pu statuer, avant l'époque actuelle, sur un ensemble de faits assez étendu.

Bien que ce ne soit pas le lieu d'entreprendre cette démonstration, je crois devoir la faire pressentir, en représentant l'ébranlement imprimé par la révolution française comme ayant été indispensable, pour permettre le développement de spéculations assez positives et assez étendues à l'égard des phénomènes sociaux. Jusqu'alors, en effet, les tendances de l'humanité ne pouvaient être assez caractérisées, pour devenir le sujet d'une appréciation scientifique. La notion de progrès ne pouvait acquérir la netteté nécessaire. En un mot, la direction du mouvement social n'était pas déterminée, et les spéculations se trouvaient entravées par les vagues conceptions de mouvements oscillatoires ou circulaires. La science sociale ne pouvait pas exister tant qu'on ignorait en quoi consiste le fait

même du développement, dont cette science doit étudier les lois, et qui pouvait alors être contesté.

Toute idée de progrès était interdite aux philosophes de l'antiquité, faute d'observations assez complètes et assez étendues. Ils considéraient l'état social contemporain comme inférieur à celui du passé. Cette disposition était d'autant plus naturelle, que l'époque des travaux philosophiques coïncidait avec celle de la décadence du régime grec ou romain. Or cette décadence, qui constitue un progrès, comme étant une préparation au régime plus avancé des temps postérieurs, ne pouvait pas être jugée ainsi par les anciens. La première ébauche de la notion, ou plutôt du sentiment, du progrès de l'humanité est due au christianisme, qui, en proclamant la supériorité de la loi de Jésus sur celle de Moïse, a formulé l'idée d'un état plus parfait, remplaçant définitivement un état moins parfait.

Indépendamment des inconvénients de mysticisme qui sont inhérents à la méthode théologique, une telle ébauche était insuffisante pour constituer un aperçu scientifique de la progression sociale. Cette progression se trouve ainsi fermée par la formule même qui la proclame, puisqu'elle est bornée à l'avénement du christianisme. La condition de continuité, qui est un élément nécessaire à la notion de progrès, resterait impuissante à diriger l'ensemble des spéculations, si elle représentait la progression comme limitée à un état déterminé, depuis longtemps atteint.

Le premier aperçu satisfaisant de la progression générale appartient à un philosophe dirigé par l'esprit géométrique. Le sentiment du progrès des sciences a pu seul inspirer à Pascal cet admirable aphorisme : « Toute la succession de hommes pendant la longue suite des siècles doit être considérée comme un seul homme qui subsiste toujou

qui apprend continuellement. » Malgré ce trait de lumière, les idées de progrès n'ont commencé à acquérir une consistance philosophique qu'au commencement du siècle dernier, après la mémorable controverse sur la comparaison entre les anciens et les modernes. Cette discussion constitue un grand événement dans l'histoire de la raison humaine, qui, pour la première fois, osait ainsi proclamer son progrès. C'était surtout l'esprit scientifique qui animait les chefs de ce mouvement philosophique, et qui faisait la force de leur argumentation.

La notion de progrès est issue du développement des sciences; elle a tendu, pendant le siècle dernier, à s'appliquer au mouvement politique; mais cette extension ne pouvait acquérir d'importance avant la révolution française.

Si ces réflexions ont paru d'abord s'écarter du sujet de la leçon, on doit voir maintenant combien elles s'y rapportent. J'ai expliqué l'impossibilité de constituer, avant l'époque actuelle, la science du développement social. Mon appréciation des tentatives prématurées, relatives à cette fondation, se trouvera ainsi simplifiée, et n'exigera plus qu'une indication sommaire. Les conditions politiques et les conditions scientifiques ont retardé, jusqu'à nos jours, la possibilité d'établir la science sociale sur des bases positives. L'influence de ce double obstacle s'étend jusqu'à la génération actuelle : élevée sous l'impulsion efficace de la crise révolutionnaire, elle trouve, pour la première fois, dans l'ensemble du passé, une base suffisante d'exploration, et elle est, en même temps, convenablement préparée à soumettre à la méthode positive l'étude des phénomènes sociaux. Comme ces deux conditions étaient indispensables, il serait inutile d'entreprendre aucune critique de tentatives philosophiques dont le succès était

impossible. Je me bornerai à indiquer le vice de chacune de ces tentatives; ce qui, en confirmant le jugement que je viens de porter, servira à mieux manifester la nature d'une entreprise encore intacte.

Je dois d'abord mentionner le nom d'Aristote : sa *Politique* constitue l'une des plus éminentes productions de l'antiquité; elle a fourni le type de la plupart des travaux ultérieurs sur le même sujet. A une époque où l'esprit positif ne s'était encore manifesté que dans la géométrie, et où les observations politiques étaient très restreintes, il est prodigieux que l'intelligence humaine ait pu produire un traité aussi avancé. Qu'on relise, par exemple, l'analyse par laquelle Aristote réfute les dangeureuses rêveries de Platon et de ses imitateurs sur la communauté des biens, on y verra des témoignages d'une rectitude et d'une force qui n'ont jamais été surpassées.

Il serait superflu d'indiquer les travaux qui ont été successivement produits sur le même type, simplement développé par l'accumulation de nouveaux matériaux. Ces tentatives ne peuvent commencer à nous occuper qu'à partir de l'époque où, d'une part, la prépondérance de l'esprit positif dans l'étude des phénomènes les moins compliqués a permis de comprendre en quoi consistent les lois naturelles, et où, d'autre part, la notion de la progression humaine a pris quelque consistance. Le concours de ces deux conditions ne permet guère de remonter plus loin que vers le milieu du siècle dernier. Les plus importants travaux sont alors ceux de Montesquieu : ils consistent dans son traité sur la politique romaine, et dans son *Esprit des Lois*.

Ce qui caractérise la force de ce dernier ouvrage, c'est la tendance de l'auteur à concevoir les phénomènes politiques comme assujettis à des lois naturelles. L'idée gé-

nérale de *loi* se trouve enfin définie, suivant l'acception que l'intelligence humaine s'était déjà habituée à lui attribuer dans les plus simples recherches positives. Cette innovation résulte de la généralisation d'une notion incomplète, due au progrès continu des sciences, sous l'impulsion qu'avaient produite, un siècle auparavant, les travaux de Descartes, de Galilée et de Képler, et que l'œuvre de Newton venait de corroborer. Une telle filiation n'altère pas l'originalité de la conception de Montesquieu ; car c'est surtout en de pareilles extensions que consistent les progrès intellectuels. On doit plutôt s'étonner qu'un pas semblable ait pu être fait en un temps où la méthode positive n'embrassait encore que les plus simples phénomènes, sans avoir pénétré dans l'étude des corps vivants, et sans même être devenue prépondérante dans les phénomènes chimiques. L'admiration ne pourra que s'accroître, si l'on remarque que la notion de progrès ne pouvait avoir, pour Montesquieu, ni la netteté, ni surtout la généralité que lui a fait acquérir le grand ébranlement sous l'impulsion duquel nous pensons aujourd'hui. A cette époque, les plus éminents esprits, préoccupés d'utopies métaphysiques, croyaient encore à la puissance absolue et indéfinie des législateurs, armés d'une autorité suffisante, pour modifier à volonté l'état social. Combien ne fallait-il pas être en avant de son siècle, pour oser concevoir que les phénomènes politiques sont réglés par des lois naturelles ?

Les mêmes causes qui établissent la prééminence philosophique de Montesquieu sur ses contemporains font également sentir l'impossibilité du succès d'une entreprise aussi prématurée. Le projet de Montesquieu n'a pas été réalisé dans l'exécution de son travail, qui, malgré le mérite de certains détails, ne s'écarte pas essentiellement

[redacted]

des travaux antérieurs, et se rapporte, comme ceux-ci, au type primitif du traité d'Aristote. Il reconnaît, en principe, la subordination des phénomènes sociaux à des lois naturelles ; mais, dans le cours de l'ouvrage, les faits politiques ne sont nullement rapportés au moindre aperçu de ces lois. L'accumulation même des faits, empruntés aux états de civilisation les plus variés, paraît repousser toute idée d'un enchaînement scientifique, et ne laisse subsister qu'une liaison illusoire, fondée sur d'arbitraires rapprochements métaphysiques. Les conclusions pratiques de Montesquieu prouvent combien l'exécution de son travail a été loin de correspondre à son intention primitive ; car elles consistent à proclamer, comme type politique universel, le régime parlementaire des Anglais.

La seule partie de ce travail qui présente une certaine positivité est celle où Montesquieu apprécie l'influence des diverses causes locales continues, dont l'ensemble peut être désigné, en politique, sous le nom de climat. Dans cette entreprise scientifique, évidemment inspirée par le traité d'Hippocrate, on reconnaît une tendance constante à rattacher les phénomènes observés à des forces réelles, capables de les produire ; mais ce but a été également manqué. Sans rappeler la facile critique, si souvent reproduite, même injustement, par des philosophes postérieurs, on ne peut contester que Montesquieu n'ait ordinairement méconnu l'influence politique des climats, qu'il a presque toujours exagérée. Ce que je dois surtout faire remarquer, c'est la cause de cette erreur, qui provient d'une tendance à analyser une simple modification, avant que l'action fondamentale ait pu être convenablement appréciée. Sans avoir établi en quoi consiste la progression sociale, ni quelles en sont les lois essentielles, il est impossible de se former une idée juste des

perturbations secondaires qui peuvent résulter du climat, ou de toute autre influence accessoire, même plus puissante, comme celle des diverses races humaines. On s'explique aisément l'illusion d'après laquelle Montesquieu, qui ne pouvait concevoir ces lois, et qui pourtant voulait faire pénétrer l'esprit positif dans le domaine des idées politiques, a été conduit à s'occuper du seul ordre régulier de spéculations qui lui parût propre à l'accomplissement d'une telle condition philosophique. Il n'a pas même aperçu cette remarque générale, qui doit dominer toute la théorie politique des climats, savoir : que les causes physiques locales, très puissantes à l'origine de la civilisation, perdent successivement de leur empire, à mesure que le cours du développement permet davantage de neutraliser leur action. Montesquieu aurait sans doute trouvé cette relation, s'il avait pu procéder à la théorie politique du climat, après avoir d'abord fixé la notion de la progression de l'humanité.

En résumé, ce philosophe a conçu, le premier, une entreprise prématurée, dans laquelle il devait échouer, soit en s'efforçant de soumettre à l'esprit positif l'étude des phénomènes sociaux, avant que cet esprit eût pénétré dans tout le système des connaissances biologiques ; soit, au point de vue politique, en se proposant de préparer la réorganisation sociale dans un temps uniquement destiné à l'action révolutionnaire. C'est ce qui explique pourquoi cette éminente intelligence, par suite même d'un avancement trop prononcé, a exercé sur son siècle une action bien inférieure à celle d'un simple sophiste, tel que Rousseau, dont l'état intellectuel, plus conforme à la disposition de ses contemporains, lui a permis de se constituer avec succès l'interprète du mouvement révolutionnaire. Montesquieu ne pourra être pleinement apprécié que par

[redacted]

notre postérité : l'extension de la philosophie positive à l'ensemble des spéculations sociales fera sentir la valeur de ces tentatives précoces, qui, tout en manquant un but trop éloigné, contribuent néanmoins à poser la question qui devra plus tard être résolue.

Depuis Montesquieu, le seul pas important qu'ait fait la sociologie est dû à l'ouvrage de Condorcet sur *l'Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, où se trouve introduite, pour la première fois, la notion scientifique de la progression sociale. La principale force de l'ouvrage réside dans cette belle introduction, par laquelle Condorcet expose son projet d'étudier l'enchaînement des divers états sociaux. Ce petit nombre de pages ne laisse rien à désirer : la question sociologique reposera toujours sur un tel énoncé, qui est acquis à la science. Malheureusement l'exécution est loin de correspondre à la grandeur du projet. L'appréciation de l'esprit humain à cette époque explique le succès de la conception et l'avortement de l'exécution.

Il suffit d'estimer le progrès qu'avait fait, de Montesquieu à Condorcet, l'accomplissement des deux conditions, l'une scientifique, l'autre politique, dont j'ai établi la nécessité. Sous le premier aspect, l'essor des sciences naturelles, et principalement de la chimie, avait développé la notion des lois positives. L'étude des corps vivants commençait à prendre un caractère scientifique, au moins dans l'ordre anatomique et dans l'ordre taxinomique. Il n'est pas étonnant, dès lors, qu'un esprit comme celui de Condorcet, préparé, sous la direction de d'Alembert, par de fortes méditations mathématiques, ressentant l'impulsion du progrès scientifique et l'influence des travaux de Haller, de Jussieu, de Linné, de Buffon et de Vicq-d'Azyr, ait conçu le projet de transporter dans l'étude des

phénomènes sociaux cette méthode positive, qui, depuis Descartes, n'avait cessé de régénérer tout le système des connaissances humaines. Cependant la constitution de la science sociale sur des bases positives était encore prématurée. Il restait à établir le système, à peine ébauché, de la philosophie biologique, et à le compléter par l'extension de la méthode positive à l'étude des phénomènes intellectuels et moraux. Cette lacune se fait sentir dans l'ouvrage de Condorcet; son imagination s'égare dans de vagues conceptions de perfectibilité indéfinie, parce qu'il est dépourvu de tout guide et de tout frein scientifiques.

Au point de vue politique, la notion du progrès social devait être plus nette pour Condorcet, qu'elle n'avait pu l'être pour Montesquieu; car on ne pouvait plus douter, au temps de Condorcet, de la tendance de l'espèce humaine à quitter l'ancien système social. J'ai déjà indiqué la nécessité de cette condition capitale; mais je dois profiter de cet exemple, pour faire comprendre par quelle fatale réaction l'influence de l'esprit révolutionnaire, après avoir donné une puissante impulsion à l'idée de progrès, vint ensuite l'entraver. Cette propriété résulte des préjugés de la philosophie révolutionnaire, qui s'oppose à toute saine appréciation du passé. Rien n'est plus sensible dans l'ouvrage de Condorcet : il fait ressortir l'immense perfectionnement de la fin du dix-huitième siècle, comparé à l'influence rétrograde des doctrines, des institutions et des pouvoirs antérieurs. Ainsi conçue, l'étude du passé ne présente plus qu'une sorte de miracle perpétuel, où l'on s'interdit même la ressource vulgaire de la Providence. On ne peut donc pas s'étonner que, malgré le mérite de plusieurs aperçus incidents, Condorcet n'ait dévoilé aucune des lois du développement humain, qu'il n'ait pas soupçonné la nature

transitoire de la politique révolutionnaire, et qu'il ne soit pas arrivé à la conception de l'avenir social. Une expérience aussi décisive fait sentir combien la prépondérance de la doctrine critique est incompatible avec l'étude des lois positives de la progression sociale. On ne saurait trop admirer la supériorité philosophique de Montesquieu, qui, sans avoir pu, comme Condorcet, juger l'esprit révolutionnaire, avait su néanmoins s'affranchir, à l'égard du passé, des préjugés qui dominaient ses contemporains. Ces réflexions nous permettent d'apprécier la condition politique nécessaire à la fondation de la science sociale : il fallait que l'esprit révolutionnaire eût commencé à perdre son principal ascendant. Nous sommes ainsi ramenés, par une autre voie, à l'époque actuelle.

Les deux tentatives philosophiques que je viens de rappeler sont les seules qui soient dirigées suivant la voie qui peut conduire à constituer la science sociale.

Je dois aussi mentionner, comme une tendance vers ce but, la disposition croissante des esprits actuels vers les études historiques, et le notable perfectionnement de ces études dans les deux derniers siècles.

C'est à Bossuet qu'il faut rapporter la première tentative qui ait été faite pour contempler l'ensemble du passé. Sans doute les ressources faciles, mais illusoires, de la philosophie théologique, qui établissent, entre les événements, une liaison apparente, ne peuvent plus aujourd'hui être utilisées ; mais un tel essai, dominé par l'esprit d'universalité, demeurera toujours un imposant modèle. Telle est surtout l'appréciation de la politique romaine, au niveau de laquelle Montesquieu lui-même n'a pas su toujours se maintenir. L'influence de ce premier enseignement a contribué à fortifier les principales compositions historiques, en France, en Angleterre et en Allemagne. Néan-

moins l'histoire n'a pas cessé d'avoir un caractère littéraire ou descriptif. Aucune filiation n'est établie dans la suite des événements, de manière à permettre une certaine prévision de l'avenir. Du reste, le facile crédit qu'obtiennent trop souvent de vagues théories historiques témoigne des dispositions purement littéraires et métaphysiques, dans lesquelles l'histoire continue à être conçue et étudiée. Les intelligences qui s'y livrent sont étrangères au mouvement scientifique, et ne peuvent apporter dans cette difficile étude que des habitudes irrationnelles. Toutefois, malgré ces observations, il faut apprécier d'heureux symptômes de régénération. Parmi les nombreux témoignages contemporains, aucun ne me semble plus décisif que l'introduction, en Allemagne, au sein même de la classe des jurisconsultes, d'une école qualifiée d'historique, qui se propose de rattacher, pour chaque époque de passé, l'ensemble de la législation à l'état correspondan de la société.

[redacted]

QUARANTE-HUITIÈME LEÇON

Sommaire. — Caractères de la méthode positive dans l'étude des phénomènes sociaux.

Dans toute science, la méthode est inséparable de la doctrine. Isolées des applications, les plus justes notions sur la méthode se réduisent à quelques généralités, insuffisantes pour diriger les recherches, parce qu'elles n'indiquent pas les modifications que ces préceptes trop uniformes doivent éprouver dans l'application. Plus les phénomènes deviennent complexes, moins il est possible de séparer la méthode de la doctrine, parce que les modifications deviennent plus importantes. C'est surtout dans l'étude des phénomènes sociaux que la notion de la méthode ne peut résulter que d'une première conception de la science.

La méthode, en sociologie, ne peut être appréciée que par l'emploi qu'on en fait. Il ne peut donc être question d'un traité préliminaire de méthode. Néanmoins il est nécessaire, avant de procéder à l'examen direct de la science sociale, d'en faire connaître l'esprit et les ressources, comme nous l'avons fait pour les autres sciences.

Cette opération préalable nous a entraînés à des explications d'autant plus élémentaires et plus explicites, qu'il s'est agi d'une science plus compliquée et plus imparfaite. La seule définition des sciences les plus simples et les plus avancées nous a presque toujours suffi pour en caractériser les conditions et les ressources; mais il a fallu

procéder autrement dans les sciences plus complexes. En biologie, par exemple, des explications élémentaires, qui eussent semblé puériles en tout autre cas, ont été indispensables. Il est aisé de prévoir qu'une pareille obligation doit devenir plus nécessaire en sociologie.

Quand on apprécie l'état actuel de cette science, on y reconnaît, dans la méthode comme dans la doctrine, la combinaison des caractères qui ont distingué la période théologique et métaphysique des autres branches de la philosophie. La science politique actuelle est, pour la science véritable, ce que furent autrefois l'astrologie pour l'astronomie, l'alchimie pour la chimie, et la recherche de la panacée universelle pour le système des études médicales. Les mêmes considérations s'appliquent à la politique théologique et à la politique métaphysique. Que les phénomènes soient rapportés à une intervention surnaturelle, ou expliqués par la vertu des entités correspondantes, cette diversité entre des conceptions finalement identiques n'empêche pas la reproduction de leurs principaux caractères, qui consistent, quant à la méthode, dans la prépondérance de l'imagination sur l'observation, et, quant à la doctrine, dans la recherche des notions absolues. Il en résulte, pour la science sociale, une tendance à exercer une action arbitraire et indéfinie sur des phénomènes qui ne sont pas regardés comme assujettis à des lois naturelles. L'esprit de toutes les spéculations théologiques et métaphysiques est idéal quant au but, absolu dans la conception et arbitraire dans l'application. Tels sont encore les caractères de l'ensemble des spéculations sociales.

La philosophie positive est caractérisée, quant à la méthode, par la subordination de l'imagination à l'observation : elle offre à l'imagination le champ le plus vaste et le plus

[redacted]

fertile; elle l'y restreint cependant à découvrir, ou à perfectionner, la coordination des faits observés ou les moyens d'entreprendre utilement de nouvelles explorations. C'est cette tendance à subordonner les conceptions aux faits qu'il s'agit d'introduire dans la science sociale.

Relativement à la doctrine, la philosophie positive se distingue par une tendance à rendre relatives toutes les notions qui étaient d'abord absolues. Le passage de l'absolu au relatif constitue l'un des plus importants résultats de chacune des révolutions intellectuelles. Au point de vue scientifique, on peut regarder le contraste entre le relatif et l'absolu comme le caractère distinctif entre la philosophie moderne et la philosophie ancienne. Toute étude de la nature intime des êtres, de leurs causes premières et finales, est absolue ; toute recherche des lois des phénomènes est relative, puisqu'elle subordonne le progrès de la spéculation au perfectionnement de l'observation, sans que l'exacte réalité puisse être, en aucun genre, parfaitement dévoilée. Le caractère relatif des conceptions scientifiques est aussi inséparable de la notion des lois naturelles, que la tendance aux connaissances absolues l'est des fictions théologiques ou des entités métaphysiques.

Les deux dispositions que je viens d'examiner constituent, l'une pour la méthode, l'autre pour la doctrine, la double condition de la positivité de la science sociale. Cependant leur considération n'est peut-être pas la plus propre à manifester les symptômes d'une telle transformation, en vertu de la connexité trop intime qui existe encore, dans les phénomènes sociaux, entre la théorie et la pratique. Aussi, pour mieux faire ressortir cet éclaircissement, dois-je considérer l'esprit actuel de la politique, relativement à l'application. Sous ce nouvel aspect, cet esprit est caractérisé par sa chimérique tendance à

exercer sur les phénomènes correspondants une action illimitée. Cette erreur a autrefois dominé tous les autres ordres de conceptions.

Une telle illusion se prolonge d'autant plus, que la complication croissante des phénomènes retarde davantage la connaissance de leurs lois. Le concours d'une autre influence augmente ici un pareil obstacle. Cette influence provient de ce que les différents phénomènes, en même temps qu'ils sont plus compliqués, deviennent plus modifiables.

On regarde encore les phénomènes sociaux comme indéfiniment modifiables. L'espèce humaine est conçue comme dépourvue de toute impulsion spontanée, et comme étant toujours prête à subir passivement l'influence du législateur, temporel ou spirituel, pourvu qu'il soit investi d'une autorité suffisante. A cet égard, la politique théologique se montre moins inconséquente que la politique métaphysique. Elle explique la disproportion entre l'immensité des effets accomplis et l'exiguïté des causes, en réduisant le législateur à n'être que l'instrument d'une puissance surnaturelle et absolue : ce qui aboutit à la domination indéfinie du législateur.

L'école métaphysique, en recourant d'une manière beaucoup plus vague à l'artifice de la Providence, fait intervenir ses inintelligibles entités, et surtout sa grande entité de la *nature*, qui n'est qu'une modification du principe théologique. Dédaignant de subordonner les effets aux causes, elle tente souvent d'éluder la difficulté, en attribuant au hasard les événements observés, et quelquefois, quand l'inanité d'un pareil expédient devient trop saillante, en exagérant l'influence du génie individuel sur la marche des affaires humaines. Le résultat de ces deux doctrines, c'est de représenter l'action politique de

l'homme comme indéfinie et arbitraire. L'espèce humaine se trouve ainsi livrée à l'expérimentation des diverses écoles politiques, dont chacune cherche à faire prévaloir son type immuable de gouvernement.

Tant que l'ancien système politique a interdit le libre examen des questions sociales, ces inconvénients se sont trouvés dissimulés. Quand l'ascendant de la politique métaphysique a fait prévaloir le droit d'examen, le danger de cette philosophie s'est développé au point de remettre en question l'utilité de l'état social lui-même. D'éloquents sophistes n'ont pas craint de préconiser la supériorité de la vie sauvage, telle qu'ils l'avaient rêvée. Parvenues à ce degré d'absurdité, les utopies métaphysiques montrent l'impossibilité d'établir en politique aucune notion stable, tant qu'on y continuera la recherche absolue du meilleur gouvernement, abstraction faite de tout état déterminé de civilisation.

Il n'y a d'ordre et d'accord possibles que dans la subordination des phénomènes sociaux à des lois naturelles, dont l'ensemble circonscrit, pour chaque époque, les limites et le caractère de l'action politique. Le sentiment d'un mouvement social, réglé par des lois naturelles, constitue la base de la dignité humaine dans l'ordre des événements politiques. Les principales tendances de l'humanité acquièrent ainsi un imposant caractère d'autorité, qui doit être respecté par toute législation ; tandis que la croyance à la puissance indéfinie des combinaisons politiques attribue à l'homme une sorte d'automatisme social, passivement dirigé par la suprématie absolue et arbitraire, soit de la Providence, soit du législateur.

Pour résumer les conditions que doit remplir la sociologie, il suffit d'y appliquer le principe de la prévision rationnelle, que j'ai présenté, dans les autres sciences,

comme le criterium de la positivité. Les phénomènes sociaux doivent être conçus comme aussi susceptibles de prévision que tous les autres phénomènes, entre les limites de précision compatibles avec leur complication supérieure. La seule pensée d'une prévision rationnelle suppose que l'esprit humain abandonne la région des idéalités métaphysiques, pour s'établir sur le terrain des réalités observées, en subordonnant l'imagination à l'observation. Les conceptions politiques, cessant d'être absolues, doivent se rapporter à l'état variable de la civilisation, afin que les théories, pouvant suivre le cours des faits, permettent de les prévoir. L'action politique doit être limitée d'après des lois déterminées : s'il en était autrement, la série des événements sociaux, toujours exposée à de profondes perturbations de la part du législateur, soit divin, soit humain, ne pourrait être prévue.

Des événements régis par des volontés surnaturelles peuvent bien laisser supposer des révélations ; mais ils ne sauraient comporter des prévisions scientifiques, dont la seule pensée constituerait un sacrilège. L'ancienne philosophie ne fournit qu'une aveugle consécration de tous les faits accomplis ; ses vaines formules ne peuvent conduire à aucune indication de l'avenir social.

Il faut maintenant apprécier l'esprit de la sociologie, dont les conditions sont caractérisées.

Les phénomènes sociaux étant conçus comme assujettis à des lois naturelles, il s'agit de fixer quels doivent être le sujet et le caractère de ces lois. Il faut, pour cela, étendre aux phénomènes sociaux une distinction, que j'ai établie dans toutes les autres sciences, en considérant séparément l'état *statique* et l'état *dynamique* de chaque sujet d'études. En sociologie, on doit distinguer, dans chaque système politique, l'étude des conditions d'existence de la société,

[redacted]

et celle des lois de son mouvement. Cette différence donne lieu à deux sciences principales, sous les noms de statique sociale et de dynamique sociale, aussi distinctes l'une de l'autre que le sont l'anatomie et la physiologie.

Pour indiquer la portée pratique de cette division, je dois noter qu'elle correspond à la double notion de l'ordre et du progrès. L'étude statique de l'organisme social doit coïncider avec la théorie de l'ordre, qui ne peut consister qu'en une juste harmonie entre les conditions d'existence des sociétés. De même, l'étude dynamique de la vie collective constitue la théorie du progrès.

Le principe des lois statiques de l'organisme social consiste dans le consensus, qui caractérise tous les phénomènes des corps vivants, et que la vie sociale manifeste au plus haut degré. Ainsi conçue, cette espèce d'anatomie doit avoir pour objet l'étude expérimentale et rationnelle des actions et des réactions mutuelles, qu'exercent les unes sur les autres toutes les parties du système social, abstraction faite du mouvement qui les modifie graduellement. Les prévisions sociologiques, fondées sur la connaissance de ces relations, sont destinées à conclure les unes des autres les indications statiques, relatives à chaque mode d'existence sociale, d'une manière analogue à ce qui se passe en anatomie. Chacun des éléments sociaux est conçu comme solidaire de tous les autres. Une telle doctrine doit servir de base à l'étude du mouvement social, dont la conception suppose la conservation de l'organisme correspondant. En outre, elle peut être employée à suppléer, du moins provisoirement, à l'observation directe qui, en beaucoup de cas, ne saurait avoir lieu pour certains éléments sociaux. Leur état se trouve ainsi suffisamment apprécié d'après leurs relations scientifiques avec d'autres

éléments déjà connus. L'histoire des sciences peut donner une idée de l'importance d'un tel secours, en rappelant, par exemple, comment les erreurs des érudits sur les prétendues connaissances des Egyptiens, en astronomie, ont été dissipées par la seule considération de la relation de l'état de l'astronomie avec celui de la géométrie abstraite, qui était alors dans l'enfance. On pourrait citer une foule de cas analogues. D'ailleurs les relations qui existent entre les divers aspects sociaux ne sauraient être tellement simples et précises, que les résultats observés puissent provenir d'un mode unique de coordination mutuelle. Une telle disposition d'esprit, déjà trop étroite en biologie, serait contraire à la nature plus complexe des spéculations sociologiques. L'appréciation des limites de variation constitue, au moins autant qu'en anatomie, un complément de chaque théorie de sociologie statique, sans lequel l'exploration indirecte pourrait devenir erronée.

Le développement de l'humanité prouve le consensus social par la réaction de chaque modification spéciale. Cette indication peut être suivie d'une confirmation statique; car, en politique comme en mécanique, la communication des mouvements prouve l'existence des liaisons. Ainsi, toutes les sciences et tous les arts sont entre eux dans une connexité telle, que l'état connu d'une seule partie permet de déterminer l'état de chacune des autres. Il en est de même quand, au lieu d'envisager les phénomènes sociaux d'une seule nation, on les examine chez diverses nations contemporaines, bien que le consensus soit alors moins prononcé.

Sans insister sur ces notions, je me bornerai à indiquer le seul cas essentiel où la solidarité soit encore méconnue. Ce cas est malheureusement le plus important, puisqu'il concerne l'organisation sociale proprement dite, dont la

théorie continue à être conçue d'une manière absolue et isolée, indépendamment de l'analyse de la civilisation correspondante. Un tel vice appartient aux écoles opposées, qui dissertent abstraitement sur le régime politique, sans penser à l'état corrélatif de la civilisation; elles aboutissent le plus souvent à faire coïncider leur type politique avec l'enfance du développement humain. Pour apprécier cette erreur, il faut remonter à sa source, qui consiste dans le dogme théologique, par lequel on rattache le développement de la civilisation à une dégradation originelle de l'homme. Ce dogme, que toutes les religions reproduisent, et dont la prépondérance a dû être secondée par le penchant de l'homme à l'admiration du passé, fait coïncider la dégradation de la société avec l'extension de sa civilisation. Quand la philosophie théologique est passée à l'état métaphysique, le dogme d'une dégradation originelle s'est transformé en une hypothèse équivalente, celle d'un état de nature, supérieur à l'état social, et dont le développement de la civilisation éloigne de plus en plus.

Le principe de la relation qui existe entre les institutions et l'état de la civilisation correspondante consiste dans l'harmonie qui tend à s'établir entre l'ensemble et les parties du système social. Non seulement les institutions politiques d'une part, les mœurs et les idées de l'autre, sont toujours solidaires ; mais encore elles se rattachent à l'état correspondant du développement de l'humanité, considérée dans son activité intellectuelle, morale et physique. Cette harmonie, quoique moins caractérisée aux époques révolutionnaires, continue néanmoins à être appréciable; car elle ne pourrait totalement cesser que par l'entière dissolution de l'organisme social. On peut donc regarder le régime politique comme finis-

sant toujours par devenir conforme à l'état correspondant de la civilisation, puisque les lacunes et les perturbations qui se manifestent dans l'un proviennent surtout de dérangements équivalents dans l'autre. L'immense révolution au milieu de laquelle nous vivons confirme cette loi sociologique.

La théorie vulgaire attribue au législateur la faculté de rompre l'harmonie sociale, à la condition d'être armé d'une autorité suffisante ; ce qui équivaut à nier toute solidarité. Cette opinion, fondée en apparence sur de grands exemples, constitue un cercle vicieux, qui résulte d'une illusion sur la source du pouvoir politique, où l'on prend le symptôme pour le principe. Tout pouvoir est nécessairement constitué par un assentiment correspondant des diverses volontés individuelles, déterminées à concourir à une action commune, dont ce pouvoir est d'abord l'organe, et devient ensuite le régulateur. Ainsi l'autorité dérive du concours, et non pas le concours, de l'autorité, sauf la réaction inévitable. Aucun pouvoir ne peut résulter que de dispositions prépondérantes dans la société où il s'établit. Quand rien ne prédomine, les pouvoirs sont faibles et languissants. Cette correspondance est d'autant plus irrésistible, qu'il s'agit d'une société plus étendue. L'ensemble du régime politique exerce, par une réaction nécessaire, une haute influence sur le système général de la civilisation : cet aspect de la question n'est pas contesté, tandis que l'erreur commune consiste à l'exagérer, au point de placer la réaction secondaire au-dessus de l'action principale. L'une et l'autre, d'ailleurs, concourent, par leur corrélation, à faire ressortir le consensus de l'organisme social.

Le point de vue relatif, auquel le système politique doit être considéré, constitue le principal caractère de la posi-

tivité. Le régime politique devant être conçu d'après sa relation avec l'état correspondant de la civilisation, cette conception présente toute idée de bien ou de mal politique comme relative et variable, sans être, pour cela, arbitraire, puisque la relation est toujours déterminée.

Une telle philosophie pourrait conduire à un dangereux optimisme; mais une semblable erreur ne se produirait que chez les esprits peu scientifiques. Une intelligence suffisamment développée ne confondra jamais la notion scientifique d'un ordre spontané avec l'apologie de tout ordre existant. D'après le principe des conditions d'existence, la philosophie positive enseigne que, dans les relations de tous les phénomènes avec l'homme, il s'établit spontanément un certain ordre; mais elle explique aussi que cet ordre peut présenter de graves inconvénients, susceptibles d'être modifiés par une sage intervention. Plus les phénomènes se compliquent et se spécialisent, plus ces imperfections s'aggravent et se multiplient. Les phénomènes sociaux doivent donc être les plus défectueux, en même temps qu'ils sont les plus modifiables, ce qui est loin d'être une compensation.

La notion des lois naturelles entraîne l'idée d'un ordre spontané, lié à une conception d'harmonie quelconque; mais cette conséquence n'est pas plus absolue que le principe d'où elle dérive. En le complétant par la considération de la complication croissante des phénomènes, on achève ainsi la conception d'un tel ordre, d'après l'appréciement de son inévitable imperfection. Tel est à cet égard l'esprit de la philosophie positive. L'hypothèse d'une direction providentielle, continuellement active dans la marche des événements, peut seule conduire à l'idée de la perfection de leur accomplissement. Cependant la conception positive résulte du dogme théologique lui-même, dont elle

constitue la régénération. Mais c'est de la même manière que le principe des conditions d'existence découle de l'hypothèse des causes finales, et que la notion des lois mathématiques est née du mysticisme métaphysique sur la puissance des nombres. L'analogie est identique dans tous les cas : elle tient à une tendance de l'intelligence à conserver ses moyens généraux de raisonnement, à quelque âge qu'ils aient été découverts, en les appropriant à ses nouveaux modes d'activité, d'après certaines transformations qui en conservent, ou même en augmentent la valeur.

Dans le sujet actuel, la philosophie positive indique la conformité de chaque régime politique à la civilisation correspondante, conformité nécessaire pour que ce régime ait pu s'établir et surtout durer. Elle enseigne aussi que cet ordre naturel doit être le plus souvent fort imparfait par suite de l'extrême complication des phénomènes. Loin de repousser l'intervention humaine, une telle philosophie en provoque, au contraire, l'active application, en représentant les phénomènes sociaux comme les plus modifiables, et comme ceux qui ont le plus besoin d'être modifiés d'après les indications de la science.

Deux motifs m'ont fait insister sur la notion du consensus, propre à l'organisme social. D'abord cette idée constitue la base de la nouvelle philosophie politique; ensuite l'esprit de la sociologie statique devait être préalablement caractérisé. La conception de l'harmonie sociale fournit le fondement d'une théorie de l'ordre politique, soit spirituel, soit même temporel ; car elle conduit à considérer l'ordre artificiel et volontaire comme un simple prolongement de l'ordre naturel et involontaire vers lequel tendent sans cesse les diverses sociétés.

Toute institution politique doit, pour être efficace, repo-

[redacted]

ser sur une analyse des tendances spontanées correspondantes, qui peuvent seules fournir à son autorité des racines suffisamment solides. Il s'agit de contempler l'ordre pour le perfectionner, et nullement de le créer, ce qui serait impossible.

Au point de vue scientifique, la notion du consensus n'est pas particulière à l'étude des corps vivants. On peut dire que, partout où il y a un système quelconque, il doit exister une certaine solidarité. L'astronomie elle-même, dans ses phénomènes purement mécaniques, en offre la première ébauche. En effet, certains dérangements d'un astre peuvent retentir sensiblement sur un autre. Le consensus devient d'autant plus intime et plus prononcé, qu'il s'applique à des phénomènes plus complexes et moins généraux. L'étude des phénomènes chimiques forme, à ce titre, un intermédiaire entre la philosophie inorganique et la philosophie organique. Néanmoins, c'est surtout aux systèmes organiques, en vertu de leur plus grande complication, que convient essentiellement la notion de solidarité et de consensus.

Appréciée à l'égard de la méthode, la conception du consensus social a pour but de déterminer la modification de la méthode positive, appliquée à la sociologie. En effet, puisque les phénomènes sociaux sont connexes, leur étude ne peut être séparée; d'où résulte l'obligation de considérer simultanément les divers aspects sociaux. Aucun phénomène social, exploré par un moyen quelconque, ne peut être introduit dans la science, tant qu'il reste conçu d'une manière isolée. Sans doute la science sociale pourra être un jour subdivisée avec utilité ; mais le principe de cette division résultera du développement de la science, qui ne saurait être fondée que par une étude d'ensemble. On devra ensuite faire descendre les travaux

à une spécialité croissante, en considérant l'étude des éléments comme dominée par celle du système, dont la notion éclaircira chaque aspect partiel, sauf d'inévitables réactions secondaires. L'obligation de suivre une telle marche augmente la difficulté, en exigeant une contention intellectuelle plus intense et plus soutenue, pour ne laisser échapper aucun des nombreux aspects qu'il faut embrasser simultanément.

Un aphorisme empirique prescrit, en tout sujet possible, de procéder du simple au composé ; mais la seule raison solide, c'est que cette marche convient aux sciences inorganiques. On ne saurait, en réalité, concevoir d'autre nécessité logique, vraiment commune à toutes les spéculations, que l'obligation d'aller toujours du connu à l'inconnu. Cette règle prescrit aussi bien de procéder du composé au simple, que du simple au composé, suivant que l'un est mieux connu et plus accessible que l'autre. Il existe, à ce point de vue, une grande différence entre la philosophie inorganique et la philosophie organique. Dans la première, où la solidarité est peu prononcée, il s'agit d'explorer un système dont les éléments sont plus connus que l'ensemble, et sont même seuls directement appréciables; ce qui exige qu'on procède du cas le moins composé au plus complexe. Dans la seconde, au contraire, dont l'homme ou la société constitue l'objet, la marche opposée est seule rationnelle, puisque l'ensemble du sujet est alors mieux connu et plus abordable que les diverses parties. Dans le monde extérieur, c'est l'ensemble qui nous échappe. L'idée d'univers ne pourra jamais devenir positive, et la notion du système solaire est la plus complexe que nous puissions nettement concevoir. Au contraire, en philosophie biologique, ce sont les détails qui restent inaccessibles : les êtres sont d'autant moins incon-

n· qu'ils sont plus complexes et plus élevés. L'idée d'. nal, par exemple, est plus nette que l'idée moins composée de végétal, et le devient davantage à mesure qu'on se rapproche de l'homme, dont la notion constitue le point de départ d'un tel ensemble de spéculations. Ainsi, en comparant les deux moitiés de la philosophie, on voit que c'est, dans un cas, le dernier degré de composition, et, dans l'autre, le dernier degré de simplicité, dont l'examen nous reste interdit.

La sociologie n'est pas la seule science où la nécessité de procéder de l'ensemble aux parties devienne prépondérante. La biologie présente le même caractère; mais la sociologie exige le plus grand développement de cette modification logique.

L'esprit de la sociologie statique étant ainsi caractérisé, il nous reste à considérer la conception qui doit présider à l'étude dynamique des sociétés.

Dans un traité méthodique de philosophie politique, il conviendrait d'analyser d'abord les impulsions individuelles, qui sont les éléments de la force progressive de l'espèce humaine. On les rapporterait à l'instinct qui pousse l'homme à améliorer sans cesse sa condition, ou, en d'autres termes, à développer sa vie physique, morale et intellectuelle. En regardant cette notion préliminaire comme suffisamment éclaircie chez les esprits avancés, nous devons considérer la conception élémentaire de la dynamique sociale, c'est-à-dire l'étude de la succession envisagée dans l'ensemble de l'humanité. Pour fixer les idées, il faut établir, suivant l'heureux artifice de Condorcet, l'hypothèse d'un peuple unique, auquel seraient rapportées toutes les modifications sociales. Cette fiction s'éloigne moins de la réalité qu'on n'a coutume de le supposer; car, au point de vue politique, les vrais suc-

cesseurs de tels ou tels peuples sont ceux qui, utilisant et poursuivant leurs efforts, ont prolongé leurs progrès sociaux, quels que soient le sol qu'ils habitent et même la race dont ils proviennent.

Cela posé, l'esprit général de la sociologie dynamique consiste à concevoir chacun des états sociaux consécutifs comme le résultat du précédent et le moteur du suivant selon l'axiome de Leibniz : *Le présent est gros de l'avenir*. La science a, dès lors, pour objet de découvrir les lois dont l'ensemble détermine la marche du développement social. En un mot, la dynamique sociale étudie les lois de la succession, tandis que la statique sociale détermine celles de la coexistence. La première doit fournir à la politique pratique la théorie du progrès ; la seconde, celle de l'ordre.

Le cours de la vie humaine permet d'apercevoir les modifications qui surviennent dans l'état de la société : c'est l'accumulation de ces changements successifs qui constitue le mouvement social. A une époque où la rapidité de la progression semble accélérée, on ne peut plus contester la réalité d'un mouvement, qui est senti par ceux qui le maudissent. La controverse ne peut exister que sur la subordination des phénomènes dynamiques à des lois naturelles, ce qui ne saurait comporter aucune discussion pour tout esprit placé au point de vue de la philosophie positive. Il est facile de constater, sous quelque aspect qu'on envisage la société, que ses modifications sont toujours assujetties à un ordre déterminé, dont l'explication est déjà possible en un assez grand nombre de cas, pour que, dans les autres, on puisse espérer de l'apercevoir plus tard. Un tel ordre présente, d'ailleurs, une fixité remarquable, que manifeste la comparaison des développements parallèles, observés dans des

populations distinctes et indépendantes. Ainsi, puisque d'une part l'existence du mouvement social est incontestable, et que d'autre part la succession des divers états de la société ne se fait pas dans un ordre arbitraire, il faut nécessairement regarder ce mouvement comme soumis à des lois naturelles aussi positives, quoique plus *compliquées*, que celles de tous les autres phénomènes, à moins d'employer l'artifice théologique d'une Providence permanente, ou de recourir à la vertu des entités métaphysiques. Il n'y a pas d'autre alternative.

Les lois de la solidarité sociale se vérifient surtout pendant le mouvement, qui, malgré son invariable unité, peut être utilement décomposé d'après les divers aspects de l'existence, envisagée comme physique, morale, intellectuelle ou politique. Or, quel que soit le point de vue auquel on envisage le mouvement de l'humanité, depuis les temps les plus anciens jusqu'à nos jours, il est facile de constater dans cette progression un ordre déterminé. Je me bornerai à citer l'évolution intellectuelle comme plus avancée que toute autre, et comme ayant dû, à ce titre, servir presque toujours de guide. La partie de cette évolution qui a le plus influé sur la progression générale consiste dans le développement de l'esprit scientifique, à partir des travaux des Thalès et des Pythagore jusqu'à ceux des Lagrange et des Bichat. Cette succession de travaux n'a été nullement arbitraire : les progrès de chaque époque, et même de chaque génération, ont résulté de l'état immédiatement antérieur. Les hommes de génie ont été les organes d'un mouvement qui, à leur défaut, se fût ouvert d'autres issues. L'histoire le vérifie souvent en montrant plusieurs esprits éminents préparés à faire simultanément la même découverte. Les différentes parties de l'évolution humaine comportent des observations analogues. Toute

semblable indication serait superflue à l'égard des arts, dont la progression est évidente. Quant au mouvement politique, les divers systèmes se sont succédé dans un ordre déterminé encore plus inévitable.

La solidarité déjà constatée pour l'état statique entre les divers éléments sociaux doit, à plus forte raison, subsister pendant le mouvement, qui sans cela finirait par déterminer, comme en mécanique, la décomposition du système. Une telle connexité prouve la nécessité de l'ordre dynamique, puisqu'il suffit d'avoir constaté cet ordre sous un aspect pour être autorisé à l'étendre à tous les autres. Les lois de la dynamique sociale sont d'autant plus saisissables qu'elles concernent des populations plus étendues, où les perturbations secondaires ont moins d'influence, et qu'elles s'appliquent à une civilisation plus avancée, puisque le mouvement social doit se prononcer davantage à mesure qu'il se prolonge, en surmontant avec une énergie croissante les influences accidentelles. L'évolution de l'humanité, appréciée sous les divers aspects sociaux, est d'autant plus assujettie à des lois naturelles qu'elle concerne des phénomènes plus compliqués, où les irrégularités provenant d'influences individuelles doivent s'effacer davantage.

On peut caractériser l'esprit de la sociologie dynamique en se bornant à étudier le développement de l'humanité, sans se prononcer sur la question du perfectionnement humain ; mais je crois utile d'examiner cette célèbre contestation.

L'esprit relatif dans lequel sont conçues toutes les notions de la politique positive doit nous faire écarter toute controverse métaphysique sur l'accroissement du bonheur de l'homme aux divers âges de la civilisation, ce qui élimine la seule partie de la question sur laquelle il soit im-

possible d'obtenir un assentiment réel. Le bonheur de chacun exige une harmonie suffisante entre le développement de ses facultés et les circonstances qui dominent sa vie. Un tel équilibre tend toujours à s'établir spontanément à un certain degré. Il n'y a pas lieu de comparer, à l'égard du bonheur individuel, des situations sociales dont le rapprochement est impossible : autant vaudrait poser la question insoluble du bonheur respectivement propre aux divers organismes animaux, ou aux deux sexes de chaque espèce.

Après avoir écarté ces stériles dissertations, on ne trouve plus dans la notion du perfectionnement humain que l'idée d'un développement continu de la nature humaine, envisagée sous ses divers aspects suivant une harmonie constante, et d'après les lois de l'évolution. Cette conception, sans laquelle il ne peut exister aucune science sociale, présente la plus incontestable réalité.

L'humanité se développe sans cesse, dans le cours de sa civilisation, par ses plus éminentes facultés, au point de vue physique, moral, intellectuel et politique ; c'est-à-dire que ces facultés, d'abord engourdies, prennent peu à peu, par un exercice étendu et régulier, un essor de plus en plus complet dans les limites imposées par l'organisme humain. La question se réduit à décider si ce développement doit être regardé comme accompagné d'une amélioration et d'un progrès.

L'amélioration et le progrès sont aussi irrécusables que le développement d'où ils dérivent, pourvu qu'on ne cesse pas de les concevoir, ainsi que ce développement, comme assujettis à des limites, jusqu'ici inconnues, mais que la science pourra plus tard indiquer, au moins dans les cas les plus importants ; ce qui élimine la chimérique conception d'une perfectibilité illimitée. D'ailleurs, il faut consi-

dérer l'ensemble de l'humanité au lieu d'un peuple isolé. Cela posé, le développement a pour résultat d'opérer une amélioration, non seulement dans la condition de l'homme, mais encore dans ses facultés. Le terme de *perfectionnement* convient surtout à ce second attribut du progrès. Je n'ai pas besoin de m'arrêter à démontrer l'évidente amélioration que l'évolution sociale a fait éprouver aux conditions d'existence, soit par une action croissante sur le monde ambiant d'après le progrès des sciences et des arts, soit par l'adoucissement des mœurs, soit enfin par le perfectionnement graduel de l'organisation sociale. Un fait général répond en ce sens à toutes les déclamations sophistiques : c'est l'accroissement continu de la population sur la surface du globe par suite de sa civilisation. Il faut que la tendance à l'amélioration soit bien irrésistible pour avoir pu persévérer malgré les énormes fautes politiques qui, en tout temps, ont absorbé ou neutralisé la majeure partie des forces. Même à notre époque révolutionnaire, malgré des discordances plus prononcées entre le système politique et l'état de la civilisation, l'amélioration se prolonge, non seulement sous l'aspect physique et intellectuel, mais encore sous l'aspect moral.

Quant à une amélioration graduelle et fort lente de la nature humaine entre des limites très étroites et jusqu'ici inconnues, il me semble impossible de ne pas admettre le principe de Lamark sur l'influence d'un exercice homogène et continu pour produire dans tout organisme, et surtout chez l'homme, un perfectionnement susceptible d'être fixé dans la race. En considérant le fait le mieux caractérisé, c'est-à-dire le développement intellectuel, on ne peut refuser d'admettre une plus grande aptitude aux combinaisons d'esprit chez les peuples très civilisés, indépendamment de toute culture, pourvu que la comparaison

[redacted]

soit établie entre des intelligences moyennes. Au point de vue moral, le développement réalise une prépondérance croissante des plus nobles penchants.

Ces explications établissent que le développement de l'humanité peut être regardé comme un perfectionnement entre des limites convenables. On a donc le droit d'admettre en sociologie l'équivalence de ces deux termes, ainsi qu'on le fait en biologie dans l'étude comparative de l'organisme animal. Néanmoins, je persiste à employer la première expression, parce que la qualification de *développement* a l'avantage de déterminer en quoi consiste le *perfectionnement* de l'humanité. En effet, il indique le simple essor, secondé par une culture convenable, des facultés qui constituent la nature humaine, sans aucune introduction de facultés nouvelles.

L'état social doit être considéré comme ayant été aussi parfait à chaque époque que le comportait l'âge correspondant de l'humanité, combiné avec les circonstances dans lesquelles s'accomplissait l'évolution. Cette tendance philosophique, sans laquelle l'histoire resterait incompréhensible, est le complément de la disposition analogue établie en sociologie statique. Dans aucun cas, il ne s'agit ni de causes finales, ni de direction providentielle. C'est toujours la simple suite de l'ordre qui résulte des lois naturelles dans tous les phénomènes possibles.

Un dernier aspect de la sociologie dynamique est plus propre que tout autre à manifester le caractère de la politique positive. Il s'agit du principe des limites de l'action politique. Dans un ordre quelconque de phénomènes, l'action humaine étant toujours très limitée, il serait impossible de comprendre à quel titre les phénomènes sociaux pourraient être seuls exceptés de cette restriction, qui est la conséquence de l'existence même des lois naturelles ;

Tout homme d'État, après un suffisant exercice de l'autorité, doit être convaincu par sa propre expérience de la réalité des limites imposées à l'action politique par l'ensemble des influences sociales. La nouvelle philosophie permet de déterminer, avec la précision que comporte la nature du sujet, en quoi consistent ces limites.

On doit, à cet effet, apprécier d'abord en quoi la marche du développement peut être modifiée par l'ensemble des causes de variation, sans aucune distinction entre elles. Ensuite on examinera quel rang d'importance peut occuper parmi les divers modificateurs l'action volontaire et calculée des combinaisons politiques. Le premier point doit être considéré comme le plus important, et même comme seul accessible aujourd'hui.

Les phénomènes sociaux doivent être conçus comme étant, en vertu de leur complication supérieure, les plus modifiables de tous. Ainsi les lois sociologiques comportent des éléments de variation plus étendus que ne le permettent les lois biologiques et, à plus forte raison, les lois chimiques ou physiques. Si donc, parmi les diverses causes modificatrices, l'intervention humaine occupe le même rang d'influence proportionnelle, comme il est naturel de le supposer, cette influence devra être plus considérable dans le premier cas que dans tout autre. Tel est le fondement scientifique des espérances d'une réformation systématique de l'humanité. Mais, bien que les modifications produites par des causes quelconques soient plus grandes dans l'ordre des phénomènes politiques, elles demeurent toujours subordonnées aux lois statiques ou dynamiques qui règlent l'harmonie des éléments sociaux et la filiation de leurs variations successives.

Il n'y a pas d'influence perturbatrice qui puisse altérer les lois naturelles du développement de l'humanité. La

[redacted]

prépondérance des influences continues est admise dans tous les phénomènes ; il faudra bien qu'on l'applique aussi aux phénomènes sociaux, dès qu'on y étendra la même manière de philosopher. Les modifications portent exclusivement sur l'intensité des phénomènes et sur leur mode d'accomplissement, sans pouvoir en altérer ni la nature, ni la filiation. S'il en était autrement, la cause perturbatrice, en s'élevant au-dessus de la cause fondamentale, détruirait l'économie des lois du sujet.

Appliqué au monde politique, ce principe de philosophie positive montre que, au point de vue statique, les variations consistent dans l'intensité plus ou moins prononcée des différentes tendances propres à chaque situation sociale, sans que rien puisse en aucun cas empêcher, ni produire ces tendances.

Au point de vue dynamique, l'évolution de l'humanité doit être conçue comme n'étant modifiable que sous l'aspect de la vitesse, sans aucun renversement dans l'ordre du développement, et sans qu'aucun intermédiaire un peu important puisse être franchi. On peut se faire une idée de ces variations en les comparant aux variations analogues de l'organisme animal, avec cette différence, que les modifications sociales sont plus étendues et plus variées. La théorie des limites de variation n'est pas encore établie en biologie ; on ne peut donc pas espérer que la sociologie soit plus avancée ; mais il suffit d'en avoir indiqué l'esprit en statique et en dynamique sociales.

Dans l'ordre intellectuel, il n'y a aucune supériorité individuelle qui puisse transporter à une époque les découvertes réservées à une époque postérieure. L'histoire des sciences prouve la subordination des génies les plus éminents à l'état contemporain. Il en est ainsi dans les arts, surtout en ce qui dépend des moyens

mécaniques de suppléer à l'action humaine. On n'en saurait douter davantage à l'égard du développement moral, qui est réglé à chaque époque par l'état de l'évolution correspondante. Chacun des modes de l'existence sociale détermine des mœurs corrélatives, dont la physionomie commune se retrouve chez tous les individus au milieu de leurs différences caractéristiques. Il y a, par exemple, tel état de l'humanité où les meilleurs naturels contractent des habitudes de férocité dont s'affranchissent presque sans effort des natures bien inférieures vivant dans une société plus avancée. Il en est de même au point de vue politique. Si l'on voulait rapporter tous les faits et toutes les réflexions qui établissent l'existence des limites de variation, on serait involontairement conduit à reproduire les considérations qui prouvent la subordination des phénomènes sociaux à des lois naturelles, parce qu'un tel principe n'est qu'une application de cette conception philosophique.

Les trois sources de variations sociales résultent de la race, du climat et de l'action politique : leur importance relative ne peut être énoncée. Quand même cette détermination ne serait pas déplacée dans l'état naissant de la science, les lois de la méthode obligeraient à en ajourner l'exposition après l'examen du sujet principal, pour éviter une confusion entre les phénomènes fondamentaux et leurs diverses modifications. Du reste, ce classement présente d'autant moins d'intérêt que, l'influence des combinaisons politiques étant des trois causes modificatrices la seule qui soit suffisamment accessible à l'intervention humaine, c'est vers elle que doit surtout se diriger l'attention.

Si j'ai surtout en vue l'action politique, c'est à cause de la prépondérance erronée qu'on lui attribue encore,

et qui tend à empêcher toute notion des lois sociologiques. Aussi dois-je signaler l'illusion qui entretient ce sophisme chez ceux qui se croient affranchis de la philosophie théologique, dont il émane. Cette illusion consiste en ce que, les opérations politiques n'ayant eu d'efficacité sociale qu'autant qu'elles étaient conformes aux tendances correspondantes, elles semblent à des spectateurs prévenus ou irréfléchis avoir produit ce qu'une évolution spontanée, mais peu apparente, a seule déterminé. En procédant ainsi, on néglige les cas nombreux, dont l'histoire abonde, où l'autorité politique la plus étendue n'a laissé aucune trace de son action, uniquement parce qu'elle était dirigée en sens contraire au mouvement de la civilisation contemporaine, ainsi que le témoignent les exemples de Julien, de Philippe II et de Bonaparte. On peut même regarder comme plus décisifs les cas inverses, malheureusement beaucoup plus rares, où l'action politique, également soutenue par une puissante autorité, a néanmoins avorté dans la poursuite d'améliorations prématurées, malgré la tendance progressive qui était en sa faveur. Fergusson a judicieusement remarqué que l'action d'un peuple sur un autre, par la conquête ou de toute autre manière, [illegible] que les modifications conformes à ses propres tendances, dont le développement se trouve ainsi un peu plus accéléré ou un peu plus étendu qu'il ne l'eût été spontanément.

En politique, comme dans les sciences, l'opportunité est la condition de toute grande et durable influence, quelle que soit la valeur de l'homme supérieur auquel le vulgaire attribue une action [illegible] que l'heureux instrument. Le pouvoir de l'individu sur l'espèce est assujetti à des limites générales, [illegible] que des effets les plus aisés à produire, [illegible]

même en mal. Aux époques révolutionnaires, par exemple, ceux qui s'attribuent le mérite d'avoir développé chez leurs contemporains les passions anarchiques ne s'aperçoivent pas que leur triomphe n'est dû qu'à une disposition résultant de l'ensemble de la situation. C'est par de semblables appréciations, empiriquement opérées, qu'ont été guidés les hommes de génie qui ont exercé une grande action sur l'humanité. En tout genre, la prévoyance est la source de l'action.

Les vagues habitudes intellectuelles qui prévalent encore en philosophie politique pourraient faire méconnaître la portée pratique d'une science nouvelle, qui dissipe les ambitieuses illusions relatives à l'action indéfinie de l'homme sur la civilisation. Il est néanmoins certain que le principe précédent établit de la manière la plus précise le point de contact de la théorie et de la pratique sociales. C'est ainsi que l'art politique prendra un caractère systématique, et éprouvera une transformation analogue à celle qui s'est accomplie dans l'art médical. En effet, l'intervention politique ne peut être efficace qu'à la condition de s'appuyer sur les tendances correspondantes. Il faut donc avant tout connaître les lois d'harmonie et de succession qui déterminent, à chaque époque, ce que l'évolution humaine est prête à produire, ainsi que les obstacles susceptibles d'être écartés. Ce serait toutefois exagérer la portée d'un tel art que de lui attribuer la propriété d'empêcher dans tous les cas les révolutions violentes. Dans l'organisme social, en vertu de sa complication supérieure, les maladies et les crises sont encore plus inévitables que dans l'organisme individuel. Mais, lors même que la science reconnaît son impuissance en présence de profonds désordres, elle peut utilement concourir à abréger les crises en appréciant leur caractère et

en prévoyant leur issue. Ici, comme ailleurs, il s'agit non pas de gouverner les phénomènes, mais seulement d'en modifier le développement, ce qui exige qu'on en connaisse les lois.

L'esprit de la nouvelle philosophie politique me semble devoir être suffisamment fixé par ces notions préliminaires. Sans admirer, ni maudire les faits politiques, la sociologie y voit, comme en toute autre science, de simples sujets d'observation. Elle considère chaque phénomène au point de vue de son harmonie avec les phénomènes coexistants, et de son enchaînement avec l'état antérieur et l'état postérieur du développement social. Elle s'efforce, à l'un ou à l'autre titre, de découvrir les relations qui lient entre eux tous les faits sociaux. Chaque fait lui paraît *expliqué* dans l'acception scientifique de ce terme, quand il a pu être rattaché, soit à la situation correspondante, soit au mouvement précédent. Développant au plus haut degré le sentiment social, cette science réalise la formule de Pascal, et représente l'espèce humaine comme constituant une immense unité dont les divers organes concourent à l'évolution générale. Conduisant enfin, avec la précision qu'elle comporte, à prévoir les événements qui doivent résulter, soit d'une situation donnée, soit d'un ensemble donné d'antécédents, la science politique indique à l'art correspondant les tendances qu'il doit seconder, et les moyens qu'il peut appliquer pour éviter toute inutile consommation de forces.

Nous allons examiner, comme nous l'avons fait pour les autres sciences, l'ensemble des ressources de la sociologie. Nous devons nous attendre à y trouver, en vertu de la plus grande complication des phénomènes, le système de ressources directes ou indirectes le plus varié et le plus développé.

Il faut distinguer dans la science sociale deux ordres de ressources : les unes, directes, consistent dans les moyens d'exploration qui lui sont propres; les autres, indirectes, résultent de ses relations avec les sciences antérieures. Je dois commencer par apprécier le premier ordre de moyens scientifiques.

En sociologie, comme en biologie, l'exploration scientifique emploie les trois modes de l'art d'observer, c'est-à-dire l'observation pure, l'expérimentation et la méthode comparative, essentiellement adaptée à toute étude sur les corps vivants. Il s'agit de déterminer la portée et le caractère de ces trois procédés.

L'influence de la philosophie métaphysique du siècle dernier a tendu, par l'absurde théorie du pyrrhonisme historique, à dénier toute certitude aux observations sociales. Depuis que cette erreur n'est plus ouvertement professée, le scepticisme s'est retranché derrière l'incertitude des témoignages humains pour continuer à méconnaître la valeur des renseignements historiques. Quelques géomètres ont poussé la complaisance ou la naïveté au point de tenter à ce sujet, d'après leur illusoire théorie des chances, de lourds et ridicules calculs sur l'accroissement de l'incertitude par le seul fait du temps. Cette entreprise, outre le danger de favoriser des erreurs nuisibles, a eu l'inconvénient de discréditer l'esprit mathématique auprès de beaucoup d'hommes sensés, trop peu éclairés pour le juger directement, mais justement révoltés de tels abus. Certains philosophes ont déduit des déclamations contre la valeur des témoignages le principe d'une division des sciences en testimoniales et en non-testimoniales, ce qui prouve le crédit que de tels sophismes conservent encore.

C'est par une inconséquence que l'on restreint aux

[redacted]

études sociales la portée d'un tel paradoxe, qui, une fois admis, s'appliquerait nécessairement à toutes les connaissances, si l'esprit humain pouvait être conséquent jusqu'au bout lorsqu'il procède d'après des principes extravagants. Toutes les sciences, même les plus simples, ont besoin d'admettre des preuves testimoniales, c'est-à-dire des observations qui n'ont pu être faites, ni même répétées par ceux qui les emploient, et dont la réalité ne repose que sur le témoignage des explorateurs primitifs. Aucune science ne pourrait se développer, si chacun n'y voulait employer que ses observations personnelles. D'où vient donc qu'un tel parodoxe ne s'applique qu'aux phénomènes sociaux ? C'est parce qu'il fait partie de l'arsenal philosophique construit par la métaphysique révolutionnaire pour la démolition de l'ancien système politique. Beaucoup d'esprits peu avancés se croiraient forcés de rentrer sous le joug de la philosophie catholique, s'ils admettaient, par exemple, l'authenticité des récits bibliques, dont la négation méthodique fut le premier motif de ces sophismes.

A de telles erreurs vient s'ajouter l'empirisme systématique que l'on s'efforce d'imposer aux observations historiques, quand on y interdit, sous prétexte d'impartialité, l'emploi de toute théorie. Il serait difficile d'imaginer un précepte plus contraire à l'esprit de la philosophie positive, ainsi qu'au caractère spécial qu'il doit avoir dans l'étude des phénomènes sociaux. Dans tous les phénomènes, même dans les plus simples, aucune observation n'est efficace qu'autant qu'elle est dirigée et interprétée par une théorie. Tel est le besoin logique qui a déterminé dans l'enfance de la raison humaine l'essor de la philosophie théologique. Loin de dispenser de cette obligation, la philosophie positive la développe de plus en plus.

Au point de vue scientifique, toute observation isolée et

[redacted]

empirique est oiseuse, et même incertaine : la science ne peut employer que celles qui se rattachent, au moins hypothétiquement, à une loi. C'est cette liaison qui constitue la principale différence entre les observations des savants et celles du vulgaire. Une telle prescription doit être d'autant plus sévère qu'il s'agit de phénomènes plus compliqués.

Les observations sociales exigent l'emploi de théories destinées à lier les faits actuels aux faits accomplis. Les faits ne manquent pas, et les plus vulgaires sont les plus importants ; mais l'observation ne peut être efficace qu'en étant dirigée par une connaissance, au moins ébauchée, des lois de la solidarité sociale. Les faits eux-mêmes n'auraient aucun sens, s'ils n'étaient rattachés, ne fût-ce que par une hypothèse provisoire, aux lois du développement social. Ainsi l'esprit d'ensemble n'est pas seulement indispensable pour concevoir et poser les questions scientifiques ; il doit aussi diriger l'exploration pour lui donner un caractère rationnel.

Loin de proscrire l'érudition, la nouvelle philosophie lui fournira de nouveaux sujets, des points de vue inespérés, une plus noble destination, et par suite une plus haute dignité scientifique. Elle n'écartera que les travaux sans but, sans principe et sans caractère, qui ne tendent qu'à encombrer la science de puériles dissertations ou d'aperçus incohérents, comme la physique actuelle condamne les compilateurs d'observations empiriques.

L'observation proprement dite doit être subordonnée aux spéculations positives sur les lois de la solidarité ou de la succession des phénomènes correspondants. Aucun fait social ne peut avoir de signification scientifique que s'il est rapproché de quelque autre fait social.

Ce précepte complète l'obligation, déjà établie, de rendre l'esprit d'ensemble prépondérant dans les études sociologiques. Ainsi explorés d'après des vues de solidarité ou de succession, les phénomènes sociaux comportent des moyens d'observation plus variés et plus étendus que tous les autres phénomènes moins compliqués. C'est ainsi que, non seulement l'inspection ou la description des événements, mais encore la considération des coutumes, l'appréciation des monuments, l'analyse et la comparaison des langues, et une foule d'autres voies plus ou moins importantes, peuvent offrir à la sociologie d'utiles ressources. En un mot, tout esprit préparé par une éducation convenable parviendra, après un suffisant exercice, à convertir en indications sociologiques les impressions qu'il reçoit de presque tous les événements de la vie sociale.

Le second mode de l'art d'observer, ou l'expérimentation, semble au premier abord devoir être interdit en sociologie. Mais il faut se rappeler la distinction que j'ai établie entre l'expérimentation directe et l'expérimentation indirecte. Le caractère du mode expérimental ne consiste pas essentiellement dans l'institution artificielle des circonstances du phénomène. Que le cas soit naturel ou factice, l'observation mérite toujours le nom d'expérimentation, toutes les fois que l'accomplissement normal des phénomènes éprouve une altération déterminée. C'est surtout en ce sens que le mode expérimental peut appartenir aux recherches sociologiques.

La complication et la solidarité des phénomènes sociologiques y rendent trop difficile l'institution des expériences directes par voie artificielle. Cette complication et cette solidarité sont ici plus prononcées. Un tel genre d'expériences ne peut donc convenir à la sociologie ; la perturbation factice dans l'un des éléments sociaux le

nécessairement, soit par les lois d'harmonie, soit par celles de succession, retentir bientôt sur tous les autres. L'expérience serait dépourvue de toute valeur scientifique, parce qu'il serait impossible d'isoler aucune des conditions, ni aucun des résultats du phénomène.

Les cas pathologiques constituent en biologie l'équivalent de l'expérimentation, en ce que, quoique indirectes, les expériences naturelles qu'ils offrent sont mieux appropriées à l'étude des corps vivants, et cela, d'autant plus qu'il s'agit de phénomènes plus compliqués et d'organismes plus éminents. Les mêmes considérations sont à plus forte raison applicables à la sociologie, et doivent y conduire à des conclusions semblables. Ici, l'analyse pathologique consiste dans les cas, malheureusement trop fréquents, où les lois, soit de l'harmonie, soit de la filiation, éprouvent dans l'état social des perturbations plus ou moins prononcées, comme on le voit surtout aux diverses époques révolutionnaires. Ces perturbations de l'organisme social sont analogues aux maladies de l'organisme individuel.

L'exploration pathologique étant imparfaitement instituée en biologie, on conçoit qu'elle doit être encore plus incomplète à l'égard des questions sociologiques, où elle n'a jamais fourni aucun secours, bien que les matériaux y abondent. Cette stérilité tient surtout à ce que l'expérimentation peut, encore moins que la simple observation, se passer d'une subordination à des conceptions rationnelles pour acquérir une véritable utilité. On renouvelle les expériences politiques les plus désastreuses, bien que les premiers essais aient dû en faire apprécier l'inefficacité et le danger. Je sais quelle part il faut faire à l'ascendant des passions; mais on oublie trop que le défaut d'une analyse rationnelle doit être l'une des causes de l'infructueux ensei-

gnement, tant reproché aux expériences sociales, dont le cours deviendrait plus instructif, s'il était mieux observé.

On pense que les cas de perturbation sociale sont impropres à divulguer les lois de l'organisme politique, que l'on regarde alors comme détruites, ou comme suspendues. Cette erreur est ici plus excusable que dans le cas de l'organisme individuel, puisque les lois de l'état normal ne sont pas suffisamment connues. Mais le principe établi par les travaux de Broussais, et destiné à caractériser l'esprit de la pathologie positive, est aussi applicable à l'organisme social qu'à l'organisme individuel. Les cas pathologiques ne sauraient constituer une violation des lois de l'organisme normal. Ils modifient le degré des phénomènes, mais nullement leur nature, ni leur relation.

Les perturbations sociales sont du même ordre que les modifications déterminées, dans les lois sociologiques, par les différentes causes secondaires dont j'ai circonscrit l'influence entre d'inévitables limites. Puisque ces lois subsistent dans un état quelconque de l'organisme social, il y a lieu de conclure de l'analyse des perturbations à la théorie de l'existence normale. Tel est le fondement de l'utilité de l'expérimentation indirecte pour dévoiler l'économie du corps social. Ce procédé est applicable à tous les ordres de recherches, envisagés sous un aspect quelconque, physique, intellectuel, moral ou politique, et à tous les degrés de l'évolution sociale, où les perturbations n'ont malheureusement jamais manqué.

Considérant enfin la méthode comparative, je dois renvoyer aux applications que j'ai données en biologie, pour montrer la prépondérance de ce procédé dans toutes les études des corps vivants. Je me bornerai à signaler les différences qui distinguent l'application de l'art comparatif aux recherches sociologiques.

Une aveugle imitation du procédé biologique ferait méconnaître les analogies qui existent entre les deux sciences, puisque la hiérarchie animale qui constitue en biologie le principal caractère de la méthode comparative, ne peut avoir en sociologie qu'une importance secondaire. Toutefois, je suis convaincu que l'influence de la philosophie théologique et métaphysique inspire un dédain irrationnel pour tout rapprochement de la société humaine avec les sociétés animales. Quand la sociologie sera dirigée par l'esprit positif, on reconnaîtra l'utilité d'y introduire la comparaison de l'homme aux autres animaux, et surtout aux mammifères les plus élevés, du moins après que les sociétés animales, encore si mal connues, auront été mieux observées. Le principal vice d'un tel ordre de comparaisons, c'est d'être borné aux considérations statiques, sans pouvoir atteindre les considérations dynamiques. Cette restriction résulte de ce que l'état social des animaux, sans être aussi fixe qu'on l'imagine, n'éprouve, depuis le complet développement de la prépondérance humaine, que d'imperceptibles variations, qui ne sont nullement comparables à la progression continue de l'humanité.

Réduite à la statique sociale, l'utilité d'une telle comparaison me semble incontestable pour mieux caractériser les lois les plus élémentaires de la solidarité. Rien n'est plus propre à faire ressortir combien sont naturelles les principales relations sociales, que tant d'esprits sophistiques croient pouvoir transformer au gré de leurs vaines prétentions. Ils cesseront sans doute de regarder comme factices et arbitraires les liens de la famille, en les retrouvant avec les mêmes caractères chez les animaux, et d'une manière d'autant plus prononcée que leur organisme se rapproche davantage de l'organisme humain.

Le principal mode de la méthode comparative appliquée

à la sociologie consiste en un rapprochement des états coexistants de la société sur les différentes parties de la terre, envisagés chez des populations indépendantes les unes des autres. Bien que la progression de l'humanité soit unique en ce qui concerne le développement total, néanmoins, par un concours de causes sociales fort mal analysées jusqu'ici, des populations très considérables, et surtout très variées, n'ont atteint que les degrés inférieurs du développement général. Par suite de cette inégalité, les états antérieurs des nations les plus civilisées se retrouvent, malgré d'inévitables différences secondaires chez des peuples contemporains répartis en divers lieux du globe. Le mode comparatif présente l'avantage d'être applicable aux deux ordres de spéculations sociologiques, de manière à confirmer également les lois de l'existence et celles du mouvement. En second lieu, il s'étend à tous les degrés possibles de l'évolution sociale, dont les traits caractéristiques peuvent être ainsi soumis à l'observation. Depuis les malheureux habitants de la Terre de Feu jusqu'aux peuples les plus avancés de l'Europe occidentale, on ne saurait imaginer aucune nuance sociale qui ne se trouve réalisée en quelque point du globe.

Telles sont les propriétés qui caractérisent en sociologie la méthode comparative, destinée à rectifier les indications de l'analyse historique, et surtout à en combler les inévitables lacunes. L'usage de ce procédé est éminemment rationnel, puisqu'il repose sur le principe de l'identité constante du développement humain.

Après avoir apprécié les attributs d'un tel procédé, il importe de signaler les dangers qui lui sont propres, et qui empêchent de lui confier la principale direction des observations sociologiques. Son défaut le plus grave, c'est de n'avoir pas égard à la succession des états sociaux,

qu'il tend, au contraire, à représenter comme coexistants. L'incohérence des observations comparatives ne permet pas d'apercevoir la filiation des divers systèmes de société. Enfin le mode comparatif tend à faire mal apprécier les cas ainsi observés, et à faire prendre des modifications secondaires pour des phases principales du développement social. C'est surtout par là qu'on s'est formé les notions les plus vicieuses sur l'influence politique du climat, et qu'on a pu attribuer à son action des différences sociales qui devaient être surtout rapportées à l'inégalité d'évolution. La même tendance vicieuse se manifeste en ce qui concerne les différentes races humaines.

Une telle appréciation nous conduit à vérifier, pour l'emploi de la méthode comparative en sociologie, ce qui a déjà été constaté pour l'observation et pour l'expérimentation, c'est-à-dire l'impossibilité d'employer utilement ce procédé, à moins d'en diriger l'application primitive et l'interprétation finale par une conception du développement de l'humanité.

Il résulte de cette conclusion que l'ébauche de la sociologie, qui doit diriger les divers modes d'exploration, repose nécessairement sur une nouvelle méthode d'observation, mieux adaptée à la nature des phénomènes, et exempte des dangers que les autres présentent. C'est ce qui existe, en effet, et nous sommes ainsi conduits à apprécier la *méthode historique*, qui est la seule base sur laquelle puisse reposer le système de la logique politique.

La comparaison historique des états consécutifs de l'humanité constitue le principal artifice scientifique de la sociologie; son développement forme le fond même de la science, et la distingue de la biologie. Bien que cette analyse historique ne semble destinée qu'à la sociologie

[redacted]

dynamique, elle s'étend néanmoins à toute la science, en vertu de la solidarité de ses diverses parties.

Ce n'est pas seulement au point de vue scientifique que la méthode historique donne à la sociologie son principal caractère, c'est surtout sous l'aspect logique. En effet, la sociologie perfectionnera, par ce nouveau mode de l'art d'observer, l'ensemble de la méthode positive au profit de toute la philosophie. La méthode historique présente l'attribut caractéristique de la sociologie, qui consiste à procéder de l'ensemble aux détails. Cette indispensable condition des études sociales se manifeste dans tout travail historique, qui sans cela dégénérerait en une simple compilation de matériaux provisoires.

Puisque c'est surtout dans leur développement que les éléments sociaux sont solidaires et inséparables, il s'ensuit qu'aucune filiation partielle entièrement isolée ne saurait avoir de réalité, et que toute explication de ce genre, avant de pouvoir devenir spéciale, doit d'abord reposer sur une conception générale de l'évolution humaine. Que peut signifier, par exemple, l'étude exclusive et surtout partielle, d'une seule science ou d'un seul art, à moins d'être rattachée à celle de l'ensemble du progrès humain ? Il en est de même de ce qu'on nomme si abusivement *l'histoire politique*, comme si une histoire quelconque pouvait n'être pas plus ou moins politique. C'est donc sur l'ensemble de l'évolution sociale que devront d'abord porter les comparaisons historiques des divers âges de la civilisation. C'est uniquement ainsi qu'on parviendra à des conceptions capables de diriger l'étude ultérieure des divers sujets spéciaux.

Au point de vue pratique, la prépondérance de la méthode historique développera le sentiment social en mettant en évidence l'enchaînement des événements, et en

rappelant l'influence qu'ils ont exercée sur l'avènement graduel de la civilisation. Suivant la remarque de Condorcet, on ne saurait penser aux batailles de Marathon et de Salamine sans en apercevoir les importantes conséquences pour les destinées de l'humanité. Aucune démonstration n'est nécessaire pour faire constater l'aptitude de l'histoire à faire ressortir la subordination des divers âges sociaux. Il importe seulement de ne pas confondre le sentiment de la solidarité sociale avec l'intérêt sympathique que doivent exciter tous les tableaux de la vie humaine, et que de simples fictions peuvent inspirer. Le sentiment dont il s'agit ici est plus profond, puisqu'il devient en quelque sorte personnel, et plus réfléchi, comme résultant surtout d'une conviction scientifique. Réservée d'abord à des esprits d'élite, cette nouvelle forme du sentiment social pourra ensuite appartenir, avec une moindre intensité, à l'universalité des intelligences, à mesure que les résultats généraux de la sociologie deviendront plus populaire. Elle y complétera la notion de la solidarité entre les individus et les peuples contemporains, en montrant que les générations successives concourent au même but, dont la réalisation graduelle exige de chacune d'elles une participation déterminée.

Cette disposition à voir des coopérateurs dans les hommes de tous les temps se manifeste à peine dans les sciences, et même ne se manifeste que dans les plus avancées. La méthode historique lui donnera tout son développement, et entretiendra le respect des ancêtres, indispensable à l'état normal de la société, et si fortement ébranlé par la philosophie métaphysique.

L'esprit de la méthode historique consiste dans l'usage des séries sociales, c'est-à-dire dans une appréciation des divers états de l'humanité, qui montrent, d'après

connue de l'ensemble de ses antécédents. Quelque singulière que semble une telle marche, il est néanmoins certain que, dans une science quelconque, on n'apprend à prédire l'avenir qu'après avoir, en quelque sorte, prédit le passé : tel est le premier usage des relations observées entre les faits accomplis, dont la succession antérieure fait découvrir la succession future. Parvenue à l'examen de l'époque actuelle, la méthode historique permettra seule d'en opérer avec succès une exacte analyse, où chaque élément sera apprécié, comme il doit l'être, d'après la série sociologique dont il fait partie. Vainement les hommes d'État insistent-ils sur la nécessité des observations politiques : comme ils n'observent que le présent, et tout au plus un passé très récent, leurs maximes avortent dans l'application.

Rigoureusement isolée, l'observation du présent deviendrait une cause d'illusions politiques, en exposant à confondre les faits principaux avec les faits secondaires, à mettre de bruyantes manifestations éphémères au-dessus des tendances fondamentales, ordinairement peu éclatantes, et surtout à regarder comme ascendants des pouvoirs, des institutions ou des doctrines qui sont, au contraire, sur leur déclin. La comparaison du présent au passé est le meilleur moyen de prévenir ces inconvénients. Or cette comparaison ne peut être décisive qu'autant qu'elle embrasse tout le passé. Elle expose à des erreurs d'autant plus graves qu'on l'arrête à une époque plus rapprochée. Aujourd'hui surtout, où le mélange des éléments sociaux, les uns prêts à triompher, les autres sur le point de disparaître, semble si confus, on peut dire que la plupart des fausses appréciations politiques tiennent à ce que les spéculations n'embrassent pas un passé assez étendu.

La méthode historique peut, comme tout autre procédé

l'analyse sociologique un moyen général de vérification. Puisque le phénomène social, conçu en totalité, n'est qu'un simple développement de l'humanité sans aucune création de facultés nouvelles, toutes les dispositions que l'observation dévoilera devront se retrouver, au moins en germe, dans le type que la biologie a construit d'avance pour la sociologie, afin d'en circonscrire les erreurs spontanées. Ainsi, aucune loi de succession sociale, indiquée même avec toute l'autorité possible par la méthode historique, ne devra être finalement admise qu'après avoir été rattachée à la théorie positive de la nature humaine. Toutes les inductions qui ne pourraient soutenir ce contrôle finiraient par être reconnues illusoires. C'est dans cette harmonie entre les conclusions de l'analyse historique et les notions de la théorie biologique de l'homme que doit consister la principale force des démonstrations sociologiques.

Tel est le mode d'exploration le mieux approprié à la sociologie, et dont la propondérance équivaut à celle de la comparaison zoologique en biologie. La succession des divers états sociaux correspond, au point de vue scientifique, à la coordination des divers organismes. Quand l'application de ce nouveau moyen en aura fait ressortir toutes les propriétés, on y reconnaîtra une modification de l'exploration positive, assez tranchée pour pouvoir être classée à la suite de l'observation, de l'expérimentation et de la comparaison proprement dite, comme un quatrième mode de l'art d'observer, destiné, sous le nom de méthode historique, à l'analyse des phénomènes les plus compliqués.

En terminant cette appréciation, je dois faire remarquer que la nouvelle philosophie restitue à l'histoire la plénitude de ses droits pour la faire servir de base à l'ensemble

des spéculations sociales, malgré les sophismes qui tendent à écarter en politique toute large considération du passé. Loin de restreindre l'influence que la raison humaine attribua de tout temps à l'histoire dans les combinaisons politiques, la sociologie l'augmente à un haut degré. Ce ne sont plus seulement des conseils ou des leçons que la politique demande à l'histoire pour perfectionner ou rectifier des inspirations qui n'en sont pas émanées, c'est sa propre direction qu'elle va chercher exclusivement dans l'ensemble des déterminations historiques.

Après avoir examiné l'esprit de la sociologie et ses divers moyens d'exploration, il me reste à considérer, dans la leçon suivante, ses relations avec les autres sciences.

[redacted]

QUARANTE-NEUVIÈME LEÇON

Sommaire. — Relations de la sociologie avec les autres sciences.

La subordination de la sociologie à l'ensemble des autres sciences comprend implicitement toutes les règles relatives au mode d'institution de cette science nouvelle. C'est le défaut d'accomplissement d'une telle condition qui a paralysé tous les efforts tentés pour traiter les questions sociales d'une manière positive.

L'étude du développement social suppose une corrélation entre l'humanité, qui accomplit le phénomène, et l'ensemble des influences extérieures ou le milieu proprement dit. Le premier terme subordonne la sociologie à la philosophie organique, qui fait connaître les lois de la nature humaine; le second la lie à la philosophie inorganique, qui peut seule faire apprécier les conditions d'existence. En un mot, l'une des deux sections de la philosophie détermine en sociologie l'agent du phénomène, et l'autre le milieu où il se développe.

L'obligation de subordonner les études sociales à toutes les autres provient de leur complication supérieure, qui exige une préparation fondée sur l'examen des catégories de phénomènes moins compliqués. Telle est l'appréciation à laquelle nous devons procéder en parcourant en sens inverse la série encyclopédique, afin de considérer d'abord les relations les plus intimes et les plus directes. Nous

indiquerons ensuite la réaction de la sociologie sur les sciences antérieures.

La subordination de la science sociale à la biologie est tellement incontestable que personne n'ose plus en méconnaître le principe, même parmi ceux qui dans l'application n'en tiennent aucun compte. Cette contradiction entre la maxime et l'usage ne tient pas seulement à la conception vicieuse des études sociales : elle résulte aussi de l'imperfection de la biologie, surtout dans sa partie transcendante, qui traite des phénomènes intellectuels et moraux.

La biologie doit fournir le point de départ des spéculations sociales, d'après l'analyse de la sociabilité humaine et des diverses conditions organiques qui en déterminent le caractère. En outre, les termes les plus élémentaires de la série sociale ne pouvant comporter presque aucune exploration directe, on doit les construire en appliquant la théorie de la nature humaine à l'ensemble des circonstances correspondantes.

Quand le développement social devient trop prononcé pour qu'une pareille déduction continue à rester possible, il faut recourir à la théorie biologique de l'homme, à laquelle l'évolution de l'humanité doit toujours rester conforme. Il en résulte des vérifications qui sont fondées sur l'invariabilité de l'organisme humain, dont les dispositions physiques, morales ou intellectuelles doivent se retrouver les mêmes à tous les degrés de l'échelle sociale, et toujours identiquement coordonnées entre elles.

Un aperçu sociologique ne peut être admis, quelque puissantes que semblent les inductions historiques sur lesquelles il repose, s'il est contraire aux lois de la nature humaine ; si, par exemple, il suppose chez la plupart des individus un caractère très prononcé de bonté ou de

méchanceté; s'il représente les affections sympathiques comme habituellement supérieures aux affections personnelles; s'il indique enfin une prédominance des facultés intellectuelles par rapport aux facultés affectives. Dans tous les cas semblables, les propositions sociologiques devront être soumises, d'après ce contrôle, à une rectification ultérieure.

Les doctrines politiques actuelles devraient être proclamées vicieuses par cet unique motif, que, dans leur appréciation des phénomènes politiques, elles conduisent à admettre, les unes chez les gouvernants, les autres chez les gouvernés, un degré habituel de perversité ou d'imbécillité et un esprit de calcul incompatibles avec les notions acquises sur la nature humaine, qui se trouve dès lors dans des classes entières en état permanent de monstruosité pathologique, ce qui est évidemment absurde. Cet exemple donne une idée des ressources que la sociologie retirera de sa subordination à la biologie, sur tout quand la physiologie cérébrale sera convenablement cultivée.

Les principaux biologistes tendent à faire de la sociologie un simple corollaire de la science de l'homme, abstraction faite de toute observation historique. Cette erreur fut très marquée chez Cabanis ; Gall lui même ne s'en garantit pas suffisamment. Sans être aussi irrationnelle que la tendance de la plupart des physiciens et des chimistes à traiter la biologie comme une simple dérivation de la philosophie inorganique, une telle disposition n'est pas moins nuisible. La première ébauche de la série sociale doit résulter, à titre de déduction directe, de la théorie biologique de l'homme; mais cette manière de procéder deviendrait illusoire pour l'étude ultérieure de l'évolution sociale. Le phénomène principal de la sociologie, c'est-à-dire l'in-

[redacted]

fluence continue des générations les unes sur les autres, se trouverait absorbé ou méconnu. Quand même les lois de la nature humaine seraient, un jour, mieux connues, notre force de déduction resterait impuissante à en tirer des conséquences aussi difficiles et aussi lointaines. Dans les premières générations, quand l'évolution sociale commence à peine à manifester quelques caractères vagues d'une progression encore flottante, cette déduction est possible à un certain degré ; elle est même indispensable pour suppléer à l'observation directe. Mais, dès que le mouvement social est réellement établi, l'influence des générations antérieures devient la principale cause des modifications qu'il présente, et le mode d'exploration doit changer, afin d'être toujours conformé à la nature des phénomènes correspondants. Alors l'analyse historique devient prépondérante, et les indications biologiques, malgré leur importance, ne peuvent plus être employées que comme un auxiliaire et un contrôle.

Dans la simple histoire de la vie individuelle, les biologistes recourent à l'analyse directe des âges comme au principal moyen d'exploration, bien que l'état primitif de l'organisme, combiné avec la nature du milieu correspondant, constitue la première cause des variations ultérieures. Par quelle étrange inconséquence se croiraient-ils affranchis d'une telle obligation à l'égard d'une évolution bien plus compliquée, à laquelle concourent les diverses générations ? La plupart des philosophes biologistes ont été ainsi conduits à regarder comme inhérentes à la nature de l'homme des modifications sociales passagères, propres à un état déterminé de l'évolution. C'est ainsi que Gall a voulu établir l'immobilité des tendances militaires, malgré les témoignages historiques qui indiquent le décroissement de l'esprit guerrier, décroissement d'ailleurs conforme aux lois de notre nature. Il serait aisé d'indiquer

beaucoup d'autres cas analogues où la prépondérance des considérations biologiques et le dédain des notions historiques ont conduit à méconnaître l'évolution sociale, et à supposer une fixité chimérique à des dispositions essentiellement variables. Cette influence est surtout marquée dans la plupart des théories relatives à l'éducation, dans lesquelles on fait presque toujours abstraction de l'état correspondant de la civilisation.

L'analogie de la science sociale et de la biologie est trop évidente pour qu'il faille insister sur la nécessité qui impose aux sociologistes l'étude préalable des méthodes biologiques. C'est là seulement qu'ils peuvent apprécier l'esprit qui doit diriger toutes les études relatives aux corps vivants. Rien ne saurait dispenser d'étudier à une telle source la méthode comparative. La sociologie doit emprunter à la biologie la transformation positive du dogme des causes finales, qui constitue le principe des conditions d'existence. C'est en vertu de ce principe que, rapprochant l'une de l'autre les deux acceptions philosophiques du mot *nécessaire*, la nouvelle philosophie politique tendra, au moins en ce qui concerne les dispositions sociales importantes, à représenter comme inévitable ce qui se manifeste d'abord comme indispensable, et réciproquement. Il faut qu'un tel esprit soit propre à la nature des études sociales, puisqu'on s'y trouve amené par les voies opposées, ainsi que l'indique cet aphorisme de de Maistre : *Tout ce qui est nécessaire existe.*

La subordination de la sociologie à la biologie rattache indirectement la science sociale à la philosophie inorganique, à laquelle la biologie est liée. Telle est, en effet, la propriété de notre hiérarchie scientifique qu'il suffirait en chaque cas d'y motiver l'enchaînement le plus direct

pour déterminer la position encyclopédique, sans aucun examen des liaisons moins intimes. Mais la sociologie se rattache à la philosophie inorganique par des relations propres et immédiates qu'il s'agit d'examiner.

La philosophie inorganique peut seule analyser les conditions extérieures, chimiques, physiques et astronomiques, sous l'empire desquelles s'accomplit l'évolution sociale. L'harmonie qui doit exister entre l'humanité civilisée et le théâtre de sa progression collective dérive du principe relatif à la corrélation entre la nature de tout être vivant et la constitution du milieu correspondant. Les perturbations extérieures qui troubleraient l'existence individuelle de l'homme ne sauraient manquer d'altérer aussi son existence sociale; et réciproquement, celle-ci ne pourrait être gravement troublée par des modifications du milieu qui ne dérangeraient aucunement la première. Je puis donc me dispenser de reproduire les différentes conditions inorganiques de la vie sociale. En renvoyant, à cet égard, aux indications qui ont été données en biologie, je dois seulement signaler l'influence sociologique de ces diverses conditions extérieures comme étant encore plus prononcée que leur influence biologique. Cette intensité n'est qu'une suite de la prépondérance croissante d'un tel ordre de conditions, à mesure que l'organisme se complique davantage, ou qu'on y considère des phénomènes plus élevés. C'est ce qui a lieu dans l'étude des phénomènes sociaux, où l'on envisage l'organisme le plus compliqué. Un tel organisme est en outre regardé comme inséparable d'une durée en quelque sorte indéfinie, de manière à rendre sensibles des modifications que la brièveté de la vie individuelle ne permettrait pas de manifester.

Les conditions astronomiques éprouvent surtout cet

accroissement d'influence, quand on passe du cas individuel au cas social. Il est évident, par exemple, que les dimensions de notre planète ont plus d'importance en sociologie qu'en biologie, puisqu'elles assignent d'insurmontables limites à l'extension de la population. Si l'on examine le degré d'obliquité de l'écliptique, la stabilité des pôles, et surtout la faible excentricité de l'orbite, on sentira que, si cet ensemble de données était notablement troublé, sans cependant l'être assez pour que l'existence individuelle en fût compromise, la vie sociale serait profondément altérée. La conception scientifique du développement social, envisagé dans l'ensemble de sa durée, était impossible avant la démonstration de la stabilité de notre constitution astronomique. De même, à l'égard des conditions physiques et chimiques, l'écorce du globe ne comporte plus que des variations tellement limitées, et surtout tellement graduelles, qu'elles ne sauraient gravement influer sur le cours de l'évolution sociale.

Il convient de préciser davantage la notion de l'influence sociale des conditions inorganiques, en remarquant qu'elles peuvent modifier non les lois du développement, mais seulement la vitesse des diverses phases. En effet, il a été démontré que les diverses causes perturbatrices ne peuvent agir que sur cette vitesse. Les êtres vivants ne sont pas indéfiniment modifiables sous l'empire des circonstances extérieures; ces modifications ne peuvent jamais affecter que le degré des phénomènes, sans changer leur nature : quand les influences perturbatrices excèdent ces limites, l'organisme est détruit. Or ce principe de biologie doit être d'autant plus appréciable qu'il s'agit d'un organisme plus complexe, bien que l'être devienne alors plus modifiable. Il faut par conséquent l'étendre à l'étude du développement social. La marche de

ce développement doit être envisagée comme tenant à l'essence du phénomène, et par suite comme identique dans toutes les hypothèses possibles sur le milieu correspondant. Du reste, cette disposition intellectuelle n'est que la suite et le complément de l'esprit de la philosophie positive. Nous avons reconnu dans toute la hiérarchie scientifique que, si les phénomènes plus spéciaux s'accomplissent sous la prépondérance des plus généraux, cette subordination ne peut altérer leurs lois, mais altérer l'étendue et la durée de leurs manifestations.

Pour compléter l'aperçu de la relation qui existe entre la sociologie et la philosophie inorganique, je dois signaler l'action de l'homme sur le monde extérieur, action sans laquelle l'évolution n'eût pas été possible, étant arrêtée par des obstacles matériels. En un mot, la progression politique, morale ou intellectuelle de l'humanité est inséparable de sa progression matérielle. Or l'action de l'homme sur la nature dépend de sa connaissance des lois des phénomènes inorganiques. La physique et surtout la chimie constituent la base du pouvoir humain. L'astronomie n'y peut concourir qu'en permettant une indispensable prévoyance, au lieu d'une modification du milieu ambiant. C'est une nouvelle occasion de constater l'impossibilité de l'étude du développement social sans la combinaison de la sociologie avec l'ensemble des doctrines de la philosophie inorganique.

Dans tout ce qui précède, je me suis abstenu, pour simplifier mon appréciation, de considérer le point de vue de la méthode. Il serait superflu de démontrer qu'il faut logiquement se préparer aux études sociales par la connaissance préalable de la méthode positive dans ses diverses applications. Cette préparation intellectuelle doit être accomplie conformément à l'ordre que j'ai établi.

Telles sont les conditions de la seule éducation susceptible d'introduire l'esprit positif dans l'ensemble des théories sociales.

On ne saurait méconnaître, en poussant jusqu'au bout les conséquences d'un tel principe, la nécessité de faire reposer l'éducation préalable des sociologistes sur la philosophie mathématique. C'est là seulement qu'ils pourront acquérir le sentiment de l'évidence scientifique, contracter l'habitude d'une argumentation rationnelle, et apprendre à satisfaire aux conditions logiques de toute spéculation positive en étudiant la positivité à sa source. Toute idée de nombre et de loi mathématique, déjà interdite en biologie, doit être à plus forte raison exclue des spéculations plus compliquées de la sociologie.

La position encyclopédique de la sociologie est suffisamment motivée par l'examen que nous en avons fait. Les indications contenues dans cette leçon ne peuvent laisser subsister aucun doute sur la subordination de l'étude des phénomènes sociaux à l'ensemble de la philosophie. Mais la prépondérance actuelle de la philosophie métaphysique me fait craindre que cette connexité ne soit la partie la plus contestée de ma doctrine. En effet, ce précepte est en opposition avec l'appel, si doux à notre orgueil et à notre paresse, adressé par la philosophie métaphysique à toutes les intelligences pour traiter sans préparation les diverses questions sociales.

Nous pouvons apprécier maintenant la réaction de la sociologie sur les sciences antérieures sous le double aspect de la doctrine et de la méthode.

Il serait prématuré de considérer l'influence que la sociologie exercera sur les autres sciences, lorsque, complétant la philosophie positive, elle permettra de

[redacted]

rendre rationnelle la culture encore empirique de ses différentes parties, en les faisant concevoir comme des branches distinctes d'un tronc unique. Un tel examen fournira l'une des conclusions de cet ouvrage. Nous devons nous borner à apprécier ici la réaction de la sociologie sur les autres sciences en vertu de ses propriétés soit scientifiques, soit logiques.

A l'égard de la doctrine, le principe de cette réaction résulte de ce que toutes les spéculations scientifiques, en tant que travaux humains, doivent être subordonnées à la théorie du développement de l'humanité. Si l'on pouvait concevoir cette théorie comme devenue assez parfaite pour qu'aucun obstacle intellectuel n'y bornât la plénitude des déductions, les différentes sciences n'en seraient plus que les diverses parties. La faiblesse de notre intelligence et la complication d'une telle étude ne permettront jamais de réaliser une pareille situation. Néanmoins cette hypothèse fait comprendre la légitime intervention de la sociologie dans tous les ordres de spéculations. Cette intervention semble appartenir aussi à la théorie biologique de la nature humaine. En effet, la connaissance de l'homme individuel doit exercer une influence sur toutes les sciences, puisque nos travaux portent l'empreinte des facultés qui les produisent. Mais cette influence appartient surtout à la sociologie, parce que le développement de l'esprit humain n'est possible que par l'état social. Tel est le premier titre de la sociologie à intervenir dans la culture des diverses sciences.

La sociologie perfectionnera l'étude des relations qui unissent entre elles les différentes sciences, puisque cette étude fait partie de la statique sociale. Mais cette tendance de la sociologie à manifester l'esprit de chaque science d'après l'ensemble de ses relations avec toutes les autres

sera plus prononcée dans la dynamique sociale, parce que la coordination est surtout dévoilée par le cours du développement commun. Tous les savants qui ont médité sur l'ensemble de leur sujet ont reconnu le secours que peuvent fournir les indications historiques correspondantes pour régulariser, à un certain degré, l'essor des découvertes scientifiques en évitant surtout les tentatives chimériques ou prématurées. Or la véritable histoire scientifique, c'est-à-dire la théorie de la filiation des principales découvertes, n'existe pas encore. Aucune histoire spéciale ne saurait être rationnellement conçue qu'après la fondation de la sociologie, qui doit imprimer à de tels travaux la direction philosophique, qui leur a manqué jusqu'ici.

Cette considération nous amène à apprécier par rapport à la méthode la réaction de la sociologie sur les autres sciences. Chaque science a la propriété de manifester spécialement l'un des principaux attributs de la méthode positive. La participation de la sociologie à la composition du fonds commun des ressources intellectuelles consiste dans l'introduction du mode d'exploration que j'ai signalé sous le nom de *méthode historique*. Ce nouveau moyen d'investigation, dont la manifestation était réservée à la sociologie, est plus ou moins applicable à toutes les sciences. Il suffit, en effet, de concevoir chaque découverte à l'instant où elle s'accomplit comme constituant un phénomène social qui fait partie de la série générale du développement humain, et à ce titre soumise aux lois de succession et aux méthodes d'exploration qui caractérisent cette grande évolution. D'un tel point de départ, on embrasse aussitôt l'universalité de la méthode historique. Par une telle méthode, on rend les découvertes scientifiques susceptibles d'une certaine prévision rationnelle en appréciant le mouvement antérieur de la

science, suivant les lois de la marche de l'esprit humain.

Parvenue à une telle spécialité, la prévision historique ne saurait comporter des déterminations bien précises. Mais elle fournira d'heureuses indications sur le sens général des progrès immédiats, de manière à éviter surtout l'énorme déperdition de forces intellectuelles, qui se consument en essais hasardés dont la plupart ne comportent aucun succès. En comparant l'état présent de chaque science, ou même de chaque grand sujet scientifique, à la suite des états antérieurs, on assujettira l'art des découvertes à une sorte de théorie susceptible de guider le génie individuel, dont la marche propre ne saurait être indépendante du développement collectif. La méthode historique est donc destinée à dominer l'usage de toutes les autres méthodes scientifiques, et à transporter à l'ensemble une progression sagement ordonnée qui n'existe encore que pour les détails. Mais, pour que de telles propriétés puissent être réalisées, il faut que cette méthode transcendante se subordonne à l'esprit de la science où elle prend naissance. La principale condition consiste à ne jamais considérer le développement d'une science quelconque indépendemment de la progression totale.

Ainsi, la *sociologie*, qui fournit cette nouvelle méthode, devra plus ou moins présider à son application d'après la conception du développement humain. L'état présent des sciences devrait déjà offrir quelques traces de ce moyen supérieur de spéculation; mais sa complication et son développement à peine naissant ne permettent pas d'en apercevoir des exemples très prononcés. Le système des connaissances positives n'en présente encore qu'un seul témoignage irrécusable, qu'il faut aller puiser dans la science mathématique, destinée, à raison de son essor



plus simple et plus rapide, à donner des exemples de tous les procédés logiques. Cet exemple est fourni par les chapitres préliminaires des diverses sections de la *mécanique analytique* de Lagrange. En exposant la filiation des conceptions de l'esprit humain relatives à la mécanique rationnelle depuis l'origine de la science jusqu'à nos jours, Lagrange a pressenti l'esprit de la méthode historique. Je ne saurais trop recommander la méditation de cette éminente composition, où réside le seul exemple qui puisse donner une idée convenable de l'histoire telle que je l'ai caractérisée.

Ces indications permettent de constater l'importance de la réaction de la sociologie sur les autres sciences. D'une part, la science sociale subordonne les différentes sciences à la théorie du développement humain, et elle manifeste leurs relations mutuelles; d'autre part, elle assujettit leurs divers modes d'investigation à une méthode plus élevée, propre à en diriger l'usage.

CINQUANTIÈME LEÇON

Sommaire. — Statique sociale, ou théorie de l'ordre spontané des sociétés.

La partie dynamique de la science sociale nous occupera presque exclusivement; cependant je crois devoir donner quelques notions de statique sociale, sans lesquelles la suite de notre travail ne saurait être comprise.

J'apprécierai les conditions d'existence sociale relatives, d'abord à l'individu, ensuite à la famille, et enfin à la société.

En ce qui concerne l'individu, nous pouvons écarter toute démonstration de la sociabilité de l'homme. La théorie de Gall a établi scientifiquement la tendance sociale de la nature humaine. Elle a détruit les fausses appréciations qui consistaient à attribuer aux combinaisons intellectuelles la prépondérance dans la conduite de la vie, et à exagérer l'influence des besoins sur la création des facultés. Une simple considération suffit à montrer la fausseté d'une doctrine qui fait dériver l'état social de l'utilité que chacun en retire pour la satisfaction de ses besoins. En effet, cette utilité n'a pu se manifester qu'après un long développement de la société.

Je dois signaler l'influence des plus importants attributs de la nature humaine qui ont donné à la société son caractère propre, qu'aucun développement ne saurait altérer.

La continuité d'action constitue en tout genre une indispensable condition de succès. Cependant l'homme ré-

pugne spontanément à une telle persévérance, et ne trouve d'abord de plaisir dans l'exercice de son activité qu'autant qu'elle est suffisamment variée. Les facultés intellectuelles étant les moins énergiques, leur activité, pour peu qu'elle se prolonge, détermine chez la plupart des hommes une fatigue insupportable. Par une déplorable coïncidence, l'homme a le plus besoin du genre d'activité auquel il est le moins apte. Nous devons noter cette discordance comme un premier document fourni à la sociologie par la biologie.

L'état spéculatif ne peut être produit, et surtout maintenu, que par une puissante impulsion hétérogène entretenue par des penchants moins élevés, mais plus énergiques. La nature de l'homme devient d'autant plus éminente que cette excitation étrangère résulte de penchants plus élevés, plus particuliers à notre espèce, et dont le siège anatomique réside dans des portions de l'encéphale de plus en plus rapprochées de la partie antérieure et supérieure de la région frontale.

L'économie sociale serait sans doute plus satisfaisante, si dans la nature de l'homme la prépondérance des passions était moins prononcée. Si nous supposions cet ascendant transporté aux facultés intellectuelles, la notion de l'organisme social deviendrait inintelligible; car la prépondérance des facultés affectives est indispensable, non seulement pour faire sortir l'intelligence de sa léthargie, mais encore pour donner à son activité une direction et un but, sans lesquels elle s'égarerait en d'incohérentes spéculations. Les plus mystiques efforts de l'extase théologique pour s'élever à la notion de purs esprits affranchis des besoins étrangers aux passions n'ont abouti qu'à la représentation d'une sorte d'idiotisme transcendant éternellement absorbé par la contemplation vaine et presque stupide de

la majesté divine. Ainsi, sous ce premier aspect, l'économie de l'organisme social est ce qu'elle doit être, sauf le degré, qui seul pourrait être autrement conçu.

Le second caractère social de la nature humaine consiste en ce que les instincts les moins élevés et les plus égoïstes ont une prépondérance sur les plus nobles penchants relatifs à la sociabilité. On s'efforçait, au siècle dernier, de réduire à l'égoïsme la nature morale de l'homme, en méconnaissant la spontanéité qui nous fait compatir aux douleurs de tous les êtres sensibles, aussi bien que participer à leurs joies au point d'oublier quelquefois en leur faveur le soin de notre propre conservation. L'école écossaise avait déjà ébauché la refutation de ces extravagances; mais c'est la physiologie cérébrale qui l'a complétée. Nos affections sociales sont inférieures en persévérance et en énergie à nos affections personnelles; cependant le bonheur commun dépend surtout de la satisfaction des premières, qui seules, après avoir produit l'état social, le maintiennent malgré la divergence des plus puissants instincts individuels.

En appréciant l'influence de cette dernière donnée biologique, il faut concevoir également la nécessité d'une telle condition, dont on peut seulement déplorer le degré. Par des motifs analogues aux précédents, il est aisé de comprendre que la prépondérance des instincts personnels peut seule imprimer à l'existence sociale un caractère déterminé, en assignant un but à l'emploi de l'activité individuelle. En effet, la notion de l'intérêt général ne serait pas intelligible sans celle de l'intérêt particulier, puisque la première résulte seulement de ce que la seconde offre de commun chez les divers individus. Si l'on pouvait supprimer en nous la prépondérance des instincts personnels, on détruirait notre nature morale, au lieu de

l'améliorer; car les affections sociales, dès lors privées de direction, tendraient à dégénérer en une vague et stérile charité.

Quand la morale des peuples avancés nous a prescrit d'aimer nos semblables comme nous-mêmes, elle a formulé le précepte fondamental, avec ce juste degré d'exagération qu'exige l'indication d'un type au-dessous duquel la réalité ne sera jamais que trop maintenue. Mais dans ce sublime précepte l'instinct personnel ne cesse pas de servir de guide et de mesure à l'instinct social. De toute autre manière, le but eût été manqué. En effet, comment celui qui ne s'aimerait pas pourrait-il aimer autrui? Ainsi la constitution de l'homme n'est pas, à cet égard, vicieuse. On ne doit redouter que la trop faible intensité de ce modérateur, dont la voix est si souvent étouffée même dans les meilleurs naturels, où il parvient si rarement à commander la conduite.

Si l'homme devenait plus bienveillant, cela équivaudrait dans la pratique sociale à le supposer plus intelligent, non seulement en vertu du meilleur emploi qu'il ferait alors de son intelligence, mais encore en ce que celle-ci ne serait plus aussi absorbée par la discipline qu'elle doit imposer à la prépondérance spontanée des penchants égoïstes. La relation réciproque n'est pas moins exacte, bien qu'elle soit moins appréciable; car tout développement intellectuel équivaut pour la conduite à un accroissement de bienveillance, soit en augmentant l'empire de l'homme sur ses passions, soit en rendant plus net et plus vif le sentiment des réactions déterminées par les divers contacts sociaux. Sous le premier aspect, une grande intelligence ne saurait se développer sans un certain fonds de bienveillance, qui peut seul procurer à son élan un but éminent et un large exercice. De même, tout essor intellectuel tend à

faire prévaloir les sentiments de sympathie en écartant les impulsions égoïstes, et en inspirant en faveur de l'ordre une prédilection spontanée, susceptible de concourir aussi heureusement au maintien de l'harmonie sociale que des penchants plus vifs et moins opiniâtres. La destination de la morale, en ce qui concerne l'individu, consiste à augmenter cette double influence modératrice, dont l'extension graduelle constitue le premier résultat du développement de l'humanité.

Telles sont, sous cet aspect élémentaire, les deux sortes de conditions qui déterminent le caractère de l'existence sociale. D'une part, l'homme ne peut être heureux que par un travail soutenu plus ou moins dirigé par l'intelligence, et cependant l'exercice intellectuel lui est spontanément antipathique. D'autre part, les facultés affectives sont seules profondément actives, et leur prépondérance fixe la direction et le but de l'état social. En même temps, les penchants sociaux sont seuls propres à produire et à maintenir le bonheur privé ; néanmoins l'homme doit être dominé par l'ensemble de ses instincts personnels. Cette double opposition indique le germe de la lutte entre l'esprit de conservation et l'esprit d'amélioration. Le premier est inspiré par les instincts personnels, et le second par la combinaison de l'activité intellectuelle avec les divers instincts sociaux.

Nous allons apprécier maintenant les conditions d'existence sociale relatives à la famille.

Tout système devant être formé d'éléments qui lui soient homogènes, l'esprit scientifique ne permet pas de regarder la société comme composée d'individus. L'unité sociale consiste dans la famille, au moins réduite au couple qui en constitue la base. La famille présente le germe des dispositions de l'organisme social ; elle cons[illegible] [illegible]ermé-

[redacted]

diaire entre l'individu et l'espèce. C'est par là que l'homme commence à sortir de sa personnalité, et apprend à vivre en autrui.

La constitution de la famille, loin d'être invariable, reçoit des modifications plus ou moins profondes, dont l'ensemble offre à chaque époque la plus exacte mesure du changement opéré dans la société correspondante. C'est ainsi que la famille ancienne, dont certaines catégories d'esclaves faisaient partie, différait de la famille moderne. Nous devons considérer la famille en ce qu'elle offre de commun à tous les cas sociaux, en regardant la vie domestique comme la base de la vie sociale. A ce point de vue, la théorie sociologique de la famille peut être réduite à l'examen de deux ordres de relations, savoir : la subordination des sexes et celle des âges, dont l'une institue la famille, tandis que l'autre la maintient.

L'institution du mariage ne pouvait pas échapper à l'ébranlement révolutionnaire de toutes les autres notions sociales, après la décadence de la philosophie théologique, qui leur servait de base. Quand la philosophie positive pourra consolider la subordination des sexes, principe du mariage et de la famille, elle prendra son point de départ dans une exacte connaissance de la nature humaine, suivie d'une judicieuse appréciation de l'ensemble du développement social et de sa phase actuelle. Sans doute l'institution du mariage est modifiée par le cours de l'évolution humaine. Le mariage catholique diffère du mariage romain, qui différait lui-même du mariage grec, et encore plus du mariage égyptien ou oriental, même depuis l'établissement de la monogamie. Les modifications de ce lien fondamental ne sont pas parvenues à leur dernier terme ; mais l'esprit absolu de la philosophie politique actuelle porte trop à confondre de simples modifications avec le

bouleversement total de l'institution. Nous sommes dans une situation morale analogue à celle des temps principaux de la philosophie grecque, où la tendance instinctive et inaperçue à la régénération chrétienne de la famille et de la société donnait déjà naissance, pendant ce long interrègne intellectuel, à des erreurs semblables, comme le témoigne surtout la célèbre satire d'Aristophane où le dévergondage actuel se trouve d'avance si rudement stigmatisé.

La sociologie interdit comme prématuré l'examen des modifications futures du mariage moderne, en vertu du principe qui oblige à procéder de l'ensemble aux détails. L'étude spéciale de ces modifications doit être, en effet, subordonnée à la conception, encore plus ignorée, du système de la réorganisation sociale. Tout ce qu'on peut garantir, c'est que, quelque profonds qu'on puisse supposer ces changements, ils resteront conformes à l'esprit de l'institution. Or cet esprit consiste dans la subordination de la femme à l'homme, dont tous les âges reproduisent le caractère, et que la nouvelle philosophie politique préservera de toute tentative anarchique en lui ôtant ce caractère religieux qui ne peut plus que la compromettre, pour la rattacher à la base fournie par la connaissance de l'organisme individuel et de l'organisme social.

La philosophie biologique commence à faire justice des déclamations sur la prétendue égalité des deux sexes en démontrant, par l'examen anatomique et par l'observation physiologique, les différences physiques et morales qui existent dans toutes les espèces animales, et surtout dans la race humaine. La biologie positive tend à représenter le sexe féminin, principalement dans notre espèce, comme constitué, comparativement à l'autre, en une sorte d'état d'enfance qui l'éloigne du type idéal de la race. Com-

[redacted]

plétant cette appréciation scientifique, la sociologie montrera l'incompatibilité de toute existence sociale avec une chimérique égalité des sexes, en caractérisant les fonctions que chacun d'eux doit remplir dans la famille.

Les considérations indiquées dans l'examen sociologique de la constitution de l'homme permettraient d'ébaucher une telle opération philosophique. Les deux parties de cet examen font ressortir en principe, l'une l'infériorité fondamentale, et l'autre la supériorité secondaire de l'organisme féminin, au point de vue social. La prépondérance des facultés affectives est moins prononcée chez l'homme que chez tout autre animal, et un degré spontané d'activité spéculative constitue le principal attribut cérébral de l'humanité, ainsi que la source du caractère de l'organisme social. Or on ne peut contester, à cet égard, l'infériorité de la femme. Elle est plus impropre que l'homme à la continuité et à l'intensité du travail mental en vertu de la moindre force intrinsèque de son intelligence, ou de sa plus vive susceptibilité morale et physique.

L'expérience a toujours confirmé, même dans les beaux-arts, l'infériorité du genre féminin, malgré les qualités qui distinguent ordinairement ses spirituelles et gracieuses compositions. Quant aux fonctions de gouvernement, fussent-elles réduites à l'état le plus élémentaire et purement relatives à la conduite de la famille, l'inaptitude du sexe féminin est encore plus prononcée, parce que la nature du travail y exige une attention à un ensemble de relations plus compliquées dont aucune partie ne doit être négligée, et en même temps une plus grande indépendance de l'esprit à l'égard des passions, en un mot, plus de raison. Ainsi, sous ce premier aspect, l'économie de la famille humaine ne saurait être intervertie,

à moins de supposer une chimérique transformation de notre organisme cérébral.

En second lieu, nous avons reconnu que les instincts personnels dominent les instincts sympathiques ou sociaux. C'est par l'examen de cette relation, si importante, quoique secondaire, qu'on peut apprécier l'heureuse destination sociale du sexe féminin. En effet, les femmes sont, en général, aussi supérieures aux hommes par un plus grand développement de la sympathie et de la sociabilité qu'elles leur sont inférieures par l'intelligence et par la raison. Ainsi, leur fonction dans la famille, et par suite dans la société, doit être de modifier, par une plus énergique et plus touchante excitation de l'instinct social, la direction de la raison trop froide ou trop grossière de l'homme.

Considérons l'autre élément de la famille, c'est-à-dire la corrélation entre les enfants et les parents, qui, généralisée ensuite dans la société, y produit, à un certain degré, la subordination des âges. Ici les erreurs issues de l'anarchie intellectuelle sont d'un autre genre. La discipline naturelle est, sous ce second aspect, trop irrésistible pour pouvoir être sérieusement contestée. Les champions des droits politiques de la femme ne se sont pas encore avisés de construire une doctrine analogue en faveur de l'enfance.

Tous les âges de la civilisation ont rendu hommage au type de la famille. Où pourrait-on trouver, au même degré, de la part de l'inférieur, une plus respectueuse obéissance, imposée sans avilissement, d'abord par la nécessité et ensuite par la reconnaissance; et chez le supérieur, une autorité plus absolue unie à un plus entier dévouement? La vie de famille restera l'école de la vie sociale, soit pour l'obéissance, soit pour le commandement, qui doivent, en tout autre cas, se rapprocher autant que possible d'un pareil modèle. L'avenir ne pourra que se

conformer, comme le passé, à cette obligation, en tenant compte des modifications que le cours de l'évolution déterminera dans la constitution domestique. Néanmoins, à toutes les époques de décomposition, des sophistes, au lieu de proposer la famille pour modèle à la société, ont cru montrer un grand génie politique en s'efforçant de constituer la famille à l'image de la société, et d'une société alors fort mal ordonnée, en vertu même de l'état exceptionnel qui permettait de telles rêveries.

Pour compléter l'appréciation de la subordination domestique, il importe de remarquer la propriété qu'a la famille d'établir la première notion de la perpétuité sociale, en rattachant l'avenir au passé. A quelque degré que puisse parvenir la progression sociale, il sera toujours important que l'homme ne se croie pas né d'hier, et que l'ensemble de ses institutions et de ses mœurs tende à lier, par un système de signes intellectuels et matériels, ses souvenirs du passé à ses espérances d'avenir. L'esprit révolutionnaire de notre temps devait produire, à cet égard, un ébranlement provisoire, sans lequel l'imagination aurait été trop entravée dans son élan vers la rénovation du système social; mais l'extension de ce dédain passager du passé tend à altérer l'instinct de la sociabilité.

Il nous reste, pour terminer l'ébauche de la statique sociale, à considérer, à un point de vue analogue, l'analyse de la société, envisagée comme groupe de familles, et non pas d'individus.

Les études biologiques montrent que la perfection croissante de l'organisme animal consiste surtout dans la spécialité, de plus en plus prononcée, des diverses fonctions accomplies par des organes de plus en plus distincts et néanmoins solidaires. Tel est le caractère de l'organisme social, et le motif de sa supériorité sur

tout organisme individuel. Peut-on concevoir un plus merveilleux spectacle que cet accord d'une multitude d'individus, doués chacun d'une existence distincte et à un certain degré indépendante, tous disposés, malgré les différences de leurs talents et de leurs caractères, à concourir spontanément à un même développement général, sans s'être nullement concertés, et le plus souvent à l'insu de la plupart d'entre eux, qui croient n'obéir qu'à leurs impulsions personnelles ? Tel est, du moins, l'idéal scientifique du phénomène, dégagé des chocs et des incohérences inséparables d'un organisme aussi compliqué.

La conciliation de la séparation des travaux avec la coopération des efforts, d'autant plus prononcée que la société se complique davantage, constitue le caractère des opérations humaines, quand on s'élève du point de vue domestique au point de vue social. La séparation des travaux ne saurait être très prononcée dans la famille, soit à raison du trop petit nombre d'individus qui la composent, soit surtout parce qu'une telle division est opposée à l'esprit de son institution. Les relations domestiques ne correspondent pas à une association proprement dite ; mais elles composent une véritable *union*, dont le caractère est essentiellement moral, et accessoirement intellectuel. Fondée sur l'attachement et la reconnaissance, l'union domestique est surtout destinée à satisfaire l'ensemble des instincts sympathiques.

Les combinaisons sociales présentent un caractère inverse. Le sentiment de coopération devient prépondérant, et l'instinct sympathique ne peut plus former le lien principal. Sans doute l'homme est, en général, assez heureusement organisé pour aimer ses coopérateurs, quelque nombreux et quelque lointains qu'ils puissent être ; mais

ce sentiment, dû à une précieuse réaction de l'intelligence sur la sociabilité, n'a pas assez d'énergie pour diriger la vie sociale. Quand même un exercice convenable pourrait développer suffisamment l'ensemble des instincts sociaux, la médiocrité intellectuelle de la plupart des hommes ne leur permettrait pas de se former une idée assez nette de relations trop étendues, et trop étrangères à leurs propres occupations, pour qu'il en puisse résulter une stimulation sympathique, susceptible de quelque efficacité. C'est dans la vie domestique que l'homme doit développer ses affections sociales, et c'est peut-être à ce titre que la famille constitue la meilleure préparation à la vie sociale proprement dite; car la concentration est aussi nécessaire aux sentiments que la généralisation aux pensées.

Les hommes, même les plus éminents, qui parviennent à tourner le cours de leurs instincts sympathiques vers l'ensemble de l'espèce ou de la société y sont presque toujours poussés par les désappointements moraux d'une vie domestique dont le but a été manqué. Quelque douce que leur soit alors une telle compensation, l'amour abstrait de l'espèce ne comporte pas la plénitude de satisfaction que peut seul procurer un attachement très limité, et surtout individuel.

La philosophie métaphysique du siècle dernier a commis une erreur capitale en attribuant au principe de la coopération l'origine de l'état social. Loin d'avoir pu produire la société, la coopération en suppose l'établissement préalable. Toutefois la gravité d'une telle erreur me paraît tenir à une confusion entre la vie domestique et la vie sociale, trop ordinaire aux spéculations métaphysiques. Si la participation à une œuvre commune n'a pas déterminé le rapprochement primitif des

familles, elle seule a pu cependant imprimer à leur association spontanée un caractère prononcé et une consistance durable.

L'étude de la vie sauvage montre les diverses familles, quelquefois fort liées pour un but temporaire, retournant, presque comme les animaux, à leur indépendance isolée, dès que l'expédition, ordinairement de guerre ou de chasse, est suffisamment accomplie, bien que certaines opinions communes, formulées par un certain langage uniforme, tendent à les réunir d'une manière permanente en tribus plus ou moins nombreuses.

C'est sur le principe de la coopération que doit reposer l'analyse de la société, dont le caractère dépend de ce principe, mais dont l'établissement et le maintien n'ont pu avoir lieu sans la participation de l'instinct sympathique, qui est destiné en outre à répandre sur tous les actes de la vie sociale un indispensable charme moral.

Un principe aussi évident semble à l'abri de toute attaque. Mais, après avoir vu la philosophie métaphysique nier, à la stupide satisfaction des beaux esprits contemporains, l'utilité de la société elle-même, peut-on s'étonner de la production de tout autre sophisme, quelque important qu'en soit l'objet, et quelque absurde qu'en soit la pensée? Aussi, de nos jours, une sorte de métaphysique spéciale attaque-t-elle l'antique maxime de la répartition des travaux et de la spécialisation correspondante des occupations individuelles. La division des opérations et la persévérance des efforts ne sont plus regardées comme d'indispensables conditions de succès. Poursuivre à la fois beaucoup d'occupations différentes, et passer à dessein de l'une à l'autre avec toute la rapidité possible, tel est le nouveau plan de travail qu'on ose recommander comme essentiellement *attrayant*.

Pour analyser le principe de la coopération des familles à des travaux spéciaux et séparés, il faut concevoir cette coopération dans son étendue rationnelle, c'est-à-dire l'appliquer à l'ensemble de toutes les opérations, au lieu de la borner à de simples usages matériels. On est alors conduit à regarder, non seulement les individus et les classes, mais encore les différents peuples, comme participant à une œuvre immense dont le développement lie les coopérateurs actuels à la série de leurs prédécesseurs et à la suite de leurs successeurs.

L'homme ne peut guère subsister dans un état d'isolement volontaire; cependant la famille peut vivre séparément, parce qu'elle réalise l'ébauche de division du travail, indispensable à une satisfaction grossière des premiers besoins, ainsi que la vie sauvage en offre de nombreux exemples. Mais, avec un tel mode d'existence, il n'y a pas encore de société, et le rapprochement des familles est sans cesse exposé à des ruptures temporaires, provoquées par les moindres incidents. C'est seulement quand la répartition régulière des travaux s'est convenablement étendue que l'état social acquiert une consistance et une stabilité supérieures aux divergences particulières. L'habitude de cette coopération partielle est, en effet, propre à développer, par voie de réaction intellectuelle, l'instinct social, en inspirant à chaque famille le sentiment de sa dépendance des autres et celui de son importance personnelle. Ainsi envisagée, l'organisation sociale tend de plus en plus à reposer sur l'appréciation des diversités individuelles.

Les travaux doivent être répartis de manière à appliquer chacun à la destination qu'il peut le mieux remplir, nor seulement d'après sa nature, mais encore d'après son édu cation, sa position et l'ensemble de ses principaux caract

res. De cette manière, toutes les organisations individuelles seront utilisées pour le bien commun. Tel est, du moins, le type idéal qu'on doit concevoir comme une limite de l'ordre réel. C'est surtout en ce sens que l'organisme social doit ressembler à l'organisme domestique. Mais la discipline sociale est plus artificielle, et à ce titre plus imparfaite que la discipline domestique, dont la nature a fait d'avance tous les frais essentiels.

C'est sur l'examen de la répartition des travaux que repose la théorie de la statique sociale proprement dite; car on y trouve le germe de la corrélation entre l'idée de société et l'idée de gouvernement.

La répartition des travaux suscite, à un degré proportionnel, les divergences particulières, à la fois intellectuelles et morales, dont l'influence combinée exige, dans la même mesure, une discipline permanente, propre à prévenir ou à contenir sans cesse leur discordance. Si d'une part la séparation des fonctions permet à l'esprit de détail un développement qui serait impossible autrement, elle tend d'autre part à étouffer l'esprit d'ensemble, ou du moins à l'entraver. Pareillement, au point de vue moral, en même temps que chacun est placé sous une étroite dépendance de la masse, il en est détourné par son activité spéciale, qui le rappelle constamment à son intérêt privé. A l'un et à l'autre titre, les inconvénients de la spécialisation augmentent avec les avantages. La spécialité des idées et des relations rétrécit l'intelligence, tout en l'aiguisant sans cesse en un sens unique; elle isole l'intérêt particulier de l'intérêt général. Les affections sociales, concentrées entre les individus de même profession, deviennent étrangères à toutes les autres classes, faute d'une suffisante analogie de mœurs et de pensées. C'est ainsi que le même principe qui a permis le développement et l'ex-

tension de la société, menace, sous un autre aspect, de la décomposer en une multitude de corporations incohérentes. De même, la première cause de l'habileté humaine paraît destinée à produire des esprits très capables sous un aspect unique, et monstrueusement ineptes sous tous les autres, esprits trop communs chez les peuples les plus civilisés, où ils excitent l'admiration universelle.

Si l'on a justement déploré dans l'ordre matériel le sort de l'ouvrier occupé, pendant toute sa vie, à la fabrication des manches de couteaux ou des têtes d'épingles, la saine philosophie ne doit pas faire moins regretter dans l'ordre intellectuel l'emploi exclusif et continu d'un cerveau humain à la résolution de quelques équations ou au classement de quelques insectes. L'effet moral, dans l'un et l'autre cas, est malheureusement analogue. C'est toujours de tendre à inspirer une désastreuse indifférence pour le cours général des affaires humaines, pourvu qu'il y ait toujours des équations à résoudre et des épingles à fabriquer. Cette sorte d'automatisme humain ne constitue heureusement que l'extrême influence dispersive du principe de la spécialisation; mais sa réalisation, déjà trop fréquente, doit y faire attacher une grande importance.

La destination du gouvernement consiste à contenir et à prévenir, autant que possible, la dispersion des idées, des sentiments et des intérêts, qui, si elle pouvait suivre son cours sans obstacles, finirait par arrêter la progression sociale. Cette conception constitue la base de la théorie du gouvernement, envisagé dans sa plus noble extension, c'est-à-dire comme caractérisé par la réaction, d'abord spontanée et ensuite régularisée, de l'ensemble sur les parties. En effet, le seul moyen d'empêcher une telle dispersion consiste à ériger cette réaction en une nouvelle fonction susceptible d'intervenir dans l'accomplissement

de toutes les fonctions particulières, pour y rappeler la pensée de l'ensemble et le sentiment de la solidarité commune avec d'autant plus d'énergie que l'activité individuelle tend à les effacer davantage. C'est ainsi que doit être conçue la participation du gouvernement au développement de la vie sociale, indépendamment des grossières attributions d'ordre matériel, auxquelles on veut réduire sa destination. Sans exécuter par lui-même aucun progrès déterminé, il contribue dès lors à tous ceux de la société.

L'intensité de cette fonction régulatrice, loin de décroître à mesure que l'évolution humaine s'accomplit, devient plus indispensable. C'est la prédominance de l'esprit d'ensemble qui constitue le caractère du gouvernement, sous quelque aspect qu'on l'envisage.

On peut concevoir combien est irrationnelle cette antipathie pour toute doctrine générale, qui distingue la plupart des savants actuels. L'esprit d'ensemble et l'esprit de détail sont également indispensables. Ils doivent alternativement prédominer dans le cours de l'évolution, suivant la nature des progrès que sa marche réserve à chaque époque. L'analyse des plus grands besoins de la société actuelle indique que, si pendant les trois derniers siècles l'esprit de détail a dû être prépondérant pour opérer la décomposition de l'ancienne organisation, et pour faciliter le développement des éléments d'un ordre nouveau, c'est maintenant à l'esprit d'ensemble qu'il appartient de présider à la réorganisation.

Après avoir signalé la destination du gouvernement, je dois expliquer comment son action tend à résulter du cours de l'économie sociale. La tendance dispersive, inhérente à la spécialisation des travaux, a toujours existé, et s'est développée de plus en plus. Il a donc fallu aussi que

[redacted]

l'influence destinée à la neutraliser suffisamment ait été également spontanée et croissante, pour que l'économie sociale ait pu subsister. En effet, la répartition des opérations établit une subordination croissante, qui tend à faire ressortir le gouvernement de la société elle-même. Cette subordination n'est pas seulement matérielle; elle est surtout intellectuelle et morale, c'est-à-dire qu'elle exige, outre la soumission pratique, un certain degré de confiance, soit dans la capacité, soit dans la probité des organes spéciaux, auxquels est exclusivement confiée une fonction précédemment universelle. Rien n'est plus sensible dans le système très développé de notre économie sociale, où chaque jour, par une suite nécessaire de la subdivision du travail, chacun de nous fait reposer le maintien de sa vie sur l'aptitude et la moralité d'une foule d'agents presque inconnus, dont l'ineptie ou la perversité pourraient exposer beaucoup de monde. Une telle condition appartient à tous les modes de l'existence sociale : si elle est surtout attribuée aux sociétés industrielles, c'est parce qu'elle y est plus prononcée, à raison d'une spécialisation plus intime; mais on la retrouve dans les sociétés militaires, comme le montre l'analyse statique d'une armée, d'un vaisseau, ou de toute autre corporation active.

L'appréciation de cette subordination spontanée en fait découvrir la loi, qui consiste en ce que les diverses sortes d'opérations particulières se placent naturellement sous la direction de celles qui sont du degré de généralité immédiatement supérieur. On peut s'en convaincre en analysant chaque spécialisation du travail à l'instant où elle prend un caractère nettement séparé. Une telle loi fait comprendre la liaison de la subordination sociale avec la subordination politique, qui est la base du gourvernement,

et qui se présente comme le dernier degré d'une hiérarchie de plus en plus étendue. Les fonctions particulières de l'économie sociale, étant dès lors engagées dans des relations d'une généralité croissante, doivent tendre à s'assujettir à la direction émanée de la fonction la plus générale, qui est caractérisée par l'action de l'ensemble sur les parties. D'un autre côté, les agents de cette action régulatrice doivent être secondés dans leur développement par une autre conséquence de la répartition des travaux, qui favorise l'essor des inégalités intellectuelles et morales. En effet, cet essor doit rester presque entièrement comprimé, tant que la concentration des opérations, réduisant l'homme à la vie domestique, absorbe son activité pour la satisfaction des besoins de la famille.

Les différences individuelles, vraiment tranchées, se font sentir dans tout état social. Cependant la division du travail et le loisir qu'elle a pu procurer ont été nécessaires au développement prononcé des prééminences intellectuelles, sur lesquelles repose, en majeure partie, l'ascendant politique durable. La civilisation a la propriété de développer les inégalités morales, et encore plus les inégalités intellectuelles; mais les forces morales et intellectuelles ne peuvent être unies à la manière des forces physiques.

S'il s'agit de lutter de vigueur physique, ou même de richesse, quelle que puisse être la supériorité d'un individu ou d'une famille, une coalition suffisamment nombreuse des moindres individualités sociales en viendra aisément à bout. Par exemple, la plus immense fortune particulière ne saurait soutenir la concurrence avec la puissance financière d'une nation un peu étendue, dont le trésor public n'est pourtant formé que d'une multitude de cotisat minimes.

Si l'entreprise dépend surtout d'une haute valeur intellectuelle, comme une conception scientifique ou poétique, aucune réunion d'esprits ordinaires, si vaste qu'on la suppose, ne pourra lutter avec un Descartes ou un Corneille. De même, sous l'aspect moral, lorsque la société aura besoin d'un grand dévouement, elle ne pourra le composer de l'accumulation de dévouements médiocres. A l'un et à l'autre titre, le nombre des individus ne peut qu'augmenter l'espoir d'y mieux trouver l'organe de la fonction proposée.

Telle est la tendance de toute société à un gouvernement spontané. Cette tendance est en harmonie, dans notre nature individuelle, avec un système correspondant de penchants spéciaux, les uns vers le commandement, les autres vers l'obéissance. Il ne faut pas regarder la disposition trop vulgaire à commander comme le signe d'une vocation de gouvernement. C'est ainsi que les femmes, si passionnées pour la domination, sont ordinairement impropres à tout gouvernement, même domestique. Il existe chez la plupart des hommes une disposition à l'obéissance. Nous sommes tous plus ou moins enclins à respecter chez nos semblables une supériorité quelconque, intellectuelle ou morale. Au milieu même des plus violentes convulsions politiques, quand l'économie sociale semble menacée de dissolution, l'instinct des masses manifeste encore cette tendance, qui, jusque dans l'accomplissement des démolitions les plus révolutionnaires, leur inspire l'obéissance aux supériorités intellectuelles et morales, dont elles suivent la direction, et dont elles ont souvent sollicité la domination temporaire. Ainsi la spontanéité des dispositions individuelles est en harmonie avec le cours des relations sociales, pour établir que la subordination politique est aussi inévitable qu'indispen-

sable; ce qui complète l'ébauche de la statique sociale.

La condensation et l'abstraction, peut-être excessives, de ces conceptions pourront d'abord mettre obstacle à leur appréciation directe; mais l'usage qui en sera fait dans les leçons suivantes dissipera cette première incertitude. Dans ces considérations statiques, la vie individuelle a été caractérisée par la prépondérance des instincts personnels; la vie domestique, par l'essor des instincts sympathiques; la vie sociale, par le développement des influences intellectuelles. Chacun de ces trois degrés de l'existence est destiné à préparer le suivant. Il en résulte la coordination de la morale, d'abord personnelle, ensuite domestique, et enfin sociale. La première assujettit à une sage discipline la conservation de l'individu; la seconde tend à faire prédominer la sympathie sur l'égoïsme; et la dernière à diriger l'ensemble de nos penchants d'après les indications d'une raison convenablement développée, toujours préoccupée de la considération de l'économie générale, de manière à faire concourir au but commun toutes les facultés de notre nature selon les lois qui leur sont propres.

Après avoir exposé la théorie de la statique sociale, nous devons procéder à l'étude de la dynamique sociale en consacrant d'abord la leçon suivante à apprécier l'ensemble de l'évolution humaine.

CINQUANTE ET UNIÈME LEÇON

Sommaire. — Dynamique sociale, ou théorie du progrès.

Pour mieux faire apprécier les lois de la progression sociale, il importe d'expliquer d'abord la direction de cette grande évolution, ainsi que sa vitesse et la subordination de ses divers éléments. L'ensemble du développement fait de plus en plus ressortir les facultés caractéristiques de l'humanité par rapport à celles de l'animalité, et surtout à celles qui nous sont communes avec tout le règne organique. C'est en ce sens que la plus éminente civilisation est conforme à notre nature, puisqu'elle ne constitue qu'une manifestation plus prononcée des principales propriétés de notre espèce.

Toute la philosophie biologique concourt à démontrer que, dans l'ensemble de la hiérarchie animale, la dignité propre à chaque race est déterminée par la prépondérance de plus en plus prononcée de la vie animale sur la vie organique, à mesure qu'on se rapproche de l'organisme humain. L'évolution sociale constitue le dernier terme de cette progression générale. Le développement des fonctions animales, principalement celui des fonctions intellectuelles et morales, tend de plus en plus à une prédominance, qui toutefois ne saurait jamais être atteinte, même dans la plus haute perfection. L'ensemble du pro-

grès humain est ainsi rattaché à la série du perfectionnement animal, dont il réalise le plus haut degré.

En développant l'action de l'homme sur le monde extérieur, la civilisation semble d'abord devoir concentrer l'attention sur les soins de l'existence matérielle, dont l'entretien et l'amélioration constituent en apparence le principal objet de la plupart des occupations sociales. Un examen plus approfondi démontre que ce développement tend à faire prévaloir les plus éminentes facultés, soit par la sécurité qu'il inspire à l'égard des besoins physiques, dont la considération devient ainsi moins absorbante, soit par l'excitation qu'il imprime aux fonctions intellectuelles et aux sentiments sociaux.

Dans l'enfance sociale, les instincts relatifs à la conservation matérielle sont tellement prépondérants que l'instinct sexuel lui-même, malgré sa grossière énergie, en est d'abord dominé. Les affections domestiques sont moins prononcées, et les affections sociales s'étendent à une imperceptible fraction de l'humanité, en dehors de laquelle tout devient étranger et même ennemi. Les passions haineuses restent, après les appétits physiques, le principal mobile de l'existence. Quant aux facultés intellectuelles, l'imprévoyance qui caractérise la vie sauvage permet de constater le peu d'influence qu'exerce alors la raison sur la conduite de l'homme. Les facultés sont encore engourdies, ou du moins il n'y a d'activité prononcée que chez les plus inférieures d'entre elles, qui sont relatives à l'exercice des sens. Les facultés d'abstraction et de combinaison demeurent presque entièrement inertes. La curiosité qu'inspire le spectacle de la nature se contente alors des moindres ébauches d'explication théologique. Enfin les divertissements, qui se distinguent surtout par une violente activité musculaire, sont aussi

peu favorables au développement de l'intelligence qu'à celui de la sociabilité.

Sous quelque aspect qu'on étudie les divers âges de la société, on trouvera toujours que le résultat de l'évolution consiste, non pas seulement à améliorer la condition matérielle de l'homme par l'extension continue de son action sur le monde extérieur, mais surtout à développer par l'exercice les facultés les plus éminentes, soit en diminuant l'empire des appétits physiques et en stimulant les instincts sociaux, soit en excitant les fonctions intellectuelles même les plus élevées, et en augmentant l'influence de la raison sur la conduite. En ce sens, le développement individuel reproduit les principales phases du développement social. Aussi l'un et l'autre ont-ils pour but commun de subordonner la satisfaction des instincts personnels à l'exercice des instincts sociaux, et d'assujettir les passions aux règles imposées par une intelligence de plus en plus prépondérante.

Au point de vue anatomique, on pourrait caractériser cette tendance en la faisant consister à déterminer par l'exercice un ascendant de plus en plus marqué des différents organes de l'appareil cérébral, à mesure qu'ils s'éloignent davantage de la région vertébrale pour se rapprocher de la région frontale. Tel est le type idéal, dont la réalisation de plus en plus parfaite caractérise le cours de l'évolution humaine, soit dans l'individu, soit dans l'espèce.

Une pareille notion permet de distinguer la part de la nature et celle de l'art : le développement humain doit être jugé naturel, en ce qu'il tend à faire prévaloir les attributs de l'humanité sur ceux de l'animalité ; il se présente, en même temps, comme artificiel, puisqu'il consiste à obtenir, par l'exercice des facultés, un ascendant d'autant

plus marqué pour chacune d'elles qu'elle est primitivement moins énergique. De là résulte l'explication scientifique de cette lutte entre notre humanité et notre animalité qui a été reconnue depuis l'origine de la civilisation.

La direction de l'évolution humaine étant définie, nous allons considérer cette évolution relativement à sa vitesse, en faisant abstraction des différences qui peuvent résulter du climat, de la race, ou de toutes les autres causes modificatrices, dont l'influence doit être écartée dans une première ébauche de la dynamique sociale. Cette vitesse est déterminée par l'influence combinée des principales conditions relatives d'une part à l'organisme humain, d'autre part au milieu dans lequel il se développe ; mais l'invariabilité même de ces conditions et l'impossibilité de suspendre ou de restreindre leur empire ne permettent pas d'en mesurer exactement l'importance. Notre développement serait accéléré ou retardé par tout changement favorable ou contraire que l'on supposerait opéré dans ces différentes influences, soit organiques, soit inorganiques, en imaginant, par exemple, que notre appareil cérébral offrît une moindre infériorité anatomique de la région frontale, ou que notre planète devînt plus grande ou mieux habitable. L'analyse sociologique ne saurait atteindre que les conditions accessoires, en vertu des variations appréciables dont elles sont susceptibles.

Parmi les puissances secondaires qui concourent à déterminer la vitesse du développement, on peut d'abord signaler, d'après Georges Leroy, l'influence de *l'ennui*, influence d'ailleurs fort exagérée par ce philosophe.

L'homme ne peut être heureux sans une suffisante activité de ses diverses facultés. Dans toute situation, il tend à remplir cette indispensable condition du bonheur. La difficulté de plus en plus prononcée qu'il éprouve à réa-

liser un développement compatible avec la supériorité de sa nature le rend plus sujet que les autres animaux à cet état de pénible langueur qui indique l'existence des facultés et leur activité insuffisante. Une telle disposition, à la fois intellectuelle et morale, a dû puissamment contribuer, dans l'enfance de l'humanité, à accélérer l'évolution. Toutefois cette influence n'a pu devenir prononcée que dans un état social assez avancé pour faire sentir le besoin d'exercer les plus éminentes facultés, qui sont aussi les moins énergiques.

Les facultés les moins élevées comportent un si commode exercice qu'elles ne sauraient déterminer un véritable ennui, susceptible de produire une heureuse réaction cérébrale. Les sauvages et les enfants ne s'ennuient pas, tant que leur activité physique n'est pas entravée. Un sommeil facile et prolongé les empêche, à la manière des animaux, de sentir péniblement leur torpeur intellectuelle. Ainsi, en représentant l'ennui comme le mobile du développement social, G. Leroy a confondu un symptôme avec un principe, outre l'erreur qui lui faisait trop exclusivement attribuer à l'homme une telle propriété. Malgré cette fausse appréciation, il était indispensable de signaler la participation d'une telle influence.

Je dois indiquer, en second lieu, la durée ordinaire de la vie humaine, qui influe sur la vitesse de l'évolution peut-être plus que tout autre élément appréciable. La progression sociale repose essentiellement sur la mort, c'est-à-dire que les pas successifs de l'humanité supposent un renouvellement assez rapide des agents du mouvement général, qui, presque imperceptible dans le cours de chaque vie individuelle, ne devient prononcé qu'en passant d'une génération à la suivante. L'organisme social subit la même condition que l'organisme individuel, où,

après un temps déterminé, les diverses parties qui sont devenues, par suite des phénomènes vitaux, impropres à concourir à sa composition doivent être graduellement remplacées par de nouveaux éléments.

Pour apprécier une telle nécessité sociale, il serait superflu de supposer à la vie humaine une durée indéfinie : il en résulterait la suppression presque totale du mouvement progressif. Sans aller jusqu'à cette limite, il suffirait, par exemple, d'imaginer que la durée effective fût seulement décuplée, en concevant d'ailleurs que les diverses époques conservassent les mêmes proportions. Si rien n'était changé, du reste, dans la constitution du cerveau, une telle hypothèse ralentirait le développement social ; car la lutte qui s'établit spontanément entre l'instinct de conservation, caractère de la vieillesse, et l'instinct d'innovation, attribut de la jeunesse, se trouverait altérée en faveur du premier élément.

Ceux qui ont le plus contribué dans leur virilité au progrès de la société ne peuvent conserver longtemps leur prépondérance sans devenir plus ou moins hostiles au développement ultérieur. D'une part, une durée trop prolongée de la vie retarderait l'évolution sociale ; d'autre part, une existence trop éphémère deviendrait un obstacle en attribuant un empire exagéré à l'instinct d'innovation. La résistance opposée par l'instinct conservateur de la vieillesse peut seul obliger l'esprit d'amélioration à subordonner ses efforts à l'ensemble des résultats antérieurs. Sans ce frein, on ne serait que trop disposé à se contenter de tentatives ébauchées et d'aperçus incomplets, qui ne pourraient permettre aucun développement fécond et persévérant. Telle serait la suite d'une notable diminution dans la durée de la vie, si, par exemple, on la supposait réduite au quart ou à la moitié de ce qu'elle est aujo-

hui. L'évolution sociale serait donc également incompatible avec un renouvellement trop lent ou trop rapide des diverses générations.

Les partisans des causes finales s'efforceraient vainement d'appliquer cette considération à la justification de leur absurde optimisme; car, si l'ordre réel se trouve plus ou moins conforme à la marche des phénomènes, il s'en faut de beaucoup que la disposition de l'économie naturelle soit aussi favorable à sa destination qu'il serait aisé de le concevoir. La brièveté excessive de la vie est une des causes de la lenteur du développement social, bien que cette lenteur dépende surtout de l'imperfection de notre organisme. L'extrême rapidité d'une existence dont trente ans à peine, au milieu de nombreuses entraves physiques ou morales, peuvent être employés autrement qu'en préparation à la vie ou à la mort, établit un insuffisant équilibre entre ce que l'homme peut concevoir et ce qu'il peut exécuter. Tous ceux qui se sont voués au développement de l'esprit humain ont senti avec amertume combien le temps manquait à l'élaboration de leurs conceptions les mieux arrêtées, dont ils n'ont pu ordinairement réaliser que la moindre partie.

On regarderait en vain le renouvellement plus rapide des coopérateurs successifs comme réparant suffisamment la durée trop circonscrite de l'activité individuelle. Cette compensation est, malgré son importance, fort imparfaite, soit à raison de la perte de temps qu'exige la préparation de chaque successeur, soit surtout en ce que cette succession est rendue très incomplète par la dificulté de se placer directement au point de vue e dans la direction précise des travaux antérieurs, dificul d'autant plus prononcée que les nouveaux collabor teurs ont plus de valeur réelle. La continuité des effo

successifs ne peut être pleinement établie entre divers individus qu'à l'égard d'opérations très simples et presque entièrement matérielles, où les diverses forces humaines s'ajoutent aisément. Elle ne peut être organisée d'une manière satisfaisante pour les travaux les plus difficiles et les plus éminents, où rien ne saurait remplacer l'influence d'une persévérante unité. Les forces intellectuelles et morales ne sont pas plus susceptibles de morcellement et d'addition entre successeurs qu'entre contemporains.

Nous devons enfin signaler, parmi les causes qui modifient la vitesse de l'évolution sociale, l'accroissement de la population, qui contribue à déterminer dans l'ensemble du travail une division de plus en plus spéciale.

Une telle condensation excite les individus à tenter de nouveaux efforts pour s'assurer par des moyens plus raffinés une existence qui autrement deviendrait plus difficile, et elle oblige la société à réagir avec plus d'énergie pour lutter contre les divergences particulières. A l'un et à l'autre titre, il ne s'agit pas ici de l'augmentation absolue du nombre des individus, mais surtout de leur concours plus intense sur un espace donné. En créant de nouveaux besoins et des difficultés nouvelles, cette agglomération développe aussi des moyens nouveaux, non seulement pour le progrès, mais encore pour l'ordre, en neutralisant les inégalités physiques, et en donnant une importance croissante aux forces intellectuelles et morales. Telle est l'influence de cette condensation continue. Si on l'envisage relativement à la vitesse, on y trouvera une nouvelle cause de l'accélération du mouvement social dans la perturbation qu'éprouve l'antagonisme entre l'instinct de conservation et l'instinct d'innovation, ce dernier devant acquérir dès lors un surcroît d'énergie.

En ce sens, l'influence sociologique d'un plus prompt

accroissement de population est analogue à celle que nous venons d'apprécier pour la durée de la vie; car il importe peu que le renouvellement plus fréquent des individus tienne à la moindre longévité des uns ou à la multiplication plus hâtive des autres. Il faut remarquer, comme dans le cas précédent, que, si cette condensation et cette rapidité dépassaient un certain degré, elles cesseraient de favoriser l'évolution, et lui susciteraient de puissants obstacles; mais le mouvement de la population est toujours demeuré inférieur aux limites où doivent commencer de tels inconvénients.

Notre postérité, dans un avenir trop éloigné pour pouvoir inspirer aujourd'hui aucune préoccupation raisonnable, aura seule à s'inquiéter de cette tendance, à laquelle la petitesse de notre planète et la limitation des ressources devront faire attacher une grande importance, quand notre espèce se trouvera partout aussi condensée qu'elle l'est déjà dans l'Europe occidentale. A cette époque, le développement plus complet de la nature humaine et la connaissance plus exacte des lois de l'évolution sociale fourniront sans doute, pour résister avec succès à de telles causes de destruction, des moyens nouveaux dont nous ne pouvons nous former aucune idée.

Après avoir apprécié les éléments qui concourent à modifier par une influence plus ou moins mesurable la vitesse du développement humain, je dois indiquer la subordination que présentent entre eux les divers aspects de ce développement.

Malgré la solidarité qui règne entre les éléments de notre évolution, l'un d'eux doit être prépondérant, de manière à imprimer aux autres une impulsion primitive et à recevoir, à son tour, de leur évolution un essor nouveau. Il s'agit de discerner cet élément prépondérant, dont la

considération devra diriger notre exposition dynamique. Ainsi réduite, la détermination ne saurait présenter aucune difficulté, puisqu'il suffit de distinguer l'élément social dont le développement pourrait le mieux être conçu, abstraction faite de celui de tous les autres, malgré leur connexité; tandis que la notion s'en reproduirait inévitablement dans la considération du développement de ceux-ci. A ce caractère décisif, on ne saurait hésiter à placer en première ligne l'évolution intellectuelle comme principe de l'ensemble de l'évolution humaine.

Si le point de vue intellectuel doit dominer dans l'étude statique de l'organisme social, à plus forte raison doit-il en être de même dans l'étude du mouvement des sociétés. Bien que l'intelligence ait besoin de la stimulation qu'inspirent les appétits, les passions et les sentiments, c'est cependant sous sa direction que s'est accompli l'ensemble de la progression.

L'analyse statique montre que l'organisme social repose sur certaines opinions. La variation de ces opinions doit donc exercer une influence prépondérante sur les modifications successives de la vie de l'humanité. L'histoire de la société est dominée par l'histoire de l'esprit humain. Nous devons donc choisir ici, ou plutôt conserver l'histoire générale de l'esprit humain comme guide de notre étude historique. Par une suite rigoureuse du même principe, il faudra nous attacher, dans cette histoire intellectuelle, aux conceptions les plus générales et les plus abstraites. C'est donc l'appréciation du système des opinions relatives à l'ensemble des phénomènes quelconques, en un mot l'histoire de la *philosophie* qui devra présider à la coordination de notre analyse historique.

Nous pouvons maintenant examiner la conception de la dynamique sociale en considérant surtout les lois de la

marche de l'esprit humain. Le principe de cette théorie consiste dans la loi philosophique que j'ai découverte en 1822 sur la succession constante des trois états généraux, l'état théologique, l'état métaphyque, enfin l'état positif, par lesquels passe l'intelligence en un genre quelconque de spéculations.

Depuis la découverte de cette loi, tous les savants doués de quelque portée philosophique sont convenus de son exactitude dans les diverses sciences. Les objections que j'ai rencontrées portaient non pas sur le fait lui-même, mais sur son universalité. Ce fait me semble ainsi implicitement reconnu dans les différentes sciences qui sont aujourd'hui positives, c'est-à-dire que la triple évolution intellectuelle est admise pour tous les cas où elle est accomplie ; on ne paraît y appliquer aucune autre restriction que l'impossibilité de l'étendre aux spéculations sociales.

Il importe d'insister sur l'explication d'une telle loi, qui, à l'état de fait général, resterait dépourvue de sa principale efficacité. Il est possible en sociologie de concevoir *à priori* toutes les relations des phénomènes, indépendamment de leur exploration directe, d'après les bases fournies par la théorie biologique de l'homme. Or cette opération ne peut présenter en aucun cas un intérêt plus capital qu'à l'égard de la loi la plus importante de la dynamique sociale. Nous devons donc indiquer les motifs puisés dans la connaissance de la nature humaine qui ont rendu inévitable et indispensable la succession des phénomènes sociaux envisagés par rapport à l'évolution intellectuelle qui domine leur marche.

La nécessité de cette évolution résulte de la tendance de l'homme à transporter le sentiment de sa nature à l'explication de tous les phénomènes. Bien qu'on ait justement signalé la difficulté de se connaître soi-même, il ne

faut pas attacher un sens trop absolu à cette remarque, qui ne peut se rapporter qu'à un état intellectuel déjà très avancé. L'esprit humain a dû, en effet, parvenir dans ses méditations à un degré notable de raffinement avant de pouvoir s'étonner de ses propres actes en réfléchissant sur lui-même une activité spéculative que le monde extérieur devait d'abord seul provoquer.

Si d'une part l'homme commence par se regarder comme le centre de tout, il est d'autre part non moins disposé à s'ériger en type universel. Il ne peut alors expliquer les phénomènes qu'en les assimilant à ses propres actes, les seuls dont il s'imagine comprendre le mode de production par la sensation qui les accompagne. On peut donc établir, en renversant l'aphorisme ordinaire, que l'homme ne connaît d'abord que lui-même : sa philosophie primitive consiste à transporter plus ou moins heureusement cette connaissance à tous les sujets qui peuvent attirer son attention.

Telle est l'origine de la philosophie théologique, dont l'esprit consiste à expliquer la nature intime des phénomènes et leur mode essentiel de production en les assimilant aux actes produits par les volontés humaines, d'après cette tendance à regarder tous les êtres comme vivant d'une vie analogue à celle de l'homme, et d'ailleurs le plus souvent supérieure à cause de leur plus grande énergie. Cet expédient est si naturel que l'homme n'a pu y renoncer, même dans l'état le plus avancé de son évolution intellectuelle, qu'en se restreignant à la détermination des lois des phénomènes, abstraction faite de leurs causes.

Aujourd'hui encore, lorsque le génie tente de franchir ces limites, il retombe dans le cercle primitif des erreurs, parce qu'il reprend un point de départ et un but analogues en attribuant la production des phénomènes à des volontés

spéciales. Pour me borner à un exemple décisif, il me suffira d'indiquer l'erreur de Malebranche relativement à l'explication des lois mathématiques du choc élémentaire des corps solides. Quand un tel esprit, dans un siècle aussi éclairé, n'a pu concevoir, pour expliquer cette théorie, que l'activité continue d'une providence directe et spéciale, une pareille vérification rend irrécusable la tendance de l'intelligence vers une philosophie théologique, toutes les fois qu'elle veut pénétrer la nature intime des phénomènes.

La spontanéité de la philosophie théologique constitue sa principale propriété et la source de son long ascendant. En effet, la destination d'une telle philosophie, seule apte à ouvrir une issue à l'évolution intellectuelle, en résulte immédiatement. Il était impossible d'établir primitivement en un sujet quelconque aucune théorie positive, c'est-à-dire aucune conception fondée sur un système convenable d'observations. Indépendamment du temps exigé pour l'accumulation de telles observations, l'esprit humain ne pouvait les entreprendre, à moins d'être dirigé par une théorie.

Tel est, au point de vue logique, l'office de la philosophie théologique dans l'évolution intellectuelle, où l'imagination devance toujours l'observation, aussi bien pour l'espèce que pour l'individu. C'est à cette philosophie qu'il appartenait de dégager l'esprit humain du cercle vicieux où il se trouvait, obligé d'observer d'abord pour parvenir à des conceptions convenables et de commencer par concevoir des théories pour entreprendre ensuite des observations suivies. Il n'y avait d'autre solution possible que l'assimilation de tous les phénomènes aux actes humains, soit directement d'après la fiction originaire qui anime chaque corps d'une vie semblable à la nôtre, soit

[redacted]

indirectement d'après l'hypothèse qui superpose à l'ensemble du monde visible un monde invisible peuplé d'agents surhumains, dont l'activité détermine tous les phénomènes appréciables en modifiant à son gré une matière qui serait vouée sans elle à une inertie totale.

C'est surtout dans ce second état que la philosophie théologique fournit les ressources les plus étendues pour satisfaire aux besoins naissants d'une intelligence alors disposée à préférer naïvement les explications les plus illusoires. A chaque nouvel embarras provenant du spectacle de la nature, il suffit d'opposer la conception d'une volonté nouvelle chez l'agent correspondant ou la création peu coûteuse d'un agent nouveau. Quelque vaines que paraissent aujourd'hui ces puériles spéculations, il ne faut pas oublier qu'elles ont pu seules tirer l'esprit humain de sa torpeur primitive en offrant à son activité l'unique élément qui pût d'abord exister.

A ces motifs purement intellectuels viennent se joindre les motifs moraux et surtout sociaux qui rendent incontestable une telle nécessité. La philosophie théologique pouvait seule, à l'origine, animer l'homme d'une confiance énergique en lui inspirant, au sujet de sa position et de sa puissance, un sentiment de suprématie universelle. Regardant tous les phénomènes comme régis par des volontés surhumaines, il espérait modifier la nature au gré de ses désirs, non pas d'après ses ressources personnelles, dont la misérable insuffisance était alors trop évidente, mais en vertu de l'empire illimité qu'il attribuait à ces puissances idéales, pourvu qu'il parvînt, à l'aide de sollicitations convenables, à se concilier leur intervention.

Si l'homme avait pu d'abord concevoir le monde comme assujetti à des lois invariables, l'impossibilité où il se fût trouvé de les connaître et d'en modifier l'exercice lui eût

inspiré un fatal découragement, et l'eût empêché de sortir de son apathie et de sa torpeur mentale.

Depuis que le développement social nous a conduits à exercer enfin sur la nature une action suffisamment étendue, nous avons appris à nous passer, pour le soulagement de nos misères, des secours surnaturels, dont une longue expérience nous a fait sentir la stérilité. Mais les dispositions primitives devaient être inverses, parce que la situation générale avait un caractère opposé. La confiance et le courage ne pouvaient alors venir que d'en haut, grâce aux illusions qui promettaient ainsi une puissance presque illimitée. Je fais même abstraction des espérances relatives à la vie future, qui n'ont pu acquérir que très tard une haute importance sociale, comme l'histoire le confirme.

La philosophie théologique a d'abord développé l'énergie morale, en même temps que l'activité mentale, en faisant entrevoir dans toutes les entreprises la possibilité d'une assistance surhumaine. Si même aux époques plus avancées on analyse l'influence de l'esprit religieux sur la conduite de la vie, on trouvera toujours que la confiance qu'il inspire résulte bien plus de la croyance à un secours actuel et spécial que de l'uniforme perspective d'une existence future. Tel est le caractère de la situation remarquable que produit dans le cerveau le phénomène intellectuel et moral de la *prière*.

Depuis la décroissance de l'esprit religieux, on a dû créer la notion de *miracle* pour caractériser les événements, dès lors exceptionnels, attribués à l'intervention divine. Mais une telle notion indique clairement que le principe des lois naturelles a déjà commencé à devenir très familier, et même, à certains égards, prépondérant, puisqu'elle ne saurait avoir d'autre sens que d'en désigner la suppression momentanée.

Pendant la domination complète de la philosophie théologique, il n'y a pas de miracles, parce que tout paraît également merveilleux, comme le témoignent les naïves descriptions de la poésie antique, où les événements les plus vulgaires sont intimement mêlés aux plus monstrueux prodiges, et reçoivent des explications analogues. Minerve intervient pour ramasser le fouet d'un guerrier dans de simples jeux militaires, aussi bien que pour le protéger contre toute une armée. De nos jours, quel est le dévot qui n'importune presque autant la divinité à raison de ses moindres convenances personnelles qu'au sujet des plus grands intérêts humains? En tout temps, le ministère sacerdotal a dû être plus occupé des demandes journalières de ses fidèles relativement à la sollicitation des faveurs immédiates de la Providence qu'à l'égard du salut éternel de chacun d'eux. D'ailleurs cette distinction n'altère pas la propriété qu'a la philosophie théologique de pouvoir seule, à l'origine, animer et soutenir le courage moral, aussi bien qu'éveiller et diriger l'activité intellectuelle.

Il faut enfin remarquer, pour apprécier l'énergie de la tendance primitive de l'homme vers une telle philosophie, que l'influence affective a dû fortifier l'influence spéculative pour l'y attacher encore plus. On conçoit, en effet, quelle importance a dû avoir, pour l'excitation mentale de l'homme, la perspective du pouvoir de modifier la nature entière. Ainsi cette philosophie correspondait, au point de vue intellectuel, au seul mode possible alors de l'investigation humaine et à la nature de ses recherches; au point de vue moral, elle pouvait seule développer l'énergie en faisant briller l'espoir d'un empire absolu sur le monde extérieur comme une digne récompense promise aux efforts spéculatifs.

Nous pouvons nous borner à indiquer sommairement

les considérations sociales qui établissent à leur tour cette nécessité, puisqu'elles doivent se représenter dans l'histoire de l'état théologique. Il faut apprécier à deux points de vue la destination sociale de la philosophie théologique, soit pour présider à l'organisation de la société, soit pour y permettre l'existence d'une classe spéculative. La formation de toute société susceptible de consistance et de durée suppose l'influence prépondérante d'opinions communes, propres à contenir les divergences indiviuelles. Une telle obligation est irrécusable dans l'état social le mieux développé, où tant de causes concourent à lier profondément l'individu à la société.

Quelque puissance sociale qu'on attribue au concours des intérêts et même à la sympathie des sentiments, ce concours et cette sympathie ne sauraient suffire pour constituer la moindre société durable, si la communauté intellectuelle, déterminée par l'adhésion unanime à certaines notions fondamentales, ne venait pas prévenir ou corriger d'inévitables discordances.

L'intelligence préside à la vie sociale, et à plus forte raison à la vie politique : elle peut seule organiser la réaction générale de la société sur les individus, qui caractérise la destination du gouvernement, et qui exige un système d'opinions communes relativement au monde et à l'humanité. On ne saurait donc méconnaître la nécessité politique d'un tel système, à une époque quelconque, et encore moins dans l'enfance de la société. L'esprit humain, dont l'activité doit fournir la base de l'organisation sociale, ne peut à son tour se développer que par la société elle-même, dont l'évolution est inséparable de celle de l'intelligence. Il n'y a encore d'issue que dans la philosophie théologique, seule apte à former d'abord un système suffisant d'opinions communes.

Sous un autre aspect, la prépondérance de la philosophie théologique a été indispensable au développement intellectuel, comme pouvant seule instituer une classe consacrée à l'activité spéculative. Ce second point de vue n'est pas moins efficace que le premier pour l'ensemble de notre démonstration sociologique. De plus, l'appréciation en est plus facile, et l'application plus prolongée ; car à cet égard la prééminence sociale de la philosophie théologique a duré, pour ainsi dire, jusqu'à nos jours chez les peuples les plus avancés.

Nous ne pouvons nous former une idée des difficultés que devait offrir, dans l'enfance de l'humanité, l'établissement d'une division entre la théorie et la pratique. Au premier âge social, chez des populations composées de guerriers et d'esclaves, une corporation dégagée des soins militaires et industriels, et dont l'activité fût surtout intellectuelle, n'eût pu être ni établie, ni tolérée, si la philosophie théologique ne l'avait spontanément introduite, et même investie d'une autorité respectée. Tel est l'office politique de cette philosophie, instituant ainsi une corporation spéculative dont l'existence sociale devait précéder et diriger l'organisation de toutes les autres classes. Ces castes sacerdotales, malgré la confusion de leurs travaux intellectuels et l'inanité de leurs principales recherches, ébauchèrent la première division de la théorie et de la pratique.

Le progrès mental eût été arrêté presque à sa naissance, si la société avait pu rester composée de familles uniquement livrées aux soins de l'existence matérielle et à l'entraînement de l'activité militaire. L'essor spirituel suppose l'existence d'une classe privilégiée jouissant du loisir indispensable à la culture intellectuelle, et en même temps poussée par sa position sociale à développer le genre

d'activité spéculative compatible avec l'état primitif de l'humanité. C'est ainsi que la philosophie théologique, après avoir présidé à l'organisation politique du premier âge social, a réalisé les conditions du développement futur de l'esprit humain par l'institution d'une classe spéculative.

Telles sont les propriétés intellectuelles, morales et sociales qui concourent à procurer à la philosophie théologique une suprématie aussi indispensable qu'inévitable, à l'origine de l'évolution humaine.

La tendance de toutes les conceptions à un état purement positif a été constatée dans les différentes sciences. Ainsi le terme de l'évolution intellectuelle n'est pas plus susceptible de contestation que son point de départ. Chacun des motifs qui expliquent et justifient l'empire intellectuel de la philosophie théologique le montre en même temps comme provisoire. Le lecteur peut reprendre, à ce point de vue, les considérations principales ; partout il reconnaîtra que, quand on en prolonge l'application jusqu'à un état social très avancé, elles constatent la décadence de la philosophie théologique et l'avénement de la philosophie positive. C'est même en cela que consiste la délicatesse d'une telle argumentation, dont un esprit sophistique pourrait si facilement abuser pour nier l'utilité de la philosophie théologique.

Cette philosophie, après avoir développé l'intelligence, a fini par tendre partout à la comprimer, depuis que son antagonisme avec la philosophie positive a commencé à se caractériser. De même, dans l'ordre moral, la confiance et l'énergie inspirées par les illusions d'une telle philosophie ont tendu à se changer, sous son empire trop prolongé, en une terreur oppressive et en une langueur apathique, à partir du moment où, sa prépondérance

s'étant trouvée compromise, elle a dû retenir au lieu de pousser.

La supériorité de la philosophie positive est aussi indubitable à ce titre qu'au précédent. A elle seule il appartient, dans l'état viril de la raison humaine, de développer en nous, au milieu des entreprises les plus hardies, une vigueur inébranlable et une constance réfléchie, tirées de notre nature sans aucune assistance extérieure et sans aucune entrave chimérique.

Au point de vue social, la philosophie théologique, loin de tendre à lier les hommes suivant sa destination primitive, contribue à les diviser. La propriété de réunir, comme celle de stimuler et de diriger, appartient, depuis la décadence des croyances religieuses, à l'ensemble des conceptions positives, qui sont seules capables d'établir, d'un bout du monde à l'autre, sur des bases aussi durables qu'étendues, une communauté intellectuelle pouvant servir de fondement à la plus vaste organisation politique. A tous ces titres, l'expérience commence à faire pressentir la destinée des deux philosophies.

La philosophie théologique n'a jamais entraîné l'intelligence qu'à défaut d'une meilleure philosophie. En un sujet quelconque, quand, après une préparation convenable, la concurrence des méthodes est devenue possible, l'homme n'a jamais hésité à substituer la recherche des lois des phénomènes à celle de leurs causes comme étant mieux adaptée à sa portée et à ses besoins. La philosophie théologique, même dans la première enfance individuelle ou sociale, n'a jamais pu être universelle, c'est-à-dire que, pour tous les ordres de phénomènes, les faits les plus simples et les plus communs ont toujours été regardés comme assujettis à des lois naturelles, au lieu d'être attribués à la volonté d'agents surnaturels. Adam Smith a très

heureusement remarqué dans ses essais philosophiques qu'on ne trouvait, en aucun temps, ni en aucun pays, un dieu pour la pesanteur.

L'existence individuelle ou sociale n'aurait jamais pu comporter aucune prévoyance, si tous les phénomènes humains avaient été attribués à des agents surnaturels, puisque dès lors la prière aurait logiquement constitué la seule ressource pour influer sur le cours des actions humaines. C'est l'ébauche des premières lois naturelles propres aux actes individuels ou sociaux, qui, fictivement transportée à tous les phénomènes du monde extérieur, a d'abord fourni le principe de la philosophie théologique.

Ainsi le germe de la philosophie positive est tout aussi primitif que celui de la philosophie théologique, quoiqu'il n'ait pu se développer que beaucoup plus tard. Une telle notion importe à la rationalité de notre théorie sociologique. En effet, la vie humaine ne pouvant offrir aucune création, mais une simple évolution, le développement de l'esprit positif deviendrait scientifiquement incompréhensible, si dès l'origine on n'en apercevait les premiers rudiments. Depuis cette situation primitive, à mesure que les observations se sont étendues et généralisées, cet esprit, d'abord à peine appréciable, a constamment suivi, sans cesser longtemps d'être subalterne, une progression très lente, mais continue, pendant que la philosophie théologique était toujours réservée pour les phénomènes, de moins en moins nombreux, dont les lois ne pouvaient encore être connues.

La fluctuation intellectuelle constitue la principale maladie de notre siècle ; on y redoute cependant toute opinion décisive, faute de sentir sur quelle base on pourrait l'asseoir. Aussi, malgré l'évidence de l'entraînement de l'esprit humain vers la philosophie positive, voudrait-on conserver

à la philosophie théologique une éternelle autorité en rêvant entre elles une conciliation chimérique. Les explications contenues dans la première partie de cet ouvrage ne peuvent laisser aucun doute sur l'incompatibilité des deux philosophies, soit pour la méthode, soit pour la doctrine. Il est vrai que d'abord on n'aperçoit pas une opposition inévitable entre la recherche des lois des phénomènes et celle de leurs causes essentielles. Pourvu que l'étude physique reste toujours subordonnée au dogme théologique, son développement propre peut s'opérer sans conduire à aucun choc direct, l'une des deux philosophies ne paraissant alors destinée qu'à explorer les détails d'un ordre fondamental, dont l'autre doit seule apprécier l'ensemble.

La progression de la philosophie positive a dû même dépendre de cette subalternité ; car, s'il eût pu en être autrement, cette philosophie étant beaucoup trop faible, à l'origine, pour résister avec succès à une collision immédiate, son premier élan eût été nécessairement comprimé. Mais, depuis que les observations ont perdu leur incohérence, l'opposition des méthodes a développé dans tous les sujets une inévitable hostilité entre les doctrines. Avant que l'antagonisme fût devenu ouvertement prononcé, cette opposition s'est dévoilée, soit par la répugnance de l'esprit positif pour les explications absolues de la philosophie théologique, soit par le dédain de celle-ci pour la marche circonspecte et les modestes recherches de la nouvelle école. Toutefois, l'étude des lois réelles paraissait encore pouvoir se concilier avec celle des causes essentielles.

Quand des lois naturelles de quelque portée ont été enfin découvertes, il s'est manifesté une incompatibilité de plus en plus grande entre la prépondérance de l'imagi-

nation et celle de la raison, entre l'esprit absolu et l'esprit relatif, et surtout entre l'antique hypothèse de la direction des événements par des volontés arbitraires et la possibilité de les prévoir ou de les modifier par les seules voies de la sagesse humaine. Jusqu'à ce que la collision ait pu s'étendre à toutes les parties du système intellectuel, ce qui n'a eu lieu que de nos jours, la spécialité des recherches scientifiques a dissimulé à ceux qui les poursuivaient la tendance de leur ensemble vers une philosophie nouvelle inconciliable avec la prépondérance de la philosophie théologique. Les esprits spéciaux ont cru alors de bonne foi que, s'interdisant toute enquête sur la nature intime des êtres et sur le mode essentiel de production des phénomènes, les recherches de la physique n'étaient nullement opposées aux explications de la théologie.

Une telle illusion s'est graduellement dissipée, quand l'esprit scientifique, introduisant dans les recherches une marche nouvelle, a fait ressortir, au point de vue logique, le contraste entre la rationalité des procédés appliqués au but le plus abordable et la témérité des tentatives destinées à dévoiler les plus impénétrables mystères. Quant à la doctrine, l'impossibilité de concilier la subordination des phénomènes à des lois naturelles avec leur assujettissement à des volontés mobiles est devenu de plus en plus irrécusable.

La conception d'une providence universelle combinée avec des lois spéciales qu'elle-même se serait imposées ne constitue qu'une concession involontaire de l'esprit théologique à l'esprit positif, par une sorte de compromis qui a été inspiré par l'évolution intellectuelle. Cette transaction, que le catholicisme a surtout organisée en interdisant l'usage habituel des miracles et des prophéties, si prépondérant dans toute l'antiquité, caractérise dans

l'ordre religieux une situation transitoire analogue à celle qu'indique dans l'ordre monarchique l'institution de la royauté constitutionnelle. A l'un et à l'autre titre, telles notions sont des symptômes de déclin.

C'est surtout dans l'application que deviennent incontestables pour le vulgaire les différences des diverses philosophies. Il est impossible de concilier aucune philosophie théologique avec le pouvoir de prévoir les événements ou de les modifier, pouvoir qui constitue la principale destination de la philosophie positive. C'est, en effet, par ce double attribut qu'une telle philosophie a obtenu une prépondérance décisive. En comparant son aptitude à satisfaire les besoins intellectuels de l'humanité avec la stérilité des conceptions de la théologie, la raison publique, indépendamment de toute lutte directe, n'a pu s'abstenir de condamner involontairement les explications chimériques de celle-ci. Tel est le principal aspect sous lequel s'est manifestée le plus nettement la tendance vers une philosophie positive chez ceux qui sont restés le plus fidèles à la philosophie théologique, et qui, sans en faire un usage plus réel dans la vie journalière, lui ont conservé en principe une prédilection fondée sur sa généralité, seul titre légitime qui lui reste à la suprématie sociale.

Après avoir ainsi caractérisé le point de départ et le terme de l'évolution intellectuelle, nous devons en apprécier l'état intermédiaire. Il importe de n'examiner en un sujet quelconque les cas intermédiaires que sous l'influence de l'analyse préalable des deux cas extrêmes, entre lesquels ils sont surtout destinés à opérer une transition graduelle. La question actuelle nous présente une application de ce précepte logique; car, après avoir reconnu que l'esprit humain doit partir de l'état théologique et arriver à l'état positif, on peut aisément comprendre la nécessité qui

l'oblige à passer de l'un à l'autre à l'aide de l'état métaphysique, lequel ne saurait avoir d'autre destination. Cela résulte de la trop grande opposition qui existe entre l'esprit théologique et l'esprit positif, et du caractère bâtard et mobile des conceptions métaphysiques, susceptibles de s'adapter au déclin de l'un et à l'essor de l'autre, de manière à ménager à l'intelligence, si antipathique à tout changement brusque, une transition presque imperceptible.

A mesure que la théologie se retire du domaine spéculatif, l'occupation provisoire de la métaphysique y prépare l'avénement de la philosophie positive. Dans chaque cas, toute contestation de suprématie entre ces trois philosophies peut se réduire à une simple question d'opportunité, jugée d'après l'examen du développement de l'esprit humain. La modification de la philosophie théologique s'opère par la substitution graduelle de l'entité à la divinité, lorsque les conceptions religieuses se généralisent en diminuant le nombre des agents surnaturels, ainsi que leur intervention active, et surtout quand elles parviennent, sinon en réalité, du moins en principe, à une rigoureuse unité.

Dans ce dernier état, l'action surnaturelle, perdant sa spécialité primitive, abandonne la direction immédiate des phénomènes en laissant à sa place une mystérieuse entité d'abord émanée d'elle, mais à laquelle, par l'usage journalier, l'esprit humain rapporte d'une manière de plus en plus exclusive la production de chaque événement. Cette étrange manière de philosopher a été longtemps nécessaire, soit pour faciliter le déclin de la théologie en éliminant peu à peu l'intervention des causes surnaturelles, soit pour préparer l'essor de la science en habituant l'esprit à la considération exclusive des phénomènes. A l'un

et à l'autre titre, cette situation transitoire a été indispensable.

La philosophie métaphysique est analogue, à l'égard de la méthode et de la doctrine, à la philosophie théologique, dont elle ne peut jamais devenir qu'une simple modification. Elle possède seulement une moindre consistance intellectuelle, et par suite une puissance sociale beaucoup moins intense. Ces caractères, qui s'adaptent à son office transitoire dans l'ensemble de l'évolution humaine, soit individuelle, soit sociale, la rendent moins susceptible de résister à l'esprit positif.

D'une part, la subtibilité croissante des conceptions métaphysiques tend à réduire de plus en plus leurs entités à de simples dénominations abstraites des phénomènes correspondants, de manière à rendre ridicules de telles explications, ce qui n'eût pas été aussi facile à l'égard des formes *théologiques*. D'autre part, l'impuissance organique d'une semblable philosophie doit empêcher, sous l'aspect politique, les modifications successives du régime théologique de pouvoir lutter avec la même efficacité contre l'esprit positif.

Il faut avoir égard à ma théorie de la hiérarchie scientifique dans toute application de la loi de l'évolution intellectuelle. Dès le début de cet ouvrage, j'ai présenté cette hiérarchie comme le complément de la loi des trois états. Je n'ai jamais trouvé d'argumentation sérieuse en opposition à cette loi, si ce n'est celle que l'on fondait sur la considération de la simultanéité, jusqu'ici très commune, des trois philosophies chez les mêmes intelligences. Un tel ordre d'objections ne peut être résolu que par l'usage de la hiérarchie scientifique, qui, disposant les diverses parties de la philosophie selon leur complication et leur spécialité croissantes, conformément à l'ensemble de leurs liaisons,

fait comprendre que leur progression a dû suivre le même ordre. Ainsi l'une des phases de l'évolution totale a pu faire coïncider l'état théologique d'une science avec l'état métaphysique et même avec l'état positif d'une autre science plus simple et plus générale, malgré la tendance de l'esprit humain à l'unité de méthode. Ces anomalies apparentes étant ainsi régularisées, la difficulté ne serait insoluble que si la simultanéité pouvait présenter un caractère inverse; ce qui, d'ailleurs, prouverait seulement la nécessité de perfectionner ou tout au plus de rectifier la théorie hiérarchique, sans qu'il en rejaillît aucune incertitude sur la loi d'évolution elle-même.

Pour compléter cette longue démonstration, il me reste à établir que le développement matériel a dû suivre une marche correspondante à celle du développement intellectuel. Cette étude supplémentaire étant aujourd'hui mieux conçue que la théorie principale, je n'aurai besoin, après avoir rapidement apprécié l'évolution matérielle, que d'insister sur sa corrélation avec l'évolution intellectuelle. Il s'agit d'expliquer la connexité qui lie les deux termes extrêmes et le terme transitoire du développement temporel des sociétés aux phases correspondantes de leur développement spirituel.

Tous les moyens d'exploration applicables aux recherches politiques ont déjà concouru à faire constater la tendance primitive de l'humanité à une vie militaire et sa destination finale à une existence industrielle.

L'antipathie de l'homme primitif pour tout travail régulier ne lui laisse à exercer aucune autre activité soutenue que celle de la vie guerrière, la seule à laquelle il puisse alors être propre, et qui constitue pour lui le moyen le plus simple de se procurer sa subsistance. Quelque déplorable que semble une telle nécessité, son universalité et

son développement en des temps même assez avancés pour que l'existence matérielle pût reposer sur d'autres bases doivent faire sentir à tous les philosophes que ce régime militaire a rempli un indispensable office. L'évolution matérielle des sociétés a longtemps exigé la prépondérance de l'esprit militaire; car c'est seulement sous son empire que l'industrie pouvait se développer. Les motifs de cette tutelle sont analogues à ceux qui ont fait accomplir par l'esprit religieux la même fonction provisoire pour préparer le développement de l'esprit scientifique.

Loin d'avoir dirigé d'abord la société temporelle, l'esprit industriel est résulté d'un développement déjà considérable qui ne pouvait s'être opéré que sous l'influence de l'esprit militaire. Sans cet esprit, les familles seraient demeurées isolées, ce qui aurait empêché toute division du travail, et par suite tout progrès de l'industrie. Les propriétés sociales et surtout politiques de l'activité militaire, quoique ne devant exercer qu'une prépondérance provisoire, sont, à l'origine, conformes à leur fonction civilisatrice. Plusieurs philosophes ont déjà reconnu l'aptitude d'un tel mode d'existence à développer des habitudes de régularité et de discipline, sans lesquelles aucun régime politique n'aurait pu s'organiser.

Cet ensemble d'attributs est adapté à la nature et aux besoins des sociétés primitives, qui ne pouvaient apprendre l'ordre à aucune autre école qu'à celle de la guerre. Ainsi, malgré de poétiques rêveries sur l'institution des pouvoirs politiques, on ne peut douter que les premiers gouvernements n'aient été militaires. De même, la première autorité spirituelle ne pouvait être que théologique. L'esprit guerrier n'a pas été seulement indispensable à la consolidation des sociétés politiques; il a surtout présidé à leur agrandissement.

Le régime militaire a dû avoir partout pour base l'esclavage individuel des producteurs, afin de permettre aux guerriers le développement de leur activité. Sans cette condition, l'opération sociale qui devait être accomplie par la progression du système militaire eût été manquée. L'institution de l'esclavage était destinée à préparer la vie industrielle, ainsi imposée à la majeure partie de l'humanité malgré son aversion pour le travail. En se reportant par la pensée à cette situation primitive, on ne peut méconnaître la nécessité d'une telle stimulation.

L'activité industrielle présente la propriété de pouvoir être stimulée en même temps chez tous les individus et chez tous les peuples, sans que l'essor des uns soit inconciliable avec celui des autres. Au contraire, la plénitude de la vie militaire dans une partie notable de l'humanité suppose et détermine une compression dans tout le reste; ce qui constitue même le principal office social d'un tel régime dans l'ensemble du monde civilisé. L'époque industrielle ne comporte d'autre terme que celui de l'existence progressive de notre espèce; mais l'époque militaire a dû être limitée au temps d'un suffisant accomplissement des conditions qu'elle était destinée à réaliser. Ce but a été atteint, quand la majeure partie du monde civilisé s'est trouvée réunie sous une même domination, comme les conquêtes de Rome l'ont opéré en Europe. Dès lors l'activité militaire a manqué à la fois d'objet et d'aliment. Aussi, depuis ce terme, sa prépondérance a-t-elle assez diminué pour ne plus dissimuler l'accroissement de l'esprit industriel.

L'état industriel diffère tellement de l'état militaire que le passage de l'un à l'autre régime ne comportait pas plus un accomplissement immédiat que la succession correspondante, dans l'ordre spirituel, entre l'esprit théo-

logique et l'esprit positif. De là résulte l'indispensable intervention d'une situation intermédiaire, semblable à l'état métaphysique de l'évolution intellectuelle, où l'humanité a pu se dégager de la vie militaire et préparer la prépondérance de la vie industrielle. Le caractère équivoque et flottant d'une telle phase sociale, où les diverses classes de légistes devaient surtout occuper la scène politique, a d'abord consisté dans la substitution de l'organisation militaire défensive à la première organisation offensive, et ensuite dans la subordination, de plus en plus prononcée, de l'esprit guerrier à l'instinct producteur.

Telle est l'évolution temporelle de l'humanité. Tout esprit philosophique doit être frappé de l'analogie que présente cette progression avec la loi relative à la succession des trois états de l'esprit humain. Mais, outre cette similitude, il importe de reconnaître que des liens ont toujours uni, d'abord l'esprit théologique et l'esprit militaire, ensuite l'esprit scientifique et l'esprit industriel, et enfin les deux fonctions transitoires des métaphysiciens et des légistes. Cet éclaircissement portera notre démonstration à son dernier degré de précision et de consistance, et lui permettra de servir de base à l'ensemble de notre analyse historique. La suite des faits montrant suffisamment cette remarquable concordance, il suffit d'en exposer le principe.

La rivalité qui a souvent troublé l'harmonie entre le pouvoir théologique et le pouvoir militaire a dissimulé leur relation aux yeux de plusieurs philosophes. En principe, il ne peut exister de véritable rivalité que parmi les éléments d'un même système politique. Quand deux pouvoirs également énergiques naissent, grandissent et déclinent simultanément, on peut être assuré qu'ils appartiennent au même régime. La lutte ne prouverait une incom-

[redacted]

patibilité complète que si elle avait lieu entre deux éléments appelés à des fonctions analogues, et qu'elle fît constamment coïncider l'accroissement de l'un avec la décadence de l'autre. Dans tout système politique, il doit y avoir une profonde rivalité entre la puissance spéculative et la puissance active. Quels que soient, parmi les éléments du régime moderne, les liens de la science et de l'industrie, il faut s'attendre à des conflits entre les savants et les industriels, à l'époque où leur influence politique deviendra plus prononcée. Ces conflits sont indiqués, soit par l'antipathie intellectuelle et morale qu'inspire aux uns la subalternité des travaux des autres, soit par la répugnance de ceux-ci pour l'abstraction des recherches des premiers et pour le juste orgueil qui les anime.

Ces objections étant ainsi écartées, rien n'empêche plus d'apercevoir le lien qui unit la puissance théologique et la puissance militaire. Aucun régime militaire ne saurait s'établir ni surtout durer qu'en reposant sur une consécration théologique. Chaque époque impose par des voies spéciales des exigences équivalentes. A l'origine, où la restriction et la proximité du but ne prescrivent pas une soumission d'esprit aussi absolue, le peu d'énergie de liens sociaux encore imparfaits ne permettait d'assurer le concours de tous que par l'autorité religieuse dont les chefs de guerre se trouvaient alors naturellement investis.

En des temps plus avancés, le but devient tellement vaste et lointain et la participation tellement indirecte que, malgré les habitudes de discipline déjà contractées, la coopération resterait insuffisante et précaire, si elle n'était garantie par des convictions théologiques, déterminant envers les supérieurs militaires une confiance aveugle et illimitée. Sans cette corrélation, l'esprit militaire n'aurait jamais pu remplir sa destination sociale.

Aussi sa prépondérance n'a-t-elle été réalisée que dans l'antiquité, où les deux pouvoirs se trouvaient en général concentrés aux mains des mêmes chefs.

Une autorité spirituelle quelconque n'aurait pu convenir à la fondation et à la consolidation du gouvernement militaire. Quels que soient, par exemple, les services que, dans les temps modernes, il ait rendus à l'art de la guerre, l'esprit scientifique, par les habitudes de discussion qu'il tend à propager, n'en est pas moins incompatible avec l'esprit militaire. La liaison des pouvoirs militaires et des pouvoirs théologiques est donc suffisamment expliquée. On peut d'abord croire qu'une telle coordination est moins nécessaire à l'influence politique de l'esprit théologique, puisqu'il a existé des sociétés purement théocratiques, tandis qu'on n'en connaît aucune qui ait été exclusivement militaire. Un examen plus approfondi fera apercevoir l'efficacité du régime militaire pour consolider, et surtout pour étendre l'autorité théologique.

Le dualisme de la politique moderne est encore plus irrécusable. Nous sommes très bien placés pour l'apprécier, parce que les deux éléments ne sont pas encore investis de leur influence définitive, bien que leur développement social soit assez prononcé. Quand la puissance scientifique et la puissance industrielle auront acquis l'influence politique qui leur est réservée, et que leur rivalité se sera pareillement prononcée, la philosophie éprouvera peut-être plus d'obstacles à leur faire reconnaître une similitude d'origine et de destination.

J'ai déjà indiqué l'incompatibilité qui existe entre l'esprit scientifique et l'esprit militaire. On ne peut contester davantage l'antipathie de l'esprit industriel pour l'esprit théologique. La modification des phénomènes d'après les règles d'une sagesse purement humaine ne doit pas sem-

bler moins impie que leur prévision. Suivant la logique barbare, mais rigoureuse, des peuples arriérés, toute intervention de l'homme pour améliorer à son profit l'économie de la nature constitue une sorte d'injurieux attentat au gouvernement providentiel. La prépondérance trop absolue de l'esprit religieux tend à engourdir l'essor industriel par le sentiment exagéré d'un stupide optimisme. Si cette désastreuse conséquence n'a pas été plus souvent réalisée, cela tient uniquement à la sagesse sacerdotale, qui a su manier avec habileté un pouvoir aussi dangereux, de manière à développer son influence civilisatrice en neutralisant son action délétère.

La solidarité des deux puissances qui constituent le régime transitoire est une suite de celle dont nous venons d'apprécier le principe à l'égard du régime initial et du régime définitif. La réalité en est tellement irrécusable qu'elle n'a besoin d'aucune indication. Ce n'est pas en voyant à l'œuvre les métaphysiciens et les légistes qu'on peut méconnaître les liens qui les unissent. Nous devons donc regarder comme terminée l'explication complémentaire qu'exigeait la loi de l'évolution sociale avant de pouvoir être appliquée à l'étude du passé.

Il n'est pas inutile de signaler la conformité d'une telle loi de succession intellectuelle et matérielle avec la coordination que l'instinct de la raison publique a établie dans l'ensemble du passé en y distinguant le monde ancien et le monde moderne, séparés par le moyen âge. Sans engager aucune discussion d'époque sur un rapprochement qui ne saurait être précis, on ne peut méconnaître une analogie entre cet aperçu vulgaire et ma loi sociologique. Loin de craindre que cette coïncidence ne diminue le mérite de mes travaux, je dois, au contraire, m'en prévaloir, en vertu de cet aphorisme de philosophie posi-

tive qui impose à toutes les théories scientifiques l'obligation d'un point de départ conforme aux indications de la raison publique, dont la science ne peut constituer qu'un simple prolongement.

Nous devons maintenant appliquer cette conception sociologique à l'appréciation de l'ensemble du passé. Tel sera l'objet des six leçons suivantes.

CINQUANTE-DEUXIÈME LEÇON

Sommaire. — Premier état théologique : âge du fétichisme. Ébauche spontanée du régime théologique et militaire.

L'appréciation historique que je vais effectuer n'est destinée qu'à mieux caractériser la réalité et la fécondité de la théorie du développement social. La nouveauté d'un sujet aussi difficile me ferait craindre que les meilleurs esprits ne pussent entrevoir la rénovation de la science sociale à l'aide de ce grand principe, si son aptitude à constituer une philosophie de l'histoire n'était pas confirmée par une coordination de l'ensemble du passé, que je réduirai à ce qu'elle présente d'indispensable. J'indiquerai d'abord les conditions destinées à circonscrire cette appréciation historique.

La plus importante de ces restrictions consiste à concentrer l'analyse sur une seule série sociale, c'est-à-dire à considérer le développement des populations les plus avancées. L'exploration sera donc réduite à l'élite ou à l'avant-garde de l'humanité, comprenant la majeure partie de la race blanche, ou les nations européennes. En un mot, nous ne comprendrons parmi nos matériaux historiques que les phénomènes sociaux ayant exercé une influence sur l'enchaînement des phases successives qui ont amené l'état actuel des nations les plus avancées.

On ne peut reconnaître la marche des sociétés qu'en

considérant l'évolution la mieux caractérisée. L'étalage d'une érudition mal digérée ne sert qu'à entraver l'étude de l'évolution sociale par le mélange de l'histoire de populations telles que celles de l'Inde, de la Chine, etc... qui n'ont pu exercer sur notre passé aucune influence. A cet égard, le génie de Bossuet a senti les conditions imposées par la nature du sujet, lorsqu'il a circonscrit son appréciation historique à l'examen d'une série homogène et continue, et néanmoins qualifiée d'universelle. Cette manière de procéder est d'autant plus indispensable qu'elle aide à régulariser un ordre important de relations politiques, celles qui concernent l'action des nations les plus avancées pour hâter le développement des civilisations inférieures.

La politique métaphysique et la politique théologique, guidées par le caractère absolu de leurs conceptions, conduisent à poursuivre la réalisation immédiate de leurs types immuables, malgré la diversité des conditions propres à chaque cas particulier; ce qui équivaut à une consécration de cet empirisme qui dispose tous les hommes civilisés à transporter partout leurs idées, leurs usages et leurs institutions. Une pareille tendance suscite ou entretient de graves perturbations politiques.

La loi du développement de l'humanité nous offre déjà une première coordination du passé, considéré dans sa plus haute généralité et réduit à ses phases les plus tranchées. Il s'agit de conduire cette coordination à son second degré de précision en rattachant les états intermédiaires aux subdivisions correspondantes de la loi d'évolution. La physiologie sociale étant ainsi fondée, je laisserai à mes successeurs le soin de rendre cette conception de plus en plus précise par l'étude de l'enchaînement d'intervalles toujours décroissants, dont le dernier terme, qui sans doute ne sera jamais atteint, consisterait dans la

filiation des progrès, en tous genres, d'une génération à la suivante.

Ainsi circonscrit, le champ de notre analyse historique ne doit embrasser que les résultats les plus généraux de l'exploration du passé. Si cette conception sociologique peut parvenir, dans l'étude de la série sociale la plus complète, à instituer une liaison scientifique entre les faits historiques qui sont familiers à tous les hommes éclairés, j'ose avancer que, par cela seul, elle aura réalisé ce que la nature d'un tel sujet offre de plus difficile et de plus important, soit pour la théorie, soit même pour la pratique. De plus, elle aura prouvé son aptitude à fournir les explications plus spéciales qui deviendront nécessaires.

Les phénomènes les plus communs sont les plus essentiels à considérer pour la science.

Cette réflexion, déjà si frappante en astronomie, en physique, en chimie et en biologie, est encore plus applicable aux études sociologiques, où les événements exceptionnels et les détails trop minutieux doivent être presque toujours élagués comme insignifiants. Les préjugés et les usages qui, à cet égard, prévalent encore en philosophie politique ne font que confirmer l'état d'enfance de cette dernière partie de la philosophie. Ils rappellent le temps où en physique on jugeait dignes d'attention les seuls effets du tonnerre ou des volcans, et en biologie l'étude des monstruosités. La réformation de ces habitudes intellectuelles est plus nécessaire à la science sociale qu'à toutes les autres sciences.

La restriction que je me propose d'établir dans l'analyse historique équivaut à étendre à l'étude des phénomènes sociaux la distinction que j'ai établie dans tout sujet entre la science abstraite et la science concrète. La détermination abstraite des lois de la vie individuelle repose, suivant

la remarque de Bacon, sur des faits empruntés à l'histoire des différents êtres vivants; cependant tous les esprits scientifiques sont habitués à séparer les conceptions physiologiques ou anatomiques de leur application concrète au mode d'existence propre à chaque organisme. Des motifs semblables doivent empêcher de confondre la recherche abstraite des lois de la sociabilité avec l'histoire concrète des diverses sociétés, dont l'explication ne peut résulter que d'une connaissance très avancée de l'ensemble de ces lois. Aussi, malgré l'indispensable fonction de l'histoire en sociologie pour alimenter et pour diriger les spéculations, son emploi doit-il rester abstrait. C'est de l'histoire sans noms d'hommes, et même sans noms de peuples; mais il ne faut pas se priver de l'usage de dénominations qui peuvent contribuer à éclairer l'exposition ou à consolider la pensée.

La sociologie doit se borner à emprunter à l'histoire proprement dite les renseignements susceptibles de mettre en évidence, d'après les principes de la théorie biologique de l'homme, les lois de la sociabilité. Chaque donnée ainsi obtenue subira presque toujours une préparation, quelquefois fort délicate, pour passer de l'état concret à l'état abstrait en se dépouillant des circonstances secondaires de climat et de localité. Cette épuration n'est qu'une imitation de ce que les astronomes, les physiciens, les chimistes et les biologistes pratiquent ordinairement à l'égard de leurs phénomènes respectifs. Néanmoins, la complication supérieure des phénomènes sociaux rendra plus difficile cette élaboration préliminaire. La réaction qui sera exercée sur le perfectionnement de l'histoire par l'institution de la dynamique sociale consistera surtout à disposer dans l'ensemble du passé une suite de jalons propres à rallier et à diriger toutes les observations. Ces ja-

lons devront être d'autant plus rapprochés que nous avancerons davantage vers les temps actuels, vu l'accélération toujours croissante du mouvement social.

Notre analyse historique se trouve ainsi affranchie d'une foule de difficultés que l'imperfection des connaissances actuelles ne permettrait pas de surmonter. S'il fallait, par exemple, constituer une histoire concrète de l'humanité, on éprouverait beaucoup d'embarras à combiner les conceptions sociologiques avec les considérations géologiques. Un grand nombre de questions de sociologie concrète doivent être réservées pour une époque plus éclairée. L'esprit humain, habitué à ces ajournements rationnels à l'égard des plus simples phénomènes, ne saurait se dispenser de la même sagesse à l'occasion des phénomènes les plus complexes.

Pour préciser ce précepte, il me suffira d'indiquer un seul exemple. Je choisis, à cet effet, l'explication de l'agent et du théâtre de l'évolution sociale la plus complète. Pourquoi la race blanche possède-t-elle le privilège du principal développement social, et pourquoi l'Europe a-t-elle été le lieu de cette civilisation prépondérante ? Ce sujet de méditations a stimulé plus d'une fois la curiosité des philosophes et des hommes d'État. Sans doute on aperçoit dans l'organisation de la race blanche, et surtout dans son appareil cérébral, quelques germes de sa supériorité. De même, on peut entrevoir diverses conditions physiques, chimiques, et même biologiques, qui ont dû faire des contrées européennes le théâtre de cette évolution.

L'esprit vague de la philosophie théologique et métaphysique, qui domine encore dans les études sociales, a pu trouver satisfaisantes les explications ainsi hasardées. Mais, si une intelligence préparée par l'habitude des spécula-

tions positives comparait les documents déjà obtenus avec l'appréciation de la difficulté qu'on prétend résoudre, elle en reconnaîtrait aussitôt l'insuffisance. Or, cette insuffisance ne tient pas seulement à ce que les renseignements sont trop peu multipliés et trop imparfaits; il faut surtout l'attribuer à l'absence de toute théorie sociologique. Sans cette lumière, on ne saura jamais si l'on est parvenu à réunir tous les éléments indispensables. Il est donc impossible de méconnaître la nécessité d'ajourner cette discussion de sociologie concrète jusqu'à ce que les lois de la sociabilité aient été abstraitement établies, au moins dans leur ensemble. La nouveauté et la difficulté de la science que je m'efforce de créer ne me permettront peut-être pas de rester moi-même fidèle à cet important précepte; mais j'aurai du moins suffisamment averti le lecteur, qui pourra rectifier les déviations involontaires auxquelles je me laisserais entraîner.

Après avoir caractérisé l'esprit qui doit présider à l'emploi des observations historiques, je dois compléter, avant de procéder à l'appréciation du développement social, le mode de définition des époques successives qui seront examinées. Ma loi d'évolution fixe, à l'abri de tout arbitraire, l'attribut et la coordination de ces diverses phases. Néanmoins, il reste à ce sujet une incertitude secondaire que je dois dissiper. On voit coïncider, par exemple, l'état métaphysique d'une certaine catégorie intellectuelle avec l'état théologique d'une catégorie postérieure, ou avec l'état positif d'une autre antérieure, malgré la tendance de l'esprit humain à l'unité de méthode et à l'homogénéité de doctrine. Cette apparente confusion doit faire hésiter sur le caractère philosophique des temps correspondants. Il faut, pour dissiper toute hésitation, discerner d'après quelle catégorie intellectuelle on doit juger l'état spécu-

latif d'une époque quelconque. Tout concourt pour indiquer l'ordre de notions le plus spécial et le plus compliqué, c'est-à-dire celui des idées morales et sociales, comme devant fournir la base d'une telle décision. C'est seulement quand un nouveau régime mental a pu s'étendre jusqu'à cette dernière catégorie que l'on doit regarder l'évolution correspondante comme pleinement réalisée. L'avancement plus rapide des catégories plus générales et moins compliquées ne peut servir qu'à faire constater dans chaque phase les germes de la suivante.

Nous devrons regarder l'époque théologique comme subsistant encore tant que les idées morales et politiques auront conservé un caractère théologique, malgré le passage d'autres catégories intellectuelles à l'état métaphysique, et quand même l'état positif aurait commencé pour les plus simples d'entre elles. Pareillement, il faudra prolonger l'époque métaphysique jusqu'à la positivité naissante de cet ordre prépondérant de conceptions. Par cette manière de procéder, l'aspect essentiel de chaque époque demeurera aussi prononcé que possible, tout en laissant ressortir la préparation de l'époque suivante.

Cet ensemble d'explications étant complété, nous pouvons commencer l'étude du développement social d'après la loi d'évolution, mais sans remonter jusqu'à cet âge préliminaire dont la biologie doit fournir la détermination. Nous devons apprécier le caractère de chaque phase, et en constater la filiation, ainsi que la tendance à préparer la phase suivante, de façon à réaliser l'enchaînement dont j'ai établi le principe.

Les motifs qui nous ont fait reconnaître, dans la leçon précédente, la spontanéité d'un état intellectuel pleinement théologique prouvent également que ce premier régime mental a dû commencer par un état complet de pur

fétichisme, caractérisé par une tendance primitive à concevoir tous les corps extérieurs, naturels ou artificiels, comme animés d'une vie analogue à celle de l'homme, avec de simples différences d'intensité. Cette constitution originaire ne peut être méconnue, soit qu'on l'examine *à priori* au point de vue de la théorie biologique de l'homme, soit qu'on l'étudie *à posteriori* d'après les renseignements qu'on possède sur ce premier âge social. L'appréciation du développement individuel confirme, à cet égard, l'analyse de l'évolution collective.

Beaucoup de philosophes sont parvenus à obscurcir ces notions en s'efforçant d'établir que le point de départ intellectuel a dû consister dans le polythéisme, c'est-à-dire dans la croyance à des êtres surnaturels, distincts et indépendants de la matière, passivement soumise, pour tous ses phénomènes, à leurs volontés suprêmes. On a même voulu présenter le monothéisme rigoureux comme la source d'où seraient ensuite issus par corruption le polythéisme et le fétichisme. Ces erreurs sont contraires, non seulement à l'ensemble des observations sur l'homme et sur la société, mais encore aux lois les mieux établies sur le développement intellectuel. A tous égards, notre point de départ intellectuel ou moral est plus humble que ne l'indiquent ces suppositions. L'homme a partout commencé par le fétichisme et par l'anthropophagie. Malgré l'horreur et le dégoût que nous éprouvons au seul souvenir d'une semblable origine, notre orgueil doit consister, non pas à méconnaître un tel début, mais à nous glorifier de l'évolution qui nous a tant élevés au-dessus de cette situation misérable.

D'autres philosophes, tout en admettant la progression du fétichisme au polythéisme et ensuite au monothéisme, sont tombés dans une erreur inverse de la précédente, et

qui, beaucoup moins grave, mérite cependant d'être signalée. Cette erreur secondaire consiste à regarder le fétichisme comme n'ayant point caractérisé le régime mental primitif, en ce sens que ce premier état aurait été précédé par une enfance encore plus imparfaite, où l'homme, exclusivement occupé de sa conservation, n'aurait présenté qu'une existence toute matérielle sans aucun souci d'opinions spéculatives, même au degré le plus élémentaire. Tels seraient, par exemple, encore aujourd'hui, les malheureux habitants de la Terre de Feu, de diverses parties de l'Océanie et de la côte nord-ouest de l'Amérique.

Cette hypothèse n'altère pas notre progression comme les précédentes; elle n'a d'autre effet que d'y superposer un terme préliminaire. La rectification de cette illusion n'en est pas moins importante pour maintenir l'unité et l'invariabilité de la constitution de l'homme. En effet, d'après cette hypothèse, les besoins purement intellectuels n'auraient pas toujours existé dans l'humanité, et il faudrait admettre une époque où ils auraient pris naissance sans aucune manifestation antérieure. Cette supposition est contraire au principe fourni par la biologie : toujours et partout l'organisme humain a présenté les mêmes besoins, qui n'ont pu différer que par le degré de développement et par leur mode de satisfaction.

Dans l'état même d'idiotisme ou de démence, où l'homme paraît rabaissé au-dessous d'un grand nombre d'animaux supérieurs, on peut encore constater l'existence d'un certain degré d'activité spéculative, qui se satisfait alors par un fétichisme très grossier. Il est donc irrationnel de penser que, dans un âge quelconque de l'enfance sociale, l'homme normal et doué implicitement de toutes ses facultés ait jamais pu être livré à une vie purement

matérielle de guerre ou de chasse, sans aucune manifestation de besoins intellectuels. En principe, cette hypothèse est insoutenable; mais je puis d'ailleurs indiquer la source d'une pareille illusion, que me semblent partager presque tous les observateurs qui ont étudié directement les premiers degrés de la vie sauvage. Dans ces différents cas, l'absence d'idées théologiques a été conclue du défaut de tout culte organisé à sacerdoce plus ou moins distinct. Or le fétichisme peut se développer bien avant de donner lieu à aucun sacerdoce, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'état d'astrolâtrie, ce qui arrive souvent fort tard et tout près de sa transformation en polythéisme. Telle est l'origine de cette illusion ; elle est excusable chez des explorateurs qui ne pouvaient être dirigés par aucune théorie positive, susceptible de prévenir ou de réparer toute vicieuse interprétation des faits.

On a dit, il est vrai, à l'appui d'une telle hypothèse, que l'homme a dû commencer à la manière des animaux. Je l'admets, en effet, sauf la supériorité d'organisation, mais en niant l'induction qu'on en veut tirer, et qui repose sur une fausse appréciation de l'état mental des animaux eux-mêmes. Je suis convaincu que les animaux assez élevés pour manifester, en cas de loisir suffisant, une certaine activité spéculative, parviennent, de la même manière que nous, à une sorte de fétichisme grossier, consistant toujours à supposer les corps extérieurs, même les plus inertes, animés de passions et de volontés plus ou moins analogues à celles qu'ils éprouvent. Que, par exemple, un enfant ou un sauvage d'une part et d'autre part un chien ou un singe contemplent une montre pour la première fois, il n'y aura aucune diversité dans la conception qui aux uns et aux autres représentera ce produit de l'industrie humaine comme une sorte d'animal

ayant ses goûts et ses inclinations. Il en résulte par conséquent un fétichisme commun, dont les premiers ont seuls le privilège de pouvoir sortir ultérieurement. Ainsi l'appréciation du degré de similitude entre le développement mental de l'homme et celui des autres animaux supérieurs, d'après la similitude correspondante de leurs organismes cérébraux, confirme notre proposition sur le point de départ intellectuel de l'humanité.

Longtemps habitués à une théologie métaphysique, nous avons de la peine à comprendre cette grossière origine, qui a donné lieu à de graves méprises. C'est ainsi qu'on a confondu le fétichisme avec le polythéisme en appliquant à celui-ci la dénomination d'idolâtrie, qui ne convient qu'au premier. Les prêtres de Jupiter ou de Minerve auraient aussi légitimement repoussé le reproche banal d'adoration des images que le font nos docteurs catholiques, injustement accusés à ce sujet par les protestants. Chacun de nous n'a qu'à remonter dans sa propre histoire pour y retrouver la représentation d'un tel état initial. Lorsque les plus éminents penseurs tentent de pénétrer le mystère de la production des phénomènes dont ils ignorent les lois, ils peuvent constater cette tendance à concevoir la génération des effets inconnus d'après les passions et les affections de l'être correspondant, toujours envisagé comme vivant. Ce n'est pas autre chose que le principe philosophique du fétichisme. Ceux qui auront souri avec le plus de dédain à la naïveté du sauvage animant la montre dont il admire le jeu pourront se surprendre eux-mêmes plus d'une fois dans une disposition mentale peu supérieure en s'apercevant, s'ils sont étrangers à l'horlogerie, des accidents imprévus et souvent inexplicables dus à quelque dérangement de cet ingénieux appareil.

[redacted]

La philosophie théologique a pour base le fétichisme, qui divinise chaque corps ou chaque phénomène susceptible d'attirer la faible attention de l'humanité naissante. Malgré les transformations de cette philosophie primitive, l'analyse sociologique y peut toujours mettre à nu ce *fond primordial*, qui n'est jamais entièrement dissimulé, même dans l'état religieux le plus éloigné du point de départ. La théocratie égyptienne, dont celle des Juifs ne fut qu'une dérivation, a présenté, aux temps de sa splendeur, la coexistence des trois âges religieux dans les différentes castes de sa hiérarchie sacerdotale : les rangs inférieurs en étaient encore au simple fétichisme, tandis que les premiers rangs étaient en possession d'un polythéisme très caractérisé, et que les degrés suprêmes s'étaient déjà élevés à une ébauche du monothéisme.

En scrutant plus profondément l'esprit théologique, on y reconnaît en tout temps des traces de fétichisme, malgré les formes métaphysiques qu'il a prises chez les plus subtiles intelligences. Qu'est-ce, en effet, que cette conception de l'âme du monde chez les anciens, ou l'assimilation plus moderne de la terre à un immense animal vivant, et tant d'autres doctrines analogues, sinon un véritable fétichisme déguisé sous un pompeux verbiage philosophique? De nos jours même, qu'est-ce réellement pour un esprit positif que ce ténébreux panthéisme dont se glorifient, surtout en Allemagne, tant de métaphysiciens, sinon le fétichisme généralisé et enveloppé d'un appareil doctoral propre à donner le change au vulgaire ? Ces confirmations d'un principe directement établi montrent bien que le fétichisme, loin de constituer une altération de l'esprit théologique, en indique la source et en détermine le caractère. Cette première philosophie s'est bornée d'abord au monde inanimé, considéré dans ses phénomènes impor-

tants, sans même en excepter les phénomènes négatifs, par exemple ceux des ombres, qui ont dû longtemps produire la même impression de terreur qu'ils déterminent encore si souvent chez les enfants et chez tant d'animaux.

Une telle manière de philosopher est aussi bien adaptée au caractère moral de l'humanité naissante qu'à sa situation mentale. Le sens de l'évolution consiste surtout à diminuer la prépondérance de la vie affective sur la vie intellectuelle ou, suivant la formule anatomique, de la région postérieure du cerveau sur la région frontale. Or, l'empire plus prononcé des passions sur la raison est plus favorable à la théologie fétichiste qu'à toute autre théologie. Tous les corps observables étant ainsi personnifiés et doués de passions ordinairement très puissantes, selon l'énergie de leurs phénomènes, le monde extérieur se présente au spectateur dans une harmonie qui n'a jamais pu se retrouver ensuite au même degré, et qui produit en lui un sentiment de pleine satisfaction.

On peut vérifier cette corrélation, même dans un état plus avancé de l'évolution humaine, en considérant les organisations ou les situations, dès lors plus ou moins exceptionnelles, où la vie affective acquiert à un titre quelconque une prédominance très prononcée. Malgré leur plus grande culture intellectuelle, les hommes qui, pour ainsi dire, pensent par le derrière de la tête, ou ceux qui se trouvent momentanément dans une disposition semblable, ont besoin de surveiller activement leurs pensées pour ne pas se laisser entraîner, dans l'état de crainte ou d'espérance déterminé par une passion quelconque, à une sorte de rechute vers le fétichisme en personnifiant et en divinisant jusqu'aux objets les plus inertes qui peuvent intéresser leurs affections.

La constitution du langage, encore si métaphorique

dans les idiomes même les plus perfectionnés, offre un autre témoignage de la puissance primitive d'un tel état mental. A l'époque de la formation, ou plutôt du développement de la langue, la surabondance des figures a tenu surtout au régime philosophique correspondant. Assimilant tous les phénomènes possibles aux actes humains, un tel régime introduisait comme fidèles des expressions qui nous semblent métaphoriques, depuis que nous avons dépassé l'état mental qui en motivait l'emploi.

Cet aperçu serait au besoin confirmé par une remarque qui a été faite depuis longtemps sur le décroissement d'une telle tendance, à mesure que l'esprit humain se développe; ce qui toutefois n'en rendrait pas superflue la vérification d'après un ensemble d'analyses philologiques. Pour faciliter la conception d'un tel travail, je me bornerai à ajouter une indication relative aux temps modernes, où la nature des métaphores se transforme de plus en plus. Au lieu de transporter au monde extérieur les expressions propres aux actes humains, la révolution qui s'accomplit dans la manière de philosopher conduit à appliquer aux phénomènes de la vie des termes primitivement destinés à la nature inerte. C'est ainsi que l'esprit scientifique exercera désormais sur la constitution du langage une influence de plus en plus profonde.

Après avoir établi la nécessité de ce premier âge théologique et expliqué son caractère, il nous reste à apprécier son influence sur l'ensemble de l'évolution, et la transformation qui en fait dériver le second âge de la philosophie théologique.

Quelque monstrueux que nous semble le dénombrement des divinités du paganisme, nous trouverions un résultat plus étrange, s'il était possible d'exécuter une pareille revue des dieux des fétichistes. Cette multiplicité résultait

du caractère individuel et concret des croyances : chaque corps observable était le sujet d'une superstition distincte. A aucun âge religieux, les idées théologiques n'ont pu être aussi adhérentes aux sensations elles-mêmes. Il était alors presque impossible d'en faire abstraction.

La prépondérance intellectuelle de l'esprit théologique a dû être plus prononcée au temps du fétichisme que sous tout autre régime religieux. Presque tous les philosophes confondent l'empire mental des croyances religieuses avec leur influence sociale, ce qui empêche toute saine appréciation. Ce n'est pas à cette époque que la philosophie théologique a obtenu sa plus grande importance politique. Afin de dissiper à ce sujet toute incertitude, il faut indiquer le motif de la moindre puissance du fétichisme comme moyen de civilisation.

Malgré les récriminations modernes contre l'autorité sacerdotale, une telle autorité est indispensable pour utiliser la propriété civilisatrice de la philosophie théologique. Sans cette condition, les idées théologiques peuvent avoir beaucoup d'extension et d'énergie, au point même d'occuper presque exclusivement l'intelligence, et ne comporter néanmoins qu'une très faible consistance politique. Nous en avons une confirmation dans l'expérience des trois derniers siècles, où la désorganisation de l'autorité théologique a fait des croyances religieuses plutôt un principe de discorde qu'un lien social.

Le féthichisme comporte moins que le polythéisme le développement d'une autorité sacerdotale organisée en classe spéciale. Presque tous les dieux du fétichisme sont individuels, et chacun d'eux a sa résidence dans un objet déterminé ; tandis que ceux du polythéisme ont une plus grande généralité, un département plus étendu et un siège moins circonscrit. Le fétichisme a ainsi une aptitude plus

prononcée à correspondre à l'état primitif de l'esprit humain ; mais il offre beaucoup moins de ressources, soit pour réunir les hommes, soit pour les gouverner. Quoiqu'il existe des fétiches de tribu et même de nation, la plupart sont domestiques ou même personnels, ce qui permet peu le développement de pensées communes. En outre, le siège de chaque divinité dans un objet matériel déterminé rend le sacerdoce presque inutile, et par suite tend à empêcher l'essor d'une classe spéculative vraiment distincte et influente. Ce n'est pas que le culte ne soit alors fort étendu ; car il tient, au contraire, plus de place qu'à toute autre époque dans l'ensemble de la vie, qui en est plus pénétrée ; mais c'est presque toujours un culte personnel, dont chaque croyant peut être le ministre.

C'est surtout la croyance à des dieux invisibles, et distincts des corps soumis à leur discipline, qui a déterminé, à l'âge du polythéisme, le développement rapide d'un sacerdoce susceptible d'une haute prépondérance sociale comme constituant un intermédiaire indispensable entre l'adorateur et sa divinité. Le fétichisme, au contraire, n'exigeait pas cette intervention. On observe des traces très marquées de ce caractère des cultes primitifs, au temps même de la plus entière extension intellectuelle et sociale du polythéisme grec ou romain. Il y avait, par exemple, l'adoration des dieux lares et des dieux pénates, divinités domestiques, où l'on doit reconnaître de purs fétiches, dont le culte, modifié chez les diverses familles, s'y célébrait sans intervention sacerdotale, chaque fidèle ou du moins chaque chef de famille étant resté à cet égard une sorte de prêtre.

L'âge du fétichisme n'est pas entièrement incompatible avec la formation d'une classe sacerdotale, comme l'indiquent les professions de devins et de jongleurs chez

plusieurs peuplades nègres. Le fétichisme est alors parvenu à l'état d'astrolâtrie, qui constitue son plus haut perfectionnement, et sous lequel s'effectue sa transformation en polythéisme. Cette phase, plus éminente, mais plus tardive, tend à provoquer le développement d'un sacerdoce. Les astres offrent un caractère de généralité qui les rend aptes à devenir des fétiches communs. Quand la situation inaccessible de ces fétiches a été suffisamment reconnue, le besoin d'intermédiaires s'est fait sentir. Ainsi, une généralité supérieure et un accès plus difficile sont les deux caractères qui, sans altérer la nature du fétichisme, ont rendu l'adoration des astres propre à déterminer la formation d'un culte organisé et d'un sacerdoce distinct, sans lesquels le développement politique serait demeuré impossible.

C'est à tort que l'on voudrait condamner le culte des astres comme un principe de dégradation. L'avénement de l'astrolâtrie constitue, non seulement un symptôme, mais encore un puissant moyen de progrès social pour les temps correspondants, quoique sa prolongation soit devenue plus tard une source d'entraves. Il a dû s'écouler un temps fort long avant que l'adoration des astres ait pu prédominer sur les autres branches du fétichisme, de manière à imprimer à l'ensemble du culte le caractère d'astrolâtrie; car l'esprit humain, d'abord préoccupé des considérations les plus directes et les plus particulières, ne pouvait placer les corps célestes au premier rang des substances extérieures.

Les astres ont eu longtemps moins d'importance qu'un grand nombre de phénomènes terrestres. Par exemple, les principaux effets météorologiques, à un âge plus avancé et pendant presque tout le règne théologique, ont fourni les attributs du pouvoir surnaturel. Tandis qu'on reconnaissait alors aux magiciens une autorité sur la lune et sur

les étoiles, personne n'aurait osé leur supposer une participation au gouvernement du tonnerre. Il a donc fallu une suite de modifications dans les conceptions humaines pour placer les astres à la tête des corps naturels, tout en les subordonnant toujours à la terre et à l'homme, suivant l'esprit de la philosophie théologique.

En terminant cette appréciation, je ne puis m'empêcher de signaler, sur l'ensemble du régime théologique, une réflexion qui est déjà très propre à rendre fort douteuse cette aptitude à servir indéfiniment de base aux liens sociaux qu'on attribue encore aux croyances religieuses, à l'exclusion de tout autre ordre de conceptions. Il résulte, en effet, des considérations précédentes que cette propriété est loin de leur appartenir d'une manière aussi absolue qu'on le suppose, puisqu'elle n'a pû se développer au temps de la plus grande extension mentale du système religieux. Cette observation se complètera par la suite de notre opération historique. Nous reconnaîtrons dans le polythéisme, et surtout dans le monothéisme, la corrélation du décroissement intellectuel de l'esprit théologique avec une plus parfaite réalisation de sa faculté civilisatrice.

Bien que le fétichisme n'ait pas été favorable, si ce n'est dans sa dernière phase, au développement de la politique théologique, son influence sociale n'en a pas moins été très étendue et même indispensable, comme nous allons l'apprécier.

Au point de vue philosophique, cette première forme de l'esprit religieux présente la propriété, que nous avons reconnue inhérente à toute philosophie théologique, de pouvoir seule tirer l'intelligence de sa torpeur initiale en fournissant un aliment et un lien à ses conceptions. Mais, si le fétichisme a participé à ce caractère de la philosophie primitive, son action ultérieure a tendu avec beaucoup

d'énergie à empêcher le développement des connaissances réelles. Jamais, en effet, l'esprit religieux n'a été aussi directement opposé à tout esprit scientifique, à l'égard même des plus simples phénomènes. Toute idée de lois naturelles paraissait alors chimérique, et était repoussée comme contraire au mode consacré, qui rattachait l'explication détaillée de chaque phénomène aux volontés arbitraires du fétiche correspondant.

Dans cette première enfance intellectuelle, les faits chimériques l'emportent infiniment sur les faits réels, ou plutôt il n'y a, pour ainsi dire, aucun phénomène qui puisse être nettement aperçu sous son aspect véritable. L'esprit humain est alors, à l'égard du monde extérieur, dans un état de vague préoccupation qui produit l'équivalent d'une sorte d'hallucination permanente où, par l'empire exagéré de la vie affective sur la vie intellectuelle, les plus absurdes croyances altèrent l'observation.

Nous sommes trop disposés à traiter d'impostures des sensations exceptionnelles que nous avons cessé de pouvoir comprendre, et qui étaient particulières aux magiciens, devins et sorciers de cette phase sociale. Quelque familière que nous soit l'opinion de la constance des événements naturels sur laquelle repose notre système mental, cette disposition n'est pas innée, puisqu'on peut presque assigner, dans l'éducation individuelle, l'époque de sa manifestation. Le sentiment de cette constance ne pouvait se développer, tant que l'esprit théologique conservait, sous le régime du fétichisme, son influence mentale, caractérisée par l'extension à tous les phénomènes extérieurs des idées de vie tirées du type humain.

En appréciant une telle situation, on cesse de trouver étranges les fréquentes hallucinations que produisait chez les hommes énergiques une activité intellectuelle aussi

[redacted]

imparfaitement réglée, à la moindre surexcitation déterminée par le jeu des passions, ou provoquée volontairement par divers stimulants, comme la pratique de certains mouvements graduellement convulsifs, l'usage de boissons ou de vapeurs enivrantes et l'emploi de frictions susceptibles d'effets analogues. Même en dehors de ces moyens particuliers, les causes d'erreur étaient tellement prononcées qu'on doit plutôt s'étonner que la rectitude de l'esprit humain ait si souvent corrigé, pendant cette première enfance, la direction illusoire que les seules théories alors possibles tendaient à lui imprimer.

Au point de vue des beaux-arts, l'action du fétichisme n'a pas été aussi défavorable. Une philosophie qui animait toute la nature tendait à favoriser l'imagination, alors prépondérante. Nous ajournerons cet examen, pour l'abréger, jusqu'au moment où nous analyserons le polythéisme, dont l'action a été plus considérable.

Le développement industriel remonte à la même époque. L'industrie doit à ces temps primitifs l'ébauche de ses ressources les plus puissantes, l'association de l'homme avec les animaux, l'usage du feu et l'emploi des forces mécaniques. Le commerce même y trouve son premier progrès dans l'institution des monnaies. En outre, l'exercice de l'activité humaine prépare alors le théâtre de la civilisation. L'action destructive des peuplades primitives de chasseurs offre un motif de liaison entre les diverses familles. Une telle destruction est nécessaire au développement social, dont la scène se trouve encombrée par la multiplicité des animaux de toute espèce. Cette énergie destructive est alors tellement prononcée qu'on peut y voir sans trop d'invraisemblance une cause secondaire de la disparition de certaines races, surtout parmi les plus grandes. On peut faire des remarques analogues au sujet

de la dévastation exercée ensuite par les peuples pasteurs sur la végétation superflue.

En consacrant la plupart des corps extérieurs, le fétichisme semble interdire à l'homme toute modification du monde environnant, et en ce sens il constitue un puissant obstacle à l'évolution industrielle; mais il a la propriété de favoriser l'activité par les illusions qu'il inspire sur la prépondérance de l'homme, auquel le monde entier semble subordonné tant que l'invariabilité des lois naturelles n'est pas connue. Cette suprématie n'est alors réalisable que par l'intervention des agents divins, et le sentiment de cette protection surnaturelle excite et soutient l'énergie.

Enfin, au point de vue social, le fétichisme, quoique moins efficace que les autres modes de l'esprit théologique, offre cependant des propriétés importantes. L'esprit théologique avait besoin de fournir une base à la discipline sociale, en un temps où la prévoyance était trop limitée pour offrir un point d'appui aux influences rationnelles. Même à des époques moins arriérées, les institutions qui sont le plus susceptibles d'être rattachées à des motifs purement humains ont longtemps reposé sur de tels fondements jusqu'à l'affermissement de la raison. C'est ainsi que les premiers préceptes d'hygiène ont dû s'établir sous l'autorité des prescriptions religieuses.

On regarde ordinairement la consécration théologique comme étrangère au développement de l'esprit de propriété; cependant une analyse approfondie me semble indiquer à cet égard le concours de l'influence religieuse. Telle est entre autres l'institution du *Tabou*, si importante chez les peuples les plus avancés de l'Océanie. La même influence a sans doute contribué à établir et à régulariser

l'usage des vêtements, qui constitue l'un des principaux indices de la civilisation naissante, non seulement par l'impulsion qu'en reçoivent les aptitudes industrielles, mais encore au point de vue moral : c'est le premier témoignage des efforts de l'homme pour améliorer sa nature.

Quelques philosophes ont conçu l'esprit théologique comme un simple artifice appliqué par des hommes supérieurs au gouvernement de la multitude. Il convient de rectifier ces appréciations, qui sont aussi contraires à l'explication des faits sociaux qu'injurieuses pour le caractère moral de l'homme. Malgré la réputation d'habileté politique qu'on a si étrangement tenté de faire à la dissimulation et à l'hypocrisie, l'expérience et l'étude de la nature humaine ont heureusement prouvé qu'un homme supérieur n'a jamais pu exercer une grande action sur ses semblables sans être lui-même intimement convaincu. Les législateurs de ces temps primitifs étaient aussi sincères dans leurs conceptions théologiques sur la société que dans celles qui se rapportaient au monde extérieur.

La politique théologique fournissait des inspirations qui devaient coïncider avec les nécessités sociales correspondantes. Cette coïncidence résultait de deux propriétés qui sont communes à toutes les phases religieuses. La première consiste en ce que, par le vague presque indéfini qui les caractérise, les croyances théologiques sont susceptibles de se modifier selon les exigences de chaque application politique, de manière à sanctionner les inspirations mêmes qui n'en seraient pas d'abord émanées, pour peu qu'elles correspondent au sentiment d'un besoin individuel ou social. En second lieu, les croyances étant déterminées par les modifications de la société, il serait impossible qu'elles n'offrissent pas certains attributs en harmonie avec les situations correspondantes. La pre-

[redacted]

mière propriété correspond à ce qu'il y a de vague et d'indisciplinable dans chaque système religieux; la seconde, à ce qu'on y trouve de déterminé et de régularisable. L'action de l'une peut donc suppléer à celle de l'autre. A mesure que les croyances se simplifient et s'organisent, leur influence sociale décroît, sous le premier aspect, par suite de la diminution de liberté spéculative qui en résulte ; mais elle augmente, sous le second, en permettant de plus en plus aux esprits supérieurs d'utiliser dans toute sa plénitude la vertu civilisatrice de cette philosophie.

D'après ces explications sur les deux modes relatifs à l'action sociale de toute théologie, on conçoit que la première doit prévaloir dans le fétichisme, qui manque d'organisation religieuse. Mais, par cela même, l'analyse de cette influence est plus difficile. Quant au second mode, malgré son moindre développement, sa nature permet de mieux l'apprécier. L'existence implicite de l'autre influence se trouve ainsi confirmée dans les cas nombreux où l'imperfection de l'analyse sociologique ne peut la faire convenablement ressortir. Je me bornerai à signaler deux exemples de cette action sur l'ensemble de l'évolution sociale.

Le premier consiste dans la participation du fétichisme à l'introduction de la vie agricole. Un grand nombre de philosophes ont fait ressortir l'importance sociale de ce changement du régime matériel, sans lequel les plus grands progrès seraient restés impossibles. La guerre, principal instrument temporel de la civilisation naissante, reste presque entièrement privée de sa plus importante destination politique, tant que dure l'état nomade.

L'évolution temporelle qui assujettit l'homme à une résidence déterminée a une immense portée sociale. Un changement aussi peu compatible avec le caractère de

l'humanité naissante offrait une extrême difficulté. Le vagabondage est, en effet, très naturel à l'homme, comme le confirme, même dans les sociétés les plus avancées, l'exemple des individus les moins cultivés. Cette appréciation montre qu'un tel progrès a dû exiger l'intervention d'influences spirituelles, distinctes des causes temporelles auxquelles on l'attribue ordinairement.

On a indiqué la condensation croissante de la population comme ayant conduit à l'état agricole en exigeant une fécondité proportionnelle dans les moyens d'alimentation; mais cette explication est insuffisante. Les philosophes s'en contentent, parce qu'ils font dériver les facultés des besoins. Quelque importante que devienne une exigence sociale quelconque, cette condition ne suffit pas à la produire, si l'humanité n'y est pas convenablement disposée, comme le confirment tant d'exemples de graves inconvénients supportés, pendant des siècles, par des populations trop peu préparées à s'en affranchir. Malgré l'intensité et l'urgence du besoin, l'homme préfère pallier isolément chaque résultat plutôt que de se décider à un changement total de situation. Ainsi, dans le cas actuel, plutôt que de renoncer à la vie nomade pour la vie agricole sans y être suffisamment préparé par le développement intellectuel et moral, l'homme aurait tenté de remédier à l'excès de population par l'emploi des horribles expédients auxquels il n'a eu que trop recours à des époques plus avancées. La vie agricole s'étant presque toujours établie avant la cessation du fétichisme, l'influence de ce régime théologique a donc disposé l'homme à une telle révolution. Il est aisé, d'ailleurs, d'en assigner le principe; car l'adoration du monde extérieur, dirigée sur les objets les plus rapprochés et les plus usuels, a dû développer les penchants qui attachent l'homme au sol natal.

[redacted]

La touchante douleur si souvent exprimée, dans les guerres antiques, par le vaincu obligé de quitter ses dieux tutélaires ne portait pas principalement sur des êtres abstraits qu'il eût pu retrouver partout, comme Jupiter et Minerve. Elle concernait bien plus les dieux domestiques, et surtout ceux du foyer, c'est-à-dire de purs fétiches. Telles sont les divinités dont la plainte naïve du guerrier déplorait l'abandon avec presque autant d'amertume que s'il se fût agi de la tombe sacrée de ses pères, qui était elle-même incorporée dans le fétichisme universel. Chez les nations qui sont parvenues au polythéisme avant de passer à l'état agricole, l'influence religieuse indispensable à cette transition y est due, en majeure partie, à un reste de fétichisme. Cette influence constitue donc une propriéte essentielle de la première phase théologique.

Il faut remarquer, pour compléter cette indication, la réaction exercée par une semblable révolution sur le perfectionnement du régime théologique. C'est alors que le fétichisme prend sa forme la plus éminente en passant à l'état d'astrolâtrie. La vie sédentaire des peuples agricoles attire davantage leur attention vers les corps célestes, pendant que leurs travaux en ressentent aussi une plus grande influence. Il existe donc une double relation entre le développement du fétichisme et l'établissement de la vie agricole. En terminant cette explication, je dois utiliser l'occasion qui s'offre de signaler, sous deux aspects importants, l'imperfection de la philosophie politique actuelle. Nous venons de reconnaître combien est erronée la théorie ordinaire, sur l'introduction de l'état agricole. En second lieu, nous vérifions ici la nécessité d'étudier simultanément les divers aspects sociaux, et surtout de ne point isoler le développement matériel du développement spirituel. L'erreur que nous venons de rectifier résulte, en effet,

[redacted]

d'une préoccupation presque exclusive du point de vue temporel dans tous les événements humains.

Le second exemple consiste dans la fonction qui a été remplie par cette religion primitive pour la conservation des animaux utiles et des végétaux. L'action de l'homme sur le monde a commencé par la dévastation. Un penchant aussi prononcé menaçait indistinctement toutes les races. Les plus précieuses espèces organiques, surtout dans le règne animal, auraient été vouées à une destruction inévitable, si l'évolution intellectuelle et morale n'était pas venue imposer un frein à cette aveugle ardeur. Telle est l'une des propriétés du fétichisme. Le polythéisme a rempli ensuite la même fonction d'une manière un peu différente en plaçant les divers êtres sous la protection des divinités correspondantes. Ce procédé, quoique très énergique, n'aurait pas été d'abord assez intense pour obtenir une pleine efficacité. Le monothéisme n'a pas organisé cette attribution, parce que l'éducation était alors assez avancée pour ne plus exiger à ce sujet la direction de la voie théologique. Toutefois le défaut de discipline à l'égard d'un tel ordre de relations présente de graves inconvénients, qui sont imparfaitement réparés par les mesures purement temporelles auxquelles on est obligé de recourir.

L'aptitude du fétichisme à favoriser la conservation des animaux utiles a contribué à l'adoucissement du caractère. Sans doute l'organisation carnivore de l'homme constitue l'une des principales causes qui limitent le degré de douceur dont il est susceptible. Mais la spécialisation croissante des occupations tend à diminuer de plus en plus l'instinct sanguinaire en le concentrant dans une moindre partie de la société, où il est d'ailleurs atténué par son caractère d'utilité publique. Sous cet aspect, le fétichisme

a ébauché, par la seule voie alors praticable, un ordre très élevé d'institutions destinées à régler les relations de l'humanité avec le monde, et surtout avec les animaux.

Après avoir caractérisé la part du fétichisme dans l'évolution humaine, il me reste à examiner le mode suivant lequel s'est opérée sa transition au polythéisme.

Le polythéisme a partout dérivé du fétichisme. L'analyse du développement individuel le démontre avec évidence, et l'exploration des degrés correspondants de l'échelle sociale le confirme sur tous les points du globe. L'étude de la haute antiquité, quand elle sera éclairée par les saines théories sociologiques, apportera, j'ose l'assurer, une nouvelle preuve. On peut déjà reconnaître, dans la plupart des théogonies, que le polythéisme qu'elles décrivent ne constituait pas la religion primitive. Le fétichisme y sert de base pour expliquer la formation des dieux, c'est-à-dire l'époque où leur existence distincte a été admise. N'est-ce pas ce que signifient chez les Grecs ces dieux issus de l'Océan et de la Terre, c'est-à-dire des deux principaux fétiches ?

Au point de vue spéculatif, cette transformation est la plus considérable que l'esprit religieux ait jamais subie. L'intelligence a franchi un moindre intervalle mental en passant du polythéisme au monothéisme. Le fétichisme supposait la matière éminemment active au point d'en être vraiment vivante; le polythéisme, au contraire, la condamnait à une inertie presque absolue en la regardant comme passivement soumise aux volontés arbitraires de l'agent divin. Il semble d'abord impossible, en appréciant la portée intellectuelle de cette différence capitale, de comprendre le mode de transition de l'un à l'autre régime religieux. Le passage de l'activité à l'inertie de la matière paraît une sorte de saut brusque qui doit avoir beaucoup

coûté à l'esprit humain. Il y a donc un grand intérêt philosophique à expliquer cette mémorable transition.

Toutes les grandes modifications de l'esprit religieux ont été déterminées par le développement de l'esprit scientifique. Si l'homme n'avait pas été plus capable de comparer, d'abstraire, de généraliser et de prévoir que ne le sont les singes et les carnassiers, il aurait indéfiniment persisté dans le fétichisme plus ou moins grossier où les retient leur imparfaite organisation; mais son intelligence est propre à apprécier la similitude des phénomènes, et à reconnaître leur succession. Ces facultés s'exercent avec une énergie croissante depuis la première activité mentale, émanée de l'impulsion théologique, et leur exercice diminue de plus en plus la prépondérance initiale de la philosophie religieuse. Le passage du fétichisme au polythéisme constitue le premier résultat général de l'esprit d'observation et d'induction, qui s'est développé d'abord chez les hommes supérieurs, et à leur suite dans la multitude.

Toute croyance fétichiste a un caractère individuel et concret qui correspond aux observations grossièrement matérielles propres à l'enfance de l'humanité. Il en résulte entre la conception et l'action cette exacte harmonie, vers laquelle tend toujours l'intelligence dans l'une quelconque de ses phases. Or, le développement que cette première théorie, si imparfaite qu'elle soit, imprime à l'esprit d'observation altère graduellement l'équilibre primitif, qui finit par ne pouvoir plus subsister qu'avec une modification de la philosophie originaire. Ainsi conçue, la grande révolution qui a conduit jadis l'intelligence humaine du fétichisme au polythéisme est due aux mêmes causes mentales que nous voyons journellement produire les diverses révolutions scientifiques, toujours par suite d'un insuffisant accord entre les faits et

[redacted]

les principes. Cette conformité établit déjà une présomption très puissante en faveur de ma théorie; car les lois logiques qui gouvernent le monde intellectuel sont invariables, et communes non seulement à tous les temps et à tous les lieux, mais encore à tous les sujets. De même que les naturalistes s'accordent à repousser toutes les hypothèses géologiques qui font procéder d'abord les agents naturels selon d'autres lois que celles qu'ils nous manifestent dans les phénomènes actuels; de même aussi les philosophes devraient bannir l'usage, beaucoup plus dangereux, de toute théorie qui force à supposer dans l'histoire de l'esprit humain une autre différence que celle de la maturité et de l'expérience graduellement développées.

Les diverses observations de l'homme primitif, en se généralisant insensiblement, ont fini par nécessiter une généralisation analogue dans les conceptions théologiques correspondantes, et elles ont déterminé ainsi la transformation du fétichisme en polythéisme. Les dieux, en effet, diffèrent des fétiches par un caractère plus général et plus abstrait, inhérent à leur résidence indéterminée. Ils administrent chacun un ordre de phénomènes, mais dans un grand nombre de corps, en sorte qu'ils ont tous un département plus ou moins étendu, tandis que l'humble fétiche ne gouverne qu'un objet unique dont il est inséparable. Après avoir reconnu la similitude de certains phénomènes dans diverses substances, l'esprit humain a rapproché les fétiches correspondants, et les a réduits au principal d'entre eux, qui s'est élevé au rang de dieu, c'est-à-dire d'agent idéal et invisible.

Il n'a jamais pu exister de fétiches communs entre plusieurs corps; c'eût été contradictoire, parce que chaque fétiche était doué d'une individualité matérielle. Lorsque la végétation semblable des différents arbres

d'une forêt de chênes a conduit à représenter dans les conceptions théologiques ce que leurs phénomènes offraient de commun, cet être abstrait n'a plus été le fétiche d'aucun arbre: il est devenu le dieu de la forêt. Le passage du fétichisme au polythéisme se réduit donc à la prépondérance des idées spécifiques sur les idées individuelles. Cette modification s'est opérée d'autant plus aisément qu'elle était déjà accomplie pour certains cas, qu'il a suffi de limiter ou d'étendre. En effet, bien que l'homme, plus sensible que raisonnable, soit en général plus frappé des différences que des ressemblances, par suite sans doute de son organisation cérébrale, il existe néanmoins certains cas usuels où les qualités communes sont d'abord abstraitement saisies par la moindre intelligence, quand les objets comparables sont assez simples et assez uniformes. Dans ces diverses occasions, le polythéisme est primitif et spontané ; c'est sans doute ce qui a donné lieu à l'erreur relative à son antériorité.

La nature théologique de la philosophie primitive a été ainsi maintenue, puisque les phénomènes ont continué à être régis par des volontés, et non pas par des lois. Le corps étant non plus vivant, mais inerte, et recevant toute son activité d'un être fictif et extérieur, le premier point de vue s'est trouvé notablement perfectionné.

Chaque corps, en perdant son caractère divin ou vivant, devient plus accessible à l'esprit scientifique, dont le domaine commence à s'étendre, sans que l'explication théologique intervienne aussi complètement dans les détails des phénomènes par suite même de sa généralisation. Cette différence se traduit par une diminution correspondante du nombre des êtres divins, dont la nature est plus abstraite et la domination plus étendue. Chaque dieu ainsi introduit remplace toute une troupe de fétiches désormais

licenciés, pour ainsi dire, ou du moins réduits à leur servir d'escorte.

Nous pouvons compléter cette explication en déterminant par quelle branche du fétichisme s'est opéré plus spécialement le passage au polythéisme. La transformation devait commencer par les phénomènes les plus généraux, les plus indépendants, et dont l'influence semblait la plus universelle. Or, tel était, à tous ces titres, le cas des astres, qui, isolés et inaccessibles, ont dû imprimer un caractère particulier à la partie correspondante du fétichisme, quand cette partie a commencé à fixer l'attention, d'abord trop concentrée sur des corps plus familiers. La différence entre la notion du fétiche et celle du dieu devait être moindre dans le cas d'un astre, ce qui rendait l'astrolâtrie propre à servir d'intermédiaire entre le fétichisme et le polythéisme. En d'autres termes, le culte des astres est la seule branche du fétichisme qui ait pu s'incorporer au polythéisme sans exiger aucune profonde modification.

Chaque fétiche sidéral, en vertu de sa puissance et de son éloignement, ne pouvait différer du dieu correspondant que par des nuances presque insensibles, surtout en un temps où l'on ne tenait guère à la précision. Il suffisait, pour effacer le caractère individuel et concret par lequel le fétichisme s'y marquait encore, de ne plus assujettir cette divinité à une attribution et à une résidence exclusives, et de lier sa conception, par quelque analogie réelle ou apparente, à celle d'autres fonctions plus ou moins générales, déjà confiées à un dieu proprement dit pour lequel l'astre n'était plus qu'une sorte de séjour préféré. Cette transformation était si peu nécessaire que, pendant presque tout le régime du polythéisme, on n'y a assujetti que les planètes. Les étoiles sont restées de vrais fétiches.

Afin d'utiliser pour l'étude de l'évolution humaine l'appréciation d'un tel changement, il importe d'y remarquer la première manifestation de l'esprit métaphysique.

La transformation des fétiches en dieux fait considérer dans chaque corps, au lieu de la vie qu'on lui attribuait, une propriété abstraite qui le rend susceptible de recevoir l'impulsion d'un agent surnaturel. Chaque dieu remplace plusieurs fétiches envisagés en ce qu'ils ont de commun : une telle notion suppose une opération métaphysique. En un sujet quelconque, l'état métaphysique est toujours caractérisé par une confusion entre le point de vue abstrait et le point de vue concret, alternativement substitués l'un à l'autre pour modifier les conceptions théologiques.

Telle est la fonction de l'esprit métaphysique à l'égard de la philosophie théologique. Distincte de chaque substance, quoiqu'elle en soit inséparable, l'entité métaphysique est plus subtile et moins définie que l'action surnaturelle d'où elle émane. Il en résulte une plus grande aptitude à opérer des transitions qui constituent sans cesse un décroissement de la philosophie théologique. Aussi le mode d'action de l'esprit métaphysique est-il toujours critique, puisqu'il conserve la théologie tout en détruisant sa consistance.

Je n'insiste pas sur ces explications ; mais il était indispensable de signaler l'origine de l'influence métaphysique. Il n'était pas moins utile de constater, dès le berceau de l'humanité, cette rivalité, d'abord mentale, puis politique, entre l'esprit théologique et l'esprit métaphysique.

[redacted]

CINQUANTE-TROISIÈME LEÇON

Sommaire. — Principal état théologique : âge du polythéisme. Développement du régime théologique et militaire.

Le fétichisme est caractérisé, au point de vue intellectuel, par l'incorporation la plus étendue de l'esprit religieux aux pensées humaines; sa transformation en polythéisme constitue donc un premier décroissement. Néanmoins, nous regarderons ce second âge, qui est mieux connu, comme le temps du plus complet développement de l'esprit religieux, dont l'intensité a constamment diminué depuis cette époque.

Si l'on compare par la pensée l'existence d'un polythéiste sincère à celle du plus dévot monothéiste, on reconnaîtra la prépondérance de l'esprit religieux chez le premier, dont l'intelligence est toujours remplie d'explications théologiques très détaillées, et dont les actions, même les plus communes, constituent autant d'actes d'une adoration spéciale. Le monde imaginaire occupe alors une plus grande place que sous le régime monothéiste. On en trouve la confirmation dans les éloquentes plaintes des principaux docteurs chrétiens sur la difficulté de maintenir le fidèle au point de vue religieux. Cette difficulté était presque nulle sous l'empire, plus familier et moins abstrait, des croyances polythéistes. Le contraste des croyances religieuses avec la doctrine de l'invariabilité des lois naturelles constitue le criterium de toute philosophie théolo-

gique. Il suffirait donc d'indiquer combien l'opposition du polythéisme est, à cet égard, plus considérable. C'est ce qui ressort du décroissement des miracles et des oracles, au temps du monothéisme : les visions ou apparitions y sont exceptionnelles, et réservées de loin en loin à quelques individus privilégiés, chez lesquels elles ont presque toujours une importante destination. Sous le paganisme, au contraire, tout personnage de quelque importance avait, pour les moindres sujets, de fréquentes relations avec diverses divinités, auxquelles l'unissait souvent une parenté plus ou moins directe.

La seule objection spécieuse qu'on pourrait opposer à un tel jugement consisterait à regarder l'influence mentale du polythéisme comme inférieure à celle du monothéisme, au point de vue du dévouement inspiré à leurs croyants respectifs. L'objection repose sur une confusion entre la puissance intellectuelle des croyances religieuses et leur puissance sociale, et sur une vicieuse appréciation de celle-ci. En vertu même de l'incorporation plus intime du polythéisme à l'existence humaine, on éprouve plus de difficulté à en déterminer la participation à chaque action sociale. Sous le monothéisme, cette coopération semble mieux tranchée, par suite d'une division plus nette entre la vie active et la vie spéculative. Il serait d'ailleurs peu rationnel de chercher dans le polythéisme le genre de fanatisme qui appartient au monothéisme, dont l'esprit plus exclusif inspire à l'égard de toute autre croyance cette profonde répugnance que ne sauraient éprouver, au même degré, ceux qui, admettant déjà un très grand nombre de dieux, sont peu éloignés d'en ajouter de nouveaux, dès que la conciliation devient possible. On ne peut apprécier l'efficacité morale et sociale du polythéisme qu'en la comparant au principal office

qu'il a rempli dans l'ensemble de l'évolution, et qui diffère essentiellement de celui du monothéisme. L'influence politique de l'un n'a pas été moins étendue que celle de l'autre. Cette considération ne saurait donc affaiblir le concours de preuves qui représentent le polythéisme comme le plus grand développement de l'esprit religieux.

Pour mieux juger la participation du polythéisme à l'évolution intellectuelle, il faut l'examiner successivement sous l'aspect scientifique, poétique ou artistique, et enfin industriel.

Sous le premier aspect, on est frappé des obstacles qu'une telle philosophie apportait à l'essor de l'esprit scientifique, qui était alors obligé de lutter contre des explications religieuses très détaillées tendant à repousser comme impie toute idée d'invariabilité des lois physiques. Les inconvénients du polythéisme sont, sur ce point, assez évidents et assez connus pour n'exiger aucun examen. D'ailleurs, il y sera suppléé dans la leçon suivante par l'appréciation de l'influence opposée du monothéisme, sous la tutelle duquel s'est accomplie la principale éducation scientifique. Il faut bien cependant, puisque cette éducation a commencé sous l'empire du polythéisme, qu'il ne lui ait pas été absolument opposé, et qu'il ait même tendu à la favoriser suivant un certain mode que je vais indiquer.

Les philosophes n'ont pas assez apprécié l'importance du progrès que l'intelligence a réalisé, quand elle s'est élevée du fétichisme au polythéisme. Ce progrès est peut-être plus important que tout perfectionnement ultérieur; car la création des dieux est le premier essai de l'activité spéculative. Jusque-là, l'homme avait suivi sans efforts, à la manière des bêtes, une tendance à animer tous les

[redacted]

corps extérieurs proportionnellement à l'intensité de leurs phénomènes. La vie intellectuelle a ainsi commencé à prendre un caractère distinct, et cette évolution théologique a constitué une préparation sans laquelle la conception des lois naturelles fût demeurée impossible.

Tout en représentant la matière comme inerte, le polythéisme subordonnait tous les phénomènes à une multitude de volontés arbitraires, incompatibles avec l'idée de règles constantes. Néanmoins, par cela même que chaque corps n'était plus directement divinisé, les détails secondaires des phénomènes commençaient à devenir accessibles à l'esprit scientifique, puisqu'on pouvait les contempler à un certain degré sans rappeler la notion théologique, qui était alors relative à un être distinct du corps et résidant presque toujours au loin. Sous le fétichisme, au contraire, cette séparation était impossible. Dans son entier développement, le polythéisme a introduit, sous le nom de destin ou de fatalité, une conception propre à fournir un point d'appui au principe de l'invariabilité des lois naturelles.

Les divers phénomènes paraissaient, dans l'enfance de la raison humaine, plus irréguliers que notre régime mental ne nous le fait supposer. Cependant le polythéisme, par la multiplicité de ses dieux, avait dépassé le but au point de devenir contraire au degré de régularité manifesté par l'examen du monde extérieur. Pour tout concilier, sans dénaturer une telle philosophie, il a fallu lui ajouter un complément en créant pour l'immutabilité un dieu particulier, dont tous les autres dieux, malgré leur indépendance propre, devaient reconnaître la prépondérance. C'est ainsi que la notion du destin constitue le correctif du polythéisme, qui avait ménagé une place au principe de l'invariabilité des lois naturelles en subordon-

nant à quelques règles constantes, quoique très obscures, les nombreuses volontés qu'il introduisait. Il a même consacré cette régularité dans le monde moral, qui lui servait, comme à toute autre théologie, de point de départ pour l'explication du monde physique. Au milieu des caprices les plus désordonnés, chaque divinité conservait toujours son caractère propre jusque dans les plus libres élans de la poésie antique.

Le polythéisme tendait à exciter les méditations philosophiques en établissant entre toutes les idées une première liaison, qui, malgré sa nature chimérique, n'en était pas moins précieuse. Jamais, depuis cette époque, les conceptions n'ont pu retrouver au même degré le caractère d'unité de méthode et d'homogénéité de doctrine qui constitue l'état normal de l'intelligence. Le monothéisme a rempli moins complètement une telle condition, parce que, dans l'état mental correspondant, une partie des spéculations avaient commencé à échapper à la philosophie théologique. Il est donc aisé de concevoir pourquoi l'esprit d'ensemble, aujourd'hui si rare, se rencontrait fréquemment en un temps où la faible étendue des diverses notions permettait à chacun de les embrasser toutes, et où leur subordination à une même philosophie les rendait comparables entre elles. Bien que ces rapprochements fussent le plus souvent chimériques, leur usage constituait un état plus normal que l'anarchie philosophique qui caractérise la situation transitoire des modernes.

Le polythéisme développait l'esprit d'observation et d'induction : tout en lui assignant un rôle subalterne et toujours subordonné aux besoins et aux indications théologiques, il lui offrait un but attrayant et un champ fort vaste en liant tous les phénomènes à la destinée de l'homme, principal objet du gouvernement divin. Les su-

perstitions qui nous paraissent les plus absurdes, telles que la divination par le vol des oiseaux et par les entrailles des victimes, ont eu primitivement, outre leur importance politique, un caractère progressif, au point de vue philosophique, en faisant observer des phénomènes qui ne pouvaient, à cette époque, offrir aucun intérêt.

Les observations de tous genres, malgré leur chimérique destination, n'en étaient pas moins recueillies. Il est, par exemple, incontestable, suivant la remarque de Képler, que les chimères astrologiques ont longtemps servi à maintenir le goût des observations astronomiques, après l'avoir inspiré. L'anatomie a sans doute puisé ses premiers matériaux dans les résultats de l'art des aruspices sur la détermination de l'avenir par l'examen du foie, du cœur et du poumon des animaux sacrifiés. Il existe des phénomènes qui, n'ayant pu être soumis jusqu'ici à aucune théorie scientifique, font regretter que l'institution des observations polythéistes ait été détruite avant d'avoir pu être remplacée. Tels sont la plupart des phénomènes météorologiques, et principalement ceux de la foudre, qui, dans l'antiquité, étaient, pour l'art des augures, le sujet d'une exploration continue. On ne peut que déplorer la perte des observations que les augures étrusques avaient recueillies pendant une longue suite de siècles, et que la philosophie pourrait utiliser. Une semblable appréciation montre que, dans tous les ordres de phénomènes, les premiers essais de l'esprit d'observation sont dus au polythéisme. Il ne faut pas en excepter les phénomènes intellectuels et moraux, dont l'enchaînement était alors, pour l'interprétation des songes, un sujet d'observations très délicates.

Telles sont, au point de vue scientifique, les propriétés du polythéisme, dont nous allons maintenant appré-

cier l'influence sur le développement des beaux-arts.

Il faut rectifier une exagération trop commune, qui fait prendre les beaux-arts pour la base intellectuelle de la société antique. C'est confondre la philosophie et la poésie, qui, en tout temps, ont été distinctes, même avant d'avoir reçu leurs dénominations propres, et sans excepter l'époque où elles étaient cultivées par les mêmes esprits. Dans la vie sauvage, la puissance sociale de la poésie et des beaux-arts n'est que secondaire par rapport à l'influence théologique : elle l'aide et en est protégée, mais elle ne la domine jamais. Homère n'était ni un philosophe ni un sage, encore moins un pontife ou un législateur ; mais son intelligence était imbue de tout ce que la pensée humaine avait produit de plus avancé en tous genres, comme l'ont été, après lui, tous les génies poétiques ou artistiques, dont il demeurera toujours le type le plus éminent. Platon, qui sans doute comprenait l'esprit de l'antiquité, n'aurait point exclu de sa célèbre utopie le plus général des beaux-arts, si son influence avait été aussi grande qu'on le suppose dans l'économie des sociétés anciennes. Au temps du polythéisme, comme à tout autre âge de l'humanité, l'essor et l'action des beaux-arts ont toujours reposé sur une philosophie préexistante. Bien que, par une réaction inévitable, l'influence poétique ait alors beaucoup contribué à étendre et à consolider l'empire théologique, elle n'a pu certainement l'établir.

Qu'il s'agisse de l'individu ou de l'espèce, jamais les facultés d'expression n'ont pu dominer les facultés de conception, auxquelles leur nature les subordonne. Toute inversion de ce rapport tendrait à désorganiser l'économie individuelle ou sociale en abandonnant la conduite de la vie à ce qui ne peut que l'embellir et l'adoucir. Sans doute, la philosophie avait, à cette époque, un autre

caractère qu'aujourd'hui ; mais l'état moral de l'humanité, aussi normal que de nos jours, était soumis aux mêmes lois. Ce qui était alors accessoire est demeuré tel, ainsi que ce qui était principal. Les formes seules ont changé d'après le degré de développement. L'antiquité nous montre d'éminents personnages qui sont restés presque insensibles au charme de la poésie et des beaux-arts, sans cesser néanmoins de représenter l'état social correspondant, ce qui eût été impossible dans l'hypothèse que nous examinons. De même, en sens inverse, les peuples modernes sont loin de se rapprocher du caractère antique, bien que le goût de la poésie, de la musique et de la peinture s'y propage de plus en plus.

Après cet éclaircissement, nous pouvons apprécier l'admirable essor que le polythéisme a imprimé à l'ensemble des beaux-arts. Il les a élevés à un degré de puissance sociale dont l'équivalent ne s'est jamais reproduit, faute de conditions aussi favorables. Le fétichisme tendait à developper le sentiment poétique et artistique en transportant à tous les corps extérieurs le sentiment de la vie. Pour comprendre la portée de cette appréciation, il faut remarquer que les facultés esthétiques se rapportent plus à la vie affective qu'à la vie intellectuelle, qui est ordinairement trop peu prononcée pour comporter une expression ou une imitation susceptible d'être sentie avec énergie et jugée avec justesse soit par l'interprète, soit par le spectateur.

Le fétichisme est caractérisé par la prépondérance de la vie affective, dont la consécration n'a pu être aussi complète, à aucune autre époque : c'est ce qui explique sa tendance à favoriser les beaux-arts, et surtout la poésie et la musique, par lesquels a dû commencer le développement esthétique. Jamais, depuis cette époque, le monde

extérieur n'a pu être conçu dans un état d'aussi parfaite correspondance avec l'âme du spectateur. Les trop rares fragments de la philosophie fétichiste, ancienne ou contemporaine, que nous pouvons apprécier manifestent cette supériorité relativement aux êtres inanimés, dont la description a toujours été par la suite moins favorable à l'art poétique, et, à plus forte raison, à l'art musical, même sous le règne du polythéisme, qui, malgré ses ressources spéciales à cet égard, n'en avait pas moins cessé de vivifier la matière.

Le polythéisme compensait en partie cette infériorité par l'expédient des métamorphoses, qui conservait l'intervention du sentiment et de la passion dans chacune des principales origines inorganiques. Ce reste indirect de vie affective, dès lors borné à la première formation de l'individu ou même de l'espèce, était loin d'équivaloir en énergie poétique à la conception d'une vitalité directe et personnelle. Mais les beaux-arts devant avoir surtout pour objet le monde moral, la supériorité poétique du fétichisme, à l'égard du monde physique, n'avait qu'une faible importance en comparaison des avantages que le polythéisme présentait sous tout autre aspect. Nous sommes ainsi conduits à considérer exclusivement ce second âge religieux après l'avoir rattaché à son point de départ.

Le polythéisme a développé l'imagination de la manière la plus spontanée et la plus directe ; car c'est à l'imagination qu'il appartenait de déterminer les êtres fictifs auxquels on attribuait la production de tous les phénomènes. Quand la philosophie avait introduit, pour l'explication des phénomènes physiques ou moraux, une divinité nouvelle, la poésie s'en emparait pour donner à cet être, d'abord abstrait et peu déterminé, un costume et des

[redacted]

mœurs convenables à sa destination, ainsi qu'une histoire suffisamment détaillée. Cette attribution, que le fétichisme n'avait pu admettre, puisque les divinités s'y trouvaient spontanément concrètes, a concouru à l'essor des beaux-arts, qui étaient ainsi investis d'une sorte de fonction dogmatique. En outre, tandis que le fétichisme ne pouvait s'étendre que très imparfaitement à l'explication du monde moral, le polythéisme, en s'appliquant aux phénomènes moraux et sociaux, a fourni aux beaux-arts leur champ principal.

Enfin le polythéisme a favorisé le développement des beaux-arts sous un dernier aspect, en assurant une base populaire à l'action esthétique. Les beaux-arts, en effet, destinés surtout aux masses, ont besoin de s'appuyer sur un système d'opinions familières et communes, préparant entre l'interprète et le spectateur cette harmonie morale qui dispose l'un à seconder les moyens d'expression employés par l'autre, et sans laquelle aucune œuvre d'art ne peut être efficace. C'est au défaut d'accomplissement d'une telle condition dans l'art moderne que tient le peu d'effet de tant de chefs-d'œuvre conçus sans foi et appréciés sans conviction. Ces chefs-d'œuvre, malgré leur mérite, n'excitent que les impressions générales inhérentes aux lois de la nature humaine : il en résulte une influence trop abstraite, et par suite peu populaire. La supériorité esthétique du polythéisme est plus irrécusable à cet égard qu'à tout autre ; car aucune philosophie n'a obtenu la même plénitude de popularité. Le monothéisme lui-même, au temps de sa splendeur, ne fut pas aussi populaire que cette antique religion, dont les imperfections morales elles-mêmes favorisaient et propageaient l'influence.

Le développement des facultés esthétiques réagit à la

fois sur l'esprit et sur le cœur, et constitue l'un des plus puissants procédés d'éducation intellectuelle ou morale. Chez le très petit nombre d'organisations éminentes où la vie mentale devient prépondérante à la suite d'un exercice presque exclusif, l'influence des beaux-arts tend à rappeler la vie morale, qui est alors trop souvent oubliée. Dans l'immense majorité, où l'activité intellectuelle est absorbée par l'activité affective, le développement esthétique sert de préparation au développement mental. Le caractère de l'humanité a commencé à se prononcer par la prédominance du sentiment sur l'instinct animal, ce qui a été le résultat du fétichisme. La prépondérance de l'imagination sur le sentiment, réalisée par l'évolution esthétique, a été accomplie sous le polythéisme, et a préparé l'évolution scientifique. Chaque art s'est développé d'autant plus vite qu'il est plus général, c'est-à-dire susceptible de l'expression la plus variée et la plus complète. Il en résulte cette série esthétique : la poésie, la musique, la peinture, la sculpture, et enfin l'architecture en tant que moralement expressive.

Les facultés esthétiques, malgré leur développement continu, n'ont retrouvé, depuis l'époque du polythéisme, ni une stimulation aussi énergique, ni d'aussi importantes attributions, ni des dispositions aussi favorables. Toutes ces circonstances sont indépendantes de leur activité et du mérite de leurs productions. De nombreux témoignages prouvent que le génie esthétique n'a pas baissé, même pendant la prétendue nuit du moyen âge, surtout en ce qui concerne le premier des beaux-arts, dont le progrès est incontestable. Dans le genre épique, qui s'adapte moins à la civilisation moderne, on ne saurait citer, en aucun temps, un génie poétique mieux organisé que celui de Dante ou de Milton, ni une imagination aussi puissante que celle d'Arioste. Quant à la poésie drama-

tique, l'énergie de Shakespeare, l'élévation de Corneille, la délicatesse de Racine, l'originalité de Molière, ne redoutent aucun parallèle antique.

On ne peut pas contester davantage la supériorité de la musique moderne, malgré sa moindre influence sociale dans un milieu moins favorable, sur la musique des anciens, qui était dénuée d'harmonie, et réduite à des mélodies simples et uniformes, dont la mesure était le principal moyen d'expression. Il en est de même de la peinture, considérée, non seulement dans sa partie technique, dont le progrès est évident, mais dans sa plus haute expression morale. L'antiquité n'a pas produit l'équivalent des chefs-d'œuvre de Raphaël, ni de beaucoup d'autres ouvrages modernes. L'exception qui paraît se rapporter à la sculpture peut s'expliquer par les mœurs et par la manière de vivre des anciens, qui leur procuraient une connaissance plus intime et plus familière des formes humaines.

Enfin on ne saurait méconnaître les immenses progrès de l'architecture, ni la supériorité de tant d'admirables cathédrales où la puissance morale est poussée à un degré de perfection que n'offraient pas, malgré leur régularité, les plus beaux temples antiques.

Les beaux-arts sont destinés à retracer l'existence morale et sociale : ils s'adaptent surtout à une sociabilité homogène, fixe, et dont le caractère comporte une représentation bien définie. C'est ce qui avait lieu dans l'antiquité, sous l'empire du polythéisme. Depuis le commencement du moyen âge, l'état social n'a constitué qu'une immense transition, qui s'est accomplie sous la présidence du monothéisme, moins capable d'encourager le développement esthétique que de favoriser le mouvement scientifique. Tous ces motifs ont concouru à ralentir la marche des beaux-arts, dont néanmoins le génie s'est élevé, dans pres-

que tous les genres, au niveau et même au-dessus des plus éminentes productions antiques. Il n'y a eu de diminution que dans l'influence sociale correspondante. Ainsi, l'accomplissement d'un véritable progrès malgré des conditions peu favorables montre que les facultés esthétiques de l'humanité sont assujetties, comme toutes les autres, à un développement continu.

Quand la civilisation moderne aura enfin développé son caractère, l'humanité s'élèvera à un état social plus homogène que celui de l'antiquité polythéiste. Les beaux-arts trouveront des attributions nouvelles, dès que leur génie se sera adapté au régime intellectuel. C'est alors qu'on pourra utiliser pour le bonheur commun l'admirable éducation des facultés esthétiques, et que se manifestera aux yeux de tous cette affinité qui, d'après les lois de l'organisation humaine, unit le sentiment du beau au goût du vrai et à l'amour du bien.

Après avoir apprécié le polythéisme au point de vue scientifique et au point de vue esthétique, je dois indiquer son influence sur le développement industriel. Le fétichisme, qui divinisait la matière, ne pouvait, sans une sorte d'inconséquence sacrilège, en tolérer l'altération. Le polythéisme, qui isolait chaque divinité des corps soumis à son empire, n'interdisait plus la modification volontaire du monde extérieur. De plus, il réalisait au plus haut degré la propriété stimulante de toute philosophie théologique en mêlant l'action surnaturelle à la plupart des entreprises humaines. En même temps, l'organisation d'un puissant sacerdoce régularisait cette influence. Enfin la multiplicité des dieux fournissait de précieuses ressources pour neutraliser par leur opposition mutuelle la disposition contraire à l'industrie qui est toujours plus ou moins attachée à l'esprit religieux. Sans un tel expédient sage-

ment appliqué par l'autorité sacerdotale, le dogme du fatalisme, indispensable au polythéisme, aurait arrêté l'essor industriel.

La guerre était alors la principale occupation de l'homme. On jugerait donc très mal l'industrie ancienne, si l'on négligeait les arts dont la destination était militaire. Les premiers outils ont été des armes. Pendant une longue suite de siècles, on s'est occupé à instituer et à améliorer les appareils militaires, et les efforts n'ont pas été entièrement perdus pour le progrès de l'industrie, qui en a souvent tiré d'heureuses indications. Sous cet aspect, il faut regarder l'état social des anciens comme inverse de notre état moderne. Dans l'antiquité, les plus grands efforts industriels se rapportaient essentiellement à la guerre, qui donna lieu à de prodigieuses créations, surtout pour l'art des sièges. Chez les modernes, au contraire, le système des armes est relativement moins perfectionné qu'il ne l'était chez les Grecs et chez les Romains, eu égard à l'état industriel correspondant.

Pour compléter l'appréciation du polythéisme, il nous reste à juger son aptitude sociale proprement dite, d'abord au point de vue politique, et ensuite sous l'aspect moral. Ce régime théologique a détaché de la masse sociale une classe spéculative, affranchie des soins militaires, et susceptible, par son influence, de donner à la société une organisation régulière.

L'humanité, même à l'état d'enfance, manifeste certains germes des principaux pouvoirs politiques, temporels ou spirituels. Les qualités purement militaires, d'abord la force et le courage, plus tard la prudence et la ruse deviennent, dans les expéditions de chasse ou de guerre, la base d'une autorité active, au moins temporaire. De même, par une extension du gouvernement domestique, la sagesse

des vieillards, chargés de transmettre l'expérience et les traditions de la tribu, acquiert une certaine puissance consultative. A cette autorité vient s'adjoindre une autre influence, celle des femmes, qui en tout temps a constitué, à l'égard du pouvoir spirituel, un important auxiliaire tendant à modifier par le sentiment, comme celui-ci par l'intelligence, l'exercice de la prépondérance matérielle. Ces rudiments de tout système politique se seraient bornés à une existence précaire et imparfaite, si le polythéisme n'était pas venu les rattacher à l'institution d'un culte régulier et d'un sacerdoce distinct.

La nature du culte, admirablement adaptée à l'état correspondant de l'humanité, consistait surtout en fêtes nombreuses et variées, où l'essor des beaux-arts trouvait un heureux exercice, et qui étaient le principal motif des réunions habituelles, comme le montre l'exemple de la Grèce, dont les fêtes conservèrent une haute importance jusqu'à l'époque de l'absorption romaine.

La vie guerrière était alors inévitable; elle pouvait seule imprimer à l'organisme politique un caractère stable et progressif en procurant aux associations humaines une plus grande extension, et en déterminant dans les classes les plus nombreuses la prépondérance de la vie industrielle. C'est le double résultat vers lequel tend alors le développement de l'activité militaire, du moins quand elle atteint son but permanent, la conquête. L'adjonction, par voie de conquête, de diverses nations à un seul peuple prépondérant constituait l'unique moyen d'agrandir la société. En même temps, cette domination comprimait l'activité militaire des populations ainsi subordonnées, de manière à instituer entre elles une paix durable, et à les conduire ainsi à la vie industrielle, dont l'avénement ne serait pas autrement intelligible, tellement cette vie

est peu conforme au caractère de l'homme primitif.

On a cru que, chez les anciens, les guerres n'étaient pas religieuses, par une extension abusive du point de vue social propre aux nations modernes, chez lesquelles le spirituel et le temporel sont séparés, tandis qu'ils étaient confondus dans l'antiquité. Si l'on peut dire que les anciens ne connurent presque jamais les guerres de religion, c'est précisément parce que toutes leurs guerres avaient un caractère religieux. Les dieux étaient alors nationaux, et leurs luttes se mêlaient à celles des peuples dont ils partageaient les triomphes et les revers. Ce caractère se manifestait déjà sous le fétichisme; mais, par suite de la trop grande spécialité des divinités qui étaient particulières à chaque famille, les luttes militaires ne comportaient aucune efficacité politique.

Les dieux du polythéisme offraient une généralité qui permettait de rallier sous leurs drapeaux des populations assez étendues, et une nationalité suffisante pour les rendre propres à stimuler l'esprit guerrier. Dans un tel système religieux, qui comportait l'adjonction presque indéfinie de nouvelles divinités, le prosélytisme ne consistait qu'à subordonner les dieux du vaincu à ceux du vainqueur : sous cette forme, il a toujours existé dans les guerres anciennes, où il contribuait à développer l'ardeur mutuelle. En même temps que le polythéisme stimulait l'esprit de conquête, il en assurait la destination sociale en facilitant l'adjonction des populations soumises, lesquelles pouvaient s'incorporer à la nation prépondérante sans renoncer aux croyances et aux pratiques religieuses qui leur étaient chères, à la seule condition de reconnaître la supériorité des divinités victorieuses.

Je signalerai enfin, dans le polythéisme, une propriété politique secondaire dont les modernes n'ont pas assez

compris la portée. Je veux parler de la faculté de l'apothéose, qui concourait à exalter chez les hommes supérieurs toute espèce d'enthousiasme actif, et surtout l'enthousiasme militaire. L'immortelle béatification que le monothéisme a substituée à cette divinisation réelle n'en peut offrir qu'un très faible équivalent. L'apothéose, tout en satisfaisant aussi pleinement le désir d'une vie indéfinie, promettait en outre aux âmes vigoureuses l'éternelle activité de ces instincts d'orgueil et d'ambition, dont le développement constituait pour elles le principal attrait de l'existence. Quand nous jugeons cette institution d'après son avilissement pendant la caducité du polythéisme, où elle était réduite à une sorte de formalité mortuaire appliquée même aux plus indignes empereurs, nous ne pouvons nous faire une idée de la stimulation qu'elle imprimait, dans les temps de foi et d'énergie, lorsque les plus éminents personnages pouvaient aspirer au rang des dieux ou des demi-dieux, à l'exemple des Bacchus et des Hercule.

Tous les ressorts politiques de l'esprit religieux avaient été aussi tendus par le polythéisme que leur nature le comportait. Leur intensité ne pouvait éprouver ensuite qu'un inévitable décroissement. Cette diminution a été déplorée par plusieurs philosophes, qui voyaient l'humanité privée d'un de ses plus puissants leviers. Cependant le développement social n'en a pas souffert. Un simple rapprochement peut faire pressentir le peu de solidité des craintes analogues sur la prétendue dégénération sociale qui menacerait de succéder à l'extinction du régime théologique, dont notre espèce a graduellement appris à se passer.

Pour compléter l'appréciation des propriétés politiques du polythéisme, nous devons examiner les caractères

[redacted]

indispensables à son organisation : ils consistent dans l'institution de l'esclavage et dans la confusion des pouvoirs.

La guerre engendre l'esclavage, qui y trouve sa source, et qui en est le premier correctif. L'esclavage remplaça l'anthropophagie ou l'immolation des prisonniers, dès que le vainqueur, maîtrisant ses passions haineuses, comprit l'utilité qu'il retirerait des services du vaincu en l'adjoignant à sa famille, à titre d'auxiliaire.

Une telle institution était indispensable à l'essor militaire, qui eût été impossible au même degré, si les travaux pacifiques n'avaient pas été confiés à des esclaves. Ainsi l'esclavage, premier résultat de la guerre, servait ensuite à l'entretenir en amenant le vaincu à la vie industrielle malgré son antipathie primitive. L'éloignement de l'homme pour la vie laborieuse ne pouvait être surmonté dans la masse que par l'action combinée et longtemps maintenue des plus énergiques stimulants. Tel est le résultat d'une organisation où le travail, d'abord accepté comme gage de la vie, devenait le principe de l'affranchissement. L'esclavage antique a donc constitué un indispensable moyen d'éducation, en même temps qu'une condition nécessaire de développement spécial.

Au premier aspect, on ne saisit pas la relation du polythéisme avec l'institution de l'esclavage. Mais, puisque nous avons reconnu l'aptitude du polythéisme à développer l'esprit de conquête, il faut bien que cet état théologique soit en harmonie avec une condition inséparable de la vie guerrière. Le polythéisme correspond à l'esclavage; le fétichisme, à l'extermination des prisonniers, et le monothéisme, à l'affranchissement des serfs. Le fétichisme est une religion trop individuelle et trop locale pour pouvoir établir entre le vainqueur et le vaincu

aucun lien spirituel susceptible de contenir la férocité à l'issue du combat. Le monothéisme est, au contraire, tellement universel qu'il interdit entre les adorateurs du même dieu une aussi grande inégalité ; mais il ne leur permet pas davantage une aussi intime liaison avec les partisans d'une autre croyance. En un mot, l'un et l'autre, quoique en sens inverse, sont également contraires à l'esclavage par suite des mêmes caractères qui les rendent impropres à la conquête.

Examinons maintenant le second caractère de l'ancienne économie sociale, c'est-à-dire la confusion qui s'est manifestée à tous égards entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, habituellement concentrés chez les mêmes chefs.

L'antiquité ne connaissait pas la séparation qui s'est établie au moyen âge, sous l'heureuse influence du catholicisme, entre le pouvoir moral destiné à régler les pensées et les inclinations, et le pouvoir politique appliqué aux actes et aux résultats. Aussi rien ne caractérise mieux le génie politique de l'antiquité que la confusion des mœurs et des lois, ou des opinions et des actions. Les mêmes autorités y étaient toujours occupées à régler les unes et les autres, quelle que fût la forme du gouvernement. Les philosophes eux-mêmes, dans leurs utopies les plus hasardées, ne distinguaient pas davantage entre le règlement des opinions et celui des actions, également confiés à une seule autorité.

La confusion des deux pouvoirs sociaux était indispensable. En effet, l'activité militaire n'aurait pu se développer convenablement, si l'autorité spirituelle et la domination temporelle n'avaient pas été concentrées dans une même classe dirigeante. Le double caractère des chefs militaires, à la fois pontifes et guerriers, était le plus puissant appui

[redacted]

de la discipline qu'exigeait la continuité des guerres. De même, l'action collective de chaque nation armée sur les sociétés extérieures eût été entravée par toute séparation des deux autorités, dont les inévitables conflits auraient troublé la direction des guerres, et gêné la réalisation de leurs résultats.

Il est aisé de comprendre comment la confusion des pouvoirs correspond à la nature du polythéisme. Il suffit de reconnaître, en sens inverse, combien le polythéisme est incompatible avec toute semblable division. La multiplicité des dieux s'oppose à ce que le sacerdoce devienne assez consistant pour être indépendant du pouvoir temporel. Chez les nations polythéistes les mieux connues, les différents sacerdoces, malgré leurs tentatives d'union, sont restés isolés. Ils n'ont fini par se rapprocher que grâce à leur assujettissement à l'autorité temporelle, quand elle s'est emparée des principales fonctions religieuses. Le pouvoir théologique n'a échappé à cette dépendance que dans les cas où il est resté prépondérant, par suite d'un très rapide essor de la première évolution intellectuelle, coïncidant avec un développement encore peu prononcé de l'activité militaire.

Les deux caractères du polythéisme, l'institution de l'esclavage et la confusion des pouvoirs, en expliquent l'infériorité morale.

Au point de vue personnel, domestique, ou social, la morale était profondément viciée par l'existence de l'esclavage. Il en résultait une profonde dégradation pour la majeure partie des hommes, dont le développement moral était privé du sentiment de dignité qui en constitue la principale base. Le fond des nations modernes est issu de cette malheureuse classe, et il conserve encore, même chez les nations les plus avancées, des traces morales d'une pa-

[redacted]

reille origine. Une telle institution, bien que nécessaire à l'évolution politique, entravait profondément l'évolution morale des hommes libres. En ce qui concerne la morale personnelle, l'habitude d'un commandement absolu altérait cet empire de l'homme sur lui-même qui est le premier principe du développement moral, sans parler d'ailleurs des dangers de la flatterie auxquels chaque maître était constamment exposé. Relativement à la morale domestique, l'esclavage corrompait les plus importantes relations de famille par les facilités qu'il offrait au libertinage au point de rendre presque illusoire l'établissement de la monogamie. Enfin, quant à la morale sociale, dont l'amour de l'humanité doit constituer le principal caractère, les habitudes de cruauté à l'égard d'infortunés esclaves soustraits à toute protection développaient ces sentiments de dureté et même de férocité qui caractérisent les mœurs antiques.

La confusion des pouvoirs entravait aussi le développement moral en subordonnant la morale à la politique. Un assujettissement aussi vicieux des prescriptions générales et permanentes de la morale à l'objectif spécial et mobile de la politique altérait la consistance des préceptes moraux, en corrompait la pureté, faisait négliger l'appréciation des moyens pour celle du but, et disposait à préférer aux qualités les plus importantes celles qu'exigeaient les besoins d'une politique nécessairement variable. La morale des anciens était, comme leur politique, éminemment militaire, c'est-à-dire subordonnée à la destination guerrière. Aucun pouvoir spécial n'était apte à diriger l'éducation morale, et cette fonction ne pouvait appartenir à l'intervention arbitraire, trop souvent puérile et tracassière, par laquelle le magistrat, chez les Grecs et les Romains, assujettissait la vie privée à de mi-

[redacted]

nutieux règlements presque toujours illusoires. Aussi s'efforçait-on d'y suppléer en utilisant les occasions de faire pénétrer dans la masse des hommes libres un enseignement moral par la voie des fêtes et des spectacles. L'action sociale des philosophes, surtout chez les Grecs, n'*avait* pas d'autre destination ; mais leur influence se réduisait presque toujours à des déclamations impuissantes.

Telles sont les deux causes principales de l'infériorité morale du polythéisme. La morale des anciens, appréciée suivant leur propre esprit, c'est-à-dire par rapport à leur politique, est très satisfaisante par son aptitude à développer l'activité militaire. En ce sens, elle a participé à l'ensemble de l'évolution; mais, considérée comme une phase de l'éducation morale de l'humanité, elle est très imparfaite. Les philosophes chrétiens ont néanmoins exagéré la glorification des passions par le polythéisme. A les en croire, on ne peut comprendre qu'aucune moralité ait résisté à un tel dissolvant. Cependant le polythéisme n'a détruit ni l'instinct moral, ni la puissance des observations que le bon sens n'a pas tardé à réunir sur les diverses qualités de la nature humaine, et sur leurs conséquences.

Les anciens avaient reconnu l'importance de la morale personnelle, dont le développement, commencé sous le fétichisme, a été perfectionné par le polythéisme. Les prescriptions les plus simples ne pouvaient s'établir que par l'intervention de l'esprit religieux. Il en est ainsi des habitudes de purification physique, si essentielles, outre leur destination immédiate, comme le premier exemple de la surveillance que l'homme doit exercer sur sa personne, soit pour agir, soit pour résister. A l'égard de la morale sociale, le polythéisme a développé au plus haut degré l'amour de la patrie, que le fétichisme avait ébauché en

favorisant l'attachement de l'homme pour le sol natal. Consacrée par le polythéisme, en vertu de son caractère national, cette affection primitive s'est élevée à la dignité du patriotisme le plus énergique, et souvent même jusqu'au fanatisme. La guerre antique présentait la mort ou l'esclavage comme un imminent danger dont le plus entier dévouement à la patrie pouvait seul préserver. Cette disposition d'esprit, malgré la haine qu'elle inspirait à l'égard de tous les étrangers, a concouru au développement de l'évolution morale, dont elle constitue un degré qui ne peut jamais être impunément franchi. Il faut aussi rapporter au polythéisme la première organisation d'un ordre de relations morales, déjà ébauchées par le fétichisme. Il s'agit des usages privés ou publics qui, par le respect des vieillards et par la commémoration des ancêtres, entretiennent le sentiment de la perpétuité sociale, si indispensable à tous les âges de l'humanité.

L'antiquité n'avait pas senti l'interposition naturelle de la morale domestique entre la morale personnelle et la morale sociale, alors trop rattachées l'une à l'autre par la prépondérance de la politique. Toutefois, il ne faut pas méconnaître l'influence morale du polythéisme. C'est pendant cette période que l'humanité s'est élevée à la monogamie. Bien qu'on ait représenté la polygamie comme un résultat du climat, elle a partout constitué, au nord aussi bien qu'au midi, un attribut du premier âge de l'humanité, dès que la pénurie des subsistances n'a plus empêché la brutale satisfaction de l'instinct sexuel. L'état monogame est plus favorable, pour chaque sexe, au développement des plus heureuses dispositions. Le sentiment de cette condition sociale s'est graduellement manifesté, et a déterminé, presque dès l'origine du polythéisme, l'établissement de la monogamie, qui a été

promptement suivi des plus indispensables prohibitions sur les cas d'inceste.

Après avoir apprécié les propriétés intellectuelles et sociales du polythéisme, il nous reste à considérer cet âge religieux sous un aspect plus spécial en examinant les diverses formes qu'il a dû revêtir. Il faut distinguer d'abord le polythéisme théocratique du polythéisme militaire, suivant que la concentration des deux pouvoirs a pris le caractère spirituel ou le caractère temporel ; ensuite, dans le dernier système, le cas où l'activité militaire n'a pas atteint son but, et celui où l'esprit de conquête a reçu tout son développement. Cette division conduit à décomposer le polythéisme en trois modes, que nous désignerons par les qualifications de mode égyptien, mode grec, et mode romain.

Un système politique caractérisé par la domination presque absolue de la classe sacerdotale a présidé à la civilisation primitive, dont il pouvait seul ébaucher les éléments intellectuels et sociaux. Déjà préparé par le fétichisme, qui était parvenu à l'état d'astrolâtrie, et peut-être même un peu avant l'entière transition de la vie pastorale à la vie agricole, ce système a été développé par le polythéisme. Son véritable esprit, aussi rapproché que possible de celui qui appartient au gouvernement domestique, consiste, en prenant l'imitation pour principe d'éducation, à consolider la civilisation naissante par l'hérédité des diverses fonctions ou professions. Il en résulte le régime des castes, subordonnées l'une à l'autre suivant l'importance de leurs attributions respectives, sous la direction suprême de la caste sacerdotale, qui, seule dépositaire de toutes les conceptions, est alors seule apte à établir un lien continu entre ces corporations hétérogènes. Une telle organisation n'a pas été formée essentiellement pour la

guerre, qui a simplement contribué à l'étendre et à la propager. La caste inférieure, la plus nombreuse, n'est pas dans l'état d'esclavage, qui est caractérisé par la sujétion individuelle, mais dans un état d'assujettissement collectif, qui constitue une condition encore plus dégradante, et moins favorable à un affranchissement futur.

Un tel régime initial se retrouve partout, même au sein des sociétés les plus avancées; il domine encore dans la majeure partie de la population asiatique au point de sembler particulier à la race jaune. La race blanche n'en a pas été plus exempte, seulement elle s'en est dégagée plus rapidement, soit en vertu de sa supériorité, soit par suite de circonstances plus favorables. Ce régime, que l'activité militaire devait altérer, n'est devenu caractéristique que sous l'influence de conditions qui entravaient l'esprit guerrier et favorisaient l'esprit sacerdotal. Les causes locales ont consisté dans la réunion d'un heureux climat avec un sol fécond, facilitant le développement intellectuel en assurant aisément les subsistances. Il fallait, en outre, que la population occupât un territoire propre à établir spontanément des communications intérieures, et que le pays fût assez isolé pour être préservé des envahissements extérieurs. Rien ne répond mieux à cet ensemble d'indications que la vallée d'un grand fleuve, séparée d'un côté par la mer, et de l'autre par d'immenses déserts ou par des montagnes inaccessibles. Aussi le système théocratique des castes s'est-il pleinement réalisé en Egypte, dans la Chaldée, dans la Perse, et s'est-il prolongé jusqu'à nos jours dans la partie de l'Orient la moins exposée au contact de la race blanche, dans la Chine, au Japon, au Thibet et dans l'Hindoustan. Par suite d'influences analogues, on a retrouvé le régime des castes au Mexique et au Pérou, à l'époque de la conquête.

On peut, en outre, signaler des traces de cette organisation dans tous les cas de civilisation indigène : ainsi, dans l'Europe occidentale, chez les Gaulois et chez les Etrusques. On en reconnaît encore l'influence chez les nations dont le développement a été hâté par d'heureuses colonisations. En un mot, ce régime constitue partout le fond de la civilisation ancienne.

Cette universalité doit faire penser qu'un tel système était, au temps de sa splendeur, en harmonie avec les besoins de l'humanité. En effet, il a été primitivement indispensable pour ébaucher l'évolution intellectuelle ou sociale : sa spontanéité est irrécusable ; car rien n'est plus naturel que l'hérédité des professions, qui fournit, par la simple imitation domestique, le plus facile apprentissage, le seul praticable, tant que la tradition orale constitue le principal mode de transmission, soit à défaut de tout autre procédé, soit en vertu du peu de rationalité des conceptions. Quel que soit le progrès de la civilisation, la tendance à l'hérédité s'y fera toujours sentir ; car la plupart des hommes n'ayant point de vocation très prononcée, chacun est ordinairement disposé à embrasser la profession paternelle. L'hérédité volontaire ou imposée par les mœurs a chez les modernes un tout autre caractère que l'hérédité forcée des anciens : néanmoins elle procède du même principe, c'est-à-dire de la considération des garanties qu'offre au bonheur, privé ou public, la plus complète préparation de chacun à sa destination sociale. Le seul moyen de diminuer sans danger la nécessité de ce mode spontané consiste à rendre l'éducation de plus en plus rationnelle en faisant passer dans l'enseignement public, systématique et abstrait, ce qui auparavant exigeait un apprentissage domestique, concret et empirique.

L'évolution intellectuelle doit au régime des castes la

première division de la théorie et de la pratique, qui a été ébauchée par le développement d'une classe spéculative. Les éléments de toutes les connaissances remontent à cette époque, où l'esprit humain a commencé à régulariser sa marche. La même remarque s'étend aux beaux-arts, qui étaient alors cultivés par la classe dirigeante, soit comme accessoire du dogme et du culte, soit comme moyen d'enseignement et de propagation. Néanmoins, c'est surtout le développement industriel qui a été favorisé par un tel régime, parce qu'il n'exigeait pas d'aussi rares vocations intellectuelles, et qu'il n'inspirait aucune inquiétude à la classe prépondérante. L'état de paix habituelle permettait d'employer les masses à des opérations colossales, où la force suppléait au génie, et qui n'en eurent pas moins une véritable importance. La perte de diverses inventions utiles avant l'établissement de cette organisation en avait sans doute fait ressortir le besoin. Jamais, à aucune autre époque, l'aptitude du polythéisme à honorer les divers talents n'a été mieux réalisée. La commémoration des principaux inventeurs a été poussée jusqu'à l'apothéose.

Au point de vue social, la convenance d'un tel régime n'est pas moins prononcée. Dans l'ordre politique, la stabilité en constitue le principal attribut : toutes les précautions étaient prises contre les atteintes intérieures ou extérieures. Au dedans, les diverses castes, isolées entre elles, n'étaient liées que par leur commune subordination à la caste sacerdotale, dont chacune d'elles avait besoin, parce qu'elle y trouvait les lumières et l'impulsion qui lui étaient indispensables. Jamais il n'a existé une aussi intense concentration de pouvoirs que dans cette caste suprême, dont chaque membre, du moins dans les rangs supérieurs, était à la fois, non seulement prêtre et ma-

gistrat, mais encore savant, artiste, ingénieur et médecin. Les hommes d'État de la Grèce et de Rome, dont la généralité était si supérieure à celle de nos hommes d'État modernes, paraissent des personnages fort incomplets à côté de ces admirables natures théocratiques de la première antiquité, dont Moïse est le type, sinon le plus fidèle, du moins le mieux connu. A l'extérieur, la classe sacerdotale ne pouvait courir de dangers que du côté de l'activité militaire. Aussi en prévenait-elle les conséquences en ouvrant, de temps à autre, une issue à l'inquiétude des guerriers par des expéditions lointaines et par des colonisations. Enfin, sous l'aspect moral, ce régime développait, par une première culture, la morale personnelle et surtout la morale domestique; car l'esprit de caste n'était qu'une extension de l'esprit de famille, et l'éducation reposait sur le principe d'imitation. La polygamie était encore prépondérante; cependant la condition sociale des femmes recevait sa première amélioration, par rapport à l'âge de barbarie où le sexe le plus faible était assujetti aux travaux pénibles. Quant à la morale sociale, son développement consistait dans le respect des vieillards et le culte des ancêtres. Le sentiment du patriotisme était réduit dans la masse à l'amour de la caste. L'aversion superstitieuse qu'un tel régime inspirait pour toute relation avec l'étranger, et qui contribuait à en augmenter la consistance, doit être distinguée de l'actif dédain entretenu plus tard par le polythéisme militaire.

Malgré tant d'éminentes propriétés, le système théocratique, après avoir ébauché l'évolution humaine, s'est opposé aux principaux progrès intellectuels ou sociaux, en raison de son excessive stabilité. Ce n'est pas que l'immuabilité en soit absolue; car le régime n'est pas identique au Thibet, dans l'Inde, ni surtout dans la Chine, où l'in-

[redacted]

troduction des examens graduels a tant modifié l'institution des castes, sans toutefois la détruire. Il est inutile d'insister sur l'hypothèse d'un essor compatible avec la théocratie; car le premier progrès général a consisté à passer à une autre organisation, dans les pays où celle-là n'avait pu s'enraciner suffisamment. Au premier aspect, ce système politique semble satisfaisant comme constituant le règne de l'esprit; mais c'est encore plus celui de la peur, puisqu'il repose sur l'usage des terreurs superstitieuses, et même des prestiges établis sur une grossière ébauche des connaissances physiques. C'est à peu près comme si la population était soumise à des conquérants mieux armés.

La concentration des pouvoirs devient bientôt un obstacle à tout perfectionnement, aucune partie ne pouvant être améliorée sans compromettre l'ensemble d'un système où règne une semblable solidarité. Au point de vue scientifique, par exemple, l'esprit humain n'a pas dépassé les plus simples progrès, non seulement faute d'une stimulation suffisante, mais encore parce que l'action critique qui serait résultée d'un développement plus avancé aurait tendu à bouleverser toute l'économie sociale. Les peuples chez lesquels la caste militaire n'a pu l'emporter sur la caste sacerdotale n'ont joui d'abord d'une mémorable prééminence que pour se voir ensuite condamner à à une immobilité presque incurable, à laquelle la conquête même peut difficilement apporter un assez puissant correctif. Dans les théocraties fortement constituées, les vaincus ont absorbé les vainqueurs, et le conquérant étranger s'est transformé en chef du sacerdoce dirigeant, sans changer la nature du régime primitif.

Le passage du polythéisme théocratique au polythéisme militaire s'est effectué chez les peuples où l'ensemble des

[redacted]

conditions extérieures avait empêché le développement de la théocratie en favorisant celui de la guerre, et dont la civilisation avait été hâtée par d'heureuses colonisations. La révolution ainsi accomplie a maintenu le principe des castes, qui se retrouve dans toute l'antiquité, où la naissance a toujours décidé de la liberté ou de l'esclavage, et tracé le cercle des attributions de chacun. Mais le principe d'hérédité s'est trouvé modifié par l'introduction d'une certaine faculté de choix d'après une appréciation personnelle et directe. Cette faculté nouvelle, tout en étant d'abord subordonnée à la naissance, a ensuite acquis une extension et une indépendance toujours croissantes. L'équilibre politique qui s'est établi entre ces deux tendances opposées a surtout dépendu du développement de l'activité militaire. C'est ainsi que, chez les Romains, cet équilibre n'a pas tardé à être suffisamment institué, et s'est maintenu pendant plusieurs siècles.

A partir du polythéisme militaire, l'étude de l'évolution doit être décomposée, jusqu'aux temps modernes, en deux parties qui se trouvaient mêlées sous le polythéisme théocratique. Malgré la correspondance qui existe entre la marche de l'esprit humain et celle de la société, l'évolution intellectuelle et l'évolution sociale ont été produites en des temps distincts et sous des régimes différents. Telle est l'origine de la division historique entre le mode grec et le mode romain.

L'activité militaire, chez les Grecs, était toujours restée incohérente ; elle ne pouvait aboutir à sa destination sociale par le développement d'un système de conquête durable. Cette fonction politique était réservée au régime romain. Suivant l'heureuse expression de J. de Maistre, on peut dire que la Grèce était née divisée. En effet, des luttes intérieures ont commencé dès l'origine de

cette population, et n'ont été arrêtées que par la domination romaine. La constitution géographique de la Grèce explique en partie cette division par la dissémination de son territoire, non seulement dans l'Archipel, mais encore sur le continent, qui est partagé en un grand nombre de parties indépendantes par les golfes, les isthmes et les chaînes dont il est traversé. A cette condition il faut joindre une cause sociale consistant dans l'identité de ces diverses populations, civilisées presque simultanément, sous l'influence d'une langue à peu près commune, par des colonies dont l'origine était semblable et la sociabilité analogue. Il en est résulté que chacun de ces peuples, d'abord aussi disposé que le peuple romain à poursuivre la conquête universelle, n'a jamais pu, malgré des efforts toujours renouvelés, subjuguer finalement ses plus proches voisins, et a été forcé de porter au loin son ardeur belliqueuse. C'est ainsi que la peuplade athénienne, au moment de sa plus éclatante prépondérance dans l'Archipel, en Asie et en Thrace, était réduite à un territoire central à peine équivalent à un département français, autour duquel campaient de nombreux rivaux dont l'assujettissement était réputé impraticable. Athènes pouvait, par exemple, projeter plus raisonnablement la conquête de l'Égypte ou de l'Asie Mineure que celle de Sparte, de Thèbes, de Corinthe ou de la petite république de Mégare.

L'activité militaire avait donc, chez ces peuples, toute l'intensité convenable pour empêcher le développement du régime théocratique ; mais ces nations antagonistes, presque équivalentes en puissance militaire, se neutralisaient. La vie guerrière ne pouvait acquérir assez de prépondérance pour absorber, comme à Rome, les principales facultés des hommes éminents. Telle est la cause qui a rejeté dans la vie intellectuelle une énergie cérébrale

continuellement excitée, et que la politique ne pouvait satisfaire. La même influence, agissant aussi sur les masses, les disposait à goûter une telle culture, surtout celle des beaux-arts.

Ainsi s'est développée l'évolution esthétique, dont les germes avaient été empruntés aux sociétés théocratiques. Ce concours de conditions a fait surgir en Grèce une classe libre, entièrement nouvelle, qui a propagé le développement mental de l'élite de l'humanité, parce qu'elle était à la fois spéculative sans avoir le caractère sacerdotal, et active sans être absorbée par la guerre. Condorcet semble avoir entrevu le principe de cette situation ; mais il n'a pu l'apprécier, faute d'une saine théorie de l'ensemble de l'évolution. On voit quels services l'activité militaire, quoique stérile au point de vue politique, a rendus à l'humanité, sans parler de son importance pour repousser l'envahissement toujours imminent des armées théocratiques. Ce petit noyau de libres penseurs était alors chargé, en quelque sorte, des destinées intellectuelles de notre espèce, qui serait peut-être encore plongée dans l'avilissement théocratique sans les journées des Thermopyles, de Marathon et de Salamine, complétées plus tard par l'expédition d'Alexandre.

Après avoir caractérisé l'évolution esthétique, il nous reste à examiner l'évolution philosophique et scientifique. Pour plus de clarté, j'envisagerai d'abord l'essor scientifique, parce qu'il a influé sur celui de la philosophie.

Le point de départ commun est résulté de la formation d'une classe contemplative composée, en dehors de l'ordre légal, d'hommes libres, doués d'une haute intelligence et pourvus du loisir suffisant, sans aucune attribution sociale, et par suite plus spéculatifs que les dignitaires théocratiques, dont l'esprit était occupé à appliquer ou à

[redacted]

conserver leur éminent pouvoir. Ces sages ou philosophes commencèrent par cultiver simultanément, à l'exemple de leurs précurseurs sacerdotaux, toutes les parties du domaine intellectuel, sauf la poésie et les beaux-arts, dont l'essor avait été plus rapide.

L'apparition de l'esprit scientifique s'opéra par l'élaboration des idées les plus simples, les plus générales et les plus abstraites, c'est-à-dire par les idées mathématiques. Les idées purement arithmétiques, où ces trois attributs sont encore plus prononcés, furent d'abord le sujet des recherches, avant que la géométrie se dégageât de l'art de l'arpentage. Néanmoins le nom de la science qui, depuis cette époque, n'a jamais cessé d'être tiré de cette principale application suffit à en constater la culture aussi ancienne. D'ailleurs, la géométrie fournit seule un champ suffisant à l'esprit arithmétique, et surtout à l'esprit algébrique, qui n'en pouvait d'abord être séparé. Telle fut l'origine de la géométrie, que Thalès forma surtout de la théorie des figures rectilignes, bientôt agrandie par la découverte de Pythagore, qui procéda d'un principe distinct, d'après la considération des aires. Le fait célèbre de Thalès enseignant aux prêtres égyptiens à mesurer la hauteur de leurs pyramides par la longueur des ombres permet d'apprécier l'état correspondant de la science, quelquefois si exagéré en l'honneur des théocraties antiques. Il témoigne, en même temps, des progrès déjà accomplis par la raison humaine, laquelle considérait enfin sous un simple aspect d'utilité scientifique un ordre de phénomènes qui n'avait d'abord été qu'un sujet de terreurs superstitieuses. A partir de cette époque, l'esprit géométrique, bientôt alimenté par l'invention des sections coniques, s'élève rapidement à l'éminente perfection qu'il acquiert dans le génie d'Archimède, type du

[redacted]

géomètre, et créateur des méthodes initiatrices des progrès ultérieurs.

Archimède ouvrit une voie nouvelle à l'esprit mathématique en ébauchant la théorie de l'équilibre des solides : on ne doit pas oublier la fécondité de ses applications *pratiques*, et surtout sa dignité remarquable, lorsqu'il consentit à se détourner de ses éminents travaux pour s'occuper, dans un grave danger public, de conceptions secondaires, où il soutint sa supériorité. C'est une première indication des immenses services que la science était appelée à rendre à l'industrie. Après lui, et sauf peut-être Apollonius, il n'y a plus à considérer dans l'antiquité comme génie mathématique créateur que le grand Hipparque, fondateur de la trigonométrie, et à qui sont dues les principales méthodes de la géométrie céleste. En dehors des spéculations mathématiques, il ne pouvait exister alors aucune sphère d'activité pour l'esprit scientifique. Malgré le mérite des travaux d'Aristote sur les animaux et de ceux d'Hippocrate sur l'étude de la vie, la situation de l'esprit humain ne pouvait rendre possibles des sciences aussi compliquées, et dont la création était réservée à l'avenir.

Quant à l'évolution philosophique, elle présente des traces d'une positivité naissante modifiant par l'intervention de la métaphysique le système de la philosophie théologique. L'esprit humain s'efforce de puiser dans les conceptions mathématiques des idées d'ordre et de convenance qui, malgré leur caractère confus et chimérique, sont comme un pressentiment de la subordination de tous les phénomènes à des lois naturelles. Cet emprunt de la philosophie à la science, base de la métaphysique grecque, a suivi la marche de l'esprit mathématique, passant de l'arithmétique à la géométrie. Les mystères

philosophiques, d'abord relatifs aux nombres, s'étendirent ensuite aux figures. L'œuvre immense d'Aristote constitue le plus admirable monument de cette philosophie, qui, après la séparation opérée par l'école d'Alexandrie, passe de l'essor spéculatif à une existence sociale de plus en plus active, en s'efforçant d'influer sur le gouvernement de l'humanité. Mais l'incapacité de la métaphysique comme principe d'organisation, même simplement mentale, et à plus forte raison sociale, se manifeste à cette époque, où rien ne gênait son essor. Le progrès continu du doute universel conduit rapidement, d'école en école, à partir de Socrate jusqu'à Pyrrhon et Épicure, à nier toute existence extérieure. Cette issue, incompatible avec l'idée de lois naturelles, témoigne déjà d'une profonde antipathie entre l'esprit métaphysique et l'esprit positif, au moment de cette séparation de la philosophie d'avec la science, dont le bon sens de Socrate avait compris la nécessité, sans en soupçonner les limites, ni les dangers.

L'action sociale, de plus en plus dissolvante, exercée par la métaphysique grecque lui fait mériter au tribunal de la postérité la juste réprobation qu'elle a encourue, et que le noble Fabricius avait si bien formulée en regrettant que la doctrine d'Épicure ne régnât pas chez les Samnites et les autres ennemis de Rome, qui en eût alors aisément triomphé. L'appréciation intellectuelle ne peut guère être plus favorable ; car la séparation de la philosophie et de la science rend les plus célèbres philosophes étrangers aux connaissances déjà vulgarisées par l'école d'Alexandrie. Nous en avons un témoignage dans les absurdités astronomiques qui dominaient la philosophie d'Épicure, et que le poète Lucrèce répétait pieusement un demi-siècle après Hipparque. La métaphysique avait poussé ses rêves d'indé-

pendance et de suprématie au point de vouloir s'affranchir également de la théologie et de la science.

J'ai cru devoir insister sur cette explication du caractère de la civilisation grecque, ordinairement si mal jugée, quoique si connue. Il serait superflu d'examiner avec la même précision le système romain, dont la nature plus simple et mieux tranchée est plus saisissable, et dont l'influence sur la société moderne est plus complète. En outre, je n'ai pas la témérité de reprendre l'appréciation de la politique romaine après d'aussi éminents penseurs que Bossuet et Montesquieu, trop heureux de m'appuyer sur une telle élaboration, et regrettant de ne pas trouver dans tous les autres cas une préparation aussi précieuse. Bien que ces travaux, et surtout l'œuvre de Montesquieu, aient été conçus dans un esprit trop absolu et trop isolé, je me borne à y renvoyer le lecteur, qui, d'après ma théorie de l'évolution sociale, rectifiera aisément les plus graves déviations du vrai point de vue historique, dont Bossuet s'est moins écarté.

La nation romaine était destinée, comme l'a si bien exprimé son poète, à l'empire du monde, but constant et exclusif de ses longs efforts. Issue, comme les autres peuplades militaires, d'une origine théocratique, elle s'est, à leur exemple, dégagée de ce régime par la mémorable expulsion de ses rois. Mais elle a conservé à son organisation une consistance compatible avec le mouvement guerrier, par la prépondérance de la caste sénatoriale, base de cet admirable édifice dans lequel le pouvoir sacerdotal s'était subordonné au pouvoir militaire. Le succès a tenu à l'accord de tous les moyens d'éducation, de direction et d'exécution pour un seul but, et à la marche graduelle de la progression. La république romaine employait trois ou quatre siècles à établir solidement sa puis-

sance dans un rayon de vingt ou trente lieues, vers l'époque où Alexandre développait, en quelques années, sa merveilleuse domination. La conduite suivie à l'égard des nations subjuguées n'a pas eu moins de part à ce grand résultat. L'incorporation progressive des peuples vaincus remplaçait l'aversion instinctive pour l'étranger qui accompagnait partout ailleurs l'esprit militaire. Si le monde, qui a résisté à tant d'autres puissances, s'est laissé soumettre à la domination romaine, sans tenter de grands efforts pour s'en dégager, il faut bien que cela tienne à l'esprit d'agrégation qui la distinguait.

Quand on compare la conduite de Rome à l'égard des peuples conquis, ou plutôt incorporés, avec les horribles vexations et les caprices insultants que les Athéniens, d'ailleurs si aimablel, prodiguaient à leurs tributaires de l'Archipel et quelquefois même à leurs alliés, on sent bien que cette seconde nation se hâte d'exploiter, à tout prix, une prépondérance qui n'a rien de stable ; tandis que la première marche à la suprématie universelle. Jamais, depuis cette époque, l'évolution politique ne s'est manifestée avec autant de plénitude et d'unité, dans la masse comme dans les chefs.

L'évolution morale était en harmonie avec la destination sociale. La morale personnelle était alors cultivée, suivant le génie antique, en tout ce qui pouvait rendre l'homme plus apte à la vie guerrière. Dans la morale domestique, l'amélioration, quoique moins saillante, n'est pas moins réelle, par rapport aux sociétés grecques, où les plus éminents personnages perdaient la majeure partie de leurs loisirs au milieu des courtisanes. Chez les Romains, la considération sociale des femmes et leur légitime influence étaient fort augmentées. La simple introduction des noms de famille, inconnus aux Grecs,

[redacted]

suffirait à prouver le progrès de l'esprit domestique. Enfin, malgré la cruauté envers les esclaves, si froidement assimilés aux animaux dans la vie usuelle, la morale sociale s'était perfectionnée au point de vue du sentiment national, modifié et ennobli par de meilleure dispositions à l'égard des vaincus. Chez cette grande nation, la morale a été, en tout point, dominée par la politique. Un tel peuple était né pour commander, afin d'assimiler. Il était destiné à éteindre, par son universelle suprématie, la stérile activité guerrière qui menaçait de décomposer indéfiniment l'humanité en peuplades antipathiques les unes aux autres.

L'évolution intellectuelle a été développée à Rome en temps opportun : elle ne pouvait consister que dans la continuation du mouvement mental imprimé par la civilisation grecque. Dans ce rôle secondaire, mais indispensable, le peuple romain a montré un empressement supérieur aux puériles jalousies des Grecs. La décadence de cette nation montre qu'elle a complètement rempli son rôle : après avoir reçu toute l'extension dont elle était susceptible, la domination romaine n'a pas tardé à se dissoudre en produisant une dégradation morale à jamais sans égale, parce que jamais il n'a existé une pareille absence de but et de principes combinée avec une semblable condensation de pouvoir et de richesse.

Le passage de la république à l'empire était commandé par la nouvelle situation, qui changeait le besoin de s'étendre en celui de conserver. Le régime impérial pouvait non pas réorganiser mais seulement détruire graduellement un système si fortement combiné pour la conquête. Les empereurs, véritables chefs du parti populaire, n'apportaient aucun nouveau principe d'ordre, et ne faisaient que compléter l'inévitable abaissement de la caste sénatoriale, sur

laquelle tout reposait, et dont la puissance s'était perdue, parce qu'elle n'avait plus de but.

Après avoir caractérisé les trois modes du régime polythéiste, et déterminé la participation de chacun d'eux à l'évolution humaine, il nous reste à expliquer la tendance de ce système à produire l'ordre monothéiste du moyen âge.

Sous l'aspect intellectuel, la filiation est rendue évidente par la destination de la philosophie grecque à servir d'organe à la décadence du polythéisme. La seule rectification qu'exigent à cet égard les opinions reçues consiste à reconnaître dans cette révolution l'influence du développement de l'esprit positif. Un tel esprit imprimait à la philosophie, même à l'insu de ses promoteurs, cette nature intermédiaire qui, cessant d'être théologique, sans pouvoir encore devenir scientifique, constitue l'état métaphysique. Le sentiment, d'abord vague et confus, de l'existence des lois naturelles, suscité par la première ébauche des vérités géométriques et astronomiques, a pu seul donner une consistance philosophique à la disposition au monothéisme qui résultait du progrès de l'esprit d'observation. Une première généralisation des conceptions théologiques avait d'abord déterminé le passage du fétichisme au polythéisme. Une généralisation nouvelle devait de même réduire l'action surnaturelle par la transition du polythéisme au monothéisme. Si l'instabilité, l'isolement et la discordance propres aux observations primitives ne comportaient pas l'unité théologique, qui devait alors sembler absurde, il était également impossible que l'intelligence, suffisamment cultivée, ne finît point par être révoltée de la contradiction que lui présentait la multitude de ces capricieuses divinités comparée au spectacle, de jour en jour plus fixe et plus régulier, que

l'homme commençait à entrevoir dans l'ensemble du monde extérieur.

Un dogme du polythéisme, le dogme du Destin, était apte à faciliter cette transition. Le Destin était envisagé comme le dieu de l'invariabilité : son domaine devait s'augmenter sans cesse aux dépens de ceux des autres divinités, à mesure que l'expérience dévoilait la permanence des rapports naturels. La Providence des monothéistes n'est pas autre chose que le Destin des polythéistes, qui a hérité peu à peu des attributions des autres divinités. On n'a eu qu'à lui donner un caractère plus concret, en harmonie avec une extension plus active. Toute la transformation a consisté à discipliner et à moraliser la multitude des dieux en la subordonnant à la prépondérance d'une volonté unique. C'est ainsi que les masses comprennent le monothéisme. Or, ainsi envisagé, le passage s'est évidemment opéré d'après le dogme du Destin, graduellement transformé en Providence, sous l'influence de l'esprit métaphysique.

Dès son origine, cette philosophie s'est développée au point d'oser concevoir, pour la régénération de l'humanité, une sorte de gouvernement rationnel. Mais, à mesure qu'on s'est occupé davantage d'appliquer la philosophie morale à la conduite de la société, l'impuissance organique de l'esprit métaphysique s'est manifestée de plus en plus, et a fait ressortir la nécessité de se rallier au monothéisme. Aussi, à l'époque même de l'apogée de la domination romaine, les diverses sectes philosophiques développent-elles la doctrine du monothéisme comme le fondement intellectuel de la sociabilité. L'extension de l'empire romain eut une grande influence sur cette transformation en organisant de larges communications intellectuelles, et en faisant ressortir, par le contraste des di-

vers cultes, la nécessité de leur substituer une religion homogène, seul dogme assez général pour convenir à tous les éléments d'une aussi grande agglomération de peuples.

Cette révolution est, au point de vue social, un résultat de la combinaison de l'influence grecque et de l'influence romaine, à laquelle Caton s'était si vainement opposé. Ce dualisme tendait à rendre le pouvoir spirituel indépendant du pouvoir temporel. Cependant ni l'un ni l'autre n'en avait la pensée, et chacun poursuivait surtout le maintien de sa propre domination. L'ambition spéculative des sectes métaphysiques avait osé rêver une domination absolue, aussi bien temporelle que spirituelle, non seulement des opinions et des mœurs, mais encore des actes et des affaires pratiques. Les philosophes ne pensaient pas plus que les empereurs à diviser le gouvernement moral et le gouvernement politique, et cette illusion était peut-être nécessaire pour entretenir leur ardeur spéculative. Ainsi, l'influence philosophique était en insurrection latente, mais continue, contre un système politique où tous les pouvoirs sociaux étaient concentrés dans les mains des chefs militaires. Les philosophes n'aspiraient qu'à une sorte de théocratie métaphysique. Cependant leurs efforts ont concouru à la création du pouvoir spirituel monothéiste. L'existence, librement tolérée au milieu des populations grecques, d'une classe de penseurs indépendants qui, sans mission régulière, se proposaient de servir de guides intellectuels et moraux dans la vie individuelle ou collective, était un germe du futur pouvoir spirituel. Telle est la participation de la civilisation grecque à cette grande fondation.

Rome, en faisant la conquête du monde, ne comptait nullement renoncer au régime qui rendait la corporation des chefs militaires maîtresse du pouvoir sacerdotal.

Cependant elle concourait ainsi à préparer la formation d'une puissance spirituelle indépendante de l'empire temporel ; car l'extension même d'une telle domination devait rendre évidente l'impossibilité de maintenir, par une simple centralisation temporelle, la solidarité entre des parties si diverses et si lointaines. Enfin, il résultait encore de la domination romaine le besoin d'une morale universelle, pouvant lier des peuples qui, ainsi forcés à une vie commune, étaient néanmoins poussés à se haïr par leur morale polythéiste. Le mouvement politique n'a donc pas moins concouru que le mouvement philosophique à faire sortir de l'évolution polythéiste l'organisation spirituelle qui constitue le principal caractère du moyen âge.

Pour achever de montrer que rien n'est fortuit dans cette évolution, j'ajouterai qu'on peut même déterminer dans quelle province romaine elle devait commencer. L'initiative devait appartenir à la partie de l'empire qui d'une part était mieux préparée au monothéisme ainsi qu'à l'existence d'un pouvoir spirituel indépendant, et qui d'autre part, en vertu d'une nationalité plus intense et plus opiniâtre, éprouvait plus vivement, depuis sa réunion, les inconvénients de l'isolement. Car elle devait sentir la nécessité de le faire cesser sans renoncer à sa foi, et en cherchant au contraire à la propager. Or, à tous ces attributs, on ne peut méconnaître la vocation de la petite théocratie juive, dérivation accessoire de la théocratie égyptienne, et peut-être même chaldéenne. Elle en émanait probablement par une sorte de colonisation de la caste saderdotale, dont les classes supérieures, étant déjà parvenues au monothéisme, avaient pu être conduites à instituer, à titre d'asile ou d'essai, une colonie pleinement monothéiste. Malgré l'antipathie de la population inférieure pour un établissement aussi prématuré, le mono-

théisme y avait conservé une existence pénible, mais pure et avouée, du moins depuis l'époque de la séparation des dix tribus jusqu'au temps de l'assimilation romaine. Cette population s'était isolée à raison même du vain orgueil qui y exaltait davantage l'esprit superstitieux de nationalité, propre à toutes les théocraties.

J'ai cru, pour mieux manifester la portée de ma théorie, devoir ainsi caractériser une telle initiative. Cette appréciation secondaire, fût-elle aussi douteuse qu'elle me paraît évidente, n'affecte pas le fond du sujet. L'ensemble des causes intellectuelles et sociales qui a dominé ce mouvement montre que, à défaut de l'initiative hébraïque, l'évolution n'aurait pas manqué d'autres organes, qui lui auraient imprimé une direction identique en transportant seulement à certains livres, perdus peut-être, la consécration qui s'est appliquée à d'autres.

Telle est l'appréciation de l'ensemble du polythéisme. J'ai dû borner mon exposition à de simples assertions méthodiques, sans pouvoir m'arrêter à aucune démonstration formelle, dont la moindre eût exigé un appareil de preuves incompatible avec les limites de cet ouvrage.

CINQUANTE-QUATRIÈME LEÇON.

Sommaire. — Dernier état théologique : âge du monothéisme. Modification du régime théologique et militaire.

Le régime monothéiste était destiné à compléter l'évolution provisoire de l'humanité en faisant produire à la philosophie théologique, dont le déclin intellectuel allait commencer, toute l'efficacité qu'elle comportait. La destination sociale du monothéisme se rapporte plus à la morale qu'à la politique; néanmoins, son efficacité morale a toujours dépendu de son existence politique. Nous n'examinerons que le catholicisme, parce que c'est lui qui a réalisé dans l'Europe occidentale les propriétés caractéristiques du régime monothéiste. L'organisation d'un pouvoir spirituel distinct et indépendant du pouvoir temporel a constitué le principal attribut d'un tel système politique. Il faut apprécier d'abord cette création sociale; nous jugerons ensuite aisément l'organisation temporelle correspondante.

Le catholicisme a réalisé ce qu'il y avait d'utile et de praticable dans les conceptions politiques des diverses écoles philosophiques, en adoptant avec une éminente sagesse les attributs dont elles s'honoraient, et en repoussant les projets absurdes ou nuisibles qui en dénaturaient l'application.

L'intelligence influera de plus en plus sur la conduite des affaires humaines. Cependant, sa suprématie politique,

[redacted]

rêvée par les philosophes grecs, n'en est pas moins une utopie contraire à notre nature cérébrale, où la vie mentale est si peu énergique par rapport à la vie affective. La principale influence sociale ne pourra jamais appartenir à la plus haute supériorité mentale, toujours trop peu comprise et trop mal appréciée pour obtenir du vulgaire un juste degré d'admiration et de reconnaissance. La masse des hommes est destinée à l'action ; elle sympathise davantage avec les organisations médiocrement intelligentes, mais éminemment actives. Les plus grands succès militaires ou industriels exigent moins de force intellectuelle que la plupart des travaux théoriques; cependant ils inspireront toujours un intérêt plus vif et une plus profonde admiration. Quels que soient les bienfaits de l'intelligence, dont dépend en dernier ressort le progrès de l'humanité, la participation spirituelle est, dans chaque résultat ordinaire, trop indirecte et trop abstraite pour pouvoir être jamais convenablement appréciée. Les conceptions les plus générales, surtout celles qui se rapportent à la méthode, n'attirent presque jamais à leurs créateurs autant de considération que les découvertes d'un ordre inférieur, comme l'ont si douloureusement éprouvé, aux divers âges de l'humanité, les Aristote, les Descartes et les Leibniz.

Loin de pouvoir dominer la conduite de la vie, l'esprit est seulement destiné à modifier, par une influence consultative ou préparatoire, le règne de la puissance matérielle ou pratique, soit militaire, soit industrielle. Un tel arrangement est moins injuste que ne le font présumer les plaintes de la plupart des philosophes. Cet ordre tant décrié revient à prendre pour base d'estimation politique la considération de l'utilité spéciale et immédiate. Or ce principe, malgré son étroitesse, n'en est pas moins le seul

[redacted]

fondement solide de tout classement. En effet, dans la vie sociale, presque autant que dans la vie individuelle, la raison est ordinairement plus nécessaire que le génie, sauf en quelques rares occasions, où la masse des idées usuelles a besoin d'une nouvelle élaboration. Si le génie spéculatif *est seul* capable de préparer les changements qui doivent successivement s'opérer, il est impropre à la direction journalière des affaires. Le mot célèbre de Frédéric sur l'incapacité politique des philosophes indique une profonde appréciation des conditions de toute économie sociale.

Telles sont, à cet égard, les indications de la raison, en ne considérant même que les motifs d'aptitude, et en supposant le règne de l'esprit compatible avec l'essor de l'activité intellectuelle. Or cette domination tarirait bien vite la source du progrès en atrophiant le développement *spéculatif*, auquel on aurait ainsi tout subordonné. L'activité mentale n'est entretenue que par l'exigence des divers besoins. Une telle source serait bien vite épuisée, si l'intelligence parvenait à la suprématie politique. Destiné à lutter, et non pas à régner, l'esprit n'est pas assez énergique, même dans les plus heureux organismes, pour résister longtemps à l'influence d'un semblable triomphe.

J'ai insisté sur ces explications à cause du danger que présente le sophisme relatif au règne de la capacité intellectuelle, depuis que la notion révolutionnaire de la con fusion des pouvoirs domine si malheureusement la philosophie politique. Une telle digression, tout en paraissant nous écarter de notre but, constitue, pour la suite de notre travail, une lumineuse préparation, propre à nous dispenser d'importants éclaircissements.

Le régime monothéiste avait à surmonter de graves difficultés pour ébaucher la nouvelle constitution sociale

Le problème consistait à écarter les rêveries de la philosophie grecque sur la souveraineté de l'intelligence, tout en donnant une juste satisfaction au désir d'influence sociale manifesté par l'activité spéculative pendant les siècles précédents. Au lieu d'éterniser la lutte entre les hommes d'action et les hommes de spéculation, il fallait organiser entre eux une conciliation capable de convertir ce vicieux antagonisme en un dualisme utile. Telle est la difficulté que le catholicisme a surmontée en instituant, à travers tant d'obstacles, la division du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel, qui est la principale cause de la supériorité de la politique moderne sur celle de l'antiquité. Sans doute cette solution a été d'abord empirique, et sa conception philosophique n'a pu naître que de l'examen des faits accomplis ; mais c'est un point commun à toutes les autres solutions politiques.

La nature théologique de la seule philosophie qui pouvait alors servir de principe à cette institution en a altéré le caractère et diminué l'efficacité en la faisant participer à sa destinée purement transitoire. D'ailleurs, les attributions religieuses tendaient à dissimuler à la classe spéculative ses fonctions intellectuelles et morales : la direction sociale des esprits et des cœurs ne pouvait lui inspirer qu'un intérêt fort accessoire en comparaison du salut des âmes : le but chimérique nuisait à l'office réel. L'autorité presque indéfinie dont la foi armait les interprètes des volontés divines ne pouvait manquer d'encourager chez la puissance ecclésiastique les exagérations et même les usurpations auxquelles son ambition naturelle ne devait être que trop disposée. Néanmoins, tous ces inconvénients n'ont influé que sur la décadence d'une telle constitution ; ils ont troublé l'opération principale sans la faire avorter.

Le catholicisme a établi un pouvoir moral indépendant du pouvoir politique, et a fait pénétrer la morale dans la politique. La puissance catholique a pris une attitude aussi éloignée des folles prétentions de la philosophie grecque que de la dégradante servilité de l'esprit théocratique, en prescrivant, de son autorité sacrée, la soumission envers tous les gouvernements établis, pendant que non moins hautement elle les assujettissait eux-mêmes aux maximes de la morale.

Les contestations si fréquentes entre ces deux puissances furent presque toujours défensives de la part du pouvoir spirituel, qui, lors même qu'il recourait à ses armes les plus redoutables, luttait noblement pour le maintien de l'indépendance nécessaire à sa mission. La tragique destinée de l'archevêque de Cantorbéry et une foule d'autres faits aussi caractéristiques, quoique moins célèbres, prouvent que, dans ces combats si mal jugés, le clergé n'avait d'autre but que de garantir de toute usurpation temporelle le libre choix de ses fonctionnaires. Cette prétention devrait sembler la plus légitime, et même la plus modeste; cependant l'Église a été partout obligée d'y renoncer, même avant l'époque de sa décadence.

Toute théorie de la division des pouvoirs peut être déduite de ce principe : le pouvoir spirituel se rapportant à *l'éducation* et le pouvoir temporel à *l'action*, l'influence de chacun d'eux doit être souveraine en ce qui concerne sa destination, et consultative à l'égard de la mission de l'autre. A l'attribution de l'éducation il faut ajouter, pour le pouvoir spirituel, une influence indirecte, mais continue, sur la vie active, consistant à rappeler aux individus ou aux classes les principes préparés par l'éducation pour la direction de leur conduite. Les fonctions sociales les plus générales de ce même pouvoir se réduisent à une sorte de

prolongement de la même destination, puisqu'elles résultent de l'extension d'un système uniforme d'éducation à des peuples trop éloignés pour ne pas exiger autant de gouvernements temporels, indépendants les uns des autres.

La classe spéculative, sans absorber la suprématie politique, comme dans les théocraties, et sans rester extérieure à l'ordre social, comme sous le régime grec, a pris, au moyen âge, son caractère propre ; elle s'est constituée en état d'observation du mouvement pratique journalier en y participant seulement par son influence morale. Une première ébauche de division entre la théorie et l'application a commencé à se réaliser dans l'ordre des idées sociales. Les principes politiques ont cessé d'être empiriquement construits à mesure que la pratique venait à l'exiger.

Au point de vue moral, la modification de l'organisme social a développé, jusque dans les derniers rangs des populations, un sentiment de dignité et d'élévation précédemment inconnu. La morale, constituée en dehors et au-dessus de la politique, autorisait le plus chétif chrétien à rappeler au plus puissant seigneur les prescriptions de la doctrine commune. L'obéissance et le respect étaient dès lors susceptibles d'être limités à la fonction, au lieu de se rapporter uniquement à la personne.

Sous l'aspect politique, cette régénération sociale a réalisé l'utopie des philosophes grecs en ce qu'elle contenait d'utile et de raisonnable, puisqu'elle a organisé, au milieu d'un ordre fondé sur la naissance, la fortune ou la valeur militaire, une classe immense et puissante, où la supériorité intellectuelle et morale était consacrée comme le premier titre à l'élévation. Dans l'ordre international, le hiérarchie papale a constitué le principal lien des diverses nations européennes. L'influence catholique doit être ju-

gée, comme le remarque de Maistre, non seulement par le bien qu'elle a produit, mais encore par le mal qu'elle a prévenu.

Pour compléter l'appréciation politique du catholicisme, il faut en considérer les conditions d'existence. Quelque restreinte que doive être cette analyse, j'y distinguerai deux classes de conditions suivant leur nature statique ou dynamique. Les unes sont relatives à l'organisation de la hiérarchie catholique, les autres se rapportent à l'accomplissement de sa destination.

La puissance ecclésiastique a dû son influence politique à sa forte organisation, également supérieure à tout ce qui l'entourait et à tout ce qui l'avait précédée. Cette hiérarchie, fondée sur le mérite intellectuel et moral, liant ses diverses parties sans comprimer leur activité, devait inspirer à ses moindres membres un juste sentiment de supériorité à l'égard des organismes grossiers où tout reposait sur la naissance, modifiée soit par la fortune, soit par l'aptitude militaire. Quand elle s'est dégagée des formes de sa première enfance, l'organisation catholique a, d'une part, attribué au principe électif une extension jusqu'alors inconnue; d'autre part, elle a perfectionné la nature de ce principe politique en le rendant plus rationnel par cela seul qu'elle substituait le choix des inférieurs par les supérieurs à la disposition inverse, qui ne convient qu'à l'ordre temporel. Le mode d'élection à la suprême dignité spirituelle est un chef-d'œuvre de sagesse politique. Les garanties de stabilité et de préparation se trouvaient ainsi mieux assurées que par l'empirique expédient de l'hérédité; la maturité du choix était favorisée par la sagesse des électeurs et par la faculté de laisser surgir de tous les rangs de la hiérarchie la capacité la plus propre à présider au gouvernement ecclésias-

tique, après un noviciat indispensable. Cet ensemble de précautions est en harmonie avec l'importance de l'éminente fonction où les philosophes catholiques ont si justement placé la base de tout l'édifice.

Les institutions monastiques en étaient l'un des éléments les plus indispensables. Ces institutions sont nées du besoin qu'éprouvaient, à l'origine du catholicisme, les esprits contemplatifs de se dégager de la dissipation et de la corruption du monde contemporain. Elles furent le berceau où s'élaborèrent les principales conceptions chrétiennes, soit dogmatiques, soit même pratiques. Leur régime devint ensuite l'apprentissage de la classe spéculative, dont les membres les plus actifs y venaient souvent retremper l'énergie et la pureté de leur caractère. La fondation ou la réformation des ordres offrait, d'ailleurs, une heureuse issue au génie politique. Un tel système n'aurait pas acquis, ni surtout conservé, dans les relations européennes, l'attribut de généralité qui lui était nécessaire, et qui eût été rapidement absorbé par l'esprit de nationalité, si cette milice contemplative n'en avait pas reproduit la pensée directe en donnant, au besoin, l'exemple de l'indépendance.

La condition d'efficacité commune aux propriétés que je viens de signaler consistait dans la puissante éducation du clergé, qui rendait le génie ecclésiastique supérieur à tout autre, non seulement en lumières, mais encore en aptitude politique. Les modernes défenseurs du catholicisme, en faisant valoir une telle éducation, n'ont pas assez apprécié l'introduction de l'étude de l'histoire, au moins à titre d'histoire de l'Église. Le catholicisme se rattachait d'une part au régime romain, de l'autre à la philosophie grecque, et même, par le judaïsme, aux plus antiques théocraties. Il avait exercé, depuis sa naissance, une inter-

[redacted]

vention continue dans les principales affaires humaines. L'histoire de l'Église constituait donc une sorte d'histoire de l'humanité, envisagée sous l'aspect social. L'étroitesse d'un semblable point de vue était compensée par son unité de conception. On ne doit pas s'étonner que l'origine des spéculations historiques universelles soit due au plus noble génie du catholicisme moderne. L'habitude régulière d'un tel ordre d'études et de méditations procurait aux penseurs ecclésiastiques une supériorité politique, au milieu d'une ignorante aristocratie temporelle, dont la plupart des membres n'attachaient d'importance historique qu'à la généalogie de leur maison.

Enfin, je signalerai l'heureuse discipline par laquelle le catholicisme, au temps de sa grandeur, a tenté avec succès de diminuer les dangers politiques de l'esprit religieux en restreignant de plus en plus le droit d'inspiration surnaturelle. La tendance à de vagues et arbitraires perturbations individuelles ou sociales était encouragée par le polythéisme, qui offrait toujours quelque divinité disposée à protéger une inspiration quelconque. Le monothéisme a laissé un certain essor à cette disposition, comme le témoigne l'exemple des Juifs, qui étaient inondés de prophètes et d'illuminés. Le catholicisme a graduellement restreint, avec une sagesse trop peu appréciée, le droit direct d'inspiration surnaturelle en le représentant comme exceptionnel, et en le bornant à des élus de plus en plus rares. Son usage s'est réduit à ce que la nature du sytème rendait indispensable, dès que toutes les communications divines ont été, en principe, réservées à la suprême autorité ecclésiastique. L'infaillibilité papale, si amèrement reprochée au catholicisme, constituait, à ce point de vue, un très grand progrès intellectuel et social. Elle était, en outre, nécessaire; car c'était la condition

religieuse de la juridiction finale sans laquelle d'inépuisables contestations, suscitées par d'aussi vagues doctrines, auraient indéfinement troublé la société. Cette propriété du catholicisme montre que l'esprit religieux avait déjà subi un décroissement intellectuel; car, dans la vie individuelle ou collective, le domaine de la sagesse humaine s'augmente aux dépens de celui de l'inspiration divine.

Je ne puis indiquer longuement les institutions spéciales qui ont servi à développer et à maintenir ce grand organisme. Ainsi la conservation du latin dans la corporation sacerdotale, quand il eut cessé de rester vulgaire, a été un utile auxiliaire de la puissance catholique, soit au dedans, soit au dehors, en facilitant sa communication et sa concentration. Je dois signaler, cependant, deux conditions, l'une morale et l'autre politique, qui ont été nécessaires au développement du catholicisme. Toutes deux étaient prescrites par une telle époque et par un tel système beaucoup plus que par la nature de l'organisation spirituelle.

La première consiste dans l'institution du célibat ecclésiastique, dont le développement, longtemps entravé et enfin complété par Hildebrand, a été ensuite justement regardé comme l'une des bases essentielles de la discipline sacerdotale. Sans le célibat, la hiérarchie catholique n'aurait pu obtenir ni l'indépendance sociale, ni la liberté d'esprit nécessaires à l'accomplissement de sa mission. La tendance à l'hérédité de toutes les fonctions aurait sans doute entraîné le clergé, si le célibat ne l'en eût préservé. Le résultat eût été d'annuler la division des pouvoirs par la transformation, que les papes ont si péniblement contenue, des évêques en barons, des prêtres en chevaliers. On n'a pas assez apprécié l'innovation hardie que le catho-

licisme a opérée dans l'organisme social en supprimant l'hérédité sacerdotale, qui était inhérente à toute l'antiquité, non seulement sous le régime théocratique, mais encore chez les Grecs et les Romains, où les divers offices pontificaux de quelque importance étaient le patrimoine de familles privilégiées, ou tout au moins d'une certaine caste. L'élection, d'ailleurs très circonscrite, n'y avait obtenu que fort tard une place accessoire par une concession plus apparente que réelle.

Quant à l'autre condition, elle consiste dans la nécessité fâcheuse, mais indispensable, d'une principauté temporelle suffisamment étendue, directement annexée au chef-lieu de l'autorité spirituelle pour en mieux garantir l'indépendance. Le système catholique était né dans un état social où les pouvoirs étaient confondus. Il eût donc été rapidement absorbé, ou politiquement annulé par la prépondérance temporelle, si le siège de son autorité se fût trouvé enclavé dans quelque juridiction particulière dont le chef n'eût pas tardé à s'assujettir le pape comme une sorte de chapelain. On ne pouvait pas compter sur une suite de souverains comparables à Charlemagne, c'est-à-dire comprenant assez l'esprit de l'organisation européenne au moyen âge pour être disposés à respecter et à protéger l'indépendance pontificale. La philosophie théologique parvenue à l'état de monothéisme tend à déterminer la division des pouvoirs; mais son influence n'est pas assez énergique pour dispenser du secours de conditions purement politiques. Il en est résulté, pour le catholicisme, l'obligation d'avoir une souveraineté territoriale embrassant une population assez étendue pour pouvoir, au besoin, se suffire provisoirement à elle-même, de manière à offrir un refuge assuré aux membres de cette immense hiérarchie, en cas de collision avec les forces temporelles. Le

siège de cette principauté était, d'ailleurs, déterminé par sa destination : le centre de l'autorité la plus générale, appelée à agir sur tous les points du monde civilisé, devait évidemment résider dans cette cité unique, si propre à lier l'ordre ancien à l'ordre nouveau, d'après les habitudes qui, depuis plusieurs siècles, y rattachaient de toutes parts les pensées et les espérances sociales.

La nécessité d'une adjonction temporelle à la suprême dignité ecclésiastique n'en doit pas faire oublier les inconvénients à l'égard de l'autorité sacerdotale et de la partie de l'Europe ainsi réservée à cette sorte d'anomalie politique. La pureté et même la dignité du caractère pontifical risquaient d'être altérées par le mélange des hautes attributions de la papauté avec les opérations gouvernementales. Cependant, par suite même d'une telle discordance, le pape a toujours assez peu régné à Rome, même dans les plus belles époques du catholicisme, pour n'y pouvoir pas comprimer les factions des principales familles, dont les misérables luttes ont si souvent bravé et compromis son autorité temporelle. Le chef spirituel de l'Europe a fini par n'être plus, au milieu de princes héréditaires, qu'un petit prince électif aussi préoccupé que chacun d'eux, et peut-être davantage, du maintien précaire de sa domination locale. L'essor intellectuel et moral de l'Italie a été hâté par ce privilège, mais sa nationalité politique a été perdue ; car les papes ne pouvaient, sans dénaturer leur caractère, étendre sur toute l'Italie leur domination temporelle, que l'Europe eût d'ailleurs empêchée. En outre, la papauté ne pouvait, sans compromettre son indépendance, laisser se former autour de son territoire aucune grande souveraineté italienne. C'est certainement l'une des plus déplorables conséquences d'une pareille situation, qui a exigé, en quelque sorte, le sacrifice politique d'une

partie aussi précieuse et aussi intéressante de la communauté européenne.

En ce qui concerne les conditions dynamiques du catholicisme, nous nous bornerons à apprécier l'éducation, qui constitue la plus importante fonction du pouvoir spirituel, et le fondement de toutes les autres. Nous examinerons ensuite la fonction qui, dans la vie active, en devient le prolongement pour la direction morale de la conduite privée.

La plupart des philosophes ont trop peu apprécié l'innovation sociale que le catholicisme a accomplie en organisant un système d'éducation intellectuelle et morale s'étendant à toutes les classes sans aucune exception, même à l'égard du servage. Le polythéisme condamnait à l'abrutissement la masse de la population, non seulement les esclaves, mais encore la majeure partie des hommes libres, qui étaient privés de toute instruction régulière, en dehors de l'influence des beaux-arts et de celle des fêtes publiques et des jeux scéniques.

Le catholicisme a imposé à chaque croyant le bienfait d'une instruction religieuse qui, saisissant l'individu dès ses premiers pas, le préparait à sa destination sociale, et le suivait dans tout le cours de sa vie active pour le ramener sans cesse à l'application des principes par un ensemble d'exhortations, d'exercices et de signes matériels. Les modestes chefs-d'œuvre de philosophie usuelle qui formaient le fond des catéchismes vulgaires étaient en réalité tout ce qu'ils pouvaient être; car ils contenaient tout ce que le monothéisme pouvait offrir de plus parfait.

On accuse à tort le catholicisme d'avoir constamment étouffé le développement populaire. Le clergé catholique a toujours cherché à faire pénétrer dans la masse toutes les lumières qu'il avait lui-même reçues. La division des pouvoirs le conduisait, dans l'intérêt même de sa domination,

à exciter partout un certain développement intellectuel, sans lequel sa puissance n'aurait pas trouvé un appui suffisant. Héritier de la sagesse des théocraties orientales et des études de la philosophie grecque, le clergé catholique s'est appliqué à l'exacte investigation de la nature humaine, qu'il a réellement approfondie autant que le comportaient des observations dirigées par des conceptions théologiques ou métaphysiques. Une telle connaissance, où sa supériorité était incontestable, favorisait son influence politique; car, dans tout état de la société, elle constitue la base du pouvoir spirituel. Les autres sciences n'ont d'efficacité à cet égard que parce qu'elles améliorent les spéculations relatives à l'homme et à la société.

La confession était destinée à régulariser une importante fonction du pouvoir spirituel, qui complétait celle que nous venons d'examiner. Il est impossible que les directeurs de la jeunesse ne deviennent pas les conseillers de la vie active : sans un tel prolongement d'influence morale, l'efficacité sociale de leur action ne saurait être suffisamment garantie. Rien ne caractérise mieux la décadence de l'ancienne organisation spirituelle que la dénégation, si ardemment propagée depuis trois siècles, d'une condition d'existence aussi évidente, et la désuétude d'un usage si bien adapté aux besoins de la nature humaine. Les effets moraux de cette institution pour purifier par l'aveu et rectifier par le repentir ont été si bien appréciés par les philosophes catholiques que nous sommes dispensés d'insister. Une telle fonction a utilement remplacé la discipline grossière et insuffisante par laquelle, sous le régime polythéiste, le magistrat s'efforçait vainement de régler les mœurs par d'arbitraires prescriptions. Nous n'envisageons la confession que comme une condition d'existence politique inhérente au gouvernement spirituel. Les

abus qu'elle a produits sont la conséquence de la nature vague et absolue de la philosophie théologique.

Il nous reste à signaler les principales conditions dogmatiques du catholicisme. Elles sont regardées comme indifférentes au point de vue social; cependant elles étaient indispensables, et la ruine d'une seule entraînait une désorganisation générale.

La tendance vague et mobile des conceptions théologiques, même à l'état de monothéisme, exposait les préceptes pratiques, dont elles sont la base, à être modifiés par les passions humaines. Cet imminent péril a été conjuré par une active surveillance du pouvoir spirituel. Le catholicisme, pour maintenir l'unité nécessaire à sa destination sociale, a contenu l'essor individuel de l'esprit religieux en faisant de la foi la plus absolue le premier devoir du chrétien. Sans une telle base, les autres obligations morales perdaient leur point d'appui. Cette nécessité tendait, suivant l'accusation banale, à fonder l'empire du clergé bien plus que celui de la religion. La philosophie positive doit reconnaître hautement que cette substitution était avantageuse à la société ; car la principale utilité de la religion a été de permettre l'élévation d'une corporation spéculative capable de diriger, pendant sa période ascensionnelle, les opinions et les mœurs. Tel doit être notre jugement sur ce régime, aussi bien sous l'aspect dogmatique qu'au point de vue politique. On ne pourrait pas comprendre autrement l'importance que tant d'esprits supérieurs ont jadis attachée à certains dogmes spéciaux qui étaient intimement liés aux exigences de l'unité ecclésiastique et de son efficacité sociale.

Il en était ainsi, par exemple, de l'arrêt douloureux, mais indispensable, qui imposait la foi catholique comme une condition rigoureuse du salut éternel. Sans un pareil arrêt,

rien n'aurait pu contenir la divergence des croyances théologiques. Néanmoins, cette fatale prescription qui damnait tous les hétérodoxes, même involontaires, a dû sans doute exciter plus que toute autre, au temps de l'émancipation, une indignation unanime. Rien ne confirme mieux, sous l'aspect moral, la destination provisoire de toutes les doctrines religieuses. Le dogme de la condamnation originelle de l'humanité tout entière, qui moralement est encore plus révoltant, était également nécessaire, non seulement parce qu'il expliquait les misères humaines, mais aussi par ce qu'il motivait la nécessité d'une rédemption, sur laquelle repose toute la foi catholique. Il en est de même de l'institution, si amèrement critiquée, du purgatoire, qui a été très heureusement introduite à titre de correctif de l'éternité des peines futures. Autrement, cette éternité, sans laquelle les prescriptions religieuses ne pouvaient être efficaces, aurait souvent déterminé ou un relâchement funeste, ou un effroyable désespoir, également dangereux pour l'individu et pour la société.

Parmi les dogmes plus spéciaux, un examen analogue mettrait en évidence la nécessité politique du caractère divin attribué au premier fondateur, réel ou idéal, de ce système religieux, par suite de la relation d'une telle conception avec l'indépendance du pouvoir spirituel, qui se trouvait ainsi placé sous une inviolable autorité, invisible, mais directe. Dans l'hypothèse arienne, au contraire, le pouvoir temporel, en s'adressant directement à la Providence commune, était moins disposé à respecter la libre intervention du corps sacerdotal, dont le chef mystique était moins éminent. On ne se forme pas une juste idée des immenses difficultés qu'a longtemps éprouvées le catholicisme pour organiser la séparation des pouvoirs, et par suite on apprécie très imparfaitement les ressources di-

verses que cette grande lutte a exigées, et parmi lesquelles figure au premier rang l'apothéose de Jésus, qui relevait la dignité de l'Église aux yeux des rois, dont la domination aurait été trop favorisée par une rigoureuse unité divine. L'histoire nous manifeste la prédilection de la plupart des rois pour l'hérésie d'Arius, où leur instinct de domination sentait confusément un puissant moyen de diminuer l'indépendance pontificale et de favoriser la prépondérence sociale de l'autorité temporelle. Le dogme célèbre de la présence réelle ne constituait, malgré son étrangeté mentale, qu'une sorte de prolongement du dogme précédent. Il comportait au plus haut degré la même efficacité politique en attribuant au moindre prêtre un pouvoir journalier de miraculeuse consécration, qui le rendait respectable à des chefs dont la puissance matérielle, quelle qu'en fût l'étendue, ne pouvait jamais aspirer à d'aussi sublimes opérations. Outre l'excitation toujours nouvelle que la foi en recevait, une telle croyance rendait le ministère ecclésiastique plus indispensable. Au contraire, avec des conceptions plus simples et un culte moins spécial, les magistrats temporels auraient aisément conçu la pensée de se passer de l'intervention sacerdotale.

Après cette appréciation sommaire du dogme catholique, nous allons passer à celle du culte, qui nous fournira la preuve d'une semblable destination politique. La succession graduelle des sacrements rappelait à chaque croyant, aux plus grandes époques et dans tout le cours de sa vie, l'esprit de ce régime par des signes adaptés aux caractères de chaque situation. Mentalement envisagée, la messe catholique offre un aspect très peu satisfaisant ; car la raison n'y peut voir qu'une sorte d'opération magique, terminée par l'accomplissement d'une pure évocation, réelle, quoique mystique. Au point de vue social, au con-

traire, c'est une très heureuse invention de l'esprit théologique, destinée à supprimer les sanglantes cérémonies du polythéisme en donnant le change, par un sublime subterfuge, à ce besoin instinctif du sacrifice qui est inhérent à tout régime religieux, et que satisfaisait chaque jour l'immolation volontaire de la plus précieuse victime qu'on pût imaginer.

Plus en approfondira, dans cet esprit positif, l'étude du catholicisme, plus on s'expliquera l'intérêt, non moins social que mental, qu'inspiraient alors tant de mémorables controverses, au milieu desquelles d'éminents génies ont fait surgir l'admirable organisation catholique. Les infatigables efforts de tant d'illustres docteurs et de pontifes pour combattre l'arianisme, qui tendait à ruiner l'indépendance sacerdotale, leurs luttes contre le manichéisme, qui menaçait de substituer le dualisme à l'unité, et beaucoup d'autres débats justement célèbres, avaient un but aussi sérieux que les contestations les plus agitées de nos jours.

Telle est la faible ébauche à laquelle je suis obligé de me borner pour l'appréciation du catholicisme, qui fut graduellement élaboré pendant dix siècles, depuis saint Paul, qui en a conçu l'esprit général, jusqu'à Hildebrand, qui en a coordonné la constitution sociale. Les développements intermédiaires ont exigé, dans cet intervalle, le concours intellectuel et moral de tous les hommes supérieurs dont notre espèce pouvait alors s'honorer, les Augustin, les Ambroise, les Jérôme, les Grégoire. Leur tendance à la fondation d'une telle unité, bien que souvent entravée par l'ombrageuse médiocrité du vulgaire des rois, fut presque toujours favorisée par les souverains doués, comme Charlemagne, d'un vrai génie politique.

Après avoir caractérisé l'organisation spirituelle du catholicisme, nous allons examiner l'organisation temporelle correspondante, pour considérer ensuite ce régime au point de vue moral, et enfin sous l'aspect mental.

Les appréciations auxquelles a donné lieu l'ordre temporel du moyen âge lui ont toujours laissé un caractère fortuit en attribuant une influence démesurée aux invasions germaniques. Il importe de rectifier cette irrationnelle conception, qui tend à interrompre, dans un de ses termes les plus remarquables, la continuité de la série sociale. Cette rectification résulte de notre théorie du développement social, au moyen de laquelle on pourrait presque construire *à priori* les principaux attributs d'un tel régime, qui résultait du système romain modifié par l'influence catholique. Sans les invasions, la seule influence des divers antécédents aurait naturellement constitué en Occident, vers cette époque, un système politique analogue au système féodal.

On pourrait ôter à ce fait historique son caractère fortuit en se bornant à montrer que les invasions successives, loin d'être accidentelles, résultaient de l'extension de la domination romaine. Cette considération ne suffit pas à notre but; il convient cependant de la signaler à titre d'éclaircissement accessoire. L'empire romain devait être borné, d'un côté par les grandes théocraties orientales, trop éloignées et surtout trop peu susceptibles d'une véritable incorporation; d'un autre côté, en Occident surtout, par les peuples chasseurs ou pasteurs, qui, n'étant point encore vraiment domiciliés, ne pouvaient être conquis. Vers le temps de Trajan ou des Antonins, ce système avait acquis toute l'étendue qu'il pouvait comporter, et il devait être bientôt suivi d'une inévitable réaction. Il est clair, en effet, que l'état agricole et sédentaire n'est pas moins in-

dispensable chez les vaincus que chez les vainqueurs pour l'efficacité de tout système de conquête, auquel échappent, à moins d'une destruction complète, les populations nomades. Ces populations sont toujours disposées dans leurs défaites à chercher ailleurs un refuge assuré, d'où elles reviennent ensuite à leur point de départ avec d'autant plus d'intensité qu'elles ont été plus refoulées.

Les invasions, quoique moins systématiques, ne furent point en réalité plus accidentelles que les conquêtes qui les avaient provoquées. En effet, ce refoulement graduel, en gênant de plus en plus les conditions d'existence des peuples nomades, hâtait leur transition à la vie agricole, et alors le mode d'exécution le plus naturel était, au lieu des pénibles travaux qu'eût exigés un nouvel établissement, de s'emparer, dans les parties adjacentes de l'empire, de territoires plus favorables et déjà préparés par leurs possesseurs. Ces derniers, énervés par l'extension même de leur domination, devenaient incapables de résister. Le développement de la réaction ne fut pas moins graduel que celui de l'action principale. Si l'on en juge autrement, c'est parce qu'on ne considère que les invasions victorieuses; car les envahissements avaient commencé plusieurs siècles avant que Rome eût acquis sa plus grande puissance. Mais ils ne sont devenus susceptibles de succès permanents que par l'épuisement croissant de l'énergie romaine, après que l'empire eut été suffisamment agrandi. Cette tendance était alors un résultat tellement spontané de la situation du monde politique qu'elle avait donné lieu, longtemps avant le cinquième siècle, à des concessions de plus en plus importantes, soit par l'incorporation des barbares aux armées romaines, soit par l'abandon de certaines provinces, à la condition de contenir les nouveaux prétendants.

[redacted]

La comparaison de l'ordre féodal et de l'ordre romain montre que le régime militaire avait partout subi, au moyen âge, une transformation capitale. L'activité militaire, malgré son développement, tendait à perdre son caractère offensif pour se réduire à un caractère purement *défensif*. Sans doute, le catholicisme a puissamment influé sur cette heureuse transformation; mais il n'aurait pu la déterminer entièrement, si elle n'avait pas été la conséquence de l'ensemble du passé. Or cette modification devait résulter de l'extension même de la domination romaine. Car, une fois que le système de conquête eût acquis toute sa plénitude, il fallut bien que les efforts militaires se tournassent vers une conservation devenue leur seul objet capital, et de plus en plus menacée par l'énergie croissante des nations qui n'avaient pu être conquises. Telle est la source du nouveau caractère de l'organisation temporelle. La constitution sociale, toujours militaire, a fait prévaloir la dispersion politique sur une concentration dont le maintien devenait plus difficile, en même temps que son but avait cessé d'exister. L'une de ces tendances n'est pas moins convenable à la défense, où chacun exerce une participation directe et spéciale, que l'autre ne l'est à la conquête, qui exige la subordination de toutes les actions partielles à l'impulsion directrice.

Chaque chef militaire se tenant constamment disponible pour la défense territoriale, qui n'imposait pas une activité soutenue, a cherché à ériger un pouvoir presque indépendant sur la portion du pays qu'il était capable de protéger à l'aide des guerriers qui s'attachaient à sa fortune. Sa principale occupation devait être de les gouverner, à moins que l'extension de sa puissance ne lui eût déjà permis de les récompenser par de moindres concessions de même es-

pèce, quelquefois susceptibles, à leur tour, d'être subdivisées suivant l'esprit général de ce système. Abstraction faite des invasions germaniques, on reconnaît aisément, depuis l'entier agrandissement de l'empire romain, la tendance au démembrement de l'ancien pouvoir dans les efforts de la plupart des gouverneurs pour conserver leurs offices territoriaux, et même pour s'assurer l'hérédité. Une telle tendance se fait sentir jusque dans l'empire d'Orient, qui fut si longtemps préservé de toute invasion sérieuse. La centralisation passagère réalisée par Charlemagne était le résultat de la prépondérance des mœurs féodales, consommant par l'acte le plus décisif la séparation de l'Occident et de l'empire, dès lors relégué en Orient.

La modification du sort des esclaves résulte aussi du changement de la situation militaire, qui devait spontanément provoquer la transformation de l'esclavage antique en servage proprement dit. Cette transformation a été d'ailleurs perfectionnée et consolidée par l'influence catholique. Dunoyer, dans le consciencieux ouvrage qu'il a publié en 1825, indique l'amélioration que le sort des esclaves avait éprouvée par suite de l'extension même de la domination romaine, qui, resserrant et reculant de plus en plus le champ de la traite, toujours essentiellement extérieur à l'empire, la rendait plus difficile, plus rare et finalement presque impossible. L'abolition de la traite, en réduisant le commerce des esclaves au mouvement intérieur, tendait peu à peu à déterminer la transformation de l'esclavage en servage, parce que chaque famille se trouvait dès lors involontairement conduite à attacher bien plus de prix à la conservation de ses esclaves héréditaires, dont le renouvellement ne pouvait plus être facultatif. En un mot, la cessation de la traite extérieure entraînait celle de la vente intérieure, et par suite les es-

claves, invariablement attachés à la maison ou à la terre, devenaient de véritables serfs, sauf le complément moral d'une telle modification par le catholicisme.

Ces indications suffiront, je l'espère, pour rendre évidente cette proposition capitale de philosophie historique qui peut se résumer ainsi : l'organisation temporelle du moyen âge, sous les trois aspects qui la caractérisent, est résultée, indépendamment des invasions, de l'extension du système des conquêtes romaines. Le régime féodal aurait surgi quand même les invasions, d'ailleurs inévitables, n'auraient pas eu lieu ; elles n'ont influé que sur l'époque du développement de ce régime. Or, à ce point de vue secondaire, leur influence est difficilement appréciable, parce qu'elle a été, à la fois, favorable et contraire. En effet, les barbares étaient mieux disposés que les Romains à une nouvelle politique; mais leurs guerres continuelles en gênaient le développement.

J'ai apprécié les attributs temporels du système politique du moyen âge en y faisant abstraction des influences spirituelles correspondantes, et en me bornant à constater la filiation de chacun d'eux.

Je dois maintenant analyser la participation de l'influence catholique au développement de l'organisation féodale.

Le monothéisme est apte à seconder la transformation du système de conquête en système défensif, surtout quand la division des pouvoirs y est réalisée. Cette tendance existait au plus haut degré dans le catholicisme ; car l'esprit de son institution et son ambition même le poussaient à réunir les diverses nations chrétiennes en une seule famille politique sous la conduite de l'Église. Bien qu'une telle influence ait été entravée par les mœurs belliqueuses de cette époque, il est probable qu'elle a prévenu

beaucoup de guerres, dont elle a étouffé le germe. D'ailleurs, en dehors de toute opposition de principes et de sentiments, l'Église devait considérer la guerre comme diminuant son influence sur les chefs temporels. Si la discontinuité périodique qu'elle était parvenue à imposer aux opérations militaires avait été suffisamment respectée, l'esprit guerrier incompatible avec de telles intermittences aurait été fortement contenu. Toutes les grandes expéditions communes aux peuples catholiques furent réellement défensives, et toujours destinées à réprimer ou à prévenir les invasions qui tendaient à devenir habituelles. Telles furent les guerres de Charlemagne d'abord contre les Saxons, ensuite contre les Sarrasins. Plus tard, les croisades elles-mêmes furent l'unique moyen d'arrêter l'envahissement du mahométisme : envisagées à ce point de vue, elles ont pleinement réussi.

Le second caractère de l'organisation féodale, c'est-à-dire l'esprit de décomposition de l'autorité temporelle en petites souverainetés territoriales subordonnées entre elles, a été puissamment secondé par le catholicisme, qui a tant influé sur la transformation des bénéfices viagers en fiefs héréditaires, et sur la coordination des principes d'obéissance et de protection qui sont la base d'une telle discipline sociale. Le catholicisme, qui avait exclu de son sein toute hérédité de fonction, n'a favorisé l'hérédité temporelle ni par routine, ni par esprit de caste. Il a été guidé par le sentiment des nécessités sociales correspondantes. La constitution de l'Église avait fait une large part aux droits légitimes de la capacité; il fallait, en même temps, que les conditions de la stabilité fussent garanties. Tel fut l'effet de l'hérédité féodale, malgré son oppression ultérieure. Par suite de la division des pouvoirs et de la transformation militaire, chaque chef de famille féodale

avait assez de capacité, après une éducation essentiellement domestique, pour exercer son autorité territoriale. L'important était de l'attacher au sol, de lui transmettre les traditions politiques et locales, de l'intéresser au sort de ses inférieurs, vassaux ou serfs. Rien de tout cela n'eût été réalisé sans l'hérédité, dont la propriété semble, même aujourd'hui, consister dans la préparation morale de chacun à sa destination sociale. C'est ainsi que le catholicisme a été conduit à favoriser l'esprit de caste. Il a, en outre, régularisé les obligations réciproques de la tenure féodale. La combinaison de l'instinct d'indépendence et du sentiment de dévouement, inconnue à toute l'antiquité, suffirait seule à prouver la supériorité sociale du moyen âge. La dignité morale a été élevée chez un petit nombre de familles privilégiées, destinées à servir de type aux autres classes, à mesure que devait s'accomplir leur émancipation graduelle.

Enfin, le catholicisme a influé sur la transformation de l'esclavage en servage, qui constitue le dernier attribut de l'organisation féodale. La tendance du monothéisme à modifier l'esclavage, au moins en adoucissant la conduite des maîtres, est sensible jusque dans le mahométisme. Cette tendance devait être très prononcée dans le système catholique, qui, ne se bornant pas à une simple prescription morale, plaçait, entre le maître et l'esclave, ou entre le seigneur et le serf, une autorité spirituelle respectée de tous les deux, et disposée à les ramener à leurs devoirs mutuels. Dès son début, le catholicisme a cherché à abolir l'esclavage, qui, depuis l'accomplissement du système de conquête, avait cessé d'être une condition de l'existence politique, et entravait le développement social.

L'institution de la chevalerie a été un admirable résumé des trois caractères de l'organisation féodale.

[redacted]

Malgré les abus dont elle a été entourée, elle a eu une grande utilité, tant que le pouvoir central n'a pas été assez fort pour régulariser l'ordre intérieur. Le monothéisme musulman n'a pas été étranger, même avant les croisades, au développement de ces nobles associations, qui sont le correctif d'une insuffisante protection individuelle. Néanmoins, leur essor est un produit de l'esprit du moyen âge et de l'influence du catholicisme, tendant à convertir un simple moyen d'éducation militaire en un puissant instrument de sociabilité. L'organisation de ces affiliations, où le mérite l'emportait sur la naissance et même sur la plus haute autorité, a été favorisée par leur conformité avec l'esprit du catholicisme, quoiqu'elle ait eu d'abord, comme tous les autres éléments de ce régime, une origine purement temporelle.

L'une des branches de la chevalerie a fait naître un danger capital pour la division des pouvoirs. Ce danger a commencé à surgir, lorsque les besoins spéciaux des croisades ont déterminé la formation régulière des ordres de chevalerie où le caractère monastique était uni au caractère militaire. Une combinaison aussi contraire à l'esprit et aux conditions du système féodal devait développer chez de tels chevaliers une monstrueuse ambition, et leur faire rêver une nouvelle concentration des pouvoirs. Telle fut, en principe, l'histoire des Templiers, dont notre théorie fournit la véritable explication. Cet ordre fameux constituait une sorte de conjuration permanente, menaçant la royauté et la papauté, qui, malgré leurs démêlés, ont su se réunir enfin pour le détruire.

Le système féodal est le berceau des sociétés modernes, considérées sous l'aspect temporel. La transformation de la vie militaire en vie industrielle fut le but vers lequel tendit la politique européenne pendant tout le

[redacted]

moyen âge. Dans l'ordre européen, la principale activité militaire fut destinée à opposer d'insurmontables barrières à l'esprit d'invasion, dont la prolongation menaçait d'arrêter le développement social. Ce résultat n'a été obtenu qu'à l'époque où les peuples du Nord et de l'Est ont été forcés, par la difficulté de trouver ailleurs de nouveaux établissements, d'exécuter dans leur propre pays, quelque défavorable qu'il puisse être, leur transition à la vie agricole et sédentaire, moralement garantie par leur conversion au catholicisme. Ainsi, ce que l'opération romaine avait commencé pour l'évolution de l'humanité en s'assimilant les peuples civilisés, l'opération féodale l'a complété : elle a consolidé cette assimilation en poussant les barbares à se civiliser. Le système féodal a pris la guerre à l'état défensif : après l'avoir suffisamment développée, sous cette nouvelle forme, il a tendu à la faire cesser en la laissant sans aliment habituel. Dans l'ordre national, son influence a concouru à un semblable résultat, soit en concentrant l'activité militaire chez une caste de plus en plus restreinte, dont l'autorité protectrice devenait compatible avec l'essor industriel de la population laborieuse, soit en modifiant de plus en plus le caractère guerrier chez les chefs eux-mêmes. Ces chefs devaient, faute d'emploi suffisant, se transformer peu à peu en grands propriétaires territoriaux, quand ils ne dégénéraient pas en courtisans. Le résultat définitif était l'abolition de l'esclavage et du servage, et l'émancipation civile de la classe industrielle.

Nous avons terminé l'appréciation d'abord spirituelle, puis temporelle, du régime monothéiste du moyen âge; il nous reste à en examiner l'influence morale et l'efficacité mentale.

L'établissement de la morale a constitué la principale

destination du catholicisme. Il semblerait donc que l'examen de cette attribution devait suivre celle de l'organisation catholique, mais j'ai voulu faire sentir qu'elle doit être rattachée à tout le système catholique et féodal, et non pas seulement à l'un de ses deux éléments. Le catholicisme a régularisé la constitution morale de l'humanité en attribuant à la morale la prépondérance sociale; l'ordre féodal a introduit de précieux germes d'une haute moralité qui lui étaient entièrement propres, et sans lesquels l'opération catholique n'aurait pu réussir. Le catholicisme était, aussi bien que la féodalité, une suite nécessaire de l'ensemble des antécédents. L'harmonie qui a régné entre ces deux éléments sociaux ne doit pas faire exagérer, au détriment de l'un, l'influence de l'autre en attribuant la régénération morale au catholicisme, qui n'a été que l'organe d'un progrès amené par une nouvelle phase de l'évolution humaine. La morale purement militaire et nationale, toujours subordonnée à la politique, qui avait caractérisé l'antiquité, tendait à se transformer en une morale pacifique. Or la gloire du catholicisme, celle qui lui méritera toujours la reconnaissance de l'humanité, même lorsque les croyances théologiques n'existeront plus, a surtout consisté à développer et à régulariser cette tendance, qu'il n'eût pas été en son pouvoir de créer.

Supposons qu'un aveugle prosélytisme ou une irrationnelle imitation introduise le catholicisme chez des peuples qui n'ont point encore achevé une telle évolution préparatoire : privée de cet indispensable fondement, son influence morale y resterait inefficace. Le mahométisme en offre un exemple décisif : sa morale, aussi pure en principe que celle du christianisme, d'où elle a été tirée, est loin d'avoir produit les mêmes résultats sur une popu-

lation trop peu avancée, qui se trouvait appelée, sans préparation suffisante, à un monothéisme encore inopportun. L'appréciation morale du moyen âge ne doit donc pas être dirigée d'après la considération unique de l'ordre spirituel, à l'exclusion de l'ordre temporel.

Le même sujet donne lieu à une erreur plus grave qui provient d'une tendance de l'école métaphysique, protestante ou déiste, à attribuer l'éfficacité morale du catholicisme à sa seule doctrine, abstraction faite de son organisation, qui est représentée, au contraire, comme opposée à un tel résultat. Il suffirait, pour rectifier cette assertion, de mentionner le catholicisme grec, ou plutôt byzantin, qui s'est trouvé frappé d'une profonde stérilité morale, malgré sa conformité de doctrine avec le catholicisme, et malgré la similitude primitive des populations correspondantes. La grande efficacité morale du catholicisme a réellement dépendu de son organisation : sa morale, malgré sa pureté, n'eût abouti qu'à d'impuissantes formules, accompagnées de superstitieuses pratiques, sans l'active intervention d'un pouvoir spirituel convenablement organisé.

L'action morale du catholicisme au moyen âge tenait-elle à un système d'opinions communes dont la puissance, une fois établie, devenait susceptible d'une irrésistible autorité; ou bien, cette action était-elle due, selon l'hypothèse vulgaire, aux impressions personnelles d'espoir, et surtout de crainte, relatives à la vie future? Cette question n'a jamais été convenablement posée : pour la résoudre, il faut considérer les cas plus ou moins exceptionnels où les deux influences qu'il s'agit de comparer se sont trouvées en opposition. Les préjugés publics sont plus puissants que les préceptes religieux dans tout antagonisme qui s'établit entre ces deux forces. Condorcet

me paraît avoir seul compris une telle discussion. Il a cité surtout un exemple décisif : c'est le cas du duel, qui, imposé par les mœurs militaires aux plus beaux temps du catholicisme, conduisait de pieux chevaliers à braver les plus énergiques condamnations religieuses. Aujourd'hui, au contraire, par un contraste non moins significatif, le duel disparaît peu à peu sous la seule prépondérance des mœurs insdustrielles, malgré la décadence pratique des prohibitions théologiques.

Rien, au premier aspect, ne semble pouvoir contre-balancer la puissance des terreurs religieuses qui se rapportent à un avenir indéfini. Cependant il s'est trouvé des âmes assez énergiques pour se rendre une telle perspective familière, et pour n'être plus arrêtées par cette crainte dans leurs impulsions dominantes. L'éternité de douleur, aussi inintelligible que l'éternité de plaisir, ne peut se concilier dans l'imagination avec cette aptitude de toute vie animale à convertir en indifférence toute sensation continue. Milton a beau se servir de son admirable génie pour nous peindre les damnés, alternativement transportés, par un raffinement infernal, du lac de feu sur l'étang glacé, l'idée des bains russes fait succéder le sourire à un premier effroi et rappelle que la puissance de l'habitude peut atteindre aussi le changement, quelque brusque qu'il puisse être, dès qu'il devient assez fréquent. Cette appréciation, malgré son apparence paradoxale, a la plus grande portée. La même énergie qui pousse aux grands crimes peut également conduire à braver de tels arrêts. Quant aux âmes ordinaires, l'espoir d'une absolution finale suffisait, dans la plupart des circonstances, à leur inspirer le facile courage de violer les préceptes religieux : elles n'auraient pu, sans des efforts bien plus puissants, affronter les préjugés publics dans les cas d'antagonisme très prononcé.

La régénération morale accomplie ou du moins ébauchée par le catholicisme a surtout consisté à transporter à la morale la suprématie qui appartenait précédemment à la politique, en faisant prévaloir les besoins les plus généraux et les plus fixes sur les nécessités particulières et variables. Sans doute, la philosophie théologique à laquelle est dû ce progrès en a, sous divers aspects, compromis l'efficacité. De plus, il en est résulté un empire trop arbitraire pour la corporation directrice. Enfin, la doctrine elle-même a été entravée par la contradiction qui faisait cultiver le sentiment social en développant d'abord un égoïsme exorbitant, quoique idéal. Le moindre bien était conçu en vue de récompenses infinies. La préoccupation du salut individuel neutralisait ce qu'il y avait de sympathique dans l'unanime amour de Dieu; mais ces inconvénients inévitables n'ont pas empêché une régénération qui ne pouvait commencer autrement.

Une juste appréciation des besoins de l'humanité a fait enfin placer la morale à la tête des nécessités sociales. Il y avait quelque chose d'hostile au développement intellectuel dans la manière dont l'esprit chrétien concevait la suprématie de la morale; mais le catholicisme a contenu cette tendance en prenant le principe de la capacité pour base de sa constitution ecclésiastique. Cette disposition, dont le danger ne s'est manifesté qu'aux temps de la décadence du système, n'empêchait pas la justesse de la sage décision qui subordonnait la valeur intellectuelle à la moralité. La profonde sagesse du catholicisme, en plaçant la morale au-dessus de toute existence pour en diriger et en contrôler les actes, a établi le principe le plus important de la vie sociale.

Il ne faut pas oublier, dans l'appréciation morale du catholicisme, que, par suite de l'indépendance organisée

entre la morale et la politique par la division des pouvoirs, la doctrine morale s'est alors composée de types destinés, non pas à formuler la pratique réelle, mais à indiquer la limite, toujours plus ou moins idéale, dont la conduite devait tendre à se rapprocher de plus en plus. La nature et la destination de ces types moraux sont analogues à celle des types scientifiques ou esthétiques, qui servent de guides aux conceptions des savants et des artistes, et dont le besoin se fait même sentir dans les opérations industrielles. On a méconnu l'esprit de la morale catholique en lui reprochant l'exagération de ses préceptes. Il serait aussi peu judicieux de critiquer les peintres sur la perfection chimérique de leurs modèles. Tous les types doivent dépasser les réalités correspondantes, puisqu'ils constituent les limites idéales au-dessous desquelles la pratique ne reste que trop, encore plus dans l'ordre moral que dans l'ordre intellectuel. Le catholicisme a été conduit par son instinct philosophique à faire passer, pour plus d'efficacité pratique, ses types moraux de l'état abstrait à l'état concret. C'est ainsi que les premiers philosophes qui ont ébauché le catholicisme ont concentré graduellement sur le fondateur du système toute la perfection qu'ils concevaient dans la nature humaine.

Toutes les branches de la morale ont reçu du catholicisme des améliorations. Je renvoie ceux qui désirent les apprécier aux philosophes catholiques, surtout à Bossuet et à de Maistre, qui les ont en général sainement jugées. Je me bornerai à indiquer ici les plus importants progrès moraux.

Le catholicisme, consacrant l'opinion unanime des philosophes antérieurs, a regardé les vertus individuelles comme la base de toutes les autres. Elles offrent, en effet, l'exercice le plus naturel à l'influence énergique de la

raison sur les passions, d'où dépend tout perfectionnement moral. Aussi doit-on considérer comme efficaces les pratiques artificielles par lesquelles l'homme était poussé à s'imposer volontairement des privations, qui, malgré leur inutilité apparente, ont été d'heureux auxiliaires de l'éducation morale. Du reste, les vertus personnelles ont alors commencé à être conçues dans leur destination sociale ; tandis que les anciens les recommandaient surtout à titre de prudence relative à l'individu considéré isolément. L'humilité, tant reprochée à la morale catholique, constitue une prescription capitale : elle ne se borne pas seulement aux temps d'orgueilleuse oppression qui l'ont rendue nécessaire ; elle se rapporte aussi aux besoins moraux de la nature humaine, où l'orgueil et la vanité ne seront jamais trop abaissés.

Je dois signaler une innovation qui a été accomplie par le catholicisme, et dont la philosophie métaphysique a fait méconnaître la valeur sociale. Il s'agit de la réprobation du suicide, dont les anciens, aussi dédaigneux de leur propre vie que de celle d'autrui, s'étaient si souvent fait un monstrueux honneur, imités en ce point plutôt que blâmés par leurs philosophes. Cette pratique antisociale devait décroître en même temps que la prédominance des mœurs militaires, mais c'est une des gloires du catholicisme de l'avoir énergiquement condamnée. Plus la vie future perd de son efficacité morale, plus il importe que tous les individus soient attachés à la vie réelle.

L'influence du catholicisme s'est surtout manifestée dans l'organisation de la morale domestique, que le génie de l'antiquité laissait absorbée par la politique. La séparation des pouvoirs et le régime correspondant ont conduit à sentir que la vie domestique doit être la plus importante pour la masse des hommes, sauf le petit nom-

bre de ceux qu'une nature exceptionnelle et les besoins de la société appellent à la vie politique, à laquelle les anciens avaient tout sacrifié. L'influence catholique a pénétré spontanément dans les plus intimes relations de famille, où, sans tyrannie, elle a développé un juste sentiment des devoirs mutuels. Elle a consacré l'autorité paternelle en abolissant le despotisme presque absolu qui la caractérisait chez les anciens. Renfermant les femmes dans la vie domestique, elle a si intimement lié les deux sexes que l'épouse a acquis un droit à participer, non seulement à tous les avantages sociaux de celui qui l'a une fois choisie, mais encore à la considération dont il jouit.

Enfin, au point de vue de la morale sociale, le catholicisme a substitué au patriotisme énergique, mais sauvage, des anciens le sentiment plus élevé de l'humanité, ou de la fraternité universelle, qu'il a si heureusement vulgarisé sous la douce dénomination de charité. Sans doute, la nature des doctrines et les antipathies religieuses restreignaient en réalité cette affection aux populations chrétiennes ; mais, entre ces limites, les sentiments de fraternité des différents peuples étaient puissamment développés par leur sujétion à un même pouvoir spirituel, dont les membres, malgré leur nationalité propre, se sentaient citoyens de toute la chrétienté. L'amélioration des relations européennes, le perfectionnement du droit international, les conditions d'humanité imposées à la guerre elle-même, remontent à l'époque où l'influence catholique liait toutes les parties de l'Europe.

Dans l'intérieur de chaque nation, les devoirs qui se rattachent à la charité ont constitué le moyen le moins imparfait de remédier, surtout en ce qui concerne la répartition des richesses, aux inconvenients inséparables de l'état

social. Telle fut l'origine de tant d'admirables fondations destinées à l'adoucissement des misères humaines. Ces institutions étaient entièrement inconnues à l'antiquité : elles sont d'autant plus remarquables qu'elles provinrent presque toujours des dons volontaires d'une munificence privée, à laquelle la coopération publique se joignit rarement. En développant le sentiment de la solidarité sociale, le catholicisme n'a pas négligé celui de la perpétuité, qui en constitue le complément, en liant tous les temps, aussi bien que tous les lieux. Tel a été le but du système de commémoration si heureusement institué à l'imitation du polythéisme. De sages précautions, ordinairement respectées, ont été introduites pour que la béatification, remplaçant l'apothéose, atteignît plus complètement sa destination sociale, et évitât les honteuses complaisances où la confusion des pouvoirs avait entraîné, aux temps de décadence, les Grecs et surtout les Romains. Cette noble récompense n'a été presque jamais décernée par le catholicisme qu'à des hommes éminents ou utiles, choisis avec impartialité dans toutes les classes sociales.

Après avoir apprécié le régime monothéiste au point de vue politique et moral, nous devons en juger les attributs intellectuels.

On a fort exagéré l'influence des invasions germaniques en leur attribuant le ralentissement de l'évolution intellectuelle, qui d'ailleurs avait précédé de plusieurs siècles ces bouleversements politiques. Le prétendu réveil de l'intelligence, qui en réalité ne s'était jamais engourdie, c'est-à-dire l'accélération du mouvement mental, suivit immédiatement l'époque de la pleine maturité du régime catholique au onzième siècle. Ce fut presque sous les yeux de la suprême autorité sacerdotale que se manifesta une telle accélération. Il est impossible de mécon-

naître, au moyen âge, l'éclatante supériorité de l'Italie sous l'aspect philosophique, scientifique, esthétique et même industriel. C'est un indice de l'aptitude du catholicisme à favoriser, à cette époque, le progrès de l'esprit humain.

Le ralentissement antérieur était dû à l'importance de l'organisation du régime monothéiste. Cette longue et difficile élaboration devait absorber, jusqu'à son entier accomplissement, les plus grandes forces intellectuelles et commander, plus que tout autre sujet, l'attention et l'estime publiques. La direction provisoire du mouvement mental proprement dit était alors laissée à des esprits peu éminents, excités par de moindres encouragements, en un temps où l'état de l'évolution spirituelle ne comportait guère de progrès d'une haute portée, et ne permettait que la conservation des résultats obtenus, accompagnés d'améliorations secondaires. Telle est l'explication de cette apparente anomalie : elle ne suppose ni dans les hommes, ni dans les institutions, ni dans les événements, aucune tendance systématique ou involontaire à la compression de l'esprit humain. Les plus hautes capacités s'appliquent, à chaque époque, aux opérations exigées par les plus grands besoins de l'humanité. Rien n'était alors plus digne de l'intérêt de tous les penseurs que le développement des institutions catholiques. Quand ce système fut parvenu, sous Hildebrand, à sa maturité sociale, le mouvement intellectuel, qui n'avait jamais été interrompu, reprit une activité nouvelle.

L'influence qu'on attribue communément aux Arabes a été exagérée. Du reste, cette influence secondaire convenablement étudiée perd tout caractère accidentel. Mahomet a tenté, par une imitation peu rationnelle, d'organiser le monothéisme chez une nation qui n'y était préparée

ni au temporel, ni au spirituel : sa tentative n'a pas produit les résultats sociaux propres à une telle transformation, et entre autres la division des pouvoirs. Ce mémorable ébranlement n'a abouti qu'à la plus monstrueuse concentration politique par la constitution d'une sorte de théocratie militaire. Cependant les propriétés mentales inhérentes au monothéisme n'ont pas été annulées, et se sont même développées d'autant plus vite que le régime correspondant n'a pas exigé la longue élaboration qui a été nécessaire au catholicisme. Les principales capacités spirituelles se sont trouvées disponibles pour la culture intellectuelle. C'est ainsi que les Arabes ont pu figurer honorablement dans cette sorte d'interrègne intellectuel.

Ces considérations expliquent pourquoi le régime monothéiste a développé si tard ses propriétés intellectuelles. Nous allons indiquer le principe de cette influence mentale sous chacun de ses aspects essentiels.

Au point de vue philosophique, le catholicisme organisa un système d'éducation universelle jusque dans les classes les plus inférieures des populations européennes. La vulgarisation de la philosophie théologique a longtemps favorisé le développement intellectuel de la masse des nations civilisées, qui ont été dès lors régulièrement assujetties à un certain exercice spirituel pleinement adapté à leur situation, et aussi propre à élever leurs idées au-dessus du cercle borné de la vie matérielle qu'à épurer leurs sentiments. Cet enseignement élémentaire a été d'autant plus efficace qu'il a répandu des notions saines, quoique empiriques, sur la nature morale de l'homme ; il a même ébauché l'appréciation historique de l'humanité, qui se trouvait rattachée à l'histoire générale de l'Église. La notion philosophique du progrès, quelque insuffisante ou vicieuse qu'elle fût alors, est résultée des efforts

tentés par le catholicisme pour démontrer sa supériorité sur les divers systèmes antérieurs. L'éducation catholique, fournissant à chaque individu le droit et le moyen de juger les actes personnels ou collectifs, a concouru à développer l'esprit de discussion sociale qui caractérise les peuples modernes, et qui n'a pu exister chez les subordonnés, tant qu'a duré la confusion des pouvoirs.

A ces éminents attributs, principalement relatifs aux masses, il faut ajouter le développement que le régime catholique a presque toujours permis, sauf quelques luttes passagères, à la philosophie métaphysique, qui a commencé alors à s'étendre aux questions morales et sociales. Pour rendre incontestable cette disposition libérale du catholicisme, il suffit de rappeler l'accueil que fit ce moyen âge tant décrié à la partie la plus avancée de la philosophie grecque, c'est-à-dire à la doctrine d'Aristote, qui avait été jusque-là bien moins goûtée, même chez les Grecs.

L'influence scientifique du catholicisme ne fut pas moins salutaire que son action philosophique. Sans doute le monothéisme n'est pas pleinement compatible avec le sentiment de l'invariabilité des lois naturelles, qu'il compromet en subordonnant les phénomènes à des volontés souveraines, quelque régulières qu'on soit conduit à les supposer par les progrès de la science. Mais, au moyen âge, le régime monothéiste, loin d'arrêter le mouvement scientifique, l'encourageait en le dégageant des entraves du polythéisme. L'esprit scientifique n'avait plus à lutter contre une doctrine sacrée, pourvu qu'il respectât les formules vagues et générales qui s'y rapportaient.

C'est à cette époque qu'il faut rapporter la création de la chimie, fondée sur la conception d'Aristote relative aux quatre éléments, et soutenue par les énergiques chimères

qui pouvaient seules stimuler l'expérimentation naissante. L'anatomie, si entravée dans l'antiquité, fit alors de notables progrès. Les mathématiques et l'astronomie se développèrent, surtout par l'essor imprimé à l'algèbre et à la trigonométrie.

L'influence esthétique du moyen âge se manifesta par les progrès de la musique et de l'architecture. L'art du chant reçut un nouveau caractère de l'introduction des notations musicales et du développement de l'harmonie. La musique instrumentale acquit une admirable extension par la création de l'instrument le plus puissant et le plus complet. L'efficacité du catholicisme ne fut pas moins prononcée dans le progrès de l'architecture, envisagée au point de vue esthétique. Jamais les pensées et les sentiments moraux n'ont obtenu une aussi parfaite expression monumentale: ces admirables édifices religieux inspireront toujours aux vrais philosophes, malgré l'extinction des croyances correspondantes, une délicieuse émotion de profonde sympathie sociale. Le polythéisme, dont le culte était tout extérieur aux temples, ne pouvait comporter une telle perfection. On a exagéré l'influence des importations arabes : le monothéisme musulman, par suite des mêmes besoins, a déterminé des tendances semblables. Quant à la poésie, il suffit de nommer Dante pour constater l'aptitude du régime que nous considérons, malgré un ralentissement qui a été dû à la longue et pénible élaboration des langues modernes.

Le plus grand perfectionnement, au point de vue de l'industrie, a consisté dans l'abolition du servage et dans l'affranchissement des communes. Les efforts de l'homme furent de plus en plus remplacés par les forces extérieures, dont les anciens faisaient si peu d'usage. Un tel progrès résulte de l'émancipation personnelle des travailleurs,

qui imposait l'obligation d'épargner les moteurs humains, et d'utiliser les divers agents physiques. Cette tendance est marquée par plusieurs inventions mécaniques, dont l'histoire est trop oubliée, par exemple les moulins à eau et surtout à vent. L'esclavage constituait chez les anciens le principal obstacle à l'emploi des machines, dont les avantages ne pouvaient être compris, tant qu'on disposait, pour l'exécution des travaux, d'une provision presque indéfinie de forces musculaires intelligentes.

La discipline catholique était nécessaire pour contenir l'action de la doctrine monothéiste, qui tendait à proscrire toute grande modification du monde extérieur comme une sorte d'attentat sacrilège à l'optimisme providentiel. Cette conséquence de l'esprit religieux aurait entravé l'industrie sans la sagesse du sacerdoce catholique.

Les propriétés du régime du moyen âge font ressortir l'injustice de cette frivole philosophie qui qualifie de barbare et de ténébreux l'âge mémorable où brillèrent, sur divers points du monde catholique et féodal, saint Thomas d'Aquin, Albert le Grand, Roger Bacon et Dante. Nous avons terminé l'analyse de ce régime, au point de vue de ses attributs, sociaux, politiques et moraux. Il nous reste à indiquer le principe de la décadence dans laquelle il tomba, après avoir préparé sous sa bienfaisante tutelle la décomposition de l'état théologique et militaire, et le développement des nouveaux éléments sociaux.

Le progrès que le moyen âge avait pour mission de préparer a été la première cause de sa chute. Dans la constitution catholique et féodale, le régime théologique et militaire était aussi modifié que le comportait son caractère et ses conditions d'existence. Les modifications ne pouvaient être poussées plus loin sans tendre à l'abandon définitif de ce système social.

Dans l'ordre spirituel, le caractère provisoire que nous savons appartenir à toute philosophie théologique devait être plus prononcé dans le monothéisme que dans toute autre phase religieuse, parce que l'esprit théologique ne pouvait plus subir aucune modification sans se dénaturer entièrement. En outre, le développement plus rapide et plus étendu que le catholicisme permettait à l'esprit positif, non seulement chez les hommes cultivés, mais encore dans la masse des populations civilisées, ne pouvait manquer de déterminer de telles modifications. La tutelle catholique a été favorable à l'évolution mentale, et même indispensable à ses progrès. Cette évolution a tendu ensuite à sortir du régime provisoire dont la destination était ainsi accomplie. De même, en constituant une doctrine morale indépendante de la politique, et même placée au-dessus d'elle, le catholicisme a fourni un principe d'appréciation des actes humains. Ce principe a été rattaché de plus en plus à l'autorité de la raison, à mesure que l'usage de la doctrine catholique a fait pénétrer les motifs de ses préceptes, sinon parmi les masses, du moins chez les esprits cultivés ; car rien n'est plus susceptible que les prescriptions morales d'être apprécié par l'expérience. L'influence théologique, d'abord indispensable, devait donc devenir peu à peu inutile.

Pour mieux préciser le principe de la décadence, d'abord intellectuelle, ensuite sociale, du catholicisme, il faut reconnaître que ce principe remonte à la division de la philosophie en philosophie naturelle et en philosophie morale, se rapportant, l'une au monde inorganique, l'autre au monde moral et social. Cette division, organisée par les philosophes grecs un peu avant la fondation du musée d'Alexandrie, a constitué la première condition de tous les progrès ultérieurs en rendant indépendante la philosophie

inorganique, dont les spéculations plus simples étaient plus rapidement perfectibles. La philosophie morale était restée théologique, par une conséquence de la complication supérieure de son sujet. Une telle division se manifesta par une rivalité, qui fut promptement transportée des doctrines aux personnes, entre l'esprit métaphysique, ainsi investi du domaine de la philosophie naturelle, et l'esprit théologique, qui restait le suprême arbitre du monde moral et social. Cette rivalité, même avant la naissance du catholicisme, avait produit des luttes mémorables, où la philosophie morale avait souvent entravé les progrès de la philosophie naturelle, et ralenti son mouvement. Aucun exemple ne caractérise mieux un tel conflit que les efforts tentés par saint Augustin pour combattre les raisonnements mathématiques des astronomes d'Alexandrie sur la sphéricité de la terre et l'existence des antipodes. En rapprochant ce cas des erreurs astronomiques d'Épicure, on sent combien était complète la séparation, très voisine de l'antipathie, entre la philosophie naturelle et la philosophie morale.

L'esprit métaphysique, qui avait présidé à la transformation du fétichisme en polythéisme, et qui venait de diriger le passage du polythéisme au monothéisme, ne pouvait cesser son influence modificatrice. Toutefois, comme il n'y avait plus rien au delà du monothéisme, à moins de sortir entièrement de l'état théologique, ce qui était alors impraticable, l'action métaphysique est devenue de plus en plus dissolvante, et a commencé à ruiner les conditions d'existence du régime monothéiste. Ce résultat s'est réalisé d'autant plus vite que l'organisation catholique a été plus complète, parce que cette organisation accélérait le mouvement intellectuel. Tous les progrès, même ceux de la science, faisaient hon-

neur à l'esprit métaphysique, qui paraissait les diriger.

Le catholicisme, qui n'avait pu s'incorporer le mouvement intellectuel, a fini par en être dépassé. Il n'a pu dès lors maintenir son empire qu'en perdant le caractère progressif pour acquérir le caractère stationnaire et même rétrograde qui le distingue aujourd'hui.

La morale, dont le catholicisme a été l'organe, ne peut rester sa propriété exclusive : c'est un précieux patrimoine qui nous a été transmis par nos ancêtres. La raison humaine, malgré les heureux emprunts qu'elle leur a faits, ne s'est pas crue liée au sort de l'astrologie et de l'alchimie, dès qu'elle a pu rattacher à de meilleures bases les importants résultats qu'elle en a tirés. Il en sera de même de tous les progrès moraux ou politiques qui ont été réalisés par la philosophie théologique : ils ne peuvent périr avec elle.

Au point de vue temporel, la décadence du régime du moyen âge résulte d'un principe tellement évident qu'il n'a pas besoin d'explications aussi étendues. Sous quelque aspect qu'on envisage le régime féodal, on aperçoit aussitôt sa nature essentiellement transitoire : son but principal, qui était l'organisation défensive des sociétés modernes, ne pouvait conserver d'importance que jusqu'à la transition des barbares de la vie nomade à la vie agricole et sédentaire dans leur propre pays. La décomposition du pouvoir temporel en souverainetés partielles devait être remplacée par une centralisation nouvelle, après avoir atteint le but d'un tel régime. Il en est de même de la transformation de l'esclavage en servage. L'esclavage constitue un état susceptible de durée sous des conditions convenables. Au contraire, le servage ne pouvait être qu'une situation passagère, n'ayant d'autre destination que de conduire graduellement les travailleurs à l'entière émanci-

pation personnelle. A tous ces titres, on peut assurer que mieux le régime féodal remplissait son office, plus il rendait imminente sa désorganisation.

Les circonstances extérieures ont prolongé inégalement, chez les diverses nations européennes, la durée d'un tel système, qui a dû persister davantage sur les frontières de la civilisation catholique et féodale, dans la Pologne et dans la Hongrie, qui avaient à résister aux invasions tartares et scandinaves. Il en était de même en Espagne et dans les grandes îles de la Méditerranée, qui, comme la Sicile, ont eu à lutter contre les envahissements arabes.

En terminant cette appréciation du régime monothéiste, je signalerai une réflexion qui m'est suggérée par l'ensemble d'un tel examen. En envisageant la durée du catholicisme, on est frappé de la disproportion que présente le temps excessif de sa lente élaboration, comparé à la courte durée de sa prépondérance sociale, qui fut promptement suivie d'une rapide décadence. Cette contitution, dont l'établissement a exigé dix siècles, ne s'est maintenue à la tête du système européen que pendant deux siècles environ, de Grégoire VII, qui l'a complétée, à Boniface VIII, sous lequel son déclin a commencé. Pendant les cinq siècles suivants, elle est tombée dans une sorte d'agonie. Cette situation semble opposée aux lois de la longévité des organismes sociaux, où la durée de la vie est proportionnée, comme dans les organismes individuels, à la durée du développement. La solution de ce problème historique consiste à concevoir que ce qui devait périr dans le catholicisme c'était la doctrine, et non pas l'organisation, qui a été ruinée par suite de son adhérence à la philosophie théologique, destinée à succomber en présence de l'émancipation de la raison.

[redacted]

CINQUANTE-CINQUIÈME LEÇON

Sommaire. — État métaphysique des sociétés modernes : âge de transition révolutionnaire. Désorganisation du régime théologique et militaire.

Le régime polythéiste a constitué la phase la plus complète et la plus durable du système théologique et militaire, envisagé dans sa durée totale. Le régime monothéiste a été le dernier âge et la forme la moins stable de ce système; l'influence de l'esprit théologique y a subi, sous tous les aspects, un décroissement irréparable. Au point de vue temporel, quelque puissante que semble l'activité militaire du moyen âge par rapport à celle des temps postérieurs, l'esprit guerrier, en passant de l'état romain à l'état féodal, a subi une altération dans son influence morale et politique; sa prépondérance a rapidement décliné par suite des entraves du système monothéiste, et de sa destination purement défensive. La plus exacte appréciation consiste à concevoir le régime monothéiste comme le résultat d'une première tentative pour établir un système rationnel et pacifique. Cette tentative prématurée a manqué son but; mais elle a guidé l'humanité en accélérant la décomposition du système théologique et en favorisant le développement des éléments d'un système nouveau.

Nous apprécierons, sous l'un et l'autre aspect, les conséquences de l'impulsion produite par le régime féodal. Cette dernière partie de notre analyse doit être partagée

[redacted]

en deux séries distinctes, bien que coexistantes et même solidaires. L'une des deux est critique, ou négative; elle caractérise la démolition graduelle du système théologique sous l'influence de l'esprit métaphysique. L'autre est organique, et se rapporte à l'évolution des principaux éléments du système positif. Cette leçon sera consacrée à la première série; la leçon suivante, à la seconde.

Malgré la connexité de ces deux mouvements simultanés de décomposition et de recomposition sociales, je regarde leur appréciation distincte comme un artifice indispensable. Dans les temps antérieurs, il n'était pas nécessaire d'étudier séparément les deux mouvements opposés dont l'organisme social, comme l'organisme individuel, est toujours agité. Les changements accomplis n'étaient pas assez importants pour exiger un semblable artifice. Les révolutions précédentes n'avaient consisté qu'en des modifications du système théologique. Dans la transition de chaque forme théologique à la suivante, l'esprit humain pouvait aisément combiner la destruction de l'une avec l'élaboration de l'autre. Dans la période que nous considérons, le mouvement critique est devenu, pendant plusieurs siècles, extrêmement prononcé. Il s'y est distingué du mouvement organique, qui, pendant longtemps, a été à peine appréciable. Pour la première fois, l'esprit humain a été conduit à une doctrine de négation systématique, qui tend à faire méconnaître la véritable issue de la crise. Il serait donc presque impossible d'éviter que la notion du mouvement organique ne fût absorbée par celle du mouvement critique, si, dans l'appréciation des cinq derniers siècles, on n'instituait pas entre ces deux études une séparation méthodique. Ce qui autorise l'emploi de cet artifice, c'est la nature abstraite de notre analyse historique. Nous pouvons donc entreprendre l'examen qui

constitue l'objet de cette leçon, et apprécier la désorganisation du système théologique et militaire pendant les cinq derniers siècles.

Cette phase sociale est un intermédiaire indispensable dans la marche de l'humanité. L'évolution des nouveaux éléments sociaux commençait à peine, et leurs tendances politiques ne pouvaient pas encore être soupçonnées. Il était donc contraire aux lois du mouvement social que le passage d'un système à l'autre s'opérât par substitution immédiate. Les sociétés modernes ne pouvaient éviter de se trouver, pendant plusieurs siècles, dans une situation exceptionnelle, où le progrès politique devait être essentiellement négatif, tandis que l'ordre public était maintenu par une résistance de plus en plus rétrograde.

Notre examen doit partir d'une époque plus reculée que celle qu'on adopte communément, c'est-à-dire avant le seizième siècle ; le point de départ en est rendu assignable par la destination du système monothéiste du moyen âge. En effet, dès la fin du treizième siècle, la constitution féodale avait rempli son office sous les aspects les plus importants, et les conditions de son existence politique avaient déja reçu d'irréparables altérations. Nous sommes ainsi conduits à reporter au commencement du quatorzième siècle l'origine de la période révolutionnaire.

Dans l'ordre spirituel, le pontificat de Boniface VIII caractérise l'époque où le pouvoir catholique, après avoir accompli sa mission sociale par l'établissement de la morale, est conduit à dépasser le but en s'efforçant d'établir une domination absolue. Le même pouvoir manifestait déjà son impuissance à diriger le mouvement mental. L'imminente désorganisation du catholicisme était indiquée par le relâchement de l'esprit sacerdotal et par l'intensité croissante des tendances hérétiques.

Ce commencement de décomposition fut d'abord efficacement combattu par l'institution des Franciscains et des Dominicains, qu'il faut regarder comme le plus puissant moyen de réformation et de conservation d'un tel système. Mais cette influence préservatrice devait bientôt être épuisée et faire ressortir la décadence inévitable d'un régime qui avait reçu vainement une telle réparation. En même temps, les moyens violents, introduits sur une grande échelle pour l'extirpation des hérésies, étaient l'un des signes les moins équivoques d'une destruction finale. Toute domination spirituelle repose sur l'assentiment volontaire des intelligences, et le recours à la force matérielle est l'indice d'un déclin imminent. Par ces motifs, il est aisé de concevoir que l'ébranlement du système catholique a commencé au quatorzième siècle.

De même, dans l'ordre temporel, c'est à cette époque que le décroissement de la constitution féodale est devenu irrévocable, parce qu'il avait rempli sa destination militaire. Deux séries de guerres défensives avaient protégé la civilisation moderne, d'abord contre les irruptions des sauvages polythéistes du Nord, ensuite contre l'invasion du monothéisme musulman. La première série offrit longtemps de puissants obstacles, contre lesquels le plus grand homme du moyen âge employa son infatigable énergie. La seconde lutte dut être beaucoup plus difficile et plus lente; car le catholicisme fournissait un moyen de consolider les résultats militaires par la possibilité des conversions nationales chez les polythéistes; tandis que toute conciliation était impossible entre les deux sortes de monothéisme, aspirant également à l'empire universel.

Les croisades ont eu une grande influence pour lier les divers peuples européens en leur imprimant une activité collective suffisamment prolongée; elles ont préservé l'évo-

lution occidentale du redoutable prosélytisme musulman. Malgré les inquiétudes sérieuses, mais fugitives, qu'a suscitées, même jusqu'au dix-septième siècle, l'extension des armes musulmanes, la série des guerres défensives était accomplie dès la fin du treizième siècle, et ne se perpétuait que par l'aveugle impulsion des habitudes ainsi contractées. L'organisme féodal avait donc déjà rempli, à cette époque, son principal office. L'esprit militaire qui le caractérisait, privé de sa mission protectrice, devint perturbateur, surtout lorsque la papauté eut perdu son autorité européenne. C'est ainsi que la décadence temporelle de ce régime a commencé, comme sa décadence spirituelle, au début du quatorzième siècle.

La période révolutionnaire des cinq derniers siècles doit être divisée en deux parties distinctes. L'une comprend le quatorzième et le quinzième siècles, pendant lesquels le mouvement critique reste spontané, sans la participation d'aucune doctrine systématique. L'autre embrasse les trois siècles suivants, pendant lesquels la désorganisation, devenue plus profonde, s'accomplit sous l'influence d'une philosophie négative s'étendant à toutes les notions sociales.

Sans doute, la doctrine critique a prouvé combien elle était destructive; mais on en exagère l'influence en y rapportant exclusivement la désorganisation de l'ancien système social. L'ensemble du mouvement révolutionnaire ne peut être conçu rationnellement qu'autant que la doctrine critique est regardée comme le résultat de la décomposition spontanée que nous allons d'abord examiner.

Rien ne montre mieux la nature transitoire de la constitution féodale que la ruine d'un tel organisme par le seul conflit de ses principaux éléments, pendant les deux

siècles qui ont suivi le temps même de sa plus grande splendeur. Ce régime contenait des germes de décomposition, dont les ravages ont été suspendus tant que le but à atteindre a maintenu entre ses diverses parties un accord temporaire.

L'établissement d'un pouvoir spirituel distinct et indépendant du pouvoir temporel devait devenir un principe de décomposition, par suite de l'incompatibilité qui régnait entre les deux autorités. Le monothéisme était opposé à la prépondérance de l'esprit militaire, qui tend à l'unité du pouvoir. De son côté, l'esprit catholique poussait l'autorité sacerdotale à dépasser des limites qui n'avaient pu être déterminées par aucun principe rationnel. Sous ce régime, la séparation des pouvoirs a été empirique, et leur indépendance n'a été maintenue que par leur antagonisme. La principauté temporelle annexée au suprême pontificat a exposé les papes à confondre les divers pouvoirs sociaux. En résumé, l'esprit féodal et l'esprit catholique ont tendu, l'un par une civilisation imparfaite, l'autre par une philosophie vicieuse, à ruiner la division des pouvoirs. Ainsi, ce n'est pas la décomposition spontanée de ce régime à partir du quatorzième siècle qui devrait étonner, ce serait plutôt sa permanence jusqu'à cette époque, si elle ne s'expliquait par la lente évolution des nouveaux éléments sociaux.

On arrive à des conclusions analogues en considérant la principale subdivision de chacun des deux pouvoirs, c'est-à-dire la relation entre l'autorité centrale et les autorités locales. L'harmonie intérieure de chaque pouvoir ne pouvait être plus stable que leur combinaison mutuelle.

Dans l'ordre spirituel, la hiérarchie catholique, malgré sa supériorité, contenait des germes de dissolution qui étaient dus aux rapports de la suprême autorité sacerdo-

[redacted]

tale avec les divers clergés nationaux. Dans le pays qui fut, pendant tout le cours du moyen âge, le principal appui du système ecclésiastique, le clergé national s'était attribué, presque dès l'origine, des privilèges spéciaux, que les papes ont justement déclarés, mais sans succès, être opposés aux conditions de l'existence politique du catholicisme. De son côté, la papauté tendait à une exorbitante centralisation, qui soulevait partout les susceptibilités nationales. Tel est l'effort qui, avant même toute scission de doctrine, tendait à dissoudre l'unité intérieure en décomposant le catholicisme en églises indépendantes. Ce principe de décomposition équivaut à celui que j'ai précédemment indiqué à l'égard de la combinaison politique la plus générale. Il ne résulte pas d'influences accidentelles, mais de la nature même du système, dont les bases étaient imparfaites. Sous l'un et l'autre aspect, cette désorganisation a été contenue tant que le développement principal n'a pas été réalisé,et que le but correspondant n'a pas été atteint. Mais rien n'a pu ensuite l'empêcher, quand, après l'accomplissement de ces deux conditions, une activité commune a cessé de détourner les divers éléments de leur discordance naturelle.

J'ai indiqué la décomposition intérieure de la hiérarchie catholique, parce qu'on l'apprécie très mal. On s'exagère la perfection de cette hiérarchie. On ne discerne pas, à côté des éminents attributs qui sont dus au génie politique de ses fondateurs, les imperfections imposées par la nature d'un tel âge social et par la philosophie correspondante. Je suis dispensé d'un pareil examen à l'égard de l'organisation temporelle. L'antagonisme entre le pouvoir central de la royauté et les pouvoirs locaux des diverses classes de la hiérarchie féodale a été assez bien apprécié par divers philosophes, et surtout par Montes-

[redacted]

quieu : je me bornerai à en signaler les principaux résultats. La conciliation qui fut essayée par l'ordre féodal entre les deux tendances à l'isolement et à la concentration ne comportait qu'une existence imparfaite et passagère.

Trois réflexions méritent d'être notées au sujet de la décomposition spontanée du moyen âge. La première consiste à y voir une preuve de la nature transitoire de cette phase sociale. En second lieu, l'aptitude de ce régime à favoriser le développement des nouveaux éléments sociaux est manifestée par sa décomposition elle-même. En dernier lieu, cette spontanéité de décomposition est un caractère distinctif d'un tel régime, parce qu'elle y est beaucoup plus marquée que dans tous ceux qui l'ont précédé. Dans l'ordre spirituel surtout, dont la cohérence était bien plus parfaite, il est fort remarquable que les premiers agents de la désorganisation du catholicisme soient sortis du clergé catholique, tandis que le passage du polythéisme au monothéisme n'a rien présenté d'analogue.

Une considération trop exclusive de la spontanéité de décomposition propre au régime du moyen âge ferait peut-être penser que la désorganisation du système catholique aurait pu être abandonnée à son cours, sans exiger l'intervention d'une doctrine critique. Cette appréciation serait aussi vicieuse que l'hypothèse qui fait dériver de la philosophie négative toute la dissolution du catholicisme. La décomposition spontanée aurait été insuffisante, si, parvenue à un certain degré, elle n'avait pris un caractère systématique. Non seulement la doctrine révolutionnaire a accéléré la désorganisation du régime du moyen âge, mais encore elle a servi d'organe au besoin croissant d'une réorganisation sociale. Elle seule pouvait manifester l'impuissance de l'ancien régime à diriger le mouvement de la civilisation moderne. Même dans leurs

luttes les plus intenses, les forces catholiques et féodales ont conservé un profond respect pour les principes essentiels de la constitution générale, sans soupçonner la portée des atteintes que ces principes devaient recevoir de tels débats. Cet antagonisme se serait prolongé indéfiniment, sans caractériser la décadence du régime correspondant, si une doctrine systématique n'était pas venue s'y mêler pour formuler chacune des pertes de l'organisation ancienne.

Un examen superficiel pourrait d'abord faire confondre, par exemple, la spoliation des églises françaises et germaniques par les chevaliers de Charles Martel avec l'avide usurpation des biens ecclésiastiques par les barons anglais du seizième siècle. Cependant le premier fait n'était qu'une perturbation grave, mais momentanée, qui fut bientôt suivie d'une large réparation; tandis que le second tendait à ruiner l'organisation catholique. Cette différence entre deux mesures matériellement analogues résulte de ce que la première ne constituait qu'un violent expédient financier, inspiré par un immense besoin public; tandis que la seconde se rattachait à une doctrine de désorganisation de la hiérarchie sacerdotale.

La doctrine critique est résultée de la nature même du régime monothéiste, qui introduit un certain esprit d'examen et de discussion, parce que les croyances secondaires n'y sont pas spécialisées au même degré que dans le polythéisme. Cette tendance du monothéisme, que l'islamisme lui-même laisse apercevoir, a reçu du catholicisme son principal développement par la division des pouvoirs. Telle est l'origine du libre examen qui caractérise le protestantisme, première phase de la philosophie révolutionnaire. Les docteurs qui soutinrent si longtemps contre les papes l'autorité des rois ou les résistances des

[redacted]

églises nationales aux décisions romaines ne pouvaient éviter de s'attribuer de plus en plus le droit d'examen. Ce droit ne devait pas rester concentré entre de telles intelligences, ni sur de telles applications. Il s'est en effet étendu, par une invincible nécessité, à tous les individus et à toutes les questions. Il a graduellement amené la destruction d'abord de la discipline catholique, ensuite de la hiérarchie, enfin du dogme lui-même.

Le caractère de cette philosophie transitoire est déterminé par la nature de sa destination, à laquelle pouvait seule satisfaire une doctrine de négation absolue, successivement appliquée aux différentes questions, morales et sociales. C'est ce que la raison publique a reconnu depuis longtemps, d'une manière implicite, en consacrant la dénomination très expressive de protestantisme, qui, bien que restreinte ordinairement au premier état d'une telle doctrine, convient à l'ensemble de la philosophie *révolutionnaire*. En effet, cette philosophie, depuis le luthéranisme primitif jusqu'au déisme du siècle dernier, sans en excepter l'athéisme, qui en constitue la phase extrême, n'a jamais été qu'une protestation, croissante et de plus en plus méthodique, contre les fondements de l'ancien ordre social.

Nous partagerons la marche révolutionnaire des trois derniers siècles en deux phases à peu près égales. La première comprend les différentes formes du protestantisme. Le droit d'examen reste alors entre les limites de la théologie chrétienne. L'esprit de discussion s'attache surtout à ruiner, au nom du christianisme, le système de la hiérarchie catholique. La philosophie négative prétend réformer le christianisme en détruisant les conditions de son existence politique.

La seconde phase se rapporte aux divers projets de

[redacted]

déisme propres à la philosophie du dix-huitième siècle, dont la formation appartient réellement au milieu du siècle précédent. Le droit d'examen est, en principe, reconnu indéfini; mais on essaie de contenir la discussion métaphysique entre les limites les plus générales du monothéisme, dont les bases intellectuelles semblent d'abord inébranlables, bien qu'elles finissent ensuite par être renversées chez les esprits les plus avancés. La régénération politique est fondée sur une série de négations qui ne peuvent aboutir qu'à une anarchie universelle. La transition historique de l'une à l'autre phase a été fournie par le socinianisme.

L'esprit d'examen ne pouvait s'arroger d'abord un exercice indéfini; il devait s'imposer des limites susceptibles de faciliter son admission. Ces limites, bien que toujours proposées comme absolues, ne pouvaient être éternellement respectées, et le droit de discussion devait faire éprouver aux intelligences les plus énergiques le besoin de les franchir.

Tel est l'enchaînement du mouvement de décomposition qui caractérise les cinq derniers siècles. Les chefs qui dirigèrent ce mouvement furent presque toujours placés, dès le seizième siècle, dans une situation très difficile, qui doit faire juger avec indulgence l'ensemble de leurs opérations. Ils étaient obligés de satisfaire aux besoins simultanés d'ordre et de progrès, qui devenaient inconciliables. Pendant toute cette période, l'habileté politique a consisté à poursuivre la démolition de l'ordre ancien, tout en évitant les perturbations anarchiques.

Les différentes forces sociales qui ont présidé au mouvement de décomposition peuvent se diviser en deux classes, celle des métaphysiciens et celle des légistes. La première constitue l'élément spirituel; la seconde, l'élément

temporel. Toutes deux ont été formées des éléments de l'ancien régime, l'une de la puissance catholique, l'autre de l'autorité féodale ; elles ont pris naissance au temps même de la plus grande splendeur du régime catholique, surtout en Italie.

Dès le douzième siècle, l'importance des métaphysiciens et des légistes s'est fait sentir, principalement dans les villes libres de la Lombardie et de la Toscane; mais leur caractère ne s'est développé que dans les grandes luttes intestines qui ont constitué la partie spontanée du mouvement de décomposition. Ce développement doit être étudié surtout en France, parce qu'il y a été plus complet que partout ailleurs. Les universités et les parlements y ont acquis une influence distincte, bien que solidaire.

L'élément spirituel représenté par l'esprit métaphysique s'efforça de conquérir la principale influence, dès que l'institution du catholicisme, suffisamment complétée, laissa prédominer le besoin d'un développement purement rationnel. C'est ainsi que, dès le douzième siècle, le triomphe de la scolastique porta le premier coup à la puissance de la philosophie théologique. Cette nouvelle force spirituelle fut de plus en plus distincte, et bientôt rivale du pouvoir catholique. Elle s'empara de la haute instruction publique dans les universités, qui, d'abord destinées presque exclusivement à l'éducation ecclésiastique, embrassèrent ensuite tous les ordres de culture intellectuelle. En appréciant l'œuvre de saint Thomas d'Aquin, et même le poème de Dante, on reconnaît que l'esprit métaphysique avait alors envahi l'étude intellectuelle et morale de l'homme, et qu'il commençait à s'étendre aux spéculations sociales. En canonisant le grand docteur scolastique, les papes montraient leur entraînement involontaire vers la nouvelle activité mentale et la pru-

dence qui les portait à s'incorporer tout ce qui ne leur était pas directement hostile.

La métaphysique imprima une énergie nouvelle à l'esprit de schisme et d'hérésie. Les grandes luttes du quatorzième et du quinzième siècle contre la puissance des papes et contre la suprématie du siège pontifical procurèrent une large application à ce nouvel esprit philosophique. Après avoir atteint sa maturité, il tendit à prendre part aux débats politiques.

Considérons l'élément temporel correspondant. Il est facile de concevoir la corrélation qui existait, à l'égard des doctrines et des personnes, entre la classe des métaphysiciens scolastiques et celle des légistes contemporains. C'est par l'étude du droit, et d'abord du droit ecclésiastique, que le nouvel esprit philosophique pénétra dans le domaine des questions sociales. Les canonistes proprement dits formèrent en Italie le premier ordre de légistes assujetti à une organisation distincte. Les légistes furent d'abord destinés à faciliter les fonctions judiciaires de la puissance féodale; ils manifestèrent dès l'origine une tendance hostile à la puissance catholique. Ce fut le résultat de l'opposition que faisaient les diverses justices seigneuriales et royales aux tribunaux ecclésiastiques, qui possédaient auparavant la plupart des juridictions importantes.

On se fait ordinairement une fausse idée de l'existence politique des légistes au moyen âge et chez les modernes en l'assimilant à celle des légistes de l'antiquité, soit juristes, soit orateurs. Dans l'ordre romain, ces fonctions ne donnaient pas lieu à la formation d'une classe distincte; elles n'étaient qu'un exercice passager pour les hommes d'État, essentiellement militaires, qui composaient la classe dirigeante. La puissance des légistes constitue un fait particulier au moyen âge. Cette force

s'est développée, comme la force métaphysique, à l'époque même de la splendeur du système qu'elle était appelée à désorganiser. Le progrès en fut facilité par les guerres défensives, et surtout par les croisades, qui, en éloignant les chefs féodaux, augmentèrent l'importance des agents judiciaires.

Après avoir apprécié la nature, la marche et les organes du mouvement révolutionnaire, nous devons en examiner l'accomplissement.

Dans la période de décomposition, nous analyserons d'abord la désorganisation spirituelle, parce qu'elle s'est accomplie la première, et qu'elle est la plus décisive. Cette période se divise en deux époques presque égales, d'après les deux grandes luttes des rois contre l'autorité européenne du pape et des églises nationales contre la suprématie romaine. La première lutte, qui caractérise le quatorzième siècle, à partir de Philippe le Bel, fut bientôt suivie de la translation du saint-siège à Avignon. La seconde est marquée, au quinzième siècle, d'abord par le schisme qui résulta de ce déplacement, ensuite par l'impulsion du concile de Constance, où les églises nationales s'unirent si énergiquement contre le sacerdoce central. Cette seconde série d'efforts ne devait obtenir un succès capital qu'après la consommation de la première; car les différents clergés ne pouvaient poursuivre leurs tendances nationales qu'en se plaçant sous la direction de leurs chefs temporels. Il fallait donc que ces derniers se fussent d'abord émancipés de la tutelle papale. La première opération est la plus importante; car elle a ruiné la base du régime monothéiste en déterminant l'absorption du pouvoir spirituel par le pouvoir temporel.

En poursuivant cette usurpation dans le vain espoir de consolider leur suprématie, les rois n'ont pas senti qu'ils

[redacted]

en ruinaient pour l'avenir les fondements intellectuels et moraux. De même les différents clergés, poussés à se nationaliser pour échapper aux abus de la concentration romaine, n'ont pas aperçu qu'ils concouraient à dégrader la dignité ecclésiastique en substituant à leurs chefs *naturels* l'autorité hétérogène d'une foule de pouvoirs militaires. La réaction de cette double série d'hostilités sur le caractère de la papauté ne contribua pas moins à l'altération de la constitution catholique. A partir du quatorzième siècle, l'émancipation des rois devenait, aux yeux clairvoyants des papes, imminente en France et en Angleterre. La nationalité du clergé s'y manifestait par son empressement à favoriser les mesures restrictives à l'égard du saint-siège. C'est alors que la papauté s'occupa surtout de sa principauté temporelle, qui devenait la seule partie réelle de son pouvoir politique. Avant la fin du quinzième siècle, l'ancien chef du système européen avait renoncé à son action sur les divers gouvernements temporels pour tendre à son agrandissement territorial, qui date surtout de cette époque, et pour procurer les prérogatives royales à la nombreuse lignée des familles pontificales au point d'y faire presque regretter l'absence d'hérédité.

La dégénération du pouvoir papal en un caractère purement italien rendait plus nécessaire la désorganisation de la papauté, qui abdiquait ses plus nobles attributions politiques, et qui perdait sa principale utilité sociale, pour devenir un élément de plus en plus étranger à la constitution des peuples modernes. Telle est l'origine de l'esprit rétrograde qui s'est développé dans la politique du catholicisme, dont la tendance avait été si longtemps progressive. C'est ainsi que tous les éléments du système du moyen âge ont concouru à la décadence du pouvoir

spirituel, qui en constituait la force et la noblesse. Cette désorganisation était presque accomplie, bien que sous une forme implicite, par l'abaissement politique des papes et par les efforts des divers clergés pour se nationaliser, à l'époque de l'avènement du protestantisme, auquel on l'attribue, et qui en fut au contraire le résultat.

Cette décomposition était inévitable; mais elle n'en a pas moins laissé une immense lacune dans l'ensemble de l'organisme européen, dont les divers éléments, devenant presque étrangers les uns aux autres, se trouvèrent livrés à leurs divergences, sans aucun autre frein que l'insuffisant équilibre déterminé par leur propre antagonisme. Une telle situation se fit gravement sentir dans les luttes, aussi frivoles qu'acharnées, des principaux États, et surtout dans la longue et déplorable guerre entre l'Angleterre et la France, pendant laquelle l'extinction de l'autorité conciliatrice des papes est marquée par leurs efforts, aussi vains qu'honorables, pour la pacification de l'Europe. La perturbation européenne aurait eu des conséquences moins graves, si, par une fatale coïncidence, elle ne s'était développée au déclin de l'influence politique qui avait précédemment régularisé les relations internationales. Deux siècles auparavant, la papauté aurait lutté avec succès contre une telle conséquence de la situation sociale, et, sans pouvoir l'annuler, elle en aurait diminué les ravages. Ce cas est l'un des plus propres à faire sentir aux aveugles partisans de l'optimisme politique l'inconséquence de leurs doctrines métaphysiques. On voit l'autorité des papes s'anéantir en un temps où elle aurait pu rendre d'éminents services. Une telle impuissance prouve le caractère temporaire du pouvoir catholique, qui, si peu éloigné de son plus bel âge, est empêché de remplir

sa destination politique, non par des obstacles accidentels, mais par sa précoce désorganisation.

La décomposition spontanée de l'ordre temporel, bien que déjà très active au treizième siècle, ne pouvait avoir de résultats décisifs, tant que le pouvoir catholique conservait toute son intégrité. Mais, à mesure que s'opérait la décomposition spirituelle, la dissolution temporelle tendait à l'entière subversion du régime féodal en y altérant la pondération des deux éléments principaux, la force centrale de la royauté et la force locale de la noblesse. L'une avait été, avant la fin du quinzième siècle, presque entièrement absorbée par l'autre, tandis que celle-ci absorbait la puissance spirituelle. Les luttes si intenses et si nombreuses de cette époque semblent, au premier abord, en contradiction avec le décroissement du régime militaire. La nature même de ces guerres essentiellement perturbatrices ruinait la considération sociale de la caste dominante, dont l'ardeur belliqueuse, privée de toute application utile, devenait de plus en plus contraire à la civilisation qu'elle avait d'abord protégée. L'organisme féodal, destiné à contenir le système d'invasion, touchait à sa fin, dès qu'il s'érigeait en principe d'envahissement. L'institution des armées permanentes, commencée en Italie, bientôt propagée dans tout l'Occident, et surtout en France, constitua un témoignage de la dissolution du régime temporel.

Dans le cas le plus commun, dont la France présente le type, la décomposition du pouvoir temporel eut lieu au profit de la force centrale contre la force locale. L'esprit de la constitution féodale permettait de prévoir que, presque partout, l'équilibre de ces deux puissances se romprait au préjudice de l'aristocratie, par suite des moyens qu'offrait un tel régime d'accroître la royauté.

Ce point de vue est trop connu pour que je sois obligé d'insister. Mais je signalerai une considération nouvelle qui résulte d'un rapprochement entre la décomposition du pouvoir temporel et celle du pouvoir spirituel. Cette dernière s'est accomplie contre la puissance centrale. Il fallait bien que l'autre s'effectuât en sens inverse, sans quoi cette révolution eût dégénéré en un démembrement universel, dont l'Europe a été préservée par la concentration temporelle en faveur de la royauté.

La prépondérance de l'aristocratie a constitué un cas exceptionnel, dont l'Angleterre offre le principal exemple. La considération en est très importante pour faire sentir l'erreur de l'empirisme qui prétend borner le mouvement européen à transplanter sur le continent le régime particulier à l'évolution anglaise. Une telle anomalie doit être attribuée à l'action combinée de deux conditions spéciales : la situation insulaire et la double conquête. La première a permis au développement social de l'Angleterre de suivre, sans perturbations extérieures, sa propre marche. La seconde a provoqué la coalition de l'aristocratie contre la royauté, que la conquête normande avait rendue d'abord prépondérante, comme on le voit en comparant, au douzième siècle, la puissance royale en France et en Angleterre. En outre, les conséquences de cette conquête favorisaient la combinaison de la ligue aristocratique avec les classes industrielles en constituant entre elles, par la position secondaire de la noblesse saxonne, un précieux intermédiaire qui ne pouvait exister ailleurs. Ceux qui voudront expliquer cette anomalie politique devront examiner en même temps le développement de Venise et celui de la Suède : l'un et l'autre offrent une marche analogue.

Tels sont les principaux résultats de la décadence spon-

tanée du régime catholique et féodal : la désorganisation fut partout réalisée, d'une manière plus ou moins explicite, vers la fin du quinzième siècle. Le pouvoir spirituel était dès lors absorbé par le pouvoir temporel, et l'un des deux éléments généraux de celui-ci était rendu subalterne par rapport à l'autre. L'ensemble de cet immense organisme était alors concentré autour d'une seule puissance active, ordinairement la royauté, sur laquelle reposaient les destinées de tout le système, dont la décomposition allait désormais devenir systématique.

Nous avons partagé cette phase du mouvement révolutionnaire en deux époques, l'une protestante, l'autre déiste. Nous allons considérer la première dans ses effets politiques immédiats et dans son influence philosophique.

Sous le premier aspect, la réforme du seizième siècle fut une conséquence de la situation, surtout en ce qui concerne la désorganisation du pouvoir spirituel. Cette conséquence s'est réalisée d'une manière à peu près équivalente chez les peuples qui sont restés nominalement catholiques. Le pouvoir spirituel a été subordonné au pouvoir temporel dans tout l'Occident européen, avant la fin du quinzième siècle. C'est ainsi que non seulement les rois et les nobles, mais encore les prêtres et les papes eux-mêmes ont participé au mouvement révolutionnaire.

Lorsque Henri VIII se sépara de Rome, Charles-Quint et François Ier n'en étaient pas moins affranchis. L'œuvre de Luther se réduisit à formuler cette première décomposition de l'organisme catholique : elle n'atteignit le dogme que d'une manière accessoire, respecta la hiérarchie, et n'altéra que la discipline en abolissant le célibat ecclésiastique et la confession.

Les rois de France, d'Espagne et d'Autriche étaient déjà, pour leurs clergés respectifs, des maîtres non moins

[redacted]

absolus et non moins indépendants du pouvoir papal que les divers princes protestants. Le mouvement luthérien, parvenu à la phase calviniste, disposa de plus en plus le sacerdoce catholique à accepter un tel assujettissement politique.

Après son asservissement, l'Église catholique, impuissante à remplir ses plus hautes attributions sociales, et voyant son influence restreinte à la vie individuelle ou domestique, fut conduite à s'occuper surtout de la conservation de sa propre existence en se constituant l'auxiliaire de la royauté. Cette coalition devait devenir aussi dangereuse pour le catholicisme que pour le pouvoir royal. Le catholicisme ruinait son crédit populaire : il lui restait la vaine ostentation de quelques prédications officielles, que la plus sublime éloquence n'empêchait pas d'être purement déclamatoires, et surtout fort inoffensives pour le pouvoir auquel elles s'adressaient, quelque vicieuse que fût sa conduite. La royauté était conduite à lier ses destinées à un système de doctrines et d'institutions qui devaient exciter des répugnances de plus en plus nombreuses.

Cette période est caractérisée par l'institution de la compagnie de Jésus, qui, de nature éminemment rétrograde, fut fondée avec un admirable instinct politique pour défendre le catholicisme contre la destruction dont il était menacé. La papauté, de plus en plus absorbée, depuis le siècle précédent, par les intérêts et les soins de sa principauté temporelle, n'était plus apte à diriger la résistance. Aussi les chefs, presque toujours éminents, de cette puissante corporation se sont-ils, sous un titre modeste, substitués peu à peu aux papes.

La politique des jésuites, hostile à l'évolution humaine, a eu un caractère corrupteur. Les jésuites intéressaient toutes les influences à la conservation de l'organisme catholique. Ils persuadaient à tous les esprits éclairés, sous

la réserve tacite d'une secrète émancipation personnelle, que la consolidation de leur propre puissance les obligeait à prendre part aux efforts de tous genres destinés à maintenir le vulgaire sous la tutelle sacerdotale. Cette combinaison n'était susceptible que d'un succès précaire, limité aux temps où l'émancipation théologique restait suffisamment concentrée.

Tel est le seul grand effort qu'ait tenté le catholicisme, dont la restauration fut entreprise par les jésuites sous la protection de la monarchie espagnole, devenue le meilleur appui de cette politique, parce qu'elle était mieux préservée que toute autre des contacts hérétiques. Le concile de Trente a produit un résultat que les papes semblent avoir pressenti par leur répugnance à réunir et à prolonger cette impuissante assemblée. Dans sa longue et consciencieuse révision du système catholique, ce concile n'a fait que constater, avec une stérile admiration, la parfaite solidarité de toutes ses parties. Tout l'effort de réformation dont le catholicisme était susceptible sans se dénaturer avait déjà été tenté, trois siècles auparavant, par l'institution des Franciscains et des Dominicains. Déjà entraîné vers son entière dissolution, le système catholique ne pouvait plus, à cette époque, qu'organiser son active résistance à l'évolution ultérieure.

C'est ainsi que le catholicisme, réduit en Europe à ne plus former qu'un parti, a perdu la faculté de remplir son antique destination sociale. Absorbé par l'intérêt de plus en plus exclusif de sa conservation, il a été poussé, dans son intime solidarité avec la royauté, à inspirer ou à sanctionner les mesures les plus contraires à son esprit. On en a le témoignage par l'histoire du plus exécrable attentat qui ait été jamais consommé.

En un mot, la scène politique a pris, dès cette époque,

le caractère qui s'est prolongé jusqu'à nos jours. Depuis Philippe II jusqu'à Bonaparte, c'est toujours, sauf la diversité des circonstances et des moyens, la même lutte entre l'instinct rétrograde et l'esprit progressif.

Cette tendance rétrograde n'a pas empêché la hiérarchie catholique de renfermer, depuis le seizième siècle, beaucoup d'hommes éminents. Cependant, ce nombre a été bientôt diminué par les répugnances instinctives des esprits supérieurs. La dégénération du catholicisme se remarque chez tous ses représentants, même les plus illustres. Dans l'ordre mental, on ne peut qu'admirer en Bossuet l'un des plus sublimes penseurs qui aient honoré notre espèce, et peut-être la plus puissante intelligence des temps modernes après Descartes et Leibniz. Néanmoins, un tel esprit est condamné par les exigences contemporaines, malgré les répugnances de son instinct pontifical, à défendre dogmatiquement les inconséquences gallicanes, et à justifier la subordination de l'Église à la royauté. Celui qui, au temps de Grégoire VII ou d'Innocent III, eût été regardé comme leur digne successeur dans l'antagonisme du trône et de l'autel, est réduit à n'être que le panégyriste officiel des principaux agents de Louis XIV. Le génie philosophique de Bossuet n'est pas un produit du catholicisme, qui lui fut plutôt défavorable. Au moyen âge, au contraire, le système catholique avait concouru au développement des hautes intelligences en leur fournissant un champ et une situation convenables. Sous l'aspect moral, on peut apprécier de même les plus nobles types qui honorèrent le déclin de l'Église, pendant les trois derniers siècles. Le souvenir des vertus de saint Charles Borromée et de saint Vincent de Paul inspire une juste vénération ; cependant leur charité infatigable, aussi ardente qu'éclairée, ne se rattachait au catholicisme par aucun caractère ascétique ou po-

litique. Sauf le mode de manifestation, de telles natures pouvaient recevoir un développement équivalent parmi les autres sectes religieuses, et même en dehors de toute croyance théologique.

L'esprit de résistance à l'émancipation intellectuelle et le caractère d'hypocrisie des classes dirigeantes n'ont pas été, depuis le seizième siècle, particuliers au catholicisme. Le protestantisme les a manifestés partout où il a obtenu la prépondérance politique; car il ne pouvait avoir une propriété progressive qu'en restant à l'état d'opposition. A l'état de gouvernement, il est devenu hostile au développement de la raison. L'instinct rétrograde du catholicisme moderne résulte de la désorganisation du pouvoir spirituel et de son assujettissement au pouvoir temporel. Comment le protestantisme, qui érige en principe cette sujétion, aurait-il pu éviter les conséquences de son triomphe légal? L'orthodoxie anglicane, par exemple, exigée chez le vulgaire pour les besoins politiques du système correspondant, ne pouvait pas inspirer des convictions profondes, ni un respect sincère pour ces mêmes lords dont les décisions parlementaires en avaient tant de fois altéré arbitrairement les divers articles.

Le protestantisme, en développant incomplètement l'esprit d'examen, procure une demi-satisfaction à la raison, dont il retarde ensuite l'entière émancipation, surtout chez le vulgaire; de même, sous l'aspect politique, il apporte des modifications insuffisantes et temporaires. Aussi les nations protestantes, après avoir devancé dans leur progrès social les peuples restés catholiques, sont-elles ensuite, malgré les apparences contraires, demeurées en arrière. La résistance du catholicisme a donc exercé une réaction salutaire.

Après avoir apprécié la première phase de la doctrine

critique par rapport à la dissolution de l'organisme spirituel, il est aisé d'en indiquer l'influence sur la désorganisation temporelle. Tous les pouvoirs sociaux se sont rassemblés autour de l'élément temporel prépondérant : en France autour de la puissance royale, en Angleterre autour de la force aristocratique. Dans les deux cas, l'unique élément demeuré actif s'est trouvé investi d'une sorte de dictature très remarquable, dont l'établissement, retardé par les troubles religieux, ne s'est entièrement réalisé que pendant la seconde moitié du dix-septième siècle.

On peut aisément établir, malgré l'anglomanie de nos publicistes, la supériorité du mode français sur le mode anglais pour faciliter la dissolution de l'ancien système politique et la réorganisation qui doit lui succéder. Le régime du moyen âge a été plus affaibli en se transformant en une dictature royale qu'en aboutissant à une dictature aristocratique. L'élément royal étant plus nécessaire à un tel système que l'élément nobiliaire, il en est résulté que la royauté a pu, en France, se passer plus aisément de la noblesse que celle-ci de la royauté, en Angleterre. La puissance aristocratique est devenue ainsi plus subalterne dans le premier pays que la puissance royale dans le second. En outre, la force de résistance de la royauté française, politiquement isolée au milieu d'une population qui était poussée à l'émancipation, s'est trouvée beaucoup plus faible, en présence de l'évolution moderne, que l'active opposition de l'aristocratie anglaise, qui était intimement combinée par une longue solidarité antérieure avec l'ensemble de la population correspondante. En dernier lieu, le principe des castes a été plus ruiné en France, où il s'est appliqué à une seule famille, qu'en Angleterre, où il est représenté par un grand nombre de familles distinctes.

Malgré l'orgueil que doit inspirer à l'oligarchie anglaise

son attribution de faire et de défaire les rois, le rare exercice d'un tel privilège n'a pu altérer autant l'esprit de l'organisation temporelle que la faculté de créer à leur gré des nobles, dont nos rois se sont emparés non moins anciennement, et qui est devenue infiniment plus usuelle au point de rendre la noblesse presque ridicule, dès l'origine de la phase révolutionnaire.

La métaphysique protestante, après être passée de l'état d'opposition à l'état de gouvernement, ne s'est nulle part montrée contraire à l'esprit de caste; elle lui a même rendu le caractère sacerdotal, que la philosophie catholique lui avait enlevé. Je me bornerai à signaler, à ce sujet, le cas le plus important. Le génie catholique a toujours repoussé, surtout en France, l'avènement des femmes aux fonctions royales ou même féodales. Au contraire, le protestantisme officiel, en Angleterre et en Suède, a consacré l'existence politique des reines et même des pairesses. Ce contraste est d'autant plus décisif que la politique protestante avait déjà investi la royauté d'une véritable papauté nationale.

L'établissement de la dictature temporelle a été longtemps entravé par le protestantisme. Ainsi, en Angleterre, le caractère pontifical de la royauté était de nature à compenser, auprès des masses, le déclin de cette puissance, qui obtint, pendant près d'un siècle, une prépondérance exceptionnelle. Le protestantisme a déterminé sur le continent, et surtout en France, un résultat équivalent, en fournissant à la noblesse de nouveaux moyens de résister à la royauté. Il lui a suffi, pour cela, de prendre la forme presbytérienne, ou calviniste, qui convient mieux à l'état d'opposition que la forme épiscopale, ou luthérienne.

Je dois signaler ici les tentatives des organes spéciaux

de la transition révolutionnaire contre le pouvoir temporel qui était resté prépondérant. Les métaphysiciens et les légistes s'efforcèrent, en France et en Angleterre, de restreindre, au profit de leur classe, ce même pouvoir qu'ils venaient de consolider, et dont ils redoutaient les envahissements. C'est ce qui explique les efforts des parlements français contre l'autorité royale, dont ils veulent régler les choix ministériels, et ceux des principaux chefs de la Chambre des communes, en Angleterre, pour lui subordonner la Chambre des lords, soit avant, soit après la mort de Charles I[er]. Ces tentatives indiquent une tendance des légistes et des métaphysiciens à diriger par eux-mêmes le mouvement politique dans lequel ils n'avaient figuré précédemment qu'à titre d'auxiliaires.

La dictature temporelle, après avoir consolidé son pouvoir a cherché à relever son ancien antagoniste, qui acceptait enfin, sous des formes plus ou moins explicites, sa subalternité politique. Rien n'était plus naturel qu'une telle conversion, d'après la conformité d'origine, de caste et d'éducation qui existait entre la royauté et l'aristocratie, et qui devait amener leur intime liaison. Telle a été, depuis sa prépondérance définitive, l'attitude de l'aristocratie anglaise à l'égard de la royauté, désormais placée sous sa tutelle de plus en plus affectueuse. Telle a été de même, à partir de Louis XIV, la prédilection croissante de la royauté française pour la noblesse, qu'elle avait asservie.

Après sa complète installation, la dictature temporelle a dénaturé son caractère et compromis l'existence d'un pouvoir qui ne pouvait convenir à sa nature.

Les rois, simples chefs de guerre au moyen âge, devenaient de plus en plus incapables d'exercer les immenses attributions qu'ils avaient conquises sur les autres pouvoirs sociaux. Aussi voit-on surgir une nouvelle force

politique, le pouvoir ministériel, qui, étranger au régime du moyen âge, devient de plus en plus nécessaire à la royauté, et par suite tend à acquérir une existence distincte, et même indépendante. Louis XI est, en Europe, le dernier roi qui ait dirigé par lui-même l'ensemble de ses affaires. Malgré sa haute capacité politique, il aurait éprouvé le besoin d'avoir de véritables ministres au lieu de simples agents, si la formation de la dictature royale avait été alors aussi avancée qu'elle le devint deux siècles plus tard. L'élévation de Richelieu est résultée de cette nouvelle situation. Même avant ce ministre, et surtout après lui, des hommes d'un génie très inférieur au sien ont acquis une autorité peut-être plus étendue. Une telle institution constitue un aveu d'impuissance de la part de la royauté, qui, après avoir absorbé toutes les attributions politiques, est ainsi conduite à en abdiquer la direction. *L'affaiblissement* de la dictature royale, par suite même de son triomphe, est surtout caractéristique au point de vue des fonctions militaires, qui en sont l'attribut le plus naturel. Dès le quinzième siècle, en effet, on voit partout, et surtout en France, les rois renoncer, malgré de vaines démonstrations officielles, au commandement réel des armées. Le même affaiblissement atteint aussi, sauf la diversité des manifestations, la dictature aristocratique. Malgré son orgueilleuse prétention à diriger son système politique, l'oligarchie anglaise n'a pas été moins entraînée que la royauté française, et environ à la même époque, à confier ses principales attributions à des ministres pris hors de son sein, et à choisir dans la caste inférieure les chefs des opérations militaires. Mais elle a pu mieux dissimuler cette nécessité en s'incorporant avec résignation, et quelquefois même avec habileté, les éléments étrangers que le sentiment de son insuffisance la forçait à emprunter.

La décadence de l'esprit militaire faisait de grands progrès. La renonciation des rois au commandement effectif et le développement du pouvoir ministériel, si souvent exercé par des personnages étrangers à la guerre, tendaient à rendre subalterne la profession des armes. Déjà Machiavel, au début du seizième siècle, avait signalé l'existence précaire et dépendante des généraux modernes, qui étaient réduits à la condition de simples agents d'une autorité civile de plus en plus ombrageuse. Chez les anciens, et surtout à Rome, les généraux jouissaient, pendant toute la durée de leurs opérations, d'un empire presque absolu, qui était indispensable au système de conquête. Or, ce que Machiavel prenait pour une anomalie passagère propre à l'Italie, et surtout à Venise, qui en donnait l'exemple depuis près d'un siècle, est devenu la situation de tous les États européens. Sous toutes les formes politiques, les chefs de guerre, subordonnés au pouvoir civil, ont été assujettis, malgré les plus éminents services, à une sorte de suspicion et de surveillance. La haute direction des expéditions importantes, soit offensives, soit même défensives, a été presque toujours réglée, non seulement dans la conception, mais encore dans l'exécution principale, par des ministres non militaires. Les vaines plaintes de Machiavel à ce sujet seraient justement répétées par nos guerriers, si le point de vue militaire avait conservé son antique prépondérance.

Le protestantisme ne tarda pas à rendre un éminent service en entravant l'esprit de conquête par la préoccupation des troubles intérieurs, et en donnant un nouveau but et un cours différent à l'activité militaire. C'est à cette époque qu'il faut placer l'origine des guerres révolutionnaires proprement dites. La guerre extérieure se complique de la guerre civile. L'intérêt d'un im-

[redacted]

portant principe social tend à y faire participer tous les hommes convaincus, quelque pacifiques que soient leurs inclinations habituelles. L'énergie militaire y put donc être fort intense, sans cesser de constituer un simple moyen, et sans indiquer aucune prédilection pour la vie guerrière. Tel fut le caractère des longues guerres qui ont agité l'Europe depuis le milieu du seizième siècle jusqu'au milieu du dix-septième, sans en excepter la guerre de Trente Ans.

Il en est ainsi des luttes encore plus étendues qui remplirent la fin du dix-septième siècle, et même le commencement du siècle suivant jusqu'à la paix d'Utrecht. Dans cette dernière série de guerres, l'amour des conquêtes est sans doute intervenu comme dans la précédente, et peut-être davantage, parce que la première ferveur religieuse et politique s'était ralentie; mais cette influence fut seulement accessoire. Ces guerres présentent également l'empreinte révolutionnaire; car elles se rapportent surtout au prolongement de la lutte entre le catholicisme et le protestantisme. Cette lutte a été d'abord offensive de la part de la France, où s'était concentrée l'action catholique, depuis l'époque de l'affaiblissement de l'Espagne jusqu'à la crise anglaise de 1688. Elle est devenue ensuite défensive, quand l'action protestante a été suffisamment condensée autour de Guillaume d'Orange par l'union de la Hollande avec l'Angleterre.

Pendant la majeure partie du dix-huitième siècle, les guerres ont encore changé de nature. Les États européens se sont occupés du développement industriel, dont l'importance devenait de plus en plus grande. Dès lors, l'activité militaire a été subordonnée aux intérêts commerciaux, jusqu'à l'avènement de la révolution française.

Une nouvelle classe, peu nombreuse, mais très remarquable, qui a surgi en Europe presque au début du

mouvement de décomposition, a justement acquis une haute importance politique : c'est la classe diplomatique. Étrangère au moyen âge, cette classe, toute moderne, est issue de la décadence de la constitution catholique, qui l'a rendue nécessaire pour suppléer aux liens que le pouvoir de la papauté avait précédemment maintenus entre les divers États. Beaucoup d'hommes intelligents et actifs se sont trouvés placés au point de vue social le plus élevé, sans être aucunement militaires. Les diplomates ont été longtemps choisis parmi les membres du clergé catholique, qui, persuadés de la déchéance de leur corporation, se montraient disposés à utiliser ailleurs leurs capacités politiques. Depuis l'avènement de la dictature temporelle, cette classe a été surtout aristocratique, comme le haut sacerdoce.

Il n'y a pas eu, en Europe, pendant les trois derniers siècles, de classe aussi complètement affranchie de tout préjugé politique, et peut-être même philosophique, en vertu de la supériorité de son point de vue habituel. Cette classe, éminemment civile, a grandi en même temps que le pouvoir ministériel, dont elle constitue une sorte d'appendice. Elle a dépouillé de plus en plus les militaires de leurs attributions politiques pour les réduire au rôle d'instruments passifs de desseins conçus et dirigés par la puissance civile. Dans l'antiquité, et même au moyen âge, les négociations de paix ou d'alliance étaient un complément du commandement militaire : le développement du système guerrier, surtout à l'état offensif, l'exigeait ainsi. La classe diplomatique a concouru à la décadence de l'esprit militaire en enlevant aux généraux une aussi précieuse partie de leurs fonctions. C'est ce qui explique l'antipathie instinctive qui a toujours existé, chez les modernes, entre les rangs supérieurs de ces deux classes.

La diplomatie s'est partout occupée, avec une infatigable ardeur, d'instituer entre les divers États européens un équilibre dont la nécessité devenait irrécusable, depuis le partage presque égal de l'Europe entre le catholicisme et le protestantisme. Une telle intervention fut marquée dans le traité de Westphalie par un esprit de pacification universelle. Sans doute, la solution diplomatique est inférieure à l'ancienne solution catholique ; car l'organisme international peut encore moins que l'organisme national se passer d'une base intellectuelle et morale. Mais il serait injuste de juger d'après l'état normal un expédient qui, destiné à une situation révolutionnaire, a concouru et concourt encore à maintenir entre les États européens la pensée d'une certaine organisation.

Tels sont les aspects sous lesquels je devais considérer, pendant la période protestante, la marche de la désorganisation temporelle, qui n'a fait que se prolonger dans la même direction, pendant la période déiste, jusqu'à l'avènement de la révolution française. Je devais insister sur l'établissement de ce point de départ, qui a tant influé sur le mouvement révolutionnaire. Cette analyse va permettre d'apprécier plus aisément la période protestante.

Le protestantisme a préparé la dissolution, d'abord intellectuelle, ensuite sociale, que l'ancien régime devait subir pendant la période suivante. Bien que la formation et le développement de la doctrine critique ne doivent pas lui être directement attribués, il en a cependant établi les bases, sur lesquelles une philosophie négative plus complète et plus prononcée a pu ensuite construire aisément l'ensemble de la métaphysique révolutionnaire. C'est surtout ainsi que la réforme a constitué une situation intermédiaire, mais indispensable.

Pour faciliter, sous ce dernier aspect, l'appréciation du

protestantisme, nous pouvons regarder la doctrine critique comme réductible au dogme du libre examen, qui en est le principe. La liberté de penser doit conduire chacun à la liberté de parler, d'écrire, et même d'agir conformément à ses convictions personnelles, sans autres réserves que celles qui se rapportent à l'équilibre des diverses individualités. De même, cette sorte de souveraineté morale, attribuée à chacun et n'admettant d'autre restriction légitime que celle du nombre, aboutit nécessairement à la souveraineté politique de la multitude, créant ou détruisant à son gré toutes les institutions. Une telle suprématie suppose la conception correspondante de l'égalité universelle. Enfin, au point de vue international, ce dogme conduit encore plus directement à reconnaître l'indépendance absolue ou l'entier isolement politique de chaque peuple particulier. Les différentes notions propres à la métaphysique révolutionnaire constituent donc de simples applications du principe du libre examen.

Les discussions du quatorzième siècle sur le pouvoir européen des papes et celles des siècles suivants sur l'indépendance des églises nationales avaient suscité, chez tous les peuples chrétiens, un large exercice du droit d'examen, longtemps avant que le dogme en pût être formulé. La proclamation luthérienne ne fit qu'étendre à tous les croyants un privilège dont les rois et les docteurs avaient amplement usé, et qui se propageait de plus en plus dans toutes les autres classes. Le mouvement luthérien ne produisit réellement aucune innovation qui n'eût été proposée longtemps auparavant : le succès de Luther résulta surtout de son opportunité. La sujétion du pouvoir spirituel au pouvoir temporel excitait à l'émancipation personnelle en dégradant les seules autorités qui avaient le droit de discipliner les intelligences. Passées entre les mains des

rois, les attributions intellectuelles du pouvoir catholique ne pouvaient être sérieusement respectées.

Telle était la situation de toutes les populations chrétiennes au moment de l'apparition du protestantisme, qui, en formulant le principe du libre examen, consacra seulement un état préexistant, à la formation duquel toutes les influences sociales avaient concouru pendant les deux siècles précédents.

L'intervention du principe du libre examen devenait indispensable : l'ensemble de la doctrine critique était le correctif nécessaire de la dictature temporelle, qui, sans un tel antagonisme, se serait bientôt transformée en un ténébreux despotisme. Par leur adhésion sous des formes plus ou moins explicites aux principaux dogmes de la philosophie négative, les peuples n'ont pas cédé uniquement aux séductions d'une telle doctrine. Ils ont été guidés, à leur insu, par le sentiment des exigences de la nouvelle situation sociale. La résistance rétrograde du pouvoir temporel constituait un élément non moins indispensable. C'était le seul moyen efficace de contenir les perturbations anarchiques auxquelles tendait l'ascendant exagéré de l'impulsion révolutionnaire.

Le protestantisme a pu seul ébaucher la formation abstraite des principes critiques. Cependant ces principes se sont étendus, dès l'origine, chez les nations catholiques. Les principales différences qui existaient à ce sujet entre les populations européennes résultaient de ce que, la dictature temporelle n'étant pas aussi prononcée dans les Etats catholiques, l'action critique ne devait pas y être aussi directe que chez les peuples protestants. Mais le catholicisme fut conduit à sanctionner le principe du libre examen en l'invoquant en faveur de la foi catholique, qui était violemment opprimée partout où le protestantisme avait

officiellement prévalu. De plus, au sein même du clergé catholique, l'usage d'un tel droit se signalait déjà par des hérésies spéciales. On voit alors surgir en France la mémorable hérésie du jansénisme, qui se serait convertie en une religion nationale, si le développement de la philosophie négative n'avait pas entraîné les penseurs au delà de cette doctrine. L'invasion d'un tel esprit chez de grands philosophes et d'éminents poètes indique combien il était conforme à la situation des intelligences.

Je dois signaler une autre hérésie, qui, sans avoir l'importance de la précédente, est un témoignage des tendances dissidentes qui résultaient du libre examen. Il s'agit du quiétisme, dont le caractère philosophique est très remarquable, parce qu'il offre une première protestation de la constitution morale de l'homme contre l'ensemble de la doctrine théologique. C'est, en effet, d'une telle protestation que cette hérésie a tiré sa consistance passagère. Toute discipline morale fondée sur une philosophie théologique exige, sans excepter le catholicisme, un appel continu à l'esprit d'égoïsme. La pensée du salut personnel constitue, comme Bossuet l'a montré, l'indispensable condition de toute morale théologique. Mais ce caractère n'en manifeste pas moins l'un des vices d'une telle philosophie, qui tend ainsi à atrophier la plus noble partie de notre organisme moral, celle qui se rapporte au développement des affections purement bienveillantes. Tel est le nouvel aspect sous lequel l'hérésie du quiétisme est venue signaler l'imperfection des doctrines théologiques.

Pour compléter cette appréciation, il faut indiquer les attributions morales dont la doctrine critique s'est trouvée provisoirement investie. Depuis que le pouvoir spirituel avait perdu son indépendance politique, le catholicisme tendait à dégénérer en un servile instrument de domination

[redacted]

rétrograde, et ne conservait plus que d'insignifiants vestiges de son ancienne dignité. Sa doctrine morale, en apparence identique pour tous, ne s'adressait plus en réalité qu'aux faibles, auxquels elle prescrivait une soumission de plus en plus passive à toutes les puissances, dont elle proclamait les droits absolus sans avoir la force d'insister aussi sur leurs devoirs, et dont elle ménageait les vices dans l'intérêt de l'existence sacerdotale. Ce nouvel esprit de servile condescendance pour toutes les grandeurs temporelles ne s'appliquait d'abord qu'aux rois. Il s'étendit graduellement à tous les rangs de la société, et multiplia son influence corruptrice au point d'altérer la morale domestique elle-même. La doctrine critique hérita provisoirement des attributions morales auxquelles le catholicisme avait renoncé.

Le dogme de la liberté de conscience rappelait l'obligation, d'abord établie par le catholicimse, mais ensuite abandonnée par lui, de n'employer que les armes spirituelles à défendre toutes les opinions. Le dogme de la souveraineté populaire subordonnait tous les pouvoirs sociaux à la considération de l'intérêt commun, que la doctrine catholique avait sacrifié à l'ascendant des grands. Le dogme de l'égalité relevait la dignité de la nature humaine, que méconnaissait un esprit de caste dépourvu de son ancienne destination sociale et affranchi de tout frein moral. Enfin, le dogme de l'indépendance nationale pouvait seul, après la dissolution des liens catholiques, inspirer un respect efficace pour l'existence des petits États. La doctrine critique a rempli très imparfaitement cet office; elle a cependant maintenu le sentiment des principales conditions morales de l'humanité.

Sans examiner les diverses phases du protestantisme, je dois signaler le principe au moyen duquel on peut appré-

cier cette multitude de sectes hétérogènes, dont chacune prenait la précédente en pitié et la suivante en horreur, suivant la décomposition plus ou moins avancée du système théologique. Il suffit de distinguer les trois degrés successifs de la ruine de l'ancien organisme religieux sous le triple aspect de la discipline, de la hiérarchie, et du dogme lui-même, qui en était l'âme. Ces trois phases sont représentées par Luther, Calvin et Socin.

Le luthéranisme n'a introduit que d'insignifiantes modifications dogmatiques; il a respecté la hiérarchie, mais il a consacré l'asservissement politique du clergé. Luther a ruiné la discipline ecclésiastique pour la mieux adapter à cette servile transformation. C'est la seule forme sous laquelle le protestantisme ait jamais pu s'organiser en religion d'État, au moins chez de grandes nations indépendantes.

Ensuite le calvinisme, ébauché par le célèbre curé de Zurich, est venu ajouter à cette démolition initiale celle de la hiérarchie, qui maintenait l'unité du catholicisme. Il n'a d'ailleurs apporté au dogme chrétien que des modifications secondaires, quoique plus étendues que les précédentes. Cette seconde phase ne peut convenir qu'à l'état de pure opposition, sans comporter aucune importance organique, susceptible de durée. Cependant elle constitue la situation normale du protestantisme, si l'on peut ainsi qualifier une telle anomalie politique; car l'esprit protestant s'y est développé de la manière la plus convenable à sa nature, qui répugne à l'inerte régularité du luthéranisme officiel.

Enfin, le socinianisme a complété la dissolution de la discipline et de la hiérarchie en y joignant celle des principales croyances religieuses. Son origine italienne annonçait une tendance des esprits catholiques à pousser la décomposition théologique beaucoup plus loin que leurs

précurseurs protestants. Le presbytérianisme en demeure historiquement le type le plus pur. Après cette filiation principale, il n'y a plus à distinguer, parmi les autres sectes, aucune différence importante, sauf la protestation des quakers contre l'esprit militaire. J'ai déjà noté l'antipathie du protestantisme pour toute constitution guerrière. La célèbre secte des amis, malgré ses ridicules et son charlatanisme, a servi d'organe spécial à la manifestation de ce sentiment.

C'est seulement par son contraste avec la phase spontanée du mouvement de décomposition que la phase protestante peut être regardée comme systématique, c'est-à-dire comme dirigée par des doctrines réformatrices, au lieu de provenir du simple conflit des anciens éléments sociaux. Le complet développement de la philosophie négative ne s'est accomplie que sous la phase déiste. Sous le protestantisme proprement dit, l'élaboration des principes critiques s'est effectuée empiriquement au milieu des variations religieuses, à mesure que le cours des événements a fait ressortir chacun des nouveaux besoins. De telles conceptions tendaient toujours à régénérer l'ancien organisme spirituel en détruisant les éléments indispensables à son existence. Mais, par suite même de ce caractère, les changements politiques qui en ont découlé n'ont jamais pu devenir assez décisifs pour montrer la véritable tendance des sociétés modernes. Aussi, nous bornerons-nous à signaler sommairement les révolutions purement protestantes, qui, abstraction faite de leur importance locale ou passagère, n'ont constitué que le préliminaire d'une crise complète.

La première de ces révolutions est celle par laquelle la Hollande s'est affranchie du joug espagnol. Elle restera toujours mémorable, parce qu'elle montre l'énergie

avec laquelle la doctrine critique a dirigé l'heureuse insurrection d'un petit pays contre la plus puissante monarchie européenne. C'est à cette lutte héroïque qu'il faut rapporter la formation régulière de cette doctrine politique; mais elle se borna à ébaucher le dogme de la souveraineté populaire et celui de l'indépendance nationale.

Un caractère plus général et une tendance mieux prononcée vers la régénération sociale distinguent, malgré son avortement, la grande révolution anglaise, qui fut dominée par l'éminente nature de Cromwell, l'homme d'État le plus avancé dont le protestantisme pût alors s'honorer. La doctrine critique y reçut son principal complément du dogme de l'égalité, qui n'avait pu ressortir suffisamment des tendances calvinistes de la noblesse française. Cette révolution a surtout consisté dans l'effort généreux, mais prématuré, qui fut tenté pour l'abaissement de l'aristocratie anglaise. La chute de la royauté sous le protectorat ne fut qu'un incident secondaire par rapport à l'audacieuse suppression de la chambre des lords. C'est ainsi que ce mouvement social, bien qu'il n'ait pu réussir politiquement par suite de l'insuffisante maturité de la conception dont il émanait, a néanmoins constitué, dans la série des opérations révolutionnaires, le symptôme précurseur de la révolution française.

Il faut enfin rattacher à cette suite d'événements politiques une troisième révolution dont la nature fut également protestante. La révolution américaine n'a été qu'un prolongement des deux précédentes, dont les conséquences ont été développées par un concours de circonstances favorables, les unes locales, les autres sociales. Dans son principe, elle se borne à reproduire, sous de nouvelles formes, la révolution hollandaise. Elle donne ensuite à la révolution anglaise tout le prolongement

[redacted]

compatible avec le protestantisme. Sous aucun de ces deux aspects, on ne peut regarder comme décisive une révolution qui, en développant outre mesure les inconvénients de la doctrine critique, n'a abouti jusqu'ici qu'à établir plus fortement que partout ailleurs la suprématie politique des métaphysiciens et des légistes, chez une population où d'innombrables cultes prélèvent, sans aucune destination sociale, un tribut supérieur au budget de tout le clergé catholique.

Pour compléter l'appréciation des résultats du protestantisme, nous devons considérer les erreurs inévitables qui l'accompagnèrent. Du reste, il faut réduire cet examen aux erreurs qui furent une conséquence de la situation générale.

La plus ancienne et la plus funeste de ces erreurs consiste dans le préjugé qui rejette tout pouvoir spirituel distinct et indépendant du pouvoir temporel. Après avoir apprécié l'avènement de la dictature temporelle, qui constitue le caractère politique de l'époque révolutionnaire, je n'ai pas besoin de faire sentir combien une telle concentration était adaptée à cette phase transitoire. Mais l'utilité d'une semblable dictature ne devrait pas empêcher de reconnaître le perfectionnement qui a été apporté à l'organisation sociale par la division des pouvoirs, à l'éternel honneur du catholicisme. Aussi, un tel préjugé est-il la plus déplorable conséquence du caractère absolu des conceptions métaphysiques. Ce qui rend dangereuse cette erreur, source de la plupart des autres, c'est son universalité pendant les trois derniers siècles. Depuis le début du seizième siècle, elle s'est propagée dans toutes les classes de la société. Bien que le protestantisme ait consacré ce préjugé, il ne l'a pas créé; il lui a dû au contraire son origine. Sous des formes

plus implicites, la même erreur se retrouve dans la majeure partie du clergé catholique, dont la dégradation politique, subie avec une résignation croissante, lui a fait perdre jusqu'au souvenir de son ancienne indépendance.

C'est à l'influence d'une telle erreur qu'il faut rapporter ce dédain pour le moyen âge qui s'est manifesté sous l'inspiration du protestantisme ; car c'est surtout en haine de la constitution catholique que cette époque sociale a été si injustement flétrie non seulement par les protestants, mais encore par les catholiques eux-mêmes. Telle est la source de cette aveugle admiration pour le polythéisme qui a exercé une si déplorable influence pendant tout le cours de la période révolutionnaire. Le protestantisme a contribué à ce résultat par sa prédilection pour la primitive Église, et surtout par son enthousiasme pour la théocratie hébraïque. C'est ainsi que la notion du progrès a été presque effacée, ou du moins profondément altérée, pendant la majeure partie des trois derniers siècles. La théorie métaphysique de l'état de nature est venue ensuite imprimer une sorte de sanction dogmatique à cette erreur rétrograde en représentant tout ordre social comme une dégénération.

La même erreur s'est manifestée sous un autre aspect qu'il importe de signaler à cause de ses dangers. Le préjugé relatif à la confusion du pouvoir moral et du pouvoir politique a poussé les ambitieux à concentrer dans leurs mains toute l'autorité. Pendant que les rois voyaient dans le type musulman l'idéal de la monarchie moderne, les prêtres et surtout les protestants cherchaient à restaurer la théocratie juive ou égyptienne, et les philosophes eux-mêmes reprenaient, sous de nouvelles formes, le rêve primitif des écoles grecques sur l'espèce de théocratie métaphysique constituant le règne de l'esprit. Cette dernière

utopie, qui se rapporte à une situation encore plus chimérique que les deux autres, est plus perturbatrice, parce qu'elle séduit toutes les intelligences actives. Parmi les penseurs de l'école progressive qui se sont livrés aux spéculations sociales, Leibniz est le seul qui ait eu la force de résister à cet entraînement. Descartes y eût résisté sans doute aussi, s'il eût été conduit à formuler sa pensée à ce sujet, comme le fit jadis Aristote ; mais Bacon a certainement partagé cette illusion de l'orgueil philosophique.

Il faut, en dernier lieu, remarquer la tendance de ce préjugé révolutionnaire à entretenir les habitudes perturbatrices en disposant à demander aux institutions légales de pourvoir à tous les besoins sociaux. Entraînée par l'aveugle ardeur qui la poussait à concentrer tous les pouvoirs, la dictature temporelle n'a pas compris la responsabilité qu'elle assumait en rendant politiques beaucoup de questions qui n'avaient été précédemment que morales. Si la société n'en souffrait pas, le pouvoir n'y trouverait qu'une juste punition de son insatiable avidité; mais malheureusement cette disposition est devenue une source de désordres, et un encouragement pour les jongleurs politiques, ainsi portés à chercher dans de stériles bouleversements la solution de tous les problèmes sociaux.

Les erreurs morales engendrées par le protestantisme, sans être moins graves que ces diverses erreurs mentales, n'ont pas besoin d'être indiquées aussi soigneusement, parce que la filiation en est plus évidente et l'appréciation plus aisée. La liberté laissée à toutes les intelligences de traiter les questions les plus difficiles devait produire les plus graves perturbations, et tendre à ne laisser intactes que les notions morales relatives aux cas les plus évidents. On doit s'étonner que, sous de telles influences, les déviations n'aient pas été poussées plus loin. Il faut

en rendre grâce d'abord à la rectitude morale et intellectuelle de la nature humaine, que cette impulsion ne pouvait entièrement altérer, ensuite à la prépondérance croissante des habitudes de travail. Cet ordre d'erreurs s'est développé surtout dans la phase suivante du mouvement révolutionnaire; néanmoins, il a pris sa source dans le protestantisme, qui a dénaturé les principes de la morale.

Hume a judicieusement remarqué que l'hérésie luthérienne avait trouvé un appui dans les passions des ecclésiastiques, fatigués du célibat sacerdotal, et dans l'avidité des nobles, qui convoitaient les biens du clergé. Il faut noter en outre qu'une position de plus en plus subalterne ôtait au pouvoir spirituel la force et même la volonté de maintenir intactes les règles morales les plus élémentaires. Il suffit d'indiquer, par exemple, la grave altération que le protestantisme a sanctionnée dans l'institution du mariage en permettant l'usage du divorce, et la restriction qu'il a fait subir aux principaux cas d'inceste, si sagement proscrits par le catholicisme, et dont la réhabilitation a tant concouru à troubler les familles modernes. Je signalerai comme caractéristique la honteuse consultation par laquelle les chefs de la réforme, Luther à leur tête, autorisèrent la bigamie d'un prince allemand. Les condescendances des fondateurs de l'Église anglicane pour les cruelles faiblesses de leur étrange pape national complètent cette observation.

Le catholicisme, malgré son abaissement politique, ne s'est jamais dégradé aussi ouvertement ; mais son impuissance croissante a produit des effets presque équivalents ; car, depuis l'origine de la période révolutionnaire, sa discipline morale n'a pas été assez énergique pour réprimer la licence des déclamations et des satires dont le mariage est

devenu l'objet jusque dans les réunions publiques. C'est ainsi que, pendant la période protestante, les diverses doctrines religieuses ont prouvé leur impuissance à diriger la morale, soit en produisant de graves altérations, soit en perdant la force de redresser les erreurs.

Nous devons enfin considérer la phase la plus décisive du mouvement de décomposition, pendant laquelle la doctrine révolutionnaire a été formulée.

Le développement des principes ébauchés par le protestantisme ne pouvait pas être abandonné à son cours spontané, sans exiger une série spéciale de travaux systématiques. Aujourd'hui même, dans les pays protestants, où l'esprit philosophique n'a pas suffisamment pénétré, en Angleterre et aux États-Unis, on voit les sociniens et les autres sectes avancées qui ont rejeté presque tous les dogmes essentiels du christianisme restreindre l'esprit d'examen dans le cercle biblique, et nourrir des haines théologiques contre tous ceux qui ont poussé plus loin l'affranchissement spirituel. La doctrine révolutionnaire aurait donc fini par être étouffée, sans le déisme qui a caractérisé le siècle dernier, et qu'on peut qualifier de voltairien, du nom de son principal propagateur.

Le protestantisme, qui avait pris l'initiative des principes critiques, les avait abandonnés après son triomphe. Depuis sa combinaison avec le gouvernement temporel sous la forme luthérienne, son génie n'était pas moins hostile à toute émancipation que celui du catholicisme. L'élan révolutionnaire n'était plus représenté que par les sectes dissidentes, qui étaient cruellement comprimées, et que leurs divergences empêchaient d'acquérir un grand ascendant. Telle était la situation de la chrétienté protestante ou catholique, vers la fin du dix-septième siècle, lorsque la dictature temporelle eut pris son caractère,

après l'expulsion des calvinistes français et le triomphe de l'anglicanisme. C'est de cette époque que date l'organisation du système de résistance rétrograde. Il était donc nécessaire que la désorganisation spirituelle prît une nouvelle marche, et trouvât des chefs capables de la conduire.

La philosophie négative tendait alors vers l'état de pleine systématisation. Cette tendance résultait du mouvement hérétique. La disposition de l'esprit humain à l'entière émancipation théologique s'était manifestée bien avant la décomposition spontanée du monothéisme : en remontant dans le passé, on la voit précéder l'organisation du catholicisme. Sous la décadence du régime polythéiste, certaines écoles grecques dépassaient déjà les bornes du monothéisme. Un effort aussi prématuré ne pouvait aboutir qu'à une sorte de panthéisme métaphysique, dans lequel la nature était abstraitement divinisée. Une telle doctrine différait peu de ce qu'on a qualifié plus tard d'athéisme. Ces dispositions irréligieuses s'étaient effacées pendant la longue période d'ascension du catholicisme; mais elles n'avaient jamais entièrement disparu, et la philosophie d'Aristote avait été persécutée à raison d'un tel caractère, qui s'y trouvait implicitement compris. La scolastique ouvrit une nouvelle issue à l'esprit d'émancipation, qui, à travers la théologie officielle, manifestait sa préférence pour les libres penseurs de la Grèce, dont l'influence s'était maintenue chez les esprits spéculatifs, et principalement dans le haut clergé italien. Cette métaphysique négative était déjà très répandue, au treizième siècle, parmi les esprits cultivés.

La tendance irréligieuse ne prit pas une part très active aux grandes luttes intestines des deux siècles suivants, pendant lesquels la désorganisation spontanée du système

catholique fut surtout dirigée par une métaphysique théologique. Au seizième siècle, la même tendance laisse agir le protestantisme en s'abstenant de concourir à le propager; elle profite seulement de la demi-liberté qu'avait acquise la discussion philosophique pour commencer à développer sa propre influence. Elle a pour représentants Erasme, Cardan, Ramus et Montaigne, pendant que les vrais protestants se plaignent naïvement du débordement de l'esprit irréligieux, qui menaçait déjà de rendre la réforme inutile en faisant ressortir la caducité du système qui en était l'objet. Les luttes ardentes de cette époque contribuèrent à propager un tel esprit, qui cessait d'être le privilège des principales intelligences, et trouvait au sein même du vulgaire une noble destination sociale en devenant le seul refuge de l'humanité contre les fureurs et les extravagances des systèmes théologiques. L'élaboration de la philosophie négative s'est réellement opérée vers le milieu du dix-septième siècle, et activement propagée pendant le siècle suivant.

L'avènement d'une telle philosophie a été puissamment secondé par un mouvement d'une tout autre nature. Il s'agit du développement de l'esprit positif, qui, précédemment concentré en d'obscures recherches scientifiques, commençait, au seizième siècle, et surtout pendant la première moitié du dix-septième, à manifester son caractère : non moins hostile à la métaphysique qu'à la théologie, il devait d'abord concourir avec la première à l'élimination de la seconde. Ce nouvel esprit, qui n'avait pas favorisé la réforme, facilita l'émancipation en augmentant chez les intelligences supérieures l'empiétement toujours croissant de la raison sur la foi, et en les disposant à rejeter toute croyance non démontrée.

On ne peut supposer à Bacon et à Descartes un dessein

[redacted]

irréligieux, d'ailleurs peu compatible avec leur mission ; mais l'état préalable d'affranchissement intellectuel qu'ils prescrivaient à la raison devait conduire à l'entière émancipation théologique. Ce résultat était d'autant plus inévitable qu'il était la conséquence inaperçue d'une préparation logique dont la nécessité était alors incontestable. Tel est l'irrésistible pouvoir des révolutions relatives à la méthode, dont les dangers sont seulement remarqués, lorsque leur accomplissement est assez avancé pour ne pouvoir plus être contenu. Bossuet lui-même, malgré son attachement à des croyances caduques, a cédé à la séduction du principe cartésien, dont la tendance irréligieuse avait été signalée par le janséniste Pascal. Pendant que cette influence s'exerçait chez les esprits d'*élite*, le vulgaire était troublé dans ses convictions chancelantes par le conflit qui s'élevait entre les découvertes scientifiques et les conceptions théologiques. La persécution de Galilée fit alors plus d'incrédules que toutes les intrigues et les prédications des jésuites n'en pouvaient convertir.

A ces diverses sources de l'impulsion intellectuelle, d'où la philosophie négative tira sa principale force, il faut joindre des dispositions morales presque universelles. Le besoin de lutter avec énergie contre l'oppression de la doctrine rétrograde soulevait, dès la fin du dix-septième siècle, toutes les passions généreuses en faveur de la doctrine critique, qui pouvait seule servir le progrès. Mais ce sont surtout les vicieux penchants de la nature humaine qui ont accueilli avidement toute conception négative, soit spéculative, soit sociale. Le principe du libre examen séduisait la puérile vanité de presque tous les hommes, dont la raison était ainsi érigée en souverain arbitre des plus hautes discussions. Tous les autres dogmes de la doctrine critique comportent de semblables remarques.

L'ambition devait accueillir avec ardeur le principe de la souveraineté populaire, qui lui ouvrait une carrière presque indéfinie. L'orgueil et même l'envie ont été de puissants auxiliaires de l'amour de l'égalité, qui, dans les natures peu élevées, tient non pas à un sentiment généreux de la fraternité universelle, mais plutôt à la haine de toute supériorité. C'est ainsi que les influences mentales qui développaient la doctrine critique ont été fortifiées par d'énergiques influences morales.

Nous devons distinguer, dans la marche de la philosophie négative, la critique qui visait les croyances religieuses de celle qui s'adressait au pouvoir temporel. Cette dernière a constitué le complément de la doctrine révolutionnaire, qu'elle a fait parvenir à l'activité politique ; mais elle n'a pu être entreprise qu'en second lieu. L'émancipation philosophique était plus importante que l'émancipation politique, qui devait nécessairement en résulter, tandis que l'inverse n'aurait pas eu lieu. En effet, on ne peut concevoir un respect suffisant pour les préjugés monarchiques ou aristocratiques chez des esprits déjà affranchis des préjugés théologiques, dont l'empire est bien plus puissant. Les plus audacieuses attaques contre les anciens principes politiques, si l'on y eût maintenu les croyances correspondantes, n'auraient pu amener le changement du système social. Ainsi la liberté de penser en matière de religion était la plus essentielle pour la principale destination de la doctrine critique. La réforme, au contraire, tout en ayant amené l'ancien régime à un état complet d'impuissance, entravait toute pensée de réorganisation.

Nous devons donc considérer surtout la critique philosophique, à laquelle nous joindrons la critique politique à titre de complément. La formation de la doctrine né-

gative et le développement de l'émancipation des esprits n'ont pas appartenu au même siècle, et n'ont eu ni les mêmes organes, ni le même théâtre. Nous examinerons d'abord l'origine du mouvement philosophique, ensuite sa propagation, enfin son complément politique.

L'origine du mouvement philosophique, bien que rapportée communément au dix-huitième siècle, appartient au siècle précédent. Ce mouvement est résulté du protestantisme le plus avancé, et s'est produit dans les pays qui, comme la Hollande et l'Angleterre, avaient constitué le principal siège de la réforme, soit parce que la liberté intellectuelle y était plus complète, soit parce que les divergences religieuses y poussaient davantage à l'émancipation. Ses principaux auteurs appartinrent, comme ceux de la réforme, à l'école métaphysique, devenue prépondérante au sein des universités les plus célèbres, sous l'impulsion de la plus hardie scolastique du moyen âge. L'évolution philosophique fut accomplie par trois éminents esprits de nature fort différente, et dont l'influence, quoique inégale, a pareillement concouru au résultat général : d'abord Hobbes, ensuite Spinosa, enfin Bayle, qui, né Français, ne put philosopher qu'en Hollande. Spinosa, en partant du principe cartésien, exerça une influence décisive sur l'émancipation d'un grand nombre d'esprits, comme l'indique la multitude de réfutations qui fut soulevée par son audacieuse métaphysique. La philosophie négative eut pour véritable père l'illustre Hobbes : c'est à lui que remontent les plus importantes conceptions critiques qu'on attribue aux philosophes du dix-huitième siècle.

Dans l'œuvre de ce philosophe, l'analyse irréligieuse est déjà poussée aussi loin que le comporte l'esprit métaphysique. On y peut donc mieux saisir la différence qui

distingue une telle philosophie de l'esprit positif, avec lequel on la confond presque toujours, bien qu'elle en constitue un simple préliminaire. Cette doctrine, si improprement qualifiée d'athéisme, n'est qu'une dernière phase de l'antique philosophie, d'abord théologique, ensuite de plus en plus métaphysique, avec les mêmes attributs, un esprit aussi absolu et une tendance à traiter à sa manière les questions que la philosophie positive écarte comme insolubles.

L'unique progrès consiste à remplacer, pour l'explication des phénomènes physiques et moraux, l'ancienne intervention surnaturelle par le jeu équivalent des entités métaphysiques, concentrées dans la grande entité générale de la *nature*, ainsi substituée au Créateur, avec un caractère analogue, et par suite avec une espèce de culte à peu près semblable. Ce prétendu athéisme se réduit presque à inaugurer une déesse, au lieu d'un dieu, pour ceux qui conçoivent comme définitif cet état transitoire. Une telle transformation suffit pour désorganiser le système social correspondant à l'ancienne philosophie; mais elle est loin de constituer une philosophie nouvelle. Tant que les divinités ou les entités n'ont pas disparu pour faire place à des lois invariables, l'entendement reste assujetti au régime théologique. Cette manière de penser n'est pas une meilleure garantie que le déisme contre le retour des conceptions religieuses, qui est toujours imminent, jusqu'à ce que les conceptions positives y aient été substituées. Le ténébreux panthéisme des écoles métaphysiques qui se croient les plus avancées a une sorte de liaison avec le fétichisme des temps primitifs.

Considérée au point de vue moral, la doctrine critique a donné lieu à la théorie de l'intérêt personnel, attribuée au siècle suivant, et qui constitue le fondement

de la morale métaphysique. L'esprit d'unité absolue qui caractérise une telle philosophie a conduit à cette morale, qui n'est pas personnelle au subtil écrivain par lequel la doctrine de Hobbes fut propagée. au dix-huitième siècle. La prépondérance des penchants personnels dans l'ensemble de l'organisme moral entraîne à réduire à l'égoïsme toutes les impulsions, lorsqu'on s'impose, comme les métaphysiciens, la condition d'établir une unité factice là où règne au contraire une multiplicité réelle. Les pénibles efforts qu'on a tentés ensuite pour concentrer la nature morale de l'homme sur la bienveillance ou la justice n'ont eu aucun résultat. La théorie de l'égoïsme, bien que propre à la philosophie métaphysique, lui a été léguée par la théologie, qui, après l'avoir à peu près éludée en principe, l'a consacrée dans la pratique. En effet, toute morale religieuse accorde une importance aussi exorbitante qu'inévitable à la préoccupation du salut personnel, dont la pensée exclusive dispose à méconnaître l'existence des affections bienveillantes purement désintéressées.

C'est ainsi que la métaphysique, sans être dominée par les mêmes nécessités politiques, mais entraînée par le besoin de sa vaine unité ontologique, n'a fait que changer le but de l'égoïsme en remplaçant les calculs qui se rapportaient aux intérêts éternels par des combinaisons relatives aux intérêts temporels, sans pouvoir s'élever à la conception d'une morale ne reposant sur aucun calcul personnel.

Au point de vue politique, la philosophie négative sanctionne la subordination du pouvoir spirituel au pouvoir temporel. En justifiant la dictature temporelle, qui s'était alors partout constituée, la critique philosophique concevait cette dictature comme le seul moyen de maintenir l'ordre matériel. Tel était sans doute le dessein de

Hobbes ; mais sa métaphysique le poussait à attribuer une durée indéfinie à une condition purement passagère. Voltaire, dont la légèreté n'annulait pas la sagacité, s'est presque toujours préservé d'une pareille illusion.

Après avoir considéré, sous ses divers aspects, la formation systématique de la philosophie négative, je vais en examiner le développement pendant la majeure partie du siècle suivant.

Il est aisé d'expliquer pourquoi le théâtre du mouvement révolutionnaire a été transporté chez les peuples catholiques, et surtout en France. La décomposition du régime théologique et militaire avait eu lieu, d'abord en Allemagne, ensuite en Hollande, enfin en Angleterre. Un tel déplacement résultait de ce que, dans ces divers pays, le triomphe politique du protestantisme avait neutralisé sa tendance à l'émancipation philosophique en rattachant au système de résistance rétrograde l'organisation dont la réforme était susceptible. Tout affranchissement de la raison devenait alors plus antipathique au protestantisme officiel qu'au catholicisme lui-même. Cette répugnance instinctive s'est fait même sentir hors de la sphère légale, dans les sectes dissidentes, chez lesquelles la désorganisation théologique était la plus avancée, et qui, fières de leur demi-émancipation, retenaient avec plus d'ardeur les croyances qu'elles avaient conservées. Les peuples catholiques, au contraire, étaient disposés à étendre la philosophie négative, parce qu'ils y trouvaient le seul refuge contre une domination oppressive. A cet égard, la France se plaçait au premier rang. Elle avait été préservée du protestantisme officiel, sans avoir perdu les avantages de la réforme.

Il importe de noter l'influence de l'admirable mouvement esthétique, et surtout poétique, qui, après avoir com-

mencé en Italie et en Espagne, s'était développé en France pendant le dix-septième siècle. Au point où était parvenue la désorganisation de l'ancienne discipline religieuse, tout ce qui excitait l'activité intellectuelle tournait au profit de l'émancipation des esprits. On a justement signalé la tendance qui poussait les principaux poètes de cette époque à propager la doctrine critique. Ce caractère, si prononcé chez Molière, La Fontaine, et même chez Corneille, se fait sentir aussi chez Racine et Boileau malgré leur ferveur religieuse, grâce à la direction de leur foi janséniste.

Le déplacement du théâtre de l'agitation philosophique a été accompagné d'un autre changement. Les docteurs proprement dits ont été remplacés par les simples littérateurs. C'est à cette époque qu'il faut placer l'avènement de la classe des littérateurs, qu'une étrange destinée met provisoirement à la tête de la politique, depuis qu'elle s'est complétée par l'adjonction de la classe des avocats. Une telle modification de l'influence métaphysique devenait indispensable, à mesure que les corporations universitaires se rattachaient au système de résistance qui était présidé par la dictature temporelle. Cette défection s'était d'abord opérée dans les nations protestantes, et s'était plus tard étendue aux pays catholiques. En même temps, l'éducation universitaire, d'abord doctorale, ensuite de plus en plus littéraire, avait multiplié le nombre de ces esprits qui s'attribuaient une vocation intellectuelle, sans pouvoir se livrer à la culture des sciences, de la philosophie et de la poésie. De tels esprits ont constitué cette classe équivoque, sans destination bien définie, qu'on a désignée par les vagues dénominations de littérateurs et d'écrivains. Dépourvue, comme la classe des avocats, de toute conviction profonde, et même des obscures croyances

métaphysiques particulières aux anciens docteurs, cette classe était impropre à créer la philosophie négative ; mais, en la recevant toute fondée, elle était éminemment apte à la propager.

Le succès de l'œuvre révolutionnaire était d'autant *mieux* assuré que ceux qui défendaient, avec un zèle plus fervent qu'éclairé, l'ensemble des anciennes croyances concouraient, à leur insu, à répandre le scepticisme en sanctionnant par leurs travaux la subordination de la foi à la raison. Telle est la nature des conceptions religieuses que rien ne peut les préserver de la décomposition, dès qu'elles sont assujetties à la discussion, quelque triomphe qu'elles en retirent d'abord. Aussi l'esprit de controverse propre au monothéisme, et surtout au catholicisme, est-il une manifestation du décroissement de la philosophie théologique. Non seulement les innombrables *démonstrations* de l'existence de Dieu qui ont été répandues avec éclat depuis le douzième siècle permettent de constater les doutes hardis dont ce principe était déjà l'objet, mais encore on peut assurer qu'elles ont beaucoup contribué à les propager. Rien ne prouve mieux la destinée purement provisoire des convictions religieuses que cette inaptitude à résister à la discussion, combinée avec l'impossibilité de s'y soustraire. Pascal est le seul philosophe qui ait compris ou du moins signalé le danger de ces imprudentes démonstrations théologiques, qu'une ferveur immodérée multipliait de son temps avec une fécondité inépuisable, et encore cet avis trop tardif aggravait-il le mal. Car les sceptiques reprochaient alors à la théologie de reculer devant la raison, après en avoir si longtemps accepté le souverain arbitrage.

Les voies intellectuelles étaient assez aplanies pour permettre aux littérateurs du dix-huitième siècle de vulga-

riser la philosophie négative du siècle précédent. Néanmoins, le progrès des lumières est si lent que la transmission de la doctrine critique entre ces deux siècles s'effectua seulement par quelques agents philosophiques. Parmi les intermédiaires de Bayle à Voltaire, on doit surtout distinguer le sage Fontenelle, qui avait pressenti la nécessité de l'affranchissement définitif. Pendant que la direction du mouvement révolutionnaire leur était transmise, les littérateurs se préparaient à ce nouveau rôle en se bornant de plus en plus aux dissertations philosophiques, depuis que le mouvement esthétique du siècle précédent ne leur permettait plus d'espérer de succès qu'en s'ouvrant une autre issue. La mémorable controverse sur les anciens et les modernes, au début du dix-huitième siècle, est le principal indice de la transformation de ces littérateurs, qu'on a si aisément érigés en philosophes, depuis qu'un tel titre, au lieu d'exiger de longues et pénibles études, a pu s'obtenir en dissertant avec une spécieuse facilité sur quelque négation dogmatiquement établie longtemps à l'avance.

En passant des philosophes aux littérateurs, la doctrine critique a manifesté un caractère moins prononcé, soit pour mieux s'adapter à ses nouveaux interprètes, soit pour faciliter sa propagation. Par ce double motif, l'école voltairienne fut conduite à arrêter la doctrine de Hobbes, de Spinosa et de Bayle au simple déisme, qui, en effrayant moins les esprits vulgaires, suffisait à désorganiser la constitution religieuse. Il était impossible de rien fonder, au point de vue social, sur ce vague et impuissant système, qui n'était qu'une dernière concession faite à l'esprit religieux. Aussi la dénomination de déiste me paraît-elle convenir à l'ensemble de cette phase révolutionnaire. Une telle concession permettait aux voltairiens de détruire

[redacted]

la religion au nom du principe religieux, et d'étendre leur influence dissolvante jusqu'au plus timide croyant. Mais cette marche irrationnelle, malgré les facilités qu'elle a offertes à la propagation de l'esprit philosophique, est devenue la source de graves dangers en encourageant l'hypocrisie.

Sans m'arrêter à aucune appréciation concrète de ce mouvement philosophique, je dois signaler l'expédient à l'aide duquel ceux qui l'ont dirigé en ont contenu le plus sérieux défaut. Une doctrine ainsi composée de pures négations était peu propre à rallier ses partisans, qui n'étaient pas assujettis, comme leurs précurseurs protestants, à une discipline susceptible d'arrêter leurs divergences. A la vérité, la principale propagation fut accomplie par Voltaire, dont la longue vie et l'infatigable activité suffirent heureusement à cette tâche. En outre, la nature du résultat commun n'exigeait pas le complet accord des divers coopérateurs. Toutefois, de profondes dissidences, envenimées par d'envieuses rivalités, auraient probablement compromis le succès final, comme elles avaient jadis discrédité le protestantisme, si la clairvoyance de Diderot n'eût pas institué, par l'entreprise encyclopédique, un ralliement artificiel aux efforts les plus divergents, sans exiger le sacrifice d'aucune indépendance.

L'œuvre révolutionnaire des littérateurs français n'a introduit, au dix-huitième siècle, aucune doctrine nouvelle, dont les fondements philosophiques n'eussent été établis au siècle précédent. Mais je dois signaler, à cause de son influence sociale, l'erreur d'Helvétius sur l'égalité des intelligences. Ce sophisme représentait exactement la situation philosophique correspondante ; il résultait de la théorie métaphysique de l'entendement humain, déjà dogmatiquement formulée par Locke, sous l'impul-

sion de Hobbes. Cette théorie rapportait toutes les aptitudes à l'activité des sens, dont les différences sont en effet trop peu prononcées pour donner lieu à aucune grande inégalité intellectuelle. La doctrine critique supposait l'égalité des intelligences, sans laquelle ni le principe du libre examen, ni les dogmes de l'égalité sociale et de la souveraineté populaire n'auraient pu résister à aucune discussion rigoureuse. L'importance exagérée que cette théorie attribuait à l'éducation et au gouvernement pour modifier arbitrairement l'humanité était en harmonie avec l'esprit de la politique métaphysique, qui considère la société comme indéfiniment modifiable au gré d'un législateur suffisamment puissant.

Telle est l'appréciation de la philosophie du dix-huitième siècle. Plus on réfléchit à la nature superficielle ou sophistique de la plupart des attaques qui furent alors entreprises avec tant de succès contre les bases de l'ancienne constitution sociale, mieux on sent qu'un tel résultat a surtout tenu à l'opportunité de ces attaques. Une telle opportunité est manifestée par la disposition de tous les grands hommes contemporains à favoriser le mouvement philosophique, comme le témoignent d'Alembert, Montesquieu et Buffon. On ne peut citer aucun esprit éminent de cette époque qui n'ait pris part au développement de la doctrine critique. La consécration dogmatique de la dictature temporelle dissimulait au vulgaire des hommes d'État la tendance révolutionnaire d'une telle doctrine.

Il nous reste à considérer l'école politique qui prépara la révolution française en provoquant la désorganisation temporelle, quand la dissolution spirituelle fut suffisamment accomplie. Cette école, dont Rousseau fut le chef, apportait encore moins d'idées neuves que l'école dirigée par Voltaire. Rousseau fit appel à l'ensemble des pas-

[redacted]

sions. L'école voltairienne, au contraire, s'était toujours adressée à l'intelligence, quelque frivoles que fussent d'ailleurs ses conceptions habituelles. L'avènement de l'école de Rousseau, malgré sa désastreuse influence sociale, devait remplir un indispensable office. D'une part, la tendance de Hobbes à maintenir intacte la dictature temporelle avait conduit l'esprit critique à n'attaquer que les croyances religieuses. D'autre part, la dictature temporelle s'était faite plus rétrograde et plus corruptrice. La critique sociale aurait donc diminué d'énergie, à mesure qu'elle devenait plus urgente, sans l'ardente impulsion de Rousseau. Le consciencieux Mably avait déjà formulé la doctrine révolutionnaire, mais il était loin de rendre superflue l'audacieuse attaque de Rousseau, dont le paradoxe fondamental souleva tous les penchants humains contre les vices de l'ancienne organisation. Pour en apprécier la nécessité, il faut remarquer que les meilleurs esprits voyaient alors le terme du progrès dans de stériles modifications de l'ancien régime. Montesquieu lui-même crut qu'on arriverait à régénérer la société en propageant la constitution particulière à l'Angleterre. Cet exemple montre bien que, sans l'intervention de l'école anarchique de Rousseau, le mouvement philosophique du dernier siècle allait, pour ainsi dire, s'arrêter au moment même d'atteindre son but.

Pour caractériser l'œuvre de Rousseau, il faut considérer la tendance croissante qu'avait cette école, même à partir de Mably, à se rattacher plutôt à la réforme qu'à l'esprit philosophique. Dans l'école voltairienne, qui ménageait l'organisation temporelle, le déisme n'était qu'une concession provisoire. Au contraire, l'école de Rousseau et de Mably s'attachait de plus en plus au déisme, qui était sa seule garantie contre l'anarchie, et la seule base de son

utopie sociale. L'influence d'une telle disposition tendait à ramener cette école au socinianisme, ou même au calvinisme. C'est ainsi que les deux principales écoles philosophiques du siècle dernier ont été conduites à considérer le déisme comme une sorte de station entre la marche en avant des uns et la marche en arrière des autres.

Il importe d'indiquer la participation de l'école des économistes, qui a pris une influence favorable à la désorganisation de l'ancien système social. Son utilité fut incontestable, puisqu'elle parvint à démontrer aux gouvernements eux-mêmes leur inaptitude à diriger l'évolution industrielle. La principale influence, à cet égard, appartient à un ouvrage écossais. Cependant cette doctrine, bien que résultant du protestantisme, s'est surtout développée en France avec l'ensemble de la philosophie négative. Sa tendance révolutionnaire est évidente; car elle consacre l'esprit d'individualisme et l'état de non-gouvernement. Malgré les efforts de ses plus judicieux partisans, de rigoureux sectateurs en ont déduit la superfluité de tout enseignement moral et la suppression de tout encouragement officiel des sciences et des arts. Une telle doctrine était d'autant plus dangereuse pour l'ancien système politique qu'elle était accueillie des pouvoirs mêmes auxquels elle ne s'offrait qu'à titre d'utile instrument administratif. C'est en Espagne et dans les parties les moins avancées de l'Italie que furent instituées les premières chaires d'économie politique. C'est là une nouvelle preuve de la spontanéité qui, depuis le quatorzième siècle, pousse la chrétienté à se désorganiser.

On peut appliquer des remarques analogues à une autre école politique, principalement italienne, qui, au dernier siècle, fournit sa coopération par une mémorable série d'attaques contre la législation. Cette dernière branche de

la métaphysique révolutionnaire est surtout remarquable, parce qu'elle a permis de compléter l'organisation du mouvement transitoire par l'incorporation de la classe, de plus en plus puissante, des avocats.

Il est maintenant facile d'achever cet examen en relevant les principales erreurs de la philosophie négative. Les erreurs des écrivains du siècle dernier n'étaient pas d'une autre nature que celles de leurs précurseurs protestants; mais elles étaient aggravées par le progrès de la désorganisation. Dépourvus de profondes convictions, les littérateurs modernes étaient aptes à propager la doctrine critique. Mais de tels avantages ne pouvaient compenser les inconvénients que présentaient ces nouveaux guides spirituels, dont l'influence augmentait le désordre intellectuel et moral. Les questions les plus importantes et les plus difficiles devenaient l'apanage des esprits les moins capables de les traiter. Il n'est donc pas étonnant que la haute direction du mouvement social ait dès lors appartenu aux sophistes et aux rhéteurs, dont nous subissons encore le déplorable ascendant. Chacune des écoles opposées, l'une philosophique, l'autre politique, qui ont dirigé l'esprit du dix-huitième siècle, a présenté des inconvénients particuliers. L'école voltairienne, malgré sa frivolité et son dédain pour toute profonde étude philosophique, reste toujours intellectuelle. L'école de Rousseau, au contraire, appelle les passions à trancher les difficultés. Cette tendance est une manifestation des vagues sympathies théologiques de cette dernière école; car l'instinct théologique consiste surtout à faire intervenir les passions dans les conceptions les plus abstraites.

En rappelant les erreurs de la réforme, nous vérifierons la nouvelle extension qu'elles devaient alors acquérir. L'absorption du pouvoir spirituel par le pouvoir temporel,

sanctionnée d'une manière absolue, développa une antipathie plus prononcée pour le régime catholique du moyen âge. Une telle répugnance dogmatique pour la division des pouvoirs semble d'autant plus étrange qu'elle forme, au siècle dernier, un contraste remarquable avec l'existence de la classe philosophique, dont la situation, analogue à celle des écoles grecques, aurait dû lui faire sentir qu'elle préparait l'avènement d'un nouveau pouvoir spirituel.

Parmi les trois principales erreurs qui dérivent de cette source commune, on trouve d'abord dans l'appréciation du moyen âge une inexactitude de plus en plus grande au point de faire regretter le polythéisme. Rousseau poussa l'esprit rétrograde jusqu'au plus extravagant délire par cette sauvage utopie dans laquelle un brutal isolement était proposé pour type de l'état social. L'école voltairienne, au contraire, par son attachement instinctif aux divers éléments de la civilisation moderne, compensait à un certain degré les dangers de son inconséquente conception du progrès de l'humanité.

En second lieu, on voit se développer la tendance de l'ambition philosophique vers l'espèce de théocratie métaphysique rêvée jadis par les écoles grecques. Cette inclination était déjà sensible sous le protestantisme : elle constituait le fond des illusions politiques propres à certaines classes d'illuminés sur le prétendu règne des saints; mais elle était contenue par la consécration de la suprématie temporelle, qui caractérisait le protestantisme officiel. Le respect que les voltairiens professaient pour la dictature monarchique a exercé une influence équivalente pendant la première moitié du dix-huitième siècle. Mais l'école de Rousseau, en poursuivant directement la désorganisation temporelle, était destinée à pous-

ser jusqu'au bout les erreurs propres à la philosophie négative. Proscrivant toute division entre le pouvoir politique et le pouvoir moral, elle ne posait aucune borne à l'ambition philosophique. Elle était amenée à inaugurer une constitution théocratique, parce que le retour vers une vague prépondérance de l'esprit théologique formait le fond de sa doctrine. La tendance de cette école fut d'autant plus pernicieuse que, dans ce nouveau règne des saints, elle accordait le principal ascendant politique non pas à la capacité, suivant le principe des théocraties, mais à ce qu'elle appelait vaguement la vertu, de manière à encourager la plus dangereuse hypocrisie.

Par une dernière conséquence de l'erreur primordiale, les sociétés modernes étaient amenées à faire prévaloir la considération du point de vue pratique, et à faire dépendre des institutions temporelles la solution de toutes les difficultés politiques. A défaut de principes généraux, il a fallu multiplier les règlements arbitraires, vainement décorés du nom de lois, et qui sont presque toujours caractérisés par une usurpation du pouvoir politique sur le domaine des mœurs et des opinions. L'école de Rousseau exagérait plus que toute autre les principales erreurs en faisant dépendre des mesures politiques la discipline morale elle-même, par une aveugle imitation de l'antiquité.

Quant aux erreurs morales, il serait superflu d'indiquer les ravages exercés par une métaphysique qui, détruisant les bases de la morale, livrait toutes les règles de conduite à l'appréciation de la conscience de chacun. Les divers préjugés moraux, consacrés par le catholicisme pour prohiber ou pour prescrire, reposaient sur une connaissance réelle, quoique empirique, de la nature humaine, et sur un heureux instinct des principaux besoins sociaux ;

mais ils ne pouvaient résister aux discussions métaphysiques. Aucune notion morale n'est demeurée intacte, même chez les hommes les plus intelligents. Il suffira d'en indiquer un exemple caractéristique. On a peine à comprendre comment la haine de tout ce qui se rattachait au catholicisme a pu conduire un esprit aussi français que celui de Voltaire à flétrir la mémoire de Jeanne d'Arc, cette noble héroïne qu'on ne devrait jamais nommer sans un hommage de reconnaissance nationale. Le déplorable succès de cette honteuse production indique à quel degré était parvenue l'œuvre démoralisatrice.

Une appréciation non moins sévère doit s'appliquer à ce pernicieux ouvrage, scandaleuse parodie d'une immortelle composition chrétienne, où, dans le délire d'un orgueil sophistique, Rousseau dévoile avec une cynique complaisance les plus ignobles turpitudes de sa vie privée, et ose ériger sa conduite en type moral de l'humanité. Ce dernier exemple était plus dangereux que le premier, dans lequel on peut voir seulement une coupable débauche d'esprit. Mais Rousseau, appliquant une captieuse argumentation à justifier les plus blâmables égarements, tendait à pervertir les plus simples notions morales. Aussi, est-ce sous son inspiration qu'on fait encore l'apologie de la plus brutale prépondérance des passions sur la raison. C'est ainsi que, soit par l'impuissance d'une métaphysique purement négative, soit par la dépravation d'une doctrine sophistique, les écoles philosophiques du siècle dernier étaient entraînées à des erreurs morales analogues à celles de l'école d'Epicure. Rien ne prouve mieux qu'un tel résultat la destination purement temporaire de la philosophie métaphysique, qui n'a fait que détruire sans pouvoir organiser les plus simples relations humaines. Mais cette inaptitude ne doit pas faire oublier

[redacted]

la déchéance de la philosophie théologique. Si l'une a perverti la morale, l'autre n'a pas su la préserver, et a fait rejaillir sur la morale le discrédit de la théologie.

Nous avons enfin terminé l'analyse du mouvement révolutionnaire qui, depuis le quatorzième siècle, pousse l'humanité à sortir du système théologique et militaire. Au temps où nous sommes parvenus, la constitution de ce régime était ruinée dans son principe et dans ses éléments, et réduite à une vaine dictature temporelle, qui suffisait à peine au maintien de l'ordre matériel.

[redacted]

CINQUANTE-SIXIÈME LEÇON

Sommaire. — Développement des éléments propres à l'état positif de l'humanité : âge de la spécialité, ou époque caractérisée par la prépondérance de l'esprit de détail sur l'esprit d'ensemble. Convergence des principales évolutions de la société moderne vers l'organisation d'un régime rationnel et pacifique.

Le régime du moyen âge avait une double destination. D'une part, ses conséquences politiques devaient désorganiser le système théologique et militaire. D'autre part, ses effets intellectuels devaient permettre le développement des nouveaux éléments sociaux. Sous le premier aspect, nous avons apprécié la décadence de ce régime pendant les cinq derniers siècles. Il nous reste à envisager le mouvement de réorganisation, qui, pendant la même période, a préparé la société à un nouveau régime. Après cet examen, nous terminerons notre analyse historique par l'étude de la crise sociale qui dure depuis un demi-siècle.

Il est nécessaire de reculer de deux siècles le terme du moyen âge et le début de l'histoire moderne, qu'on place ordinairement à la fin du quinzième siècle. L'ouverture du quatorzième siècle représente l'époque où le travail organique a commencé à devenir sensible. Par une coïncidence trop peu sentie, les principaux éléments de notre civilisation concourent à fixer à cette époque l'origine de l'histoire moderne.

Rien n'est moins douteux au point de vue de l'essor industriel, qui fut alors caractérisé par l'admission légale des

communes au nombre des éléments du système politique, dans les diverses parties de l'Europe. Ce symptôme est confirmé par un autre témoignage historique. Il s'agit des immenses insurrections qui, dans presque tous les pays, surtout en France et en Angleterre, manifestèrent alors la puissance naissante des classes laborieuses contre les pouvoirs qui leur étaient opposés. En même temps commença en Italie l'institution des armées soldées, qui marque un grand progrès dans la vie industrielle des peuples modernes. En outre, le développement de l'activité commerciale coïncidait avec diverses innovations destinées à fixer une ère nouvelle, entre autres l'usage de la boussole et l'introduction des armes à feu.

A la même époque remonte le point de départ du développement esthétique des sociétés actuelles. Il est inutile d'en reporter l'analyse historique au delà de l'admirable élan poétique de Dante et de Pétrarque. Une pareille appréciation s'applique à tous les arts, surtout à la peinture et à la musique.

Le mouvement scientifique n'a pu manifester aussi promptement son caractère. Néanmoins la philosophie naturelle a commencé à devenir alors l'objet d'une culture active. On en trouve le témoignage dans l'intérêt qui s'attachait déjà aux études astronomiques, aux explorations chimiques, et même aux observations anatomiques.

Enfin le mouvement philosophique marqua, vers le même temps, la tendance progressive de l'esprit humain à une rénovation complète par la mémorable controverse qui s'éleva entre les réalistes et les nominalistes.

Ainsi le début du quatorzième siècle constitue l'origine du mouvement de recomposition que nous devons apprécier.

Ma théorie du moyen âge explique cette coïncidence entre le point de départ du mouvement organique et celui du mouvement critique. Les nouveaux éléments sociaux ne pouvaient pas se développer d'une manière distincte avant la décomposition spontanée de l'ancien système politique; car jusque-là les forces propres à la *civilisation* moderne étaient trop subalternes, malgré la protection des pouvoirs prépondérants. En outre, l'identité des points de départ de ces deux mouvements résulte de leur subordination aux mêmes causes envisagées sous l'un et l'autre aspect. En effet, la décomposition spontanée du régime catholique et féodal a commencé dès que, par l'accomplissement de leur office temporaire, ses divers éléments ont perdu le but de leur activité et le seul frein capable de contenir leur opposition mutuelle. Or ces conditions conduisent à assigner la même origine au mouvement de recomposition. Quand le système des guerres défensives a été assez réalisé pour ôter à l'activité militaire toute grande destination, l'énergie pratique s'est reportée sur le mouvement industriel. De même, dans l'ordre spirituel, après le plein développement, pendant le douzième et le treizième siècle, de l'influence politique de la philosophie monothéiste, la théologie avait perdu la propriété d'inspirer un attrait suffisant aux puissantes intelligences, qui préféraient alors embrasser les carrières esthétiques ou scientifiques.

Après avoir déterminé un tel point de départ, nous devons indiquer l'ordre qu'il convient d'établir entre les quatre évolutions simultanées dont se compose le travail de recomposition des cinq derniers siècles.

Le développement de la civilisation est résulté de séries partielles d'efforts spontanés, caractérisés par un instinct de spécialité exclusive; mais la connexité de ces évolutions.

n'en a pas moins exercé son influence. Le principe de cette influence est conforme à celui des relations statiques : il se réduit à l'extension, à la fois intellectuelle et sociale, de la loi hiérarchique relative à la classification des diverses sciences, d'après la généralité et la simplicité de leurs phénomènes. Cette base de coordination n'est pas limitée à l'enchaînement des conceptions spéculatives; elle s'applique aussi à tous les modes de l'activité, pratique ou théorique, individuelle ou collective.

Malgré la variété et l'incohérence qui semblent régner entre les éléments de la civilisation, nous devons concevoir les travaux humains comme disposés suivant une série linéaire, comprenant depuis les moindres opérations matérielles jusqu'aux plus sublimes spéculations esthétiques, scientifiques ou philosophiques. La progression ascendante de cette série présente un accroissement continu de généralité et d'abstraction dans le point de vue correspondant à chaque genre de travail. La succession descendante offre l'arrangement inverse des différentes professions selon la complication de leur objet immédiat et l'utilité de plus en plus directe de leurs actes journaliers.

Les premiers rangs de cette hiérarchie sont caractérisés par une participation plus éminente et plus étendue, mais moins complète, moins certaine même, et qui en effet avorte souvent. Les rangs inférieurs compensent ce que leur nature offre de plus subalterne et de plus restreint par la plénitude, la soudaineté et l'évidence de leurs services. Comparées sous l'aspect individuel, ces diverses classes de travailleurs manifestent une prépondérance croissante des plus nobles facultés de l'homme. Car l'abstraction et la généralité des pensées, ainsi que l'aptitude à poursuivre plus loin leurs combinaisons rationnelles,

constituent les principaux indices de la supériorité de l'homme sur les animaux. A cette inégalité intellectuelle correspondent, sous l'aspect social, une concentration plus complète et une solidarité plus intime, à mesure que les travaux deviennent accessibles, en vertu de leur difficulté plus grande, à de moins nombreux coopérateurs. En même temps, leur accomplissement exige une moindre multiplicité d'organes. Il doit en résulter, à raison de relations plus fréquentes, un développement plus vaste, quoique moins intense, de la sociabilité, qui au contraire, dans la hiérarchie descendante, tend à se réduire à la vie domestique.

Cette hiérarchie présente entre ses innombrables éléments une succession pour ainsi dire continue donnant lieu à des transitions presque insensibles. Néanmoins son unité ne l'empêche pas de comporter et même d'exiger des divisions fondées sur le groupement régulier des divers modes d'activité. La première et la plus importante résulte de la distinction entre la vie active et la vie spéculative, que nous avons appliquée jusqu'ici, sous les noms d'ordre temporel et d'ordre spirituel, à l'état préliminaire de l'humanité. Dans l'emploi de ce principe, il est ordinairement inutile de subdiviser l'ordre temporel, qui exprime l'action de l'homme sur la nature. Mais il est indispensable de décomposer l'ordre spirituel en deux autres, suivant que la spéculation prend le caractère esthétique ou le caractère scientifique. On arrive ainsi à partager, dans le sens de la série ascendante, la hiérarchie positive en trois ordres fondamentaux, l'ordre industriel ou pratique, l'ordre esthétique ou poétique, l'ordre scientifique ou philosophique.

Ces trois éléments de la civilisation représentent des besoins universels et des aptitudes communes, malgré

[redacted]

leur intensité différente. Ils correspondent aux trois aspects généraux sous lesquels l'homme peut envisager chaque sujet successivement considéré comme *bon*, par rapport à l'utilité que son intervention peut en retirer ; ensuite comme *beau*, relativement au sentiment de perfection idéale que sa contemplation peut lui suggérer ; enfin comme *vrai*, eu égard à ses relations avec l'ensemble des phénomènes, abstraction faite de toute application aux intérêts et aux émotions de l'humanité. Suivant la théorie de l'organisme cérébral, les trois régions principales du cerveau agissent sans doute avec synergie dans toute opération de quelque importance, industrielle, esthétique ou scientifique. Néanmoins, d'après la théorie de Gall, l'homme vulgaire est surtout poussé à poursuivre l'utilité pratique immédiate par la prépondérance des penchants propres à la région postérieure. L'activité des sentiments particuliers à la région moyenne dispose d'heureux naturels à concevoir une perfection idéale. Enfin, sous l'impulsion des facultés de la région antérieure, se manifeste le goût de quelques esprits d'élite pour la recherche de la vérité abstraite. Telle est la série qui constitue la base de toute analyse de la civilisation moderne.

Cette classification étant destinée, dans la leçon actuelle, à un usage purement historique, il est nécessaire d'y ajouter une dernière subdivision, qui convient surtout au développement accompli depuis le quatorzième siècle. A l'égard du plus abstrait des nouveaux éléments sociaux, j'ai employé indifféremment les qualifications de scientifique ou de philosophique, qui à mon gré sont équivalentes, et dont la diversité tend à disparaître à mesure que la science devient plus philosophique et la philosophie plus scientifique. L'avenir réduira l'ensemble de la hiérarchie sociale à la triple série que je viens d'esquisser.

Mais, cette tendance n'étant pas jusqu'ici prépondérante, notre analyse ne serait ni assez exacte, ni assez précise, si nous n'y distinguions pas l'ordre scientifique de l'ordre philosophique, que nous envisagerons comme un quatrième élément de la hiérarchie ascendante. Cette obligation résulte, d'une part, de l'esprit de spécialité qui, jusqu'à notre siècle, a présidé au développement des sciences, et qu'une aveugle routine prolonge aujourd'hui ; d'autre part, du caractère vague et équivoque d'une philosophie encore métaphysique. En un mot, notre époque continue à subir la division qui fut instituée par les écoles grecques, il y a vingt siècles, entre la philosophie naturelle et la philosophie morale, et qui a été un expédient nécessaire à l'évolution intellectuelle. Cette séparation provisoire a été surtout prononcée pendant les cinq derniers siècles, en vertu du développement de la philosophie naturelle et des transformations de la philosophie morale. Tel est le motif qui nous oblige à composer de quatre éléments la hiérarchie positive.

L'ordre statique des nouveaux éléments sociaux détermine la loi de leur développement en fixant l'ordre dynamique de leurs quatre évolutions partielles. En effet, si on reproduit, au point de vue dynamique, les considérations que j'ai indiquées au point de vue statique, on reconnaît aisément qu'elles s'appliquent à la succession qui s'est accomplie dans l'ordre des travaux humains. Une appréciation plus spéciale conduit à constater que, dans l'évolution préparatoire, la série a été jusqu'ici ascendante.

D'après la définition d'une telle hiérarchie sociale, il est évident que le développement de chacun des éléments principaux tend à provoquer celui des autres. Il est inutile de faire ressortir l'influence qu'exercent continuellement l'une sur l'autre l'évolution scientifique et l'évolution

industrielle. La suite de notre analyse historique en indiquera les conséquences. La connexité de l'évolution esthétique avec chacune des évolutions extrêmes est appréciée jusqu'ici d'une manière moins convenable. La théorie positive de la nature humaine montre que, dans l'ensemble de l'éducation individuelle ou collective, le développement esthétique doit succéder au développement pratique ou industriel, et préparer l'évolution scientifique ou philosophique.

On peut hésiter sur le sens ascendant ou descendant de l'ordre des quatre évolutions partielles, lorsqu'on néglige de distinguer l'ébauche de chaque élément d'avec son incorporation au système de la civilisation moderne. Mais, en ayant égard à cette différence, il ne peut rester aucun doute sur le sens ascendant d'une telle série pendant les cinq derniers siècles. Le développement industriel constitue le principal contraste des sociétés modernes avec celles de l'antiquité. L'évolution esthétique et l'évolution scientifique ont été, chez les modernes, postérieures à l'évolution industrielle, et caractérisent beaucoup moins notre civilisation. C'est la prépondérance de la vie industrielle sur la vie militaire qui distingue aujourd'hui l'élite de l'humanité. C'est aussi la source de tous ses autres attributs et le moteur de son mode d'éducation sociale. Considérée à un point de vue secondaire, l'industrie s'élève, par son perfectionnement graduel, jusqu'à l'évolution esthétique, surtout en ce qui concerne les arts géométriques. C'est l'industrie qui a imprimé à l'esprit scientifique des modernes la positivité qui le caractérise, et qui a transformé l'esprit philosophique. On ne peut donc méconnaître la direction ascendante du développement des nouveaux éléments sociaux.

Il ne peut plus rester de difficulté que relativement à

l'ordre de l'évolution esthétique et de l'évolution scientifique, qui, toutes deux postérieures à l'évolution industrielle, semblent n'avoir pas observé entre elles une loi de succession aussi fixe. Dans la plupart des cas, la première, il est vrai, a eu lieu suivant la règle générale. Mais l'exemple de l'Allemagne présente une objection; car l'essor scientifique y a précédé l'essor esthétique par un concours de circonstances exceptionnelles. Pour expliquer une semblable anomalie, il faut apprécier la marche de la civilisation moderne, non pas chez une seule nation, mais chez tous les peuples qui ont participé au mouvement de l'Europe occidentale, c'est-à-dire en Italie, en France, en Angleterre, en Allemagne et en Espagne. Ces cinq nations, dont Charlemagne a achevé de constituer la synergie, ont formé, dès le milieu du moyen âge, malgré d'immenses diversités, un peuple unique, soumis au régime catholique et féodal, et assujetti, depuis cette époque, aux mêmes transformations. Une semblable considération circonscrit le théâtre de cette phase sociale, et résout la difficulté précédente en présentant l'évolution scientifique comme postérieure à l'évolution esthétique. Rien n'est plus évident pour l'Italie, où le développement esthétique succède si nettement au développement industriel, et prépare le mouvement scientifique.

Si l'on étudie, dans l'ensemble du passé, l'origine des évolutions des divers éléments sociaux, on trouvera une marche inverse. La civilisation ancienne, issue d'un état théocratique, a procédé du principe le plus général pour descendre aux applications particulières. La philosophie s'est développée la première, chez les anciens, sous la forme théologique, seule possible à un tel âge. Ensuite est venue la science, avec un caractère analogue, après sa séparation du tronc commun de la théocratie. Enfin s'est

montré l'art, qui a été longtemps un simple auxiliaire de l'action théocratique. Quant à l'élément industriel, il était étouffé sous l'esclavage des travailleurs. Un semblable mouvement du général au particulier ou de l'abstrait au concret a déterminé le développement intérieur de chaque élément de la civilisation moderne. L'ordre ascendant et l'ordre descendant de la hiérarchie positive ont donc concouru à régler l'évolution organique des cinq derniers siècles, l'un pour la progression générale, l'autre pour chacune des progressions particulières.

Après avoir apprécié, dans ce préambule, l'origine et l'ordre de succession de la série positive, nous allons examiner chacune des évolutions en commençant par l'évolution industrielle.

Il faut d'abord expliquer comment cet élément social, étranger à l'antiquité, a surgi de l'organisme catholique et féodal. Cette heureuse transformation a donné lieu à des opinions erronées qui attribuent une importance exagérée à des causes purement accessoires. Les plus sages tentatives d'explication appartiennent à l'école écossaise; cependant aucun partisan de cette école, pas même le judicieux Robertson, n'a pu s'affranchir des préjugés de la philosophie négative, soit protestante, soit déiste.

Nous devons ensuite rappeler l'importance de la substitution du servage à l'esclavage antique. Cette substitution eut lieu sous l'influence du catholicisme, imposant d'universelles obligations morales, et de la conversion du système conquérant en système défensif, qui caractérise l'état féodal. Ce changement constitue, dès l'origine du moyen âge, un degré primitif d'incorporation de la population agricole à la société générale, où jusqu'alors elle n'avait figuré qu'à la manière des animaux domestiques. Le cultivateur, ainsi fixé à la terre en un temps où les possessions

[redacted]

territoriales devenaient plus stables, a commencé à acquérir des droits sociaux, d'abord le plus élémentaire de tous, celui de former une famille.

Une telle amélioration, origine de l'émancipation civile, me fait placer dans les campagnes, contrairement à une opinion presque unanime, le siège initial de l'affranchissement populaire, analysé dans ses premiers éléments historiques. Ce phénomène social se rattache à la prédilection des chefs féodaux pour la vie agricole et au noble spectacle qui fut offert, surtout au début du moyen âge, par tant d'ordres monastiques consacrant les mains les plus vénérées à des travaux précédemment avilis.

Le régime du moyen âge tendait à répartir uniformément la population, même dans les plus défavorables localités, par une influence intérieure analogue à l'action qu'il exerçait au dehors en interdisant les invasions pour établir des populations sédentaires dans les plus stériles contrées de l'Europe. Les grands travaux publics destinés, sur tant de points, à améliorer un séjour dont les inconvénients ne pouvaient plus être évités par l'émigration remontent à cette époque, où la miraculeuse existence de Venise, et surtout celle de la Hollande, ont commencé à devenir possibles, grâce à d'opiniâtres efforts auprès desquels les plus fastueuses opérations de l'antiquité ne sont que secondaires.

L'influence du régime catholique et féodal a partout établi ce premier degré d'émancipation populaire, qui ne pouvait que préparer l'abolition de tout esclavage personnel. On a presque toujours confondu cet affranchissement individuel avec la formation des communes industrielles, sur laquelle l'attention s'est exclusivement fixée. La phase intermédiaire qui a suivi l'institution du servage constitue

la partie la plus obscure de l'histoire du moyen âge. C'est alors que s'est opérée dans tout l'Occident européen une seconde transformation, qui, par l'ensemble de ses conséquences, marque la différence la plus décisive entre la sociabilité moderne et celle de l'antiquité. Cette deuxième période, qui s'étend du commencement du huitième siècle à celui du onzième, est l'époque d'une dernière préparation indispensable à cette vie industrielle, dont le développement suivit l'abolition de la servitude populaire.

L'esclavage des travailleurs avait rempli un double office : d'une part, il avait permis à l'activité militaire d'accomplir sa destination dans l'évolution sociale ; d'autre part, il avait organisé le seul moyen d'éducation susceptible de surmonter l'antipathie primitive de l'homme pour tout travail régulier. Or le système de servitude qui convenait le mieux sous le premier aspect n'était pas le plus efficace sous le second. Ces deux opérations, indispensables au développement humain, ne pouvaient être réalisées que l'une après l'autre. La première avait été dignement accomplie sous le régime romain ; mais l'esclavage antique était trop éloigné de la vraie situation industrielle pour pouvoir y conduire sans une transition spéciale. Les affranchissements privés, si multipliés depuis l'abaissement de l'aristocratie sénatoriale, ne pouvaient produire une émancipation décisive au milieu d'une continuelle affluence de nouveaux esclaves. Le système militaire du moyen âge, en faisant prévaloir le nouveau genre d'assujettissement personnel correspondant à la dispersion des chefs parmi les populations soumises, a organisé l'initiation des inférieurs à la vie industrielle. Il a offert à chaque serf un point de départ déterminé, d'où, en suivant une marche uniforme, très lente, mais légitime, il pouvait toujours espérer de s'élever à l'indépendance individuelle.



Du reste, les conditions de rachat, le plus souvent très modérées, qui lui étaient imposées étaient la garantie de l'efficacité d'un semblable progrès. Elles prouvaient que l'affranchi avait contracté des habitudes de modération et de prévoyance qui permettaient de livrer à sa seule responsabilité la direction de sa conduite, sans aucun danger pour lui-même ni pour la société.

Dès l'origine du servage, le catholicisme avait fait participer les inférieurs à la religion des supérieurs, et par conséquent au degré d'éducation morale qui en résultait. Il avait donc établi partout une sanction permanente pour les droits du serf, et imposé envers lui des obligations régulières. De plus, il avait toujours proclamé, d'une manière plus ou moins explicite, l'affranchissement volontaire comme un devoir chrétien. La célèbre bulle d'Alexandre III sur l'abolition générale de l'esclavage dans la chrétienté ne fut que la consécration, d'ailleurs un peu tardive, d'un usage qui, depuis plusieurs siècles, n'avait cessé de se propager sous l'impulsion catholique.

A partir du sixième siècle, l'influence du catholicisme sur les nouveaux chefs temporels fait croître la pratique des affranchissements personnels accordés simultanément à tous les habitants d'une même localité. La touchante cérémonie destinée à de semblables concessions est un naïf témoignage de la part qu'y prenait le sacerdoce. Une telle influence ne tenait pas uniquement à l'esprit de la morale religieuse, qui, malgré des doctrines équivalentes au point de vue abstrait, n'a pas montré ailleurs la même efficacité. Elle a été surtout réalisée par l'admirable organisation du catholicisme, sans laquelle de vagues prescriptions morales auraient été insuffisantes. Le clergé, qui se recrutait à tous les degrés de l'échelle sociale, surtout parmi les rangs inférieurs,

était antipathique à tout régime de caste, et favorisait l'essor des classes laborieuses.

La condition agricole était alors moins onéreuse que la condition manufacturière et commerciale des bourgs ou des villes. La dissémination des agriculteurs et la nature plus empirique de leurs travaux journaliers y retardait l'entière émancipation personnelle, ainsi que la faculté d'y parvenir. La résidence des chefs féodaux au milieu d'eux y adoucissait les rigueurs de la servitude, et, en éloignant le désir de la libération, la rendait ensuite plus difficile, quand les maîtres voulaient réellement l'empêcher. Aussi est-ce surtout par la réaction continue des villes, quand l'établissement des communes y eut permis un plein développement industriel, que, pendant le douzième et surtout le treizième siècle, les cultivateurs se sont trouvés peu à peu affranchis sur tous les points importants de l'Occident européen. A ce sujet, je me borne à renvoyer le lecteur à la lumineuse explication qui a été présentée par Adam Smith, d'après l'aperçu de Hume.

En appliquant en sens inverse les indications précédentes, on reconnaît que la libération personnelle devait commencer dans les villes et dans les bourgs, où le servage était rendu plus onéreux par l'éloignement habituel du maître, qui livrait la multitude au pouvoir tyrannique d'un agent subalterne. Si un tel motif stimulait le besoin d'affranchissement, l'agglomération des populations en facilitait les voies. Mais une cause plus profonde et plus générale, quoique méconnue jusqu'ici, rattache l'inégalité qui s'est produite entre l'évolution des villes et celle des campagnes à la nature de leurs travaux respectifs, d'après un simple prolongement du principe de la hiérarchie positive. En effet, ce principe, appliqué à l'organisation industrielle, conduit à distinguer, dans l'ordre ascendant, les industries agri-



coles, manufacturières et commerciales, dont la comparaison donne lieu à des différences analogues à celles que nous avons déjà indiquées entre les éléments de la civilisation moderne. La nature plus abstraite et plus indirecte de l'industrie des villes, l'éducation plus spéciale qu'elle exige, la moindre multiplicité de ses agents, leur accord plus facile et même habituellement indispensable à leurs travaux, enfin la liberté plus grande que supposent leurs opérations, constituent un ensemble de causes qui explique la libération plus hâtive des classes correspondantes. Par suite des mêmes motifs, le mouvement d'émancipation personnelle a eu lieu dans l'industrie commerciale plus tôt que dans l'industrie manufacturière. En procédant à un nouveau degré d'analyse, on trouverait que le commerce le plus anciennement affranchi a dû être celui dont les opérations sont les plus abstraites et les plus indirectes, c'est-à-dire le commerce des valeurs, dont les agents primitifs étaient habituellement des Juifs, dispensés d'un servage régulier qui les eût incorporés à la société chrétienne. L'histoire industrielle du moyen âge indique la vérification que cette loi reçoit en Italie de la précocité des villes commerçantes, telles que Florence, Gênes, Pise, et à leur tête Venise. Une pareille remarque s'applique aussi aux éléments de la grande ligue hanséatique, ainsi qu'à la Flandre.

Cette période du mouvement d'émancipation étant la plus importante, son analyse nous permettra de procéder plus rapidement à l'examen de la période suivante, qui comprend l'évolution collective si célèbre sous le nom d'affranchissement des communes, et qui, malgré d'innombrables études, est jusqu'ici mal appréciée. En effet, on n'y conçoit pas assez la participation du régime
lique et féodal en accordant trop d'influence à

accidentelles, et surtout on l'envisage trop isolément de la période précédente, dont elle n'a été qu'un complément indispensable. Quand on considère, suivant l'usage dominant, la lutte politique des grandes masses sociales, l'ère des communes constitue un point de départ au delà duquel il serait inutile de remonter. Mais lorsque, suivant l'esprit de notre analyse, on étudie le mouvement, pour ainsi dire moléculaire, qui, depuis le moyen âge, a régénéré la société, l'affranchissement des communes ne fait que compléter l'émancipation personnelle en y ajoutant le degré d'indépendance politique nécessaire à sa pleine réalisation.

Si l'on se reporte à l'explication de la libération plus hâtive des habitants des villes, on verra que les mêmes motifs généraux exigeaient, eu égard à l'état social correspondant, que la liberté individuelle y fût accompagnée d'une certaine liberté collective, sans laquelle l'activité industrielle n'aurait pu prendre un essor décisif. Aussi l'établissement des communes succéda-t-il presque aussitôt à la libération urbaine, et la première moitié du onzième siècle constitue-t-elle l'époque du passage de la libération individuelle à l'affranchissement collectif. Le régime du moyen âge tendait à favoriser un tel progrès indépendamment de toutes les circonstances. L'organisme féodal se prêtait à l'admission des communautés industrielles parmi les nombreux éléments dont sa hiérarchie était composée. Le clergé catholique était encore plus favorable à une telle émancipation, même en faisant abstraction de toute impulsion chrétienne; car la politique sacerdotale y voyait un moyen de consolider son pouvoir en n'attendant de ces nouvelles classes qu'une respectueuse reconnaissance.

Pour achever de fixer les notions relatives à la naissance

de l'élément industriel, il convient d'ajouter que l'émancipation, personnelle ou collective, depuis l'établissement du servage jusqu'à l'abolition de toute sujétion, même agricole, a coïncidé avec le système des grandes guerres du moyen âge. Les deux phases que nous venons d'apprécier correspondent aux deux séries de luttes déjà indiquées. La libération personnelle s'est accomplie pendant la durée des expéditions défensives, commençant à Charles Martel et finissant à la conquête de l'Angleterre par les Normands. L'affranchissement des communes, y compris ses conséquences, suivant la théorie de Hume et d'Adam Smith pour la libération des campagnes, s'est opérée au temps des croisades.

Pour bien apercevoir dans cette évolution décisive la participation du régime politique correspondant, il suffit de remarquer que l'extension territoriale en est circonscrite par les limites de l'organisme catholique et féodal. En sens inverse, on ne trouve rien d'équivalent hors d'une telle sphère, ni sous le régime monothéiste musulman, ni même sous le monothéisme byzantin. Il est aisé de reconnaître que le mouvement d'émancipation a été plus rapide en Italie, c'est-à-dire au point même où la puissance d'un tel organisme était la plus complète. Les causes temporelles qu'on assigne à cette accélération en la faisant provenir de l'affaiblissement du pouvoir impérial ne suffisent pas à l'expliquer. L'influence catholique se manifeste d'ailleurs plus directement dans les efforts que firent les papes pour dissiper les haines qui s'opposaient à la formation des communautés industrielles. La politique de ces communautés fut longtemps dirigée par les principaux ordres religieux. En ce qui concerne l'impulsion féodale, les célèbres villes hanséatiques s'élevèrent sous la protection impériale. Leur correspondance avec

[redacted]

les villes italiennes par l'intermédiaire des villes flamandes compléta bientôt une organisation industrielle qui comprenait, d'une part, tout le bassin de la Méditerranée, d'autre part, l'Océan et le nord de l'Europe.

L'introduction sociale de l'élément industriel étant ainsi rattachée à l'ensemble du passé, il s'agit d'apprécier d'une manière abstraite les principaux attributs de ce nouvel élément en signalant toutefois ses vices essentiels.

La transformation qui vient d'être indiquée constitue, au point de vue individuel, la plus profonde révolution temporelle; car elle a changé le mode normal de l'existence humaine. Si, douze siècles auparavant, on avait annoncé aux philosophes grecs l'abolition de l'esclavage et l'assujettissement de l'homme libre à un travail réputé servile, les plus hardis penseurs n'auraient pas hésité à proclamer l'absurdité d'une pareille utopie, dont rien ne leur indiquait le fondement. Par cette immense régénération, l'humanité a terminé son âge préliminaire et commencé son âge définitif en ce qui concerne l'existence pratique.

La conception la plus philosophique de cette évolution consiste à y mesurer le progrès d'après l'influence des facultés caractéristiques de l'humanité sur les tendances de son animalité. La série sociale se présente comme un prolongement de la série animale. Substituée à la vie guerrière, la vie industrielle a élevé d'un degré le type de l'homme social. En effet, l'usage de l'intelligence pour la conduite pratique est plus prononcé dans la vie industrielle des modernes que dans la vie militaire des anciens. L'émancipation des classes laborieuses a organisé l'exercice le mieux adapté à la médiocrité intellectuelle de l'immense majorité des hommes. L'influence de l'instinct social sur



l'intérêt personnel a été augmentée dans l'existence industrielle des modernes, qui est devenue compatible avec une bienveillance universelle. Chacun peut considérer ses travaux journaliers comme destinés autant à l'utilité commune qu'à son propre avantage. L'ancien mode d'existence développait, au contraire, les passions haineuses au milieu même du plus noble dévouement. A la vérité, le rétrécissement de l'intelligence inhérent à une excessive division du travail et le développement de l'égoïsme par la préoccupation trop exclusive des intérêts privés ont jusqu'ici neutralisé ces heureuses propriétés. Mais de tels inconvénients tiennent surtout à ce que l'industrie n'a encore été que spontanée, et qu'elle n'a pas reçu une systématisation rationnelle.

Les qualités sociales de l'activité militaire doivent être attribuées à sa puissante organisation, dont l'équivalent n'existe pas encore dans l'industrie. Qu'est-ce, en effet, que l'ardeur guerrière considérée en dehors de toute discipline morale et de toute destination sociale? Ce n'est qu'une combinaison de la haine du travail avec l'instinct d'une brutale autorité. Il en résulte une impulsion plus nuisible et non moins ignoble que celle qu'on a tant reprochée aux cupidités industrielles. Les immenses services qui ont été retirés de la régularisation d'un tel mobile, par cela seul que chez les moindres agents il a été investi d'un caractère d'utilité publique, devraient faire penser qu'il serait possible d'atténuer les vices du mobile industriel, qui a été abandonné jusqu'ici à l'aveugle direction des intérêts privés. Mais cette lacune n'a pas empêché, depuis le moyen âge, la vie industrielle de provoquer, même dans les derniers rangs de la société, une sympathie supérieure à celle qui existait précédemment.

L'influence de cette transformation sur les relations do-

mestiques a été immense. Les douces joies de la famille sont enfin devenues accessibles à la classe la plus nombreuse, après avoir été, chez les anciens, interdites aux esclaves et peu goûtées de la caste libre, entraînée par les bruyantes émotions de la place publique et des champs de bataille. En outre, l'existence industrielle a pu améliorer les relations de famille en assimilant davantage les occupations des deux sexes et en diminuant la dépendance des enfants envers leurs parents.

Après avoir indiqué comment l'affranchissement de l'industrie a rendu meilleur le caractère de l'homme et perfectionné la constitution domestique, il nous reste à en considérer les propriétés sociales.

L'évolution industrielle a complété chez les modernes l'abolition du régime des castes en opposant à l'antique prestige de la naissance la rivalité de la richesse acquise par le travail. L'organisme catholique avait ébauché ce progrès en supprimant l'hérédité du sacerdoce, et en fondant la hiérarchie spirituelle sur le principe de la capacité. Le mouvement industriel a réalisé ensuite, à sa manière, jusque dans les moindres fonctions sociales, une transformation équivalente. Si l'on combine une telle propriété avec la diversité croissante des occupations, on pourra concevoir l'action permanente de la civilisation moderne pour perfectionner, par les seules voies temporelles, l'ensemble du classement social en établissant une plus exacte harmonie entre les aptitudes et les destinations.

L'influence de l'évolution industrielle sur le caractère des transactions sociales a consisté dans sa tendance pratique à faire prévaloir le principe de la conciliation des intérêts sur l'esprit, d'abord hostile, ensuite litigieux, qui dominait précédemment dans les opérations privées. La

législation indépendante qui, au moyen âge, appartenait aux communautés industrielles nous a laissé un témoignage de cette disposition dans les règlements et les tribunaux de commerce, qui furent établis sous les sages inspirations des négociants hanséatiques. Leur marche offre un contraste décisif avec celle des autres juridictions. Je dois indiquer un autre attribut de l'esprit industriel qui est relatif à son mode de discipline sociale. L'aversion primitive de l'homme pour la vie laborieuse permettait difficilement de prévoir que le désir d'un travail permanent constituerait un jour le vœu de la majorité des hommes libres, et que la concession ou le refus du travail deviendrait la base de l'action disciplinaire, préventive ou même coercitive. Cette tendance des sociétés industrielles a besoin, comme toutes les autres, d'être régularisée. Mais son influence n'en a pas moins réalisé, depuis le moyen âge, un notable progrès sur le principe militaire, où la douleur et la mort sanctionnent toute subordination.

Enfin l'évolution industrielle a modifié les plus vastes relations sociales et, dès le moyen âge, elle a rapproché tous les peuples, malgré les diverses causes d'antipathie nationale. On en voit surtout un exemple en Angleterre, où l'esprit d'égoïsme n'a pu, dans les cas les plus favorables à son influence, entraver entièrement les dispositions pacifiques pour les nations rivales.

En reprenant maintenant notre analyse historique pour envisager, à partir du quatorzième siècle, le développement de la puissance industrielle, nous devons d'abord déterminer sa position à l'égard des anciens pouvoirs sociaux et la direction de son mouvement. Nous considérerons surtout l'industrie urbaine.

La politique qui a été inspirée aux classes laborieuses

par leur heureux instinct, dès leur entier affranchissement, a été surtout distinguée par les deux attributs suivants. Elle a eu pour caractère la spécialité et pour condition la liberté, c'est-à-dire que les nouvelles forces ont concentré leur ambition sur leur développement en s'abstenant de prendre à la haute gestion des affaires publiques aucune autre part que celle qu'exigeait la libre activité de l'industrie. C'est en effet comme seule garantie de cette liberté que l'indépendance des communes a conservé longtemps une importance fondamentale. Il faut attribuer aussi la même destination à l'existence, d'abord si tutélaire, bien que plus tard oppressive, de ces corporations spéciales qui, dans chaque communauté urbaine, unissaient particulièrement les citoyens de chaque profession, et sans lesquelles la sécurité du travail individuel eût été souvent compromise. Ces corporations avaient, en outre, une utile influence morale pour prévenir l'inconstance qui pouvait pousser à des changements de carrière trop désordonnés.

On doit, contrairement à l'opinion commune, regarder comme favorable la compression que le système militaire et théologique a d'abord exercée sur l'industrie. Une telle situation, dont la durée indéfinie aurait été désastreuse, était nécessaire au développement des mœurs industrielles. Cette nécessité s'est fait sentir dans les animosités mutuelles et dans les agitations intestines par lesquelles la plupart des villes italiennes, sauf la sage Venise, compensèrent si douloureusement, au treizième et au quatorzième siècle, les avantages qu'elles avaient retirés d'une moindre compression politique. Les principales villes suisses durent plus tard à une cause semblable les abus inhérents à leur domination trop oppressive sur les campagnes environnantes, qui semblaient

n'avoir fait que changer de maîtres. Les cités hanséatiques avaient une situation plus favorable. En effet, à raison même des obstacles apportés à leur essor politique, elles échappèrent heureusement à ces stériles perturbations. La vie industrielle s'y développa plus rapidement qu'au sein des grandes organisations féodales, comme celles de la France et de l'Angleterre. C'est ainsi que, dans l'ensemble de l'Europe, les entraves que le régime correspondant semble avoir présentées au nouvel élément temporel ont été, au contraire, des conditions favorables à son évolution.

Après avoir apprécié la situation primitive de l'élément industriel dans l'ancien organisme, nous allons en étudier les rapports avec chacun des principaux pouvoirs.

L'essor industriel reçut de la puissance catholique un accueil particulièrement favorable, par suite de sa conformité avec l'esprit de la constitution spirituelle et avec les besoins de la force ecclésiastique dans son antagonisme politique. Mais cet accord, d'abord inhérent à la destination sociale du pouvoir spirituel, y était altéré dès l'origine par d'inévitables oppositions tenant à la nature théologique de la philosophie correspondante. Le catholicisme ne pouvait subir, sans se dénaturer, aucune modification morale en rapport avec une situation qui n'avait pas été prévue. C'est ainsi que les déclamations du clergé contre l'intérêt des capitaux, tout en ayant pu tempérer une ignoble cupidité, n'ont pas tardé à devenir nuisibles aux opérations industrielles en y entravant des transactions indispensables, et en provoquant des extorsions exorbitantes.

Ces considérations expliquent pourquoi les classes laborieuses, tout en accueillant avec respect l'intervention du clergé dans leurs affaires générales, éprouvaient cependant

une prédilection instinctive pour le pouvoir temporel, qui ne leur inspirait la crainte d'aucune opposition systématique. Les travailleurs considéraient les nobles comme offrant par leur luxe un stimulant à la production, et comme constituant par la supériorité de leur éducation les meilleurs types du perfectionnement individuel. Sous l'un et l'autre aspect, les mœurs féodales, abstraction faite de l'utilité de leur mission guerrière, ont exercé, pendant plusieurs siècles, une heureuse influence sur le développement de l'industrie. La production des objets destinés au plus grand nombre n'a constitué que beaucoup plus tard un aliment suffisant à l'activité commerciale ou manufacturière. La supériorité sociale et la richesse héréditaire entretenaient dans les classes féodales une généralité de vues et une générosité de sentiments qui devaient paraître aux classes industrielles de dignes sujets d'imitation. A ce double titre, les grandes fortunes patrimoniales constitueront toujours la source d'une influence susceptible des plus heureux résultats pour l'amélioration de la condition humaine.

Malgré les avantages que les classes laborieuses pouvaient retirer de leurs relations avec l'élément local de l'ancien organisme temporel, leurs sympathies devaient presque toujours se tourner vers l'élément central. En effet, l'industrie trouvait chez le pouvoir royal la réalisation des conditions précédentes sans aucune source de collisions. Les charges pécuniaires ne pouvaient paraître fort onéreuses à des populations qui étaient disposées, par un long usage antérieur, à regarder comme favorable la faculté de convertir ainsi leurs divers embarras sociaux.

Telle était, au quatorzième siècle, la situation du nouvel élément temporel. La politique qui en résultait pour les classes laborieuses se trouva d'abord, dans les pays les plus

précoces, et surtout en Italie, sous la direction de l'influence ecclésiastique ou nobiliaire. Mais, sans cesser de subir l'action de ces deux éléments étrangers, les intérêts sociaux de l'industrie tombèrent peu à peu sous la direction des légistes. Cette direction fut d'autant plus exclusive que les cités étaient plus indépendantes. Elle était nettement marquée, par exemple, dans cette curieuse classification industrielle qui formait la base de la constitution florentine, où les avocats et les notaires figuraient à la tête de ce qu'on y nommait les grands arts. On conçoit aisément l'influence qu'avait dû acquérir, chez de telles populations, une classe dont les intérêts étaient alors intimement unis aux leurs, et qui seule possédait une certaine généralité dans les conceptions sociales. C'est ainsi que les légistes, déjà investis de la direction temporelle du mouvement de décomposition, ont pareillement obtenu la principale influence dans la partie correspondante de la progression organique. Quelque désastreuse que soit devenue leur influence politique, il ne faut pas oublier qu'elle était indispensable à cette époque ; car, malgré les vices qui lui sont propres, cette classe était alors seule capable de discuter avec les anciens pouvoirs les intérêts généraux de la politique industrielle. En même temps, les classes laborieuses pouvaient ainsi développer plus librement leur activité.

Il nous reste, pour compléter cette appréciation historique, à examiner le mouvement industriel pendant les cinq derniers siècles.

En étudiant, dans la leçon précédente, le cours du mouvement révolutionnaire, nous avons été conduits à partager cette époque en trois phases successives. Cette division s'applique également au mouvement de recomposition.

La première phase, que, dans la série négative, nous

[redacted]

avons jugée la plus importante, conserve la même supériorité dans la série positive. C'est en effet pendant les deux siècles qui se rapportent à la décomposition spontanée du régime catholique et féodal que l'industrie a commencé à établir son influence. La dissolution croissante de l'ordre ancien et sa tendance à la dictature temporelle étaient favorables à l'évolution industrielle, que les divers pouvoirs s'efforçaient de protéger, soit par une sympathie directe, soit pour se ménager l'appui de forces nouvelles. En sens inverse, l'extension de la vie industrielle a préparé la décadence de l'ancien organisme social en ruinant l'antique subordination qui lui rattachait auparavant la majorité des classes inférieures. Les grandes cités, principal foyer de la civilisation, remontent à cette époque, avant laquelle l'importance de Londres, d'Amsterdam et même de Paris était encore si faible.

Parmi les nombreuses institutions qui montrent alors la prépondérance de la vie industrielle sur la vie militaire, je me bornerai à signaler la plus décisive. Il s'agit de l'établissement des armées soldées : temporaires au début de cette phase, elles devinrent partout permanentes vers sa fin. Cette innovation prit naissance en Italie, au commencement du quatorzième siècle, d'abord à Venise, ensuite à Florence; son origine, essentiellement industrielle, est sensible dans son extension ultérieure à tout le reste de l'Occident. Elle manifeste partout l'antipathie croissante des nouvelles populations pour les mœurs militaires, ainsi concentrées dans une minorité dont la proportion n'a pas cessé de décroître, malgré l'agrandissement numérique des armées modernes. Cette institution était nécessaire pour soustraire les classes inférieures à la subordination féodale et les rattacher aux chefs de leurs

travaux journaliers. En outre, l'industrie ruinait l'influence populaire que procurait au clergé son vaste système de charités publiques. La rareté des ouvriers, et spécialement des plus habiles, rendait leur situation plus favorable que de nos jours. Sous quelque aspect qu'on étudie cette phase, on y trouve le germe des progrès qui ont caractérisé les deux phases suivantes. On y voit même, dès le début, l'ébauche du système de crédit public, qui remonte aux efforts de Florence et de Venise vers le milieu du quatorzième siècle. Ces efforts furent bientôt suivis de la vaste organisation de la banque de Gênes, longtemps avant l'origine de l'importance financière de la Hollande et de l'Angleterre.

Si, après avoir apprécié ce que le développement de l'industrie offre d'uniforme dans tout l'Occident, on en considère les principales différences, on trouvera que ces différences coïncident avec celles que la leçon précédente a indiquées pour le mouvement simultané de décomposition temporelle, suivant qu'il a réalisé la prépondérance du pouvoir central, ou celle du pouvoir local. Dans le conflit de la royauté et de la noblesse, l'industrie, partout sollicitée des deux côtés, se prononce le plus souvent pour celle des deux puissances qui, après avoir été d'abord la plus faible, devait ensuite obtenir un ascendant décisif. Cette sagesse spontanée résultait de la prédilection des classes laborieuses pour celui des deux pouvoirs antagonistes qui, à raison de son infériorité primitive, était le mieux disposé à s'assurer leur assistance par des services convenables. C'est ainsi que la force industrielle contracta en France la plus intime alliance politique avec la royauté; en Angleterre, elle se ligua contre le trône avec l'aristocratie féodale. Une telle diversité détermina, sous les deux autres phases, les différences

fondamentales de l'industrie en France et en Angleterre. Le mode anglais a fortifié les habitudes de spécialité qui constituent le vice de l'évolution industrielle. L'esprit français a corrigé cet inconvénient par une direction politique plus élevée et plus systématique. Vers la fin de la même phase, cette différence s'est fait sentir par une institution qui a heureusement influé sur l'industrie. Il s'agit de la création des postes, émanée de la royauté française, et par laquelle Louis XI a montré l'utile intervention d'une influence générale dans le système de l'industrie européenne. L'esprit anglais, au contraire, a souvent poussé la défiance contre toute direction centrale jusqu'à rejeter l'organisation d'une police assez étendue pour garantir la sécurité des grandes villes.

En considérant cette phase à un point de vue plus spécial, on y trouve l'empreinte de la civilisation moderne jusque dans la nature technologique des trois inventions capitales : la boussole, les armes à feu, l'imprimerie.

L'invention de la boussole a précédé d'environ deux siècles le temps que nous examinons. C'est cependant au quatorzième siècle qu'il faut en rapporter l'usage. La lenteur même de ce progrès en montre l'origine dans l'ensemble de la nouvelle situation sociale, qui poussait à étendre et à perfectionner la navigation. Il n'est pas étonnant que de telles nécessités aient déterminé une pareille découverte, en un temps où la philosophie naturelle commençait à être activement cultivée. Quand on voit, de nos jours, des esprits superficiels attribuer au hasard la belle observation d'Œrsted sur l'influence mutuelle de la pile voltaïque et de l'aiguille aimantée, on doit se défier de l'indication d'une même origine attribuée à la boussole.

[redacted]

et même à la propager en fondant de nombreux établissements spéciaux, dont la création eût été plus tardive sans une telle solidarité.

Une semblable appréciation est encore plus indispensable à l'égard de l'imprimerie, qui est restée jusqu'ici l'objet d'une admiration incompatible avec tout examen philosophique. Cette innovation fut, comme les précédentes, un résultat de la situation des sociétés modernes. Dans cette antiquité trop vantée, où, en vertu de l'esclavage et de la guerre, les productions de l'esprit ne pouvaient trouver qu'un petit nombre de lecteurs, le mode de propagation des écrits suffisait aux besoins. Il en fut tout autrement au moyen âge : un nombreux et puissant clergé, naturellement poussé à la lecture, excitait à rendre les transcriptions plus économiques et plus rapides; la scolastique imprimait une énergie nouvelle au mouvement intellectuel; d'avides auditeurs affluaient par milliers dans les principales universités de l'Europe, comme on le voit déjà partout au douzième siècle. L'aisance croissante multipliait les lecteurs, pendant que l'industrie propageait jusqu'aux derniers rangs sociaux le désir et même l'obligation d'une certaine instruction écrite, à laquelle la parole ne pouvait plus suppléer. Il serait superflu d'insister sur le puissant concours de l'essor esthétique, scientifique et philosophique qui caractérise cette première phase de l'évolution moderne. Ainsi, en aucun cas antérieur, les exigences sociales n'avaient pu susciter une tendance vers un nouvel art autant que le fit alors la situation correspondante relativement à l'imprimerie. L'industrie moderne avait manifesté depuis longtemps, par plusieurs créations importantes, son aptitude à substituer les procédés mécaniques à l'usage des agents humains. Quelques siècles

auparavant, l'art typographique avait été préparé par l'invention du papier.

En terminant cet examen, je dois signaler, au sujet de l'imprimerie, une considération inaperçue jusqu'ici, c'est la solidarité que le développement intellectuel a dès lors contractée avec la marche de ce nouvel art. Ses intérêts, respectés par les pouvoirs protecteurs du travail, ont forcé, en plusieurs circonstances, la plus ombrageuse politique à tolérer la libre circulation des écrits, et même à en favoriser la production, pour ne pas tarir une source de richesse publique de plus en plus précieuse. Ce motif, qui eut tant de poids en Hollande, pendant les deux phases suivantes de l'évolution moderne, exerça aussi une notable influence dans tout le reste de l'Europe.

Telle est l'explication historique des trois inventions qui caractérisent la première époque du développement industriel. Aucune de ces inventions n'offrait une assez grande difficulté technologique pour échapper longtemps à une persévérante succession d'efforts intelligents, stimulés par d'impérieuses exigences journalières. Si, comme on l'a tant répété, l'ébauche de ces trois arts fut plus ancienne chez certaines populations de l'Orient asiatique, sans cependant avoir déterminé aucun des résultats sociaux qu'on attribue à leur unique influence, une telle coïncidence ne peut que confirmer l'ensemble de notre explication.

Pour compléter l'examen de cette première phase de l'évolution industrielle, il n'est pas nécessaire d'envisager les deux grandes découvertes géographiques qui en ont illustré la fin ; car l'influence de ces découvertes appartient à la phase suivante, qui se rattache ainsi à celle que nous venons d'étudier. Je me bornerai à indiquer l'enchaînement qui fit résulter du mouvement de cette épo-

que les deux expéditions de Colomb et de Gama. L'industrie tendait à explorer la surface totale du globe d'après les notions répandues, depuis l'école d'Alexandrie, sur sa figure générale. Il fallait pour cela que l'usage de la boussole permît d'audacieuses tentatives maritimes, et que le commerce européen exigeât de nouveaux débouchés. Il fallait en outre que la concentration du pouvoir temporel rendît possible l'accumulation des ressources nécessaires au succès de semblables entreprises. Ces aventureuses excursions furent alors interdites, par exemple, aux principales puissances italiennes, malgré leur supériorité navale, par une conséquence de leurs luttes. S'il est vrai que, quelques siècles auparavant, de hardis pirates scandinaves aient visité le nord de l'Amérique, ces courses stériles prouvent qu'il n'y eut rien de fortuit dans la découverte de Colomb.

Dès la seconde phase de l'évolution moderne, c'est-à-dire pendant le développement du protestantisme, depuis le commencement du seizième siècle jusqu'au milieu du dix-septième, le mouvement industriel commence à se régulariser. Auparavant les gouvernements envisagaient les classes laborieuses comme introduisant une intervention auxiliaire au milieu des grandes luttes des pouvoirs. Toutes leurs vues se réduisaient à se ménager leur concours par des concessions convenables. Dans la phase que nous examinons, le pouvoir temporel, assez fort pour se passer de cette ancienne coopération, placé à un point de vue plus général, s'efforce de subordonner à quelques conceptions d'ensemble le mouvement industriel, dont les services antérieurs avaient établi l'importance politique. En agissant ainsi, la dictature monarchique ou aristocratique ne pouvait pas encore être dirigée par une juste appréciation de l'industrie. Au seizième siècle et même au

dix-septième, la guerre n'avait pas cessé d'être regardée comme le principal but des gouvernements. Ils avaient seulement reconnu la nécessité de favoriser le développement industriel comme base de la puissance militaire.

Nous avons établi, relativement au mouvement de décomposition, une distinction importante, suivant la nature monarchique ou aristocratique de la dictature temporelle. La même division s'applique aux deux modes selon lesquels le nouvel élément social fut organisé par les anciens pouvoirs. En effet, l'organisation de l'industrie a présenté un caractère distinct, suivant qu'elle a été dirigée par la force centrale ou par la force locale : dans l'un et l'autre cas, elle a exigé le sacrifice de l'ancienne indépendance des cités industrielles. Cette indépendance n'était plus qu'un obstacle à la formation des grandes unités nationales, si importantes à tous les progrès. L'industrie devait donc gagner à la concentration *politique* plus qu'elle ne pouvait perdre par la suppression des immunités locales, qui étaient devenues des motifs d'une stérile rivalité. Aussi l'absorption préliminaire destinée à incorporer chaque foyer industriel à un organisme plus général s'accomplit-elle presque sans réclamations au commencement de cette époque. Toutefois les deux modes de dictature ont présenté, sous cet aspect, des différences qui sont encore sensibles aujourd'hui. La constitution primitive des communautés industrielles devait laisser beaucoup plus de traces, quand l'organisation nouvelle était présidée par la puissance aristocratique. Au contraire, les anciens privilèges urbains devaient s'effacer davantage, quand l'incorporation était dominée par l'action plus systématique de la royauté.

Le mode français ou monarchique était le plus apte à

préparer l'industrie à une organisation assez affranchie des impulsions locales pour devenir compatible avec la civilisation de toute l'Europe. A la fin de la seconde phase, la dictature temporelle avait marqué en France son caractère par le bel ensemble d'opérations qui a immortalisé le ministère de Colbert en développant les trois éléments essentiels de la civilisation moderne par un judicieux mélange de direction et d'encouragement.

Le mode anglais, malgré l'influence préparatoire du règne d'Élisabeth, a commencé à se caractériser sous la direction de Cromwell : ses avantages résultent surtout de la solidarité qui s'est établie entre l'élément industriel et l'élément féodal par la participation de la noblesse aux opérations industrielles. Une semblable combinaison avait fondé, trois siècles auparavant, la prospérité de Venise. Mais on est trop porté à exagérer de tels avantages, qui n'ont pas empêché la décadence de l'industrie vénitienne. Ce second mode, malgré sa supériorité immédiate, est moins favorable que le premier à l'avènement d'une organisation industrielle. Il en est plus éloigné, soit par la prépondérance qu'y acquiert l'esprit de détail sur l'esprit d'ensemble, et qui s'y combine avec un instinct plus puissant de nationalité égoïste, soit aussi par la suprématie qui en résulte pour l'élément féodal, le plus opposé à l'abolition de l'ancien régime.

Quand le déclin du catholicisme a développé sa tendance opposée à l'industrie, il en est résulté l'infériorité relative qui a dès lors distingué les populations chez lesquelles l'influence catholique a trop persisté. Sans doute l'esprit protestant n'est pas plus favorable à l'évolution industrielle; mais, à raison même de son action négative, il a mieux servi l'industrie, dont le progrès dépendait surtout du libre développement de l'activité personnelle.

L'organisation politique de l'industrie est marquée par l'établissement du système colonial. Il semble d'abord que la nouvelle destination ainsi ouverte sur terre et sur mer à l'esprit militaire et la recrudescence imprimée à l'esprit religieux par les missions étrangères aient dû prolonger la durée de l'ancien régime. Mais, d'une part, des relations plus étendues ont fait comprendre qu'une même régénération devait s'étendre à l'ensemble de l'humanité, d'autre part, l'industrie en a reçu un nouvel élan. En résumé, toute compensation faite, l'évolution moderne a été accélérée.

Le système colonial a pris un caractère distinct, suivant qu'il a été dirigé par la monarchie catholique ou par l'aristocratie protestante. Le second mode est marqué par la prépondérance de l'activité individuelle, simplement secondée par l'égoïsme national, qui fut souvent poussé jusqu'aux plus monstrueuses erreurs pratiques. On en a un exemple dans les destructions méthodiques que l'avidité hollandaise exerça si longtemps sur les productions trop multipliées de l'archipel équatorial. Quant au premier mode, je dois surtout signaler son caractère plus politique qu'industriel. En considérant le système colonial de l'Espagne et même du Portugal, si différent de celui de la Hollande et de l'Angleterre, on y reconnaît la concentration systématique propre à la nature du pouvoir dirigeant. Un examen approfondi montre que ce système, complétant la politique rétrograde de la royauté espagnole, accordait à la noblesse et au sacerdoce une large satisfaction, et ouvrait une issue à l'industrie, dont l'activité s'était déjà montrée hostile au régime établi. Il n'est pas douteux, comme quelques philosophes l'ont soupçonné, que l'expansion coloniale de l'Espagne n'ait contribué à ralentir sa propre marche.

Je ne terminerai pas cet examen sans apporter ma part à la réprobation que méritera toujours la monstrueuse erreur sociale par laquelle les gouvernements européens ternirent alors l'éclat de leurs glorieuses conquêtes. Trois siècles après l'entière émancipation personnelle, le catholicisme en décadence est conduit à sanctionner et même à provoquer non seulement l'extermination de races entières, mais encore l'institution d'un esclavage infiniment plus dangereux que celui qu'il avait si noblement concouru à abolir. L'esclavage colonial introduisait une situation également dégradante pour le maître et pour l'esclave: tandis que, chez les anciens, la nature différente des destinations avait excité à un certain degré la simultanéité de développement. Chez les peuples catholiques, l'action sacerdotale, quoique très affaiblie, a noblement tenté de réparer par son intervention journalière la part qu'elle avait prise à une telle monstruosité sociale. Dans les colonies protestantes, l'anarchie spirituelle a laissé un libre cours à l'oppression privée, sauf l'inerte opposition de quelques vains règlements temporels, ordinairement formés ou du moins appliqués par les oppresseurs eux-mêmes.

Il nous reste à considérer la marche de l'industrie pendant la troisième phase, depuis l'expulsion des calvinistes français et le triomphe de l'aristocratie anglicane jusqu'au début de la révolution française. L'ensemble de cette époque prouve encore l'exactitude de la correspondance que nous avons établie entre le mouvement de décomposition et celui de recomposition; car, pendant que le mouvement révolutionnaire se subordonnait à une philosophie négative plus accentuée, l'industrie recevait une organisation politique plus complète. Alors commence la série des guerres commerciales : par une tendance d'abord

Après avoir apprécié la politique industrielle, nous devons envisager l'évolution simultanée de l'industrie.

Dès l'origine de cette période, la prééminence de la vie industrielle était rendue très sensible dans tous les rangs de la société par la prédilection que manifestaient partout les hommes les plus actifs et les plus énergiques pour un mode d'existence qui s'adapte si bien à l'infinie variété des inclinations humaines. En sens inverse, la carrière militaire devient, surtout dans les classes inférieures, le refuge des natures les moins pourvues d'aptitude et de persévérance. Le mouvement qui fut occasionné en France par les opérations de la banque de Law montra que la cupidité tant reprochée au nouvel élément temporel caractérisait avec non moins d'énergie la caste nobiliaire, dont le superbe dédain pour la vie industrielle ne prouvait plus que son aversion pour tout travail régulier. Dès lors, une expérience continue a prouvé chez toutes les nations catholiques, que, depuis son asservissement par la royauté, la noblesse avait perdu cette supériorité de sentiments et d'éducation qui lui avait conservé jusque-là une haute utilité en lui permettant de servir de type. Cette dégradation fut moindre dans les pays protestants, et surtout en Angleterre, où la noblesse, incorporée au mouvement industriel, gardait une prépondérance politique qui dissimulait sa dégénération morale. Cependant son esprit n'était pas resté plus généreux : il était altéré par l'hypocrisie d'un gouvernement plus habile, mais non moins rétrograde que celui de la royauté.

Pendant qu'elle étendait ainsi son influence sociale, l'industrie moderne complétait son organisation par un double progrès intérieur. D'une part, le crédit public se développait par la formation des grandes compagnies financières; d'autre part, la constitution industrielle recevait un

perfectionnement non moins important des relations de la science et de l'industrie, qui commençaient à se régulariser. Longtemps bornées à l'art nautique et à l'art médical, ces relations s'étendirent non seulement aux arts géométriques et mécaniques, mais encore aux arts chimiques et physiques.

L'industrie moderne commmence alors à manifester son caractère philosophique en se présentant comme destinée à réaliser l'action systématique de l'humanité sur le monde extérieur. Deux inventions capitales, d'abord celle de la machine à vapeur, ensuite celle des aérostats, concourent à propager une telle conception, l'une par ses puissants résultats, l'autre par des espérances hardies, mais légitimes.

Tels sont les caractères de l'évolution industrielle pendant les trois phases de la civilisation moderne. Après son origine, au moyen âge, sous la tutelle catholique et féodale, cette évolution a suivi dans sa première phase une marche spontanée, favorisée par d'heureuses alliances avec les anciens pouvoirs. Elle a été, pendant la seconde phase, de la part des différents gouvernements européens, l'objet d'actifs encouragements comme moyen de suprématie politique. Pendant la phase suivante, l'industrie a été érigée en but permanent de la politique européenne, qui a mis partout la guerre à son service.

Nous allons maintenant envisager le triple mouvement esthétique, scientifique et philosophique. Nous en indiquerons d'abord l'origine au moyen âge, ensuite le caractère par rapport à la société moderne, enfin la marche à partir du quatorzième siècle. Nous commencerons par l'examen de l'évolution esthétique, qui se rapproche le plus de l'évolution industrielle.

Les facultés esthétiques se sont manifestées dans toutes les situations de l'humanité qui ont été assez prononcées

et assez stables. Aussi est-ce la seule évolution qui soit commune à la société militaire et théologique, ainsi qu'à la société industrielle et positive.

Il est donc impossible en principe que les beaux-arts ne se soient pas développés dans un état social aussi prononcé que celui du moyen âge : il importe d'y montrer l'origine de l'évolution esthétiqne des sociétés modernes. Si le régime catholique et féodal avait pu comporter une stabilité suffisante, il eût été beaucoup plus favorable à un tel développement que tout régime antérieur. Les mœurs féodales avaient imprimé aux sentiments d'indépendance personnelle une énergie jusqu'alors inconnue. La vie domestique avait été embellie et étendue en raison des heureux changements survenus dans la condition des femmes. Enfin l'activité collective constituait une source non moins puissante d'inspiration poétique par l'attrait moral qu'offrait le système des guerres défensives. Ces attributs résultaient de la situation féodale, régularisée par l'esprit catholique à l'aide de la division des pouvoirs.

L'influence du catholicisme se marqua d'abord par le degré d'activité spéculative qu'il développa dans presque toutes les classes, ensuite par le but que son culte fournit aux beaux-arts. De nombreuses cathédrales devinrent autant de musées où la musique, la peinture, la sculpture et l'architecture trouvèrent une heureuse destination. Ces importantes propriétés étaient surtout inhérentes à la constitution catholique, socialement envisagée, abstraction faite de la philosophie théologique qui lui servait de base. Le développement esthétique était peu compatible avec le caractère vague, abstrait et inflexible des croyances monothéistes. Mais un tel caractère n'avait pu longtemps retarder l'essor des beaux-arts, si puissamment stimulé par l'ensemble de la situation sociale. Il en était résulté une

[redacted]

mémorable inconséquence, avidement accueillie des croyants même les plus timorés, et consistant à perpétuer par une sorte de foi idéale le polythéisme grec, romain, scandinave ou arabe. Telle est l'une des causes qui ont diminué l'énergie des impressions esthétiques chez les modernes.

L'évolution esthétique se manifesta dès que l'organisme catholique et féodal fut parvenu à se constituer. L'avènement de la chevalerie en marqua l'époque initiale. Mais c'est surtout aux croisades qu'il faut en rapporter le principal développement, qui fut ainsi alimenté pendant deux siècles. Tous les témoignages historiques constatent l'unanime empressement que montrèrent alors les diverses classes de la société européenne pour un genre d'activité qui a le privilège de charmer les esprits les plus opposés, soit en offrant aux uns l'exercice le mieux adapté à la faible portée de leur entendement, soit en procurant aux autres un repos sans apathie. En France et en Angleterre, les beaux-arts excitèrent longtemps une admiration bien supérieure en énergie et en universalité à l'ardeur tant célébrée de quelques rares populations antiques pour les chefs-d'œuvre correspondants. Il faut remarquer, comme Dante l'a noblement proclamé, que la première évolution esthétique de l'Italie fut précédée et préparée par celle de la France méridionale. Ce résultat me semble devoir être attribué à la plus faible consistance de l'ordre féodal en Italie.

Une lente et difficile opération devait précéder l'élan de la poésie. Il s'agit de la formation des langues modernes, qui montre une première intervention des facultés esthétiques. Les langues résultent d'une lente élaboration populaire, dans laquelle se manifestent toujours les caractères essentiels de la civilisation correspondante. Cette origine

[redacted]

vulgaire n'empêche pas le concours des esprits d'élite, sans lequel un tel travail ne saurait acquérir ni stabilité ni cohérence. Or, dans cette intervention du génie pour réviser l'élaboration populaire, dès que celle-ci est suffisamment avancée, l'opération dépend surtout des facultés esthétiques, dont l'exercice exige le perfectionnement de la langue commune. La science et la philosophie ont fort peu contribué à la fondation des langues modernes. Malgré les avantages que l'une et l'autre ont retirés de la supériorité logique des nouveaux idiomes, le long usage qu'elles firent du latin, après qu'il eut cessé d'être vulgaire, prouve leur répugnance et leur inaptitude à diriger la formation du langage usuel. C'était à des facultés moins abstraites, moins générales et moins éminentes, mais aussi plus intimes, plus populaires et plus actives, que devait appartenir cette opération.

Destiné à la représentation des pensées et des affections inhérentes à la vie réelle, le génie esthétique n'a jamais pu parler convenablement une langue morte, ni même étrangère, quelque facilité qu'aient procurée, à cet égard, des habitudes artificielles. La formation des langues modernes doit donc être rapportée aux efforts assidus des facultés esthétiques, auxquelles une superficielle appréciation attribue une sorte de léthargie séculaire, au temps même où elles posaient ainsi les bases des monuments de la sociabilité moderne. Le retard qui devait en résulter pour l'essor des beaux-arts ne s'appliquait directement qu'à l'art poétique, et accessoirement à l'art musical. Mais tous les arts en ont été indirectement entravés, d'après leurs relations avec la poésie.

On a reproché au moyen âge d'avoir abandonné les ouvrages anciens, dont la lecture, du moins celle des auteurs romains, n'avait pu cesser en un temps où le latin était

encore le langage spécial de la principale hiérarchie européenne. Toutefois, il est certain que les plus beaux siècles du moyen âge offrirent, à ce sujet, après la première ébauche des langues modernes, une heureuse désuétude, qui témoigne d'un instinct confus de l'incompatibilité qui existait entre la nouvelle évolution esthétique et l'admiration trop exclusive de chefs-d'œuvre relatifs à un système de sociabilité à jamais éteint. Cette disposition, malgré ses inconvénients au point de vue du goût, présentait l'avantage plus essentiel de garantir l'originalité et la popularité des productions nouvelles. D'ailleurs, une telle tendance était liée aux préjugés établis par le catholicisme sur la prééminence du nouvel état social comparé à l'ancien. Les esprits cultivés cherchèrent dans la littérature ancienne une sorte de protestation indirecte contre l'esprit catholique, dès qu'il eut cessé d'être progressif. Quoi qu'il en soit, la nouvelle évolution esthétique avait besoin d'être *consolidée* par son entière indépendance à l'égard de celle qui avait été inspirée par une tout autre situation sociale. C'est ainsi que l'imitation des monuments romains a longtemps empêché l'Italie, si supérieure aux autres pays dans presque tous les arts, d'acquérir la même prépondérance relativement à l'architecture.

En tous genres, la spontanéité de cette mémorable évolution n'est pas moins marquée par l'originalité de ses productions et par leur naïve conformité avec la situation sociale correspondante que par l'indépendance de sa marche, affranchie de toute imitation servile. On le voit surtout pour la poésie, qui fut alors employée, d'une part, à l'expression fidèle, quoique idéale, des mœurs chevaleresques, d'autre part, à l'indication de la prépondérance qu'obtenait la vie domestique dans l'existence moderne. Sous l'un et l'autre aspect, il faut surtout remarquer à

[redacted]

cette époque l'ébauche d'un genre de composition inconnu à l'antiquité, parce qu'il se rapporte à la vie privée, si peu développée chez les anciens, et que la vie publique n'y intervient qu'en vertu de sa réaction sur celle-ci. Cette sorte d'épopée domestique, destinée à de si admirables progrès, constitue la nouvelle espèce de production la mieux adaptée jusqu'ici à la nature de l'art moderne.

Le moyen âge est l'origine de l'évolution esthétique des sociétés actuelles. Si les éminents attributs qui le caractérisent ne se sont pas plus développés, cela tient surtout à la nature transitoire de cette époque. L'essor esthétique ne suppose pas seulement un état social assez caractérisé pour comporter une idéalisation énergique. Il demande en outre que cet état soit assez stable pour permettre entre l'interprète et le spectateur cette intime harmonie sans laquelle l'action des beaux-arts ne peut obtenir une grande influence. Or, ces deux conditions, réunies chez les anciens, n'ont jamais pu l'être depuis à un degré suffisant. Le moyen âge constitue une immense transition qui, sous tous les aspects, n'est pas encore terminée. Cela explique la disproportion qui existe entre les faibles résultats du mouvement esthétique et l'énergie de son activité originelle. Cette anomalie est mal appréciée par les partisans des deux écoles opposées qui se disputent l'empire des beaux-arts : les uns y voient le témoignage d'un inexplicable décroissement des facultés esthétiques; les autres l'attribuent à la servile imitation des chefs-d'œuvre de l'antiquité. Cette dernière considération n'est pas aussi vaine que la première. Cependant on y prend un effet pour une cause, et l'on accorde une importance exagérée à une influence purement secondaire. Car, si la situation catholique et féodale avait pu comporter une stabilité comparable à celle de l'ordre grec ou romain, sa

[redacted]

prépondérance eût contenu la rétrogradation esthétique que produisit une prédilection trop exclusive pour les modèles antiques. L'hésitation qui caractérise l'art moderne, et qui a tant neutralisé son influence après sa première évolution si ferme, si originale et si populaire au moyen âge, s'explique par l'instabilité de l'état social. Un grand mouvement esthétique était impossible chez des peuples dont chaque siècle, et quelquefois même chaque génération, modifiait l'état social avant que le poète ou l'artiste eussent pu le pénétrer. C'est ainsi que l'esprit des croisades, si favorable à la plus puissante poésie, avait disparu quand les langues modernes ont été assez formées pour permettre de l'idéaliser. Chez les anciens, au contraire, chaque mode de sociabilité était tellement durable que le génie esthétique pouvait ressentir et retrouver, après plusieurs siècles, des passions et des affections identiques à celles qu'il voulait retracer. L'avenir seul replacera l'humanité dans ces conditions de stabilité active, sans lesquelles les beaux-arts ne peuvent exercer une grande influence.

Je dois reprendre la division que j'ai précédemment établie dans l'histoire du moyen âge, et que j'ai appliquée à l'évolution industrielle. Cette division consiste à comprendre le moyen âge entre le début du cinquième siècle et la fin du treizième, et à partager cette période de neuf siècles en trois phases de même durée. La première, qui se termine avec le septième siècle, représente l'établissement de ce régime, et contient le principe de tous les mouvements ultérieurs. La deuxième se prolonge jusqu'à la fin du dixième siècle, et correspond à l'essor de la constitution catholique et féodale, caractérisée par le premier système de guerres défensives, dirigées surtout contre les sauvages polythéistes du Nord. Enfin la troisième se

[redacted]

rapporte à la plus grande splendeur de cet organisme, et comprend la défense du catholicisme contre le monothéisme oriental. Cette opération finale produit bientôt, d'une part, la dissolution d'un système dont le but a été atteint, d'autre part, l'évolution simultanée des nouveaux éléments sociaux. Dans la série industrielle, ces trois phases successives présentent, la première, la substitution du servage à l'esclavage; la deuxième, l'émancipation des classes urbaines; la troisième, le premier mouvement industriel des villes, accompagné de l'entière abolition de la servitude rurale. Dans la série des beaux-arts, on remarque d'abord l'ébauche d'une nouvelle sociabilité destinée à renouveler l'action des facultés esthétiques; ensuite l'application de ces facultés à la formation des langues modernes; enfin leur développement suivant la nature de la civilisation correspondante. Le règne de Charlemagne est l'époque où l'esprit du moyen âge commence à manifester pleinement ses différents attributs.

Après avoir indiqué l'origine de l'évolution esthétique des sociétés modernes, il est aisé d'apprécier les principaux caractères de ce nouvel élément social, et sa situation par rapport aux anciens pouvoirs, au commencement du quatorzième siècle.

L'évolution industrielle développe jusque dans les dernières classes un premier degré d'activité, sans lequel l'action des beaux-arts ne saurait être efficace; elle procure en même temps l'aisance et la sécurité, qui peuvent seules disposer à goûter ces nobles jouissances. Dans la marche de l'éducation, individuelle ou collective, l'exercice de l'intelligence est d'abord déterminé par les besoins les plus grossiers et les plus urgents, dont la satisfaction permet ensuite le développement plus élevé, mais moins énergique, des facultés esthétiques. Celles-ci,

d'après le mélange de pensées et d'émotions qui les caractérisent, sont seules assez prononcées chez la plupart des hommes pour que leur activité puisse devenir une source de véritables jouissances. Au contraire, l'exercice des facultés scientifiques ou philosophiques, plus éminentes, mais beaucoup moins actives, ne détermine chez le plus grand nombre qu'une fatigue insupportable. Le développement esthétique constitue donc la transition de la vie active à la vie spéculative, et marque le degré d'activité auquel s'arrêterait l'humanité, si, dans un milieu plus favorable, ou en vertu d'une organisation moins exigeante, elle était affranchie des obligations relatives aux besoins physiques, comme l'indique la tendance des situations sociales les moins éloignées d'une telle hypothèse. La relation de la vie esthétique à la vie pratique est devenue plus complète, depuis que l'existence industrielle a remplacé l'existence militaire. Tant que la guerre et l'esclavage ont caractérisé l'économie sociale, les beaux-arts n'ont pu acquérir une grande popularité ; ils n'ont été goûtés, même parmi les hommes libres, que dans les classes supérieures. Le seul cas différent, beaucoup trop vanté d'ailleurs, ne se rapporte qu'à une médiocre partie de la population grecque, qu'un ensemble exceptionnel de circonstances locales et sociales avait prédestinée à cette heureuse anomalie. Partout ailleurs, dans les sociétés guerrières de l'antiquité, il n'y avait de vraiment populaire que les jeux sanglants qui retraçaient à ces peuples grossiers le souvenir de leur activité préférée. L'évolution industrielle de la fin du moyen âge a consolidé l'influence des mœurs catholiques et féodales en faisant pénétrer jusque dans les plus humbles familles des dispositions favorables à l'action des beaux-arts.

Considérée en sens inverse, la relation de l'art et de l'in-

dustrie constituera, chez les modernes, le puissant correctif de la déplorable étroitesse d'esprit que produit l'activité industrielle. L'éducation esthétique comblera un jour la grande lacune qui résulte de l'abandon des usages religieux. Elle apportera la diversion qu'exige la vie pratique pour ne pas dégénérer en une stupide et égoïste préoccupation. Dans les diverses parties de l'Europe, l'évolution esthétique, suivant toujours de près l'évolution industrielle, en a tempéré les dangers en imprimant partout à l'intelligence une activité plus générale et plus désintéressée, et en sollicitant l'exercice des affections les plus bienveillantes. L'évolution scientifique ou philosophique, malgré ses éminentes propriétés, aura toujours auprès des masses une efficacité beaucoup moindre. Des philosophes peu sensibles aux beaux-arts ont accusé le mouvement esthétique d'avoir entravé, surtout en *Italie*, la progression sociale en inspirant trop d'attrait pour des jouissances incompatibles avec l'agitation politique. Mais, excepté les anomalies individuelles, où la préoccupation esthétique peut en effet être quelquefois poussée jusqu'à déterminer une sorte de dégradation morale, l'influence des arts, lors même qu'elle a semblé exagérée, n'a contribué le plus souvent qu'à empêcher la prépondérance bien plus dangereuse de la vie matérielle, et à entretenir une certaine ardeur spéculative. Enfin, sous un aspect plus spécial, le développement des beaux-arts a été lié au perfectionnement technique des opérations industrielles. On en a un exemple dans les arts qui se rapportent à la forme extérieure, et qui, à ce titre, se rattachent à l'architecture, à la sculpture et même à la peinture par une foule de nuances intermédiaires constituant une gradation presque insensible, où il devient quelquefois impossible d'as-

signer une exacte séparation entre l'art et l'industrie.

La vie industrielle de la fin du moyen âge, loin d'avoir été défavorable à l'évolution esthétique déjà déterminée par l'ensemble de la situation antérieure, en a augmenté la consistance et la popularité. Si l'état catholique et féodal avait persisté, le mouvement esthétique du douzième et du treizième siècle aurait acquis par son homogénéité une importance supérieure à tout ce qui a existé depuis, surtout au point de vue de l'influence populaire, vrai criterium des beaux-arts. La transition rapide et souvent violente qui s'est accomplie dans le cours de cette période révolutionnaire, et à laquelle la progression industrielle a si puissamment concouru, a empêché le génie esthétique d'avoir une direction et un but. Entre l'ancienne sociabilité expirante et la nouvelle, trop peu caractérisée, l'art n'a pu sentir ce qu'il devait idéaliser, ni sur quelles sympathies il devait s'appuyer. Telle est l'origine de cette *spécialité* qui caractérise l'art moderne, ainsi que l'industrie et même la science. Loin d'être dégénéré, le génie esthétique s'est étendu et complété. Mais, malgré ses précieuses qualités, son influence a été moindre dans un milieu social qui ne lui a encore offert ni la netteté ni la fixité qui lui sont indispensables. Obligé de reproduire les émotions religieuses pendant que la foi s'éteignait, et de représenter les mœurs guerrières à des populations pacifiques, sa situation contradictoire a nui à la réalité de ses effets, et même à celle de ses propres impressions. L'art moderne, privé de direction philosophique et de destination sociale, n'a pu être animé que par l'instinct qui pousse à une activité continue les plus énergiques facultés. Les organisations esthétiques ont alors cultivé l'art pour l'art, ou, suivant le langage plus humble, mais équivalent, employé par Corneille, elles ne se sont proposé d'autre but que de divertir le

public. L'art n'a participé au mouvement social que par une tendance purement critique, et par suite peu compatible avec sa nature, où la négation ne peut jamais avoir qu'une importance accessoire. Cette tendance a d'ailleurs suivi la marche de la progression négative, c'est-à-dire qu'elle a été dirigée contre l'organisation catholique, qui, devenue oppressive et rétrograde, commençait, vers la fin du moyen âge, à soulever les antipathies des poètes et des artistes.

L'évolution esthétique a exercé la plus heureuse influence pour resserrer les liens des différentes nations européennes, qui étaient poussées au démembrement par la désorganisation catholique et féodale. Les beaux-arts tendent à susciter des antipathies pour les étrangers en vertu même de leur plus intime incorporation au développement de chaque peuple. Mais cette influence partielle est plus que compensée par la prédilection qu'inspirent les éminentes productions esthétiques pour les peuples d'où elles émanent, du moins quand l'amour de l'art est vraiment développé, au lieu de servir de masque à de puériles vanités nationales. La poésie, dont les compositions pouvaient être goûtées au loin, obligeait partout à l'étude des principales langues modernes, sans laquelle les divers chefs-d'œuvre eussent été imparfaitement appréciés. Un tel privilège appartient spécialement aux productions esthétiques. Les facultés scientifiques ou philosophiques, à raison de leur généralité et de leur abstraction supérieures, transmettent leur action indépendamment du langage. Les mêmes attributs qui les ont privées de participer à la formation des langues modernes les ont également empêchées de concourir à les propager.

Après avoir fait connaître les attributs de l'évolution esthétique, nous allons en considérer la marche, à partir

du quatorzième siècle. Le mouvement esthétique a été tour à tour, comme le mouvement industriel, spontané pendant la première phase, stimulé pendant la deuxième par des encouragements plus ou moins systématiques, et mêlé pendant la troisième à la politique moderne.

Dans ses trois phases, l'évolution esthétique s'est étendue à tous les arts et à tout l'Occident européen, après s'être développée d'abord en Italie, où les sublimes inspirations de Dante et les douces émotions de Pétrarque ont laissé des productions impérissables. La spontanéité de ce premier élan est surtout prononcée dans l'œuvre de Dante, qui ne fut même pas encouragée par les sympathies qu'elle devait le plus exciter. Du reste, l'admiration européenne, qui se manifesta bientôt pour cette immense création, vint hautement constater sa parfaite harmonie avec l'état correspondant des peuples civilisés. C'était Dante que la reconnaissance générale couronnait sous le célèbre *laurier* de Pétrarque, qui n'était alors connu que par ses *poésies latines*, justement oubliées aujourd'hui. Tous les caractères de l'art moderne se retrouvent dans cette première période. La tendance critique y est très prononcée, surtout dans le poème de Dante, qui est dominé par une métaphysique opposée à l'esprit catholique. L'opposition résulte non seulement de graves et nombreuses attaques contre les papes et le clergé, mais encore de la conception même d'une telle œuvre, dans laquelle les droits d'apothéose et de damnation, audacieusement usurpés, constituent une sorte de sacrilège, qui eût été impossible deux siècles auparavant. L'antagonisme du mouvement esthétique et du pouvoir temporel se fait déjà sentir indirectement par l'influence d'un tel mouvement pour fonder des réputations personnelles indépendantes, et bientôt émules de la supériorité héréditaire.

Vers le milieu de cette première phase, l'évolution esthétique, qui avait d'abord obéi à l'impulsion du milieu social correspondant, commence à subir une altération notable en inspirant une admiration trop servile pour les chefs-d'œuvre de l'antiquité. Ainsi fut arrêté l'admirable mouvement poétique du quatorzième siècle, avec lequel le siècle suivant forma, même en Italie, un contraste si déplorable. Les controverses religieuses y ont sans doute concouru, mais ce fut surtout l'ardeur immodérée pour les productions grecques et latines qui éteignit les plus précieuses qualités esthétiques, l'originalité et la popularité. Cette altération se manifesta surtout dans l'architecture, qui, malgré les progrès de sa partie technique, n'a produit, depuis le quinzième siècle, aucun monument comparable aux cathédrales du moyen âge.

Ne trouvant autour de lui une sociabilité ni assez caractérisée ni assez fixe, l'art moderne s'est imbu de la sociabilité antique autant que le permettait une idéale contemplation guidée par l'ensemble des monuments de tous genres. C'est à ce milieu abstrait que le génie esthétique tenta d'appliquer les impressions hétérogènes qu'il recevait du milieu réel, dont il ne pouvait s'isoler. Un tel expédient, malgré son insuffisance et ses dangers, a évité une anarchie qui eût été bien autrement funeste. Aussi voit-on les plus puissants esprits, non seulement Pétrarque et Boccace, mais Dante lui-même, qu'on ne peut pas soupçonner de servilité, recommander avec une ardente sollicitude l'étude approfondie de l'antiquité comme base du développement esthétique. Ce régime provisoire, ainsi imposé à l'art moderne pendant le quinzième siècle, détermina, outre l'altération du mouvement antérieur, une suspension inévitable. A un système de composition factice il fallait préparer pendant quelques générations un

public qui ne le fût pas moins. En perdant sa grossière originalité du moyen âge, l'art perdait aussi sa popularité. Il était alors forcé de s'adresser à des auditeurs privilégiés, placés par une laborieuse éducation dans des conditions esthétiques analogues à celles des artistes eux-mêmes, et sans lesquelles l'harmonie indispensable à toute action des beaux-arts n'aurait pu exister entre l'état passif des uns et l'état actif des autres. Quand cette préparation artificielle fut accomplie chez un public suffisamment nombreux par une éducation fondée sur l'étude des langues anciennes, l'évolution esthétique reprit son cours, et produisit les admirables résultats qu'il nous reste à indiquer. Un tel régime s'étendit à tous les arts, à des degrés très inégaux : son influence la plus puissante se fit sentir dans la poésie ; la sculpture et l'architecture y furent plus assujetties que la peinture, et surtout que la musique, dont l'évolution fut ainsi plus tardive et plus originale.

Pendant la seconde phase, les arts furent partout encouragés par les divers gouvernements européens. L'art avait alors un double avantage sur la science, dont la marche éprouvait une transformation identique. Il inspirait des sympathies plus vives, et son développement n'excitait aucune inquiétude chez les pouvoirs les plus ombrageux. C'est surtout ce dernier motif qui fit des papes, déjà dégénérés en simples princes italiens, et peu favorables aux sciences, les plus zélés protecteurs des arts, que leur éducation les disposait à goûter. Toutefois, c'est surtout comme moyen d'influence et de considération, bien plus que par un goût réel, que les beaux-arts furent encouragés par des princes qui sentaient le prix de la considération et de la popularité ainsi obtenues. Aussi plusieurs souverains, entre autres François Ier et Louis XIV, se sont-ils distingués, malgré la médiocrité de leur esprit, par l'in-

[redacted]

clination personnelle qui les porta, indépendamment de ces motifs généraux, à favoriser le développement esthétique. Ces encouragements étaient un symptôme de la puissance sociale que l'art commençait à obtenir.

Les différences qui se sont produites dans la marche des beaux-arts ont été déterminées par les deux systèmes de dictature temporelle. Suivant la remarque de quelques philosophes italiens, l'abolition du culte catholique a exercé une influence défavorable au développement esthétique, surtout en ce qui concerne la musique, la peinture et la sculpture, dont l'imperfection contraste en Angleterre avec le progrès de la poésie. Dans cette appréciation, on s'attache trop à l'influence spirituelle ; tandis que les principales causes ont été politiques. Les académies poétiques ou artistiques, fondées en Italie, acquirent bientôt en France, sous Richelieu et sous Louis XIV, une importance réelle. En Angleterre, la prépondérance du pouvoir local livrait les beaux-arts à l'insuffisante ressource des protections privées, chez des populations où le protestantisme entravait toute éducation esthétique. Aussi, sans les triomphes passagers d'Élisabeth et de Cromwell sur l'aristocratie nationale, les admirables génies de Shakespeare et de Milton ne nous eussent probablement pas fourni deux témoignages décisifs contre la prétendue dégénération de la poésie. Toutefois, par une compensation très insuffisante, la nature plus défavorable d'un tel milieu social garantissait mieux l'originalité de l'art, qui était souvent altérée, sous l'autre régime, par des encouragements excessifs ou mal appliqués.

Les modernes ont perfectionné la division de la poésie dramatique en y faisant correspondre les deux ordres de poèmes, l'un à la vie publique, l'autre à la vie privée. Dans la tragédie grecque, il n'y avait ordinairement de politique

que la nature des familles dont on retraçait les passions et les catastrophes, toujours essentiellement domestiques. La tragédie moderne a pris un plus éminent caractère en rappelant les modes antérieurs de la sociabilité. Elle a suivi deux marches différentes, suivant que le milieu politique où elle s'est développée a déterminé sa direction vers la société ancienne ou vers celle du moyen âge. La dictature monarchique répugnait naturellement en France aux souvenirs du moyen âge, où la royauté était si faible et l'aristocratie si puissante. L'ensemble des influences sociales excitait le génie esthétique à reproduire les grandes scènes de l'antiquité. C'est ainsi que Corneille, choisissant ce que le monde ancien offrait de mieux connu, employa son admirable génie à idéaliser les principales phases de la société romaine, depuis son origine jusqu'à son déclin. Par contre, en Angleterre, où le triomphe de l'aristocratie avait moins altéré le régime féodal, les sympathies de la classe prépondérante et celles de la nation conservèrent les derniers souvenirs du moyen âge, dont la popularité fut puissamment augmentée par Shakespeare. D'ailleurs, ce résultat a été fortifié par l'isolement qui distinguait la politique anglaise, et qui inspirait le choix presque exclusif de sujets nationaux. A la même époque, il se développa en Espagne un art dramatique analogue au précédent, et encore plus éloigné de toute imitation de l'antiquité. Ce fut l'une des conséquences de l'incorporation du catholicisme à la politique espagnole.

Ces différences de l'art poétique ne se sont fait sentir que dans les compositions relatives à la vie publique. Les œuvres qui retraçaient la vie privée, ne pouvant se rapporter qu'à la civilisation moderne, étaient soustraites au système esthétique fondé sur l'imitation de l'antiquité. Aussi ce dernier ordre de poème, soit épique, soit dramatique,

[redacted]

sans exiger ni plus de force ni plus d'invention, devait-il offrir une originalité plus complète, et obtenir une plus grande popularité. Cervantes et Molière furent alors, de même qu'aujourd'hui, presque également goûtés chez les divers peuples européens. Tant que le caractère de notre sociabilité ne sera pas suffisamment prononcé, la vie publique ne pourra pas être idéalisée dans l'ordre le plus élevé de la poésie, soit dramatique, soit épique. Aucun génie esthétique ne l'a tenté pour le premier genre. Les puissants efforts qui se rapportent au second, tout en faisant ressortir la supériorité de leurs éminents auteurs, montrent l'impossibilité d'un tel succès dans la situation transitoire des sociétés modernes. Il faut en écarter le merveilleux poème d'Arioste, qui se rapporte plus à la vie privée qu'à la vie publique. Quant à l'œuvre du Tasse, il suffit de remarquer son étrange coïncidence avec le succès d'une composition destinée à effacer par le ridicule le dernier souvenir de cette même chevalerie dont la gloire était immortalisée. Ce rapprochement fait sentir que la nouvelle situation sociale ne permettait plus le succès de semblables sujets. Chez les anciens, au contraire, les chants d'Homère retrouvaient encore, après dix siècles, les dispositions populaires qui se rapportaient aux premières luttes de la Grèce contre l'Asie. Un pareil contraste n'est pas moins sensible dans l'œuvre de Milton, qui s'efforçait d'exalter la foi chrétienne au temps même où elle s'éteignait autour de lui chez les esprits les plus avancés.

Le mouvement esthétique développait dans toutes les classes un premier degré d'activité intellectuelle, dont les conséquences ne pouvaient être que contraires à l'ancien régime. En outre, presque tous les organes du mouvement esthétique coopéraient, sous des formes équivalentes, en Italie, en Espagne, en France et en Angleterre, aux princi-

pales attaques contre la constitution catholique et féodale. La poésie dramatique y prit également part. C'était le résultat de l'anathème dont les théâtres avaient été frappés, quand l'Église avait été contrainte de renoncer à l'espoir d'en conserver la direction. La comédie marqua, surtout en France, son aptitude à refléter l'instinct moderne. Rien ne fut plus sensible chez Molière : il comprit l'opposition qui existait entre son époque et l'esprit catholique et féodal, il n'épargna pas davantage l'esprit métaphysique, et osa même censurer les classes dirigeantes. Cette haute magistrature morale fut activement protégée contre les rancunes sacerdotales et nobiliaires par Louis XIV, qui soupçonna la tendance d'une telle critique à favoriser l'établissement de la dictature royale.

Tel est le caractère de la principale évolution des beaux-arts. Nous allons apprécier la transformation qui a déterminé, surtout en France, pendant la troisième phase, une incorporation plus intime de l'élément esthétique à la sociabilité moderne.

L'encouragement des beaux-arts prend alors un caractère plus élevé. Précédemment la protection de l'art avait été considérée par les gouvernements, non pas comme un devoir, mais comme un calcul dans l'intérêt de leur gloire ou de leur popularité. Après le développement qui venait de s'accomplir, l'art était devenu si nécessaire aux populations que les pouvoirs dirigeants reconnurent l'obligation de lui accorder des encouragements réguliers dont le cours procédât, non plus d'une générosité personnelle, mais de la sollicitude publique. En même temps, la propagation de la vie esthétique dans les diverses classes de la société consolidait l'indépendance des poètes et des artistes en leur assurant une existence affranchie de toute protection. L'institution des journaux, qui commençait à prendre

une importance réelle, bien que purement littéraire, fournissait à de jeunes talents une honorable situation, et vulgarisait tous les arts.

Pendant que l'élément esthétique obtenait ainsi plus d'indépendance, il subissait une altération sensible. L'imitation de l'antiquité constituait un principe trop factice pour pouvoir durer longtemps. Le progrès de la transition révolutionnaire permettait d'apprécier le caractère du nouvel état social. Ce caractère, bien que très vaguement entrevu, développait d'universelles répugnances pour l'imitation de l'antiquité. Le génie moderne en avait tiré tout ce qu'elle pouvait fournir. Les chefs-d'œuvre qui en étaient résultés prouvaient la nécessité d'un renouvellement de l'art, susceptible de produire des impressions plus complètes et plus unanimes. La tendance à l'émancipation poétique est alors caractérisée par la grande discussion sur la comparaison des anciens et des modernes, qui est devenue un véritable événement dans l'histoire de l'esprit humain. Une telle controverse, que les défenseurs des modernes étendirent à tous les aspects du mouvement intellectuel, acheva de discréditer l'ancien régime. Le développement esthétique de l'Angleterre et de l'Espagne subit une décadence simultanée. Cette époque n'offre de progrès poétique que dans les compositions qui se rapportent à la vie privée. Encore ce progrès ne s'étend-il pas aux compositions dramatiques, où Molière est resté jusqu'ici sans émule. Quant aux productions destinées à la représentation épique des mœurs privées, qui constituent le genre le plus original et le plus étendu des créations modernes, on voit alors surgir les chefs-d'œuvre de Lesage et de Fielding. Relativement aux arts plus spéciaux, cette phase est caractérisée, surtout en Italie et en Allemagne, par l'évolution de la musique dramatique.

Le caractère critique de l'art se développa davantage pendant cette période, en même temps que la désorganisation de l'ancien régime. L'impulsion philosophique exerça sur l'art une haute influence en lui procurant une direction et un but. Cette époque fut surtout marquée par Voltaire, qui, placé à la tête du mouvement philosophique, employa à le propager l'admirable variété de son talent. Les poètes et les artistes devinrent les chefs de l'opposition qui fut faite aux puissances rétrogrades. L'élaboration négative, déjà préparée par les métaphysiciens, permettait à des intelligences plus esthétiques que philosophiques de s'emparer de la direction d'un mouvement où elles trouvaient une activité que l'art proprement dit ne pouvait plus leur offrir.

Après cet examen de l'évolution esthétique, nous allons envisager le mouvement scientifique, dont l'analyse nous est rendue plus facile par la première partie de cet ouvrage.

L'organisation catholique favorisa le développement scientifique en excitant un premier degré d'activité spéculative, en fondant sa hiérarchie sur le principe de la capacité et en offrant d'immenses facilités à la vie intellectuelle. Le savant Gerber, devenu pape, employa son pouvoir à établir le nouveau mode de notation arithmétique élaboré pendant les trois siècles précédents. L'éducation que recevaient tous les ecclésiastiques et une foule de laïques excitait les esprits à la culture des sciences. Le *trivium*, auquel s'arrêtait la masse des élèves, était comme aujourd'hui purement littéraire et métaphysique; mais les esprits distingués allaient ordinairement jusqu'au *quadrivium*, qui comprenait les études mathématiques et astronomiques.

L'avènement de la scolastique constitua le règne de

l'esprit métaphysique. Cette révolution intellectuelle, dont la portée est encore trop peu comprise, fut l'origine du mouvement scientifique qui se manifesta par une active culture des connaissances grecques et arabes et par la création de la chimie. Les entités scolastiques, liées entre elles par l'entité générale de la *nature*, établirent entre les différentes connaissances une certaine harmonie, à la fois scientifique et logique, qui n'avait encore existé au même degré que sous le polythéisme, et dont Roger Bacon fut la plus haute personnification.

Il faut rapporter à ce mouvement scientifique l'astrologie et l'alchimie, dont on se fait une fausse idée en les enveloppant dans le dédain qui s'attache à tout l'incohérent assemblage de ce qu'on a nommé, depuis le dix-septième siècle, les sciences occultes. Cette flétrissure s'attache à la fois à des croyances rétrogrades, héritage des superstitions polythéistes et même fétichistes, et à des conceptions progressives : la magie est dans le premier cas ; mais l'astrologie et l'alchimie sont dans le second. Sans doute l'astrologie du moyen âge, malgré sa supériorité sur l'astrologie antique, portait, comme celle-ci, l'empreinte de la philosophie théologique : elle supposait l'univers assujetti à l'homme, ou du moins disposé pour lui. Néanmoins cette doctrine tendait à subordonner tous les phénomènes à d'invariables lois, comme la qualification d'astrologie *judiciaire* le rappelait. L'analyse scientifique était alors trop imparfaite pour que l'esprit humain pût assigner aux phénomènes astronomiques leur véritable place dans l'ensemble de la science. Aucun principe ne pouvait donc contenir l'exagération attribuée aux influences célestes. Dans une telle situation, l'intelligence, s'appuyant sur les seuls phénomènes dont elle avait ébauché les lois, cherchait à y ramener tous les autres. L'alchimie, liée à l'astro-

logie, était aussi rationnelle par rapport à l'état des connaissances chimiques. Les spéculations relatives aux phénomènes de composition et de décomposition, impossibles tant que l'antique philosophie n'admettait qu'un seul principe, avaient trouvé une base dans la doctrine d'Aristote sur les quatre éléments. Or ces éléments étaient communs à presque toutes les substances réelles, ou même artificielles. La fameuse transmutation des métaux ne devait donc pas être jugée plus chimérique que les transformations qu'on voyait s'accomplir entre les diverses matières végétales ou animales. L'alchimie tendait, comme l'astrologie, à propager le principe de la subordination de tous les phénomènes à des lois naturelles.

Telle est l'origine de l'évolution scientifique, dont nous allons examiner la marche pendant les trois phases que nous avons distinguées dans l'histoire moderne.

Dans la première phase, la marche de la science est spontanée, c'est-à-dire qu'elle résulte d'un simple prolongement des influences initiales du moyen âge, sans aucune intervention d'encouragements spéciaux. Les chimères astrologiques et les illusions alchimiques ont été d'une haute utilité pour soutenir, pendant cette période, la nouvelle classe spéculative. La philosophie naturelle, encore trop imparfaite, ne pouvait pas se recommander par les applications pratiques qui lui rattachent aujourd'hui les plus grossiers intérêts. L'art a seul le privilège d'exciter d'heureuses sympathies. Les princes capables, comme Charlemagne et Frédéric, de goûter les sciences sont très rares, tandis que les inclinations esthétiques des François Ier et des Louis XIV sont beaucoup plus communes. Les astronomes et les chimistes ne pouvaient être accueillis qu'à titre d'astrologues et d'alchimistes. La science aurait été exposée à une désastreuse oppression si

[redacted]

les conceptions astrologiques et alchimiques ne lui avaient pas assuré partout, même au sein du clergé, d'actifs protecteurs. Il ne pouvait surgir, à cette époque, aucun grand progrès scientifique. La chimie devait se borner à rassembler des matériaux. L'astronomie et la géométrie pouvaient seules recevoir des améliorations. Mais la première n'avait pas encore épuisé les ressources que comportait l'artifice des épicycles pour prolonger la durée de l'antique hypothèse des mouvements circulaires et uniformes, dont l'élimination était réservée à la phase suivante ; la seconde était arrêtée, par l'imperfection de l'algèbre, au simple prolongement de l'ancien esprit géométrique. Aussi le principal perfectionnement consista-t-il dans l'extension de l'algèbre naissante et de la trigonométrie, qui fut complétée par l'usage des tangentes. Un autre progrès s'ensuivit pour l'astronomie, où les calculs remplacèrent les procédés graphiques, en même temps que les observations angulaires et horaires devinrent plus précises.

La deuxième phase est pour la science, aussi bien que pour l'art, la période la plus importante. La science commence à recevoir des encouragements des différents États européens, qui la protègent contre la philosophie théologique et métaphysique. Un admirable mouvement spéculatif, dû à un petit nombre d'hommes de génie, caractérise cette période, et présente deux progressions distinctes, mais solidaires : l'une scientifique ou positive, composée des découvertes mathématiques et astronomiques ; l'autre philosophique, représentée par les efforts de l'esprit scientifique pour se soustraire à la tutelle de l'ancienne philosophie. La seconde progression ne doit être envisagée que comme indispensable à la première. Or celle-ci, à laquelle l'Italie, l'Allemagne, la France et l'Angleterre prirent chacune une si noble part, est marquée par l'œuvre qui, due

au génie de Képler, et amenée par les découvertes de Copernic et l'élaboration de Tycho-Brahé, constitua le système de la géométrie céleste. Cette œuvre immense prépare la création de la mécanique céleste; elle se lie à la découverte de Newton par la formation de la théorie mathématique du mouvement, établie par Galilée et *complétée* par Huyghens. Entre ces deux séries de travaux, l'ordre historique interpose la révolution mathématique opérée par Descartes, qui aboutit à la découverte analytique de Leibniz. Chacune des deux séries offre une évidente filiation. La découverte du mouvement de la terre et la révision de toutes les données astronomiques ne permettaient plus de conserver, avec l'expédient caduc des épicycles, l'hypothèse des mouvements circulaires et uniformes, qui fut enfin remplacée par l'heureuse législation de Képler. Ces dernières lois ne pouvaient conduire à la théorie de la gravitation sans la fondation de la doctrine *abstraite* du mouvement curviligne, soit libre, soit forcé. Préparée par l'esprit généralisateur de Viète, la conception de Descartes sur la géométrie analytique a constitué le principal progrès de la philosophie mathématique en organisant la relation de l'abstrait au concret.

Absorbé par ces éminentes découvertes, l'esprit scientifique soutint néanmoins une lutte décisive contre la philosophie dominante. Les découvertes astronomiques de Copernic et de Képler, et même celles de Tycho-Brahé sur les comètes, étaient trop opposées à la nature de cette philosophie, ou même à ses dogmes, pour qu'un conflit pût être longtemps évité. La science devait combattre non seulement la théologie, mais encore la métaphysique. L'antagonisme se manifesta, au seizième siècle, par plusieurs symptômes, et surtout par la hardiesse de Ramus, dont la tragique destinée montre que les passions méta-

physiques n'étaient pas moins redoutables que les haines théologiques. La découverte du double mouvement de la terre devint le sujet de la discussion principale, quand Galilée eut levé le seul obstacle qui avait jusqu'alors empêché de l'admettre : l'odieuse persécution qui se rattache à son souvenir fut le résultat de la première collision directe entre la science et la théologie.

L'évolution scientifique de la deuxième phase devait être ici réduite aux grands progrès mathématiques et astronomiques qui l'ont caractérisée. Toutefois le dernier tiers de cette période est marqué par les travaux de Galilée sur la barologie, qui, dévoilant les lois des plus vulgaires phénomènes, constituent l'origine de la physique proprement dite. La biologie s'enrichit alors des découvertes de Harvey sur la circulation et sur la génération. L'étrange hypothèse de Descartes sur l'automatisme des animaux montre assez quel était l'état des idées physiologiques, ballottées entre les explications mécaniques et les conceptions ontologiques. L'esprit positif commençait à manifester son caractère social et son influence populaire. La tendance des modernes à accorder leur confiance aux doctrines fondées sur des démonstrations réelles est hautement constatée, vers la fin de cette période, par l'adoption du double mouvement de la terre, un siècle avant que la papauté, par une inconséquence superflue, en eût enfin toléré l'admission. C'est ainsi que la ruine de l'ancienne discipline spirituelle était accompagnée d'une sorte de foi nouvelle, déterminée par l'accomplissement des prévisions scientifiques. En un temps où les divergences nationales étaient encore très énergiques, l'institution des académies prouva la tendance cosmopolite de l'esprit scientifique par l'usage qui s'introduisit partout d'y admettre des membres étrangers, de manière à présenter la nouvelle

[redacted]

classe spéculative comme européenne. Cet heureux caractère est plus spécialement prononcé en France, où, depuis Charlemagne, le génie étranger reçut toujours un généreux accueil, quelquefois même au détriment du génie national. L'influence de l'évolution scientifique sur l'éducation générale commence alors à se manifester. Le *quadrivium* acquiert une importance croissante, aux dépens du *trivium*. Ce progrès eût été plus sensible, si l'éducation avait suivi fidèlement la marche des mœurs et des opinions.

Pendant la troisième phase, l'élément scientifique, incorporé à la sociabilité moderne, reçut un accroissement de puissance sociale analogue à celui que nous avons apprécié à l'égard de l'élément esthétique. Jusqu'alors la science avait reçu, comme l'art, des encouragements facultatifs. Maintenant, au contraire, la protection des sciences devenait pour tous les gouvernements un devoir dont la négligence eût entraîné un blâme général. Dans cette nouvelle situation, on voit se développer les différences que j'ai déjà signalées entre les deux systèmes de dictature temporelle. Entraîné à une philosophie négative en évitant la transition protestante, l'esprit français retient l'instinct de contemplation et de généralité qui avait été développé par l'éducation catholique. La France reçoit de la monarchie l'impulsion qui avait précédemment appartenu à l'Allemagne, à l'Italie et à l'Angleterre. La dictature aristocratique particulière à l'Angleterre laisse les savants assujettis à la dépendance des protections privées. L'esprit de nationalité, qui dès lors caractérise la politique anglaise, se fait sentir dans les sciences, surtout en mathématiques, où les méthodes et les découvertes indigènes sont seules adoptées, à l'exclusion de la géométrie analytique et des notations infinitésimales. Ces tendances

sont d'autant plus choquantes qu'elles forment un contraste avec l'admiration exagérée dont la France est animée pour Newton, au détriment de Descartes, qui, d'un génie à la fois scientifique et philosophique, n'a eu, depuis, d'autres émules que Leibniz et Lagrange.

Le mouvement scientifique de cette troisième phase a une portée supérieure à celle du mouvement esthétique correspondant. Les mathématiques reçoivent deux séries de progrès : la première, qui résulte du principe établi par Newton, donne lieu aux diverses théories de la mécanique rationnelle ; la seconde, qui remonte à l'impulsion analytique de Leibniz, détermine le développement de l'analyse mathématique. Dans la première série, Maclaurin et Clairaut établissent la théorie générale de l'équilibre des fluides, pendant que Daniel Bernouilli construit la théorie des marées. D'Alembert et Euler complètent la dynamique des solides en constituant la difficile théorie du mouvement de rotation. En même temps, le premier fonde, par son immortel principe, le système analytique de l'hydrodynamique, déjà ébauchée par Daniel Bernouilli. Enfin, Lagrange et Laplace complètent la théorie des perturbations. La seconde série est dominée par la grande figure d'Euler, vouant sa longue vie et son infatigable activité à étendre l'analyse mathématique et à développer la coordination de la géométrie et de la mécanique. L'Angleterre est punie de l'étroite nationalité qu'elle avait tenté de se constituer ; car les savants anglais ne prennent, à l'exception de Maclaurin, qu'une part très secondaire à l'élaboration de la théorie newtonienne, dont le développement appartient à la France, à l'Allemagne et à l'Italie.

L'ensemble de la physique, ébauché dans la phase précédente par la création de la barologie et de l'optique, se

[redacted]

complète par la thermologie et l'électrologie. La première est dégagée des entités chimériques et des fluides imaginaires par la découverte de Black sur les changements d'état. La seconde, popularisée par les travaux de Franklin, est rendue rationnelle par les recherches de Coulomb. L'astronomie, réduite à la géométrie céleste, perd la prépondérance qu'elle avait conservée jusqu'alors, et ne compte qu'un seul homme de génie, Bradley, dont les recherches sur l'aberration de la lumière constituent le plus grand progrès qui ait été réalisé depuis Képler.

Cette phase est marquée par la création de la chimie, qui subit, vers la même époque, une transformation analogue à la préparation que l'hypothèse des tourbillons avait opérée, un siècle auparavant, dans la mécanique céleste. Tel est le rôle, aujourd'hui trop méconnu, de la conception de Stahl, qui fut précédée de la tentative de Boerhaave, et détermina une marche plus rationnelle dans l'ensemble des recherches chimiques entre les mains de Bergmann et de Scheele. Préparée par les expériences de Priestley et de Cavendish, l'œuvre de Lavoisier constitua la chimie.

Bien que la science biologique ait reçu seulement de nos jours sa constitution rationnelle, il importe de signaler le mouvement dont elle devint l'objet. La taxinomie, l'anatomie et la physiologie donnèrent lieu à d'éminentes conceptions : la première, aux travaux de Linnée succédant aux inspirations de Bernard de Jussieu; la deuxième, aux analyses comparatives de Daubanton et aux vues générales de Vicq-d'Azyr ; enfin la troisième, à l'exploration de Haller, suivie de l'ingénieuse expérimentation de Spallanzani. En même temps, le génie synthétique et concret de Buffon, formulant les relations encyclopédiques de la science des corps vivants, en faisait sentir la destination

morale et sociale, signalée par les indications secondaires de Georges Leroy et de Charles Bonnet.

Après avoir caractérisé le développement scientifique depuis le moyen âge, nous devons envisager le mouvement philosophique.

La transaction scolastique avait réalisé le triomphe de la métaphysique, qui, bornée précédemment à l'étude du monde inorganique, compléta son domaine en étendant ses entités à l'homme moral et social. En acceptant le secours de la raison, la foi s'altéra d'une manière irréparable : elle cessa de reposer sur une révélation pour s'appuyer sur des démonstrations susceptibles de controverses composant la nouvelle doctrine étrangement qualifiée de théologie naturelle. Un dualisme s'établit alors entre l'ancienne notion de Dieu et la nouvelle entité de la Nature. L'antagonisme de ces deux conceptions paraissait suffisamment contenu par le principe qui, sous l'influence inaperçue de l'instinct positif, les subordonnait l'une et l'autre à la nouvelle hypothèse d'un Dieu créateur de lois invariables dont l'application était confiée à la Nature. Cette étrange combinaison, où l'on tentait de concilier le principe théologique avec le principe positif, porte l'empreinte de l'esprit métaphysique, qui l'avait élaborée, et qui s'y était ménagé la plus belle part. La Nature faisait l'objet des contemplations et même des adorations journalières. L'action de la Divinité suprême était réduite à une intervention initiale, où la pensée remontait de moins en moins. Jamais le bon sens vulgaire n'a pu admettre ces subtilités doctorales, qui neutralisaient toutes les idées de volonté arbitraire et d'action permanente, sans lesquelles les croyances théologiques ne peuvent conserver leur caractère. Aussi doit-on peu s'étonner que l'instinct populaire poursuivît alors tant de docteurs de l'accusation d'athéisme.

Rien ne caractérise mieux une telle situation que la controverse des réalistes et des nominalistes.

La marche de ce long débat correspond à l'accroissement de l'influence philosophique, qui détermina le triomphe du nominalisme sur le réalisme. Sous ces formes, qui semblent aujourd'hui si vaines, c'était le commencement de la lutte de l'esprit positif contre l'esprit métaphysique, dont le caractère consiste à personnifier des abstractions qui n'ont qu'une existence nominale. Jamais les écoles grecques n'avaient offert une contestation aussi élevée, ni surtout aussi décisive, soit pour ruiner le régime des entités, soit même pour faire soupçonner la nature relative de la vraie philosophie.

Pendant la première phase de l'évolution moderne, la métaphysique favorisait par sa critique la révolte du pouvoir temporel contre la constitution catholique, tandis que la science naissante accumulait les observations provoquées par l'astrologie et l'alchimie. Malgré leur divergence croissante, aucun grave conflit ne pouvait donc s'élever entre elles. Il n'en pouvait plus être ainsi pendant la deuxième phase, quand la réforme eut partout donné à la philosophie métaphysique l'autorité spirituelle qu'elle avait toujours convoitée. L'antagonisme fut d'abord défavorable à la science, comme le prouvent les tristes exemples de Cardan et de Ramus. Toutes les nations européennes, sauf l'Espagne, alors engourdie par la politique rétrograde, prirent part à cet immense débat, qui devait exercer tant d'influence sur les destinées humaines. L'Allemagne avait, au siècle précédent, préparé la crise par la réforme et par les découvertes astronomiques de Copernic, de Tycho-Brahé et de Képler. Mais, absorbée par les luttes religieuses, elle n'y put activement concourir. Au contraire, l'Angleterre, l'Italie et la France y firent

participer trois philosophes, Bacon, Galilée, Descartes, dont les génies très différents étaient également nécessaires. L'action de Galilée, inséparable de ses découvertes, appartient à l'évolution scientifique ; il serait donc superflu d'y revenir. Les travaux de Bacon et de Descartes, dirigés contre l'ancienne philosophie et destinés à constituer la nouvelle, présentent une remarquable harmonie avec la nature de chaque philosophe et avec celle du milieu correspondant. Chacun d'eux établit la nécessité d'abandonner l'ancien régime intellectuel, et fait ressortir les attributs du régime nouveau. L'un et l'autre marquent la tendance de leur analyse vers une synthèse générale.

Malgré cette conformité, le génie de Bacon et celui de Descartes présentent de nombreuses différences. D'une nature plus active, mais moins rationnelle, préparé d'abord par une éducation vague et incohérente, soumis ensuite à l'influence d'un milieu où la spéculation était subordonnée à l'application utile, Bacon a caractérisé imparfaitement l'esprit scientifique, qui, dans ses préceptes, flotte entre l'empirisme et la métaphysique, surtout dans l'étude du monde extérieur. Descartes, aussi grand géomètre que profond philosophe, appréciant la positivité à sa source, en pose avec plus de fermeté et de précision les conditions essentielles dans cet admirable discours où il retrace son évolution individuelle, et décrit ainsi la marche de la raison humaine. Ce discours sera toujours relu avec fruit, même quand l'œuvre diffuse de Bacon n'offrira plus qu'un intérêt historique. Mais, dans l'étude de l'homme et de la société, Bacon présente, à son tour, une incontestable supériorité sur Descartes, qui, en constituant la philosophie inorganique, semble abandonner à l'ancienne méthode le domaine moral et social. Bacon a voulu renouveler cette seconde moitié du système philosophique, qu'il a con-

que comme destinée à régénérer l'humanité. L'école cartésienne s'est efforcée de corriger les imperfections de son chef, dont la métaphysique n'a jamais obtenu en France l'influence qu'y prenait sa théorie corpusculaire. L'école de Bacon, au contraire, a tendu à restreindre les hautes inspirations sociales de son fondateur, pour en exagérer les inconvénients abstraits, en laissant trop souvent dégénérer l'esprit d'observation en un stérile empirisme.

L'état de l'esprit humain devait rester transitoire jusqu'à l'évolution décisive de la chimie et surtout de la biologie. Pour franchir cet intervalle, il suffisait d'apporter une dernière modification au partage organisé par Aristote et Platon entre la philosophie naturelle et la philosophie morale. Descartes, appréciant plus nettement une telle situation, étendit le domaine positif autant qu'on pouvait l'oser de son temps en y faisant rentrer l'étude intellectuelle et morale des animaux. Par sa *célèbre* hypothèse d'automatisme, il ne laissa à la métaphysique que le seul domaine qui ne pouvait encore lui être disputé en la réduisant à l'étude de l'homme moral et de la société. Mais, en coordonnant ces attributions de l'ancienne philosophie, son génie systématique le porta à leur donner trop d'importance. Aussi la seconde partie de son élaboration philosophique, moins en harmonie avec l'état des esprits, n'eut-elle pas, surtout en France, le succès de la première, même quand Malebranche s'en fut emparé. Bacon, qui poursuivait surtout la régénération des études morales et sociales, était à l'abri d'une pareille erreur. Mais l'impossibilité, bientôt constatée, de rendre positives ces deux parties extrêmes du système philosophique conduisit son école à reconnaître la nécessité [illegible] établie par Descartes. Ces tentatives pré

[redacted]

vaient aboutir qu'à tout replacer sous la domination d'une métaphysique plus ou moins prononcée, comme le montrèrent les efforts presque simultanés de Malebranche et de Leibniz pour établir une entière coordination philosophique, l'un d'après sa prémotion physique, l'autre par la conception des monades.

Tel était le premier résultat de l'impulsion imprimée par Bacon et Descartes. L'esprit positif devenait seul maître de la philosophie naturelle. L'esprit métaphysique, dès lors isolé, exerçait sur la philosophie morale une domination dont le terme était appréciable. Par suite d'un tel isolement, la métaphysique perdit rapidement le crédit qu'elle avait conservé jusque-là, et qui tenait à sa solidarité avec l'évolution scientifique. Les plus éminents penseurs s'étant tournés vers les sciences, sauf un très petit nombre d'exceptions, la philosophie, qui cessait d'exiger de sérieuses études, tomba bientôt aux mains des simples littérateurs. Ces derniers, en l'appliquant à démolir l'ancienne organisation spirituelle, reproduisirent les principales erreurs intellectuelles ou politiques qui avaient agité les anciennes écoles grecques. Ils envisagèrent de diverses manières l'essor abstrait de l'entendement, les uns en appréciant les conditions extérieures, les autres, les conditions intérieures; ce qui constitua deux systèmes également irrationnels, parce qu'ils séparaient les deux notions de milieu et d'organisme. Ce n'était d'ailleurs qu'une reproduction de l'antique rivalité qui avait divisé jadis les écoles opposées d'Aristote et de Platon, et que la scolastique avait, au moyen âge, heureusement suspendue. La répartition européenne de ces deux ordres d'erreurs correspond, en général, à la division entre le catholicisme et le protestantisme.

Avant de quitter cette deuxième phase, aussi décisive

pour l'évolution philosophique que pour l'évolution scientifique, j'y dois signaler les germes de la rénovation de la philosophie politique, que Hobbes et Bossuet ont préparée vers la fin de cette période, dont le début avait été marqué par quelques heureux essais de Machiavel pour rattacher à des causes naturelles l'explication de certains phénomènes politiques. La célèbre conception de Hobbes sur l'état primitif de guerre et sur le règne de la force est un heureux aperçu de la prépondérance des influences temporelles dans les conditions sociales et de l'état militaire des sociétés primitives. La participation de Bossuet est plus évidente et moins contestée : il tenta le premier de concevoir les phénomènes politiques comme assujettis à certaines lois invariables permettant de les déterminer les uns par les autres. La prépondérance du principe théologique a profondément altéré une conception aussi avancée, sans en empêcher l'influence sur le perfectionnement des études historiques.

La troisième phase ne fut qu'une extension de la précédente. Dans l'ordre moral on y remarque surtout l'heureuse tendance de l'école écossaise. Cette école s'efforça de rectifier les erreurs de l'école française : l'un de ses principaux membres, le judicieux Hume, ébaucha le caractère des conceptions positives. Il faut aussi noter les ingénieux aperçus d'Adam Smith sur l'histoire des sciences, et surtout de l'astronomie, qui s'approchent peut-être davantage du vrai sentiment de la positivité. Quant à la marche de la philosophie politique, on doit d'abord remarquer l'amélioration qui s'introduisit, au siècle dernier, dans les compositions historiques où le développement social devint le but des plus célèbres productions. Il serait injuste d'oublier les travaux des érudits qui se dévouèrent à éclaircir les principaux points de l'histoire

dans les intéressants mémoires de notre ancienne Académie des inscriptions et dans l'importante collection de Muratori.

La seule conception capitale qui appartienne réellement à la troisième phase consiste dans la notion du progrès. Cette notion résulta de l'ensemble du mouvement scientifique, qui, plus clairement que tout autre, suggère l'idée d'une progression dont les termes se succèdent nécessairement. Aussi Pascal avait-il formulé l'idée du progrès sous l'impulsion de l'histoire des sciences mathématiques. Toutefois cette idée ne pouvait fructifier tant qu'elle n'était vérifiée que par une évolution partielle. Par une fâcheuse coïncidence, le mouvement de décomposition disposait, dès le quatorzième siècle, toutes les classes de la société à concevoir le moyen âge comme une période rétrograde. On comprend dès lors l'importance de la grande controverse, si heureusement agrandie par Fontenelle et Perrault, que provoqua l'aveugle obstination de certains classiques français à méconnaître le mérite de l'évolution esthétique moderne par rapport à l'ancienne. Une telle controverse appelait une discussion très approfondie, où tendaient à s'introduire les principaux aspects sociaux, malgré les efforts de Boileau et de ses coopérateurs pour restreindre une contestation philosophique dont ils se sentaient incapables de soutenir les différents aspects. Fontenelle, en s'appuyant sur l'évolution scientifique, imprima une sage direction à ce débat. Il en résulta l'établissement de la notion du progrès d'une manière aussi systématique que le comportait la grande anomalie relative au moyen âge. Cette prétendue exception à la loi du progrès ne pouvait être résolue que par la théorie d'évolution à la fois intellectuelle et sociale qui a été établie pour la première fois dans cet ouvrage. Il serait injuste de ne

pas signaler l'influence qui résulta de la doctrine qualifiée d'économie politique. En effet cette doctrine, en fixant l'attention sur la vie industrielle des sociétés modernes, fit ressortir la différence qui existe entre notre civilisation et celle des anciens. C'est sans doute sous l'influence d'une telle préparation que l'illustre économiste Turgot *fut* amené à construire sa théorie de la perfectibilité indéfinie, qui servit ensuite de base au projet conçu par Condorcet.

Après avoir apprécié le mouvement philosophique, depuis le moyen âge jusqu'au début de la révolution française, il est impossible de ne pas remarquer que son ensemble ne constitue qu'un développement préliminaire. Cette conclusion résulte également de l'étude des trois autres progressions élémentaires de la sociabilité moderne. Ces évolutions partielles, indépendantes les unes des autres malgré leur connexité, exigeaient un instinct de spécialité plus ou moins exclusive, tendant à faire dominer l'esprit de détail sur l'esprit d'ensemble. Le développement isolé et empirique de chacun des nouveaux éléments sociaux était seul possible en un temps où toutes les vues systématiques se rapportaient au régime qui allait s'éteindre. Mais chacune des quatre progressions a été entravée par l'exagération de l'empirisme primitif.

La progression industrielle a été, à partir du quatorzième siècle, concentrée dans les villes; l'industrie agricole, après l'abolition du servage, n'y a participé qu'avec une extrême lenteur, et à un degré fort incomplet. Ainsi l'élément, sinon le plus caractéristique, du moins le plus important, est resté gravement arriéré dans l'évolution temporelle. Il est demeuré plus adhérent que tous les autres à l'ancienne organisation, comme le montre si nettement, par exemple, la diversité qui existe entre l'industrie rurale

[redacted]

et les industries urbaines, au point de vue des relations respectives des entrepreneurs et des capitalistes. Voilà donc un premier aspect sous lequel l'évolution industrielle attend une action systématique qui puisse rendre homogènes ses divers éléments. Si l'on considère seulement les industries urbaines, on voit que, par une déplorable conséquence de l'esprit d'individualisme et de spécialité, le développement moral y est resté fort en arrière du développement matériel. Cependant l'homme, en acquérant de nouveaux moyens d'action, a plus besoin d'en régler l'exercice afin de n'être nuisible ni à lui-même ni à la société. La morale religieuse a été obligée, par sa nature absolue et immuable, de laisser en dehors de son empire ce nouvel ordre de rapports, que son organisation initiale n'avait pu prévoir. C'est ainsi que la société industrielle s'est trouvée, chez les modernes, dépourvue de toute morale systématique. Dans les contacts permanents entre les producteurs et les consommateurs, ou entre les différentes classes industrielles, surtout entre les entrepreneurs et les ouvriers, il semble convenu que, suivant l'instinct primitif de l'esclave émancipé, chacun doit être uniquement préoccupé de son intérêt personnel, sans se regarder comme coopérant à une véritable fonction publique. Cette déplorable tendance résulte si bien de l'ensemble de la situation moderne que des économistes en ont tenté l'apologie, et se sont élevés contre toute systématisation de l'enseignement moral. Rien ne caractérise mieux un tel désordre que son contraste avec l'ordre de l'ancienne sociabilité militaire, où, sous l'influence d'une puissante organisation, toutes les relations étaient soumises à des règles assignant à chacun ses droits et ses devoirs.

Sous l'aspect le plus philosophique, l'industrie peut être conçue comme destinée à développer, sous les inspirations

de la science, l'action rationnelle de l'humanité sur le monde ; ce qui aboutit à élever la condition et même le caractère de l'homme dans les moindres classes en employant l'intervention humaine à diriger les forces matérielles, empruntées autant que possible au milieu même où cette action s'accomplit. Mais l'emploi des agents mécaniques a été souvent contraire aux intérêts de la classe la plus nombreuse, dont les justes plaintes susciteront de graves conflits, tant que les relations industrielles seront abandonnées à un simple antagonisme physique. Une telle influence n'appartient pas seulement à l'emploi des machines, mais elle s'étend à tout perfectionnement des procédés industriels. En effet, il en résulte toujours une diminution dans le nombre des individus occupés, et par suite un trouble dans l'existence des ouvriers.

Il existe une disproportion notable entre ce développement spécial et le progrès de la condition humaine chez la majeure partie des populations, surtout dans les villes. Un historien anglais, Hallam, a établi que le salaire des ouvriers actuels est inférieur, eu égard au prix des denrées indispensables, à celui de leurs prédécesseurs, au quatorzième et au quinzième siècle. Beaucoup d'influences, comme l'extension d'un luxe immodéré, l'emploi des machines, la condensation des ouvriers, expliquent ce triste état. D'ingénieux progrès procurent aux plus pauvres artisans modernes des commodités inconnues à leurs ancêtres ; mais ceux-ci ont probablement obtenu une plus complète satisfaction des plus indispensables besoins. En outre, le rapprochement plus fraternel des entrepreneurs et des travailleurs, tant que la prépondérance des anciennes classes avait contenu l'ambitieuse tendance des premiers à substituer leur domination bourgeoise à celle des chefs féodaux, procurait aussi aux

populations ouvrières une meilleure existence morale, où leurs droits et leurs devoirs étaient moins méconnus. Il est donc certain que l'évolution sociale de l'industrie moderne n'a été jusqu'ici que préparatoire, et qu'elle présente de grandes lacunes. Ce cas étant le plus important et le plus contesté, je devais insister pour rectifier les opinions dominantes ; mais il serait superflu d'étendre le même travail aux trois parties de l'évolution intellectuelle, où les suites funestes d'une spécialisation exagérée paraissent si évidentes.

Dans l'ordre esthétique, l'art, privé de direction et de but, attend une impulsion susceptible de régénérer sa vitalité et de déployer ses attributs sociaux. Réduit à une stérile agitation, il n'a d'autre résultat que d'empêcher l'atrophie et l'oubli de facultés indispensables à l'humanité.

Quant à la philosophie, sa nullité, qui provient d'un isolement irrationnel, n'a besoin d'aucune nouvelle explication.

Enfin, relativement à la science, j'ai établi, dans la première partie de cet ouvrage, combien le régime de la spécialité lui est devenu funeste. Il suffit, par exemple, de rappeler que les fluides fantastiques sont conservés dans la physique actuelle, au grand détriment de la science, par la vicieuse éducation des savants. Tous ces inconvénients n'étaient pas encore pleinement développés, au temps où s'arrête l'appréciation historique de cette leçon. Ils étaient cependant imminents. Il était donc convenable de les indiquer pour établir que le régime de la spécialité, sous lequel s'est développée l'évolution scientifique préparatoire, est devenu impropre à en diriger le cours.

Dans tout l'Occident européen, l'essor des nouveaux éléments sociaux constitue, depuis le moyen âge, un mouvement de recomposition partielle, destiné, comme

le mouvement simultané de décomposition, à régénérer l'humanité. Mais la spécialité des diverses progressions a empêché le développement de l'aspect d'ensemble. C'est ainsi que, à l'avènement de la révolution française, préparée par cette double série de progrès, il n'a pu exister aucune vue générale du passé, et par suite aucune saine appréciation de l'avenir.

CINQUANTE-SEPTIÈME LEÇON

Sommaire. — Appréciation de la partie déjà accomplie de la révolution française. — Détermination de la tendance des sociétés modernes d'après l'ensemble du passé : état positif, ou âge de la généralité, caractérisé par la prépondérance de l'esprit d'ensemble sur l'esprit de détail.

Les deux mouvements simultanés qui agitent, depuis le quatorzième siècle, les sociétés modernes ne se sont pas accomplis avec la même rapidité. Vers la fin de la troisième phase, la progression négative s'est trouvée assez avancée pour rendre évident le besoin d'une réorganisation ; mais le retard de la progression positive n'a pas permis de déterminer quelle en devait être la nature. Malgré les dangers d'une telle discordance entre le principe et le but, une révolution n'en était pas moins nécessaire pour dévoiler à tous les yeux l'impuissante caducité de l'ancien régime, et pour faire apprécier le développement des nouveaux éléments sociaux.

Il existait dans les diverses parties de l'Europe une inégalité très prononcée, au point de vue de la décadence de l'ancien régime et de l'avènement du nouvel état social. Sous l'un et l'autre aspect, les principales différences résultaient du mode de dictature temporelle. La monarchie avait été plus favorable au renversement de l'ordre ancien et au développement de l'ordre nouveau. En France, l'évolution était devenue la plus importante à

tous égards : l'asservissement de l'aristocratie y avait plus détruit l'ancien système politique que ne l'avait fait la décadence de la royauté en Angleterre. Le mouvement esthétique de la nation française, malgré son infériorité sur celui de l'Italie, était plus avancé que celui des autres peuples. La supériorité de la France était encore plus grande dans le domaine scientifique. Enfin l'esprit philosophique, plus dégagé chez elle que partout ailleurs de l'ancien régime théologique et métaphysique, y était exempt de l'empirisme anglais et du mysticisme allemand. Ainsi s'explique l'initiative de la France dans la grande crise des sociétés européennes. Mais il ne faudrait pas regarder un tel mouvement comme particulier à la nation française, qui a pris en cela une simple avance, analogue à celle que l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, la Hollande, l'Angleterre, avaient eue tour à tour. Les conditions qui déterminaient une telle initiative étaient favorisées par les dispositions morales du peuple français, qu'une noble émulation avait souvent poussé, depuis les croisades, à se faire l'organe désintéressé des principaux besoins de la grande association européenne.

Cette révolution, qu'indiquait si clairement l'état général, et dont les principaux penseurs, depuis un siècle, avaient eu le pressentiment, avait été annoncée par trois événements également significatifs. Le premier fut l'abolition des jésuites : cette mesure, appliquée au lieu même où la politique rétrograde était le plus profondément enracinée, reçut la sanction du pouvoir pontifical. Rien n'indiquait mieux la caducité de l'ancien système social que cette aveugle destruction de la seule puissance capable d'en retarder le déclin. Un tel événement était d'autant moins équivoque qu'il s'accomplissait sans aucune participation directe de la philosophie négative.

Le second symptôme précurseur résulta, peu de temps après le premier, de l'essai de réforme qui fut tenté sous le ministère de Turgot, et dont l'avortement fit ressortir le besoin d'innovations plus radicales. Enfin, la révolution d'Amérique prouva bientôt la tendance des esprits français à concevoir qu'une telle crise devait être commune à toute l'humanité civilisée. On se fait, à cet égard, une fausse idée de la coopération de la France, qui, même sous l'aspect moral, apporta beaucoup plus qu'elle ne reçut; car elle déposa les germes de l'émancipation philosophique chez des peuples engourdis par le protestantisme.

La révolution française se présenta, dès son début, comme destinée à opérer une rénovation complète; mais ce but ne put être atteint, faute d'une doctrine organique. La métaphysique négative, qui, depuis cinq siècles, avait présidé au mouvement de décomposition, semblait être la seule doctrine qu'on pût appliquer à une organisation nouvelle. C'est ainsi que toutes les intelligences actives furent entraînées à développer les principes critiques. Sous une telle influence, les tentatives de réorganisation, au lieu de changer la nature et le rôle des pouvoirs sociaux, n'ont abouti qu'à morceler, à limiter, à déplacer les anciennes autorités de manière à entraver toute action. C'est alors que l'esprit métaphysique conçut la société comme étant indéfiniment livrée, sans aucune impulsion propre, à la succession des essais constitutionnels. Cette illusion, malgré ses dangers, était excusable. Les conceptions critiques étaient familières à tous les esprits : sans poser les fondements de l'organisation nouvelle, elles en formulaient les plus indispensables conditions. Ainsi la nécessité de quitter un régime devenu hostile à tout progrès obligeait à recourir au seul principe qui pût faire entrevoir la régénération sociale.

[redacted]

Le triomphe de la doctrine critique amena celui des métaphysiciens et des légistes. L'influence était passée des docteurs proprement dits aux simples littérateurs, pendant l'époque de propagation de la métaphysique révolutionnaire. Une dégradation équivalente transmit aux avocats la prépondérance politique auparavant obtenue par les juges, qui furent relégués à leurs fonctions spéciales.

Après avoir indiqué la direction, le théatre et les agents de la révolution, nous allons en apprécier la marche en y distinguant deux périodes, l'une préparatoire, l'autre caractéristique, sous la conduite de nos deux grandes assemblées nationales.

Au début de la révolution, le besoin de renouvellement, trop vaguement ressenti, semble pouvoir se concilier avec le maintien de l'ancien régime, réduit à ses points essentiels et dégagé des abus secondaires. Cette première période semble, en général, moins métaphysique que la seconde. Cependant les illusions politiques y étaient plus complètes. On était plus éloigné d'apprécier sainement la situation sociale. On confondait le gouvernement moral avec le gouvernement politique. En un mot, jamais situation aussi provisoire n'a paru aussi définitive. La métaphysique constitutionnelle rêvait d'unir le principe monarchique à l'ingérence populaire, et la constitution catholique à l'émancipation des esprits. Une telle doctrine conduisait à penser que, pour détruire l'ancien organisme, il suffisait de joindre au renversement de la puissance aristocratique l'abaissement de la monarchie. Les esprits français furent ainsi amenés à vouloir suivre le mode de gouvernement particulier à l'Angleterre. Une semblable imitation était irrationnelle, parce que le mouvement de décomposition avait été dirigé en France contre l'élément

politique dont la prépondérance avait déterminé le caractère du régime anglais.

Les principaux chefs de l'Assemblée constituante, en proposant pour but à la révolution française la simple imitation du régime anglais, tendirent à constituer un pouvoir aristocratique, dont l'instinct de la population française, si dignement représenté à cet égard par les Parisiens, les empêcha de poursuivre ouvertement l'organisation. Ils cherchèrent à détacher les chefs industriels des masses placées sous leur patronage pour les unir, suivant le type anglais, aux anciennes classes dirigeantes. Ils s'efforcèrent d'ériger le gallicanisme en une sorte d'équivalent du protestantisme anglican. C'était sans doute une étrange tentative chez une population élevée par Voltaire et Diderot. Mais ce projet n'en caractérise pas moins une telle politique, qui n'a pas cessé de trouver de fervents admirateurs parmi les métaphysiciens et les légistes qui dirigent encore nos destinées.

Pendant la seconde période de la crise révolutionnaire, le sentiment plus exact des besoins sociaux, compensant en partie, sous l'impulsion des circonstances, l'influence de la métaphysique, détermina le caractère de la révolution.

Ecartant les fictions politiques sur lesquelles reposait l'incohérent édifice de l'Assemblée constituante, la Convention nationale regarda l'abolition de la royauté comme l'indispensable préliminaire de la régénération sociale.

Cette abolition entraîna bientôt la suppression légale du christianisme et la destruction systématique de toutes les corporations antérieures, qui étaient devenues une source d'entraves bien plus que de progrès. Telles étaient les compagnies savantes, et même l'Académie des sciences de Paris, la seule qui pût mériter quelque regret sé-



rieux. Cette institution avait alors rendu tous les services compatibles avec la nature et l'esprit de son organisation primitive; depuis cette époque, son influence a été plus contraire que favorable à la marche des idées modernes. L'instinct progressif de la grande dictature révolutionnaire ne fut donc pas plus en défaut dans cette circonstance que dans tant d'autres où une meilleure appréciation a déjà conduit à lui rendre justice. Sous l'aspect scientifique, sa sollicitude pour tant d'heureuses fondations, et surtout pour la création de l'école polytechnique, montre que la suppression des académies tenait, non pas à de sauvages antipathies, mais plutôt à une certaine prévision juste, bien que confuse, des nouveaux besoins de l'esprit humain.

Pour apprécier le caractère de cette période, il est nécessaire d'y considérer l'influence, plus favorable que funeste, des circonstances qui la dominèrent. Les gouvernements européens, qui avaient laissé tomber Charles Ier, n'eurent pas même besoin des coupables intrigues de la royauté française pour réunir tous leurs efforts contre une révolution que la France signalait comme devant être commune à toute l'Europe. L'oligarchie anglaise, bien que désintéressée en apparence, se plaça à la tête de la coalition rétrograde. Cette formidable attaque favorisa l'œuvre révolutionnaire en provoquant une communauté de sentiments et de vues politiques indispensable au succès. Ce fut la source de l'énergie et de la rectitude morales qui placèrent la Convention bien au-dessus de l'Assemblée constituante. Poussée par sa philosophie à des conceptions vagues et absolues, l'assemblée républicaine fut bientôt conduite, par les exigences de sa mission, à ajourner toute constitution pour s'élever à l'admirable idée du gouvernement révolutionnaire. C'est

ainsi que les conventionnels français, renonçant à fonder des institutions qui ne pouvaient encore avoir aucune base solide, s'attachèrent à organiser une vaste dictature temporelle, équivalente à celle de Louis XI et de Richelieu, mais dirigée par une plus juste appréciation de son but et de sa durée. Cette dictature, fondée sur la puissance populaire, développa les sentiments de fraternité, et inspira aux classes inférieures la conscience de leur valeur politique. Une telle conduite, récompensée par de sublimes et touchants dévouements, a laissé chez le peuple français d'ineffaçables souvenirs, et même de profonds regrets qui ne disparaîtront que par une juste satisfaction donnée à l'instinct correspondant. L'organisation de la dictature révolutionnaire tendait à séparer le gouvernement moral du gouvernement politique. Cette tendance fut indiquée par l'action d'une célèbre association volontaire, celle des Jacobins, qui, extérieure au pouvoir, était surtout destinée, en appréciant mieux l'ensemble de sa marche, à lui fournir de lumineuses indications. On en retrouve d'autres indices dans les diverses tentatives qui furent faites pour fonder sur la régénération des mœurs françaises les nouvelles institutions politiques.

La valeur des chefs du mouvement révolutionnaire et celle des masses qui les secondaient avec un si admirable dévouement firent triompher de précieuses vérités. Les graves erreurs qui furent commises résultèrent de la philosophie dominante. Cette philosophie, au lieu de rattacher les tendances de l'humanité aux transformations antérieures, représentait la société comme étant, sans aucune impulsion propre, entièrement livrée à l'action arbitraire du législateur. Elle remontait au delà du moyen âge pour emprunter aux anciens un type rétrograde et contradictoire. Au milieu des circonstances les plus irritantes, elle

appelait les passions à l'office réservé à la raison. Un semblable contraste doit porter à admirer les grands résultats qui furent obtenus, tout en faisant réprouver avec indulgence d'inévitables égarements. Aucun ordre de faits ne caractérise mieux cette opposition que ceux qui se rapportent au besoin d'unité nationale, dont le sentiment surmonta chez les natures vraiment politiques la tendance dissolvante de la métaphysique. Cette réaction d'un heureux instinct pratique contre les indications d'une fausse théorie se manifesta surtout dans la lutte qui fut suscitée par le puéril orgueil des malheureux girondins. Ils furent entraînés par leur incapacité politique à de coupables menées, qu'ils poussèrent jusqu'à des coalitions armées avec le parti monarchique, dans le but de décomposer la France en républiques partielles, au temps où une redoutable agression extérieure exigeait la plus intense concentration. Quand, par une épuration indispensable, la révolution, dans sa marche, se fut délivrée de ces dangereux discoureurs, une mémorable unanimité d'efforts contint toute tendance au morcellement politique.

L'exaltation qui s'ensuivit, bien que nécessaire, ne pouvait durer. Elle aurait dû s'arrêter à l'époque, fort antérieure à la journée thermidorienne, où la France était suffisamment garantie contre l'invasion étrangère par la conquête de la Belgique et de la Savoie. Mais l'irritation produite par d'aussi extrêmes nécessités et surtout les inspirations absolues de la métaphysique dirigeante ne permirent pas à la politique exceptionnelle d'abdiquer aussitôt après avoir accompli son office provisoire. Telle fut l'origine des actes horribles que rappelle trop exclusivement le souvenir de cette grande époque.

C'est ici le lieu de distinguer les écoles de Voltaire et de Rousseau, qui ont dirigé le mouvement philosophique

en poursuivant, l'une l'émancipation des esprits, l'autre l'agitation sociale. La première concevait la métaphysique dirigeante comme négative et la dictature républicaine comme une mesure provisoire. Au contraire, aux yeux de la seconde, la doctrine critique formait la base d'une réorganisation directe. En même temps, l'une faisait preuve d'un instinct confus, mais réel, des conditions de la civilisation moderne, pendant que l'autre était surtout préoccupée d'une vague imitation de la société antique. Après que le danger commun eut cessé de contenir ces divergences, l'école de Voltaire montra son impuissance en formulant précipitamment une sorte de polythéisme métaphysique dominé par l'adoration de la grande entité scolastique. Il en résulta la catastrophe de Danton et de Camille Desmoulins, en un temps où tous les triomphes se résumaient par l'impitoyable extermination des adversaires, sous les inspirations d'une doctrine qui laissait prévaloir les passions les plus cruelles.

L'école de Rousseau, dans laquelle le sincère fanatisme de quelques chefs dissimulait l'hypocrisie d'un plus grand nombre de purs déclamateurs, prouva bientôt à son tour, par un horrible délire, que, malgré ses mystérieuses promesses, elle était encore moins apte que sa rivale à réorganiser la société. Ce fut surtout alors que la métaphysique révolutionnaire se montra hostile à la civilisation. Cette hostilité, sensible même dans le domaine de la science et de l'art, se manifesta surtout dans l'ordre industriel, qui fut menacé d'une ruine complète par la désastreuse tendance politique à détruire la subordination nécessaire des classes laborieuses aux chefs de leurs travaux. La réaction rétrograde, que l'on fait commencer à la journée thermidorienne, remonte à la tentative d'organisation du déisme légal. De singulières révélations attribuaient une sorte de

l'esprit rétrograde. Cette dernière épreuve était indispensable pour faire apprécier l'espèce d'ordre réellement compatible avec l'existence des anciens pouvoirs. Le cours des événements préparait une domination militaire, à mesure que la guerre perdait son caractère défensif pour devenir offensive. Tant que l'armée, attachée au sol de la patrie, n'avait pas cessé de participer aux émotions et aux inspirations nationales, l'énergie du terrible comité y avait maintenu la plus parfaite prépondérance de l'autorité civile sur la force militaire. Mais, dans ses expéditions lointaines, l'armée, devenue de plus en plus étrangère aux affaires intérieures, s'identifia avec ses propres chefs au milieu de populations inconnues. En outre, son intervention politique parut indispensable pour comprimer l'agitation sociale entretenue par l'esprit métaphysique. Une dictature militaire était donc inévitable; mais sa tendance rétrograde ou progressive devait, malgré l'influence d'une réaction passagère, dépendre beaucoup de la disposition personnelle de celui qui en serait honoré parmi tant d'illustres généraux que la défense révolutionnaire avait suscités.

Par une fatalité à jamais déplorable, cette suprématie, à laquelle le général Hoche semblait si heureusement destiné, échut à un homme presque étranger à la France, issu d'une civilisation arriérée, et pénétré, sous la secrète impulsion d'une nature superstitieuse, d'une admiration involontaire pour l'ancienne hiérarchie sociale. L'immense ambition dont il était dévoré ne se trouvait en harmonie, malgré son vaste charlatanisme, avec aucune éminente supériorité. Il faut en excepter celle qui se rapporte à un incontestable talent pour la guerre. Or ce talent est plus lié, de nos jours, à l'énergie morale qu'à la force intellectuelle.



des mœurs et des opinions. La France n'aurait pas été réduite à cette longue et honteuse oppression pendant laquelle la moindre réclamation généreuse était aussitôt étouffée comme un dessein de trahison nationale concerté avec l'étranger. L'armée, qui, pendant la crise républicaine, avait été animée d'un si noble esprit patriotique, n'aurait pas tyrannisé les citoyens, réduits à se consoler du despotisme et de la misère par la puérile satisfaction de voir l'empire français s'étendre de Hambourg à Rome. La Convention, en élevant le peuple sans le corrompre, avait achevé de décomposer l'ancienne hiérarchie sociale. Bonaparte faussa le sentiment de l'égalité en associant la partie la plus active du pays à un désastreux système de rétrogradation politique, et en lui abandonnant, pour prix de ses services, le pillage et l'oppression de l'Europe.

Je ne m'arrête à cette malheureuse époque que pour noter les graves enseignements qu'elle nous a si chèrement procurés. Les convictions révolutionnaires furent remplacées par une déplorable versatilité politique, sans laquelle Bonaparte aurait manqué d'instruments et d'appuis pour restaurer un régime que l'antipathie générale avait si récemment abattu. La honteuse apostasie de tant d'indignes républicains et l'entraînement insensé des masses marquèrent la fragilité inhérente à toutes les convictions métaphysiques. La guerre était la base du système de rétrogradation, qui n'aurait pu obtenir autrement une telle consistance temporaire. L'esprit militaire, avant de s'effacer, fut conduit à rendre hommage à la nature pacifique de la sociabilité moderne en s'efforçant de représenter la guerre comme un moyen de civilisation. C'était rajeunir la politique romaine, qui, réalisée quinze siècles auparavant, ne pouvait plus être renouvelée. Une telle illusion politique était excusable à l'issue de la défense révolutionnaire,

[redacted]

Les habitudes politiques contractées sous l'influence de Bonaparte facilitèrent le retour provisoire des héritiers de l'ancienne royauté française, qui furent accueillis sans confiance, mais sans crainte, chez une nation dont le seul vœu était de voir cesser à tout prix la guerre et la tyrannie. On pensait que cette famille comprendrait, comme tout le monde le sentait en France, que le système de conquêtes et le régime de rétrogradation étaient également détestés. Mais, croyant voir, au contraire, un symptôme d'adhésion à leur utopie monarchique dans un retour qu'ils ne devaient qu'à Bonaparte et où le peuple était resté passif, les Bourbons reprirent la politique rétrograde du pouvoir déchu. Pour préserver le pays des tracasseries qui devaient résulter de cette restauration, il eût suffi de laisser agir une ancienne rivalité domestique, si le désastreux retour de l'île d'Elbe n'était venu mettre de nouveau l'Europe en garde contre la France, et retarder de quinze ans, au prix d'immenses sacrifices, une substitution de personnes devenue inévitable.

Sans regarder le problème de sa réorganisation comme résolu, et sans renoncer à le résoudre, la France, désabusée des espérances qu'elle avait attachées au triomphe de la politique métaphysique, ne s'occupa plus que de son développement industriel. Elle ne prit qu'un intérêt secondaire aux stériles discussions constitutionnelles qui aboutirent à une troisième tentative d'imitation du régime anglais. Cette nouvelle épreuve, plus prolongée, plus paisible, et par suite plus décisive que les précédentes, fit bientôt ressortir le caractère d'une telle utopie. Sous l'ascendant de l'aristocratie, le pouvoir royal était réduit en Angleterre à une vaste sinécure accordée au chef nominal de l'oligarchie britannique avec une puissance peu supérieure à celle des doges vénitiens. En France, l'instinct royal répugnait



à une telle dégradation d'un régime qu'on prétendait seulement modifier quand on l'annulait radicalement. L'imitation du type anglais neutralisait la royauté, et ce résultat devenait d'autant plus décisif que, par la nouvelle forme d'une telle institution, l'adhésion monarchique y semblait volontaire.

C'est à cette époque qu'il faut placer dans l'histoire la chute de la dictature temporelle. Depuis le commencement de la crise révolutionnaire, cette dictature, élaborée par Louis XI et complétée par Richelieu, avait été maintenue énergiquement, d'abord avec un caractère progressif par la Convention, ensuite dans un esprit rétrograde par Bonaparte, qui en fut réellement le dernier organe. Elle finit par se partager en un antagonisme entre l'action centrale, que cette nouvelle royauté représente imparfaitement, et l'action locale ou partielle, émanée d'une assemblée plus ou moins populaire. L'unité de direction disparaît sous le tiraillement de ces deux forces opposées, dont chacune tend à s'assurer une prépondérance désormais impossible. L'abaissement du pouvoir royal est marqué par la nouvelle existence du pouvoir ministériel, qui, après en avoir été une émanation facultative, s'y est absolument substitué.

La lutte entre l'instinct progressif et la résistance rétrograde s'est continuée à la faveur même de ce régime métaphysique, qui, malgré son éternité officielle, n'était regardé par les divers partis que comme une transition précaire. C'est alors que s'est pleinement établi le déplorable dualisme social que j'ai décrit dans la quarante-sixième leçon, et qui a persisté jusqu'à présent. Un tel dualisme est caractérisé, sous l'aspect moral, par une corruption systématique, et, au point de vue politique, par la prépond
des littérateurs et des avocats. On a tenté d'érige

neur de l'entité décorée du nom de *loi* une sorte de culte métaphysique qui a consacré la domination des légistes. Faute de notions fondamentales, on a été conduit, pour éviter un arbitraire indéfini, à accumuler une multitude presque illimitée de décisions particulières. La confusion des idées politiques est parvenue à un degré tel que les plus habiles jurisconsultes, après avoir consumé leurs veilles à l'étude des décisions légales, ne peuvent presque jamais convenir, en un cas déterminé, de ce qui constitue la légalité.

L'action rétrograde a été marquée par des inconséquences dont la plus décisive a consisté à combiner l'ancien régime avec un état de paix continu. Cette étrange politique a reproduit, sur une moindre échelle et suivant un cours plus rapide, les mêmes dissidences qui ont amené, pendant les cinq derniers siècles, la décomposition du régime féodal. La réorganisation spirituelle a été entreprise par les jésuites, qui se sont attiré, outre la haine qu'ils avaient jadis inspirée, le mépris justement acquis à une congrégation chez laquelle la plus ignoble hypocrisie dispense si souvent de mérite et même de moralité.

Quand cette vaine réaction eut pris une attitude sérieusement menaçante pour le mouvement révolutionnaire, une seule secousse, en détruisant une politique dépourvue de toute racine populaire, démontra aux plus aveugles observateurs que la chute de Bonaparte, loin d'avoir été due à l'unique amour de la paix, était également résultée de l'aversion inspirée par sa tyrannie rétrograde. Tel fut le terme de la réaction qui, commencée à l'institution du déisme légal de Robespierre, fut complétée par Bonaparte et prolongée par ses faibles successeurs.

La précision du langage philosophique ne permet guère d'appliquer au pouvoir central l'ancienne qualification de

royauté, depuis que tous les prestiges monarchiques ont disparu avec les croyances qui les consacraient. L'Assemblée législative s'est fait remarquer par de nouveaux empiètements sur le pouvoir royal en lui imposant les ministres qu'il devait employer, de manière à empêcher l'exercice le plus légitime de sa spontanéité. Le centre d'action, privé de toute stabilité, s'est trouvé successivement transporté chez chacun des personnages les plus influents des assemblées parlementaires. Les ministres eux-mêmes, devenus presque indépendants de la puissance royale, l'auraient éliminée sans plus d'embarras que les anciens maires du palais, si notre milieu social n'avait empêché une telle usurpation.

Depuis que le régime politique a renoncé à toute prétention sur la réorganisation spirituelle, la puissance morale a été livrée à quiconque a voulu s'en saisir. Il en est résulté la domination du journalisme, qui appartient aujourd'hui à des littérateurs incapables de traiter d'une manière rationnelle une question quelconque, et disposés, même avec les plus loyales intentions, à transformer les discussions sociales en un stérile appel aux passions. Sous le déplorable ascendant de sectes éphémères, ce pouvoir a été employé à propager des conceptions anarchiques. Quoi qu'il en soit, l'imperfection de ce nouveau pouvoir n'en doit pas faire méconnaître l'importance. C'est ainsi que les perturbations sociales d'un demi-siècle ont conduit tous les partis à reconnaître la priorité que doit obtenir la régénération intellectuelle et morale.

Une telle régénération ne dépend plus que d'une initiative philosophique, qui seule lui manque encore, et que j'ose tenter dans cet ouvrage. Néanmoins, avant d'en faire l'exposé, je dois compléter l'examen de l'époque actuelle en y étendant la double progression sociale que les deux

leçons précédentes ont démontrée appartenir à l'évolution moderne.

Je considérerai d'abord le prolongement de la décomposition politique, en ce qui concerne l'organisme théologique, principale base de l'ancien système social. La révolution a porté une dernière atteinte aux diverses conditions, politiques, intellectuelles et morales, de l'ancien pouvoir spirituel. L'assujettissement de l'ordre ecclésiastique à la puissance temporelle a été augmenté. Le clergé a perdu sur la vie domestique cette influence légale dont il conserve encore l'apparence chez les populations protestantes. L'existence du clergé, privé de ses biens, a été subordonnée aux décisions annuelles d'une assemblée de laïques incrédules, presque toujours mal disposés à l'égard de la corporation sacerdotale. En laissant Bonaparte rétablir sans opposition sérieuse un culte encore cher à une partie arriérée du pays, la nation française a imposé au clergé, comme condition tacite d'une domination désormais facultative, l'obligation de renoncer à toute influence politique. A la prochaine tentative un peu grave de réaction rétrograde au profit d'un pouvoir qui ne peut se résigner à un tel abaissement, cette disposition nationale déterminera sans doute la suppression du budget des cultes en réservant aux divers fidèles l'entretien de leurs pasteurs respectifs. Or une telle mesure, qui, dans les mœurs protestantes des Américains, est très favorable à la profession sacerdotale, consommerait sa ruine d'abord en France, et ensuite dans tous les pays catholiques. Quant à la décadence intellectuelle de l'organisation catholique, la crise révolutionnaire a dû l'aggraver profondément en propageant dans toutes les classes l'émancipation des esprits. Une nation qui, pendant plusieurs années, loin de réclamer contre la suppression légale du culte public, a paisiblement écouté dans ses

vieilles cathédrales la prédication d'un audacieux athéisme, ou d'un déisme non moins hostile aux anciennes croyances, a suffisamment prouvé son affranchissement théologique. D'odieuses persécutions n'ont même pas ranimé une ferveur religieuse dont les sources étaient taries.

Depuis qu'une émancipation complète est devenue fréquente chez les esprits cultivés, de nombreux exemples, parmi lesquels on distinguera toujours la vie entière du vertueux Spinosa, ont prouvé l'indépendance de toutes les vertus à l'égard des croyances qui, dans l'enfance de l'humanité, avaient été longtemps indispensables à leur stimulation. Malgré ces divers enseignements, les prétentions de la théologie survivront longtemps aux situations qui les ont motivées. Il n'y a pas de vertu qui, pour se convertir en habitude, n'ait eu d'abord besoin d'une sanction religieuse, que le progrès a ensuite éliminée sans danger, à mesure que la saine appréciation des influences réelles a rendu superflus les stimulants chimériques. Aussi, à toutes les époques, des déclamations rétrogrades ont-elles annoncé, comme aujourd'hui, la dépravation qui serait pour l'humanité l'inévitable résultat de la ruine de telle ou telle croyance superstitieuse. Il suffit de parcourir les diverses civilisations contemporaines, pour retrouver l'équivalent de ces vains regrets, même dans les cas que les plus croyants regardent, chez les peuples avancés, comme étrangers à toute considération théologique. Ainsi, la propreté est devenue depuis longtemps indépendante des motifs religieux ; elle est simplement rattachée à des convenances privées ou publiques. Cependant tous les brahmanes persistent à ériger en nécessité absolue sa liaison à leurs prescriptions théologiques. Plusieurs siècles après l'établissement du christianisme, un grand nombre d'hommes d'État et même de philosophes continuèrent à déplorer

l'imminente démoralisation qu'ils regardaient comme attachée à la chute des dogmes polythéistes.

Les clameurs modernes ne sont pas plus raisonnables. Les plus hautes vertus se sont développées chez une population devenue étrangère et même antipathique aux croyances théologiques. Tel est le service dont l'émancipation humaine sera toujours redevable à la révolution française. En voyant alors, non seulement parmi les chefs, mais encore chez les moindres citoyens, tant de courage, soit militaire, soit civil, tant d'admirables dévouements patriotiques, tant d'actes, même obscurs, d'un noble désintéressement, surtout pendant la durée de la grande défense républicaine, tandis que toutes les anciennes croyances étaient avilies ou persécutées, il est impossible de ne pas sentir que la morale est maintenant indépendante de toute croyance religieuse. Cette grande expérience ne laisse pas à l'esprit théologique la ressource, d'ailleurs illusoire, de rattacher à un vague déisme d'aussi heureux résultats. Les demi-convictions propres à cette vaine doctrine sont trop confuses et trop chancelantes pour comporter de tels effets. En outre, à cette époque, la plupart des citoyens actifs, soit dans l'armée, soit dans la nation, étaient presque aussi indifférents au déisme moderne qu'à tout autre système religieux. La révolution a donc complété la décadence du régime théologique en ôtant aux doctrines religieuses les attributions morales, dont un opiniâtre préjugé semblait leur assurer à jamais le privilège exclusif.

Le catholicisme, après avoir si longtemps présidé à l'évolution moderne, est devenu étranger à la société actuelle : il ne peut plus y figurer qu'à titre d'imposante ruine, pour empêcher le monde de perdre le sentiment d'une organisation spirituelle, et pour en indiquer aux philosophes les conditions fondamentales.

En considérant le progrès de la décomposition politique dans l'organisme temporel, il est aisé de reconnaître que, malgré le développement d'une prodigieuse activité guerrière, la révolution n'a pas moins concouru à compléter la décadence du régime militaire que celle du système théologique. Le mode suivant lequel s'accomplit la grande défense républicaine déconsidéra l'ancienne caste militaire, qui fut ainsi privée de sa seule attribution caractéristique. Les citoyens les moins préparés, en surpassant alors, après un rapide apprentissage, les maîtres les plus expérimentés, ruinèrent à jamais le prestige inhérent à la spécialité d'une telle profession. Cette épreuve décisive, accomplie au milieu des circonstances les plus défavorables, fit sentir que, pour une simple activité défensive, seule compatible avec l'esprit pacifique de la sociabilité moderne, l'existence d'une caste militaire et même toute préoccupation continue des choses de la guerre sont devenues inutiles.

La révolution a fait cesser les guerres systématiques qui avaient mis l'activité militaire au service de l'activité industrielle. Cet ancien esprit n'a persisté qu'en Angleterre. La ruine du régime colonial, que la séparation des principales colonies détruisit après trois siècles, a prévenu tout renouvellement sérieux des guerres importantes que ce régime avait suscitées. L'Angleterre seule offre à ce sujet une exception spéciale, et probablement passagère. C'est ainsi qu'ont disparu en Europe les derniers motifs généraux des guerres modernes.

La décadence du régime et de l'esprit militaires a été marquée, pendant ce dernier demi-siècle, par l'innovation du recrutement forcé, qui fut d'abord établi en France pour suffire aux immenses besoins de la défense nationale, ainsi qu'aux exigences plus durables du régime impérial, qui lui succéda. Cette innovation, qui, depuis la

paix, a partout survécu aux nécessités initiales, est un témoignage des dispositions pacifiques des populations modernes, parmi lesquelles on trouve encore des officiers volontaires, mais qui ne fournissent plus ou qui fournissent trop peu de soldats dans le même cas. En même temps, elle concourt à détruire les mœurs et l'activité guerrières en faisant cesser la spécialité d'une telle profession, et en composant les armées d'une masse antipathique à la vie militaire, devenue pour elle un fardeau qu'elle ne supporte qu'avec l'espoir d'une prochaine libération.

Le vaste appareil militaire qui a été conservé dans les différents pays civilisés semblerait annoncer une disposition opposée à la paix, si cette anomalie apparente ne s'expliquait par les nécessités d'une crise révolutionnaire qui s'étend plus ou moins à toute l'Europe. Le maintien de l'ordre public, qui n'offrait jadis aux armées qu'une destination accessoire et passagère, constitue maintenant leur attribution principale. Cette situation n'étant pas suffisamment comprise, les gouvernements actuels ont souvent recours à des artifices peu convenables, et même dangereux, pour motiver, par la prétendue imminence d'une guerre impossible, le maintien d'un vaste appareil militaire qu'ils n'osent pas justifier par sa véritable destination. Quoi qu'il en soit, la profession militaire ne saurait être frappée d'un discrédit équivalent à celui qui menace la corporation sacerdotale. Rien ne peut empêcher la milice actuelle, et surtout ses chefs, de prendre les mœurs et l'esprit modernes.

L'institution des armées permanentes a été dirigée par la dictature temporelle autant contre la puissance sacerdotale que contre la force féodale. Aussi les guerriers modernes se distinguent-ils presque toujours de ceux du moyen âge, et encore plus de ceux de l'antiquité, par une

émancipation théologique qui excita souvent les impuissantes réclamations du clergé. Bonaparte lui-même, malgré son ascendant sur l'armée, fut obligé d'y tolérer une pleine indépendance religieuse, qui, politiquement appréciée, eut alors suffi pour faire juger une utopie rétrograde fondée sur la combinaison de deux éléments devenus inconciliables. Les efforts insensés de ses débiles successeurs n'aboutirent qu'à développer une telle antipathie. La netteté et la précision des spéculations militaires développent aujourd'hui chez ceux qui s'y livrent l'esprit positif. Depuis trois siècles, il a existé entre les recherches scientifiques et les études relatives à la guerre une liaison qui a déterminé jusqu'ici les plus importantes créations spéciales pour l'éducation positive. C'est ainsi que des antipathies et des sympathies communes ont fait pénétrer dans les armées, surtout en France, l'instinct progressif des populations modernes. Au contraire, la classe sacerdotale est devenue, grâce à son immobilité, presque étrangère à la sociabilité actuelle. Telle est la cause d'une différence qu'il importait d'expliquer entre les destinées des deux éléments de l'ancien système politique.

Après avoir apprécié le prolongement de la progression négative des cinq siècles antérieurs, il nous reste à compléter l'examen de la progression positive en considérant les quatre évolutions partielles qui la composent.

La prépondérance sociale de l'élément industriel a été augmentée et consolidée par la révolution, qui, en détruisant l'ancienne hiérarchie, a placé en première ligne l'élévation fondée sur la richesse. Le progrès technique de l'industrie, qui a suivi son progrès social, a consisté surtout en une large application des agents mécaniques. Cet emploi, fondé sur l'introduction de la puissance motrice

de la vapeur, a déjà réalisé de nombreux perfectionnements, que va compléter la locomotion artificielle, fluviale, terrestre, et même maritime.

Il existe encore de regrettables lacunes dans l'organisation industrielle. L'isolement de l'industrie agricole a été aggravé par l'essor plus rapide de l'industrie manufacturière et commerciale. Une opposition plus complète s'est établie entre les intérêts respectifs des entrepreneurs et des travailleurs. La propagation des tendances anarchiques a détaché les ouvriers de leurs chefs pour les placer sous la direction des rhéteurs et des sophistes. Cette scission entre la tête et les bras doit être attribuée à l'incapacité politique, à l'incurie sociale, et surtout à l'aveugle égoïsme des entrepreneurs plutôt qu'aux exigences des travailleurs. Les premiers n'ont nullement cherché à garantir les seconds de la séduction des utopies anarchiques en organisant une large éducation populaire, qu'ils semblent au contraire redouter. Ils se sont substitués aux chefs féodaux sans hériter leur antique générosité envers leurs inférieurs. Les hauts fonctionnaires industriels ont utilisé leur influence politique pour s'attribuer au détriment du public d'importants monopoles. Ils ont abusé de la puissance des capitaux pour faire presque toujours dominer les prétentions des entrepreneurs sur celles des travailleurs, dont les rapports n'ont pas même été réglés avec équité, puisque la législation interdit aux uns les coalitions, qu'elle permet ou tolère chez les autres.

Les remarques de la leçon précédente sur le caractère de l'évolution esthétique nous dispensent de toute nouvelle appréciation à ce sujet. Le dernier demi-siècle, qui a offert une simple extension de la marche antérieure, a fait plus vivement sentir dans l'art moderne l'absence de principes philosophiques et de destination sociale. La phi-

losophie négative a conduit de prétendus rénovateurs à constituer une sorte de dévergondage esthétique où le désordre même des compositions est devenu un mérite trop souvent destiné à dispenser de tout autre. Néanmoins, d'immortelles créations prouvèrent, dans chaque genre, que les facultés esthétiques de l'humanité ne peuvent s'éteindre, même dans le milieu social le plus défavorable. Un éminent poète, lord Byron, que l'aristocratie britannique, qui pouvait s'en honorer, aima mieux persécuter d'une manière odieuse, idéalisa l'état de scepticisme et de fluctuation de son époque. Alliant la peinture de la vie privée à celle de la vie publique, Walter Scott choisit des phases sociales bien déterminées, dont il tira d'éminents chefs-d'œuvre, qui, tout en se rapportant à la civilisation protestante, se répandirent dans les diverses parties de l'Europe. La civilisation catholique ne fut représentée que par la composition de *I promessi sposi*. Une telle voie épique renouvellera sans doute l'art moderne, quand la nature de notre sociabilité se manifestera d'une manière assez prononcée et assez fixe. Tous les arts ont soutenu leur éclat antérieur, sans toutefois recevoir aucune amélioration notable, si ce n'est la musique, dont le caractère est devenu, en Italie et dans l'Allemagne catholique, plus élevé et plus complet. La révolution a donné un témoignage impérissable de la puissance esthétique propre à tout grand mouvement social, en faisant émaner d'une nation aussi peu musicale que la nôtre le type le plus parfait de la musique politique dans cet hymne admirable qui a tant de fois stimulé le patriotisme de nos héroïques défenseurs.

L'évolution scientifique, par sa nature plus progressive, et surtout par son importance sociale, nous oblige à considérer de plus près ses derniers progrès, ainsi que les

graves erreurs qu'y a développées le régime de la spécialité.

Dans les sciences mathématiques, la mécanique céleste fut complétée; Fourier étendit l'analyse à un nouvel ordre de phénomènes généraux par l'étude des lois abstraites de l'équilibre et du mouvement des températures. De nombreuses intégrations furent accomplies sous l'impulsion prolongée d'Euler. Monge agrandit la géométrie par sa théorie des familles de surfaces. Lagrange perfectionna la mécanique rationnelle en lui imprimant la plus parfaite unité, et, pour instituer une philosophie mathématique fondée sur la rénovation de l'analyse transcendante, il entreprit de régénérer, dans un même esprit, toutes les grandes conceptions de l'analyse, de la géométrie et de la mécanique.

La géométrie céleste ne pouvait comporter que des progrès secondaires par rapport à ceux de la mécanique céleste. Il faut citer cependant la découverte d'Uranus et de ses satellites, ainsi que celle des quatre petites planètes entre Mars et Jupiter.

La physique trouva de nouvelles ressources dans l'analyse mathématique, et fut enrichie d'une foule de notions expérimentales, surtout en optique et en électrologie, par les travaux de Malus, de Fresnel, de Young, de Volta. de Œrsted et d'Ampère. Les progrès de la chimie consistèrent dans la formation de la doctrine numérique et dans la série des études électriques.

Malgré les progrès de la science inorganique, cette époque est surtout caractérisée par la création de la biologie. On doit mentionner la conception de Bichat sur le dualisme vital et sur la théorie des tissus, ainsi que les efforts successifs de Vicq-d'Azyr, de Lamarck et de l'école allemande pour constituer la hiérarchie animale, qui fut

systématisée par de Blainville. Gall fit rentrer dans le domaine de la science l'étude des plus hautes fonctions individuelles. Il ne faut pas oublier l'effort prématuré par lequel l'audacieux génie de Broussais entreprit de fonder la philosophie pathologique. Considéré dans son ensemble, cet admirable mouvement biologique a contribué plus que tout autre au progrès de l'esprit humain.

L'influence sociale de la science recevait alors de notables accroissements. Au milieu des plus grands orages politiques surgissaient d'importants établissements destinés à propager l'instruction scientifique. La France instituait l'admirable système métrique, qui sera un jour adopté par tous les peuples civilisés.

Le principal obstacle à l'élévation d'une classe quelconque provient presque toujours des résistances opposées par ceux qui, pour y participer, sont obligés de s'astreindre à une préparation difficile. Hildebrand, par exemple, en poussant le clergé catholique à la tête de la société européenne, rencontra ses plus redoutables adversaires dans la corporation sacerdotale, qui fut plus choquée de la réformation spirituelle qu'exigeait un tel triomphe que touchée d'un ascendant dont la plupart de ses membres avaient peu d'espoir de jouir personnellement. Il ne faut donc ni s'étonner ni s'alarmer de l'antipathie des savants pour une transformation sans laquelle la science moderne ne saurait obtenir une véritable influence politique.

La formation des diverses sciences ayant été successive, l'esprit positif n'aurait pu développer en chaque cas ses attributs sans l'institution des différents ordres de spéculations abstraites. Mais la destination de ce régime initial indiquait en même temps sa nature passagère. Au dix-septième et au dix-huitième siècle, les deux législateurs

[redacted]

primitifs de la philosophie positive, Bacon et Descartes, avaient pressenti combien devait être provisoire l'ascendant de l'esprit d'analyse. Sous leur puissante impulsion, les savants plus rationnels de ces deux siècles poursuivirent presque toujours leurs importants travaux en y voyant d'indispensables matériaux pour la construction ultérieure d'un système philosophique. Mais les habitudes précédemment contractées ont poussé le régime de la spécialité à la plus désastreuse exagération.

Un tel régime s'oppose à l'entière conception de l'esprit scientifique. L'étude des divers ordres de phénomènes peut seule faire connaître les différents attributs de la positivité. Les savants actuels n'en connaissent que des fragments isolés, dont aucun ne saurait suffire à une conception d'ensemble. Cette étrange situation, dans laquelle chaque savant offre un si funeste contraste entre la nature avancée de certaines conceptions partielles et la honteuse vulgarité de toutes les autres, est manifestée par les académies scientifiques, qui sont ainsi conduites à soumettre toutes les questions à une majorité incompétente. Le morcellement de ces corporations en augmente les inconvénients : il facilite l'admission des médiocrités, envieuses d'une élévation philosophique dont elles se sentent incapables.

Les géomètres sont les plus exposés aux dangers du régime de la spécialité. Ils rêvent d'étendre leur analyse à tous les phénomènes. Le caractère absolu de l'antique philosophie s'est plus conservé chez eux que parmi les autres savants. Les biologistes, au contraire, seraient les mieux disposés à un régime vraiment philosophique, si leur éducation était moins incomplète, et si une servile imitation ne les entraînait pas à transporter dans leurs travaux des conceptions et des habitudes propres aux

études inorganiques. Toutefois leur antagonisme contribue à contenir les tendances des géomètres. Aussi la formation de la biologie a-t-elle été plus entravée que favorisée par les corporations savantes, et surtout par l'Académie de Paris, qui ne sut pas s'emparer de Bichat, s'unit honteusement à Bonaparte pour persécuter Gall, et méconnut la valeur de Broussais. Le brillant mais superficiel Cuvier l'emporta trop longtemps sur Lamarck et sur de Blainville.

La seule justification spécieuse qui ait été quelquefois tentée en faveur d'un pareil régime consiste à présenter les spécialités comme l'unique garantie de la positivité des connaissances et à considérer les généralités comme donnant lieu à toutes les conceptions vagues et illusoires qui pullulent maintenant. Cet étrange motif, fort semblable aux maximes politiques qui tendent à interdire la parole ou la presse à cause des abus qu'on peut en *faire*, prouve l'impuissance philosophique de nos *compagnies savantes*, qui se proclament ainsi incapables de distinguer les généralités erronées de celles qui seraient bien conçues.

Les inconvénients du régime scientifique actuel ont été manifestés, pendant le dernier demi-siècle, par la nouvelle importance sociale qui a été procurée aux savants, et qui a fait ressortir leur infériorité morale. Dès le début de la révolution, une générosité irréfléchie a entraîné les divers gouvernements, et surtout la France, à livrer aux corporations savantes les institutions de haut enseignement. Mais l'éducation exige un esprit d'ensemble, qui est indispensable même sous les plus simples aspects. Il était donc aisé de prévoir que les habitudes de la spécialité scientifique rendraient les académies impropres aux attributions sociales qui leur étaient conférées. De plus, en confiant à l'Académie des sciences le choix des professeurs

[redacted]

destinés au plus haut enseignement scientifique, le gouvernement français n'a pris aucune précaution légale contre les abus que cette compagnie pourrait faire un jour d'une telle attribution au profit exclusif de ses membres. On conçoit le funeste découragement qu'un tel système a dû produire parmi les professeurs. En effet, les plus dignes fonctionnaires ne peuvent plus espérer d'accès aux diverses chaires du haut enseignement scientifique, si ce n'est aux postes trop improductifs ou trop pénibles pour tenter aucun académicien.

La dégénération indiquée par de tels symptômes prouve l'état provisoire d'une classe spéculative chez laquelle l'actif sentiment du devoir a été affaibli, au même degré que l'esprit d'ensemble, par la prépondérance de la morale métaphysique, fondée sur l'intérêt personnel. Bientôt peut-être la science elle-même en sera profondément atteinte, soit parce qu'une avide concurrence déterminera chez des natures trop inférieures une altération volontaire de la véracité des observations, soit parce que la cupidité sera stimulée par les relations de la science et de l'industrie.

Cette appréciation fait comprendre la sagacité des conventionnels, qui n'avaient pas excepté les compagnies savantes de la suppression des corporations antérieures. Toutefois les illusions métaphysiques, propres à la philosophie dirigeante, avaient fait prendre, à cet égard comme à tout autre, une destruction pour une création. Il aurait fallu changer, non seulement la constitution des académies, mais encore le régime qu'elles représentaient, et sur lequel les mesures politiques ne pouvaient avoir aucune action.

Nous devons maintenant considérer le développement simultané de la philosophie.

A mesure que la science se séparait, au seizième et au

métaphysique actuelle, qui offre partout le spectacle des plus ambitieuses prétentions philosophiques aboutissant à produire des traductions et des commentaires de l'ancienne philosophie grecque ou scolastique. On n'y trouve même le plus souvent aucune judicieuse appréciation des doctrines correspondantes, faute d'une saine théorie du développement de l'esprit humain.

La spécialité des études scientifiques a été aveuglément transportée aux études morales et sociales, au temps même où cette spécialité, longtemps indispensable à la science inorganique, d'où elle émanait, était déjà parvenue au terme de son office provisoire. L'étude de la science morale et politique a été partagée entre les diverses coteries d'une académie métaphysique, d'après la servile imitation du morcellement de l'Académie des sciences. Cette étrange institution, détruite par Bonaparte, a été restaurée par Guizot, et complétée par l'adjonction d'une section nouvelle, destinée à l'histoire. Le but d'une telle innovation a été d'instituer, à l'égard de la presse périodique, un misérable expédient de corruption permanente.

Nous avons enfin terminé l'examen du passé. Avant de formuler les conclusions philosophiques qui doivent en résulter, nous allons résumer l'ensemble de notre analyse historique. Ce résumé, qui en facilitera la conception, sera surtout utile pour les temps modernes, où nous avons étudié séparément les deux mouvements simultanés de décomposition et de recomposition.

Nous avons appliqué à l'ensemble du passé la loi d'évolution, qui consiste dans le passage de l'humanité par trois états successifs, l'état théologique, l'état métaphysique, l'état positif. L'usage de cette loi nous a permis d'expliquer les grandes phases historiques, et d'en apprécier le véritable caractère. Il en est résulté, pour la première fois,

la conception d'une série homogène et continue dans la suite entière des temps antérieurs, depuis le premier essor de l'intelligence et de la sociabilité jusqu'à l'état actuel. Quelque immense que semble un tel intervalle, nous l'avons vu rempli par les divers degrés de l'état théologique et de l'état métaphysique, qui constituent l'*éducation* préliminaire de notre espèce, dont l'état définitif n'a été jusqu'ici ébauché que par le développement partiel des nouveaux éléments sociaux. Nous avons suivi dans toute son étendue la vie théologique et militaire en considérant d'abord son origine, ensuite sa plus complète extension, enfin sa décadence. Ces trois phases principales du passé correspondent aux trois formes de l'esprit théologique, fétichiste dans son élan initial, polythéiste au temps de sa plus grande splendeur, monothéiste à son déclin. L'analyse historique devait surtout faire ressortir le mode de participation de chacun de ces trois âges à l'*ensemble du* développement humain.

Quelque imparfait que soit le fétichisme, sa spontanéité lui procure le privilège de tirer l'intelligence et la sociabilité de leur torpeur initiale. Constituant le fond de toute philosophie théologique, il correspond à l'époque de la plus entière prépondérance de l'esprit religieux, qui n'est encore ni modifié par la métaphysique, ni entravé par la science. Aussi l'empire intellectuel du principe théologique offre-t-il, après ce premier âge, malgré de spécieuses apparences, un décroissement continu pendant tout le reste de la vie religieuse. Le régime fétichiste a d'abord ébauché le développement humain, soit industriel, soit esthétique, soit même scientifique ; mais il l'a ensuite entravé par son excessive durée. On y trouve, sous l'aspect social, les germes de l'organisme antique, soit dans l'exercice primitif de l'activité militaire, soit dans la disposition

naturelle à l'hérédité des professions, qui a conduit à étendre le gouvernement domestique. Toutefois la nature de cette première religion a retardé l'institution d'un culte régulier, dirigé par un sacerdoce distinct. Il en est résulté que les propriétés sociales de la philosophie théologique, qui sont surtout liées à l'existence d'une classe sacerdotale, ont été longtemps dissimulées.

L'âge du fétichisme se divise en deux périodes principales : la première comprend le fétichisme proprement dit; la seconde l'astrolâtrie, pendant laquelle cette philosophie initiale s'est étendue aux corps les plus généraux et les plus inaccessibles. Dès lors, parvenu à la plus grande perfection dont il était susceptible, le régime fétichiste a déterminé le développement d'un véritable sacerdoce, et a permis à l'ordre naissant des sociétés humaines d'acquérir une extension et une consistance durables, au moyen d'un système d'opinions communes et du principe de subordination inhérent à la consécration religieuse. Le passage simultané de l'existence nomade à l'existence sédentaire a fortifié cette influence sociale. Une telle phase était nécessairement très voisine de l'avènement du polythéisme, qu'elle était destinée à préparer. Le principe religieux est alors profondément modifié. L'activité divine primordiale, résultant de l'assimilation de tous les phénomènes aux actes humains, est retirée aux êtres réels pour devenir l'attribut d'êtres fictifs, susceptibles d'élimination graduelle, sous l'impulsion ultérieure de la raison humaine.

Le polythéisme correspond à la principale époque de la vie religieuse. L'impulsion qu'il a imprimée à l'imagination a rendu son empire longtemps favorable à l'essor intellectuel. Il a exercé une heureuse influence sur le développement industriel, que le fétichisme avait entravé

en consacrant la matière. Les faciles ressources qu'il présentait pour expliquer les phénomènes lui ont permis de favoriser les débuts de l'évolution scientifique; mais il a surtout dirigé l'éducation esthétique de l'humanité. Sous l'aspect social, outre sa participation à l'établissement d'un ordre régulier et stable, propre à consolider la civilisation naissante, le polythéisme a présidé à l'immense opération politique par laquelle la sociabilité ancienne a préparé la sociabilité moderne en utilisant l'exercice de l'activité militaire. Quelque variées qu'en aient été les formes, le régime polythéiste a toujours été marqué par deux institutions connexes, d'une part, l'esclavage des travailleurs, qui était nécessaire au système de conquêtes et à la première formation des habitudes industrielles, d'autre part, la concentration des pouvoirs chez les mêmes chefs, sans laquelle l'action directrice n'aurait pu obtenir la plénitude d'autorité indispensable à sa destination. Les exigences politiques ont constamment dirigé les progrès qui se sont réalisés dans la morale, personnelle, domestique, sociale.

Le polythéisme présente deux états généraux, l'un théocratique, l'autre militaire. Dans le premier système, qui est caractérisé par le régime des castes, l'imitation constitue, à l'exemple de l'organisme domestique, le principe de toute éducation. La sociabilité humaine a partout manifesté une tendance initiale vers une telle organisation, qui a été régularisée par la caste sacerdotale, unique dépositaire de toutes les connaissances. Ce principe hiérarchique a même prolongé son influence jusqu'aux temps modernes : chez les populations les plus avancées, la royauté en constitue aujourd'hui le dernier vestige. Cet ordre primitif, éminemment conservateur, était adapté aux principaux besoins de la civilisation naissante, qu'il pouvait seul con-

solider. Destiné à ébaucher l'essor spéculatif en établissant une première séparation entre la théorie et la pratique, il était surtout apte à favoriser le développement industriel par sa préoccupation continue des applications immédiates. Après avoir présidé aux divers progrès, ce régime, dont la race jaune offre encore un exemple, est devenu peu à peu stationnaire, et a déterminé une immobilité presque complète, bien que toute issue n'y soit pas fermée au mouvement social.

L'évolution de l'élite de l'humanité s'est accomplie, suivant une voie plus rapide, par l'ascendant, longtemps progressif, du polythéisme militaire, qui a été réalisé sous deux formes, l'une intellectuelle, l'autre politique. La première, qui est propre à la civilisation grecque, s'est développée lorsque les circonstances locales et sociales, stimulant assez l'activité militaire pour empêcher le triomphe du régime théocratique, ont néanmoins opposé d'insurmontables obstacles à l'établissement régulier d'un système de conquêtes, de manière à refouler vers la culture intellectuelle une activité qui manquait d'une suffisante destination politique.

La libre culture spéculative, ainsi constituée en dehors de l'économie ancienne, se manifeste alors par la première apparition de la science, qui, bornée aux simples conceptions mathématiques, suffit pour déterminer une importante réaction philosophique, favorable à la métaphysique, et opposée à la théologie. En accomplissant la destruction du polythéisme, la métaphysique s'empare, dès cette époque, de l'étude du monde extérieur. Mais elle essaie vainement d'établir la domination philosophique de ses entités. Sans pouvoir enlever à la théologie l'empire des conceptions morales et sociales, elle l'y réduit au monothéisme. Par là se trouve rompue l'antique

unité de la philosophie primitive. Alors surgit cette étrange division, ou plutôt ce long antagonisme qui a persisté jusqu'ici entre la philosophie *naturelle* et la philosophie *morale*.

La civilisation romaine réalisa la forme politique propre au polythéisme militaire. L'incorporation graduelle des peuples civilisés à une seule nation conquérante était le seul moyen d'étendre la société, et d'y comprimer une ardeur guerrière incompatible avec la vie laborieuse. Telle fut la destination d'une admirable politique, poursuivant son but sans se laisser distraire par aucune diversion, et avec une continuité d'efforts de tous genres qui demeurera toujours le type le plus éminent de l'homogénéité sociale. La politique romaine pouvait seule consolider les résultats de la civilisation grecque. Mais, après la combinaison de ces deux modes, le polythéisme marcha vers une inévitable décadence. L'accomplissement du système de conquêtes en faisait cesser le principal *office*. Le régime monothéiste pouvait seul continuer le développement de l'humanité, et rallier sous un culte commun des populations séparées par des religions nationales devenues sans objet, et chez lesquelles surgissait le besoin d'une morale universelle. D'ailleurs, il était désormais impossible de maintenir sur un aussi vaste territoire la concentration des deux puissances qui se rapportait d'abord au régime d'une seule ville. L'action spéculative des philosophes, extérieure à l'ordre légal, portait le germe d'un pouvoir spirituel indépendant du pouvoir temporel.

Résultat d'une telle situation, le monothéisme constitua, au moyen âge, la dernière phase religieuse de l'humanité, pendant que l'ancien organisme politique aboutissait à une dispersion graduelle, accélérée par des invasions qui faisaient sentir la nécessité d'un lien spirituel. Le régime

primitif subit alors une modification qui fut l'indice de son déclin : l'esprit rationnel s'empara d'une partie de plus en plus grande du domaine de l'esprit religieux; l'activité conquérante se transforma en activité défensive; la séparation des pouvoirs fut organisée; le principe des castes fut ébranlé par la suppression de l'hérédité du sacerdoce. Mais, avant de disparaître, l'organisme théologique et militaire, ainsi modifié, devait marquer ses propriétés civilisatrices par l'établissement d'une morale universelle, et par le développement des nouveaux éléments sociaux. La division des pouvoirs, d'abord empiriquement établie, fut profondément entravée, et même bientôt compromise par les imperfections de la théologie dirigeante. Malgré son caractère passager, cette tentative anticipée n'en a pas moins réalisé un résultat fondamental, base de tous les progrès ultérieurs, en rendant la morale indépendante de la politique. Le régime monothéiste favorisa le développement des nouveaux éléments sociaux en transformant d'abord et en supprimant ensuite l'esclavage antique, de manière à permettre l'essor de la vie industrielle, principal attribut de l'existence moderne. Au point de vue spéculatif, ce régime seconda l'évolution scientifique, tant qu'elle conserva à l'égard du monothéisme une harmonie que le polythéisme n'avait pu longtemps admettre. En outre, l'évolution esthétique, bien que moins encouragée par un tel système, y trouva une incorporation sociale supérieure à ce que l'antiquité avait réalisé.

Le moyen âge se divise en deux époques principales : la première s'étend du début du cinquième siècle à la fin du septième; elle correspond à l'établissement initial de la nouvelle société à l'issue des invasions, et à la transformation de l'esclavage en servage. Dans l'époque suivante, le régime monothéiste développe tous ses attributs

bandonner à la métaphysique le domaine moral. Une certaine unité ontologique est organisée dans le système intellectuel. Le gouvernement providentiel est conçu comme subordonné à des lois immuables, ce qui constitue une concession involontaire, mais décisive, faite par la théologie à la science.

L'ascendant du régime monothéiste cessa dès que sa mission temporaire fut accomplie. Cette destination avait seule pu contenir les germes de décomposition inhérents à un tel système. Sous l'aspect politique, l'indépendance du pouvoir spirituel, qui en constituait le principal caractère, était incompatible, soit avec l'esprit de concentration absolue, inséparable de l'activité militaire, qui était restée dominante, soit même avec la nature, non moins despotique, propre à toute autorité religieuse. Un tel organisme flottait toujours entre la théocratie et l'empire. Dans l'ordre mental, une théologie qui n'avait pu s'incorporer le mouvement intellectuel, déjà dirigé par une métaphysique implicitement hostile, fut discréditée, après avoir réalisé, par l'établissement de la morale universelle, la haute mission sociale qui avait fait oublier son infériorité philosophique. Ce régime transitoire finit par devenir incompatible avec les progrès qu'il avait ébauchés. Telle est l'origine de l'état métaphysique. Pendant les cinq siècles qui ont suivi le moyen âge, cet état a réalisé, par une double série d'opérations simultanées et solidaires, les unes négatives, les autres positives, la destruction de l'ancien régime et le développement des nouveaux éléments sociaux.

Pour apprécier cette importante progression, à la fois révolutionnaire et régénératrice, qui est particulière à l'Europe occidentale, comme l'initiation catholique et féodale d'où elle dérivait, il faut y distinguer deux phases succes-

sives, suivant que la décomposition générale et la recomposition partielle présentent un caractère spontané ou systématique. Dans la première, qui s'étend du début du quatorzième siècle à la fin du quinzième, la dissolution de l'ancien régime résulte du seul antagonisme de ses éléments. Le pouvoir temporel annule socialement le pouvoir spirituel en ruinant d'abord l'autorité européenne des papes, ensuite l'unité de la hiérarchie catholique. En même temps, le conflit des deux éléments du pouvoir temporel se développe de manière à tendre rapidement vers l'entière prépondérance de l'un d'eux. Pendant que toutes les forces politiques concourent ainsi à détruire l'organisme monothéiste, les nouveaux éléments sociaux, coopérant à ces luttes comme simples auxiliaires, s'efforcent de les utiliser pour leur propre développement, qui accélère le mouvement de décomposition. La vie industrielle s'étend et se consolide; elle soustrait la masse des populations civilisées à la prépondérance des mœurs militaires et des liens féodaux. Elle fait ressortir l'inaptitude croissante de la morale théologique à régler une sociabilité qu'elle n'avait pu prévoir. L'essor esthétique, sous l'impulsion du moyen âge, parvient bientôt à un mémorable élan, déjà hostile à l'ordre ancien, mais bientôt entravé par l'incohérence et l'instabilité de la situation sociale, qui fait naître le besoin d'une direction artificielle et précaire, fondée sur une servile imitation de l'antiquité. L'évolution scientifique, suivant encore la direction scolastique, enrichit et agrandit le domaine de la philosophie naturelle par les conceptions, alors progressives, de l'astrologie et de l'alchimie.

Quand la désorganisation spontanée est suffisamment avancée, elle passe à l'état systématique : les conséquences révolutionnaires des luttes antérieures sont poursuivies jusqu'à l'entière abolition de l'ancien régime. C'est

alors que le développement des nouveaux éléments sociaux reçoit les encouragements du pouvoir temporel. Cette double progression peut se partager, jusqu'au début de la révolution française, en deux phases très distinctes, qui se succèdent vers le milieu du dix-septième siècle. Elles sont caractérisées, dans la série négative, par les dénominations de protestante et de déiste, suivant que l'esprit critique y contient l'action dissolvante du principe du libre examen entre des limites compatibles avec l'existence de l'ancien organisme, ou bien qu'il en étend l'application jusqu'à rendre logiquement impossible cette existence contradictoire. Ces deux phases présentent d'ailleurs des différences équivalentes dans la série positive. La première, politiquement envisagée, commence par la consécration dogmatique, sous des formes diverses mais décisives, de l'entier abaissement du pouvoir spirituel à l'égard du pouvoir temporel, d'après l'essor direct ou indirect de l'esprit protestant. Elle aboutit à la dictature de l'un des deux éléments temporels, auquel l'autre s'est enfin servilement subordonné. Cette issue offre deux modes différents, suivant que la prépondérance appartient à l'élément monarchique ou à l'élément aristocratique. Une telle distinction est ordinairement liée à la prééminence respective du catholicisme ou du protestantisme. Le premier cas est beaucoup plus favorable que le second à la destruction de l'ancien régime et à l'avènement du nouvel état social. L'une et l'autre dictature montrent un caractère rétrograde en cherchant à reconstruire l'ancienne constitution sociale, ou du moins à retarder sa chute, tout en favorisant le développement de la sociabilité moderne.

Pendant que s'accomplit cette transformation du régime monothéiste, l'évolution industrielle, accélérée par une protection systématique, pénètre de plus en plus

dans la société européenne. L'évolution esthétique, pareillement encouragée, fait partout surgir, malgré les entraves d'une situation confuse et mobile, d'éternels témoignages de l'entière conservation et même de l'extension des facultés poétiques et artistiques de l'humanité. L'évolution scientifique, parvenue à un grand éclat dans le domaine inorganique, commence à manifester l'incompatibilité de l'esprit positif avec l'ancienne philosophie, surtout par suite des éminentes découvertes qui renouvellent le système des notions astronomiques. Enfin, sous cette impulsion, une crise décisive est opérée par l'heureuse émancipation de l'esprit positif, qui aboutit au compromis provisoire institué par Descartes. C'est la dernière modification du partage organisé par Aristote et Platon entre la philosophie naturelle et la philosophie morale. Cette répartition avait déjà été altérée, au profit de la métaphysique, par la scolastique du moyen âge. La méthode positive entre alors en possession de toute l'étude du monde extérieur. Elle réduit l'antique méthode au domaine de l'intelligence et de la sociabilité. Cet ensemble d'opérations critiques et organiques porte une atteinte irréparable aux bases de l'ancienne économie, et rend irrécusable la nécessité d'une rénovation totale. Mais, toujours inconséquente, la métaphysique continue à fonder la régénération sociale sur la conservation contradictoire des impuissants débris du passé.

En même temps, la dictature accorde à l'évolution industrielle la plus grande concession qui soit compatible avec l'existence de l'ancien système en subordonnant l'activité militaire aux succès industriels, envisagés comme but de la politique européenne. L'évolution esthétique et l'évolution scientifique, dont l'éclat se maintient, obtiennent un ascendant analogue. Elles commencent à s'affran-

[redacted]

chir de toute protection facultative, et s'incorporent à la sociabilité moderne en exerçant une influence croissante sur l'éducation. Tandis que ces trois évolutions deviennent incompatibles avec le régime primitif, les vices inhérents à la spécialité exclusive, qui avait dirigé, depuis la fin du moyen âge, leur développement empirique, s'étendent au point d'entraver tout progrès.

Une immense crise sociale est déterminée tout à coup dans la nation chez laquelle l'évolution avait acquis la plus complète efficacité politique, et qui, par l'ensemble de ses antécédents, était destinée au périlleux honneur d'une telle initiative. Ce mouvement décisif enlève tous les débris de l'ancien régime, sans en excepter le pouvoir central, autour duquel ils s'étaient rassemblés. Le but de la révolution devait être de réorganiser la société, puisque, loin d'avoir pour objet la ruine de l'ancienne économie, elle en était le résultat. Mais, la marche empirique et le caractère spécial de la progression positive n'ayant pu faire ressortir sa véritable tendance politique, la réorganisation sociale est confiée à la métaphysique, qui avait dirigé le mouvement antérieur. Cette illusion réduit la pensée révolutionnaire à indiquer vaguement les conditions d'une régénération dont le principe reste indéterminé. La philosophie dirigeante conduit bientôt à fonder la régénération sociale sur une restauration du système théologique et militaire, que favorise une immense activité guerrière détournée peu à peu de son but. Mais le développement même de cette réaction, qui, malgré son intensité, n'établit rien de durable, prouve qu'elle est incompatible avec l'état des peuples modernes.

Le cours des événements du dernier demi-siècle montre que les conditions de l'ordre et celles du progrès ne peuvent être réalisées que par une véritable réorganisation.

L'ensemble de la politique flotte, comme avant la révolution, entre la tendance rétrograde d'un pouvoir qui ne conçoit l'ordre que dans le type ancien et l'instinct anarchique d'une société qui n'imagine qu'un progrès purement négatif. Mais les faits eux-mêmes ont beaucoup amorti les passions correspondantes en signalant l'inanité commune des espérances opposées. L'ancienne dictature temporelle, dissoute par la décomposition du pouvoir central, se reconnaît impuissante à diriger la réorganisation spirituelle, et se borne exclusivement à maintenir l'ordre matériel. Le gouvernement intellectuel et moral est abandonné à la concurrence des tentatives philosophiques. Les nouveaux éléments sociaux, continuant leurs évolutions partielles, font ressortir la nécessité d'une coordination générale. L'industrie rend irrécusable le besoin d'établir entre les entrepreneurs et les travailleurs une harmonie à laquelle leur antagonisme a cessé d'offrir des garanties suffisantes. Dans l'évolution *scientifique*, l'extension de la méthode positive à l'étude des corps vivants, y compris les phénomènes intellectuels et moraux, fait ressortir les vices d'une spécialisation devenue plus étroite et plus empirique, au temps même où la marche de l'esprit humain exige qu'on substitue le régime synthétique au régime analytique.

Ce résumé permet de constater que notre analyse historique est le simple développement de la loi des trois états, qui se trouve aussi pleinement démontrée que toute autre loi de la philosophie naturelle. A partir des moindres ébauches de civilisation jusqu'à l'état des peuples les plus avancés, cette loi explique le caractère de toutes les grandes phases de l'humanité, la part de chacune d'elles à l'œuvre commune, leur filiation successive, de manière à introduire enfin une unité parfaite et une rigoureuse conti-

[redacted]

nuité dans cet immense spectacle. Une loi qui a rempli de telles conditions ne peut plus passer pour un simple jeu de l'esprit philosophique, et contient certainement l'expression abstraite de la vérité générale : elle peut donc être employée à rattacher l'avenir au passé. Malgré la variété qui la caractérise, l'évolution sociale, sans être périodique, se trouve ainsi ramenée à une règle constante, qui, presque imperceptible dans l'étude isolée d'une phase trop circonscrite, devient irrécusable quand on examine la progression totale. Or l'usage de cette loi nous a conduits à déterminer, à l'abri de tout arbitraire, la tendance de la civilisation actuelle. Il en résulte la connaissance de la direction qu'il faut imprimer au mouvement systématique pour le faire converger vers le mouvement spontané.

Après avoir traversé toutes les phases de la vie théologique, et même les divers degrés de la transition métaphysique, l'élite de l'humanité touche à l'avènement de la vie positive, dont les éléments, partiellement élaborés, n'attendent plus qu'une coordination générale pour constituer un nouveau système social. Cette coordination doit être d'abord intellectuelle, ensuite morale, enfin politique. Il s'agit de remplacer la méthode philosophique propre à l'enfance de l'humanité par celle qui convient à sa maturité. Toute tentative ne remontant pas à cette source serait impuissante contre le désordre actuel, qui est surtout mental. Mais, sous cet aspect, la connaissance de la loi des trois états devient le principe d'une telle solution en établissant une entière harmonie dans le système des connaissances humaines par la prépondérance ainsi procurée à la méthode positive. Cette méthode tend à faire prévaloir l'esprit d'ensemble, et par suite le sentiment du devoir, qui s'y trouve étroitement lié. Les rè-

gles morales sont aujourd'hui ébranlées, parce qu'elles continuent à reposer sur les conceptions théologiques. Elles reprendront une irrésistible vigueur quand elles seront rattachées aux idées positives. Sous l'aspect politique, la rénovation des doctrines sociales ne peut s'accomplir sans faire surgir de son exécution même une nouvelle autorité spirituelle, qui, après avoir discipliné les intelligences et reconstruit les mœurs, deviendra la base du nouveau régime de l'humanité. C'est ainsi que le même système philosophique, en dévoilant la nature du problème fondamental, fournit le principe de la véritable solution.

Rien n'est plus regrettable que la fatale erreur qui fait concourir tous les partis et toutes les écoles à repousser avec un aveugle dédain les travaux théoriques relatifs aux spéculations sociales. On n'accorde d'attention et de confiance qu'aux combinaisons pratiques destinées à modifier les institutions politiques, abstraction faite du désordre intellectuel et moral. Tant que ce désordre n'aura pas été dissipé par la seule voie conforme à sa nature, aucune institution ne deviendra possible, faute de base solide. Notre état social ne comportera que des mesures politiques provisoires, destinées à maintenir l'ordre matériel contre les convoitises excitées par le progrès de l'anarchie spirituelle. Pour remplir cet office, les gouvernements, quelle que soit leur forme, seront forcés de s'appuyer, comme aujourd'hui, sur un vaste système de corruption, assisté au besoin d'une force répressive. Jusqu'au développement de la réorganisation mentale, et par suite morale, l'élaboration philosophique sera donc plus importante que l'action politique. Ce que les philosophes pourront attendre, à cet égard, de la part des gouvernements, c'est qu'ils ne troublent pas leurs travaux, et qu'ils en

facilitent l'application graduelle. Sous cet aspect, la Convention française, du moins pendant sa phase ascensionnelle, est le seul pouvoir qui ait eu, malgré d'immenses obstacles, le véritable instinct de sa position, comme l'indiquent ses créations progressives et cependant toujours provisoires. Toutes les puissances politiques ont cru bâtir pour l'éternité, même dans leurs édifices les plus éphémères.

Relativement à la réorganisation spirituelle, rien de ce qui est aujourd'hui classé n'est susceptible de s'incorporer directement au nouveau régime, dont tous les éléments doivent d'abord subir une régénération intellectuelle et morale. Le pouvoir spirituel résidera dans une classe nouvelle sans analogie avec aucune de celles qui existent, et composée de membres issus, suivant leur propre vocation individuelle, de tous les rangs de la société. L'avènement de cette corporation sera d'ailleurs spontané; car son ascendant social ne peut résulter que de l'adhésion volontaire des intelligences aux nouvelles doctrines. Son établissement devant surgir peu à peu de l'exécution même de son œuvre, toute spéculation détaillée sur les formes propres à sa constitution future serait aujourd'hui aussi puérile qu'incertaine, bien que l'influence des habitudes métaphysiques puisse faire excuser ces vaines recherches. L'action sociale d'un tel pouvoir doit, comme celle de la puissance catholique, précéder son organisation légale. Il suffit d'indiquer son rôle dans le système de la sociabilité moderne.

Il est nécessaire qu'un pouvoir spirituel entièrement distinct et indépendant du pouvoir temporel régisse les idées et les mœurs, pendant que le pouvoir temporel s'applique seulement aux actes accomplis. L'évolution humaine est caractérisée par une influence croissante de

en consacrant l'indépendance régulière du pouvoir spirituel, et en faisant servir l'activité militaire à contenir les invasions. Cette seconde époque peut être subdivisée en deux périodes composées chacune d'environ trois siècles, suivant que l'activité féodale est dirigée contre les sauvages polythéistes du Nord ou contre le monothéisme musulman. Dans la première, les deux pouvoirs tendent à se constituer. La libération individuelle succède au servage. Les habitants des villes, suffisamment initiés à la vie laborieuse, développent la nouvelle activité industrielle. Les langues modernes s'élaborent, à mesure que l'humanité s'éloigne de la sociabilité antique, et préparent ainsi un essor esthétique vraiment original. L'élément scientifique et philosophique, extérieur à la société ancienne, commence à s'incorporer à la société nouvelle.

La dernière période est le temps de la plus grande splendeur du régime monothéiste, dont la maturité est marquée par l'indépendance politique du pouvoir spirituel et par la constitution de la hiérarchie féodale. Ce puissant organisme accomplit alors son plus noble office en faisant prévaloir la morale sur la politique, et en préservant l'élite de l'humanité de l'oppressive domination de l'islamisme. Sous sa tutélaire prépondérance, l'industrie urbaine est consolidée par l'affranchissement collectif, qui conduit rapidement à l'abolition de la servitude rurale. L'ensemble de la situation encourage l'évolution esthétique, qui, dans tous les arts, manifeste une tendance à la fois originale et populaire. La science et la philosophie, dont l'activité avait été ralentie tant que l'institution du catholicisme avait absorbé les plus hautes intelligences, reçoit une impulsion croissante, et constitue déjà une dangereuse rivalité pour l'esprit religieux, qui, par la mémorable transaction scolastique, est obligé d'a-

bandonner à la métaphysique le domaine moral. Une certaine unité ontologique est organisée dans le système intellectuel. Le gouvernement providentiel est conçu comme subordonné à des lois immuables, ce qui constitue une concession involontaire, mais décisive, faite par la théologie à la science.

L'ascendant du régime monothéiste cessa dès que sa mission temporaire fut accomplie. Cette destination avait seule pu contenir les germes de décomposition inhérents à un tel système. Sous l'aspect politique, l'indépendance du pouvoir spirituel, qui en constituait le principal caractère, était incompatible, soit avec l'esprit de concentration absolue, inséparable de l'activité militaire, qui était restée dominante, soit même avec la nature, non moins despotique, propre à toute autorité religieuse. Un tel organisme flottait toujours entre la théocratie et l'empire. Dans l'ordre mental, une théologie qui n'avait pu s'incorporer le mouvement intellectuel, déjà dirigé par une métaphysique implicitement hostile, fut discréditée, après avoir réalisé, par l'établissement de la morale universelle, la haute mission sociale qui avait fait oublier son infériorité philosophique. Ce régime transitoire finit par devenir incompatible avec les progrès qu'il avait ébauchés. Telle est l'origine de l'état métaphysique. Pendant les cinq siècles qui ont suivi le moyen âge, cet état a réalisé, par une double série d'opérations simultanées et solidaires, les unes négatives, les autres positives, la destruction de l'ancien régime et le développement des nouveaux éléments sociaux.

Pour apprécier cette importante progression, à la fois révolutionnaire et régénératrice, qui est particulière à l'Europe occidentale, comme l'initiation catholique et féodale d'où elle dérivait, il faut y distinguer deux phases succes-

alors que le développement des nouveaux éléments sociaux reçoit les encouragements du pouvoir temporel. Cette double progression peut se partager, jusqu'au début de la révolution française, en deux phases très distinctes, qui se succèdent vers le milieu du dix-septième siècle. Elles sont caractérisées, dans la série négative, par les dénominations de protestante et de déiste, suivant que l'esprit critique y contient l'action dissolvante du principe du libre examen entre des limites compatibles avec l'existence de l'ancien organisme, ou bien qu'il en étend l'application jusqu'à rendre logiquement impossible cette existence contradictoire. Ces deux phases présentent d'ailleurs des différences équivalentes dans la série positive. La première, politiquement envisagée, commence par la consécration dogmatique, sous des formes diverses mais décisives, de l'entier abaissement du pouvoir spirituel à l'égard du pouvoir temporel, d'après l'essor direct ou indirect de l'esprit protestant. Elle aboutit à la dictature de l'un des deux éléments temporels, auquel l'autre s'est enfin servilement subordonné. Cette issue offre deux modes différents, suivant que la prépondérance appartient à l'élément monarchique ou à l'élément aristocratique. Une telle distinction est ordinairement liée à la prééminence respective du catholicisme ou du protestantisme. Le premier cas est beaucoup plus favorable que le second à la destruction de l'ancien régime et à l'avènement du nouvel état social. L'une et l'autre dictature montrent un caractère rétrograde en cherchant à reconstruire l'ancienne constitution sociale, ou du moins à retarder sa chute, tout en favorisant le développement de la sociabilité moderne.

Pendant que s'accomplit cette transformation du régime monothéiste, l'évolution industrielle, accélérée par une protection systématique, pénètre de plus en plus

chir de toute protection facultative, et s'incorporent à la sociabilité moderne en exerçant une influence croissante sur l'éducation. Tandis que ces trois évolutions deviennent incompatibles avec le régime primitif, les vices inhérents à la spécialité exclusive, qui avait dirigé, depuis la fin du moyen âge, leur développement empirique, s'étendent au point d'entraver tout progrès.

Une immense crise sociale est déterminée tout à coup dans la nation chez laquelle l'évolution avait acquis la plus complète efficacité politique, et qui, par l'ensemble de ses antécédents, était destinée au périlleux honneur d'une telle initiative. Ce mouvement décisif enlève tous les débris de l'ancien régime, sans en excepter le pouvoir central, autour duquel ils s'étaient rassemblés. Le but de la révolution devait être de réorganiser la société, puisque, loin d'avoir pour objet la ruine de l'ancienne économie, elle en était le résultat. Mais, la marche empirique et le caractère spécial de la progression positive n'ayant pu faire ressortir sa véritable tendance politique, la réorganisation sociale est confiée à la métaphysique, qui avait dirigé le mouvement antérieur. Cette illusion réduit la pensée révolutionnaire à indiquer vaguement les conditions d'une régénération dont le principe reste indéterminé. La philosophie dirigeante conduit bientôt à fonder la régénération sociale sur une restauration du système théologique et militaire, que favorise une immense activité guerrière détournée peu à peu de son but. Mais le développement même de cette réaction, qui, malgré son intensité, n'établit rien de durable, prouve qu'elle est incompatible avec l'état des peuples modernes.

Le cours des événements du dernier demi-siècle montre que les conditions de l'ordre et celles du progrès ne peuvent être réalisées que par une véritable réorganisation.

[redacted]

L'ensemble de la politique flotte, comme avant la révolution, entre la tendance rétrograde d'un pouvoir qui ne conçoit l'ordre que dans le type ancien et l'instinct anarchique d'une société qui n'imagine qu'un progrès purement négatif. Mais les faits eux-mêmes ont beaucoup amorti les passions correspondantes en signalant l'inanité commune des espérances opposées. L'ancienne dictature temporelle, dissoute par la décomposition du pouvoir central, se reconnaît impuissante à diriger la réorganisation spirituelle, et se borne exclusivement à maintenir l'ordre matériel. Le gouvernement intellectuel et moral est abandonné à la concurrence des tentatives philosophiques. Les nouveaux éléments sociaux, continuant leurs évolutions partielles, font ressortir la nécessité d'une coordination générale. L'industrie rend irrécusable le besoin d'établir entre les entrepreneurs et les travailleurs une harmonie à laquelle leur antagonisme a cessé d'offrir des garanties suffisantes. Dans l'évolution scientifique, l'extension de la méthode positive à l'étude des corps vivants, y compris les phénomènes intellectuels et moraux, fait ressortir les vices d'une spécialisation devenue plus étroite et plus empirique, au temps même où la marche de l'esprit humain exige qu'on substitue le régime synthétique au régime analytique.

Ce résumé permet de constater que notre analyse historique est le simple développement de la loi des trois états, qui se trouve aussi pleinement démontrée que toute autre loi de la philosophie naturelle. A partir des moindres ébauches de civilisation jusqu'à l'état des peuples les plus avancés, cette loi explique le caractère de toutes les grandes phases de l'humanité, la part de chacune d'elles à l'œuvre commune, leur filiation successive, de manière à introduire enfin une unité parfaite et une rigoureuse conti-

nuité dans cet immense spectacle. Une loi qui a rempli de telles conditions ne peut plus passer pour un simple jeu de l'esprit philosophique, et contient certainement l'expression abstraite de la vérité générale : elle peut donc être employée à rattacher l'avenir au passé. Malgré la variété qui la caractérise, l'évolution sociale, sans être périodique, se trouve ainsi ramenée à une règle constante, qui, presque imperceptible dans l'étude isolée d'une phase trop circonscrite, devient irrécusable quand on examine la progression totale. Or l'usage de cette loi nous a conduits à déterminer, à l'abri de tout arbitraire, la tendance de la civilisation actuelle. Il en résulte la connaissance de la direction qu'il faut imprimer au mouvement systématique pour le faire converger vers le mouvement spontané.

Après avoir traversé toutes les phases de la vie théologique, et même les divers degrés de la transition métaphysique, l'élite de l'humanité touche à l'avènement de la vie positive, dont les éléments, partiellement élaborés, n'attendent plus qu'une coordination générale pour constituer un nouveau système social. Cette coordination doit être d'abord intellectuelle, ensuite morale, enfin politique. Il s'agit de remplacer la méthode philosophique propre à l'enfance de l'humanité par celle qui convient à sa maturité. Toute tentative ne remontant pas à cette source serait impuissante contre le désordre actuel, qui est surtout mental. Mais, sous cet aspect, la connaissance de la loi des trois états devient le principe d'une telle solution en établissant une entière harmonie dans le système des connaissances humaines par la prépondérance ainsi procurée à la méthode positive. Cette méthode tend à faire prévaloir l'esprit d'ensemble, et par suite le sentiment du devoir, qui s'y trouve étroitement lié. Les rè-

facilitent l'application graduelle. Sous cet aspect, la Convention française, du moins pendant sa phase ascensionnelle, est le seul pouvoir qui ait eu, malgré d'immenses obstacles, le véritable instinct de sa position, comme l'indiquent ses créations progressives et cependant toujours provisoires. Toutes les puissances politiques ont cru bâtir pour l'éternité, même dans leurs édifices les plus éphémères.

Relativement à la réorganisation spirituelle, rien de ce qui est aujourd'hui classé n'est susceptible de s'incorporer directement au nouveau régime, dont tous les éléments doivent d'abord subir une régénération intellectuelle et morale. Le pouvoir spirituel résidera dans une classe nouvelle sans analogie avec aucune de celles qui existent, et composée de membres issus, suivant leur propre vocation individuelle, de tous les rangs de la société. L'avènement de cette corporation sera d'ailleurs spontané; car son ascendant social ne peut résulter que de l'adhésion volontaire des intelligences aux nouvelles doctrines. Son établissement devant surgir peu à peu de l'exécution même de son œuvre, toute spéculation détaillée sur les formes propres à sa constitution future serait aujourd'hui aussi puérile qu'incertaine, bien que l'influence des habitudes métaphysiques puisse faire excuser ces vaines recherches. L'action sociale d'un tel pouvoir doit, comme celle de la puissance catholique, précéder son organisation légale. Il suffit d'indiquer son rôle dans le système de la sociabilité moderne.

Il est nécessaire qu'un pouvoir spirituel entièrement distinct et indépendant du pouvoir temporel régisse les idées et les mœurs, pendant que le pouvoir temporel s'applique seulement aux actes accomplis. L'évolution humaine est caractérisée par une influence croissante de

L'hostilité de la progression moderne contre l'ordre catholique ne doit pas laisser dominer indéfiniment les préjugés révolutionnaires propres à son développement. Tandis que la nature de la civilisation prescrit la division des pouvoirs comme une condition de son progrès, elle tend à la réaliser comme une conséquence de son cours spontané. Dans l'état social du moyen âge, une telle séparation a présenté, à beaucoup d'égards, un caractère forcé et contradictoire, parce qu'elle était opposée à l'esprit militaire. Rien d'équivalent n'est possible sous l'influence de la vie industrielle, dont la nature doit, au contraire, empêcher toute confusion entre la puissance spéculative et la puissance active, qui n'y peuvent jamais résider à un haut degré dans les mêmes organes. La diversité des mœurs n'est pas moins incompatible avec la concentration des pouvoirs que la distinction des capacités. Bien que le caractère des différentes classes modernes ne soit pas encore très prononcé, il est pourtant irrécusable que la supériorité de richesse, principal résultat de la prééminence industrielle, ne conférera jamais des droits sérieux à la suprême décision des affaires humaines. De même, malgré la honteuse ardeur de tant d'artistes et de savants pour rivaliser de fortune avec les chefs industriels, il n'est pas à craindre que les carrières esthétiques ou scientifiques puissent conduire au plus haut ascendant pécuniaire. La généreuse imprévoyance des uns, quand il y a vocation réelle, est incompatible avec la scrupuleuse sollicitude qu'exigent les succès des autres.

Une secte éphémère, sans portée comme sans moralité, a voulu, de nos jours, tenter de prendre la richesse pour base du classement social en y voyant l'unique récompense de tous les services. Ses vains efforts ont abouti à faire mieux sentir que, dans l'économie moderne, les opé-

çant à diriger une telle opération, tendent à la confier à la philosophie qui se montrera digne d'y présider. D'autre part, les populations, désabusées des illusions métaphysiques, comprennent, après un demi-siècle d'expériences, que tout le progrès social compatible avec les doctrines vulgaires a été réalisé, et qu'aucune importante fondation politique ne peut plus surgir sans reposer sur une philosophie nouvelle.

Quand cette opération sera assez développée pour faire sentir partout sa tendance générale, elle exercera sur les esprits les plus actifs et sur la masse des intelligences une influence favorable, en indiquant aux uns et aux autres la marche la plus conforme à une sage réalisation de leurs vœux. J'ai déjà établi en principe, au sujet de l'avènement du catholicisme, que le prétendu règne de l'esprit, rêvé par la métaphysique grecque, constitue une conception non moins contraire aux conditions du progrès qu'à celles de l'ordre. Cette conception, si elle pouvait prévaloir, organiserait une immobilité analogue à celle des théocraties en livrant l'empire du monde à de médiocres intelligences, dès lors privées de frein et de stimulation. La même utopie, écartée par le régime du moyen âge, reparut avec la philosophie métaphysique, dont elle émanait, quand la décomposition du catholicisme rétablit au profit des chefs temporels l'antique confusion des pouvoirs. Depuis cette époque, presque tous les esprits actifs ont été plus ou moins animés, souvent à leur insu, d'une tendance insurrectionnelle contre l'ensemble de l'ordre existant, qui cessait de leur offrir une position légale. A mesure que le mouvement négatif s'accomplissait, cette opposition excitait les ambitieux à rechercher les grandeurs temporelles, qui étaient seules constituées. Une telle influence se développait à peu près également soit dans les pays pro-

testants, où la confusion des pouvoirs était solennellement consacrée, soit dans les nations catholiques, chez lesquelles la suprématie temporelle n'était pas moins réelle, et où l'abaissement des barrières aristocratiques favorisait de telles prétentions.

La révolution a stimulé, surtout en France, de semblables espérances, qui ne reconnaissent plus aucune limite. Sans doute le dérèglement des ambitions philosophiques ne saurait altérer la nature de la civilisation moderne. Ces folles tentatives, privées du point d'appui religieux, viendront toujours échouer contre la prépondérance matérielle, désormais mesurée surtout par la supériorité de richesse, et de plus en plus inhérente à la prééminence industrielle. Mais elles n'en sont pas moins, au sein des sociétés, une source constante de perturbation, et sont d'autant plus dangereuses qu'elles paraissent reposer sur la tendance de la civilisation à augmenter l'influence sociale de l'intelligence.

L'esprit est destiné à inspirer à la puissance matérielle le respect des lois morales, dont toute activité, soit privée, soit publique, tend à s'écarter. Ainsi conçue, la suprématie sociale n'appartient ni à la force ni à la raison, mais à la morale, qui domine les actes de l'une et les conseils de l'autre. Telle est la limite idéale dont la réalité doit s'approcher graduellement, sans pouvoir jamais l'atteindre. L'esprit doit renoncer au règne chimérique de la capacité; car son véritable office, aussi propre à entretenir son activité qu'à récompenser ses services, consiste dans l'éducation et dans une influence consultative sur tout le cours de la vie.

La réorganisation spirituelle exercera également une salutaire influence sur la masse des intelligences, poussées, par la confusion qui existe entre l'ordre spirituel et l'or-

[redacted]

dre temporel, à chercher dans les institutions politiques la solution des problèmes sociaux. Cette disposition des masses s'est développée en Europe pendant les cinq siècles qui ont suivi la désorganisation catholique, à mesure que s'accomplissait la concentration temporelle ; elle est parvenue à une déplorable intensité ; elle seule fournit un point d'appui aux prétentions de l'intelligence à la domination universelle. Sans une pareille illusion sur l'efficacité des mesures politiques, les masses ne seconderaient pas les efforts perturbateurs des esprits les plus actifs. Non seulement la philosophie positive écartera l'utopie du règne de l'esprit en donnant à la capacité intellectuelle une large destination, mais encore elle imprimera aux réclamations populaires une direction plus morale que politique. Les principaux griefs des masses contre un régime sous lequel leurs besoins généraux sont si peu consultés se rapportent surtout à une rénovation des opinions et des mœurs. C'est incontestable quant aux abus inhérents à l'inégalité des richesses, abus qui constituent le plus dangereux argument des agitateurs et des utopistes, et qui résultent du désordre intellectuel et moral bien plus que de l'imperfection des mesures politiques, dont l'influence est, à cet égard, fort limitée. La réorganisation spirituelle est donc susceptible de faciliter le retour d'une harmonie durable en satisfaisant aux conditions du progrès et à celles de l'ordre, également indispensables pour que l'instinct des masses puisse accueillir un semblable enseignement.

La nouvelle philosophie remplacera la détermination des *droits* par celle des *devoirs* respectifs. Le premier point de vue a prévalu tant que la réaction contre l'ancien régime n'a pas été suffisamment accomplie. Le second doit présider à l'organisation du nouvel état social.

[redacted]

J'ai déjà posé le principe qui détermine les attributions respectives du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel. Ce principe consiste à regarder l'autorité spirituelle comme décisive en tout ce qui concerne l'*éducation*, soit spéciale, soit générale, et comme consultative en ce qui se rapporte à l'*action*, soit privée, soit publique, dans laquelle elle n'intervient que pour rappeler en chaque cas les règles de conduite primitivement établies. L'autorité temporelle, au contraire, souveraine relativement à l'action au point de pouvoir suivre une marche opposée aux conseils de l'autorité spirituelle, ne doit exercer sur l'éducation qu'une simple influence consultative en se bornant à y solliciter la révision ou le perfectionnement des préceptes que la pratique lui semblerait condamner. L'établissement d'un système d'éducation non seulement intellectuel, mais encore moral, constituera la principale attribution du nouveau pouvoir spirituel. C'est surtout pour servir de base à un tel système que la philosophie positive devra être coordonnée. D'une part, l'éducation moderne, jusqu'ici vague et flottante comme la sociabilité correspondante, ne peut être instituée sans un pareil fondement philosophique. D'autre part, sans cette destination, une telle philosophie n'aurait point un caractère assez marqué pour contenir la tendance qu'ont les sciences à se spécialiser.

C'est au catholicisme que l'humanité a dû, au moyen âge, le premier établissement d'une éducation universelle, qui, malgré son imperfection, présentait déjà un fond commun aux plus humbles et aux plus éminents chrétiens. Il serait étrange de concevoir une institution moins générale dans une civilisation plus avancée. Sous cet aspect, les dogmes révolutionnaires relatifs à l'égalité d'instruction contiennent, depuis la décadence de l'organisme catholique, un pressentiment confus de l'avenir social, sauf

un décroissement correspondant à celui de la philosophie dont il émanait, à mesure que l'intelligence et la sociabilité ont permis au vulgaire d'apprécier les règles morales d'après l'ensemble de leur influence sur l'individu et sur la société. Le catholicisme a livré à la raison humaine beaucoup d'utiles prescriptions : ces prescriptions étaient autrefois soumises à la sanction religieuse, et les philosophes anciens pensaient qu'on ne pourrait jamais les y soustraire.

Les croyances sont devenues individuelles; il est impossible d'édifier sur d'aussi vains fondements. On méconnaît l'indépendance du sacerdoce, sans laquelle la philosophie religieuse ne saurait être efficace, au point de vue moral. Aucune inconséquence n'est comparable à celle des déistes modernes, qui rêvent de consacrer la morale par une religion sans révélation, sans culte ni clergé. L'analyse du catholicisme fait ressortir les conditions qui ont été indispensables à l'accomplissement de son office moral, conditions que l'œuvre révolutionnaire a graduellement détruites. L'indépendance de la morale à l'égard de toute croyance est si bien établie que des observateurs d'une faible portée, mais d'une incontestable loyauté, en ont osé conclure l'inutilité de tout enseignement moral. L'adhérence trop prolongée des règles morales à la doctrine théologique est devenue contraire à leur efficacité en faisant rejaillir sur elles le discrédit qui s'attache à cette doctrine. Une telle solidarité constitue même un obstacle au développement de la moralité en empêchant d'établir une théorie, contre laquelle, du reste, d'injustes déclamateurs religieux, catholiques, protestants ou déistes, s'efforcent de soulever d'avance des imputations calomnieuses, comme pour fermer à l'envi toute issue à l'anarchie actuelle.

L'esprit positif produira des convictions morales aussi stables qu'universelles, et permettra d'établir une autorité spirituelle assez indépendante pour en régulariser l'application sociale. La philosophie positive, faisant prévaloir la connaissance de la nature humaine, peut seule présider au développement du sentiment social, qui n'a été cultivé jusqu'ici que d'une manière indirecte, et même contradictoire, sous les inspirations de la philosophie théologique. La morale positive, qui prescrira la pratique du bien en avertissant avec franchise qu'il n'en résultera souvent d'autre récompense qu'une inévitable satisfaction intérieure, deviendra plus favorable aux affections bienveillantes que les doctrines suivant lesquelles le dévouement même était toujours rattaché à des calculs personnels. Mais une aveugle routine, entretenue par d'énergiques intérêts, continuera à méconnaître la possibilité de systématiser la morale sans aucune intervention religieuse jusqu'à ce que les faits eux-mêmes dissipent à ce sujet toute vaine controverse. Aussi aucune partie de l'œuvre philosophique n'a-t-elle autant d'importance pour régénérer la société. L'humanité restera dans un état d'enfance, tant que ses principales règles de conduite, au lieu d'être uniquement puisées dans la connaissance de sa nature, continueront de reposer sur des fictions.

Je dois signaler une autre propriété par laquelle l'éducation positive, en caractérisant la destination européenne de la nouvelle autorité spirituelle, satisfera à l'une des principales exigences de notre époque. La crise sociale qui a commencé en France est maintenant commune à tous les peuples de l'Europe occidentale. Rien n'est plus propre qu'une telle synergie à faire ressortir l'insuffisance de la philosophie métaphysique, qui dirige encore les tentatives politiques, puisqu'il ne s'agit partout que d'essais natio-

naux, dans lesquels la communauté européenne est oubliée. Cette lacune subsistera tant que le principe de la séparation des pouvoirs sera méconnu ; car la confusion qui existe entre le gouvernement moral et le gouvernement politique prolonge l'isolement des différents peuples, dont la réunion ne pourrait résulter que de l'oppressive prépondérance de l'un d'eux. Malgré la connexité de leur civilisation homogène, les cinq grandes nations qui composent aujourd'hui l'élite de l'humanité ne sauraient être, sans une intolérable tyrannie, assujetties à un même empire temporel. Cependant leurs contacts journaliers exigeraient l'intervention d'une autorité correspondant à l'ensemble de leurs tendances communes. Tel sera, comme au moyen âge, l'éminent privilège de la puissance spirituelle, qui, liant ces divers peuples par une même éducation, pourra seule obtenir un assentiment unanime, et résoudre les problèmes sociaux dans l'intérêt de toute l'Europe.

Il importe d'écarter les tendances vagues et absolues d'une vaine philanthropie, et de restreindre l'établissement du pouvoir spirituel aux peuples que leurs antécédents en rendent susceptibles, sous la réserve d'étendre plus tard un tel organisme au delà même de la race blanche, à mesure que le reste de notre espèce sera suffisamment civilisé. Tout en consolidant les liens inhérents à l'identité de la nature humaine, la nouvelle philosophie, dont l'esprit est éminemment relatif, distinguera les nations positives des peuples théologiques ou même métaphysiques. Ainsi, au moyen âge, le même attribut qui réunissait les diverses populations catholiques les séparait aussi de celles qui étaient demeurées à l'état polythéiste ou fétichiste. A cet égard, il n'y aura d'autre différence entre les deux cas que la destination plus étendue de l'organisme moderne et la tendance plus conciliante d'une doctrine qui rattache tous

les états de l'humanité à une même évolution. L'obligation d'étendre le nouveau régime à l'ensemble de l'occident européen prouve la nécessité de faire précéder, dans chaque pays, l'organisation temporelle par une organisation spirituelle, qui peut seule être commune aux différents peuples. L'établissement de l'éducation positive constitue le meilleur moyen de satisfaire à cet impérieux besoin de notre état social en appelant les diverses nationalités à une œuvre identique, sous la direction d'une classe spéculative, animée non pas d'un stérile cosmopolitisme, mais d'un actif patriotisme européen.

L'attribution que nous venons d'apprécier comprend l'ensemble des fonctions propres au nouveau pouvoir spirituel. Ce pouvoir doit, en outre, organiser pour l'ensemble de la vie une sorte de prolongement destiné à empêcher que le mouvement spécial ne fasse oublier ou méconnaître les principes généraux dont la notion primitive a besoin d'être souvent rappelée. De là résulte pour le pouvoir spirituel non seulement la nécessité de surveiller la marche de l'esprit humain afin d'y rappeler les considérations d'ensemble, mais encore le devoir d'instituer, à l'exemple du catholicisme, un système d'habitudes publiques et privées, propres à développer le sentiment de la solidarité sociale. Ce sentiment ne saurait être assez complet sans celui de la continuité historique qui se rapporte à notre espèce. Le pouvoir spirituel organisera un vaste système de commémoration, dont le catholicisme n'a réalisé qu'une faible ébauche par suite de l'esprit trop étroit et trop absolu de la philosophie théologique. Un tel système, destiné à glorifier les diverses phases de l'évolution humaine et les pricipaux promoteurs de ses progrès successifs, offrira une haute utilité intellectuelle en popularisant la connaissance de cette marche fondamentale.

On ne peut se faire une idée de l'influence sociale qu'obtiendra le nouveau pouvoir spirituel, parce que l'instruction actuelle, improprement qualifiée d'éducation, ne laisse aucune forte empreinte morale, d'où puisse dériver l'autorité ultérieure des instituteurs primitifs, dont le souvenir est bientôt effacé. L'éducation positive fera témoigner une confiance générale à la corporation qui l'aura dirigée; elle lui conférera une voix consultative dans toutes les entreprises usuelles, soit privées, soit publiques, afin d'y mieux assurer la pratique journalière des principes établis pendant la durée de l'initiation. Cette éminente autorité, animée d'une impartialité sans indifférence, exercera un haut arbitrage dans les divers conflits déterminés par le mouvement social, conflits qu'il serait impossible de soumettre à une plus sage appréciation.

Ne pouvant être soumis à aucune autorité temporelle, les rapports internationaux resteraient abandonnés à un insuffisant antagonisme, s'ils n'étaient pas de la compétence de la puissance spirituelle, seule assez générale pour être partout respectée. Il en résultera un système diplomatique entièrement nouveau. La même autorité qui, dans l'éducation proprement dite, aura fondé la morale des peuples comme celle des individus et des classes y subordonnera, dans la vie active, les divergences particulières, tant nationales que personnelles.

Après avoir indiqué les attributions du nouveau pouvoir spirituel, nous allons examiner le caractère social de son autorité, surtout par comparaison ou plutôt par contraste avec celui de l'autorité catholique au moyen âge. La puissance temporelle dépend d'une certaine prépondérance matérielle de force ou de richesse, dont l'empire est souvent subi à regret. L'autorité spirituelle, au contraire, à la fois plus douce et plus intime, repose sur une con-



fiance spontanément accordée à la supériorité intellectuelle et morale. Elle suppose un libre assentiment à une commune doctrine, qui règle l'exercice et les conditions d'un tel ascendant. Mais la nature philosophique de la doctrine doit influer sur ces caractères élémentaires, qui sont applicables à tous les modes possibles du gouvernement moral. L'autorité théologique, liée à une révélation à laquelle le croyant ne saurait participer, est absolue. L'autorité du nouveau pouvoir spirituel sera relative, comme l'esprit de la philosophie correspondante. Nul ne pouvant ni tout savoir ni tout juger, le crédit obtenu par le plus éminent penseur offre une parfaite analogie avec celui que lui-même accorde sur certains sujets à la plus humble intelligence. La terrible domination que, pendant l'enfance de notre espèce l'homme, a pu exercer sur l'homme, au nom d'une puissance qui s'étendait à des intérêts dont la prépondérance interdisait toute délibération, est à jamais abolie avec l'état mental dont elle émanait. Mais, bien que la nouvelle autorité spirituelle ne puisse être aussi intense que l'ancienne, l'expérience des trois derniers siècles a déjà montré que, par elle-même et sans aucune organisation régulière, elle peut déterminer un suffisant accord sur des sujets convenablement élaborés. L'universelle admission des principales notions scientifiques, malgré leur opposition aux croyances religieuses, permet d'entrevoir de quelle autorité sera susceptible, dans la virilité de la raison humaine, la force logique des véritables démonstrations, surtout lorsqu'elles s'étendront aux questions morales et sociales. Néanmoins, si la nouvelle autorité ne comporte pas la même plénitude que l'ancienne, la nature de la philosophie et de la sociabilité ne l'exige pas non plus; car il s'agit d'organiser l'unité spirituelle, sans la rigoureuse compression que l'état théologique avait laborieusement établie.

Ces considérations doivent dissiper les fâcheuses inquiétudes que soulève toute pensée de réorganisation spirituelle; car la nature philosophique du nouveau gouvernement moral ne lui permettra pas de comporter des usurpations équivalentes à celles de l'autorité théologique.

Cependant il ne faudrait pas croire que le régime positif ne fût pas susceptible de graves abus, inhérents à l'infirmité de la nature humaine. La science ne se prête que trop au charlatanisme, surtout chez les géomètres, dont le langage mystérieux peut aisément dissimuler auprès du vulgaire une profonde médiocrité intellectuelle. Les savants sont d'ailleurs tout aussi disposés à l'oppression que les prêtres. L'esprit de critique sociale, introduit par le régime du moyen âge comme une conséquence de la séparation des pouvoirs, contiendra les abus du nouveau régime. Sans doute la vulgarisation de la science constituera la plus solide garantie contre le charlatanisme des savants. Lorsque, par exemple, le langage algébrique sera devenu vulgaire, le mérite de le parler ne dispensera plus de toute autre qualité plus essentielle. Mais ce correctif ne pourrait suffire, si le régime positif ne devait en même temps développer la continuelle surveillance de la critique. Cette surveillance consolidera l'harmonie du pouvoir spirituel, parce qu'elle résultera de sa constitution, d'après laquelle il devra rester soumis, soit dans son origine, soit dans son exercice, à des conditions de capacité et de moralité dont le principe pourra toujours être invoqué à l'appui de tout reproche. Les conditions de capacité se rapportent à l'ensemble des difficiles préparations qui doivent garantir l'aptitude des membres de la corporation spéculative. Depuis que le catholicisme a proclamé la suprématie sociale de la morale non seulement sur la force, mais encore sur l'intelligence, le plus chétif croyant a la

où ce régime a persisté, surtout dans l'Inde, le plus humble artisan offre un caractère public. La même remarque s'applique à l'ordre grec et à l'ordre romain; mais il faut, dans ce cas, n'avoir égard qu'à la population libre, dont tous les membres avaient une destination militaire, les uns comme capitaines, les autres comme soldats, suivant une distinction héréditaire émanée du système précédent. Il en a été ainsi sous le régime du moyen âge, du moins tant que son génie propre a pu demeurer suffisamment prononcé. Tous les hommes libres présentaient un certain caractère politique, irrécusable jusque chez le moindre chevalier, sauf les inégalités de degré et les intermittences d'activité. C'est seulement quand l'industrie succéda partout à l'abolition de la servitude qu'on vit surgir une distinction entre les professions publiques et les professions privées, suivant qu'elles se rapportaient à l'ordre antérieur ou aux nouveaux éléments sociaux, dont nul n'apercevait alors la tendance vers une autre économie générale.

La plus complète intensité d'une semblable démarcation se rapporte à la deuxième phase de la transition moderne, époque où l'ancien régime conserve en apparence toute sa prépondérance politique. Sous la phase suivante, pendant laquelle l'industrie acquiert assez d'importance pour que les gouvernements européens commencent à y subordonner leurs combinaisons pratiques, les grandes existences industrielles prennent un véritable caractère public. Enfin, depuis la révolution, le nouvel état social est marqué par l'extinction presque totale du genre d'activité qui constituait les fonctions publiques et par la prépondérance des professions qui étaient regardées autrefois comme privées. Néanmoins une telle distinction persistera jusqu'à ce que la conception du nouveau système social

[redacted]

soit devenue assez nette pour développer un sentiment d'utilité publique d'abord parmi les chefs des divers travaux, et ensuite chez leurs coopérateurs.

La dignité qui anime encore le plus obscur soldat dans l'exercice de ses modestes fonctions n'est pas sans doute particulière à l'ordre militaire. Une semblable dignité ennoblira les plus simples professions, quand l'éducation positive pourra faire apprécier à tous la participation de chaque activité partielle à l'économie commune.

Pour se représenter le nouveau système social, les philosophes doivent concevoir comme publiques toutes les professions actuellement qualifiées de privées, en éliminant toutefois les fonctions qui sont destinées à disparaître, c'est-à-dire tous les débris de l'état théologique et métaphysique. Après une telle préparation, l'économie moderne ne présentant plus que des éléments homogènes dont les tendances sont nettement appréciables, il devient possible de concevoir l'ensemble de la hiérarchie sociale, qui resterait inintelligible tant qu'on voudrait y combiner les nouvelles classes avec celles qui sont sur leur déclin.

Nous avons établi, au commencement de cet ouvrage, la hiérarchie des sciences d'après le degré de généralité et d'abstraction des phénomènes correspondants. La même loi nous a fourni la distribution intérieure de chaque partie de la philosophie inorganique. Appliqué à l'ordre des êtres eux-mêmes, ce principe taxinomique est devenu apte à représenter la coordination naturelle de l'ensemble de la série animale. Par une dernière extension, nous y avons rattaché la base de la statique sociale et l'ordre des évolutions élémentaires propres à la sociabilité moderne. Une suite aussi étendue d'applications érige un tel principe en loi de toute hiérarchie.

Dans toute société régulière, les activités partielles se subordonnent entre elles suivant leur degré de généralité et d'abstraction. La société antique, théocratique ou militaire, la seule qui ait été jusqu'ici pleinement systématisée, présentait une coordination conforme à ce principe, dont la notion est éclaircie par les vestiges que notre civilisation en conserve encore, surtout dans l'organisme militaire.

Considérée au point de vue philosophique, la progression sociale se présente comme un prolongement de la série animale, dans laquelle les êtres sont d'autant plus élevés qu'ils se rapprochent davantage du type humain. Cette conception convient aussi bien à l'ordre statique qu'à l'ordre dynamique, d'après la connexité établie entre les lois d'harmonie et les lois de succession des phénomènes sociaux. Ainsi, la hiérarchie sociale offrant une extension de l'échelle animale, les caractères qui séparent les diverses classes doivent être analogues à ceux qui distinguent les différents degrés d'animalité. Telle est la base que la philosophie positive fournit au classement social.

La dignité animale est mesurée par l'ascendant du système nerveux, principal siège de l'animalité ; la dignité sociale le sera par la prépondérance des plus éminentes facultés propres à ce système.

Une première application de cette théorie à l'ensemble de la nouvelle économie sociale conduit à concevoir la classe spéculative au-dessus de la masse active. En effet, la première offre un développement plus complet des facultés de généralisation et d'abstraction qui distinguent le plus la nature humaine. Quand la séparation des pouvoirs a été introduite par le régime du moyen âge, la supériorité légale du clergé sur tous les autres ordres est résultée, non pas de son caractère religieux, mais de sa prééminence

spéculative. Cette première subordination ne sera réalisable dans le régime positif que quand les éléments du nouveau pouvoir spirituel auront perdu la spécialité qui constitue encore le principal obstacle à leur influence sociale. Une superficielle appréciation pourrait faire envisager la prééminence de la dignité spéculative comme contraire au principe de la séparation des pouvoirs. Mais la considération et la puissance sont distribuées selon des lois tellement différentes que leurs degrés supérieurs s'excluent. Or il s'agit ici de l'ordre de la dignité et non de l'ordre du pouvoir, du rang occupé dans l'estime universelle et non de l'influence directement exercée sur les actes. C'est de l'opposition de ces deux sortes de suprématie que résultera, entre les deux pouvoirs, un état de rivalité incompatible avec le despotisme d'aucun d'eux, et qui, malgré sa tendance à susciter quelquefois de graves conflits, deviendra l'origine du mouvement politique.

Nous venons d'apprécier la division sociale qui correspond aux deux modes les plus distincts de l'existence humaine, et qui régularise les deux manières les plus différentes de classer les hommes selon la capacité ou selon la puissance. Il devient dès lors facile de caractériser, d'après le même principe, la plus importante subdivision de chacune de ces deux classes. La classe spéculative se décompose en deux autres, selon qu'elle est scientifique ou esthétique. Malgré la similitude de mœurs et d'opinions qui rapproche ces deux ordres, leur diversité n'en constitue pas moins une nouvelle application de notre théorie. Quelle que soit l'importance sociale des beaux-arts, le point de vue esthétique est moins général et moins abstrait que le point de vue scientifique. Celui-ci est relatif aux conceptions qui doivent diriger l'exercice de la

raison ; celui-là se rapporte seulement aux facultés d'expression. Le type humain se perfectionne davantage dans la classe scientifique par une activité supérieure des facultés d'abstraire, de généraliser et de coordonner, qui constituent la principale prééminence de l'humanité sur l'animalité.

La classe active ou pratique, comprenant l'immense majorité, a déjà reçu un développement plus complet et plus prononcé, qui rend ses divisions plus tranchées. La théorie hiérarchique n'a qu'à régulariser les distinctions consacrées par l'usage. Il faut pour cela considérer d'abord la principale décomposition de l'activité industrielle, suivant qu'elle se borne à la production ou qu'elle se rapporte à la transmission des produits. Le second cas est supérieur au premier par l'abstraction des travaux et la généralité des rapports. On doit ensuite subdiviser ces deux ordres, selon que le premier concerne la formation des matériaux ou celle de leurs produits, et que le second est relatif aux produits mêmes ou à leurs signes représentatifs. Il est clair que le dernier ordre présente un caractère plus général et plus abstrait que le précédent. Ces deux décompositions successives établissent la hiérarchie industrielle : au premier rang sont placés les banquiers, à raison de la généralité et de l'abstraction de leurs opérations; ensuite viennent les commerçants; puis les manufacturiers; enfin les agriculteurs, dont les travaux sont plus concrets et les relations plus spéciales.

Il serait déplacé d'ajouter aucune subdivision, spéculative ou active, à ce classement de la nouvelle économie sociale. Des distinctions trop multipliées auraient l'inconvénient de dissimuler l'unité des classes correspondantes. Je m'abstiendrai donc de subdiviser l'ordre spéculatif, soit scientifique, soit esthétique, pour éviter toute discussion

vient aussi plus directe, moins contestable, et par suite mieux assurée. En même temps, l'existence est plus indépendante et la responsabilité moins étendue, en raison de relations plus circonscrites et d'une correspondance plus immédiate aux besoins les plus indispensables. Si les premiers rangs s'honorent d'une coopération plus éminente et plus difficile, les derniers pourront s'attribuer un office plus certain et plus urgent. En restreignant suffisamment leurs désirs, ceux-ci subsisteraient par eux-mêmes, tandis que ceux-là ne le pourraient aucunement.

Au point de vue des degrés successifs de la prépondérance matérielle mesurée surtout par la richesse, la hiérarchie positive présente des résultats opposés, selon qu'on y envisage l'ordre spéculatif ou l'ordre actif. Dans le premier, cette prépondérance diminue, tandis que dans le second elle augmente en suivant, de part et d'autre, la hiérarchie ascendante. En effet, l'accroissement de la richesse dépend de deux conditions distinctes, qui, dans leur plus grande intensité, sont directement opposées, l'extension plus générale et l'utilité plus directe des diverses opérations. Tant que les travaux humains, en se généralisant, restent assez concrets pour que leur utilité demeure appréciable à la raison commune, cette extension tend à procurer une plus haute rétribution des services rendus. Mais, quand cet office social, devenu trop abstrait, ne comporte plus qu'une appréciation indirecte, lointaine et confuse, il procure une moindre richesse. C'est sur l'oubli d'une telle opposition que repose le sophisme d'après lequel on prétend ériger la richesse en mesure exclusive de la participation sociale, sans distinguer l'ordre spéculatif de l'ordre actif. Ce sophisme tend à bouleverser l'économie moderne en étendant au premier ordre la loi qui ne convient qu'au second.

aux fonctions qualifiées aujourd'hui de privées ne modifiera nullement le mode de leur accomplissement. A mesure que l'intelligence et la sociabilité se développent, l'activité individuelle devient susceptible de relations plus étendues. Les diverses opérations publiques peuvent donc être exécutées par l'industrie privée, quand elles offrent des avantages assez directs et assez prochains. Cette modification administrative ne doit altérer en aucune manière l'indispensable discipline des travaux correspondants. Mais, sous cet aspect, les fonctions de l'organisme positif présentent des différences essentielles : celles de l'ordre actif, même les plus éminentes, pourront être livrées sans danger au jeu des impulsions individuelles, préparées par une sage éducation. En y réservant toujours l'intervention facultative de la direction centrale, il importera d'éviter les abus de l'esprit réglementaire, qui tendrait à étouffer toute spontanéité. Dans l'ordre spéculatif, au contraire, une efficacité sociale trop détournée, trop lointaine et par suite trop peu sentie du vulgaire, sans être pourtant ni moins réelle ni moins intense, doit conduire à placer les divers travaux sous la protection de la munificence publique ; ce qui fera ressortir le caractère de ces fonctions à mesure qu'elles deviendront plus générales, plus abstraites et moins susceptibles d'appréciation individuelle. Tel est le seul mode suivant lequel la distinction des professions en privées et publiques devra subsister.

La composition des classes de la hiérarchie positive sera nécessairement mobile. L'éducation placera chacun dans la condition la plus convenable à ses principales aptitudes, en quelque rang que sa naissance l'ait jeté. Il faut, d'une part, que l'accès de toute carrière reste ouvert à de justes prétentions individuelles, et que, d'autre part, l'exclusion des indignes demeure sans cesse praticable.

[redacted]

nifesté leur nullité sociale par leur commune inaptitude à protéger les classes inférieures. Enfin il est trop facile d'apercevoir les tendances aristocratiques de tant de savants et d'artistes, qui, oubliant leur origine prolétaire, dédaignent de consacrer à l'instruction et à la défense du peuple l'influence qu'ils ont obtenue, et qu'ils emploieraient plus volontiers à consolider des prétentions oppressives. Dans la nouvelle économie, la puissance spirituelle sera liée à la masse populaire par des sympathies communes, tenant à une certaine similitude de situation et à des habitudes équivalentes d'imprévoyance matérielle. Mais la classe spéculative devra surtout son ascendant sur le peuple à l'éducation qu'elle lui donnera et au rôle conciliant qu'elle saura jouer au milieu des conflits sociaux. Sous l'un et l'autre aspect, la principale sollicitude de ce pouvoir sera pour les classes inférieures, qui ont plus besoin d'une éducation publique, à laquelle leurs ressources particulières ne sauraient suppléer.

Longtemps avant que l'organisme spirituel soit constitué, une noble ardeur privée entraînera la plupart des esprits spéculatifs à propager l'instruction positive, soit scientifique, soit esthétique, dans les classes encore dépourvues de toute culture. Même avec les éléments qui existent aujourd'hui, et sans aucune assistance du pouvoir, cette œuvre pourrait être bientôt poussée, surtout en France, au point d'imprimer aux réclamations populaires une consistance et une dignité propres à déterminer une attention sérieuse de la part des classes dirigeantes. Le principal obstacle à cet égard serait levé, si les esprits spéculatifs étaient animés de convictions philosophiques susceptibles de refouler leur égoïsme.

Les heureux effets de l'éducation positive ne seront ni moins réels ni moins étendus, soit qu'ils éclairent le

peuple sur ses vrais intérêts, soit qu'ils se rapportent à la défense de ces intérêts auprès des classes dirigeantes. En laissant prévaloir la réorganisation spirituelle, et en dissipant les erreurs relatives à l'efficacité illimitée des institutions, la philosophie positive imprimera aux vœux populaires la direction la plus convenable, parce qu'elle fera sentir les avantages des solutions morales sur les solutions politiques. Les tendances populaires, perdant ainsi tout caractère anarchique, cesseront de fournir aux agitateurs et aux utopistes un moyen de troubler la société et d'offrir aux classes dirigeantes un motif ou un prétexte d'ajourner toute large transaction.

Après avoir expliqué la supériorité de richesse des chefs industriels, la philosophie positive fera sentir qu'il importe peu aux intérêts du peuple en quelles mains se trouvent les capitaux, pourvu que leur emploi soit utile à la masse. Des vues étroites et des passions haineuses auraient beau établir des lois contre l'accumulation des capitaux au risque de paralyser toute activité sociale, ces procédés tyranniques seraient beaucoup moins efficaces que la réprobation appliquée par la morale positive à tout usage trop égoïste des richesses. Cette réprobation sera d'autant plus irrésistible que ceux qui devront la subir n'en sauraient récuser le principe, inculqué à tous par l'éducation commune. Il en est ainsi de tous les dangers inséparables de l'état de propriété. La philosophie positive démontrera que leur répression dépend surtout des opinions et des mœurs. Mais en signalant au peuple la nature morale de ses plus graves réclamations, la même philosophie rappellera aux classes supérieures les devoirs qui leur incombent. Au sujet de la propriété, par exemple, les riches devront se considérer comme les dépositaires des capitaux publics.

[redacted]

D'après une étude approfondie de l'évolution moderne, la philosophie positive montrera que, depuis l'abolition de la servitude personnelle, les prolétaires n'ont pas encore été incorporés au système social, et que la puissance du capital est devenue exorbitante dans les transactions journalières. Les devoirs envers le peuple imposés aux classes supérieures ne seront pas réglés par le principe chrétien de l'aumône, qui ne peut plus comporter une haute destination sociale. Ces devoirs se formuleront surtout par l'obligation de procurer à tous l'éducation et le travail, et de régler avec plus d'équité les salaires journaliers. Mais il ne convient pas de soulever à ce sujet des discussions prématurées.

Tels sont les services que la cause populaire retirera de la philosophie positive. Quelle que soit l'importance de ces services, le peuple rendra aux philosophes plus qu'il n'en aura reçu. L'adhésion populaire constituera la plus sûre garantie du pouvoir spirituel. Bien que les causes perturbatrices propres à l'organisme théologique du moyen âge ne puissent pas agir sur l'organisme positif, les conflits politiques inhérents au jeu des passions n'y deviendront pas impossibles. La puissance catholique, au temps même de son plus grand triomphe, fut en butte aux usurpations temporelles. Le nouveau pouvoir spirituel n'en saurait donc être préservé, malgré la nature plus conciliante de l'activité pratique et l'influence plus prononcée de l'intelligence sur la conduite. Les chefs temporels, principaux dispensateurs de la richesse, pourront témoigner à l'égard de la classe spéculative des sentiments d'orgueil, inspirés par leur supériorité de fortune, et peut-être aigris par l'injuste dédain des théoriciens pour les praticiens. Mais la masse populaire, également liée à ces deux puissances, à l'une par l'éducation et l'assistance morale, à l'autre par le travail

[redacted]

plus en plus étroite de la politique; tous ceux qui tentent même aveuglément d'en sortir exercent une utile influence.

Le point de vue populaire est le seul qui soit conforme aux enseignements constants du passé. Les vaines substitutions de personnes, ministérielles ou même royales, qui préoccupent les différents partis, deviennent indifférentes au peuple, dont les intérêts sont tout autres. Assurer à tous le travail et l'éducation constituera toujours l'objet essentiel de la politique populaire. Or, ce but, fort étranger aux intrigues et aux débats constitutionnels, ne peut être réalisé que par une réorganisation d'abord spirituelle et ensuite temporelle. Tel est le lien que la situation moderne institue entre les besoins du peuple et les tendances philosophiques, et d'après lequel le point de vue social prévaudra de plus en plus à mesure que les réclamations des prolétaires caractériseront le problème politique. Bien que les erreurs de la politique moderne exercent encore sur la raison du peuple une déplorable influence, elles y ont cependant moins d'empire que sur les autres classes de la société. Aussi, quand la philosophie positive aura pu pénétrer chez les prolétaires, y trouvera-t-elle un plus heureux accueil que partout ailleurs. L'antagonisme populaire est seul capable de susciter dans les classes supérieures, viciées par l'égoïsme aristocratique, des vues élevées et des sentiments généreux.

Dans les douloureuses collisions que nous prépare l'anarchie actuelle sous l'empire de passions haineuses et d'utopies subversives, les philosophes qui les auront prévues seront préparés à en tirer les grandes leçons qu'elles doivent offrir à tous en montrant aux uns et aux autres l'insuffisance des mesures purement politiques pour le but

[redacted]

passé. Elle en caractérise les diverses phases comme les degrés d'une même évolution, par laquelle le type humain s'est de plus en plus développé. Appréciant l'inanité des études ontologiques ou littéraires par lesquelles on se prépare communément aux recherches sociales, elle fait ressortir de la position même de la sociologie dans la hiérarchie des sciences les difficiles conditions que nécessite une semblable étude. Il en résulte l'exclusion d'une foule d'esprits incompétents et la concentration de ces hautes questions parmi les intelligences capables d'y procéder convenablement.

Pour que de telles propriétés ne soient pas senties par les hommes d'État qui cherchent sincèrement un moyen de contenir l'esprit de désordre, il faut qu'un déplorable empirisme leur ait ôté toute aptitude à saisir le résultat de nos grandes expériences contemporaines. Ce nouveau régime n'impose aux gouvernements européens aucun autre sacrifice que celui de renoncer à l'espoir de conserver indéfiniment un antique organisme dont les éléments essentiels sont déjà putréfiés.

L'école révolutionnaire, dans laquelle réside encore exclusivement l'esprit de progrès, est empêchée par ses habitudes métaphysiques d'apprécier la philosophie positive. Une longue expérience a permis de constater l'impuissance des doctrines de cette école, qui est logiquement conduite à reconnaître pour véritables les principes de l'ancien système social, tout en déniant à ce système ses plus importantes conditions d'existence. Le besoin d'une reconstruction quelconque l'a poussée à formuler un simulacre d'organisation fondé sur une vague résurrection des croyances religieuses et de l'ardeur guerrière, privées toutefois de leurs principaux appuis. La révolution aboutirait ainsi à un simple changement des formes politiques. En commençant ses tra-

compter sur l'adhésion des prolétaires, dès que le contact mutuel se sera suffisamment établi. Même dans les classes qui, appartenant à la période transitoire, sont destinées à disparaître ou à redevenir subalternes, la nouvelle philosophie peut encore trouver des adhérents. Ainsi, les philosophes métaphysiciens qui sont choqués de la prépondérance des travaux de détail, et qui sentent la dignité des conceptions générales, pourraient saisir la valeur d'une école qui est seule apte à rétablir le règne de l'esprit d'ensemble. De même les littérateurs et les avocats y trouveraient le moyen d'alimenter le genre d'activité qui leur est propre.

Malgré ces relations avec les différentes classes de la société, l'école positive ne doit espérer aucune adhésion collective, parce que chacune des classes sera plus choquée des atteintes ainsi portées à ses préjugés et à ses passions que touchée de la satisfaction accordée à ses vœux légitimes. Elle ne doit pas même espérer, au début, l'active coopération de notre jeunesse, dont la partie la plus saine et la mieux préparée est déjà viciée par l'empirisme et l'égoïsme qui résultent de l'anarchie actuelle. La nouvelle philosophie politique rencontrera donc des obstacles chez tout ce qui est aujourd'hui classé à un titre quelconque. Elle n'obtiendra longtemps que des adhésions individuelles dans tous les rangs sociaux. Mais de tels appuis ne manqueront pas à une école apte à tout concilier sans rien compromettre. La philosophie négative du siècle dernier, malgré sa tendance anarchique, trouva partout d'actifs protecteurs, même parmi les rois, parce qu'elle était alors en harmonie avec les besoins immédiats de l'évolution moderne.

Dans tout le cours de mon analyse historique et dans les conclusions que je viens d'en tirer, je me suis conformé à la

prescription logique que j'avais formulée en ne considérant qu'une seule série sociale, formée par l'enchaînement des civilisations les plus avancées. Il y aura lieu, quand la sociologie sera suffisamment instituée, de poursuivre d'importantes spéculations sur la marche des différents peuples arriérés. Cette étude supplémentaire indiquera l'action collective que devra exercer l'élite de l'humanité pour accélérer et faciliter ces civilisations secondaires, de manière à tendre à l'unité sociale de notre espèce. Malgré l'identité de l'évolution humaine, ses phases successives peuvent cependant s'accomplir avec une rapidité et une facilité fort inégales. La connaissance de la lente et douloureuse progression des populations d'élite sera très efficace pour élever les peuples arriérés au niveau général. Par là, les relations des peuples les plus civilisés avec les autres populations seront subordonnées aux sentiments d'une fraternité vraiment universelle, au lieu de rester dominées par l'orgueil ou par la cupidité. Mais les philosophes doivent éviter les séductions de cette heureuse perspective. Jusqu'à ce que la réorganisation positive soit suffisamment avancée, il importe beaucoup que leurs vues demeurent concentrées sur la majorité de la race blanche, qui compose l'avant-garde de l'humanité, et comprend les cinq grandes nations de l'occident européen.

Malgré l'homogénéité de cette population d'élite, il existe des différences essentielles entre les cinq nations qui la composent, quant aux obstacles et aux ressources que doit y trouver la régénération positive. Notre théorie historique permet d'apprécier cette diversité. La double évolution, à la fois négative et positive, qui s'est accomplie pendant les cinq derniers siècles nous fournit une base pour cette détermination délicate.

[redacted]

Tout concourt à représenter la France comme le siège des plus grands progrès sociaux. L'ancien régime est plus déchu en France qu'en tout autre pays. L'évolution scientifique et même l'évolution esthétique, sans être plus avancées, y ont obtenu une plus grande influence. L'évolution industrielle a conduit le nouveau pouvoir temporel plus près d'une véritable suprématie politique. Enfin, l'unité nationale y est plus complète que dans tout le reste de l'Europe.

L'Italie est, après la France, le pays le mieux préparé à la régénération positive. L'esprit militaire y est peut-être plus éteint que partout ailleurs. La conservation du catholicisme a été moins favorable qu'en France au mouvement philosophique. Cependant la compression rétrograde, assez intense pour préserver le peuple de la métaphysique protestante ou même déiste, n'a pu empêcher l'émancipation de la plupart des esprits cultivés. L'évolution scientifique et l'évolution industrielle, presque aussi avancées qu'en France, ont pourtant obtenu une moindre importance sociale, par suite d'une extinction moins complète de l'esprit religieux et aristocratique. L'évolution esthétique a réalisé sa propriété d'entretenir la vie spéculative chez les plus vulgaires intelligences.

La population allemande me paraît devoir être placée après les deux précédentes. L'esprit militaire ou féodal et même l'esprit religieux n'y sont pas aussi dangereusement incorporés qu'en Angleterre à la société moderne. La prépondérance politique du protestantisme est moins intime et moins générale. Elle n'a pas empêché la concentration temporelle d'aboutir à la monarchie. La plus fâcheuse influence qui distingue cette population est celle de l'esprit métaphysique. Mais cet esprit, inhérent au protestantisme, est, par cela même, beaucoup moins pro-

trograde, sans avoir obtenu une consistance aussi durable qu'en Angleterre, y a pourtant exercé une compression plus intense. La prééminence trop prolongée du catholicisme n'a pu devenir aussi avantageuse qu'en Italie au développement de l'esprit positif. L'esprit catholique a été gravement altéré par une incorporation trop intime au système gouvernemental. Il a suscité plutôt des tendances théocratiques que des dispositions à concilier le pouvoir moral et le pouvoir politique.

L'œuvre qui est destinée à régénérer les cinq grandes nations européennes doit s'adapter aux convenances de chacune d'elles. Pour mieux remplir cette condition, il conviendrait de placer cette œuvre sous la direction d'une association d'abord peu nombreuse, mais réservée à un vaste développement. La dénomination de *Comité positif occidental* indiquerait que le but de cette association est de propager en Europe la réorganisation spirituelle.

Les conceptions sociales que nous avons déduites de l'analyse du passé complètent la philosophie qui a été préparée par Aristote, annoncée par les scolastiques du moyen âge, et conçue dans son esprit général par Bacon et Descartes. Il nous reste, pour avoir atteint le terme de cet ouvrage, à coordonner cette philosophie, dont les éléments ont été successivement étudiés. Tel sera l'objet des trois leçons suivantes, qui traiteront d'abord de la méthode, ensuite de la doctrine, et enfin des résultats de la philosophie positive.

CINQUANTE-HUITIÈME LEÇON

Sommaire. — Ensemble de la méthode positive.

L'étude des différentes parties de la philosophie positive a placé notre intelligence au point de vue de cette philosophie, dont l'esprit ne pouvait être connu autrement. C'était le seul moyen d'apprécier le caractère de chacune des phases de la positivité. L'homogénéité de ces déterminations partielles nous a manifesté leur convergence vers une même philosophie, dont la nature et la destination n'ont pu être encore suffisamment comprises. Pour caractériser cette philosophie, il nous reste à en coordonner les différentes conceptions, d'abord logiques, puis scientifiques.

Les conséquences de l'étude du passé présentent comme indispensable la réorganisation intellectuelle et morale des peuples les plus avancés. Les esprits qui ne seraient pas assez touchés de cette nécessité, au point de vue social, pourraient apprécier, sous le simple aspect spéculatif, la réalité de ce besoin des temps actuels, où la spécialité des travaux scientifiques menace d'altérer les résultats des efforts antérieurs. Les conceptions abstraites les mieux établies ne peuvent subsister que par une suffisante solidarité, sans laquelle on verrait se reproduire chez les mo-

dernes l'équivalent de la honteuse dégradation mentale que les divagations théologiques et métaphysiques déterminèrent parmi les populations grecques de l'antiquité et du moyen âge. Ceux qui n'attribuent à l'évolution des différentes sciences d'autre résultat que la dissolution de l'ancien régime intellectuel, sans y vouloir chercher les bases d'une discipline plus parfaite et plus durable, tendent à leur insu à détruire les conquêtes partielles auxquelles ils attachent une importance exclusive. La spécialisation empirique, depuis que le développement de l'esprit positif lui a fait perdre son office temporaire, oppose de puissants obstacles au progrès scientifique. Tel est le motif de l'état flottant de la plupart des conceptions biologiques, surtout en France. Cette désastreuse influence est rendue sensible dans les études organiques par leur complication, et par le besoin qu'elles ont d'une unité directrice. La persistance de l'anarchie scientifique produirait les mêmes ravages dans les études inorganiques, y compris les études mathématiques. Ainsi, abstraction faite de hautes exigences sociales, le simple intérêt des sciences exige que les différentes parties de la philosophie soient réunies en un seul corps de doctrine. Cette coordination est une conséquence du plan de cet ouvrage, dans lequel le développement de la positivité a été assujetti, suivant la hiérarchie des phénomènes, à une succession homogène d'états de plus en plus complets, dont chacun embrasse tous les précédents.

L'unité philosophique exige la prépondérance de l'un des éléments sur tous les autres. Il s'agit donc de déterminer l'élément qui doit prévaloir, non plus pour l'essor préparatoire du génie positif, mais pour son développement systématique. Or la constitution même de notre hiérarchie scientifique démontre qu'une telle prééminence ne peut appartenir qu'au premier ou au dernier des six



éléments philosophiques qui la composent. La philosophie mathématique, à laquelle nous pouvons rattacher la philosophie astronomique, qui n'en est qu'une manifestation, présente des titres à la suprématie, en raison de l'extension des lois géométriques et mécaniques à tous les ordres de phénomènes. Sous un autre aspect, la philosophie sociologique, de laquelle nous pouvons cesser d'isoler la philosophie biologique, qui lui sert de base, semble devoir obtenir la souveraineté intellectuelle, parce que toutes les conceptions peuvent être envisagées comme autant de résultats de l'évolution humaine. Quant au couple intermédiaire, qui est formé par la philosophie physique et chimique, il ne peut que seconder l'une ou l'autre de ces deux impulsions rivales, dont il subit l'action simultanée.

La question se réduit ainsi à reconnaître la prépondérance soit de l'esprit mathématique, soit de l'esprit sociologique. La théorie de l'évolution prouve que, si l'esprit mathématique a dû prévaloir pendant l'éducation préliminaire qu'exigeait en chaque genre l'essor de la positivité, l'esprit sociologique peut seul diriger les spéculations réelles. Cette distinction explique l'antagonisme qui s'est développé, depuis trois siècles, entre le génie scientifique et le génie philosophique. Pendant que la science poursuivait, sous l'impulsion mathématique, une vaine systématisation, la philosophie élevait d'impuissantes réclamations contre l'abandon du point de vue humain. Tant que l'évolution de l'humanité n'était pas ramenée à des lois, l'esprit moderne ne pouvait accueillir les protestations relatives au besoin de généralité, parce qu'elles se rattachaient à un régime caduc, d'où il fallait avant tout sortir. L'extension du caractère positif à tous les ordres de phénomènes permet aux conceptions sociologiques de reprendre l'ascendant qui leur appartient, et qu'elles

avaient perdu depuis la dernière période du moyen âge.

Dans chacune des six parties de cet ouvrage, la science mathématique a été recommandée comme la source de toute positivité; mais cette science a été reconnue impuissante à diriger la formation d'une philosophie générale. Cependant toutes les tentatives entreprises depuis trois siècles pour constituer une philosophie nouvelle ont été conçues d'après les principes mathématiques. La grande construction cartésienne en a fourni le type. Cette mémorable conception, qui érigeait la géométrie et la mécanique en fondements de toutes les sciences, a heureusement présidé, pendant un siècle, malgré ses immenses inconvénients, à l'essor de la positivité dans les diverses branches de la philosophie inorganique. Étendue aux plus simples conceptions biologiques, elle y a exercé une influence perturbatrice, bien qu'elle fût d'abord nécessaire pour neutraliser l'esprit métaphysique. Quels qu'aient été, depuis ce mouvement initial, les progrès des théories mathématiques, ils ne pouvaient améliorer la nature d'un tel principe philosophique. Les tentatives ultérieures ont été encore plus infructueuses. Elles ont été abandonnées peu à peu à des esprits inférieurs, qui ont transporté dans l'ordre des phénomènes physiques et chimiques le point de départ de leurs conceptions universelles. Ces essais chimériques correspondent tellement, bien que d'une manière fort insuffisante, au besoin d'unité des intelligences modernes, et qui semble n'avoir pu être satisfait jusqu'ici par nulle autre voie, que les philosophes ont été souvent entraînés, même de nos jours, à quitter le point de vue moral et social pour suivre de pareils projets, à l'exemple des géomètres et des physiciens. Il devient donc indispensable, pour sortir de cette situation, d'examiner le mode suivant lequel doit s'opérer la liaison des spéculations positives. La forme



la plus rapide et la plus décisive de cette discussion consiste à comparer les deux marches opposées, l'une mathématique, l'autre sociologique.

Les titres philosophiques de l'esprit mathématique se rapportent surtout à la méthode. Néanmoins, si la logique scientifique s'y est d'abord manifestée, elle n'a développé ensuite ses caractères essentiels qu'en s'étendant à des études plus complexes. Les sociologistes sont les seuls qui aient une connaissance complète de la méthode positive; les géomètres, au contraire, d'après l'indépendance même de leurs travaux, en ont la notion la plus imparfaite, parce qu'ils ne la conçoivent qu'à l'état rudimentaire, tandis que les premiers en ont suivi l'évolution totale. Les vices de la plupart des spéculations mathématiques ne tiennent pas seulement à ce qu'elles datent d'une époque où l'antique philosophie conservait une suprématie dont la science la plus abstraite ne pouvait s'affranchir. Ils résultent surtout de l'isolement de ces conceptions, sur lesquelles les parties supérieures de la philosophie n'ont pu encore exercer une réaction salutaire.

Aucun attribut ne caractérise mieux l'esprit positif que la substitution du point de vue relatif au point de vue absolu. Or ce caractère est peu marqué dans les notions mathématiques : l'extrême facilité des déductions y fait souvent illusion sur la portée des connaissances humaines. Appliquées aux phénomènes naturels, ces notions substituent l'argumentation à l'observation. Les spéculations sociologiques, au contraire, dans lesquelles le point de vue historique a la prépondérance, offrent la plus complète manifestation de cet attribut de la positivité. Le sentiment de l'invariabilité des lois naturelles est peu développé par les études mathématiques, parce que l'extrême simplicité des phénomènes géométriques et mécaniques permet dif-

ficilement de généraliser cette notion philosophique. Aussi, de tout temps, sans en excepter notre siècle, d'éminents géomètres ont-ils été assez inconséquents pour supposer dépourvus de lois constantes tous les phénomènes un peu compliqués, surtout quand l'action humaine y intervient. Les autres sciences présentent une manifestation plus décisive de l'invariabilité des lois naturelles. Mais la science sociologique seule développe pleinement ce principe en l'étendant aux événements les plus complexes, qui sont ainsi soustraits à la suprématie de l'esprit théologique et métaphysique, auquel la transaction cartésienne avait conservé cette dernière attribution.

Tous les procédés qui composent la méthode positive se retrouvent, grâce à son unité, dans chacune des six sciences fondamentales. Le privilège que possèdent, à cet égard, les études mathématiques tient à la simplicité de leur sujet, qui, offrant des ressources pour multiplier et prolonger les déductions, présente des exemples de tous les artifices que l'intelligence peut employer. Mais, en vertu même de cette simplification, les plus puissants de ces moyens logiques ne sont pas suffisamment définis. Ils ne deviennent appréciables que dans les parties supérieures de la philosophie. On les retrouve ensuite appliqués implicitement dans certaines spéculations mathématiques où il eût été d'abord impossible de les distinguer. Il en est ainsi de la méthode comparative, qui est propre à la biologie, et de la méthode historique, qui caractérise la sociologie.

La prééminence de l'esprit sociologique sur l'esprit mathématique paraît encore plus évidente, si, au lieu d'envisager la méthode, on considère la doctrine. Bien que le point de vue géométrique et mécanique soit universel, les indications qui en résultent ne dispensent jamais de l'étude directe du sujet. Ces indications deviennent de plus en plus



imparfaites à mesure qu'il s'agit de phénomènes plus compliqués. Cela est surtout manifeste dans les phénomènes sociaux et moraux, qui ont été exclus de la tentative faite par Descartes pour constituer une philosophie générale sous la seule impulsion mathématique. Les plus simples phénomènes de la vie animale n'ont pu être expliqués que par l'insoutenable hypothèse de l'automatisme. Aussi l'esprit mathématique a-t-il réduit ses prétentions à la philosophie inorganique, et encore l'incorporation du domaine chimique a-t-elle été renvoyée à un lointain avenir. On est donc fort loin de l'universalité, qu'on poursuivait d'abord. Bornée au monde inorganique, la suprématie de l'esprit mathématique n'y subsistera que jusqu'au temps, très prochain sans doute, où les physiciens seront préparés, par une éducation convenable, à diriger eux-mêmes l'usage d'un puissant instrument logique qu'ils peuvent seuls appliquer sagement à chaque destination spéciale.

Les lois les plus générales de la nature inerte étant inconnues à l'homme, qui ignore les faits cosmiques proprement dits, l'esprit mathématique ne domine le plus souvent les faits physiques qu'à l'aide de vaines hypothèses sur le mode essentiel de production des phénomènes. Les efforts scientifiques prennent ainsi une direction opposée aux prescriptions de la méthode positive en abordant des problèmes insolubles, et en reproduisant, sous un imposant appareil, le caractère vague et arbitraire de l'ancienne philosophie. Or cette altération de la positivité n'est maintenue dans la physique que par la prépondérance des géomètres. Les physiciens seraient assez disposés à sentir l'inanité et les inconvénients des fluides fantastiques pour tenter de débarrasser leurs théories de cet échafaudage métaphysique, s'ils pouvaient se soustraire à l'ascendant de l'algèbre, qui ne saurait se passer d'une telle base. La

philosophie mathématique se trouvera donc bientôt réduite à ne présider, hors de sa propre sphère, qu'aux études astronomiques, dont la direction générale paraît lui appartenir, vu la nature géométrique ou mécanique de tous les problèmes correspondants. Mais, même dans ce dernier cas, la prépondérance des géomètres en astronomie présente un caractère forcé et précaire. En effet, l'état normal, en astronomie comme en physique, consiste dans l'administration de cet admirable instrument intellectuel par ceux qui en comprennent la destination, et non par ceux qui en connaissent seulement la structure. Depuis le développement, d'ailleurs si récent, de la mécanique céleste, les astronomes proprement dits, tels que les Bradley, les Mayer, les Lacaille, les Herschell, les Delambre, les Olbers, etc., ont souvent souffert de la présomption des géomètres. Ceux-ci, par un sentiment exagéré de la portée des prévisions dynamiques à l'égard de phénomènes qu'ils ont trop peu étudiés, croient pouvoir réduire le rôle des observateurs à la détermination de quelques coefficients; ce qui a plus d'une fois entravé les découvertes réelles. Ainsi, tout porte à croire que l'ascendant de l'esprit mathématique décroîtra rapidement, et se renfermera dans les limites de son sujet, à la fois abstrait et concret, tel que cet ouvrage l'a circonscrit.

Ces considérations font ressortir, du moins par exclusion, la prééminence de l'esprit sociologique, sans qu'il soit nécessaire de faire contraster son aptitude à diriger les méditations générales avec l'impuissance de l'esprit mathématique à remplir le même rôle.

Les différentes spéculations ne comportent d'autre point de vue universel que le point de vue humain, ou plus exactement social. Pour concevoir les droits de l'esprit sociologique à la suprématie, il suffit d'envisager toutes les con-

[redacted]

ceptions comme autant de résultats du développement de l'intelligence humaine. Depuis que les philosophes méditent sur les phénomènes intellectuels, ils ont dû sentir, malgré les illusions de l'état métaphysique, la réalité des lois qui les régissent. En effet, l'existence de ces lois, conformément à la lumineuse réflexion de Tracy, est toujours supposée dans chaque étude, où aucune conclusion ne serait possible si la formation et la variation des idées n'étaient assujetties à un ordre indépendant des volontés individuelles. Mon élaboration historique ne permet plus de méconnaître l'exactitude de ma théorie sur la marche simultanée de l'esprit humain et de la société. La philosophie sociologique se trouve ainsi munie d'un premier principe propre à diriger son intervention dans toutes les parties du domaine spéculatif. La réalité et la fécondité de cette philosophie sont vérifiées par l'existence même de cet ouvrage, dans lequel les différentes sciences sont assujetties à un point de vue commun. Plusieurs aperçus nouveaux y sont dus au nouvel esprit philosophique, qui est constitué par la création de la sociologie. En me bornant aux études inorganiques, je dois rappeler : 1° en chimie, la conception du dualisme facultatif, destinée à perfectionner les hautes spéculations chimiques ; 2° en physique, la fondation de la théorie des hypothèses scientifiques ; 3° en mathématique, la rectification des bases de la mécanique rationnelle, du système des conceptions géométriques et des fondements de l'analyse, soit ordinaire, soit transcendante. Or ces améliorations, qui tendent à consolider le caractère de chaque science et à en perfectionner la marche, sont dues à la prépondérance du point de vue historique.

La constitution de la classe contemplative représente, à chaque époque, la situation correspondante de l'esprit

humain. Les corporations spéculatives qui se sont développées depuis les trois derniers siècles ont transmis aux géomètres une prépondérance qui, jusqu'à la fin du moyen âge, était restée inhérente aux études morales et sociales. Le terme de cette anomalie est maintenant arrivé. Rien ne s'oppose plus à ce que le point de vue humain reprenne son ascendant dans l'ensemble des spéculations. Mais la nouvelle philosophie devra lutter contre les passions et les intérêts d'une classe qui, bien que peu nombreuse, est devenue très puissante, surtout en France. Tel est le motif pour lequel les compagnies savantes, dominées par les géomètres, constituent un puissant obstacle à l'évolution philosophique. Le joug des géomètres, intolérable aux biologistes, nuit à toutes les classes de savants en paraissant justifier la prétention des études inférieures à diriger les études supérieures, et en faisant prévaloir le point de vue le plus simple et le plus incomplet sur le plus complexe et le plus étendu.

Le droit de prééminence spéculative est tellement inhérent à la nature des études sociales qu'il ne semble susceptible d'aucune contestation. Mais, au point où j'ai conduit l'avènement d'une nouvelle philosophie, cette question restait la seule à décider. La principale difficulté consistait à concilier les deux besoins de positivité et de généralité, qui, tout en étant également impérieux, semblaient néanmoins incompatibles. Entre le mode mathématique propre aux deux derniers siècles et l'ancien mode théologique et métaphysique, j'ai réalisé, par la création de la sociologie, un nouveau mode philosophique, sati
faisant à la fois aux conditions que chacun des deux m
précédents avait en vue sans les remplir suffisa
La première de mes conclusions devait donc
tater, après une discussion comparative,

ceptions comme autant de résultats du développement de l'intelligence humaine. Depuis que les philosophes méditent sur les phénomènes intellectuels, ils ont dû sentir, malgré les illusions de l'état métaphysique, la réalité des lois qui les régissent. En effet, l'existence de ces lois, conformément à la lumineuse réflexion de Tracy, est toujours supposée dans chaque étude, où aucune conclusion ne serait possible si la formation et la variation des idées n'étaient assujetties à un ordre indépendant des volontés individuelles. Mon élaboration historique ne permet plus de méconnaître l'exactitude de ma théorie sur la marche simultanée de l'esprit humain et de la société. La philosophie sociologique se trouve ainsi munie d'un premier principe propre à diriger son intervention dans toutes les parties du domaine spéculatif. La réalité et la fécondité de cette philosophie sont vérifiées par l'existence même de cet ouvrage, dans lequel les différentes sciences sont assujetties à un point de vue commun. Plusieurs aperçus nouveaux y sont dus au nouvel esprit philosophique, qui est constitué par la création de la sociologie. En me bornant aux études inorganiques, je dois rappeler : 1° en chimie, la conception du dualisme facultatif, destinée à perfectionner les hautes spéculations chimiques; 2° en physique, la fondation de la théorie des hypothèses scientifiques; 3° en mathématique, la rectification des bases de la mécanique rationnelle, du système des conceptions géométriques et des fondements de l'analyse, soit ordinaire, soit transcendante. Or ces améliorations, qui tendent à consolider le caractère de chaque science et à en perfectionner la marche, sont dues à la prépondérance du point de vue historique.

La constitution de la classe contemplative représente, à chaque époque, la situation correspondante de l'esprit

humain. Les corporations spéculatives qui se sont développées depuis les trois derniers siècles ont transmis aux géomètres une prépondérance qui, jusqu'à la fin du moyen âge, était restée inhérente aux études morales et sociales. Le terme de cette anomalie est maintenant arrivé. Rien ne s'oppose plus à ce que le point de vue humain reprenne son ascendant dans l'ensemble des spéculations. Mais la nouvelle philosophie devra lutter contre les passions et les intérêts d'une classe qui, bien que peu nombreuse, est devenue très puissante, surtout en France. Tel est le motif pour lequel les compagnies savantes, dominées par les géomètres, constituent un puissant obstacle à l'évolution philosophique. Le joug des géomètres, intolérable aux biologistes, nuit à toutes les classes de savants en paraissant justifier la prétention des études inférieures à diriger les études supérieures, et en faisant prévaloir le point de vue le plus simple et le plus incomplet sur le plus complexe et le plus étendu.

Le droit de prééminence spéculative est tellement inhérent à la nature des études sociales qu'il ne semble susceptible d'aucune contestation. Mais, au point où j'ai conduit l'avènement d'une nouvelle philosophie, cette question restait la seule à décider. La principale difficulté consistait à concilier les deux besoins de positivité et de généralité, qui, tout en étant également impérieux, semblaient néanmoins incompatibles. Entre le mode mathématique propre aux deux derniers siècles et l'ancien mode théologique et métaphysique, j'ai réalisé, par la création de la sociologie, un nouveau mode philosophique, satisfaisant à la fois aux conditions que chacun des deux modes précédents avait en vue sans les remplir suffisamment. La première de mes conclusions devait donc faire constater, après une discussion comparative, que cette réali-

sation, si vainement cherchée jusqu'ici, est aujourd'hui effective.

Dans cette discussion, je me suis assujetti à déduire mes preuves de l'examen des sciences abstraites. Mais j'aurais pu y ajouter des motifs relatifs à la science concrète et à la contemplation esthétique, que le mode sociologique favorise; tandis que la prolongation du mode mathématique leur serait directement contraire.

Sous le premier aspect, il ne faut pas oublier que, si la science abstraite a été le sujet exclusif des grands travaux spéculatifs, elle doit devenir le fondement de la science concrète. Or l'esprit mathématique, qui pousse l'abstraction au plus haut degré et fait prévaloir le régime le plus analytique, est incompatible avec la réalité, qui doit distinguer les études consacrées à l'existence des divers êtres. Au contraire, la sociologie, tout en gardant le caractère abstrait, développe les dispositions les plus convenables à la culture de l'histoire naturelle proprement dite. Les intérêts des études concrètes exigent donc que la présidence de la philosophie appartienne à la science dans laquelle les inconvénients de l'état d'abstraction sont atténués par la réalité plus complète des conceptions habituelles.

La sociologie ménage une transition entre la science et l'art. Tout autre mode serait impropre à subordonner le sentiment du beau à la connaissance du vrai. La contemplation esthéthique n'est compatible qu'avec le genre d'esprit scientifique le mieux disposé à l'unité, comme étant le plus empreint d'humanité. La tendance opposée à l'art qu'on reproche empiriquement à la science tient à la suprématie que l'esprit mathématique y exerce depuis trois siècles. En ce sens, les plaintes ordinaires sont loin d'être dépourvues de fondement. Rien n'est plus contraire à

toute appréciation esthétique que les habitudes des géomètres, toujours disposés à argumenter quand il faudrait sentir. La nouvelle philosophie se montrera plus favorable aux beaux-arts que la philosophie théologique, envisagée même à l'état polythéiste. Il suffit de remarquer, pour faire pressentir une telle tendance, que l'esprit positif, qui, sous la présidence mathématique, était resté étranger aux considérations esthétiques, est au contraire forcé de se les incorporer, dès que, parvenu au degré sociologique, il entreprend de découvrir les lois de l'évolution humaine, dont l'évolution esthétique constitue l'un des éléments. Rien n'est plus propre qu'une pareille étude à faire apprécier la relation qui doit subordonner le sentiment de la perfection idéale à la notion de l'existence réelle. En écartant tout intermédiaire surnaturel, la sociologie établira entre le point de vue esthétique et le point de vue scientifique une harmonie utile à leur perfectionnement mutuel, et indispensable à leur destination sociale.

Le seul ordre d'idées qui paraisse devoir souffrir de l'avènement de l'esprit sociologique à la présidence de la philosophie, c'est celui des applications industrielles. Ces applications, qui dépendent de la connaissance du monde inorganique, semblent exposées à une sorte d'abandon, dès que cette étude n'occupe plus le premier rang. Mais il y aurait peu d'inconvénients à ralentir un genre de combinaisons qui a pris une exorbitante prépondérance, et qui menace d'absorber les modes plus nobles de l'activité humaine. On ne saurait craindre, d'ailleurs, que cette diminution détermine une négligence dangereuse. S'il en était ainsi, la nouvelle philosophie, toujours placée au point de vue d'ensemble, rectifierait cette fâcheuse influence. Le perfectionnement industriel dépend bien plus du judicieux emploi des moyens déjà acquis que

[redacted]

de l'accumulation de moyens nouveaux. La doctrine destinée à systématiser l'action de l'homme sur la nature ne peut être établie que sous l'inspiration de la philosophie sociologique, seule apte à instituer la combinaison très complexe des divers aspects scientifiques.

Ainsi l'examen des trois ordres de travaux d'abord concrets, ensuite esthétiques, et enfin techniques, que la philosophie doit savoir diriger, confirme la nécessité, démontrée par des motifs purement abstraits, d'accorder la prééminence à l'esprit sociologique dans toutes les spéculations positives. Chacun des nouveaux philosophes devra s'assujettir, comme je l'ai fait moi-même, à une lente et pénible préparation, à la fois scientifique et logique, fondée sur l'étude des diverses branches de la philosophie. Sans une telle initiation, nul ne doit prétendre à un ascendant philosophique, qui suppose une exacte connexité entre le mouvement général et les divers progrès spéciaux. L'illusoire prépondérance des géomètres est d'une conquête plus facile, puisqu'elle ne demande pas une préparation étrangère à leurs propres études, que leur simplicité rend accessibles à tant de médiocres intelligences, au prix de quelques années d'application régulière.

L'avènement d'une véritable unité dans tout le système de la philosophie positive dissipera l'antagonisme qui, depuis vingt siècles, s'oppose à l'état normal de la raison humaine. Les conceptions relatives à l'homme et celles qui se rapportent au monde extérieur ont toujours semblé inconciliables. La nouvelle philosophie les combine en assignant aux unes et aux autres l'influence qui convient à leur nature, sans jamais en altérer l'harmonie.

La suprématie qui a d'abord été obtenue par l'étude de l'homme, seule applicable à l'explication primitive du monde extérieur, a déterminé le caractère théolo-

[redacted]

gique de la philosophie initiale. Les notions positives, qui ont ensuite altéré ce premier système, sont résultées des plus simples études inorganiques, et surtout de l'astronomie. Ces notions ont présidé à la transformation du fétichisme en polythéisme, préparée par l'astrolâtrie.

Dans le passage du polythéisme au monothéisme, l'évolution philosophique a exigé pour la première fois un véritable débat. Alors la science inorganique s'est élevée contre la théologie, qui, néanmoins, a prolongé longtemps encore son ascendant politique. Ainsi a surgi entre la philosophie naturelle et la philosophie morale le conflit qui, depuis Aristote et Platon, a dominé l'ensemble de l'évolution humaine, et dont l'élite de l'humanité subit maintenant la dernière influence.

Au moyen âge, ce long antagonisme reçut de la transaction scolastique une modification profonde, qui fut suivie de la décadence de la philosophie initiale. Cette philosophie, dont l'efficacité, au point de vue social, venait d'être épuisée par la constitution du catholicisme, fut obligée par les exigences du progrès intellectuel à sanctionner, en se les incorporant, les prétentions politiques de la métaphysique, qui ne put jamais éliminer entièrement les conceptions religieuses, seule base de son autorité. Quand l'essor des connaissances réelles, surtout en astronomie, eut enfin déterminé une collision, le célèbre compromis cartésien marqua un état plus provisoire encore que le précédent en proclamant la suprématie de la méthode positive dans toute la philosophie, sous la réserve d'une vaine présidence conservée à la méthode théologique et métaphysique dans les études morales et sociales. Descartes brisa ainsi la fragile unité métaphysique qui avait été instituée au treizième siècle. D'impuissantes tentatives ont été faites, pendant les deux

derniers siècles, pour constituer la philosophie positive sous l'impulsion mathématique. L'extension de l'esprit positif aux spéculations morales et sociales dénoue une difficulté de toute autre manière inextricable en assurant une large satisfaction aux conditions, dès lors solidaires, de l'ordre et du progrès. Ainsi se trouvent conciliées, en ce qu'elles renfermaient de légitime, les prétentions soulevées de part et d'autre pendant les luttes philosophiques de la transition moderne.

La positivité, que l'impulsion mathématique avait en vue d'introduire dans toutes les spéculations, y est établie. La généralité, dont la résistance théologique et métaphysique stipulait avec raison, mais sans force, les indispensables garanties, y devient plus complète qu'elle n'a jamais pu l'être. Par là disparaît enfin le déplorable antagonisme qui, depuis l'évolution grecque, semblait exister entre le progrès intellectuel et le progrès moral. A partir de la transaction scolastique, cet antagonisme a fait de plus en plus négliger les besoins moraux. Dans l'éducation de l'individu, reflet nécessaire de celle de l'espèce, on ne s'est proposé que le développement intellectuel, sans s'inquiéter du développement moral.

Entre la souveraineté spontanée de la force et la prétendue suprématie de l'intelligence, la philosophie positive réalise la prépondérance de la morale, que le catholicisme avait noblement proclamée au moyen âge, sans avoir pu la constituer, parce que la morale était alors subordonnée à une philosophie implicitement caduque. Les propriétés morales inhérentes à la grande conception de Dieu ne peuvent être convenablement remplacées par celles que comporte la vague entité de la nature. Mais elles sont inférieures à celles qui caractérisent la notion de l'humanité présidant enfin, après ce double effort pré-

paratoire, à la satisfaction de tous les besoins essentiels, soit intellectuels, soit sociaux, dans la pleine maturité de l'organisme collectif. La prépondérance de la morale est aussi indispensable à l'évolution intellectuelle qu'à sa destination sociale. L'indifférence pour les conditions morales altérerait la sincérité et la dignité des efforts spéculatifs, qui tendraient à se transformer en instruments d'ambition personnelle.

Il importe de dissiper les dernières illusions métaphysiques en faisant ressortir la nature du point de vue humain, qui est nécessairement social. Sous l'aspect statique, aussi bien que sous l'aspect dynamique, l'homme proprement dit n'est qu'une abstraction. Il n'y a de réel que l'humanité, surtout dans l'ordre intellectuel et moral. La philosophie théologique est jusqu'ici la seule qui ait satisfait à cette condition générale. C'est surtout à cet égard que, malgré sa caducité, elle n'a pu encore être remplacée. La métaphysique n'a jamais osé s'élever au-dessus du simple point de vue individuel. Elle s'est efforcée, surtout depuis la transaction cartésienne, d'en consacrer la prépondérance, comme l'indique journellement son langage, rappelant toujours des pensées d'isolement et de concentration personnelle, qui, malgré de vaines prétentions morales, doivent le plus souvent développer des sentiments d'égoïsme.

Quand l'insuffisance philosophique de l'esprit mathématique est devenue irrécusable, l'esprit biologique s'est efforcé à son tour de former la base de la coordination positive, comme le témoignent les exemples de Cabanis et de Gall. Ce nouvel effort a réalisé un progrès en transportant le centre de la généralisation plus près de son siège réel. Mais ce progrès, sauf son utilité à titre d'intermédiaire, ne peut conduire qu'à une utopie fondée

sur une exagération des rapports de la biologie et de la sociologie. La science de l'individu est impuissante à construire une philosophie, parce qu'elle reste étrangère à l'unique point de vue susceptible d'une véritable universalité. Au contraire, c'est l'ascendant de la sociologie qui doit consolider la biologie ainsi que toutes les autres sciences.

La prépondérance de la biologie ne constitue qu'une dernière préparation, comme auparavant celle de la chimie, de la physique et de l'astronomie. Tant qu'il ne s'est pas élevé au degré sociologique, l'esprit positif n'a pu parvenir à des vues d'ensemble propres à lui conférer le droit et le pouvoir de constituer une véritable philosophie. Mais, cette condition étant remplie, rien ne peut empêcher l'accomplissement d'une rénovation qui est préparée depuis longtemps. Les espérances de Bacon et de Descartes se trouvent ainsi réalisées, malgré l'incompatibilité qui semblait exister entre les tendances de ces deux philosophes. Descartes s'était interdit les études sociales pour concentrer ses efforts sur les spéculations inorganiques, par lesquelles il sentait que devait débuter la méthode destinée à régénérer la raison humaine. Bacon, au contraire, avait surtout en vue la rénovation des théories sociales, à laquelle il voulait rapporter le perfectionnement des sciences naturelles. Ces deux élaborations complémentaires accordaient donc, l'une aux besoins intellectuels, l'autre aux besoins sociaux, une prépondérance trop exclusive, qui devait les rendre provisoires, bien que diversement efficaces. Pendant que la conception de Descartes faisait progresser la science inorganique, la pensée de Hobbes, principal représentant de l'école de Bacon, après avoir ébauché la science sociale, dirigeait le mouvement politique sans lequel cette double évolution ne

[redacted]

pouvait être appréciée. Ainsi s'est réalisé l'accord de ces deux ordres de travaux, dont l'un devait poser le problème, et l'autre tracer la seule voie qui pût conduire à le résoudre. Mon œuvre philosophique résulte de la combinaison de ces deux évolutions préparatoires.

L'ensemble de cet ouvrage dispense de montrer l'inanité des inquiétudes que pourrait inspirer la prépondérance de l'esprit sociologique au sujet des diverses branches de la science des corps bruts, et surtout des théories mathématiques. Ces craintes seraient vaines à l'égard d'un principe qui ne peut établir son ascendant sans s'appuyer sur tous les autres modes de l'esprit positif.

La théorie sociologique montre que l'éducation de l'individu doit reproduire celle de l'espèce, au moins dans chacune de ses principales phases. Etabli au début de cet ouvrage, ce principe de la logique positive a été constamment vérifié. Les spéculations mathématiques conserveront donc toujours pour l'individu le privilège, qu'elles ont exercé pour l'espèce, de fournir la base de la positivité. Mais on ne devra pas oublier que le plus simple degré de l'élaboration positive ne peut dispenser d'en poursuivre les modifications dans les différents ordres de phénomènes.

Après cette discussion, qui caractérise l'esprit de la nouvelle philosophie, nous allons considérer d'abord la nature et la destination, ensuite l'institution et de développement de la méthode positive.

La nouvelle philosophie se distingue surtout de l'ancienne par sa tendance à écarter comme vaine toute recherche des causes premières ou finales. Elle se borne à étudier les rapports qui constituent les lois de tous les événements observables, ainsi susceptibles d'être prévus les uns d'après les autres. Tant que les phénomènes restent attribués à des volontés surnaturelles, les spéculations rela-

tives à l'origine et à la destination des divers êtres doivent seules paraître dignes d'occuper les intelligences les plus actives. Mais, sous la décadence de l'esprit religieux, à mesure que l'activité mentale trouve un meilleur aliment, ces questions sont graduellement abandonnées et jugées vides de sens.

La connaissance de la nature des recherches positives nous a conduits à déterminer le rôle de l'observation et celui du raisonnement, de manière à éviter les deux écueils de l'empirisme et du mysticisme. D'une part, nous avons appliqué la maxime de Bacon sur la nécessité de prendre les faits observés pour base de toute spéculation. D'autre part, nous avons écarté les systèmes qui tendent à réduire la science à une accumulation de faits incohérents. La science se compose de lois et non de faits, bien que ceux-ci soient indispensables à l'établissement et à la sanction des lois. L'esprit positif, sans méconnaître la prépondérance de la réalité constatée, agrandit toujours le domaine rationnel aux dépens du domaine expérimental en substituant la prévision des phénomènes à leur exploration. Le progrès scientifique consiste à diminuer le nombre des lois distinctes et indépendantes en étendant sans cesse les liaisons. Malgré la tendance qu'ont les géomètres à chercher, d'après de vaines hypothèses, une chimérique unité, le nombre des lois irréductibles est plus considérable que ne l'indiquent ces illusions, qui sont fondées sur une fausse appréciation de l'intelligence humaine et des difficultés scientifiques. Une telle unité d'explication sera toujours impossible à réaliser dans l'intérieur de chaque science. La branche la plus simple de la philosophie constitue seule une exception, d'ailleurs incomplète, puisque la théorie de la gravitation n'établit aucun rapport entre la plupart des données relatives aux divers astres de notre monde.

Le régime théologique et métaphysique, plaçant l'esprit humain à la prétendue source des explications universelles, a imprimé aux habitudes spéculatives un caractère d'élévation chimérique qui les écarte des modestes allures de la sagesse vulgaire. Tandis que la raison commune se bornait à saisir dans l'observation des événements quelques relations propres à diriger les prévisions pratiques, l'ambition philosophique, dédaignant de tels succès, attendait d'une lumière surnaturelle la solution des plus impénétrables mystères. La saine philosophie, substituant partout la recherche des lois effectives à celles des causes essentielles, combine intimement ses spéculations avec les notions populaires. Elle constitue, sauf l'inégalité du degré, une identité mentale qui ne permet plus à la classe spéculative de s'isoler de la masse des travailleurs. Chacun doit concevoir qu'il s'agit de questions semblables, relatives aux mêmes sujets, élaborées par des procédés analogues, et accessibles aux intelligences convenablement préparées, sans exiger aucune mystérieuse initiation. Le véritable esprit philosophique consiste à étendre le bons sens à tous les sujets accessibles à la raison. Dans tout genre, ce sont les inspirations de la sagesse pratique qui ont transformé les antiques habitudes spéculatives en rappelant les contemplations humaines à leur véritable destination et aux conditions de la réalité.

La méthode positive est, comme la méthode théologique ou métaphysique, l'œuvre continue de l'humanité; elle n'est due à aucun inventeur spécial : ses principaux caractères ont été appréciables dès que les premières recherches usuelles ont été dirigées vers un but déterminé. Prenant pour type cette sagesse spontanée, recommandée par des succès journaliers, elle s'est bornée à la généraliser et à la systématiser en l'étendant aux diverses spéculations

[redacted]

abstraites, qu'elle a ainsi successivement régénérées, soit quant à la nature des problèmes, soit quant au mode de solution.

La supériorité de l'esprit philosophique sur le simple bon sens résulte d'une application spéciale et continue aux études communes. Ces études sont ramenées à un état abstrait sans lequel ne pourraient s'accomplir la généralisation et la coordination qui constituent la valeur des théories scientifiques. Ce qui manque aux esprits ordinaires, c'est moins la justesse et la pénétration propres à dévoiler d'heureux rapprochements partiels que l'aptitude à généraliser des rapports abstraits et à établir entre les différentes idées une parfaite cohérence logique. Malgré sa spontanéité primitive, la philosophie théologique a dû être attribuée aux lumières surnaturelles de quelques organes privilégiés, sans aucun concours actif de la raison publique. L'adjonction de la masse pensante à la classe spéculative constitue l'un des caractères distinctifs de la nouvelle philosophie. On voit ainsi à quelle incorporation sociale est réservé un système spéculatif conçu comme un simple accroissement de la sagesse vulgaire.

La philosophie positive assujettit tous les phénomènes, inorganiques ou organiques, physiques ou moraux, individuels ou sociaux, à des lois invariables, sans lesquelles, toute prévision étant impossible, la science resterait bornée à une stérile érudition. En aucun temps, la raison humaine n'a été entièrement soumise au régime théologique. Pendant la longue enfance de l'humanité, les phénomènes partiels ou secondaires, à l'égard desquels l'existence de certaines règles constantes n'a jamais pu être méconnue, ont constitué une simple anomalie, fréquemment altérée par l'arbitraire intervention des volontés dirigeantes. Les lois naturelles ont commencé par être admises dans les plus

simples études géométriques, et d'abord numériques, qui, vu leur abstraction supérieure et leur apparente inutilité, ont été spontanément soustraites à l'empire des croyances théologiques. Les mêmes lois se sont ensuite étendues aux notions astronomiques, destinées à marquer dans leurs principales phases les plus grandes révolutions intellectuelles de l'humanité. Cette première extension a transformé le polythéisme en monothéisme, ce qui a commencé la décadence de la philosophie initiale. Toutefois, c'est seulement sous l'ascendant d'une telle forme religieuse que le principe des lois naturelles a pu obtenir une véritable popularité, surtout en s'introduisant, pendant la dernière période du moyen âge, dans les études physiques et chimiques, à l'aide des conceptions astrologiques et alchimiques.

La transaction scolastique a subordonné à des règles constantes le développement de la volonté directrice, ainsi éliminée de tous les phénomènes à l'égard desquels de telles règles ont pu être découvertes. Cet artifice a protégé l'essor du principe positif, qui, après avoir obtenu, pendant les deux derniers siècles, la prépondérance dans les études inorganiques, a fini par prévaloir, de nos jours, dans la science de l'homme, considéré comme être intellectuel et moral. Néanmoins la connexité d'une telle science, surtout sous ce dernier aspect, avec celle du développement social ne permettait pas d'y sentir suffisamment l'invariabilité des lois naturelles, tant que l'évolution de l'humanité restait soumise à la volonté divine.

Il fallait peu compter sur un raisonnement métaphysique pour établir *à priori* l'existence des lois naturelles, sans en signaler aucun germe dans les cas les plus importants. La découverte des lois propres aux événements les plus complexes, quelque imparfaite qu'elle doive être



encore, ne laisse subsister aucun doute sur la généralité du principe relatif à l'invariabilité des lois naturelles. Dans cette nouvelle situation, l'influence prolongée des croyances monothéistes s'oppose seule à l'admission de ce principe en conservant la possibilité d'une arbitraire intervention qui vienne brusquement changer l'ordre fondamental. Sans une telle arrière-pensée, inhérente à toute philosophie théologique, la raison moderne aurait déjà cédé à la conviction que doit produire, à ce sujet, le cours journalier d'une foule d'événements de tous genres qui se sont accomplis selon les prévisions humaines.

La sociologie a complété la notion des lois naturelles en assurant à ces lois une indépendance conforme au génie des études correspondantes, et en faisant sentir que chaque ordre de phénomènes a ses lois propres, outre celles qui résultent de ses relations avec les ordres moins compliqués et plus généraux.

Considérées au point de vue scientifique, les lois naturelles donnent lieu à une différence importante, selon qu'elles ont pour objet la similitude ou la succession des phénomènes correspondants. Les explications positives se réduisent à lier entre eux les phénomènes, tantôt comme semblables, tantôt comme successifs, sans qu'on puisse rien constater au delà du fait d'une telle similitude ou d'une telle succession, dont la source et le mode restent toujours impénétrables. La connaissance de ces analogies ou de ces filiations suffit pour atteindre le but de toute étude positive de la nature; car les phénomènes peuvent être dès lors éclaircis et prévus les uns d'après les autres. Cette prévision peut, du reste, s'appliquer au présent ou même au passé, aussi bien qu'à l'avenir. Elle conserve toujours un caractère identique, consistant à connaître les événements indépendamment de leur obser-

vation directe, et seulement en vertu de leurs rapports mutuels.

Nous avons considéré dans cet ouvrage les lois de similitude et de succession sous une autre forme plus usuelle, et d'ailleurs équivalente, en traitant successivement l'étude statique et l'étude dynamique de tout sujet, envisagé tantôt quant à l'existence, tantôt quant à l'activité. En attachant trop d'importance à ces dénominations, on les croirait émanées de la science mathématique; mais elles pouvaient être aussi bien empruntées à l'art musical, qui fournit même, à cet égard, une plus heureuse comparaison par le contraste de l'harmonie et de la mélodie. Abstraction faite de toute formule, c'est en mathématique qu'une telle différence est le moins prononcée. En effet, elle ne convient pas à la géométrie, dans laquelle il ne s'agit que de rapports de coexistence; elle ne commence à s'appliquer que dans la mécanique, d'où dérivent les termes employés. L'étude des corps vivants la rend plus manifeste en l'appliquant aux idées d'organisation et de vie. Enfin, la sociologie l'accentue au plus haut degré en la faisant correspondre aux idées d'ordre et de progrès.

Appréciées au point de vue logique, les lois naturelles offrent une autre différence, suivant que leur source est expérimentale ou rationnelle : cette diversité n'influe ni sur leur certitude ni sur leur utilité, pourvu qu'elles soient constatées et établies d'après le mode le plus convenable à la nature du sujet. Chacune des six sciences présente des exemples de ces deux marches complémentaires. Malgré les préjugés des géomètres, il n'y a pas moins de génie dans la découverte de Képler que dans celle de Newton. Les lois initiales de la mécanique rationnelle et même celles de la géométrie ne reposent que sur une ju-

[redacted]

dicieuse observation. La perfection logique consiste surtout à confirmer par l'une de ces deux voies ce qui a été trouvé par l'autre. Cependant chaque science renferme des notions essentielles qui ne résultent que d'un seul des deux procédés, sans être pour cela moins certaines. Les avantages de ces deux modes varient suivant la nature des cas. La déduction doit être ordinairement préférée pour les recherches spéciales, et l'induction pour les lois générales. L'abus de la seconde tend à faire dégénérer la science en un assemblage de lois incohérentes, et l'emploi exagéré de la première altère l'utilité, la netteté et même la réalité des spéculations.

En considérant la philosophie positive comme ayant pour objet l'étude des lois d'harmonie et de succession, nous avons été conduits à faire ressortir les deux caractères corrélatifs de tout sujet, l'un logique, l'autre scientifique. Le premier consiste dans la prépondérance de l'observation sur l'imagination. Tant que l'état franchement théologique a persisté, c'est-à-dire jusqu'à l'ascendant du monothéisme, les enquêtes inaccessibles qui préoccupaient l'esprit humain ont été dirigées par des révélations dans lesquelles l'imagination avait seule part, sans que l'observation y pût exercer aucun contrôle, puisque le sentiment de l'existence des lois naturelles n'existait pas encore.

Dans l'état métaphysique, qui a commencé à prévaloir après l'entier développement du monothéisme, l'imagination pure n'est plus souveraine, mais l'observation ne l'est pas encore; c'est l'argumentation qui domine le régime philosophique : le raisonnement s'exerce non sur des fictions ni sur des réalités, mais sur de simples entités. Dans cet état transitoire, la nature des recherches n'est pas changée; des considérations *à priori* indépendantes de toute observation continuent à diriger les hautes

[redacted]

spéculations. La prolongation de ce régime vague et équivoque constitue le plus grand danger pour le développement de la raison moderne, qui ne peut plus sérieusement redouter les fictions théologiques, tandis qu'il peut être fort entravé par les entités métaphysiques.

La méthode positive est si mal comprise des savants actuels qu'il n'est pas inutile de faire remarquer que la prépondérance de l'observation sur l'imagination en constitue le principal caractère. C'est ainsi que les recherches sont dirigées non pas vers les causes essentielles, mais vers les lois des phénomènes. Les différents ordres de spéculations accordent une place à l'imagination, mais ni le point de départ ni la direction ne peuvent en aucun cas lui appartenir. Même quand on procède *à priori*, les considérations dirigeantes ont été fondées, soit dans la science correspondante, soit dans une autre, sur la simple observation. Voir pour prévoir, tel est le caractère de la véritable science. Tout prévoir sans avoir rien vu ne constitue qu'une absurde utopie métaphysique.

A cette appréciation, faite au point de vue logique, correspond, sous l'aspect scientifique, la substitution du relatif à l'absolu, qui constitue le principal attribut de la philosophie positive. Il nous reste à caractériser le contraste qui existe à ce sujet entre la nouvelle philosophie et l'ancienne. Celle-ci conserve la tendance aux notions absolues, qui convient à toute recherche de la cause proprement dite et du mode essentiel de production des phénomènes. Rien ne marquant mieux les natures éminentes que leurs efforts pour surmonter une vicieuse direction, le plus grand des métaphysiciens modernes, l'illustre Kant, a mérité une éternelle reconnaissance en tentant le premier d'échapper à l'absolu philosophique par sa célèbre conception de la double réalité à la fois objective et subjective.

Mais cet heureux aperçu, privé de toute consistance scientifique par suite de l'isolement dans lequel se trouvait placée la métaphysique depuis la transaction cartésienne, ne suffisait pas à constituer une philosophie relative. Aussi l'absolu, que ce puissant penseur avait implicitement contenu, a-t-il repris chez ses successeurs son ancienne prépondérance. Rien de décisif n'était possible à cet égard tant que l'évolution scientifique ne s'étendait pas aux spéculations sociales. Mais une telle condition, réalisée par cet ouvrage, entraîne la décadence de toute philosophie absolue. D'abord les études inorganiques montrent la relativité de toutes les notions qu'on possède sur le monde extérieur, où l'homme n'intervient que comme spectateur de phénomènes indépendants de lui. Ensuite la philosophie biologique fait sentir que les opérations de l'intelligence, en qualité de phénomènes vitaux, sont subordonnées, comme tous les autres phénomènes humains, à la relation qui existe entre l'organisme et le milieu, dont le dualisme constitue la vie.

Nos connaissances dépendent d'une part du milieu qui agit sur nous et d'autre part de notre organisme. Nous ne pouvons apprécier la part d'influence de chacun de ces deux éléments de nos impressions et de nos pensées. C'est à l'équivalent très imparfait de cette conception biologique que Kant était parvenu. Mais un tel progrès ne pouvait suffire, puisqu'il se borne à une appréciation statique de l'intelligence individuelle ; il fallait le compléter par l'appréciation dynamique de l'intelligence collective de l'humanité. L'aperçu statique montrait seulement que nos conceptions seraient modifiées par un changement de notre organisation ou par l'altération du milieu ; mais, ce changement organique étant seulement fictif, l'absolu n'était qu'imparfaitement écarté. Notre théorie dy-

[redacted]

namique, au contraire, considère le développement auquel est assujettie, sans aucune transformation d'organisme, l'évolution intellectuelle de l'humanité. Ce dernier effort est donc seul efficace contre la philosophie absolue. S'il était possible que je me fusse mépris sur la loi de l'évolution humaine, il n'en résulterait que la nécessité d'établir une meilleure doctrine, et je n'en aurais pas moins constitué l'unique méthode susceptible de conduire à la connaissance positive de l'esprit humain. L'immuabilité mentale étant ainsi écartée, la philosophie relative se trouve constituée. Les théories successives sont des approximations croissantes d'une réalité qui ne saurait jamais être rigoureusement appréciée. La meilleure théorie est, à chaque époque, celle qui représente le mieux l'ensemble des observations correspondantes.

Cette appréciation doit dissiper les craintes qu'avait pu inspirer jusqu'ici une élimination prématurée et mal conçue de l'absolu philosophique. Sous l'aspect statique, plusieurs écoles ont exagéré l'influence des diversités organiques sur les conceptions mentales en rapportant au mode les variations qui sont toujours bornées au degré. Si l'on considère l'ensemble des organismes, on reconnaît aisément que les connaissances propres aux diverses races ont un fonds commun, apprécié par des entendements plus ou moins parfaits, mais toujours homogènes. Cette conformité est incontestable pour la partie expérimentale de chaque notion ; car nos impressions personnelles n'y servent que d'intermédiaires à la manifestation des rapports externes. Elle est plus évidente encore pour la partie rationnelle; car les intelligences ne diffèrent pas sur la nature élémentaire des déductions ou des combinaisons, malgré leur aptitude très inégale à les former ou à les prolonger. On ne pourrait méconnaître cette uni-

versalité des lois intellectuelles sans être conduit à nier celle des autres lois biologiques. Ainsi le monde est sans doute moins bien connu, sauf à quelques égards secondaires, par les animaux, même les plus élevés, que par notre espèce; il pourrait l'être mieux par des êtres plus parfaits, capables d'observations plus complètes ou plus exactes et de raisonnements plus généraux ou plus suivis. Mais le sujet des études et le fond des conceptions restent identiques, malgré la diversité des degrés, qui est toujours analogue à celle que nous apercevons chez les différents hommes. Les maladies mentales elles-mêmes n'altèrent pas essentiellement cette identité.

Sous l'aspect dynamique, les variations continues des opinions humaines suivant les temps et les lieux ne modifient pas davantage une telle uniformité. Nous connaissons maintenant la loi d'évolution à laquelle est assujetti le cours, en apparence arbitraire, de ces diverses mutations, qui a fait croire à l'incertitude des connaissances humaines, parce que la prépondérance d'une philosophie absolue ne permettait pas de concevoir la vérité sans l'immuabilité. Une autre conséquence de ce vicieux régime intellectuel se trouve dissipée par la philosophie positive : c'est la tendance à exagérer la supériorité de la raison moderne et à considérer la plupart des opinions antérieures comme l'indice d'une sorte d'état d'aliénation mentale, qui aurait persisté jusqu'à ces derniers siècles, sans que d'ailleurs on s'inquiète plus d'en motiver la cessation que l'origine. Cette tendance, qui est le fondement des conceptions révolutionnaires, empêche d'apprécier sainement l'ensemble de l'évolution humaine. Elle a été rectifiée dans cet ouvrage : l'étude du passé nous a présenté non seulement les théories successives de chaque science, mais encore les croyances religieuses les plus opposées à nos

[redacted]

lumières actuelles comme ayant toujours constitué, d'abord au temps de leur avènement et ensuite pour une certaine durée, le meilleur système compatible avec l'âge correspondant du développement humain, c'est-à-dire la moins imparfaite approximation, alors possible, de cette vérité fondamentale dont nous sommes plus rapprochés aujourd'hui. La saine philosophie explique donc, par le principe d'une harmonie croissante entre les conceptions et les observations, le cours des opinions générales pendant les phases successives qui ont préparé la virilité de l'esprit humain. C'est ainsi que la sociologie a fondé une philosophie relative en rendant prépondérante l'idée d'une évolution assujettie à une marche déterminée.

Après avoir fait connaître la nature de la méthode positive, nous allons en examiner la destination dans l'individu et dans l'espèce, d'abord quant à la vie spéculative, ensuite quant à la vie pratique.

L'office théorique de cette méthode consiste, en ce qui concerne l'individu, à satisfaire au double besoin qu'éprouve l'intelligence d'étendre et de lier ses connaissances. Ces deux conditions ont été imparfaitement remplies, et sont restées opposées sous l'empire de la philosophie théologique et métaphysique, dont le caractère absolu ne pouvait s'accorder qu'avec l'immobilité des croyances. La liaison établie entre les conceptions sous l'ascendant des volontés ou des entités était très vague et peu stable; elle empêchait leur extension en expliquant d'une manière uniforme tous les cas imaginables. Si un tel régime avait été universel, il aurait opposé au progrès un obstacle insurmontable. Mais, tandis qu'il dominait dans les hautes spéculations, les questions les plus usuelles présentaient la première ébauche des lois naturelles. C'est ce qui a permis à la science de se développer. La philosophie

positive ne peut être mieux caractérisée que par son aptitude à concilier ces deux besoins, jusqu'alors opposés, de liaison et d'extension. Elle tire de la liaison même des connaissances le plus puissant moyen de les étendre, et réciproquement elle fait servir chaque extension accomplie à perfectionner la liaison antérieure en établissant l'harmonie entre les différentes parties du système intellectuel. Cette cohérence logique fournit, à chaque époque, le témoignage le plus décisif de la réalité des conceptions, puisque sa correspondance avec les observations est dès lors garantie, et qu'on est assuré d'être aussi près de la vérité que le comporte l'état de l'évolution humaine. Toute prévision rationnelle consistant à passer d'une notion à une autre en vertu de leur liaison mutuelle, une telle prévision devient le criterium le plus certain de la positivité en manifestant la destination de cette harmonie qui étend les connaissances en les coordonnant.

Les besoins intellectuels sont ordinairement peu prononcés, vu la faible énergie des fonctions spéculatives chez la plupart des hommes. Ils sont cependant plus vifs que ne le fait supposer la longue résignation avec laquelle l'esprit humain a supporté le régime philosophique le moins propre à les satisfaire. A tout degré de cette lente préparation, les conceptions positives ont été accueillies avec empressement, malgré l'attachement primitif de l'intelligence aux explications théologiques ou métaphysiques. D'ailleurs la faiblesse de l'entendement humain est un motif de la prédilection qu'il marque pour les connaissances réelles, dès qu'elles peuvent lui faire retrouver dans les relations générales la constance et la continuité que ne sauraient lui offrir les phénomènes particuliers.

C'est surtout à l'égard de l'espèce qu'un tel office spéculatif devient fondamental en constituant la base de l'asso-

[redacted]

ciation humaine. D'après la similitude qui existe entre l'organisme individuel et l'organisme collectif, toute philosophie qui peut constituer une cohérence logique chez un esprit unique est par cela seul susceptible de rallier la masse des penseurs. C'est ainsi que les philosophes deviennent les guides de l'humanité en subissant les premiers chaque révolution intellectuelle.

Aucune intelligence ne saurait s'isoler assez de la masse pensante pour n'être pas entraînée par l'accord public. On le prouverait au besoin par l'exemple des réunions d'aliénés, qui, malgré leur discordance, exercent une influence déplorable sur l'état mental des plus éminents médecins exposés à leur action journalière, en vertu de l'aptitude que possède toute énergique conviction, même erronée, à troubler les opinions contraires, quelque fondées qu'elles soient. Tous les hommes doivent être regardés comme collaborant pour découvrir la vérité, autant que pour l'utiliser. Quelle que soit la hardiesse du génie destiné à devancer la sagesse commune, son isolement absolu serait aussi irrationnel qu'immoral. L'état d'abstraction, indispensable aux grands efforts intellectuels, expose à tant de graves erreurs, soit par négligence, soit même par illusion, qu'aucun bon esprit ne doit dédaigner le contrôle permanent de la raison publique.

Toute association exige une certaine communauté d'intérêts, de sentiments, et surtout d'opinions. Sans ce triple fondement, aucune société, depuis la famille jusqu'à l'espèce, ne saurait être ni active, ni durable. L'étude de l'évolution moderne nous a suffisamment prouvé que l'unique base d'une vraie communion intellectuelle se trouve dans l'esprit positif. Telle est donc pour l'espèce et l'individu la destination de la méthode positive, envisagée, quant à la vie spéculative, comme principe de cohérence logique et d'harmonie.

nous ont représenté l'indépendance de la théorie à l'égard de la pratique comme la condition primordiale de l'évolution intellectuelle. L'esprit théorique ne peut s'élever à la généralité qui en constitue la valeur qu'en se plaçant à un point de vue d'abstraction analytique qui permette de saisir ce que les divers cas ont de semblable en écartant leurs diversités. Ce point de vue est, par cela même, toujours plus ou moins opposé à la réalité. Au contraire, l'esprit pratique, en vertu de sa spécialité, est en chaque cas le seul réel et complet, mais aussi le moins propre à l'extension des rapports. La domination de l'esprit pratique tendrait à étouffer la progression intellectuelle ; l'ascendant de la théorie ne serait pas moins funeste en empêchant de conduire toute opération active jusqu'à un suffisant accomplissement. L'orgueil scientifique ou philosophique a souvent rêvé de systématiser les travaux pratiques en dehors de toute culture directe et spontanée. Ce projet repose sur une absurde exagération de la portée de nos moyens théoriques, dont la puissance apparente suppose toujours qu'on a réduit les questions à un état abstrait trop éloigné de l'état concret pour suffire aux exigences de la pratique. On en trouve le témoignage dans l'impuissance des théories mathématiques à l'égard des moindres travaux techniques. L'esprit pratique ne doit jamais cesser de présider à l'ensemble, souvent très complexe, de chaque opération concrète en comprenant seulement les données scientifiques parmi les éléments de ses combinaisons spéciales. Toute subordination de la pratique à la théorie qui dépasserait cette mesure exposerait à de graves perturbations. Du reste, la nature de la civilisation moderne tend à contenir les conflits de ce genre en développant de plus en plus une telle division. La fondation de la sociologie complète à ce sujet les garanties antérieures

en instituant une semblable décomposition dans le cas le plus important.

La division qui existe entre l'art et la science est moins prononcée que celle qu'on remarque entre la spéculation et l'action. Elle est cependant moins contestée. Aux temps mêmes où l'imagination dominait en philosophie, l'esprit poétique, sans altérer sa spontanéité, s'est subordonné à l'esprit philosophique. C'est un résultat de la relation qui rattache en tout genre le sentiment du beau à la connaissance du vrai, et qui assujettit l'idéal à l'ensemble des conditions admises, à chaque époque, pour la réalité scientifique.

Nous devons indiquer une autre division, qui a été établie dès le début de cet ouvrage, entre la science abstraite et la science concrète. Cette division a présidé implicitement à l'évolution scientifique des deux derniers siècles. En effet, la science concrète ne pouvait, en aucun genre, être rationnellement abordée tant que la science abstraite n'avait pas été suffisamment ébauchée dans tous les ordres de phénomènes. Or cette condition n'a été remplie que de nos jours, et seulement dans cet ouvrage. Il faut donc peu s'étonner si les spéculations scientifiques développées depuis Bacon ont été abstraites. L'institution de la méthode positive ne doit jamais cesser de reposer sur une telle séparation, sans laquelle les deux précédentes resteraient insuffisantes. Une abstraction graduelle a seule permis et peut seule étendre le progrès de l'esprit philosophique en écartant d'abord les exigences pratiques, ensuite les impressions esthétiques, et enfin les conditions concrètes, pour organiser peu à peu le point de vue le plus simple, le plus général et le plus élevé, au delà duquel on ne saurait réduire davantage l'appréciation rationnelle sans tomber dans une vaine ontologie. Si le

en instituant une semblable décomposition dans le cas le plus important.

La division qui existe entre l'art et la science est moins prononcée que celle qu'on remarque entre la spéculation et l'action. Elle est cependant moins contestée. Aux temps mêmes où l'imagination dominait en philosophie, l'esprit poétique, sans altérer sa spontanéité, s'est subordonné à l'esprit philosophique. C'est un résultat de la relation qui rattache en tout genre le sentiment du beau à la connaissance du vrai, et qui assujettit l'idéal à l'ensemble des conditions admises, à chaque époque, pour la réalité scientifique.

Nous devons indiquer une autre division, qui a été établie dès le début de cet ouvrage, entre la science abstraite et la science concrète. Cette division a présidé implicitement à l'évolution scientifique des deux derniers siècles. En effet, la science concrète ne pouvait, en aucun genre, être rationnellement abordée tant que la science abstraite n'avait pas été suffisamment ébauchée dans tous les ordres de phénomènes. Or cette condition n'a été remplie que de nos jours, et seulement dans cet ouvrage. Il faut donc peu s'étonner si les spéculations scientifiques développées depuis Bacon ont été abstraites. L'institution de la méthode positive ne doit jamais cesser de reposer sur une telle séparation, sans laquelle les deux précédentes resteraient insuffisantes. Une abstraction graduelle a seule permis et peut seule étendre le progrès de l'esprit philosophique en écartant d'abord les exigences pratiques, ensuite les impressions esthétiques, et enfin les conditions concrètes, pour organiser peu à peu le point de vue le plus simple, le plus général et le plus élevé, au delà duquel on ne saurait réduire davantage l'appréciation rationnelle sans tomber dans une vaine ontologie. Si le

troisième degré d'abstraction, fondé sur les mêmes motifs logiques que les précédents, n'était pas venu les compléter, la philosophie positive serait demeurée impossible. Dans les plus simples phénomènes, et même en astronomie, aucune loi générale ne pouvait être établie tant que les corps étaient considérés dans l'ensemble de leur existence concrète. Il fallait en détacher le principal phénomène par une judicieuse analyse. C'est surtout aux théories sociologiques que ce précepte logique est applicable. Toute institution rationnelle y aurait été impossible, si je n'en avais écarté la partie concrète, afin de saisir dans sa plus grande simplicité la règle du mouvement fondamental en laissant aux avaux ultérieurs le soin d'y ramener les anomalies appantes.

Tels sont les trois degrés d'abstraction qu'a exigés l'institution de la méthode positive. Cette méthode ne résulte que d'une heureuse extension de la sagesse vulgaire aux diverses spéculations abstraites. Ses fondements sont donc les mêmes que ceux du simple bon sens. Les règles logiques de Descartes, les préceptes de Bacon, ainsi que les aphorismes formulés par Pascal et par Newton, ne sont que la consécration dogmatique des maximes émanées de la sagesse commune, et déjà étendues aux spéculations abstraites dans les études géométriques. A titre de règles de conduite, ces préceptes sont impuissants à diriger les efforts intellectuels, abstraction faite des études positives qui spécifient leur application.

Après avoir apprécié l'institution de la méthode positive, il nous reste à indiquer les principales phases qu'elle a présentées. Il faut, pour cela, distinguer, entre le degré mathématique et le degré sociologique, trois phases intermédiaires, qui correspondent à l'astronomie, au couple physique et chimique, et à la biologie. Telles sont les cinq

phases qui ont marqué le développement de la positivité.

Les erreurs philosophiques dont l'esprit mathématique est devenu la source ne peuvent altérer la propriété qu'il a de constituer, pour l'individu comme pour l'espèce, la base de toute éducation logique. Ce privilège résulte de la nature du sujet, qui est le plus simple, le plus abstrait, le plus général et le plus dégagé de toute passion perturbatrice. Aucune supériorité personnelle ne peut dispenser de recourir à un tel exercice initial, et, même après avoir rempli cette condition, l'esprit le mieux organisé éprouvera le besoin d'y venir retremper ses forces. L'expérience démontre que, faute d'une telle base, d'éminents penseurs peuvent être exposés, sous l'influence d'une médiocre passion, à de grossières erreurs sur les questions qui leur sont le mieux connues, quand le sujet en est un peu complexe. Le perfectionnement de la nature humaine consiste surtout à faire prévaloir, autant que possible, les influences purement intellectuelles. L'éducation mathématique réalise la première condition d'un tel progrès en faisant connaître, sous des formes plus ou moins distinctes, chacun des procédés inductifs ou déductifs de la méthode positive; mais l'art du raisonnement y est seul pleinement développé. La partie la plus abstraite des mathématiques peut être envisagée comme une accumulation de moyens logiques tout préparés pour les besoins de déduction et de coordination des diverses sciences. Toutefois, c'est la géométrie, encore plus que l'analyse, qui constitue, sous l'aspect logique, la branche la mieux adaptée à la première élaboration de la méthode positive. Descartes, qui a institué la philosophie mathématique en organisant la relation de l'abstrait au concret, a placé dans la géométrie le centre des conceptions mathématiques. La mécanique, bien que plus importante



que la géométrie au point de vue scientifique, n'a pas la même valeur logique ; on n'y peut faire aussi facilement des déductions sans altérer gravement la réalité du sujet. L'analyse en a souvent reçu d'utiles impulsions secondaires, mais jamais de lumières directes. En passant des spéculations géométriques aux spéculations dynamiques, l'intelligence sent qu'elle est près de toucher aux limites de l'esprit mathématique, d'après la difficulté qu'elle éprouve à traiter d'une manière satisfaisante les questions les plus simples en apparence.

L'éducation mathématique, malgré son indispensable office, offre de graves inconvénients. Par suite de sa priorité historique, cette science reste imprégnée des inspirations métaphysiques, qui ont dominé son développement. Elle donne une fausse idée de la portée de l'intelligence humaine, et dispose à substituer l'argumentation à l'observation par l'abus des considérations *à priori*. Non seulement une telle éducation est peu propre à développer l'esprit d'observation, mais encore, lorsqu'elle est exclusive, elle conduit à en méconnaître le rôle dans les théories géométriques et mécaniques. Bien que le premier sentiment des lois naturelles ait dû résulter des spéculations mathématiques, la prépondérance de ces spéculations tend à constituer un régime mental très peu convenable à l'étude de la nature, et maintient l'ancien esprit philosophique en paraissant consacrer les recherches absolues.

La culture exclusivement mathématique inspire d'aveugles prétentions à une domination spéculative qui offre un double danger, soit à raison des obstacles qu'elle oppose à la formation de la philosophie positive, soit en vertu de la compression qu'elle exerce sur la plupart des études. Elle est impuissante à préserver des plus grossières erreurs, soit la masse des esprits qui la reçoivent,

[redacted]

soit même ses organes spéciaux. Toutes les utopies anti-sociales enfantées par notre anarchie spirituelle ont trouvé de nombreux partisans dans les classes qui sont dominées par l'éducation mathématique. Tandis que les savants voués aux autres études ont depuis longtemps cessé d'accorder aucune confiance aux conceptions astrologiques, on voit, au contraire, des géomètres recommandables donner le spectacle d'une foi plus absurde à l'égard de sujets qui leur sont étrangers, par un vicieux sentiment de leur position spéculative, qui les entraîne à s'ériger en arbitres de questions qu'ils ne peuvent comprendre. Quand une saine philosophie aura prévalu, on sentira que la première phase de la logique positive, loin de pouvoir dispenser des suivantes, doit en attendre d'importantes lumières.

Les inconvénients de l'éducation mathématique font ressortir la nécessité d'une autre phase générale. La méthode positive trouve dans le système des études astronomiques un second degré de développement, qui est lié au degré initial, dont il constitue le complément et le correctif. Faute de direction philosophique, le génie de cette seconde science, surtout depuis le progrès de la mécanique céleste, reste dissimulé sous l'application des notions et des procédés mathématiques, qui devraient au contraire y être subordonnés. Néanmoins ce second degré de l'initiation positive est plus distinct du premier qu'on ne le pense communément. Sans doute il ne s'agit encore que de phénomènes géométriques ou mécaniques, déjà abstraitement considérés en mathématiques ; mais les difficultés de leur investigation impriment à l'astronomie un autre caractère. L'observation sert de base, même en géométrie, au raisonnement; mais son office y est peu prononcé comparativement à l'immense extension des conséquences. C'est



en astronomie que se développe directement l'esprit d'observation ; c'est là que le plus simple et le plus général des quatre modes de l'art d'observer montre toute sa portée. Sous l'aspect scientifique, l'astronomie est la partie fondamentale du système des connaissances inorganiques ; elle est également, sous l'aspect logique, le type le plus parfait de l'étude de la nature. Elle a influé plus que toute autre science sur le cours des spéculations humaines, qui a surtout consisté à modifier graduellement la philosophie initiale par des conceptions émanées de l'étude du monde extérieur. C'est là qu'il faut d'abord apprendre en quoi consiste l'explication d'un phénomène, soit par similitude, soit par enchaînement.

L'astronomie est aussi rationnelle que positive, puisqu'elle offre le seul exemple de cette unité philosophique qu'on doit avoir en vue dans chaque ordre de spéculations, et que tous doivent comporter, pourvu qu'on n'y cherche pas une précision incompatible avec la nature des phénomènes. Nulle autre science ne manifeste avec autant d'évidence cette prévision, qui constitue le principal caractère des théories positives. Abstraction faite des inspirations dues à la prépondérance de l'esprit mathématique, les imperfections de l'astronomie, au point de vue philosophique, résultent d'une trop vague appréciation de ses recherches, dont la nature n'est assez circonscrite ni quant à l'objet, ni quant au sujet. Il en résulte un reste de tendance aux notions absolues, qui est toutefois moins prononcé qu'en toute autre science. Contrairement aux préjugés qui placent les géomètres au-dessus des astronomes, la phase astronomique constitue un degré plus avancé et plus rapproché du véritable état philosophique.

A cette seconde phase de la positivité succède la phase physique et chimique. Pour diminuer le nombre des de-

grés de l'évolution logique, j'ai réuni les études chimiques aux études physiques, mais je n'en confondrai pas, dans la leçon suivante, l'appréciation scientifique. En effet, la chimie applique avec une moindre perfection la méthode d'exploration développée par la physique. Le seul attribut logique qui appartienne à la chimie consiste dans l'art des nomenclatures. Or cet artifice, malgré son importance, ne me semble pas exiger ici une séparation qui rendrait moins facile à saisir la marche de l'éducation positive. Cette double étude établit un lien entre les deux termes extrêmes des spéculations. D'une part, elle complète l'étude du monde et prépare celle de l'homme ou plutôt de l'humanité ; d'autre part, la complication de son sujet est intermédiaire, et correspond à un état moyen de l'investigation positive. La nature plus complexe des phénomènes exige non seulement les artifices du raisonnement mathématique et les ressources de l'exploration astronomique étendues à tous les sens, mais encore un nouveau mode de l'art d'observer, l'expérimentation. C'est spécialement en physique que la saine philosophie placera toujours le règne de la méthode expérimentale, qui n'était auparavant ni possible ni nécessaire, et qui devient ensuite insuffisante ou même illusoire.

L'artifice de la théorie corpusculaire ou atomistique achève de donner à ce troisième degré de l'esprit positif une physionomie caractéristique. S'appliquant à des phénomènes qui appartiennent aux moindres particules, puisqu'ils constituent l'existence de toute matière, une telle conception est bornée à ces phénomènes, comme l'expérimentation correspondante. Quand les conditions logiques et scientifiques y seront suffisamment remplies, cette troisième phase de la positivité sera aussi supérieure à la phase astronomique que celle-ci l'est à la phase mathématique.

La nature plus variée et plus compliquée d'un tel ordre de recherches ne peut permettre une précision ni une coordination comparables à celles que comportent les théories célestes. Mais ces imperfections n'empêchent pas que le sentiment des lois naturelles soit affermi par l'étude des phénomènes les plus complexes de l'existence inorganique.

En passant de la nature inerte à la nature vivante, la méthode positive s'élève à une élaboration aussi supérieure aux précédentes par sa plénitude logique que par son importance scientifique. Jusqu'alors le sujet des recherches avait comporté un morcellement presque indéfini, longtemps indispensable à la positivité préliminaire. Mais, dans les études biologiques, où les phénomènes sont caractérisés par leur solidarité, toute opération analytique doit être conçue comme préparant une détermination synthétique. La nature du sujet exige donc une modification du régime scientifique antérieur, et tend à faire prévaloir l'esprit d'ensemble sur l'esprit de détail. La connexité des phénomènes détermine le développement du principe des conditions d'existence. Mais ce qui caractérise le mieux cette quatrième phase de la logique positive, c'est l'extension qu'y reçoit l'art d'observer par l'adjonction d'un nouveau procédé d'investigation, la méthode comparative, qui est destinée à constituer le plus puissant instrument logique applicable à de telles recherches. Ce mode transcendant ne peut être apprécié qu'avec l'institution correspondante de la théorie des classifications, qui appartient au même titre à la biologie, où, scientifiquement envisagée, elle résume les résultats des comparaisons antérieures, tandis que logiquement elle dirige aussi l'étude des nouveaux rapprochements. Le sentiment des lois naturelles ne pouvait d'abord être développé

[redacted]

que par les études inorganiques, mais il ne devait devenir décisif qu'après s'être étendu aux spéculations biologiques, dont la nature est si propre à montrer l'inanité des notions absolues. Toutefois la biologie, bien que supérieure aux sciences précédentes, reste comme elles préliminaire, mais à un moindre degré. Son insuffisance devient appréciable dès qu'on quitte les études les plus élémentaires qui se rapportent aux phénomènes généraux de la vie organique.

L'évolution de la méthode positive demeure incomplète jusqu'à ce qu'elle s'étende à l'étude de l'humanité. C'est là que le sentiment des lois naturelles prend son entier développement en s'appliquant aux cas où l'élimination des volontés arbitraires et des entités chimériques présente le plus d'importance et de difficulté. En même temps, rien n'est plus propre à ruiner l'absolu philosophique qu'une étude instituée pour dévoiler les lois de la variation des opinions humaines. La récente formation de la sociologie et sa complication supérieure ne peuvent l'empêcher d'être la plus rationnelle de toutes les sciences, eu égard au degré de précision compatible avec la nature des phénomènes, puisque les spéculations les plus difficiles et les plus variées se trouvent rattachées à une seule théorie. Mais ce qu'il faut surtout remarquer, c'est l'extension des moyens d'investigation, nécessitée par les exigences du sujet le plus complexe et par le caractère des recherches correspondantes. Ce complément de la logique positive consiste dans la méthode historique, qui organise l'investigation, non par simple comparaison, mais par filiation graduelle.

Telles sont les cinq phases de la méthode positive, dont la succession a élevé l'esprit scientifique à la dignité d'esprit philosophique en effaçant la distinction qui devait subsister entre eux tant que l'évolution du génie moderne

[redacted]

n'était pas suffisamment opérée. Si l'on considère de quel misérable état théorique la raison humaine est partie, on cessera d'être surpris qu'il lui ait fallu cette longue préparation pour étendre à ses spéculations abstraites le même régime mental que la sagesse vulgaire emploie spontanément dans ses actes partiels et pratiques. Rien ne peut dispenser les esprits modernes de reproduire cette succession dans laquelle réside l'efficacité du développement philosophique. Une telle éducation, pouvant désormais devenir systématique, tandis qu'elle a dû rester jusqu'ici instinctive, sera plus rapide et plus facile.

Cette leçon comprend la partie la plus difficile et la plus importante de nos conclusions générales. En un temps où la doctrine est peu avancée, le principal travail philosophique doit consister à instituer complètement la méthode.

Nous apprécierons dans la leçon suivante les résultats de l'élaboration préliminaire de la doctrine positive, et nous indiquerons dans une dernière leçon l'action que devra exercer la nouvelle philosophie, lorsqu'elle sera pleinement constituée.

CINQUANTE-NEUVIÈME LEÇON

Sommaire. — Ensemble des résultats propres à l'élaboration préliminaire de la doctrine positive.

Les différentes parties de cet ouvrage montrent que chaque branche de la philosophie est encore dans un état provisoire. Les sciences ont été cultivées jusqu'ici d'une manière peu philosophique. L'évolution scientifique des trois derniers siècles a eu pour principal résultat la formation graduelle de la méthode positive, qui peut seule faire parvenir la science à une véritable unité. Néanmoins nous compléterons la leçon précédente en considérant les diverses études abstraites comme autant d'éléments d'un seul corps de doctrine.

L'étude du monde doit précéder et préparer celle de l'homme. Il faut étudier d'abord une économie à laquelle sont subordonnées toutes les conditions de l'existence humaine, et dont les phénomènes sont indépendants de l'action de l'homme, sauf les modifications secondaires que cette action y détermine. L'étude de l'organisme humain a besoin de reposer sur une élaboration destinée à dévoiler les lois des phénomènes qui, communs à tous les êtres, ne peuvent être bien connus que par l'examen des cas dans lesquels ils existent isolés des complications vitales.

Le mode d'existence le plus simple et le plus général consiste dans le mode mathématique, d'abord géométrique, puis mécanique : c'est le seul qui soit appréciable,

quand l'investigation ne peut reposer que sur l'exploration visuelle. Tel est le motif qui fait des études mathématiques le premier élément de la philosophie positive. Ces études doivent être considérées ici indépendamment des théories analytiques, qui, à titre de simple instrument de déduction et de coordination, ne contiennent aucune connaissance réelle. C'est, en effet, dans un sens purement logique que l'analyse a une grande importance en procurant à l'art du raisonnement l'exercice le plus fécond. Aucune autre étude ne fait ressortir aussi nettement l'aptitude déductive de l'esprit humain. Mais l'éducation scientifique n'y trouve d'autre résultat que le premier développement du sentiment des lois logiques, sans lesquelles on ne pourrait concevoir l'existence des lois naturelles. Les spéculations numériques, qui sont la source de l'analyse, ont fourni la plus ancienne manifestation des idées générales d'ordre et d'harmonie, qu'on a ensuite étendues aux sujets les plus complexes.

La géométrie et la mécanique, qui forment l'ensemble de la science mathématique, se rapportent aux notions primordiales de toute existence et de toute activité. La géométrie est plus générale que la mécanique, puisque l'existence peut être conçue sans aucune activité. Elle constitue donc l'étude la plus propre à développer le sentiment des lois d'harmonie, parce que ces lois n'y sont troublées par aucun mélange avec les lois de succession. Néanmoins la théorie du mouvement est, au point de vue scientifique, la principale branche de la science mathématique, en raison de ses relations plus directes et plus complètes avec tout le reste de la philosophie. Les spéculations mécaniques se compliquant toujours de considérations géométriques, cette connexité leur permet de représenter l'ensemble du mode mathématique.

La science mathématique est, avec l'astronomie, la seule partie de la philosophie qui soit parvenue à sa constitution normale. Nous allons prouver que les lois primordiales sur lesquelles repose cette constitution se confondent avec les lois qui ne semblent jusqu'ici convenir qu'à l'existence organique. Nous signalerons ainsi la tendance qu'ont les différentes connaissances à une unité scientifique en harmonie avec leur unité logique. Les notions intermédiaires, c'est-à-dire celles de l'ordre physique et chimique, témoigneront un pareil accord, quand leur caractère aura été établi par une culture plus rationnelle.

La théorie abstraite de l'équilibre et du mouvement étant indépendante de la nature du moteur, les lois physiques qui lui servent de base, ainsi que leurs conséquences, sont applicables aux phénomènes mécaniques des corps vivants. Non seulement une telle application doit diriger la première étude de la mécanique animale, statique ou dynamique ; mais encore les trois lois fondamentales de la mécanique ont une véritable universalité, parce qu'elles s'appliquent à tous les phénomènes possibles, et particulièrement à ceux de la nature vivante, individuelle ou sociale.

La première loi, qu'on désigne sous le nom de loi d'inertie, est due à Képler. Il suffit de l'envisager comme loi de persistance mécanique pour y voir un cas particulier de la tendance qu'ont tous les phénomènes à persévérer indéfiniment dans leur état, s'il ne survient aucune influence perturbatrice. La théorie de l'habitude repose sur le même principe, sauf l'intermittence des actes correspondants. La vie sociale, plus durable que la vie individuelle, fait ressortir la tendance de tout système politique à se perpétuer. En physique, certains phénomènes manifestent, jusque dans les moindres modifications mo-

[redacted]

peut observer cette égalité dans les effets physiques, chimiques, biologiques, et même politiques, en ne cherchant partout que le degré de précision compatible avec la nature du sujet.

Chacune des trois lois de la mécanique rationnelle s'applique donc à tous les phénomènes possibles. Il en est de même du célèbre principe d'après lequel d'Alembert a rattaché les questions de mouvement aux questions d'équilibre. Soit qu'on envisage ce principe comme une généralisation de la troisième loi du mouvement, soit qu'on y voie une notion distincte, on pourra toujours sentir qu'il est destiné à lier dans tout système l'appréciation dynamique à l'appréciation statique, les lois d'harmonie devant être maintenues au milieu des phénomènes de succession. La sociologie présente l'application la plus décisive de cette importante relation. Si les lois d'existence étaient toujours connues, on y pourrait ramener, comme en mécanique, les questions d'activité.

La mécanique rationnelle offre un exemple de certaines lois applicables à l'économie naturelle d'un genre quelconque de phénomènes. Ces lois ont été dévoilées par le sujet le plus simple et le plus commun, mais elles pourraient être conçues comme émanant des parties les plus élevées et les plus spéciales de la philosophie abstraite. Tel est le premier exemple du caractère d'universalité que prendront les notions positives, sous l'ascendant de l'esprit philosophique. C'est pourquoi j'ai insisté à cet égard, afin d'utiliser une occasion unique. Les lois précédentes suffisent pour constituer la mécanique rationnelle, puisque la théorie abstraite de l'équilibre et du mouvement n'exige aucune autre base. Dans tout sujet plus complexe, les mêmes lois sont insuffisantes pour une étude approfondie; mais elles fournissent de précieuses indications, parce

leurs une réaction qui fait sentir la réalité et la portée des notions mathématiques.

En passant de l'astronomie à la physique, on apprécie une activité plus spéciale et plus complexe. Bien que les phénomènes physiques soient communs à tous les corps, sauf l'inégalité de degré, leur manifestation exige un concours de circonstances qui n'est jamais continu. Parmi les cinq catégories qui distinguent ces phénomènes, la première, qui se rapporte à la pesanteur, offre seule une généralité mathématique. Aussi constitue-t-elle la transition naturelle de l'astronomie à la physique. Toutes les autres présentent une spécialité croissante. La physique compose avec la chimie un mode intermédiaire, dont l'importance est facile à saisir; car, s'il n'existait pas, on ne pourrait concevoir l'unité de la science, qui serait formée de deux éléments hétérogènes. Mais ce mode intermédiaire, adhérent par une extrémité à l'astronomie et par l'autre à la biologie, permet à l'intelligence de parcourir graduellement tout le système de la philosophie abstraite.

La physique a l'inconvénient d'être composée de parties plus distinctes les unes des autres que ne le sont entre elles la géométrie et la mécanique. La fusion des notions magnétiques avec les notions électriques ne peut faire espérer que cette multiplicité se réduise jamais à l'unité. Il y a plutôt lieu de penser qu'une plus complète étude de l'existence inorganique augmentera le nombre des parties de la physique, qui sont actuellement fixées à cinq; car cette diversité doit correspondre non seulement aux modes ainsi étudiés, mais encore à nos moyens organiques d'exploration. Deux branches de la physique s'adressent chacune à un seul de nos sens, l'une à l'ouïe, l'autre à la vue : elles ne pourraient être réunies en une

[redacted]

seule. Les trois autres se rapportent également à la vue et au toucher ; cependant personne n'oserait regarder la thermologie ou l'électrologie comme suceptibles de fusion, soit avec la barologie, soit entre elles.

Le nombre de nos sens n'est pas d'ailleurs à l'abri de toute incertitude. La théorie des sensations, malheureusement abandonnée aux métaphysiciens, est dans un état d'enfance. Une appréciation rationnelle, à la fois anatomique et physiologique, conduirait sans doute à distinguer les sensations de chaleur et de pression, aujourd'hui confondues, avec plusieurs autres peut-être, dans le sens du tact, qui, malgré sa classique réputation de netteté, semble destiné à recueillir toutes les attributions dont le siége n'est pas déterminé. Deux de nos sens, l'odorat et le goût, très employés en chimie, n'ont encore en physique aucune application. Chacun d'eux, et surtout le premier, aurait déjà suscité un département distinct, si notre organisation nerveuse avait été, à cet égard, aussi parfaite que celle de beaucoup d'animaux supérieurs. Réciproquement, l'optique et l'acoustique seraient probablement inconnues, si notre vue et notre ouïe étaient au niveau de notre odorat. Le mode d'existence inorganique appréciable à l'odorat semble en effet n'être pas moins distinct de ceux qui correspondent aux deux autres sens que ceux-ci ne le sont entre eux, comme le prouve surtout la persistance de l'ouïe dans l'ensemble de la série animale. Malgré les obstacles que notre imperfection organique apportera toujours au développement de la branche correspondante de la physique, une exploration aidée par d'ingénieux instruments parviendrait sans doute à les surmonter. D'ailleurs, il ne serait peut-être pas impossible d'instituer dans ce but, avec les animaux dont l'odorat est plus délicat que celui de l'homme, une sorte d'association équivalente à

[redacted]

celle dont le même sens a depuis longtemps fourni le motif pour la chasse ou pour la guerre.

Quand le nombre des éléments irréductibles de la physique aura été déterminé, l'influence philosophique pourra plus aisément améliorer la constitution de chaque branche principale. Dans les parties les plus avancées, cette constitution flotte presque toujours entre l'impulsion des géomètres, trop peu disposés à l'appréciation des théories physiques, et la résistance des physiciens, étrangers aux études mathématiques. L'esprit mathématique offre ici plus de dangers qu'en toute autre science, parce que son influence est rendue plus directe et sa conservation plus spécieuse par la nature purement géométrique ou mécanique d'un grand nombre de spéculations physiques. Il appartient aux physiciens de contenir l'aveugle instinct qui entraîne encore les géomètres à exercer sur l'ensemble des études naturelles une domination stérile et oppressive La perturbation à laquelle la physique est ainsi exposée m'a déterminé à y rapporter la discussion des vaines hypothèses qui continuent d'altérer la réalité de ses principales théories. Les fluides métaphysiques ne sont maintenus que pour permettre d'envisager tous les phénomènes comme exclusivement mécaniques. Or ce point de vue ne convient qu'à la barologie.

Le mode chimique est le plus intime et le plus complet de l'existence inorganique. La généralité inorganique s'y manifeste encore; mais elle y décroît beaucoup. Ces phénomènes présentent entre les diverses substances des différences qui ne sont plus réductibles, comme en physique, à de simples inégalités d'énergie. C'est surtout ici que se développe la tendance qu'ont les divers ordres de phénomènes à devenir d'autant plus modifiables que leur complication et leur spécialité augmentent. Les phéno-

mènes physiques en offrent un premier exemple qui motive l'introduction de la méthode expérimentale. Mais en chimie la faculté de modifier est plus complète; elle s'étend jusqu'à la composition moléculaire. Aussi la chimie constituera-t-elle toujours la base de la puissance matérielle de l'homme.

La chimie est plus éloignée que la physique de sa constitution normale. Sa nature intermédiaire la destine à faire pénétrer dans les études inorganiques l'esprit d'ensemble, que développent les études organiques par la méthode comparative et la théorie taxinomique. C'est là que devrait se trouver le terme du régime analytique et le commencement du régime synthétique. Cette science, au contraire, depuis la systématisation établie par Lavoisier, a été abandonnée à l'esprit de détail, qui l'encombre de faits incohérents. Il faut garantir la chimie, non pas de l'esprit mathématique, mais de la domination de la physique elle-même. Par une erreur analogue à celle qui les porte à vouloir réduire l'existence physique à la seule existence géométrique ou mécanique, plusieurs savants sont entraînés à ne voir que de simples effets physiques dans les phénomènes chimiques les plus caractérisés. Cette tendance résulte de l'exagération de l'efficacité chimique, qui appartient aux actions physiques; elle ne sera contenue que par la régénération de l'esprit scientifique actuel. Mais, quelle que soit l'imperfection des études chimiques, dans lesquelles la prévision n'est encore possible qu'en certains cas, ces études ont développé le sentiment des lois naturelles à l'égard des phénomènes les plus compliqués de l'existence inorganique, qui avaient été si longtemps regardés comme régis par de mystérieuses influences, et susceptibles d'arbitraires variations.

Après avoir fondé la philosophie inorganique, qui devait

commencer par être analytique, l'esprit positif s'est élevé à la philosophie organique, dont le caractère a toujours été synthétique, malgré les graves erreurs qu'y entretient encore une servile imitation des travaux qui lui ont servi de base. Suivant une formule célèbre, l'étude de l'homme et de l'humanité constitue la principale science, c'est-à-dire celle qui doit surtout occuper l'attention des hautes intelligences et la sollicitude de la raison publique. La destination simplement préliminaire des études antérieures est tellement sentie que ces études ne sont qualifiées qu'à l'aide d'expressions négatives, comme inorganiques et inertes.

En passant des études inorganiques aux études biologiques, on sent que le mode d'existence éprouve un immense accroissement, très supérieur aux degrés d'extension qu'il avait déjà reçus en s'élevant du simple état mathématique ou astronomique à l'état physique, et de celui-ci à l'état chimique. Toutefois le conflit qui a existé en biologie entre les besoins logiques et les besoins scientifiques, pendant tout le cours de l'évolution préparatoire des deux derniers siècles, a opposé de grands obstacles à l'appréciation d'une telle diversité. Les sciences inorganiques tendaient d'autant plus à dominer la biologie que les phénomènes vitaux sont en grande partie mécaniques, physiques, et surtout chimiques. Ce qu'ils offrent de propre, outre la différence des appareils, est trop difficile à déterminer pour ne pas rendre longtemps spécieuse la légitimité d'une semblable domination. Mais ce qui l'a surtout prolongée, c'est qu'on a dû accueillir les conceptions qui paraissaient susceptibles de détruire l'ascendant métaphysique, quelque opposées qu'elles fussent à la nature des phénomènes. Rien n'est plus caractéristique que la prépondérance qu'a conservée, pendant plus d'un siècle,

l'erreur biologique de Descartes sur l'automatisme animal, dont Buffon lui-même ne put jamais s'affranchir, bien que ses méditations aient dû lui en manifester l'absurdité. Mais la suprématie de l'esprit mathématique, malgré ses graves dangers, lui paraissait avec raison préférable à la tutelle de la théologie ou de la métaphysique, et il n'y avait pas alors d'autre alternative.

Une telle difficulté a été résolue par la combinaison des deux conceptions, l'une physiologique, l'autre anatomique, qui ont immortalisé Bichat. La conception physiologique consiste dans la distinction établie entre la vie organique ou végétative et la vie animale, distinction qui est le fondement de la philosophie biologique. C'est en effet sous son inspiration qu'on a pu déterminer la part qu'il faut accorder en biologie aux prétentions des sciences physiques et chimiques. Ces prétentions ont été reconnues légitimes en ce qui concerne les phénomènes de végétabilité, qui sont la base de toute existence vitale. Au contraire, la double propriété qui caractérise l'animalité est irréductible aux qualités inorganiques, et préside à un ordre de phénomènes distincts, sans aucune analogie avec les actes inférieurs. Toutefois une telle répartition n'autorise pas les physiciens et les chimistes à dominer le premier ordre d'études biologiques. Sans doute l'application de la doctrine inorganique est indispensable ; mais c'est aux biologistes qu'il appartient de la diriger, parce qu'ils peuvent seuls en comprendre les conditions et l'usage.

Quant à la conception anatomique, elle résulte de la théorie des tissus élémentaires. C'est l'équivalent de l'office rempli en physique et en chimie par la théorie moléculaire, dont l'application en biologie serait contraire à la nature des phénomènes. En effet, cette notion statique a pu seule procurer à la notion dynamique des deux vies une con-

sistance scientifique en permettant d'assigner à chacun de ces modes d'existence un siège qui pût être nettement distingué, même dans les plus éminents organismes. Mais cette double conception, malgré sa puissance intrinsèque, n'eût jamais acquis un caractère assez complet, si elle se fût bornée à l'homme.

Bien que l'homme soit l'objet essentiel de la biologie, son étude ne pouvait devenir rationnelle tant qu'elle ne comprenait que l'organisme le plus complexe. Elle ne pouvait être abordée avec succès sans être dominée par la méthode comparative, que la nature de tels phénomènes a si heureusement ménagée pour surmonter les difficultés de ces hautes recherches par une transition graduelle entre les degrés successifs d'organisation ou de vie. Cette méthode a été surtout appliquée à distinguer les deux modes de l'activité vitale, qui sont ainsi caractérisés par les divers types de la hiérarchie organique. Mais la construction d'une telle hiérarchie dépendait de cette conception préalable ; car la pure végétabilité ne comporte entre les différents êtres que de simples inégalités d'énergie, comme les propriétés physiques et chimiques, sans admettre cette diversité de modes successifs, qui devient la base d'une véritable série, et qui n'est propre qu'à l'animalité. C'est surtout en raison de cette intime connexité que la fondation de la philosophie biologique est résultée de l'établissement de la hiérarchie animale.

Une telle création constitue non seulement le principal instrument logique, mais encore la pensée prépondérante de toutes les hautes spéculations biologiques, parce que le point de vue anatomique et physiologique y concorde avec le point de vue taxinomique. La notion de l'organisme, d'abord absorbée par celle du milieu, qui à l'origine était seule appréciable, a été affermie par la con-

sidération d'une longue succession de systèmes vitaux de plus en plus complexes. Les idées systématiques d'ordre et d'harmonie sont résultées des études inorganiques à raison de leur simplicité supérieure ; mais les idées de classement et de hiérarchie, qui en constituent la plus haute manifestation, n'ont pu émaner que des études biologiques. La biologie actuelle a d'immenses lacunes ; néanmoins elle est plus rationnelle que les sciences antérieures, aveuglément livrées au régime de la spécialité qui a distingué leur élaboration préliminaire. La notion de la spontanéité vitale, se développant à des degrés déterminés entre les limites correspondantes à l'accomplissement des lois de l'existence, est irrévocablement établie par la conception hiérarchique qui domine l'ensemble des idées biologiques. Toutefois, les obstacles que cette conception éprouve encore au sein même de la science et la persistance du conflit initial prouvent qu'une telle constitution n'est pas complète.

Les biologistes ne s'affranchiront de l'invasion des sciences inorganiques qu'en se les rendant assez familières pour en incorporer l'application au système de leurs propres études. Cette obligation résulte des mêmes motifs qui ont déjà imposé aux autres classes de savants de semblables conditions logiques. En outre, la biologie ne peut être pleinement constituée sans l'intervention de la sociologie. Car, tandis que, par son extrémité inférieure, elle touche à la science inorganique dans l'étude de la vie végétative, elle adhère, par son extrémité supérieure, à la science du développement social dans l'étude de la vie intellectuelle et morale. Or, cette dernière étude, sans laquelle la connaissance biologique de l'homme est insuffisante, ne peut être convenablement instituée au point de vue individuel. Elle exige la considération du développement collectif de l'humanité.

La sociologie diffère tellement de la biologie qu'il est impossible de ne pas l'en séparer. Sous l'aspect logique, la méthode y est complétée par le mode historique, qui, dérivé du mode comparatif, propre à la biologie, en doit néanmoins être distingué. La séparation n'est pas moins marquée dans l'ordre scientifique ; car il est impossible de déduire des lois relatives à l'existence individuelle de l'homme les phénomènes successifs de l'évolution sociale. Chaque degré de cette évolution ne peut être rattaché qu'au degré immédiatement antérieur, bien que leur ensemble doive constamment rester en harmonie avec le système des notions biologiques. La biologie fournit sur la nature humaine des notions qui doivent contrôler les indications de la sociologie, et souvent même les rectifier et les perfectionner. Elle fait connaître cette association élémentaire, intermédiaire entre l'existence individuelle et l'existence sociale, qui résulte de l'existence domestique, plus ou moins commune à tous les animaux supérieurs, et qui forme, dans notre espèce, la base du plus vaste organisme collectif.

La constitution de la sociologie ayant été établie au point de vue dynamique, les lois d'harmonie y ont été considérées parmi les lois de succession. Aussi la plus haute connexité entre la sociologie et la biologie consiste-t-elle dans la liaison que j'ai instituée entre la série sociologique et la série biologique, et qui permet d'envisager la première comme un simple prolongement de la seconde, bien que les termes de l'une soient coexistants, et ceux de l'autre successifs. Sauf cette différence, qui ne peut interdire l'enchaînement des deux séries, le caractère de l'évolution humaine résulte de la prépondérance croissante des mêmes attributs, qui placent l'homme à la tête de la hiérarchie animale. On parvient ainsi à

entre la science et l'art, relation qui a été ébauchée dans les cas les plus simples.

Quelque peu avancée que soit la sociologie, on peut la regarder comme ayant déjà rempli toutes les conditions de son institution initiale, en sorte qu'il ne reste plus qu'à en poursuivre le développement. La nature du sujet rend cette nouvelle science plus rationnelle que toutes les autres, y compris la biologie, en établissant l'ascendant de l'esprit d'ensemble, qui, d'une telle source, doit se répandre sur toutes les parties de la philosophie abstraite.

Malgré l'état peu satisfaisant de presque toutes les doctrines spéciales, on peut considérer comme accomplie la longue préparation qui, depuis Bacon et Descartes, a graduellement amené l'avènement de la philosophie moderne. Tous les éléments destinés à concourir à sa formation sont assez développés pour que le caractère de chacun d'eux puisse être apprécié.

Les diverses connaissances forment enfin un système assujetti à une même hiérarchie et à une commune évolution. L'harmonie est ainsi établie entre la spéculation et l'action, puisque les nécessités mentales, soit logiques, soit scientifiques, rendent la prépondérance aux conceptions que la raison publique a toujours regardées comme les plus importantes. La morale, dont les exigences ont été implicitement méconnues pendant l'élaboration préliminaire, retrouve ses droits dans la suprématie du point de vue social, rétablissant le règne de l'esprit d'ensemble, auquel le sentiment du devoir est toujours lié. L'évolution humaine est scientifiquement représentée comme consistant dans l'ascendant croissant de l'humanité sur l'animalité, d'après la suprématie de l'intelligence sur les penchants, et de l'instinct sympathique sur l'instinct personnel. Ainsi

[redacted]

ressort de l'ensemble du développement spéculatif la domination de la morale, autant du moins que le comporte notre imparfaite nature. La nouvelle philosophie développe au plus haut degré le sentiment de la solidarité et de la continuité sociales ; elle affermit la notion de l'ordre, que l'économie du monde réel érige en base de la conduite privée ou publique.

Pour achever de caractériser cette philosophie, il ne nous reste plus qu'à indiquer la nature de son action d'abord intellectuelle, puis sociale, autant qu'une telle détermination peut reposer sur la théorie de l'évolution humaine, ainsi poussée jusqu'à sa plus extrême application.

SOIXANTIÈME LEÇON

Sommaire. — Action finale propre à la philosophie positive.

Aucune des précédentes révolutions de l'humanité, pas même le passage du polythéisme au monothéisme, n'a modifié aussi profondément l'existence de l'homme et celle de la société que ne le fera, dans un prochain avenir, l'avènement de l'état positif. C'est le seul terme possible de la crise qui, depuis un demi-siècle, agite les peuples les plus avancés. Nous allons indiquer l'influence que le nouveau régime exercera sur chacun des modes de l'existence humaine, envisagée sous l'aspect intellectuel et social, c'est-à-dire au point de vue de la science, de la morale, de la politique et de l'art. Telles sont les quatre classes de considérations par lesquelles nous achèverons de caractériser la rénovation philosophique qui constitue l'objet essentiel de cet ouvrage.

La principale propriété intellectuelle de l'état positif consistera dans son aptitude à déterminer et à maintenir une cohérence mentale dont le passé n'a pu présenter qu'une simple ébauche. Sans doute le polythéisme, qui forme la phase la plus importante de l'âge théologique, a longtemps offert une sorte d'unité spéculative résultant de la nature religieuse qu'avaient alors toutes les concep-

lations abstraites, ensuite sur les études concrètes, et enfin relativement aux notions pratiques.

Sous le premier aspect, le régime de la positivité rendra solidaires les différentes branches de la philosophie. L'ascendant de l'esprit sociologique assurera le développement de chaque science conformément à son génie propre. Au lieu de chercher aveuglément une stérile unité scientifique dans la réduction de tous les phénomènes à un seul ordre de lois, l'intelligence humaine regardera les diverses classes d'événements comme ayant leurs lois spéciales. Ce régime augmentera l'indépendance et la dignité de toutes les sciences; mais c'est la biologie qui en retirera le plus d'avantages, parce qu'elle a été jusqu'ici la plus exposée à de désastreux empiètements, contre lesquels elle n'a pu trouver de garantie que sous la protection de la théologie et de la métaphysique.

Le cours de la progression moderne a fait prévaloir la formation de la science abstraite, mais l'établissement de la science concrète constituera l'une des principales attributions du nouvel esprit philosophique. Une telle étude doit être historique, parce qu'elle se rapporte à l'existence des différents êtres. Je signalerai, à l'égard des phénomènes les plus complexes et les plus élevés, une détermination qui ne saurait être obtenue autrement. Il s'agit de la fixation de la durée des diverses existences naturelles, et entre autres de l'évolution humaine. Cette évolution restera certainement à l'état progressif pendant une longue suite de siècles. Mais il importe de reconnaître en principe que l'organisme collectif est assujetti, comme l'organisme individuel, à un déclin indépendant des altérations du milieu général. Rien ne peut empêcher la vie collective de l'humanité d'avoir une semblable destinée. Cette perspective ne doit pas plus décourager les tentatives d'amé-

lioration que ne le fait, dans la vie individuelle, la certitude d'une inévitable destruction, même quand elle est très prochaine. Il serait oiseux de s'arrêter à déterminer le caractère extrême de l'esprit philosophique, qui sera toujours disposé à reconnaître sans aucun vain espoir toute destinée inévitable, quand l'âge du déclin deviendra prochain, afin d'en adoucir l'amertume en soutenant noblement la dignité humaine. Ce n'est pas à ceux qui sortent à peine de l'enfance qu'il appartient de préparer leur vieillesse. Cette prétendue sagesse conviendrait encore moins pour la vie collective que pour la vie individuelle.

A l'égard des connaissances pratiques, le nouveau régime établira la plus parfaite harmonie entre le point de vue actif et le point de vue spéculatif en les subordonnant à un même esprit philosophique. L'activité pratique, plus ou moins comprimée jusqu'ici par de superstitieux scrupules ou détournée par de chimériques espérances, sera stimulée par l'ascendant de la positivité, qui soumettra toutes les opérations usuelles à une appréciation systématique. L'extension de l'industrie ne sera pas moins efficace pour faire apprécier la supériorité de la science sur la constitution antérieure des spéculations humaines. Le sentiment de l'action et celui de la prévision étant devenus solidaires, une telle connexité rendra populaire la nouvelle philosophie; car chacun y reconnaîtra l'application d'une même méthode dans tous les sujets accessibles à l'intelligence. Ces diverses influences seront surtout caractérisées dans les deux arts les plus difficiles et les plus importants, l'art médical et l'art politique.

Après avoir examiné les propriétés scientifiques de l'esprit positif, nous allons en apprécier l'aptitude pour affermir et perfectionner la moralité humaine.

La fatale scission qui s'est développée, pendant le cours de la transition moderne, entre les besoins intellectuels et les besoins moraux a fait craindre que le régime le plus convenable aux uns ne pût satisfaire aux autres. Cet antagonisme est le résultat d'une situation transitoire dans laquelle les questions morales semblaient devoir indéfiniment adhérer à l'antique philosophie. L'extension de la positivité aux spéculations les plus élevées fait cesser cette opposition en conférant la prépondérance au point de vue social.

La révolution française a suscité, à défaut de principes moraux, une impulsion propre à refouler l'égoïsme. Mais l'affaissement des passions révolutionnaires commence à mettre en évidence la fragilité des fondements de la métaphysique, qui sont incapables de résister à la moindre perturbation. Les convictions profondes que la théologie a laissé détruire, et que la métaphysique n'a pu remplacer, ne seront rétablies en morale que par la prépondérance de l'esprit positif. Dans la fluctuation inhérente à l'anarchie actuelle, on conteste les principes moraux les plus indispensables. Lorsque ces principes reposeront sur l'ensemble des lois de la nature humaine, ils ne laisseront plus aucune place à ces faciles subterfuges par lesquels tant de sincères croyants éludent, à leurs yeux comme à ceux d'autrui, la rigueur des prescriptions morales, depuis que les doctrines religieuses ont perdu leur efficacité sous la décadence du pouvoir sacerdotal. On oublie trop, dans les comparaisons souvent injustes que l'on tente d'établir entre la morale positive et la morale religieuse, que la première, à peine ébauchée, est dépourvue de toute institution régulière, tandis que la seconde, développée par une élaboration séculaire, est assistée de tout l'appareil social qu'exigeait son application.

L'influence de la philosophie positive n'est maintenant appréciable que par rapport aux doctrines, indépendamment des institutions. Nous allons, pour l'examiner, distinguer chacun des trois degrés qui sont propres à la morale, successivement envisagée au point de vue personnel, domestique, social.

Sous le premier aspect, la morale positive comportera plus d'efficacité que n'en a jamais obtenu, même à l'état monothéiste, la morale religieuse, malgré les puissants moyens dont elle a disposé. Ce degré initial, pris pour base de tout le développement moral, sera soustrait à l'arbitrage de la prudence personnelle pour être incorporé à l'ensemble des prescriptions publiques. Les anciens n'ont pu obtenir un tel résultat, bien qu'ils en aient pressenti l'importance, et le catholicisme lui-même ne l'a pas suffisamment réalisé, parce qu'il se proposait un but imaginaire. En exagérant les dangers momentanés d'une franche renonciation à toute espérance chimérique, on a trop méconnu les avantages que produira la concentration des efforts de l'homme sur la vie réelle, soit individuelle, soit collective. Chacun sera ainsi poussé à perfectionner l'économie totale par les moyens qui lui sont propres, et parmi lesquels les règles morales doivent occuper le premier rang, parce qu'elles sont destinées à permettre ce concours dans lequel réside la principale puissance de l'homme. Une saine appréciation de la nature humaine, dans laquelle dominent à l'origine les penchants vicieux ou abusifs, rendra vulgaire l'obligation d'exercer sur ses diverses inclinations une sage discipline destinée à les stimuler ou à les contenir, suivant leurs tendances respectives. La situation de l'homme envisagé comme chef de l'économie réelle fera ressortir la nécessité de développer sans cesse par un judicieux exercice les attributs qui le placent à la tête de la

hiérarchie des êtres vivants. Le juste orgueil que suscitera le sentiment d'une telle prééminence, succédant à l'infériorité tant consacrée de l'homme à l'égard des anges, ne déterminera aucune dangereuse apathie ; car le même principe indiquera un type de perfection au-dessous duquel il sera trop aisé de sentir que chacun restera constamment, bien que des efforts persévérants puissent en rapprocher de plus en plus.

Quant à la morale domestique, la philosophie positive est seule apte à refréner les dangereuses erreurs que la métaphysique a suscitées. C'est en effet à l'égard de l'union domestique qu'elle fera sentir combien les rapports sociaux sont naturels, puisqu'ils se rattachent au mode d'existence propre à toute la partie supérieure de la hiérarchie animale, dont l'humanité offre simplement le plus complet développement en harmonie avec son universelle prééminence. L'étude approfondie de l'évolution humaine démontre que les diversités naturelles sur lesquelles repose une telle économie sont de plus en plus développées par le progrès commun, qui fait tendre chaque élément vers l'existence la plus conforme à son caractère et la plus convenable à l'harmonie générale. L'esprit positif consolidera les grandes notions morales qui se rapportent à ce premier degré d'association, et prouvera qu'il doit devenir prépondérant pour l'immense majorité des hommes, à mesure que la sociabilité moderne se rapproche davantage de son état normal. Ainsi sera garanti de toute altération l'enchaînement naturel qui, sauf quelques rares anomalies individuelles, fait de l'existence domestique la préparation à l'existence sociale.

C'est par rapport à la morale sociale que la philosophie positive développera sa principale aptitude. Ni la philosophie métaphysique, qui consacre l'égoïsme, ni la philoso-

humaine. Le véritable esprit philosophique n'étant que le bon sens systématisé, on peut assurer que, du moins sous sa forme spontanée, il maintient seul, depuis plus de trois siècles, l'harmonie générale, malgré les perturbations dogmatiques inspirées ou tolérées par l'ancienne philosophie. Les divagations de la théologie et de la métaphysique auraient depuis longtemps bouleversé le monde, si la résistance instinctive de la raison vulgaire n'en avait contenu l'application sociale.

Conformément à ses différentes aptitudes, la morale positive représentera le bonheur de chacun comme attaché à la plus complète manifestation des actes bienveillants et des émotions sympathiques envers l'ensemble de l'espèce humaine, et même envers tous les êtres sensibles qui lui sont subordonnés. Son efficacité sera d'autant plus assurée qu'elle s'adaptera aux exigences variables de chaque condition individuelle ou sociale. Au contraire, l'immobilité de la morale religieuse devait, au temps même de son principal empire, lui enlever presque toute sa force à l'égard de situations qui, développées après sa constitution initiale, n'avaient pu être prévues. Avant que l'avenir rende manifestes les attributs moraux de la philosophie positive, c'est aux philosophes, précurseurs naturels de l'humanité, qu'il appartient de les faire ressortir aux yeux de tous par la supériorité de leur conduite, personnelle, domestique, sociale. C'est ainsi que d'irrécusables exemples prouveront la possibilité de développer, d'après des motifs purement humains, un sentiment assez complet de la morale pour déterminer, en toute circonstance, soit une invincible répugnance pour toute violation de ses lois, soit une ardente impulsion aux plus actifs dévouements.

Après avoir caractérisé l'influence de la philosophie positive relativement à la science et à la morale, nous

devons apprécier son action en politique. Nous avons considéré implicitement ce sujet dans toute la seconde partie de cet ouvrage, où le passé a été sans cesse contemplé en vue de l'avenir. Nous nous bornerons à envisager ici la division qui doit exister entre l'organisme spirituel ou théorique et l'organisme temporel ou pratique. Nous en avons examiné l'avènement initial ; il nous reste à en juger le développement normal et l'application permanente.

La tentative du catholicisme, au moyen âge, malgré son mérite et son efficacité, que je crois avoir dignement appréciés, a marqué à cet égard le but de la civilisation, sans ébaucher une solution politique qui devait dépendre d'une autre philosophie et se rapporter à une sociabilité plus avancée. Cette tentative a été, pendant les cinq siècles de transition, de plus en plus discréditée, en raison de son adhérence à des doctrines arriérées, devenues profondément oppressives. Au contraire, l'utopie transmise par la métaphysique grecque à la métaphysique moderne a pris une consistance croissante.

La civilisation actuelle assigne, en tout genre, une participation distincte à la force matérielle et à la puissance intellectuelle, dont la division et le classement, jusqu'ici confus, sont réservés à l'avenir. L'équilibre passager de ces deux pouvoirs n'est résulté, au moyen âge, que d'un antagonisme empirique tenant au développement du système monothéiste sous une sociabilité antérieure. L'évolution humaine a retiré une grande utilité d'une première consécration de l'indépendance de la morale à l'égard de la politique. Mais l'avenir devra reprendre l'ensemble de la constitution moderne à partir de cette opération initiale, qui a été conçue et conduite d'une manière insuffisante, vu l'inaptitude de la philosophie correspondante. En effet, le catholicisme n'a

institué une séparation entre les règles de la conduite et leurs applications aux divers cas spéciaux que par une opposition mystique entre les intérêts célestes et les intérêts terrestres, comme le rappellent les dénominations usitées. Si la prépondérance de l'activité pratique n'avait pas dirigé vers sa destination sociale un moyen logique aussi imparfait, les sociétés modernes eussent été converties en stériles thébaïdes, dans lesquelles la pensée du salut personnel aurait absorbé toute autre considération. Quand le point de vue terrestre a prévalu sur le point de vue céleste, l'indépendance de la morale à l'égard de la politique s'est trouvée compromise malgré son harmonie avec la nature de la sociabilité moderne, parce qu'elle n'avait plus aucune base susceptible de résister aux idées révolutionnaires.

La philosophie positive subordonne au point de vue social la morale elle-même en rapportant tout non pas à l'homme, mais à l'humanité. Les lois morales sont, comme les lois intellectuelles, mieux appréciables dans l'organisme collectif que dans l'organisme individuel. Le type du perfectionnement humain, identique pour l'individu et pour l'espèce, est plus caractérisé par l'évolution sociale que par l'évolution personnelle. La morale ne cessera donc jamais de rattacher son point de départ à la politique. La philosophie positive conciliera les attributs opposés que la sagesse spontanée de l'humanité a manifestés successivement dans l'antiquité et au moyen âge. Le régime monothéiste a proclamé l'indépendance de la morale, ou plutôt son caractère supérieur. Mais il y avait une tendance éminemment sociale au fond de l'antique subordination de la morale à la politique, que le régime polythéiste avait poussée jusqu'à une pernicieuse confusion, d'ailleurs impossible à éviter alors, et même indispensable à l'activité militaire.

L'antiquité a seule offert jusqu'ici un système politique complet, comportant une entière homogénéité, et susceptible de conserver, pendant une longue suite de siècles, un caractère identique. Le polythéisme a présenté deux modes distincts, l'un conservateur et stationnaire sous l'ascendant théocratique, l'autre actif et progressif sous l'impulsion militaire. Le grand effort politique qui a été tenté prématurément au moyen âge, et que l'avenir seul pourra réaliser, consiste surtout dans la conciliation des propriétés opposées de ces deux régimes, dont l'un conférait la prépondérance sociale au pouvoir théorique, et l'autre au pouvoir pratique.

Tout en distinguant les exigences respectives de l'éducation et de l'action, il importera de conserver à la pratique la direction des actes journaliers. L'autorité théorique devra rester purement consultative. L'économie des sociétés modernes révèle déjà l'ébauche d'une telle pondération dans les rapports de l'art et de la science. Il ne s'agit que d'étendre cette relation aux opérations les plus importantes et les plus difficiles. La théorie doit être indépendante, pour que son propre essor, et par suite celui de la pratique, ne soit pas entravé. Mais elle est impuissante à diriger les opérations usuelles. La sagesse pratique doit y présider à l'emploi des lumières spéculatives. Une longue expérience a consacré cette nécessité dans les cas les plus simples. Des motifs analogues doivent à plus forte raison la faire sentir dans les cas les plus compliqués. La philosophie positive dissipera les erreurs des ambitions spéculatives, lesquelles tiennent encore à la nature mystique et absolue des théories initiales, qui inspirent pour l'instinct pratique un profond dédain. Le progrès dépend surtout de l'accord de ces deux modes de la sagesse humaine. L'art politique est propre à faire apprécier la valeur de la sagesse

pratique, qui s'y est montrée jusqu'ici supérieure à la sagesse théorique. Plus l'art est éminent, plus il importe que la théorie soit séparée de la pratique, et que celle-ci conserve la direction effective de chaque opération. En politique, les mesures dictées par les circonstances surpassent les superbes inspirations des théories mal établies. Une telle différence diminuera avec le progrès des spéculations sociales. Mais l'intérêt commun ne cessera jamais d'exiger la prépondérance journalière du pouvoir pratique ou matériel. De son côté, le pouvoir pratique devra respecter l'indépendance du pouvoir théorique ou intellectuel, et reconnaître la nécessité d'en comprendre les indications abstraites parmi les éléments de chaque détermination concrète.

En caractérisant l'avènement du régime positif, j'ai insisté sur la nécessité de le restreindre d'abord aux populations de l'Europe occidentale. Je dois en considérer ici l'extension à l'ensemble de la race blanche, et même à la totalité de notre espèce, convenablement préparée. La nouvelle philosophie permettra une association spirituelle beaucoup plus vaste que n'a jamais pu le comporter la philosophie antérieure. L'esprit positif constituera une harmonie mentale jusqu'ici impossible, et déterminera une communion intellectuelle et morale plus complète, plus étendue et plus stable que toute communion religieuse. Malgré la vaine consécration qu'une aveugle routine accorde encore aux prétentions surannées de la philosophie théologique, c'est sous son inspiration que l'occident européen s'est décomposé, depuis cinq siècles, en nationalités indépendantes, dont la solidarité ne pourra être établie que par une rénovation totale. L'organisme positif deviendra plus moral et moins politique, sans faire perdre à la puissance pratique sa prépondérance. Cette progression ne

[redacted]

sera pas moins favorable à la liberté qu'à l'ordre ; car, à mesure que l'association intellectuelle et morale se consolidera en s'étendant, la concentration temporelle diminuera faute de besoin, et permettra le progrès spécial de chaque élément politique.

L'inévitable discordance des passions humaines déterminera, malgré les plus sages mesures, des conflits dans l'ensemble de l'économie positive, comme en tout autre système antérieur. Leur principale intensité se rapportera plus à l'institution du nouveau régime qu'à son développement. Dans un prochain avenir surgiront de grandes luttes intestines, occasionnées par l'anarchie intellectuelle et morale. Ces luttes, qui sont partout imminentes, se produiront d'abord entre les entrepreneurs et les travailleurs, et ensuite, par une influence moins aperçue et qui sera un peu plus tardive, entre les habitants des villes et ceux des campagnes. Il n'y a de systématisé aujourd'hui que ce qui est destiné à disparaître. Or tout ce qui n'est pas encore systématisé engendrera d'inévitables collisions. Dans cette orageuse situation, la philosophie positive trouvera la première épreuve de son efficacité politique, en même temps qu'une irrésistible stimulation à conquérir l'ascendant social.

Une intime solidarité s'établira entre les tendances philosophiques et les impulsions populaires. Après avoir déterminé l'avènement de l'économie positive, cette puissante liaison mutuelle en deviendra le plus ferme appui. La même philosophie qui aura fait reconnaître la suprématie de la raison commune fera pareillement admettre, sans aucun danger d'anarchie, la prépondérance des besoins populaires en fondant l'empire de la morale, qui dominera les inspirations de la science et les déterminations de la politique.

Après des orages passagers, qui résulteront surtout de l'inégal développement des besoins de la pratique et des résultats de la théorie, l'application de la philosophie positive conduira l'humanité au système social le plus convenable à sa nature. Ce système surpassera en homogénéité, en extension et en stabilité tout ce que le passé a pu édifier.

Pendant que les opinions, les mœurs et les institutions propres à la sociabilité moderne se développeront au milieu des événements les plus décisifs, la philosophie positive montrera, au sujet des beaux-arts, une quatrième aptitude, complémentaire de toutes les autres.

En étudiant le cours de l'évolution humaine, j'ai fait ressortir l'influence du sentiment esthétique dans l'ensemble de l'existence, individuelle ou collective, pour charmer également les êtres les plus vulgaires et les plus éminents en donnant aux uns plus d'élévation, aux autres plus de douceur. Sous cet aspect, les beaux-arts gagneront beaucoup à l'avènement du régime positif, qui saura les incorporer à l'économie sociale, à laquelle ils sont jusqu'ici restés étrangers. La prépondérance du point de vue humain et de l'esprit d'ensemble seront favorables aux dispositions esthétiques, soit dans ce degré modéré qui suffit à déterminer un véritable goût, soit dans cette intensité qui constitue une vocation réelle.

Les circonstances les plus convenables au développement des beaux-arts ne se sont trouvées réunies que sous le régime polythéiste. La vie publique était alors très prononcée, et caractérisée par l'activité militaire, dont l'idéalisation est à tous égards épuisée. A peine ébauchée, l'activité laborieuse et pacifique propre à la civilisation moderne n'a pu encore être appréciée au point de vue esthétique. L'art est comme la science, et comme l'industrie elle-

même : loin d'avoir vieilli, il n'est pas assez formé, parce qu'il ne s'est pas dégagé du type que l'antiquité lui a légué. Les œuvres admirables des cinq derniers siècles prouvent, contrairement à de vains préjugés, la conservation des facultés esthétiques et même leur accroissement continu dans le milieu le plus défavorable. L'existence moderne trouvera une idéalisation, dès que son caractère sera nettement marqué. Le double sentiment du vrai et du bien ne peut se développer sans faire naître le sentiment du beau. Ce dernier effet de la philosophie positive est donc intimement lié à chacun des trois autres.

La philosophie théologique, en appliquant spontanément le type humain, qui en constitue le véritable esprit, devait être longtemps favorable à l'élan de l'imagination. Mais cette aptitude, très prononcée sous le polythéisme, n'a pu se maintenir, pendant l'âge du monothéisme, que par l'étrange expédient qui, au milieu du plus fervent catholicisme, vint prolonger l'influence contradictoire de la principale époque religieuse. La conception de la divinité ou plutôt des dieux est donc devenue encore plus impuissante sous l'aspect esthétique qu'elle ne l'est au point de vue intellectuel et social. Quant à la vaine entité de la nature, par laquelle la métaphysique a tenté de remplacer cette croyance initiale, sa stérilité est aussi évidente en poésie qu'en philosophie et en politique.

Le principal résultat de la progression moderne consiste dans la convergence spontanée de toutes les conceptions vers la notion de l'humanité, qui comportera, sans aucun artifice, une immense aptitude esthétique, quand elle aura convenablement prévalu. Il y aura une source inépuisable de grandeur poétique dans la conception de l'homme envisagé comme le chef suprême de l'économie naturelle,

la modifiant sans cesse à son avantage par une sage hardiesse, affranchi de tout vain scrupule, libre de toute terreur oppressive, et ne reconnaissant d'autres limites que celles des lois positives, découvertes par son intelligence. Précédemment, au contraire, l'humanité était passivement assujettie à une arbitraire direction, de laquelle dépendaient toutes ses entreprises. L'action de l'homme sur la nature, encore si imparfaite, ne s'est manifestée pleinement que chez les modernes. Ce résultat d'une pénible évolution sociale n'a donc pu comporter aucune idéalisation. A l'imitation de la poésie antique, l'art a continué de chanter la merveilleuse sagesse de la nature, depuis que la science a constaté l'imperfection de cet ordre si vanté. Les ouvrages humains, depuis les plus simples appareils mécaniques jusqu'aux plus éminentes institutions sociales, sont supérieurs à tout ce qu'offre de plus parfait l'économie que l'homme ne dirige pas, et dans laquelle la grandeur des masses est la principale cause des admirations antérieures. C'est à exalter les prodiges de l'homme, sa conquête de la nature, les merveilles de sa sociabilité, que le génie esthétique trouvera une source d'inspirations neuves et puissantes, susceptibles de la plus grande popularité, parce qu'elles seront en harmonie avec l'instinct de notre supériorité et avec l'ensemble de nos convictions.

La régénération de l'art moderne, loin d'être limitée à la poésie, s'étendra successivement à tous les autres moyens d'expression idéale, suivant l'ordre de leur hiérarchie. L'esprit positif deviendra ainsi la base d'une rénovation esthétique non moins nécessaire que la rénovation intellectuelle et sociale, dont elle est inséparable.

Ce rapide exposé de l'action propre à la philosophie positive termine l'œuvre que j'ai osé concevoir et exécuter



pour compléter celle qui fut entreprise par Bacon et Descartes.

Dégagée de la métaphysique autant que de la théologie, et parvenue à l'état pleinement positif, mon intelligence s'efforce d'attirer au même point tous les penseurs énergiques.

FIN DU TOME SECOND.

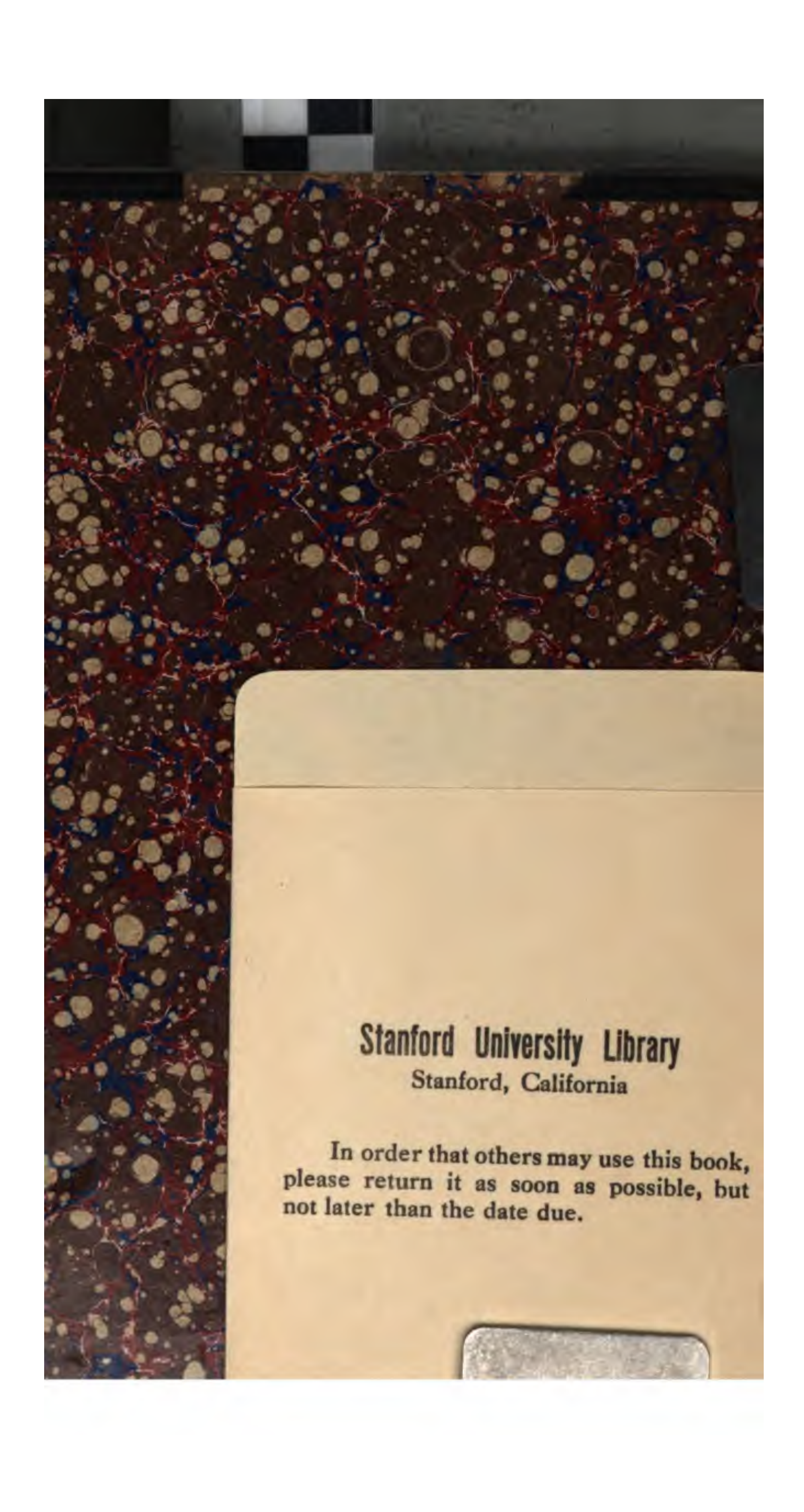
TABLE DES MATIÈRES

DU TOME SECOND








Stanford University Library
Stanford, California
In order that others may use this book, please return it as soon as possible, but not later than the date due.